



HAL
open science

L'idée de l'Europe dans la pensée allemande à l'époque Bismarckienne

Jean Nurdin

► **To cite this version:**

Jean Nurdin. L'idée de l'Europe dans la pensée allemande à l'époque Bismarckienne. Histoire. Université Paul Verlaine - Metz, 1977. Français. NNT : 1977METZ001L . tel-01775619

HAL Id: tel-01775619

<https://hal.univ-lorraine.fr/tel-01775619>

Submitted on 24 Apr 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10

http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php

<http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm>



JEAN NURDIN

CHARGE D'ENSEIGNEMENT

À LA

FACULTE DES LANGUES DE DIJON

L'IDEE D'EUROPE DANS LA PENSEE ALLEMANDE

A

L'EPOQUE BISMARCKIENNE

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES DE METZ	
N° d'inv.	62.705
N° de cat.	TD 3
I b	

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'ETAT

INTRODUCTION

Cet ouvrage peut sembler une gageure. N'est-ce pas un paradoxe d'étudier l'idée européenne dans l'Allemagne de Bismarck? Nul n'ignore en effet qu'il s'est produit dans la seconde moitié du siècle passé un événement majeur, l'unification politique des pays germaniques, et que la nation allemande, armée de pied en cap par Bismarck, s'est placée d'un seul coup au premier rang sur la scène internationale. Que le 19ème siècle soit bien le siècle des nationalités, qui pourrait le contester? Du reste, la fondation du Reich de 1871 est un acte d'une importance historique telle qu'on lui a consacré depuis la Seconde Guerre mondiale, notamment à l'occasion de son centenaire, d'innombrables travaux.

En même temps, la littérature portant sur l'histoire de l'idée européenne s'est multipliée dans d'énormes proportions sans que l'on ait jusqu'ici dressé un bilan circonstancié de l'idée d'Europe au cours de la période bismarckienne. Certes les ouvrages qui traitent aujourd'hui de la formation de l'unité allemande s'efforcent de dépasser le point de vue étroitement national de jadis, mais leur perspective et leur propos sont par définition différents des nôtres. Quant aux travaux, d'ailleurs remarquables, qui ont pour sujet l'histoire de l'idée européenne en Allemagne, ils sont extrêmement rares, et ils sont très généraux, si bien qu'ils débordent largement le cadre de la période bismarckienne.

Aussi la présente étude a-t-elle pour objectif de jeter quelque lumière sur une époque où étaient en gestation les destinées de l'Europe actuelle et où le nationalisme semblait régner sans partage. En l'occurrence, nul ne saurait nier la puissance du nationalisme dans l'Allemagne d'alors. Il peut prendre parfois des allures excessives dans ce pays écartelé par les particularismes. Mais il n'exclut pas du jour au lendemain un certain sens de la communauté internationale, qui s'exprime dans le langage des hommes d'Etat, des diplomates et des

écrivains politiques par les termes de "Famille des Etats" et de "Concert européen".

Ces notions persistent pendant la plus grande partie du siècle. Il faudra l'affrontement des nationalismes, puis des impérialismes pour les vider de tout contenu et les faire tomber en désuétude. Si à la fin du siècle elles sont devenues totalement anachroniques, c'est qu'en dernière analyse elles datent d'une époque où l'Europe politique était celle des monarques, des aristocrates et des diplomates. Cette époque-là, le 18ème siècle, a légué aussi à la postérité l'esprit du rationalisme cosmopolite, la conscience d'un universalisme qui se traduit dans les projets de paix et d'union dont les plus connus sont ceux de Leibniz (1) et de Kant en Allemagne, de l'Abbé de Saint-Pierre en France. Tous ces projets, qu'ils émanent de la pensée chrétienne, de l'éthique rationaliste ou de l'esprit juridique, lèguent au 19ème siècle l'idée d'une patrie commune à tous les Européens, l'idée de paix universelle, l'idée d'une unité culturelle qui se manifeste surtout dans le concept de "République des Lettres".

Après les bouleversements révolutionnaires, Metternich rassemble et organise le Vieux Continent dans la "Pentarchie" des grandes puissances, nouvelle forme de l'équilibre européen. "Famille des Etats", "Concert européen", "Pentarchie": à ces expressions de la solidarité viendra s'ajouter - et s'opposer - un peu plus tard, la formule des "Etats Unis d'Europe". Elle révèle l'aspiration des peuples à se rassembler face à l'Europe des monarques, mais elle n'en est pas moins, elle aussi, l'affirmation d'une solidarité et elle doit beaucoup, elle aussi, au 18ème siècle.

(1) Sur Leibniz cf W. Fritzemeyer Christenheit und Europa - Zur Geschichte des europäischen Gemeinschaftsgefühls von Dante bis Leibniz, München, Berlin 1931, p. 136 et suiv.

Sur Leibniz, premier Allemand à se préoccuper d'une contribution à l'unité de l'Europe, cf aussi:

R.H. Foerster Europa-Geschichte einer politischen Idee, München 1967, p. 150 et suiv.

Il est un autre trait caractéristique que le 19ème siècle a également hérité de l'époque précédente: le sentiment de la supériorité européenne dans le monde, sentiment déjà fortement implanté chez les philosophes et les savants de l'ère des Lumières, mais qui va se muer à l'époque romantique en un ethnocentrisme européen, puis en un européocentrisme racial au cours de la seconde moitié du 19ème siècle. Tout ceci est de la plus grande importance et mérite d'être regardé de plus près. C'est en 1804 que le fondateur de l'anthropologie, Friedrich Blumenbach, invente le terme de race "caucasique" pour désigner la race blanche. Vers 1820, F. Schlegel, fondateur de l'indologie allemande, lance le mythe aryen, qui aura la fortune que l'on sait. Vers la même époque, alors que l'Anglais Young penche pour le terme d'"Indo-européen", les orientalistes allemands forgent celui de "Indogermanen", qui aura quelque retentissement. C'est Jakob Grimm qui, dans sa Geschichte der deutschen Sprache (1848) se fera le propagateur le plus actif de ces mythes. Toujours entre 1840 et 1850, les auteurs allemands commencent à opérer la distinction entre races "actives" et viriles et races "passives", distinction qui sera l'une des pierres angulaires de l'anthropologie du 19ème siècle. A la veille de l'ère bismarckienne, tout le monde ou presque est convaincu en Europe que la race est l'un des agents principaux du devenir historique et que les races sont inégales entre elles. La parution de l'Essai sur l'inégalité des races humaines de Gobineau (1853-1855) coïncide à peu près avec les débuts de l'époque bismarckienne. Il n'est pas sans intérêt de souligner que Tocqueville et Renan avaient prédit alors à cet ouvrage plus de succès en Allemagne qu'en France. La poussée nationaliste aidant, on passera en effet de l'affirmation de la supériorité spirituelle et raciale de l'Europe à l'affirmation de la supériorité germanique en Europe (1).

Il est équitable de faire ressortir à ce sujet qu'à l'époque toutes les grandes nations - et même d'autres plus petites - s'ima-

(1) sur tous ces problèmes, cf L. Poliakov Le développement de l'anti-sémitisme en Europe aux temps modernes - 1750-1850, Paris 1968, pp. 157, 322 et suiv., ainsi que, du même auteur Le mythe aryen - Essai sur les sources du racisme et des nationalismes, Paris 1971.

ginent être investies d'une mission particulière. Un tel messianisme, né avec la Révolution française, n'est donc pas le privilège de l'Allemagne, même si à partir de 1800 les plus grands philosophes et poètes allemands lui ont donné leur caution. On ne peut ignorer que pendant une bonne partie du 19ème siècle esprit cosmopolite et sentiment national ne s'excluent pas, mais se complètent. Il n'y a pas dans les esprits contradiction entre Europe et nation. Si l'Europe d'aujourd'hui ne peut se faire que contre les nations, celle d'alors ne pouvait s'édifier qu'avec les nations. Pour les hommes de 1848, l'unité européenne passait nécessairement par la constitution des nationalités.

Telle fut l'erreur dramatique de ces hommes, qui n'avaient pas prévu que les nationalismes se diviseraient au lieu de s'additionner. Mais si le nationalisme est dans l'Allemagne de cette époque la plus puissante des tendances, il n'est pas la seule. Il existe à côté de lui, répétons-le, d'autres courants de pensée que l'on peut regrouper sous les termes génériques d'"idée d'Europe" et dont il importe de rendre compte, sans oublier qu'une pareille idée, face au déferlement du nationalisme allemand exploité par la "Realpolitik" bismarckienne, était forcément condamnée à rester un sujet de spéculation. Comment nier, en effet, que le 19ème siècle ait déclenché des forces populaires, des passions qui finirent de saper la communauté occidentale, au point de ne plus laisser subsister que le "champ de ruines des nationalités"(1)

Il est évident que notre domaine d'investigation ne se limite pas à l'idée d'unité politique de l'Europe, si nombreux qu'aient été ceux qui, à l'époque bismarckienne, se réclamaient d'elle.

On peut du reste à juste titre se demander si l'unité de l'Europe a jamais existé, et même si la notion d'"Europe" est vraiment définissable. Il est frappant de constater qu'aujourd'hui encore, l'Europe, comme l'Allemagne à la veille de son unification, est à la recherche de son identité. Et il est assez symptomatique de voir que la

(1) Cf F. Schnabel Deutsche Geschichte im 19. Jahrhundert, Herder-Taschenbuch, Freiburg-Basel-Wien, 2ème édition 1970, (Bd. 201-202) p. 166.

plupart des historiens de notre temps en soulignent surtout la complexité, la multiplicité et la diversité. L'Europe ne serait définissable ni dans son essence ni dans ses dimensions (1). L'analyse de l'idée d'Europe à l'époque bismarckienne prouve la véracité de ces conclusions. Elle démontre que la diversité est la seule vraie réalité européenne.

L'Europe serait-elle, aujourd'hui comme hier, une idée, son unité un postulat de la raison? Les choses n'auraient-elles point changé depuis le 19ème siècle? Les événements qui se sont déroulés depuis une centaine d'années sont trop connus pour que nous ayons à insister sur leur portée historique. Il faut dire, par contre, qu'ils ont provoqué des révisions déchirantes de certaines conceptions. Ceci est vrai en particulier du concept d'Europe orientale. C'est ainsi que la science historique allemande actuelle abandonne des idées reçues, qui parfois avaient encore cours après la Seconde Guerre mondiale. Elle tend à intégrer aujourd'hui le monde slavo-byzantin dans la communauté historique de l'Europe, brisant ainsi le cadre traditionnel de la chrétienté occidentale. Elle tend à faire de l'Europe orientale autre chose que ce qu'elle était pour Fichte, Hegel ou Ranke, autre chose qu'une sorte de dépendance de l'Europe occidentale. (2)

L'Europe du siècle dernier, vue dans l'optique allemande, était avant toute chose celle de la civilisation chrétienne d'Occident, et c'est contre cette Europe-là que les penseurs les plus audacieux, Marx et Nietzsche, tenteront d'édifier l'avenir.

-
- (1) Cf en particulier l'article du professeur T. Schieder, de l'Université de Cologne, Probleme einer europäischen Geschichte, Rheinisch-westfäl. Akademie der Wissenschaften, Westd. Verlag, Opladen 1973, pp. 13-32.
- (2) G. Stadtmüller, qui fut professeur d'histoire de l'Europe orientale à Munich, s'est appliqué à une révision de l'histoire de l'"Europe binaire" (das zwiefältige Europa), non plus germanique et latine, mais occidentale et orientale, dans Grundfragen der europäischen Geschichte, München - Wien 1965, pp. 7-12.

Ici se pose le difficile problème des rapports entre l'idée d'"Europe" et l'idée d'"Occident", question subtile, qui divise les historiens depuis la Seconde Guerre mondiale, et pour cause: le concept d'"Occident" est tout aussi fluide, tout aussi malaisé à définir et à délimiter que l'autre. Une chose est sûre: il n'y a souvent entre eux que d'imperceptibles différences (1). Elles proviennent souvent du fait que l'on emploie le terme d'"Occident" comme synonyme du terme d'"Europe". Les historiens ont essayé depuis quelques décennies de mettre un peu d'ordre dans cette confusion, en désignant du nom d'"Occident" l'ensemble des peuples jadis réunis au sein de l'Eglise romaine, et du nom d'"Europe" le même ensemble à partir de l'humanisme et de la Réforme, c'est-à-dire avec l'unité religieuse en moins (2).

Sans prétendre faire l'historique de ces deux concepts, il importe de souligner qu'ils coexistent depuis l'aube des temps modernes, que le terme d'"Europe" devient populaire avec la Renaissance, au moment où la "Respublica christiana" se sécularise, qu'il se répand en Allemagne au 16ème et au 17ème siècle et qu'il s'institutionnalise au 18ème grâce aux projets de paix universelle (3). Les romantiques, notamment Novalis, l'utilisent comme expression du principe moderne de diversification des peuples et des cultures, tout en reprenant et en glorifiant l'idéal universaliste de l'Occident chrétien qui avait été celui de Leibniz.

La coexistence, voire la confusion des deux termes et des deux concepts se retrouvent chez leurs successeurs de l'ère bismarckienne et l'on peut à bon droit prétendre qu'au siècle dernier les Allemands

(1) Cf H. Gollwitzer Zur Wortgeschichte und Sinndeutung von 'Europa' dans Saeculum 1951, Bd. 2, pp. 161-172.

(2) Cf Die Idee Europa 1300-1946 - Quellen zur Geschichte der politischen Einigung, Hrsg. von R.H.Foerster, München 1963, p. 8 et surtout H.Gollwitzer Europabild und Europagedanke - Beiträge zur deutschen Geistesgeschichte des 18. und 19. Jahrhunderts, München 1964, p. 10.

(3) Cf K. von Raumer Ewiger Friede - Friedensrufe und Friedenspläne seit der Renaissance, Freiburg - München 1958.

les emploient indifféremment, à cette nuance près que la notion d'"Europe" a des implications moins religieuses, mais plus géographiques et politiques que celle d'"Occident" (1).

Mais voici que surgit corrélativement un autre problème: celui des rapports de l'Amérique avec l'Europe. L'Amérique est aujourd'hui une partie de l'Occident, tout en ayant son histoire propre. Or au siècle dernier elle ne fut longtemps dans la conscience des Européens qu'une sorte de prolongement de l'Ancien Continent, une force potentielle à l'horizon de l'histoire. Certes les prophètes n'ont pas manqué, qui peu après 1800 ont perçu les signes avant-coureurs du défi américain. Déjà Frédéric Schlegel tient les Etats-Unis pour une nouvelle Europe. Fichte estime que si les Allemands ne prennent pas le gouvernement du monde, celui-ci reviendra à des "nations extra-européennes, les peuples nord-américains" (2). Le Danois de langue allemande Schmidt-Phiseldek, les Français de Pradt et Michel Chevalier commencent à penser en termes de politique mondiale entre 1820 et 1840 (3), en attendant qu'Alexis de Tocqueville délivre, dans La démocratie en Amérique (1835-40), le message le plus fameux de ce temps sur la future puissance américaine.

Cependant, à partir du milieu du siècle, les rapports se transforment entre l'Ancien Monde et le Nouveau. L'opinion allemande connaît par témoignages directs, grâce à l'émigration, un univers qui fait tout à la fois figure de modèle et de rival et qui se présente aux Européens comme un curieux mélange de libéralisme et de matérialisme, comme un exemple incomparable de démocratie fédéraliste, bref comme l'image parfaite de la société bourgeoise de l'avenir. Il faudra

(1) Cf H. Gollwitzer Europabild und Europagedanke, op. cit. p. 15.

(2) Cf Der Patriotismus und sein Gegenteil, Patriotische Dialoge vom Jahre 1807, tome 3 de J.G. Fichte's nachgelassene Werke; réimpression de l'édition de 1835, Berlin 1962, p. 243.

(3) sur eux, cf H. Gollwitzer Geschichte des weltpolitischen Denkens, Göttingen 1972, Bd. I, pp. 357, 390, 442.

attendre la fin du siècle pour que l'on prenne vraiment conscience de l'inquiétante force des pays d'outre-Atlantique.

Au demeurant, depuis bien longtemps déjà l'Occident avait reconnu un autre danger, oriental. celui-là. Dès 1797, l'historien Johannes von Müller avait annoncé que l'avenir appartiendrait soit à l'Amérique, soit à la Russie. Avant 1848, de Pradt, Tocqueville et Michel Chevalier avaient tracé le parallèle entre les deux empires que l'on nomme communément aujourd'hui les "Deux Grands". A partir de 1850 environ, la vision d'une Europe menacée de l'Ouest et de l'Est devient courante dans la pensée politique allemande et autrichienne, à cette différence près que la Russie n'est que fort rarement un modèle ou un exemple. L'Allemagne vit, comme tout l'Occident, dans l'anxiété devant le géant russe, qui vient de noyer dans le sang la révolution hongroise de 1849 et maintient l'Europe orientale sous la menace de ses troupes. L'Empire tsariste est par conséquent ressenti, beaucoup plus que les Etats-Unis d'Amérique, comme un pôle d'opposition. A tel point que l'on se demande si la Russie fait partie de l'Europe. L'Abbé de Saint-Pierre en France, William Penn en Angleterre l'avaient, au 18ème siècle, incluse dans leurs systèmes d'organisation continentale. Frédéric II, après Montesquieu, s'était montré plus réticent. Vers 1830, à la suite de l'entrée de l'Empire russe sur la scène européenne, les géographes, en particulier les géographes allemands, repoussent jusqu'à l'Oural les frontières de l'Europe. Ce qui n'empêche pas que dans le même temps l'opinion allemande condamne avec la dernière sévérité le despotisme russe, que l'on fustige comme ennemi de la civilisation et adversaire de l'unité allemande.

On doit voir là un premier tournant dans les conceptions allemandes sur la Russie. La Guerre de Crimée, au cours de laquelle éclate l'opposition anglo-russe, l'un des grands faits du 19ème siècle, ne fera que confirmer cette tendance à l'hostilité envers le panslavisme. On assiste donc, entre la Sainte-Alliance de 1815 et le début de l'ère bismarckienne, à une évolution nette des comportements. Désormais,

les peuples germaniques seront intimement convaincus d'être les défenseurs de l'Occident contre le panslavisme (1), en dépit de la politique traditionnelle d'alliance entre les monarchies russe et prussienne.

Assurément, tout cela n'empêche pas certains esprits d'être travaillés par l'angoisse du déclin européen et de chercher à l'Est les peuples régénérateurs. Mais si l'on prête volontiers l'oreille aux prédictions des intellectuels russes ou occidentaux, on n'a pas une idée bien nette de la Russie, malgré son entrée dans le "Concert européen". Car contrairement aux Etats-Unis, la Russie repousse plus qu'elle n'attire. Au seuil de l'ère bismarckienne, elle est connue des élites germaniques grâce surtout à de rares voyageurs, dont les plus notoires sont Haxthausen et Fallmerayer. Encore faut-il préciser que les jugements de ces deux hommes sont diamétralement opposés.

Le baron westphalien August von Haxthausen (2) a séjourné en Russie dans les années 1843-1844. A l'inverse des auteurs russes de

-
- (1) D'où l'actuelle condamnation de l'idée "impérialiste" d'Occident par les historiens marxistes. cf L. Stern, directeur de l'"Institut für Deutsche Geschichte" de l'Université de Halle-Wittenberg: Die klerikal-imperialistische Abendland-Ideologie dans Die bürgerliche deutsche Geschichtsschreibung von der Reichseinigung von oben bis zur Befreiung Deutschlands vom Faschismus, hrsg. von J. Streisand (Studien über die deutsche Geschichtswissenschaft Bd. 2), Akademie-Verlag, Berlin 1965, p. 400 et suiv.
- (2) A. von Haxthausen (1792 - 1866), oncle de Annette von Droste-Hülshoff et collaborateur des frères Grimm, auteur des Studien über die inneren Zustände, das Volksleben und insbesondere die ländlichen Einrichtungen Russlands, Hannover 1847. Cet ouvrage fut traduit en français sous le titre d'Etudes sur la situation intérieure, la vie nationale et les institutions rurales de la Russie, 3 volumes, Hannover 1847-1853, et en anglais sous le titre de The Russian Empire, its People, Institutions and Resources, 2 vol., London 1856. Des extraits du dernier tome des Etudes furent publiés à Paris en 1853. Ils étaient intitulés: Les forces militaires de la Russie sous les rapports historiques, statistiques, ethnographiques et politiques. Sur Haxthausen cf D. Groh Russland und das Selbstverständnis Europas, Neuwied 1961, p. 206 et suiv.

l'époque, qui considèrent leur pays comme différent à la fois de l'Asie et de l'Europe (1), il le juge européen et dénué de visées impérialistes. Inspiré par l'idéal romantique d'une restauration religieuse, il rêve d'unir l'Eglise orthodoxe et le christianisme occidental, non sans envisager l'hypothèse que les Slaves prennent un jour la tête de la civilisation.

Quant à Jakob Philipp Fallmerayer (2), il a entrepris deux longs voyages en Orient. Dès 1839, il estime que l'avenir appartient aux Slaves. Après quoi il fait des Russes les ennemis naturels et déclarés des Allemands (3). Enfin, en 1855, dans L'Allemagne et la question d'Orient (Deutschland und die orientalische Frage) (4), il interprète la Guerre de Crimée comme le conflit historique de l'Orient et de l'Occident, comme une gigantesque confrontation qui, selon lui, se terminera par l'eupéanisation de la Russie ou son hégémonie mondiale.

Haxthausen et Fallmerayer: deux auteurs parmi ceux qui au milieu du siècle tentent de conjecturer l'avenir européen. On perçoit alors plus ou moins confusément les indices de bouleversements politiques, sociaux, intellectuels et philosophiques. L'Allemagne sait qu'elle sera l'épicentre de ces convulsions. Ses têtes pensantes s'efforcent d'estimer les chances de l'Europe dans le monde naissant, et les chances du germanisme en Europe. Dans les écrits du temps se trouvent la plupart des thèmes essentiels qui domineront un peu plus tard la pensée européenne des pays germaniques.

Qu'il soit permis de citer un ouvrage particulièrement symptomatique, l'Horoscope de l'histoire universelle (Das Horoskop in der

-
- (1) Cf A. von Schelting Russland und Europa im russischen Geschichtsdenken, Bern 1948.
 - (2) J.P. Fallmerayer (1790-1861), professeur d'histoire à Munich et député au Parlement de Francfort en 1848. Collaborateur du journal indépendant Augsburger Allgemeine Zeitung, qui était vers 1848 lu dans toute l'Europe.
 - (3) Cf Fragmenté aus dem Orient, 2 vol. Stuttgart 1845, 2ème édition, Stuttgart 1877.
 - (4) Deutschland und die orientalische Frage dans Gesammelte Werke, Leipzig 1861, p. 120.

Weltgeschichte) du Tyrolien Josef Ennemoser (1), disciple de Fallmerayer. Ce fragment posthume a été écrit au début de la Guerre de Crimée. Son titre est révélateur: Ennemoser veut percer le mystère de l'avenir en appliquant à l'histoire les lois de l'ethnographie et de l'ethnopsychologie. L'histoire, cela va de soi, est avant tout pour lui européenne. L'Asie, l'Afrique, l'Australie, ces univers fabuleux, ne sont là, semble-t-il, que comme antithèse de l'Europe. L'Amérique, un jour, dominera le monde, mais le présent ne lui appartient pas. Quant à la Russie, elle est encore inculte, mais civilisable. Ennemoser ne croit ni à son expansionnisme, ni à sa capacité de rivaliser avec l'Amérique. Sur quoi fonde-t-il ces assertions? Non pas sur les méthodes pseudo-scientifiques dont il prétendait d'abord user, mais sur la conviction totalement irrationnelle qu'il y a des peuples élus, doués par la Providence du génie de la création. Ainsi l'Europe serait prédestinée, la Russie ne le serait pas. L'Europe, centre géographique et historique de l'univers, microcosme du monde, serait appelée à réaliser le royaume de Dieu sur terre. Ennemoser la voit déjà marcher vers la liberté et la paix, vers un "organisme international" parfait, assurant à la fois l'unité de l'ensemble et l'autonomie des peuples.

La pensée de cet auteur n'est pas sans originalité, encore que le romantisme y ait laissé son empreinte et qu'elle soit une sorte de compendium des idées de l'époque. Elle présente la singularité de concevoir l'humanité de manière pour ainsi dire pyramidale: à la base l'énorme nébuleuse plus ou moins indifférenciée des continents

(1) J. Ennemoser (1787-1854) étudia la médecine en Autriche et en Prusse, fut secrétaire du patriote tyrolien Andreas Hofer et combattit pendant les "Guerres de libération" dans le corps des chasseurs de Lützow. Il fut professeur de médecine à Bonn avant de se retirer prématurément à Innsbruck, puis à Munich. Ennemoser était un représentant attardé de la philosophie romantique de la nature.

Das Horoskop in der Weltgeschichte parut à Munich en 1860.

non-européens, d'où se détachent vaguement la Russie et l'Amérique du Nord; au sommet, l'Europe, formant elle aussi une pyramide. Au-dessus des Slaves vigoureux, mais primitifs, au-dessus des Latins civilisés, mais épuisés trônent les Germains, eux-mêmes dominés par les Allemands. C'est à ceux-ci qu'il revient d'unifier la "Germanie", de fédérer l'Europe, de réformer la religion et la société. Pour couronner cette impressionnante construction, Ennemoser appelle de ses vœux un chef charismatique (Führer des Volkes) chargé d'unir les Allemands, et qui n'est pas sans ressemblance avec ce "dictateur de la Germanité" dont il est question dans les derniers écrits de Fichte.

Ainsi donc L'horoscope de l'histoire universelle, opuscule oublié parmi bien d'autres, capte un certain nombre d'idées qui étaient dans l'air depuis le début du siècle et les transmet à la postérité. Ennemoser y orchestre la plupart des grands thèmes conducteurs qui prédomineront par la suite: supériorité mondiale de l'Europe et mythe des "Deux Grands", déclin latin et précellence germanique. Et surtout on y voit transparaître la contradiction fondamentale qui était déjà en germe chez les philosophes postkantien et qui va inspirer sa marque à l'idée d'Europe dans l'Allemagne bismarckienne: l'incompatibilité foncière entre l'espérance d'une Europe de peuples libres, pacifiques, autonomes et solidaires, et la croyance en une prédestination de l'Allemagne à organiser et à transformer le monde par la vertu démiurgique de son génie.

L'horoscope de l'histoire universelle est la seule publication de ce genre qui émane de la plume d'Ennemoser. C'est vraisemblablement une oeuvre de circonstance, provoquée par les événements de Crimée. L'une des particularités de la publicistique allemande de cette époque et de l'ère bismarckienne réside dans le fait que nombre d'écrits sur la philosophie de l'histoire et les questions politiques sont l'oeuvre de dilettantes. La Guerre de Crimée et la Guerre d'Italie, ainsi que les crises qui suivront, déclenchent la parution d'innom-

brables publications qui ne sont pas toutes de la main des spécialistes de science politique. Cela prouve l'intérêt que portait l'opinion, au moins l'opinion avertie, aux problèmes européens. Cela prouve aussi, dans certains cas, l'accord existant entre cette opinion et les représentants les plus éminents du monde politique. Il suffira de rapprocher les conceptions d'Ennemoser des déclarations de l'homme d'Etat prussien Josef von Radowitz (1), qui écrivait à la veille de la Guerre de Crimée:

"L'Europe est mandataire de la volonté divine; c'est à elle qu'est échue la mission de fonder le royaume de Dieu sur terre ... et c'est l'Allemagne qui, à son tour, constitue le centre de l'Europe, non seulement le centre géographique, voire même spirituel, mais aussi le centre politique, si contraires que soient les apparences. C'est en Allemagne que les destinées de l'Europe, dans leurs profondeurs, se prépareront toujours..." (2)

Ces lignes sont prémonitoires. Radowitz est mort trop tôt pour assister à l'unification de l'Allemagne, mais au lendemain même de sa disparition commençait à s'imposer l'homme qui allait faire de son temps le centre politique de l'Europe. L'ère bismarckienne ne débute pas en 1862, lorsque le roi de Prusse appelle Bismarck au gouvernement. Elle commence avec l'influence réelle du futur chancelier au cours des crises qui, dans les années 50, secouent le continent et soulèvent la question allemande. Ces années-là sont décisives pour l'Allemagne et pour l'Europe.

Elles le sont pour l'Allemagne, parce qu'elles déclenchent un processus d'unification qui se terminera par le triomphe de la "Petite Allemagne" et la défaite de l'Autriche, pour l'Europe, parce qu'après la Guerre de Crimée naît un monde nouveau, celui des Etats nationaux, du libéralisme économique, de l'expansion européenne. L'Allemagne, en cette période liminaire de l'ère bismarckienne qui

(1) J. von Radowitz (1797-1853), militaire, écrivain et ministre des affaires étrangères de Prusse en 1850.

(2) cité par F.W. Förster Europa und die deutsche Frage, Luzern - Zürich 1937, p. 91.

s'achève avec la guerre de 1870-1871, sort de sa léthargie pour s'ouvrir à l'âge d'or de la science, de l'industrie et de la technique.

L'apogée de l'époque bismarckienne commence avec la fondation du Reich, en 1871. La prépondérance continentale de l'Empire devient désormais incontestable. En 1878, au congrès de Berlin, l'Europe est encore la régulatrice de l'équilibre des puissances. Elle l'est pour la dernière fois. Elle est en fait minée par ses divisions. L'harmonie des nations libérées, la fraternité des peuples égaux, ces idéaux des hommes de 48 se sont mués en anarchie des Etats souverains.

Vient la troisième et dernière phase de l'ère bismarckienne: elle coïncide à peu près avec les années 80, au cours desquelles l'Allemagne connaît le conservatisme politique, le protectionnisme économique et les débuts de l'impérialisme. L'Europe de Bismarck est dès lors remise en cause, et le départ du Chancelier de fer en 1890, s'il n'a pas changé subitement la face du monde, a été néanmoins ressenti par les contemporains comme un événement de portée historique.

En tout état de cause, cette date marque une césure relativement profonde dans l'histoire de l'idée européenne en Allemagne. C'est pourquoi l'ère bismarckienne, telle que nous l'entendons dans la présente étude, s'inscrit chronologiquement entre la Guerre de Crimée et la dernière décennie du 19ème siècle.

En la matière, l'auteur s'est référé aux travaux qui font actuellement autorité dans le domaine de l'histoire des pays germaniques, tout spécialement à ceux de T. Schieder, J. Droz, A. Hillgruber, O. Pflanze et H. Böhme. En ce qui concerne l'idée d'Europe et les plans d'organisation internationale, il doit beaucoup aux recherches déjà anciennes de P. Renouvin, de V. Valentin et de H. Wehberg, ainsi qu'à celles, plus récentes, de R.H. Foerster et de H. Gollwitzer, dont l'ouvrage Europabild und Europagedanke. Beiträge zur deutschen Geistesgeschichte des 18. und 19. Jahrhunderts (1) a été pour lui

(1) op. cit. München 1951 - 2ème édition remaniée München 1964

le plus précieux des guides.

L'une de ses préoccupations essentielles a été d'inventorier aussi fidèlement que possible les divers aspects de l'idée d'Europe dans la pensée allemande de l'ère bismarckienne. Il convenait par conséquent de réunir le maximum de témoignages et de laisser, autant que faire se pouvait, parler les textes. Oeuvres philosophiques, juridiques, historiques et politiques, articles de revues et de journaux, tracts et brochures, discours et déclarations d'hommes d'Etat et de parlementaires: on trouvera là toute la diversité qui est précisément le propre de l'Europe. Il était indispensable de mettre en lumière la multiplicité des conceptions, mais aussi de l'ordonner sans lui imposer un schématisme purement formel, tâche d'autant plus ardue que la pensée allemande est prise ici au sens large: Autrichiens et Suisses y figurent en bonne place à côté des auteurs prussiens, bavarois ou saxons. Et cette diversité géographique se complique d'une diversité idéologique correspondant à tout l'éventail politique et social, du conservatisme chrétien au socialisme marxiste. Des développements importants ont été consacrés aux théories d'un grand nombre d'auteurs qui sont aujourd'hui tombés dans l'oubli et dont le crédit, même en leur temps, fut limité. Leur oeuvre ne peut cependant être négligée, dans la mesure où elle exprime telle ou telle tendance de l'opinion, telle ou telle conception significative.

On a parfois défini le 19ème siècle comme celui des antinomies. Le premier objet de cette étude sera de montrer comment l'idée d'Europe conçue par l'idéalisme allemand entre en contact vers le milieu du siècle avec des réalités dont la plus tangible est la force du mouvement national. Il en surgit un autre antagonisme capital: celui du nationalisme et de l'internationalisme. Toute recherche sur l'idée européenne à l'époque de l'unification allemande est nécessairement centrée sur le rôle de l'Allemagne et du germanisme en Europe. C'est pourquoi la première partie de cet ouvrage traitera des rapports de l'idée européenne et de la question allemande. Elle comportera un chapitre spécial sur Bismarck, le créateur de l'unité.

Au milieu des interminables querelles qui s'élèvent alors dans cette Allemagne en gestation, et malgré le triomphe final du réalisme politique bismarckien, l'idée d'une solidarité européenne, d'une communauté politique ou économique à maintenir, à restaurer ou à réaliser est présente chez divers auteurs auxquels nous réserverons la seconde partie de notre étude. Il va sans dire que les divergences et les contradictions du 19^{ème} siècle apparaîtront ici au grand jour, et l'on peut légitimement se demander s'il existe un dénominateur commun entre les philosophies politiques et sociales des conservateurs et des révolutionnaires, des cléricaux et des libéraux. En vérité, les discordances internes de la pensée allemande viennent renforcer encore les disonances européennes.

Il se dégage pourtant de tout cela un petit nombre d'idées cardinales sur lesquelles se fait un consensus au moins relatif. Parmi elles la conviction de la supériorité européenne et la psychose du déclin européen. Ce n'est d'ailleurs pas la moindre des antinomies du siècle dernier que celle de l'apogée et de la décadence de l'Europe. Les contemporains de Bismarck en ont eu la conscience la plus vive. Dans l'Allemagne de ce temps, l'odyssée de l'esprit occidental aboutit à Wagner et à Nietzsche, au "Crépuscule des dieux" et au nihilisme, mais aussi à "Parsifal" et à la surhumanité. Nous exposerons dans notre troisième et dernière partie ces philosophies de la décadence, ainsi que les réponses proposées par l'esprit allemand à la problématique européenne. Sans oublier que cet extraordinaire défi lancé vers la fin du siècle dernier à la fatalité du déclin recélait un ultime danger: la rupture entre l'Allemagne et l'Occident par le messianisme régénérateur germanique, avec pour conséquence la tragédie européenne de notre siècle.

Comment l'idée d'Europe se manifeste-t-elle face à l'idée nationale dans les luttes pour l'unification de l'Allemagne? - Quelles formes revêt alors la conception d'une communauté de l'Europe? - Comment la pensée allemande a-t-elle perçu le phénomène de la décadence occidentale, par quels moyens a-t-elle voulu y remédier et par quelles voies le nationalisme allemand, pénétré de sa prédestination salvatrice, a-t-il mené voici un siècle à la négation de l'idée européenne? C'est à ces questions que le présent ouvrage voudrait tenter de répondre.

PREMIERE PARTIE

L'IDEE D'EUROPE ET LA QUESTION ALLEMANDE

CHAPITRE 1 :
LES FONDEMENTS PHILOSOPHIQUES DE
L'IDEE D'EUROPE

L'idée d'Europe à l'époque bismarckienne - plus exactement les divers aspects de l'idée d'Europe - ne s'éclaire vraiment que par référence constante à la période de l'idéalisme allemand. Ce que les auteurs de langue germanique ont pensé et écrit sur ce thème dans la seconde moitié du 19ème siècle dérive pour une grande part des importants systèmes philosophiques de Kant, des romantiques, de Fichte, de Hegel. Une connaissance, même relative, des conceptions européennes de ces penseurs s'avère par conséquent indispensable à la compréhension de celles des générations suivantes. En l'occurrence, il ne s'agit que de dégager quelques orientations essentielles, que de mettre en lumière des doctrines dont furent grandement tributaires tous ceux qui se sont penchés sur les rapports de l'idée européenne et de la question allemande.

1. Le fédéralisme républicain de Kant

Hamilton est le premier théoricien du fédéralisme américain; son contemporain Kant est, lui, le premier doctrinaire du fédéralisme européen. Il s'inspire certes des projets irénistes du 18ème siècle, ceux de l'Abbé de Saint-Pierre et de Rousseau; mais il prétend n'être pas utopiste. Il se veut au contraire réaliste politique, sans toutefois partager le pragmatisme des juristes de son temps. Dans l'opuscule Sur l'expression courante: il se peut que ce soit juste en théorie, mais pour la pratique cela ne vaut rien (Über den Gemeinspruch: das mag in der Theorie richtig sein, taugt aber nicht für die Praxis - 1793), il s'efforce de définir sa position, le juste milieu entre les empiristes partisans de l'équilibre européen et les idéalistes comme l'Abbé de Saint-Pierre et Rousseau.

Il a pour axiome que l'humanité tend irrésistiblement vers une constitution civile parfaite, qu'il nomme "cosmopolitique" (weltbürgerlich), et que, par voie de conséquence, l'avènement de la confédération des peuples (Völkerbund) découlera de l'évolution de l'humanité vers

la liberté et la moralité, selon les principes de la Raison et du Droit. La philosophie kantienne de l'histoire présente donc un caractère téléologique marqué: l'union des peuples y est inscrite dans les desseins de la Providence.

Considérant la situation historique de l'Europe de son temps, Kant en déduit que l'humanité occidentale s'achemine vers l'objectif final du Droit et de la Paix. Le développement des Lumières et l'épanouissement de la liberté, l'interdépendance politique et économique des Etats, la conscience grandissante d'appartenir à une même communauté de civilisation, tout cela est pour lui la preuve que l'Europe est en vue du but auquel elle aspire depuis les Grecs: l'instauration de la paix par l'arbitrage et la réalisation de cette constitution politique idéale qui un jour s'imposera au monde.

C'est en 1784 que le philosophe exprime pour la première fois ces conceptions dans Idée d'une histoire universelle du point de vue cosmopolitique (Idee zu einer allgemeinen Geschichte in weltbürgerlicher Absicht). Sa réflexion sur la Révolution française l'amène à couronner en 1795 sa pensée européenne par l'élaboration, dans son Projet de paix perpétuelle (Zum ewigen Frieden), de sa doctrine fédéraliste républicaine. Précisons que la terminologie de Kant n'est pas celle des démocrates et des pacifistes qui plus tard se réclameront de lui. Il n'entend pas par "république" un régime démocratique, mais un système représentatif respectant la séparation des pouvoirs. Il estime qu'en matière de droit international le "républicanisme" ainsi conçu est la forme de gouvernement la plus propre à garantir la paix, et il l'allie au fédéralisme en une formule originale d'organisation de l'Europe:

"Le droit international doit être fondé sur un fédéralisme d'Etats libres" (1).

Le souci de Kant est de résoudre le problème majeur de l'union européenne: comment assurer la paix et l'unité de l'Europe tout en respectant l'autonomie de ses peuples? D'une part l'auteur de Zum ewigen Frieden s'attache à dépasser la notion de "traité de paix",

(1) Zweiter Definitivartikel "Zum ewigen Frieden", p. 30 de Zum ewigen Frieden - Ein philosophischer Entwurf, Stuttgart 1965.

typique du droit international traditionnel, qui ne signifie rien d'autre pour lui que l'absence provisoire de guerre. Ce qu'il cherche à atteindre, c'est une paix définitive grâce à une "confédération pacifique" (Friedensbund). D'autre part, il écarte l'idée utopique d'un Etat universel (Völkerstaat), monarchie ou république mondiale (1). C'est que, dans la morale kantienne, la liberté est un postulat fondamental. De même que dans la société civile doivent être assurés le droit et l'autonomie des citoyens, la confédération doit garantir absolument l'autonomie des Etats contractants. En conséquence, Kant substitue à l'idée positive mais impraticable d'un Etat universel l'idée réalisable d'une fédération de peuples libres, progressivement constituée grâce à une sorte de processus de cristallisation autour d'un noyau, lequel ne pourrait être qu'un Etat "républicain".

"La possibilité de réaliser (il s'agit de réalité objective) cette idée de fédération, qui doit s'étendre progressivement à tous les Etats, et les conduire ainsi à la paix perpétuelle peut se concevoir. Car s'il arrivait par bonheur qu'un peuple puissant et éclairé se constituât en république (qui par nature doit incliner à la paix perpétuelle) il y aurait ainsi un centre d'alliance fédérative à laquelle les autres Etats pourraient adhérer, afin d'assurer ainsi leur liberté conformément à l'idée du droit des gens, et d'étendre cette alliance peu à peu par d'autres associations de ce genre." (2)

L'on ne sera pas surpris que la pensée fédéraliste kantienne n'ait eu aucune chance de s'inscrire dans les faits au cours du 19ème siècle, le siècle des nationalités, malgré son respect profond, parfois même jugé excessif, de la souveraineté des Etats (3).

Quoi qu'il en soit, le kantisme a été le fondement inébranlable de la philosophie politique des libéraux, des républicains et des démocrates du 19ème siècle. L'idéal des Etats-Unis d'Europe, cher aux hommes de 1848, à Cattaneo et à Victor Hugo (4), ainsi qu'aux Allemands

(1) " Dies wäre ein Völkerbund, der aber gleichwohl kein Völkerstaat sein müsste". Ibid. p. 30.

(2) Ibid. pp. 33 - 34.

(3) cf G. Vlachos La pensée politique de Kant, Paris 1962, pp. 571 - 572.

(4) Sur l'écho qu'a eu en Italie et en France l'idée des "Etats-Unis d'Europe", cf C. Curcio Europa. Storia di un'idea, tome 2, pp. 683 et suivantes, Firenze 1958.

Karl Blind, Gustav Struve, Johann Jacoby et Johann-Philipp Becker, ne s'explique pas sans le fédéralisme républicain du philosophe de Königsberg, de même que tous les mouvements pacifistes procèdent directement des théories exposées dans l'essai Zum ewigen Frieden. Le point de vue kantien, selon lequel la politique est la doctrine pratique du droit, a en outre influé sur les théoriciens du droit international, soucieux de mettre un peu d'ordre et de moralité dans l'anarchie européenne. C'est ainsi qu'on voit les idées de droit cosmopolitique et de communauté juridique des Etats resurgir dans les nombreux projets de confédération qui ont vu le jour au 19ème siècle, de K.C.F. Krause Projet d'une confédération européenne (Entwurf eines europäischen Staatenbundes - 1814) au spécialiste du droit international J.C. Bluntschli. Enfin l'idée essentielle d'autonomie se retrouve dans toutes les formes que revêt la pensée fédéraliste, sans qu'il soit toujours aisé de faire le départ entre le courant rationaliste issu de Kant et les tendances romantiques à l'idéalisation du passé germanique et au maintien des particularismes historiques.

2. La pensée européenne de Friedrich von Gentz, des romantiques et de Fichte

Les idées de Kant exercèrent une profonde influence et provoquèrent en Allemagne de vives discussions, illustrées par la publication de plusieurs opuscules: Essai sur la notion de républicanisme (Versuch über den Begriff des Republikanismus - 1796) de F. Schlegel, De Kant à la paix perpétuelle (Von Kant zum ewigen Frieden - 1796) de J.G. Fichte et De la paix perpétuelle (Über den ewigen Frieden - 1800) de F. von Gentz.

Avant d'aborder la pensée européenne des romantiques et de Fichte, il convient d'exposer brièvement celle de Gentz, car elle a eu un retentissement considérable (1). Ministre de Prusse, puis collaborateur de Metternich à Vienne, Gentz fut d'abord adepte du rationalisme kantien et partisan de la Révolution, dont il se détourna après avoir lu et

(1) sur F. von Gentz (1764 - 1832), on consultera les ouvrages suivants: J. Droz L'Allemagne et la Révolution française, Partie IV, chap. 3, Paris 1949.

K. von Raumer Ewiger Friede. Friedensrufe und Friedenspläne seit der Renaissance, Freiburg - München. 1958, p. 178 et suiv.

B. Seckinger Europa im Geiste der deutschen Romantik, Dissert. Univ. de Fribourg (Suisse) 1960.

traduit les Réflexions sur la révolution de France (Reflections on the Revolution in France) de l'Anglais Burke. Réaliste pragmatique, praticien de la politique, il a, dans son écrit sur la paix éternelle, pris pour cibles à la fois la monarchie universelle, dont le modèle était la République jacobine, l'autarcie nationale, que Fichte préconisait dans L'Etat commercial fermé (Der geschlossene Handelsstaat - 1800), enfin la fédération des Etats proposée par Rousseau et Kant.

D'accord avec Kant sur le vrai fédéralisme, Gentz prétend rejeter tout formalisme juridique, qualifié par lui d'irréaliste. Sa méfiance envers toute forme d'utopie lui fait envisager un retour au système de l'équilibre européen, l'Europe d'Ancien Régime, précipitée dans le chaos par la Révolution. Il aspire à restaurer cette Europe du 18ème siècle, celle des diplomates et des aristocrates. On ne s'étonnera pas de trouver en lui l'un des principaux théoriciens de la lutte contre Napoléon, et l'un des initiateurs du Congrès de Vienne et de la Sainte-Alliance. D'abord cosmopolite, Gentz en est venu à faire de l'Allemagne, dans un projet de construction d'une Europe postnapoléonienne (Zu einer zukünftigen Gestaltung Europas - 1810), le centre de gravité de l'équilibre européen. Celui que le tsar Alexandre avait baptisé le "chevalier de l'Europe" a fini par devenir un Européen désenchanté, qui a travaillé de toutes ses forces à la gloire et à la prospérité de l'Allemagne parce que, selon lui, tel était l'intérêt de l'Europe. C'est lui qui est l'auteur de la formule souvent citée par les écrivains politiques du 19ème siècle:

"L'Europe est tombée par suite de la faiblesse de l'Allemagne, c'est par l'Allemagne qu'elle ressuscitera." (1)

C'est dire que Gentz, bien qu'il ne partage pas entièrement leur idéologie, est proche des romantiques sur un certain nombre de points essentiels. Il est comme eux antilibéral, antirévolutionnaire, anti-napoléonien. Il finit par glorifier comme eux l'idée nationale allemande et le rôle décisif des pays germaniques, notamment de l'Autriche. C'est ainsi que la pensée de Gentz inspirera par la suite, comme celle des romantiques proautrichiens, certains auteurs de tendance "grand-allemande".

(1) cité par J. Droz Le romantisme politique en Allemagne, Armand Colin, Paris 1963, p. 134.

L'affirmation de la prééminence allemande naît à l'époque napoléonienne chez Gentz et les romantiques tout comme dans les Discours à la nation allemande de Fichte (1807 - 1808). Mais on en trouve les prémisses dès 1799, dans l'essai de Novalis La Chrétienté ou l'Europe.

C'est dans cet écrit qu'est transfigurée pour la première fois la merveilleuse époque du Moyen-Âge,

"où l'Europe était une terre chrétienne, où une seule et unique chrétienté habitait ce continent humainement articulé... (1)

Pour le poète, d'ailleurs, le mythe médiéval n'est pas seulement la sublimation utopique d'un passé révolu. Il est aussi le pressentiment du salut futur de l'Europe, réconciliée avec elle-même par une mystique nouvelle.

Quatre ans après Kant, Novalis prophétise lui aussi l'âge d'or de la paix éternelle. Mais il s'agit cette fois de la vision séraphique d'une "nouvelle Jérusalem", du royaume des cieux où l'univers entier s'unira autour de l'Europe réconciliée et ressuscitée. Ainsi l'auteur n'espère rien que de la foi. Il exclut toute société des nations, tout "super-Etat" (Staat der Staaten), fondés sur des principes rationnels ou mécaniques, révolutionnaires ou démocratiques. Sa pensée européenne préfigure la Sainte-Alliance, qu'il n'a du reste jamais connue (2).

Outre cette évocation d'une Europe mystique, Novalis introduit dans Die Christenheit oder Europa un autre thème capital de la pensée romantique: celui d'une mission insigne de l'Allemagne dans une Europe qu'il s'agit de régénérer par un christianisme nouveau.

"En Allemagne ... on peut déjà discerner en toute certitude les prodromes d'un monde nouveau. L'Allemagne précède d'une marche lente mais sûre tous les autres pays européens" (3)

E. Vermeil a fait de Novalis un pangermaniste de la première heure, songeant à

"confier à l'Allemagne les Etats-Unis d'Europe" (4).

(1) Cf Die Christenheit oder Europa dans Novalis - Petits écrits (Novalis - Kleine Schriften), Paris, Aubier, 1947, p. 133.

(2) Cf l'introduction de G. Bianquis dans Novalis - Petits écrits, op. cit.

(3) Ibid p. 161.

(4) Cf E. Vermeil L'Allemagne - Essai d'explication, Paris 1945, p. 140.

Or il ne semble pas que ce génial poète ait jamais rêvé d'une primauté politique de l'Allemagne. Il n'a jamais connu qu'un Saint-Empire agonisant, et le concept de "Reich " devient chez lui un mythe, une vision du passé médiéval, idéalisée et projetée dans un avenir parfaitement indéterminé. D'autres avant lui ont tenu compte de l'importance géographique et historique du "corps germanique" pour l'équilibre européen: ainsi Leibnitz, l'Abbé de Saint-Pierre, Rousseau, Kant lui-même (1). Novalis, lui, est le premier à faire de la notion de "Reich" un concept à la fois politique et religieux sans lequel l'unité future est impossible, "un troisième élément, à la fois séculier et supraterrestre", qui assure l'équilibre et la synthèse des forces qui divisent l'Europe (2).

A la suite de Novalis, et par opposition aux visées napoléoniennes, les romantiques luttent

"pour l'idée d'une Europe chrétienne, allemande et fédérative contre celle d'une Europe rationaliste, française et centralisée" (3).

F. Schlegel, qui dans son essai de 1796 Versuch über den Begriff des Republikanismus s'était montré beaucoup plus engagé que Kant dans la voie d'un fédéralisme démocratique et universel, rêve dans la revue Europa, qu'il fait paraître à Francfort à partir de 1803, d'une unité renouvelée. Les Conférences philosophiques de 1804-1806 manifestent sa conversion à l'idée impériale et chrétienne. Son idéal consiste dorénavant en

"un système européen d'Etats indépendants sur une assise morale et chrétienne, dont la cohésion intérieure et extérieure serait assurée par la Papauté et l'Empire..." (4)

Cet idéal est celui du Reich médiéval, cadre politique de la chrétienté. Les Philosophische Vorlesungen de Cologne en témoignent:

"L'idée d'Empire est infiniment plus susceptible que celle de Société des Nations d'établir entre les peuples une relation qui soit conforme à la loi morale... La double exigence de la

(1) Cf K. von Raumer Ewiger Friede. Friedensrufe und Friedenspläne seit der Renaissance, op. cit., pp. 146 et 173.

(2) "... Ein drittes Element, das weltlich und überirdisch zugleich ist..."; cf Novalis - Petits écrits, p. 170.

(3) Cf B. Seckinger Europa im Geiste der deutschen Romantik, op. cit., p. 72.

(4) Ibid p. 101; pour plus d'information sur les doctrines politiques des romantiques cf J. Droz Le romantisme allemand et l'Etat, Paris 1966.

séparation et de l'union des nations se trouve satisfaite ... dans le cadre d'un Empire reposant sur une constitution par corps, et grâce à la hiérarchie ecclésiastique..." (1)

Le Reich clérical, corporatif et hiérarchisé est donc la seule institution politique assurant à la fois l'unité et la diversité de l'Europe. Et le mythe de l'Empire ne va pas sans l'apologie de l'Allemagne, de sa mission spirituelle, culturelle, politique. D'où la nécessité, pour les romantiques, de revenir aux origines, aux Germains, au Moyen-Age, à ces siècles qui ont créé l'Europe chrétienne. Pour Adam Müller, principal théoricien romantique de l'Etat, l'Allemagne est le centre de l'Europe, de cette confédération d'Etats occidentaux autonomes dont l'assise est l'Eglise catholique et dont le roi est le Christ (2).

De même, selon A.W. Schlegel, l'Allemagne est la "mère-patrie de l'Europe" (das Mutterland Europas). Les Germains sont les fondateurs de l'Occident chrétien:

"Plus que tout autre peuple nous nous souvenons de l'ancienne unité primitive de l'Europe...; ce sont des peuples de race allemande qui ont recréé et fondé l'Europe, et s'il m'est permis de demander quelque chose au sentiment national des Allemands, c'est qu'ils reconnaissent qu'ils sont la mère-patrie de l'Europe" (3).

La glorification de l'élément germanique s'explique historiquement par la réaction romantique contre l'impérialisme de Napoléon. A une France hégémonique et dominatrice, on oppose dans les premières années du siècle le dogme d'une Allemagne parée de toutes les vertus, et seule capable de résoudre le difficile problème de l'unité et de la paix.

Qu'il soit permis ici de rapprocher des conceptions précédentes celles d'un philosophe par ailleurs fort étranger à l'esprit du mouvement romantique et qui a eu avec lui des démêlés mémorables: Fichte. Fichte n'est ni monarchiste ni catholique, mais républicain et protestant. Il n'est pas mystique, mais rationaliste. Pourtant il reprend à plusieurs reprises les grands thèmes de la pensée européenne des romantiques.

(1) Cité par J. Droz Le romantisme politique en Allemagne, op. cit., pp. 79-80.

(2) "Der grosse Föderalismus europäischer Völker, welcher dereinst kommen wird, so wahr wir leben, wird auch deutsche Farben tragen; denn alles Grosse, Gründliche und Ewige in allen europäischen Institutionen ist ja deutsch..."; cité par F.Meinecke: Weltbürgertum und Nationalstaat, München-Berlin 1908, p. 145.

(3) Conférences berlinoises sur la littérature et l'art (Berliner Vorlesungen über schöne Literatur und Kunst - 1803-1804); cité par J. Droz, op. cit. p. 75.

L'évolution de Fichte et celle de F.Schlegel, tout comme celle de Gentz, présentent d'ailleurs quelque similitude, puisque le philosophe part lui aussi de Kant et du fédéralisme républicain. Il pousse même plus loin que Kant la limitation de la souveraineté des Etats, dans son article de 1796 Von Kant zum ewigen Frieden. A cette époque, l'Europe est pour lui la "grande République des Etats européens" (die grosse europäische Staatenrepublik) et il attend encore de la France révolutionnaire l'instauration du "Rechtsstaat", l'Etat fondé sur le droit, garant de l'unité et de la paix.

Tout change quelques années après lorsque, dans les Traits caractéristiques du temps présent (1804 - 1805), il annonce par réaction contre l'hégémonie napoléonienne l'avènement d'un peuple nouveau, qui dans l'avenir sera "la patrie de l'Européen vraiment cultivé". Cet "Etat d'Europe qui est à l'apogée de la civilisation", c'est à n'en pas douter l'Allemagne (1).

Les Discours à la nation allemande de 1807 - 1808 montrent avec éclat comment le philosophe fonde en quelque sorte métaphysiquement la supériorité du germanisme dans tous les domaines, langue et philosophie, histoire et politique, religion et culture. En systématisant l'idée selon laquelle le salut de l'Europe passe obligatoirement par le génie universaliste du "Deutschtum", il va marquer de son empreinte la postérité. On distingue comme en filigrane dans les 'Discours' quelques-uns des grands traits de la pensée romantique: importance des Germains dans la genèse de l'Europe moderne, interprétation de l'histoire comme processus de dissociation de l'unité médiévale, conception de l'Allemagne comme "mère-patrie" (Mutterland) de l'Europe, hostilité au système de l'équilibre européen, au libre-échange et à l'impérialisme français. C'est d'ailleurs sur ce point de la monarchie universelle que Fichte se sépare des romantiques, puisqu'il rejette non seulement le super-Etat napoléonien, mais aussi le mythe d'un Reich renouvelé du Saint Empire et inféodé au papisme.

(1) Cf J.G. Fichte's Sämtliche Werke, Berlin 1965. (réimpression de l'édition de 1846), Bd. 7, p. 212:

"Welches ist denn das Vaterland des wahrhaft ausgebildeten christlichen Europäers? Im allgemeinen ist es Europa, insbesondere ist es in jedem Zeitalter derjenige Staat in Europa, der auf der Höhe der Kultur steht..."

Citons encore cette phrase, empruntée elle aussi aux Grundzüge des gegenwärtigen Zeitalters: "Der kultivierteste Staat in der europäischen Völkerrepublik ist, in jedem Zeitalter ohne Ausnahme, der strebendste." *ibid.* p. 211.

Car Fichte reste jusqu'au bout luthérien et démocrate. Dans les Grundzüge des gegenwärtigen Zeitalters, il est question de la "République des peuples chrétiens" (die europäische Völkerrepublik, das christliche Völkerreich), mais surtout de "République des peuples européens" (europäische Völkerrepublik) et de liberté, de droit, de loi, de travail comme principes fondamentaux de la civilisation moderne. L'auteur des Discours considère pareillement l'Europe sous l'aspect d'une "nation commune" rassemblant les peuples "néogermaniques" (neugermanisch), c'est-à-dire germaniques et latins, en un tout à la fois un et divers, en une civilisation faite d'émulation et d'enrichissement réciproque.

Mais la situation historique de son temps l'a poussé à mettre l'accent sur l'antagonisme plus que sur la solidarité des deux branches de la famille occidentale, et ce que les successeurs de Fichte retiendront des Discours, c'est surtout la proclamation de la vocation absolue du germanisme à régénérer l'Europe et à transformer radicalement l'homme et le monde.

Aussi certains prophètes de la décadence trouveront-ils à l'époque bismarckienne leur inspiration dans le messianisme fichtéen. C'est le cas, en particulier, de R. Wagner et de Paul de Lagarde. Le thème du déclin est d'ailleurs présent aussi dans la pensée romantique. Schelling, Franz von Baader, Josef Görres seront les maîtres à penser du Bavarois Ernst von Lasaulx, lui-même inspirateur de J. Burckhardt, si bien qu'il y a continuité du romantisme jusqu'à R. Wagner, Nietzsche, Julius Langbehn et d'autres contempteurs de la civilisation moderne.

De même, l'opposition d'une bonne partie des auteurs du 19ème siècle à toute organisation de l'Europe selon les lois de la pensée rationaliste ne s'explique pas sans référence aux théories organicistes de Schelling, Schleiermacher, Franz von Baader, c'est-à-dire à l'idée de l'unité "vivante" et naturelle des collectivités humaines.

Ainsi la pensée romantique fait surgir, face au cosmopolitisme rationaliste et fédéraliste de Kant, une Europe de la foi et de la tradition historique, une Europe ancrée dans l'irrationnel, un Empire théocratique s'étendant sur toute la chrétienté occidentale. On ne saurait trop insister sur le retentissement immense qu'aura au 19ème

siècle l'idée de "Reich". Il suffit de citer ici les catholiques autrichiens et bavarois. Friedrich Schlegel et Adam Müller, à Vienne, Josef Görres, à Munich, contribuèrent grandement, au temps de Metternich, à orienter le catholicisme politique vers l'idéal d'un universalisme chrétien occidental.

F. Schlegel défend, au soir de sa vie, dans le dernier cours de sa Philosophie de l'histoire, l'idée d'une restauration non seulement politique, mais religieuse, d'une restauration qui serait la grande tâche de l'époque et qui devrait se faire sous l'égide de l'Autriche catholique. L'Autriche au coeur de l'Europe, l'Autriche gardienne de la tradition impériale, telles sont aussi les thèses de Görres, ancien révolutionnaire rallié à la monarchie et au catholicisme, et plus tard celles du protestant K. Frantz et du catholique bavarois F.E. Jörg, qui sera à partir de 1853 le successeur de J. Görres à la rédaction de la revue munichoise Historisch - politische Blätter für das katholische Deutschland. L'on découvre chez Jörg et chez beaucoup de partisans de la "Grande Allemagne" la plupart des caractéristiques de la pensée européenne de F. Schlegel et de Görres à l'époque de la Restauration: condamnation des idées libérales et révolutionnaires, conception d'une renaissance de l'unité européenne grâce au principe chrétien, idée d'une régénération de l'Europe par une union de l'Allemagne sous l'égide de l'Autriche.

Ce rêve d'un "Reich", Etat fédéral garantissant à la fois l'unité et la diversité des nations et des régions, et qui aurait le mérite de régler en même temps la question allemande et la question européenne, nous le retrouverons chez Jörg, mais plus encore chez des hommes comme le fédéraliste chrétien Konstantin Frantz, qui songera jusqu'à la fin du siècle à un empire qui serait

"une grande Eglise nationale allemande, destinée à soumettre l'Europe à sa direction" (1).

(1) Cf E. Vermeil L'Allemagne - Essai d'explication, 1945, p. 189.

3. Hegel: l'Europe "germanique" et la réalisation de la liberté

On ne peut, dans toute étude sur l'idée européenne au 19ème siècle, faire abstraction des théories hégéliennes. Comme Kant, Hegel voit l'histoire guidée par la Raison vers la réalisation finale de la liberté. Et pourtant il ne partage pas le rêve kantien de la paix perpétuelle et de la fédération des peuples libres. Comme les romantiques, il est le héraut du messianisme germanique. Et pourtant, à ses yeux, l'unité de l'Europe ne peut être fondée sur l'oecuménisme chrétien ou sur une restauration à tendance catholique. Protestant comme Fichte, il n'a pas l'esprit républicain, mais donne son suffrage à l'Etat monarchique.

Hegel a développé ses idées historiques et politiques dans une oeuvre posthume, les Cours sur la philosophie de l'histoire (Vorlesungen über die Philosophie der Geschichte - 1837). L'évolution historique y prend un caractère nettement téléologique: la Providence guide l'humanité sur la voie de la liberté. L'histoire est "le progrès dans la conscience de la liberté", le "devenir de l'Esprit" à travers les réalités phénoménales. Schelling accuse Hegel d'athéisme. Dans la pensée hégélienne, cependant, la réalisation de l'idée de liberté est bel et bien

"la véritable théodicée, la justification de Dieu dans l'histoire" (1).

Le philosophe confère ainsi un caractère divin à toutes les manifestations de "l'Esprit universel" (Weltgeist). Reprenant l'idée herdérienne des cycles de civilisation, il expose qu'à un moment donné de l'évolution historique le "Weltgeist" s'incarne dans un peuple élu qui, ayant accompli sa mission, entre en décadence et cède inéluctablement la place à un autre. Les peuples sont les réalités objectives de l'histoire, par lesquelles l'Esprit accède graduellement à la libre conscience de soi.

C'est sur la base de ces théories que Hegel va assigner à l'Europe dans l'histoire universelle et à l'Allemagne dans l'histoire occidentale, une place éminente, ou pour mieux dire transcendante. L'unité de l'Europe comme communauté de civilisation, comme entité spirituelle et morale est

(1) Hegel - Vorlesungen über die Philosophie der Geschichte, Philipp Reclam jun., Leipzig, p. 563.

par là métaphysiquement établie. Il n'est nul besoin, dans ces conditions, d'un Etat universel, d'une fédération ou de traités d'arbitrage, pas plus que des liens de la religion et de la foi. Hegel est le philosophe du mouvement dialectique, par lequel s'exprime le devenir de l'Esprit dans l'histoire. Sa philosophie exclut tout ordre statique, lequel équivaldrait à un arrêt du processus historique. La contradiction étant l'essence du progrès, l'histoire, celle de l'Europe en particulier, apparaît comme une succession d'antagonismes, de conflits et de crises, qui, résolus en une synthèse supérieure, assurent la progression continue de l'humanité. Voici donc démontrée, au seuil du siècle des nations, la nécessité absolue de la diversité européenne. Voici préparé le terrain où s'épanouira bientôt l'esprit de rivalité entre les peuples, où se développeront des forces antithétiques qui finiront par compromettre toute synthèse, toute unité de l'Europe.

Mais au début du siècle les choses n'en sont pas encore là. Si pour Hegel l'histoire est mouvement, le mouvement de l'histoire aboutit irréversiblement à l'Europe. L'Europe, point culminant et final de l'évolution de l'humanité: Hegel reprend cette très vieille idée et, après l'avoir systématisée, il l'inculque à toutes les générations suivantes.

Qu'il soit permis de citer la formule des Cours sur la philosophie de l'histoire qui résume de façon lapidaire le point de vue hégélien:

"Die Weltgeschichte geht von Osten nach Westen, denn Europa ist schlechthin das Ende der Weltgeschichte, Asien der Anfang" (1).

"L'Europe... terme de l'histoire universelle": la formule a fait couler beaucoup d'encre, car elle est susceptible d'être diversement interprétée. Notons pour le moment que l'Europe est héritière de l'Asie, dont elle a développé les principes religieux et politiques. Hegel voit s'incarner le "Weltgeist" successivement en Orient, en Grèce, à Rome et dans l'Europe fondée par les Germains. Seuls sont "historiques" les peuples et les civilisations d'Asie et d'Europe qui ont participé ou qui participent à la réalisation de la liberté. C'est pourquoi les peuples slaves comptent moins à son sens que les nations latines et germaniques. C'est

(1) Ibid p. 154.

pourquoi aussi l'Amérique n'est pour lui que le "pays de l'avenir", un continent encore sans histoire.

L'Europe, continent fait de nuances et de transitions, s'articule dans le domaine géographique comme dans le domaine historique en trois parties: le Sud méditerranéen, lieu d'élection du "Weltgeist" à l'époque romaine, le Nord-Est, les pays slaves, encore végétatifs, enfin le "coeur de l'Europe", c'est-à-dire essentiellement la France, l'Angleterre et l'Allemagne, les peuples historiques par excellence de l'époque moderne.

Cette Europe moderne, la quatrième et dernière période de l'histoire universelle, Hegel l'appelle le "monde germanique" (die germanische Welt), car c'est de l'alliance du germanisme et du christianisme que doit sortir la réalisation de la liberté spirituelle absolue selon les principes de "conciliation" (Versöhnung) et de "totalité" (Totalität). Après avoir régénéré le monde antique grâce à leur esprit de "subjectivité", les Germains ont pour mission de parachever le christianisme, accomplissant ainsi les finalités de l'histoire.

Selon Hegel, la marche de l'histoire européenne est inscrite dans l'évolution dialectique de deux éléments antagonistes: Rome et les Germains. Ecrire l'histoire de l'Europe, c'est décrire l'évolution de ce double principe, ses oppositions, ses scissions internes et ses synthèses finales, selon le schéma ternaire du "Royaume du Père", du "Royaume du Fils" et du "Royaume de l'Esprit". Dans la pensée du philosophe, cette troisième et dernière période, qui débute avec la Réforme luthérienne, est la synthèse des deux autres, comme le monde germanique est lui-même la synthèse des grandes périodes précédentes de l'histoire. Dans le grandiose édifice hégélien, l'esprit allemand est le couronnement de l'histoire universelle.

Pour ce luthérien qu'est Hegel, la Réforme apporte au monde la réalisation suprême de la liberté, la réconciliation des deux principes antithétiques de l'Eglise et de l'Etat, de la religion et du droit. Il prend à partie à la fois l'idéal fallacieux de l'Empire théocratique du romantisme et le libéralisme abstrait de la Révolution française. L'un lui paraît limiter la souveraineté des Etats, l'autre atomiser la société

en une poussière de volontés individuelles. A une Allemagne, à une Europe qui à l'aube du 19ème siècle cherchent à redéfinir les relations de l'individu et de la collectivité, l'hégélianisme propose l'apothéose de l'Etat, non d'un Etat universel, mais des Etats en tant qu'instruments du "Weltgeist", c'est-à-dire en tant qu'agents de réalisation de la liberté.

Pas de liberté, toutefois, pas d'affranchissement politique sans libération spirituelle, pas de "Révolution sans Réforme". Si "l'histoire universelle est le progrès dans la conscience de la liberté", si "l'Etat est l'Idée divine, telle qu'elle existe sur terre", l'esprit germanique, incarné dans la Réforme luthérienne et dans l'Etat monarchique, est l'apogée de l'histoire. Hegel conclut à l'incontestable supériorité du génie germanique, de son homogénéité, de sa "pure intériorité" (reine Innigkeit), sur l'hétérogénéité et la dualité du caractère latin.

L'imposant système hégélien n'apparaît-il pas en définitive comme une altération de l'histoire, comme une construction intellectuelle qui schématise à outrance l'évolution de l'Europe moderne? D'une part, comme le système fichtéen, il exclut arbitrairement du grand mouvement de libération spirituelle et politique tout ce qui ne s'intègre pas à l'ensemble latin et germanique, d'autre part il déséquilibre la communauté occidentale en privilégiant l'élément germanique au détriment de la latinité, l'Europe protestante au détriment de l'Europe catholique.

Après Fichte, personne sans doute n'a plus contribué que Hegel à jeter les bases philosophiques de la prééminence germanique. L'hégélianisme ajoute à l'idée herdérienne du caractère original de la nation celle d'une mission spécifique de l'Allemagne. Aux mains de certains successeurs de Hegel, il deviendra un ferment redoutable de désagrégation de l'Europe en Etats nationaux, un apport essentiel au puissant courant de l'historisme, qui opère à partir du 18ème siècle la rupture de la tradition universaliste occidentale par la pensée allemande (1).

Il paraît inutile d'insister sur la portée incalculable qu'a eue la théorie hégélienne de l'Etat dans la pensée politique allemande. Qu'il suffise de citer ici Bismarck, Treitschke, et tous ceux qui, mêlés

(1) Cf C. Antoni L'historisme, Genève 1963, en particulier ch. 7, L'historisme dialectique.

aux polémiques sur l'unification de l'Allemagne, ont vu dans l'Etat national la forme suprême d'organisation des sociétés et la preuve irréfutable de la supériorité des peuples "historiques". Ou ceux qui, au contraire, l'ont condamné sans appel.

De plus, le thème de la décadence de l'Occident est implicitement contenu dans le concept de "devenir historique", et le courant qui, par Lasaulx et Burckhardt, aboutit à Nietzsche, part de Hegel tout autant que de Schelling et des romantiques.

Enfin, il ne semble pas exagéré de prétendre que nombre d'auteurs allemands de l'époque bismarckienne ont subi, plus ou moins consciemment, l'ascendant de la dialectique hégélienne. Certains souligneront le caractère sui generis de l'Europe, continent des antithèses, et, partant, du dynamisme et du progrès. D'autres, soucieux de sauvegarder à la fois la multiplicité et l'unité, proposeront des solutions de "conciliation" ou de "synthèse" pour l'élaboration desquelles l'élément germanique se verra généralement investi d'une mission providentielle. Nous n'insisterons pas sur l'application que Marx fera de la dialectique dans son analyse du processus historique. Pour lui comme pour d'autres hégéliens de gauche, l'Europe occidentale sera le continent historique par excellence, "schlechthin das Ende der Weltgeschichte", l'aboutissement, l'accomplissement de l'histoire parce que le continent le plus avancé, le plus conscient, bref le plus révolutionnaire.

Mais l'accomplissement implique le déclin. L'Europe hégélienne est peut-être aussi la fin de l'histoire universelle en tant qu'histoire du continent eurasiatique, le début d'une histoire véritablement mondiale. Ce qui, pour Hegel, n'est qu'un avenir lointain, la progression de l'histoire vers l'Occident américain, sera déjà pour Marx le présent.

CHAPITRE 2:

L'EUROPE ROMANO-GERMANIQUE DE RANKE

1. Ranke, les romantiques et Hegel

"... Insensible à l'idéal politique de l'unité de l'Allemagne, il était avant tout un historien de la civilisation européenne, telle que les peuples latins et germaniques l'avaient produite par leur collaboration; son Europe était encore celle de Metternich, celle du 18ème siècle..." (1)

Ce jugement de Carlo Antoni sur Ranke nous paraît donner une définition assez juste des conceptions européennes de Leopold von Ranke (1795 - 1886) qui à peu de chose près naît et meurt avec son siècle, et dont la personnalité domine l'historiographie allemande de son temps. Ranke a d'abord fréquenté les salons littéraires de Berlin, où il a été en contact avec les milieux cosmopolites du libéralisme européen. Parti pour Vienne en 1827, il y subit l'influence de Friedrich von Gentz. Après son retour à Berlin, il se sépare de ses amis libéraux pour se rapprocher des milieux conservateurs et de l'école du droit historique. Désormais, il devient le représentant de la Restauration, de la Prusse et de l'Allemagne monarchiques et chrétiennes. Proche de Frédéric-Guillaume IV, familier des princes et des hommes d'Etat, Ranke est en quelque sorte l'historien officiel des cours et des souverains. Mais son rayonnement s'est étendu bien au delà des cercles politiquement influents. Non pas que ses ouvrages, d'une sérénité classique et d'une hauteur spirituelle incomparable, aient jamais pu devenir populaires. Mais la conception qu'il se fait de l'Europe et de son histoire s'est répercutée sur tout le 19ème siècle et sur une partie du 20ème. Ranke jette les bases historiques de l'idée d'Europe en définissant l'ensemble européen comme le domaine "romano-germanique". Telles sont les limites dans lesquelles se meut la pensée européenne de l'Allemagne

(1) Carlo Antoni L'historisme ; op. cit. p. 79.

bismarckienne (1).

L'Europe de Leopold von Ranke est essentiellement l'Europe de l'Occident, le berceau de l'histoire moderne. Dès 1824, il la désigne des termes de "romanisch" et de "germanisch". Quant au terme de "europäisch", il englobe dans son esprit les peuples romano-germaniques et leurs satellites orientaux, en particulier deux pays rattachés par l'évolution de l'histoire moderne au système des Etats: la Russie et la Turquie. La perspective historique de Ranke est centrée sur la communauté des pays de civilisation occidentale. Dès ses premiers écrits, il s'est efforcé d'en montrer les caractéristiques complémentaires: l'unité et la diversité. Toutefois, il s'est gardé d'opposer systématiquement les deux éléments du couple romano-germanique, comme l'ont fait Fichte et Hegel, puis quantité d'auteurs allemands du 19ème siècle, lesquels ont eu tendance à définir le "Deutschtum" comme l'antithèse du monde latin.

En historien de génie, il a traité avec objectivité et impartialité de concepts qu'une historiographie allemande plus récente a jugés éminemment complexes, voire nocifs (2). Sans aucun doute, il a eu conscience du fait que les caractères ethnopsychologiques sont soumis aux lois de l'évolution et de la relativité. Novalis n'avait-il pas déjà souligné que

"l'esprit germanique est aussi peu limité à un Etat particulier que l'esprit latin, grec ou britannique" (3)?

Ranke reçoit des romantiques l'idée fondamentale de l'unité de l'Occident romano-germanique, idée née de la chrétienté médiévale, et

(1) L'historiographie est-allemande considère que Ranke, en centrant l'histoire mondiale sur l'Europe occidentale et centrale, a fourni des arguments idéologiques à l'impérialisme allemand. D'où les résurgences de son oeuvre dans les années 80, après 1918 et après 1945. D'où la fondation en 1950 de la "Ranke-Gesellschaft" et de sa revue Das historisch-politische Buch, qui s'efforceraient de faire du grand historien un précurseur de l'idée "réactionnaire et anti-soviétique d'Occident". Cf H.Schleier Die Ranke-Renaissance, dans Die bürgerliche deutsche Geschichtsschreibung von der Reichseinigung von oben bis zur Befreiung Deutschlands vom Faschismus, hrsg. von J. Streisand/ Studien über die deutsche Geschichtswissenschaft Bd. 2, Akademie-Verlag Berlin 1965, pp. 99 à 135.

(2) Cf F. Meinecke Germanischer und romanischer Geist im Wandel der deutschen Geschichtsauffassung, dans Historische Zeitschrift

transmise au 19ème siècle par le système de l'équilibre européen et la philosophie des Lumières: l'Occident à la fois un et multiple, solidaire et différencié, évoluant selon un processus

"d'antithèse et de synthèse de forces antagonistes, qui tour à tour se séparent et se rejoignent" (1).

Voici, telle qu'elle est pour Ranke comme pour F.Schlegel, l'Europe romano-germanique: le continent de l'émulation, de la culture, du progrès humain.

Il n'est pourtant pas question pour Ranke de faire jouer à l'Eglise catholique le rôle fédérateur que lui réservent les romantiques. Son Europe n'est pas celle d'un "Reich" oecuménique, mais celle d'une communauté d'évolution et de destinée historiques, d'une unité de civilisation et d'une similitude d'institutions. Il convient donc de préciser tout de suite que si Ranke a vécu dans son enfance la fin du Saint-Empire, si le Pape et l'Empereur lui sont apparus tout à la fois comme l'incarnation de la dualité et de l'unité de la chrétienté, s'il compare le Saint-Empire à une vaste cathédrale des peuples chrétiens d'Occident, jamais il n'a eu la mystique d'un "Reich" où l'Allemagne serait dominatrice. Jamais non plus il n'a conçu cette notion comme celle d'une confédération d'Europe centrale. Le plus souvent, le terme de "Reich" signifie chez lui "Staat" (Etat) (2). Il faut par conséquent apporter quelques retouches à la thèse selon laquelle Ranke serait le représentant d'un "romantisme politique" attardé jusqu'à la fin du 19ème siècle.

Bd. 115, 1916; p. 518: "Germanischer und romanischer Geist - so einfach gross ihr Inhalt und ihr Gegensatz erscheinen mag, so schwierig und verwickelt sind diese Begriffe in Wahrheit..."

Cf également R. Stadelmann, ancien professeur d'histoire des idées à Tübingen, qui écrit dans Deutschland und Westeuropa (1948), p.82: "Sowohl von Frankreich als von Deutschland her gesehen, sind "romanisch" und "germanisch" gefährliche und irreführende Schlagwörter, wenn man ganze Staatsphilosophien damit decken will".

(3) "Germanität ist so wenig wie Romanität, Gräzität oder Britannität auf einen besonderen Staat eingeschränkt; es sind allgemeine Menschencharaktere, die nur hier und da vorzüglich allgemein geworden sind." Cité par F. Meinecke, *ibid* p. 533.

(1) Cf F. Meinecke *ibid*. p. 532.

(2) Cf W. Mommsen Zur Bedeutung des Reichsgedankens, dans Historische Zeitschrift, No 174, 1952, p. 396.

Dans Weltbürgertum und Nationalstaat F. Meinecke a montré que le grand historien effectue la transition entre l'idéalisme allemand et le réalisme politique, entre le romantisme, Fichte, Hegel, d'une part, et Bismarck d'autre part. Il serait ainsi l'un des trois grands "libérateurs de l'Etat" (Staatsbefreier) (1). Il est vrai que pour lui l'Etat est une donnée fondamentale de l'histoire et de la civilisation. Comme Hegel, il le voit pour ainsi dire nourri des énergies nationales. Il perçoit les Etats et les nations sous l'aspect de complexes très réels de puissance. Il appelle les nations des "pensées de Dieu" (Gedanken Gottes). Sans vouloir rattacher à tout prix la pensée européenne de Ranke à l'hégélianisme, dont elle rejette la dialectique, il faut bien reconnaître qu'il existe entre eux des analogies évidentes. Ranke est, comme Hegel, le défenseur convaincu du principe protestant. N'écrit-il pas dans Histoire de l'Allemagne à l'époque de la Réforme (Deutsche Geschichte im Zeitalter der Reformation) que la Réforme, si elle a scindé en deux la chrétienté, n'en a pas moins joué un rôle libérateur et créateur en Europe? La diversification religieuse et nationale, en somme, ne nuit pas à ce caractère de profonde communauté (europäische Gemeinschaftlichkeit), à la parenté originelle et à la solidarité historique. Notons encore un autre point commun à Hegel et à Ranke: tous deux sont sensibles à la spécificité de la civilisation européenne conçue comme sommet du processus d'évolution, comme aboutissement du mouvement de l'histoire. Comme l'auteur des Cours sur la philosophie de l'histoire, Ranke contemple la prodigieuse translation, de l'Orient à l'Occident, de la vie politique et spirituelle du monde. Les peuples de l'Europe atlantique et nordique font l'histoire moderne: telle est la certitude que Ranke, à la suite de Hegel, contribue à faire pénétrer dans la pensée historique et politique du 19ème siècle.

"... Ces régions sont l'atelier le plus éminent de l'esprit général de l'humanité dans le domaine des idées, de la politique et de la maîtrise de l'homme sur la nature" (2).

La civilisation de l'Occident est dynamique, active, expansive, héroïque.

(1) Cf le chapitre 12 de Weltbürgertum und Nationalstaat, intitulé "Ranke und Bismarck", *ibid.* pp. 274 à 315.

(2) Cf Englische Geschichte, Bd I, Berlin 1859, p. 4.

Elle est en perpétuel devenir, ou, comme l'écrira plus tard Oswald Spengler, "faustienne" (1).

2. La communauté latine et germanique: dynamisme et expansion

C'est dans Histoires des peuples latins et germaniques de 1494 à 1514 (Geschichten der romanischen und germanischen Völker von 1494 bis 1514), dont la première édition date de 1824, que Ranke a défini les caractères historiques de son Europe romano-germanique. D'emblée, il précise son point de vue et ses objectifs:

"Le dessein d'un historien dépend de son point-de-vue. De celui-ci, nous dirons deux choses. En premier lieu, que les nations latines et germaniques nous apparaissent comme une unité. Nous écartons trois concepts similaires; le concept d'une chrétienté universelle, qui comprendrait jusqu'aux Arméniens; le concept d'une unité de l'Europe, car puisque les Turcs sont des Asiatiques, et puisque l'empire russe inclut tout le nord de l'Asie, leur situation ne pourrait être fondamentalement comprise sans que l'on analysât et que l'on y impliquât les conditions historiques de l'Asie tout entière; enfin également le concept le plus voisin, celui d'une chrétienté latine; les populations slaves, lettones et hongroises qui en font partie ont une nature spécifique qui est étrangère à notre propos.

Et Ranke conclut ainsi son préambule:

"L'auteur en reste ... aux nations ethniquement apparentées, qu'elles soient de pure origine germanique ou d'origine romano-germanique, dont l'histoire est l'essence de toute histoire moderne." (2)

Cet avant-propos illustre parfaitement la pensée de l'historien. Celui-ci a pour dessein, en écrivant son introduction à l'histoire des peuples latins et germaniques, d'esquisser les contours de leur communauté historique à la lumière des événements qui se sont déroulés depuis les origines de l'Europe jusqu'à la fin du Moyen-Age, c'est-à-dire jusqu'à "la division de nos nations en deux camps hostiles, division sur laquelle repose toute l'histoire moderne". Puis c'est le

(1) Cf Der Untergang des Abendlandes, 1920, ainsi que l'article de G.Masur, ancien professeur d'histoire des idées aux USA et à Berlin: Ranke's Begriff der Weltgeschichte dans Historische Zeitschrift, Beiheft 6, 1926, p. 72.

(2) Geschichten der romanischen und germanischen Völker von 1494 bis 1514; 3ème édition, Leipzig 1885, p. V. L'oeuvre fut rééditée en 1931 et en 1957; elle fut traduite en anglais en 1887 sous le titre de History of the Latin and Teutonic nations from 1494 to 1514. Deux

grand tournant de l'histoire européenne que Ranke veut décrire dans son oeuvre, cette profonde mutation qui s'est manifestée vers 1500 par le déclin de la liberté italienne, l'opposition de la France à l'hégémonie des Habsbourg et la rupture de l'oecuménisme chrétien par la Réforme. Enfin il s'agit pour l'historien de montrer la contexture de l'Europe moderne. C'est là son domaine favori. C'est l'histoire de six grandes nations qui jamais n'ont été réunies en un seul Etat, qui presque toujours se sont combattues, et qui pourtant sont liées par les origines ethniques, les moeurs, les institutions. Ces nations sont également réparties en deux groupes: l'un à prédominance latine: France, Espagne, Italie, l'autre à prédominance germanique: Allemagne, Angleterre, Scandinavie. Or leur histoire est caractérisée par le dynamisme intense de ces audacieuses entreprises que sont les Grandes Invasions, les Croisades, la colonisation du monde. La vision historique de Ranke pèse sur le 19ème siècle en faisant de l'esprit expansionniste, de l'action conquérante, de la dynamique de la puissance l'essence même de l'unité européenne.

Mais étudions de plus près la fresque grandiose que peint l'auteur des Histoires des peuples latins et germaniques. Dans une première phase, les Grandes Invasions fondent l'unité romano-germanique par symbiose entre les Germains, détenteurs de la force militaire et créateurs d'un ordre politique, et les Latins, qui apportent aux vainqueurs leur langue et leur religion. La prestigieuse figure de Charlemagne domine cette civilisation nouvelle, qui s'affirme contre les peuples étrangers, Arabes, Hongrois et Slaves. Les langues européennes commencent à se former, dans leur unité et leur variété, et les bases des futurs Etats sont jetées. Empire et Papauté, s'étayant mutuellement, incarnent respectivement le principe germanique et le principe latin.

Vient alors la seconde phase. Les Croisades, suite des Grandes Invasions, sont une entreprise commune à tous. Oeuvre de l'expansion-

autres traductions parurent à Londres, en 1909 et 1915. Une première édition des oeuvres complètes de Ranke parut à Leipzig de 1867 à 1870, une seconde de 1871 à 1875. La Deutsche Akademie publia en 1925 à Munich une édition critique, qui fut suivie en 1928 d'une édition populaire: L. von Rankes historische Meisterwerke, Wien - Zürich - Hamburg - Budapest.

nisme spirituel et guerrier, elles procèdent d'un esprit partout identique, et, comme l'écrit Ranke:

"Elles montrent l'unité de nos nations quant aux idées, à l'action, à l'évolution." (1)

Elles s'accompagnent de manifestations d'une incomparable originalité: la chevalerie et la liberté municipale.

La troisième phase, la colonisation, est la suite logique des Croisades et s'inspire du même idéal d'expansion du christianisme, tout en procédant d'une idée toute différente, l'une des plus sublimes que l'humanité ait conçues: l'exploration du monde. On voit donc quelle importance Ranke attache au caractère "faustien" de la civilisation occidentale. Si son optique s'élargit finalement jusqu'à la dimension de l'histoire universelle, c'est à cause de la domination du monde par les peuples romano-germaniques.

En 1854, Ranke prononce devant le roi de Bavière Maximilien II une série de conférences sur les grandes périodes de l'histoire moderne. Ces conférences, réunies ensuite sous le titre de Essai sur les époques de l'histoire moderne (Über die Epochen der neueren Geschichte) et publiées en 1888 reprennent en les précisant les grandes idées exprimées dans l'introduction des Geschichten der romanischen und germanischen Völker. L'auteur met cette fois en relief le rôle historique de Rome, de son droit, de ses institutions et de sa religion universelle, puis celui de la Gaule romanisée, base de "toute la configuration ultérieure de l'Occident". Quant au principe germanique, il lui revient toujours d'avoir été l'initiateur des Grandes Invasions, qui ont non seulement mêlé les peuples, mais aussi séparé l'Orient de l'Occident, faisant de celui-ci un monde à part où les éléments germaniques et latins ont fusionné dans tous les domaines.

"Désormais, l'Eglise, la royauté, la constitution politique l'administration, le droit, la littérature étaient devenus romano-germaniques." (2)

Après Ranke, les historiens allemands vont célébrer les Grandes Invasions

(1) Ibid. p. 23.

(2) Über die Epochen der neueren Geschichte, Biberach 1948, p. 63. Cette oeuvre a eu plusieurs rééditions. La 5ème parut en 1899, deux autres à l'époque de la République de Weimar (1928, 1931), la dernière en 1955.

comme la naissance de l'Europe. N'ont-elles pas fait la force de l'Occident en "nationalisant" l'Eglise et l'Etat, c'est-à-dire en permettant aux peuples de participer à leur fonctionnement? Dès cette époque, l'Europe n'était-elle pas sur la voie de l'Etat moderne? La mobilité et la souplesse de ses structures politiques et sociales n'étaient-elles pas assurées? Lorsqu'il s'agira de souligner la supériorité de l'Occident, les auteurs de l'ère bismarckienne feront de ces conceptions des lieux communs.

Les Croisades sont derechef tenues par Ranke pour un moment décisif de l'histoire. N'ont-elles pas cimenté l'unité en donnant à la Papauté une prééminence incontestable, à tel point qu'on peut alors considérer le

"complexe des peuples chrétiens d'Europe comme un tout, pour ainsi dire comme un seul Etat" (1)?

Pour l'historien, les Croisades ont ainsi complété l'oeuvre de Charlemagne, unificateur et évangéliste des païens. Voici relevé une nouvelle fois le caractère expansionniste des peuples romano-germaniques.

Dans ses conférences, Ranke fait entrer dans le champ de son étude "l'aire des peuples convertis et civilisés par les Carolingiens et l'Empire". L'Europe romano-germanique est devenue la chrétienté occidentale. La rupture de l'oecuménisme par la querelle du Sacerdoce et de l'Empire, le schisme de la Réforme, la naissance des grandes puissances de l'Europe moderne sont les étapes qui préludent à une expansion nouvelle. L'Occident intègre à son univers des peuples neufs. La Russie entre au 18ème siècle dans le système des Etats. Du même coup, la chrétienté occidentale devient l'Europe. Ranke voit l'Europe du 18ème siècle constituée de cinq grandes puissances, chacune ayant son autonomie et son principe particulier: la France latine, monarchique et catholique, l'Angleterre germanique, parlementaire et maritime, la Russie slave et byzantine, l'Autriche monarchique et catholique et la Prusse protestante, militaire et administrative. Mais conformément au caractère dynamique des peuples romano-germaniques, cette "pentarchie" n'est pas immuablement statique et figée. Elle est au contraire pareille à une constellation toujours en mouvement. L'auteur de l'Essai sur les

(1) Ibid. p. 96.

époques de l'histoire moderne écrit:

"Ainsi s'étaient constituées au milieu du 18ème siècle ces grandes puissances, comparables à autant d'astres, qui sans cesse se meuvent ensemble et côte à côte, tantôt entrant dans une certaine conjonction, tantôt s'éloignant selon une certaine déclinaison." (1)

3. Le "Génie de l'Occident": équilibre et polarité

La colonisation du monde, la troisième et dernière phase de l'expansion européenne, introduit le concept d'histoire universelle. Dans ses dernières années, Ranke a défini ce qu'il entendait par le terme d'"Universalhistorie" qu'il utilise dans son Histoire universelle (Weltgeschichte):

"On pourrait le définir comme la création, le maintien et l'extension du monde civilisé (Kulturwelt)." (2)

Le terme de "civilisation" est pris ici au sens le plus large. Il englobe non seulement les sciences et les arts, mais la religion et la politique, le droit et la morale, et d'une manière générale toutes les acquisitions de l'humanité au cours de son histoire, une histoire qui est mouvement, lutte, progression et conquête. En dernière analyse, les conceptions historiques de Ranke doivent beaucoup à l'irrationalisme du 19ème siècle. L'apothéose du "Génie de l'Occident", fait justement remarquer F. Meinecke, traduit de manière éclatante le volontarisme, l'énergie expansive du siècle, l'hégémonie universelle de la civilisation européenne (3). Le "Génie de l'Occident", c'est le génie des peuples romano-germaniques et dans une moindre mesure celui de leurs satellites. Ranke l'a glorifié en 1834, à l'aube de la grande ère colonisatrice, comme l'esprit

"qui transforme les peuples en armées bien ordonnées, qui trace les routes, creuse les canaux, couvre toutes les mers de flottes et en fait sa propriété, qui colonise les continents lointains, qui fait siens tous les domaines du savoir et les renouvelle par un labeur infatigable, qui applique

(1) Ibid. p. 172.

(2) Weltgeschichte, Leipzig 1887, Teil 8, p. 4. (oeuvre rééditée en 1958 - Hambourg)

(3) Cf F. Meinecke Zur Beurteilung Rankes dans Historische Zeitschrift, Bd 111, 1913, p. 592.

l'ordre et la loi parmi les hommes, malgré la multiplicité de leurs passions..." (1)

Il est évident pour l'historien que l'Occident européen occupe une place particulière dans l'évolution humaine. C'est un continent élu, dont la préexcellence émane d'un destin transcendant. La constitution même du "grand complexe des nations occidentales", leur communauté de civilisation ne sont pas l'effet du hasard. La Providence préside aux destinées de l'Europe de Ranke. Comment expliquer autrement qu'en dépit des tourmentes de l'histoire les caractéristiques de ses éléments constitutifs se retrouvent encore dans les temps modernes? Comment expliquer autrement ce "génie" qui maintient l'équilibre de l'Europe, qui la sauve des risques d'hégémonie et de la prépotence d'une seule puissance, et qui renforce l'équilibre pentarchique des grands Etats? Le "génie de l'Europe", telle est la conclusion de l'ouvrage Les grandes puissances (Die grossen Mächte), est harmonie. Cette harmonie résulte du libre épanouissement de chaque nationalité au sein d'une communauté qui s'enrichit de la perfection de chacune d'entre elles. Ranke écarte ainsi toute possibilité de monarchie universelle:

"La prédominance nette et positive d'une seule (nation) ferait la perte des autres."

Et il élimine d'ailleurs toute possibilité de ce que l'on pourrait aujourd'hui nommer l'"intégration européenne":

"Un mélange de toutes détruirait la nature individuelle de chacune." (2)

Ranke, en somme, est partisan d'une Europe des Etats. Il pense européen, mais voit l'Europe comme juxtaposition et équilibre des grandes puissances. Comme le note W. Mommsen, cette conception est fondamentale chez lui. Elle n'est possible que parce qu'il n'a pas alors à douter de la suprématie européenne (3).

(1) Cité par O. Diether L. von Ranke als Politiker, p. 227. Leipzig 1911.

(2) Cf O. Diether, *ibid.* p. 220.

(3) Cf W. Mommsen Zur Bedeutung des Reichsgedankens, *op. cit.* p. 396.

"L'existence de l'Europe réside dans l'énergie des grandes oppositions", écrit-il dans la seconde édition des Geschichten der romanischen und germanischen Völker. Le principe de polarité est une autre idée-force dans sa philosophie de l'histoire. Ce principe s'ajoute au dynamisme et à l'équilibre pour faire de l'Europe de Ranke cet univers en perpétuel devenir, système planétaire soumis en quelque sorte aux grandes lois cosmiques. Quelles sont ces "grandes oppositions" qui constituent l'élément vital de l'Europe? D'abord celle du principe germanique et du principe latin, et par voie de conséquence, celles de l'Empire et du Sacerdoce, du protestantisme et du catholicisme, de la Révolution et de la Restauration, de la monarchie et du parlementarisme. La Réforme apparaît comme le produit typique de l'esprit germanique, le catholicisme, la Papauté, la Contre-Réforme comme manifestations de l'esprit latin. Si la Révolution est le

"produit conquérant d'une longue fermentation politique et religieuse du monde latin",

la Restauration est

"une réaction victorieuse de l'Europe orientale et septentrionale, germanique et slave." (1)

Ranke admet certes que l'Eglise médiévale a uni le monde romano-germanique, et que les nations, à une certaine époque, devaient nécessairement former une sorte d'Etat théocratique, où régnaient à la fois l'unité et la dualité, l'idée chrétienne oecuménique et le double principe incarné par le Pape et l'Empereur. Mais en ce qui concerne l'Europe moderne, il est partisan de la prédominance de l'Etat, et d'un "Kulturkampf" à l'échelle européenne (2). Tout s'ordonne ainsi pour lui selon la loi de la bipolarité romano-germanique. Ces tensions profondes et nécessaires peuvent d'ailleurs prendre la forme d'antagonismes féroces, comme les conflits entre l'Eglise et l'Etat, ou bien la lutte entre l'absolutisme français et le parlementarisme anglais. Si Ranke se déclare parfois favorable à des compromis, il ignore pas que l'Europe a pour moteur la lutte (3). Née des guerres et des bouleversements, son

(1) Rom 1815 bis 1823 - Staatsverwaltung des Kardinals Consalvi, cité par O. Diether, p. 199.

(2) Cf Tagebücher - Aus Werk und Nachlass, Bd I, München - Wien 1964, p. 419.

(3) "Die Geschichte von Westeuropa wird überhaupt durch den Kampf zwischen Kelten, Römern und Germanen eröffnet, welcher die elementare Zusammensetzung der Nationen bestimmt hat", dans Englische Geschichte, Bd I, p. 5.

Europe ne progresse que grâce aux conflits et aux rivalités. Elle doit son essor général et la progression de chacune de ses nations particulières aux dangers extérieurs, mongol ou arabe, et à ses oppositions internes (1).

Dans ses Tagebücher, Ranke exprime l'idée que, dans l'univers, l'éternel combat des deux principes des religions manichéennes, Ormuzd et Ahriman, le Bien et le Mal, se termine toujours par le triomphe du premier. Ceci implique dans sa philosophie de l'histoire autre chose qu'un dualisme radical, qu'une séparation absolue entre deux principes antinomiques. Il faut souligner à nouveau que Ranke est très sensible aux tensions fécondes et aux influences mutuelles qui s'exercent au sein du couple romano-germanique. N'a-t-il pas, dans le cas précis du protestantisme, considéré la Réforme comme une manifestation spécifique de l'esprit germanique, mais aussi comme un produit du génie et de l'histoire de la civilisation globale de l'Europe occidentale (2)?

4. L'Europe transcendante de Ranke

Ranke ne sacrifie jamais le "génie de l'Occident" au nationalisme. Certes, le concept de nation est une pièce maîtresse dans l'économie de son système historique, et à son époque il ne pouvait guère en être autrement. Mais jamais il n'a conscience du péril que les nationalismes peuvent présenter pour l'Europe. En éminent intellectuel qu'il est, il reste insensible aux tendances démocratiques et populaires du siècle des nationalités. Le sentiment national est chez lui plus spirituel que politique. Nous avons noté que l'idée d'un "Reich" dominant l'Europe, sorte de Saint-Empire mis au goût du jour, lui est étrangère. Il est significatif que la fondation de l'Empire bismarckien ne représente pas uniquement pour lui la réalisation d'une unité allemande longtemps souhaitée, mais tout autant, et peut-être plus encore la fin de l'hégé-

(1) Cf Weltgeschichte, Bd 8, pp. 408 et 415.

(2) Cf Französische Geschichte, Bd I, p. 156, Stuttgart 1852; (traduction française sous le titre de Histoire de France, principalement pendant le 16ème et le 17ème siècle, Paris, Klincksieck, 1854-1889.) Oeuvre rééditée en 1957 dans le cadre des Historische Meisterwerke, Standard-Klassiker-Ausg. in 12 Bdn. Hrsg. von Willy Andreas - Hamburg.

monie française et la restauration de l'équilibre européen selon la loi infaillible du "génie de l'Occident" (1). Profondément monarchiste et conservateur, Ranke apprécie que grâce à Bismarck l'"humanité européenne repose encore sur ses anciens fondements", comme il l'écrit dans son journal en février 1881, sans paraître s'apercevoir qu'une ère nouvelle est en train de naître.

Du reste l'Allemagne lui semble, comme à beaucoup de ses compatriotes, une sorte de microcosme de l'Europe. Elle lui paraît, à l'image du continent, un pays ouvert, réceptif, multiple et divers, impossible à réduire à l'unité absolue, à moins de faire violence aux réalités historiques. Il les voit toutes deux sous l'aspect d'indissolubles communautés d'histoire et de culture, d'esprit et de caractère, mais en même temps déchirées de luttes et de discordes, morcelées et divisées en elles-mêmes. Et il nourrit dès sa jeunesse le secret espoir d'assister un jour à l'unification de l'une et de l'autre, à condition que cette unification n'aille pas à l'encontre du mouvement de l'histoire. Ce qu'il note alors dans son Journal (Tagebücher) compte sans doute parmi les pages les plus justes et les plus belles qu'on ait jamais écrites sur l'union de l'Europe:

"Si dans les tréfonds de notre nature, nous ne sommes pas un seul et même peuple, nous n'allons pas nous couler de force dans le même moule... Il en est ainsi de l'Europe. Si elle n'a point d'affinités, qu'elle s'écroule. Mais si ce que Charlemagne a pensé d'une république européenne n'était pas un rêve, il est bel et bien possible que vous tous, les peuples, réconciliés avec vous-mêmes, vous reconnaissez et vous estimiez réciproquement votre caractère spécifique et votre nature intime. Que chacun vive à sa façon: la communauté naîtra de l'existence de tous. Telle est l'Europe..."(2)

Ne reconnaît-on pas là, par un étonnant paradoxe, l'optimisme qui portera les révolutionnaires de 1848 à croire que l'unité européenne doit nécessairement naître des diverses unités nationales? Ainsi les conceptions européennes de Ranke sont placées sous le signe de l'opti-

(1) Cf W. Mommsen Zur Bedeutung des Reichsgedankens dans Historische Zeitschrift No 174, 1952, pp. 394 - 396; cf aussi S. Skalweit Ranke und Bismarck dans Historische Zeitschrift No 176, 1953, pp. 281 - 285.

(2) Tagebücher - Aus Werk und Nachlass 1818 - 1825, op. cit. Bd I, p. 263.

misme, modéré il est vrai, mais serein. Le triomphe de la civilisation moderne, du "génie de l'Occident" lui paraît assuré. Sa confiance dans les forces profondes de ce continent privilégié est entière. Il est aux antipodes de la philosophie pessimiste d'un Schopenhauer, d'un J. Burckhardt, d'un Nietzsche.

"Je vois tant d'éléments de vie, écrit-il, tant d'efforts imposants et énergiques que je tiens pour possible la décadence de quelques ramifications isolées ou encore de quelques peuples, mais non le déclin de l'ensemble ou sa ruine." (1)

Homme de la Restauration, il croit à la victoire des forces d'ordre et de conservation, ce qu'il nomme "Kultur", sur les tendances destructrices de la Révolution. C'est de ce point de vue qu'il faut comprendre son interprétation de l'oeuvre bismarckienne.

Les exégètes de sa pensée ont plus d'une fois insisté sur l'aspect irréaliste de celle-ci, sur son caractère inactuel. Ranke vit dans le calme olympien d'une Allemagne et d'une Europe qui sont encore celles de l'idéalisme, non de la "Realpolitik", et moins encore de l'impérialisme (2). Ainsi s'explique la réaction de ses disciples les historiens prussiens, Sybel, Droysen et Treitschke, engagés dans l'action politique, contre son quiétisme scientifique. Il est révélateur qu'il publie sa Weltgeschichte à la fin de l'ère bismarckienne, lorsque les valeurs chrétiennes et humanistes de la civilisation occidentale sont remises en cause, et que l'ombre des puissances rivales commence à s'étendre sur l'Europe. On n'a pas manqué de relever également le côté plus idéal que politique de ses conceptions sur la coexistence des peuples européens, telles qu'elles s'expriment en particulier dans Geschichten der romanischen und germanischen Völker (3).

Il faut avouer que, tant dans le domaine de la civilisation que dans celui de la politique, l'optimisme de Ranke, si modéré qu'il fût, ne s'est pas confirmé. Bien des valeurs qu'il croyait intangibles se sont effondrées; l'Europe n'a pas réussi à trouver son équilibre poli-

(1) Sämtl. Werke, Bd 53-54, p. 405, cité par G. Masur, op.cit. p. 73.

(2) Cf H. von Srbik Geist und Geschichte vom deutschen Humanismus bis zur Gegenwart, Salzburg 1950, Bd I, pp. 288-290. Cf aussi G. Masur qui parle de "halkyonische Windstille" et de "Stille dieses Spätsommerabends des deutschen Lebens..." p. 75.

(3) Cf E. Schulin (professeur d'histoire moderne à Fribourg-en-Brisgau) Rankes erstes Buch dans H.Z. Bd 203, 1966, p. 595.

tique, et sa prééminence mondiale n'est plus qu'un souvenir. Ranke n'en a pas moins tracé le cadre dans lequel s'inscrit la pensée européenne de la grande majorité des Allemands du 19ème siècle: l'Occident romano-germanique, communauté de civilisation cimentée par l'histoire, avec sa multiplicité de peuples, de nations et de cultures; voilà l'image que l'on se fait généralement de l'Europe à l'époque bismarckienne, celle que l'on s'en fera encore pendant une bonne partie du 20ème siècle. Héritier du 18ème siècle, du romantisme et de l'hégélianisme, l'illustre historien impose à ses contemporains l'archétype d'une Europe dont les dimensions sont désormais fixées pour longtemps.

Il importe maintenant de voir comment l'idée d'Europe conçue par la pensée philosophique et historique va affronter à partir du milieu du 19e siècle les réalités politiques allemandes.

CHAPITRE 3

L'IDEE D'EUROPE ET L'UNITE ALLEMANDE

Il va de soi que l'unification de l'Allemagne ne saurait être étudiée d'une manière exhaustive dans le cadre de cet ouvrage. Des travaux remarquablement documentés ont d'ailleurs été consacrés à cet événement capital de l'histoire du 19ème siècle (1). Les problèmes excessivement complexes qu'il soulève ne seront abordés ici qu'en fonction de leurs implications européennes, dans la mesure où l'idée d'Europe y est présente. Avant de voir comment cette idée transparaît à travers les grands débats qui agitent l'époque, il conviendra de jeter quelque lumière sur les transformations opérées dans la société allemande et la pensée politique à partir de la révolution de 1848, en particulier sous l'effet des changements économiques et des conflits armés que connaît l'Europe entre 1848 et 1871.

I. De la Révolution de 1848 à la guerre d'Italie

1. La naissance d'une nouvelle Allemagne

L'échec de la révolution de 1848, qui est celui de l'unification de l'Allemagne par la voie parlementaire, introduit l'ère nouvelle du réalisme politique. Dès lors l'idée européenne, ou, pour mieux dire, les différentes conceptions de l'Europe léguées à la postérité par les grands représentants de l'idéalisme sont en présence d'un monde qui se préoccupe moins de spéculation philo-

(1) Sur ce sujet, nous nous référons surtout à:
H. von Srbik Deutsche Einheit, 2 vol., München 1935;
O. Pflanze Bismarck and the development of Germany. The period of unification 1815 - 1871. Princeton 1963;
H. Böhme Deutschlands Weg zur Grossmacht. Studien zum Verhältnis von Wirtschaft und Staat während der Reichsgründungszeit 1848 - 1881, Köln - Berlin 1966;
J. Droz La formation de l'unité allemande 1789 - 1871. Paris 1970;
A. Hillgruber Bismarcks Aussenpolitik, Freiburg 1972.

sophique et devient de plus en plus pragmatique. Dans cette Allemagne en gestation, l'histoire et la politique ne constituent plus deux domaines distincts, mais tendent à s'interpénétrer. Les disciples de Ranke partisans de la solution "petit-allemande", c'est-à-dire de l'unification de l'Allemagne autour de la Prusse, forment une école historique beaucoup plus engagée dans l'action que ne l'est l'historien du "Génie de l'Occident". Droysen (1), le véritable fondateur de cette école historico-politique, substitue à l'idéalisme olympien, optimiste et objectif de Ranke le volontarisme moral. Sybel (2), libéral modéré, est conscient de la puissance montante des masses et partisan d'un Etat national unitaire. Treitschke (3), hégélien dans sa conception de l'Etat, est un nationaliste qui milite pour l'union de l'Allemagne autour de la Prusse. On assiste alors, comme le soulignera plus tard l'historien autrichien Heinrich von Srbik, à un double phénomène: l'histoire se politise, et inversement (4).

Sous l'impulsion des historiens "petit-allemands", est fondé en

-
- (1) Johann G. Droysen 1808 - 1884. Historien prussien. Professeur à Kiel, Jéna et Berlin. Il prend position au Parlement de Francfort pour la "Petite Allemagne". Ses oeuvres eurent beaucoup d'écho, en particulier la Geschichte der preussischen Politik (1855-1886), où s'expriment ses principales conceptions historiques: optimisme moral, philosophie du progrès, idée hégélienne de l'Etat, incarnée dans la continuité de l'Etat prussien.
 - (2) Heinrich von Sybel 1817 - 1895. Originaire des pays rhénans, élève de Ranke à Berlin. Professeur à Bonn, à Marburg et à Munich. A partir de 1875 directeur des archives d'Etat. Vers 1848, il se tourne vers les problèmes d'actualité, en premier lieu celui de l'unité allemande. Il fonde en 1859 la Historische Zeitschrift, dans le but de traiter à la lumière de l'histoire les questions d'actualité. Sybel s'engage de plus en plus en faveur de la "Petite Allemagne" et devient le représentant le plus typique de la bourgeoisie libérale protestante. Il atteint à la célébrité européenne grâce à sa Geschichte der Revolutionszeit von 1789 bis 1800, où il vise à soustraire l'Allemagne aux idées révolutionnaires françaises et où il dénonce le péril que la révolution ferait selon lui courir à l'Europe. Cette oeuvre, publiée de 1853 à 1879, connut de nombreuses rééditions et fut traduite en anglais et en français.
 - (3) Heinrich von Treitschke 1834 - 1896. Professeur à Fribourg, Kiel, Heidelberg, puis successeur de Ranke à Berlin. Historiographe officiel de l'Etat prussien à partir de 1886. Député au Reichstag de 1871 à 1884. Il appartient d'abord à l'aile droite du national-libéralisme, puis se rapproche des conservateurs. Adversaire du catholicisme, du fédéralisme et du socialisme, il est le théoricien le plus éminent de la tendance "petit-allemande", en particulier dans son grand

1859 le "Nationalverein", émanation de la bourgeoisie libérale. Industriels et négociants y voisinent avec des universitaires et des hommes politiques. Tous visent à une unification de l'Allemagne autour de la Prusse. En réplique au "Nationalverein" se crée en 1862 le "Reformverein", qui rassemble les tendances "grand-allemandes" favorables à l'Autriche et au statu quo dans le cadre de la Confédération germanique. La fin des années 50 connaît un essor considérable de la vie politique, dont témoigne l'abondance des publications ayant trait aux problèmes de l'unité et à leurs répercussions sur les affaires de l'Europe (1). L'idée nationale pénètre alors peu à peu dans l'opinion publique. Le peuple allemand prend conscience que l'unité ne naîtra ni de débats parlementaires comme ceux de 1848 ni du bon vouloir des gouvernements, mais avant tout de son propre effort.

"Nous avons, au siècle dernier, déclare le libéral Hermann Schulze-Delitzsch dans un discours sur les objectifs du "Nationalverein",

accompli notre renaissance spirituelle en plongeant au plus profond de l'esprit populaire, et nous accomplirons en ce siècle notre renaissance politique en retournant au tréfond de ce même esprit." (2)

Au seuil de l'unité, l'Allemagne revient une nouvelle fois à ses sources, et elle se retranche dans les limites de l'âme nationale: par un curieux paradoxe, elle est entraînée en même temps dans le grand

-
- ouvrage Deutsche Geschichte des 19ten Jahrhunderts (1879 - 1894) et dans les Preussische Jahrbücher qu'il dirige de 1866 à 1889.
- (4) Srbik parle de "Politisierung der Geschichte und Historisierung der Politik", p. 351 de Geist und Geschichte vom deutschen Humanismus bis zur Gegenwart, Bd I. op. cit.
- (1) Cf l'immense bibliographie critique de Hans Rosenberg: Die nationalpolitische Publizistik Deutschlands - Vom Eintritt der neuen Ära in Preussen bis zum Ausbruch des deutschen Krieges, 2 vol. München 1935.
- (2) cité dans Historisches Lesebuch I, 1815 - 1871, hrsg und eingeleitet von Werner Pöls, Frankfurt 1966, p. 253.

mouvement de transformation philosophique, économique et sociale du monde moderne. Elle n'échappe pas au développement du positivisme, du matérialisme, du capitalisme, à l'essor de la technique et de l'industrialisation. Toutes les tensions de l'époque sont aussi les siennes, et ses problèmes politiques et sociaux ne peuvent être séparés du contexte européen (1). L'économie devient au milieu du siècle le champ d'action de la bourgeoisie déçue par l'échec de 1848. La bourgeoisie libérale pousse à une unification politique rendue nécessaire par la révolution industrielle (2). Le gouvernement autrichien lui-même prend conscience de l'importance grandissante de l'économie dans la politique générale. Pendant des années, il tente d'instaurer un système d'union douanière qui lui assurerait un rôle dirigeant dans la Confédération germanique. Dans les années 50, l'économie est donc un facteur capital d'unification nationale. Parallèlement, elle est un facteur d'ouverture et d'intégration de l'Allemagne au système libéral de l'Occident. A partir de 1853, en effet le "Zollverein" est soumis aux influences libre-échangistes venues de l'Ouest. De 1854 à 1856, la guerre de Crimée stimule le commerce allemand tout comme celui des puissances occidentales. Les tendances libérales rejoignent les préoccupations de certains conservateurs comme Bismarck, qui voit dans l'adoption du libre-échange un bon moyen de faire pièce aux visées autrichiennes en Europe centrale. Ceci aboutit en 1862 à la signature du traité de commerce franco-prussien (3).

Lorsque surgit l'Europe des nationalités, la politique et l'écono-

-
- (1) Cf H. Pross Dokumente zur deutschen Politik 1806 - 1870, Frankfurt/Main 1963, p. 44: "Die soziale Veränderung der Deutschlandkarte folgte der gesamteuropäischen Entwicklung... Deutsche Politik ist, dank der Lage des Landes in der Mitte Europas, immer zugleich europäische Politik. Zu keiner Zeit abgelöst oder auch nur ablösbar vom Beziehungsnetz der europäischen Politik, stellte sich der Übergang von Wien nach Berlin als der Kampf der beiden grössten Staaten um die Vorherrschaft in Mitteleuropa dar."
- (2) Cf W. Lipgens Zum geschichtlichen Standort der Reichsgründung 1870/71 dans Geschichte in Wissenschaft und Unterricht, hrsg von K.D. Erdmann und F. Messerschmid; Heft 9, 1971, Jg. 22, pp. 516 - 519. H.U. Wehler fait même remonter à cette époque de la révolution industrielle les débuts de l'impérialisme, qui se développe surtout après 1870; Cf H.U. Wehler Bismarck und der Imperialismus, Köln-Berlin 1969, p. 31.
- (3) Cf H. Böhme Deutschlands Weg zur Grossmacht, op. cit. chap. II.

mie suivent des voies opposées. Au moment où s'aménage un vaste système économique international, l'Europe, entrant dans l'ère du réalisme, perd de plus en plus le sens de sa solidarité pour sacrifier à l'idéologie nationale (1).

2. La guerre de Crimée (1854-1856)

Déjà la révolution de 1848 avait provoqué des lézardes dans le système européen de 1815. Les projets du Parlement de Francfort, visant à la constitution d'un grand Etat national allemand, avaient éveillé quelque méfiance chez les peuples voisins. D'autre part, la crise avait entraîné en France l'avènement du Second Empire, et à l'Est des tensions entre l'Autriche et la Russie. Au début des années 50 se précisent des tendances nationalistes, qui vont mener à une série de conflits européens jalonnant le chemin de l'unification allemande. Deux crises successives transforment les données de la politique européenne avant la venue de Bismarck au pouvoir. La première est la guerre de Crimée, la seconde la guerre d'Italie.

Les historiens ont presque toujours considéré le traité de Paris, qui marque en 1856 la fin de la guerre de Crimée, comme le début de l'anarchie européenne: ce qui restait de la solidarité des puissances aurait désormais fait place à des rapports nouveaux entre les Etats, à la loi implacable des égoïsmes nationaux. Cette thèse a été récemment remise en question par l'historien mayençais Winfried Baumgart, qui insiste sur la nécessité de ne pas exagérer l'importance du conflit et de ses conséquences, et de ne pas minimiser celle de la période de 1815 à 1854. Cependant, il reconnaît que la guerre de Crimée est la

"césure la plus profonde dans la politique européenne au cours du siècle qui va de 1815 à 1914" (2)

(1) Cf E. Hölzle Geschichte der zweigeteilten Welt. Amerika und Russland, Hamburg 1961, p. 78: "Ein Zeitalter des Realismus und der Nationalität zog auf. Es wandelte Europa... Das Gemeinschaftliche und Einigende bewegender Ideen trat zurück. Weder Bande des Glaubens noch der Vernunft noch der hergebrachten Ordnung noch der Freiheit hielten das Ganze des Kontinents recht eigentlich mehr zusammen."

(2) W. Baumgart Der Friede von Paris 1856, München - Wien 1972, p. 233. Cf également A. Hillgruber Gedenkschrift Martin Göhring, Wiesbaden 1968, p. 242. Cf aussi A. Hillgruber Bismarcks Aussenpolitik, Freiburg i.B. 1972, qui estime que la guerre de Crimée a fait disparaître l'idée d'une "organisation générale de la paix européenne" et rendu

Là où l'on n'a vu généralement que l'effondrement de l'Europe de la Sainte-Alliance et du système de Metternich, il discerne sans doute une évolution, mais aussi une continuité. Le congrès de Paris aurait contribué grandement à l'élaboration d'un ordre international nouveau, et la Sainte-Alliance aurait survécu dans le concert européen de la seconde moitié du siècle (1). On peut à bon droit affirmer que l'idée d'un arbitrage international, et surtout l'idée de médiation ont dans une certaine mesure inspiré les délégués au congrès, plus ou moins influencés par le pacifisme anglo-saxon et par les traités de droit international paraissant alors en Allemagne et en France.

Admettons avec W. Baumgart qu'en 1856 l'heure n'est pas encore venue pour l'Europe de sombrer dans le chaos de la politique de force, et examinons avec lui le second point sur lequel l'historiographie paraît avoir fréquemment commis une erreur de perspective.

"Il convient de s'affranchir, écrit-il, d'une autre conception courante: du schéma selon lequel l'histoire du 19ème siècle serait centrée sur l'Europe" (2).

Il n'est pas douteux que par delà la cassure entre l'Ouest et l'Est de l'Europe, au delà du conflit qui a opposé en Crimée la France et l'Angleterre à la Russie, une autre opposition se dessine, qui dépasse les limites de l'Europe de la Sainte-Alliance. Il s'agit de l'antagonisme des puissances mondiales, Russie, Grande-Bretagne, Etats-Unis d'Amérique. Certains contemporains ne s'y sont pas trompés. Citons entre autres Droysen, qui en 1854, dans un article intitulé Zur Charakteristik der europäischen Krisis, parle de la guerre de Crimée comme d'une "crise européenne" qui anéantit le système de Metternich. L'historien conclut à un bouleversement de

l'"univers des peuples et des Etats de la vieille Europe usée dans ses reliefs et altérée sans relâche..."

bref, à

l'"une de ces grandes crises qui font la transition entre une période historique et une ère nouvelle, une crise

à la Prusse sa liberté de mouvement, et la possibilité de pratiquer une "politique réaliste" en Europe centrale. (p. 24)

(1) *ibid.* p. 13: "Der Pariser Friedenskongress von 1856 war trotz seiner zahlreichen für das europäische Ordnungssystem unverkennbar destruktiven Elemente dennoch der repräsentative Ausdruck gemeinsamer Ziele und Grundauffassungen seiner Teilnehmer."

(2) *ibid.* p. 248.

semblable à celle des Croisades..., à celle de la Réforme, lorsque l'Amérique surgit à l'horizon de l'histoire" (1).

C'est précisément entre l'Amérique du Nord, symbole de la démocratie, et la Russie, citadelle de l'absolutisme, que Droysen voit se débattre une Europe qu'il juge menacée par le développement anarchique de la science, de la technique et de l'industrie.

Il va de soi que la plupart des observateurs contemporains de la guerre de Crimée sont plus sensibles à l'antagonisme des puissances occidentales et de la Russie qu'à la naissance d'un système politique mondial. Vu dans leur perspective, ce conflit leur apparaît comme une guerre sainte (2). Il est vrai que le système pentarchique issu du congrès de Vienne et de la Sainte-Alliance éclate du fait que l'Europe occidentale et centrale n'est dans l'optique du colosse russe qu'une manière d'appendice ("das kleine Resteuropa") et au surplus une officine d'athéisme et de matérialisme promiæ soit à la décadence irrémédiable, soit à la régénération par le panslavisme (3). Mais l'ébranlement de l'Europe de Metternich n'est pas seulement fait de la rupture entre la Russie et l'Occident. La vieille alliance des puissances monarchiques conservatrices, Russie, Autriche et Prusse, est mise à rude épreuve, et l'Europe centrale subit une situation excessivement mouvante, caractérisée par une redistribution des forces dans le jeu de la politique internationale. L'opposition grandissante entre intérêts russes et autrichiens dans le Sud-Est européen a pour effet un rapprochement entre Vienne, Paris et Londres. Ce rapprochement entraîne de graves divergences entre l'Autriche et la Prusse, soucieuse de garder sa neutralité. Ne voit-on pas, au lendemain même du traité de Paris, naître l'hostilité franco-russe et s'affirmer les objectifs de Napoléon III: la révision des traités de 1815? L'Empereur des Français déclare en mars 1854 au duc de Saxe-Cobourg que la guerre de Crimée offre la première occasion "pour régler la carte de l'Europe" (4).

(1) cité par G. Mann Deutsche Geschichte des 19. und 20. Jahrhunderts, Frankfurt/Main 1958, pp. 246 - 247.

(2) Cf A. von Schelting Russland und Europa im russischen Geschichtedenken, Bern 1948, p. 194.

(3) Cf ici W. Baumgart op. cit. pp. 9 et 10, ainsi que E. Hölzle op. cit., qui écrit p. 82: "Doch haben die Prinzipien im Krimkrieg die Fronten vertieft. Sie führten auf der Seite der Westmächte zu schroffer Feindschaft gegen Russland, das als Europas Verneinung, als "Nicht-Europa" angesehen wurde".

(4) Cité par W. Baumgart op. cit. p. 40.

Dans l'imbroglio européen, les puissances germaniques conservent finalement leur neutralité. Les conservateurs prussiens, et parmi eux Bismarck, parviennent à sauvegarder l'entente traditionnelle avec la Russie (1). Mais Berlin, comme Vienne d'ailleurs, cherche à utiliser la crise pour s'assurer la prédominance dans la Confédération germanique. Par son adhésion à l'entente des puissances occidentales, le 2 Décembre 1854, l'Autriche vise à régler à la fois la question balkanique et la question allemande. La politique de Buol, chef de la diplomatie autrichienne au cours de la guerre de Crimée, a été diversement jugée. On en apprécie parfois le réalisme et le caractère européen. Pour Buol comme pour Metternich, l'Autriche serait, politiquement et culturellement, la puissance médiatrice entre l'Orient et l'Occident (2). Nous retrouverons cette idée chez la plupart des défenseurs de la cause autrichienne.

Par contre, d'autres considèrent que les responsables de la politique impériale ont accumulé les erreurs et mécontenté à la fois la Russie et l'Occident (3). Il faut en effet convenir que l'Autriche sort complètement isolée de la crise, tandis que la prudence de l'attitude prussienne crée pour la diplomatie berlinoise les conditions de succès futurs. Quant à la Confédération germanique, elle est sur la voie des discordes fatales.

"La zone dangereuse qui entourait l'Europe centrale, écrit H. von Srbik,

... fut soudain éclairée de manière fulgurante par l'éclatement de la grande crise orientale et mondiale, et l'importance extrême de ce moment historique fit naturellement que se posa avec une netteté manifeste cette indéfinie question: quel serait l'effet de l'hostilité latente des deux grandes puissances allemandes dans une lutte entre les géants européens, et quel serait le sort de l'Allemagne, de cette Confédération d'Europe centrale qui, destinée par la nature à être un moment déterminant de la politique mondiale, gisait entravée de funestes liens?" (4)

(1) En ces années 50, Bismarck s'éloigne de ses positions conservatrices de 1848-1849 pour s'orienter vers le réalisme politique qui sera la caractéristique de son gouvernement. Ses idées directrices en matière de politique extérieure se développent alors en fonction des réalités de la constellation des puissances. Il s'agit pour la Prusse d'utiliser les tensions européennes afin d'affirmer sa force et de jouer un rôle stabilisateur dans un système international en pleine

3. La guerre d'Italie (1859)

En fin de compte, la Confédération ne prend parti ni pour l'Est ni pour l'Ouest, et l'on voit même à l'automne de 1855, la Prusse, la Saxe et la Bavière proposer leur médiation, d'ailleurs repoussée par la Russie.

Mais la seconde crise, la guerre d'Italie, va mettre en cause l'avenir même de l'Europe centrale et poser avec une extrême acuité le problème de l'unité allemande. C'est que ce conflit met aux prises deux principes opposés d'organisation du continent: le principe dynastique conservateur, représenté par l'Empire des Habsbourg, et celui des nationalités, grâce auquel Napoléon III espère rendre à la France une prééminence perdue en 1815. L'enjeu de la lutte, c'est l'Autriche, Etat multinational dont l'existence est garantie par les traités de Vienne. On la tient suivant les cas pour la clef de voûte de l'Europe légitimiste ou pour l'obstacle majeur à la constitution de l'Europe des nationalités.

La guerre de 1859 fait aussitôt rebondir la question allemande. Elle déclenche les passions. Tout le problème est de savoir si la Prusse va intervenir aux côtés de l'Autriche contre la France bonapartiste, soutenir les Habsbourg au nom de la solidarité germanique et permettre, comme le voudrait François-Joseph, le rétablissement du système de 1815 et le "repos de l'Europe". Grave question: elle divise profondément l'opinion allemande. L'hostilité renaît envers la France. "Grossdeutsche" et "Kleindeutsche", conservateurs et libéraux, protestants et catholiques prennent position. Chez les socialistes, Lassalle est pour le démembrement de l'Autriche, Marx et Engels pour la guerre nationale contre le bonapartisme.

Une fois encore, la Prusse n'intervient pas. En 1859, elle laisse

fluidité. Cf A. Hillgruber op. cit. p. 38.

- (2) Cf W. Baumgart op. cit. p. 72: "Das Denken in europäischen Bezügen war dem Grafen Buol, wie seinem Lehrmeister Metternich, als Vertreter der traditionellen europäischen Staatengemeinschaft eine Selbstverständlichkeit..."
- (3) Cf S. Verosta, professeur à l'Université de Vienne, Theorie und Realität von Bündnissen, Wien 1971, p. 33.
- (4) H. von Srbik Deutsche Einheit, Bd II, p. 297. (München 1935)

l'Autriche s'affaiblir en Italie. Bismarck, alors ambassadeur à Saint-Pétersbourg, conseille de ne pas "tirer pour autrui les marrons du feu". De plus en plus, la réforme de la Confédération germanique s'impose. 1859 est bien

"l'année du destin pour l'Autriche, l'Allemagne et l'Europe" (1).

La crise montre aux Allemands qu'il leur faut s'unir et constituer au centre du continent un bloc capable de soutenir les assauts de l'Est et de l'Ouest. L'unification italienne est pour eux un exemple. Les grands débats politiques dans l'opinion et la presse popularisent le sentiment national allemand.

Mais, tous les problèmes sont posés et aucun n'est résolu. Selon quels principes, en effet, convient-il de réorganiser la Confédération germanique, créée en 1815 en vue de maintenir au centre de l'Europe la paix par le fédéralisme? Qui, de l'Autriche ou de la Prusse, s'affirmera comme la puissance prépondérante? L'Europe centrale restera-t-elle divisée et impuissante au moment même où l'on craint la menace d'une collusion franco-russe? (2) Comment l'organiser: selon le principe traditionnel des Etats historiques, ou au contraire suivant le principe révolutionnaire des nationalités? Ce sont encore d'autres questions qui se posent, comme dix ans auparavant à la Paulskirche de Francfort: qu'est-ce que la nation allemande? Comment la définir et la limiter? Comment déterminer ses relations avec l'Europe? Autant de questions cruciales qui agitent l'Allemagne, tandis que s'accuse le dualisme austro-prussien, que l'Europe de Metternich s'effondre sur les champs de bataille d'Italie et qu'avorte, au milieu de l'extraordinaire confusion de la situation

(1) Cf H. von Srbik "Geist und Geschichte vom deutschen Humanismus bis zur Gegenwart", Bd I, p. 359: "So sehr zersplittert erweist sich Deutschlands öffentliche Meinung in diesem Schicksalsjahr Österreichs, Deutschlands und Europas. Alle Probleme des deutschen Lebens waren aufgeworfen, keines war gelöst worden.

(2) ce thème est très fréquent chez les publicistes allemands après la guerre de Crimée. Il n'est pas rare qu'on préconise, contre la coalition des impérialismes, un regroupement des Etats "germaniques", y compris l'Angleterre; cf entre autres opuscules parus au moment de la guerre d'Italie celui de Wilhelm Beseler (1806 - 1884), ancien député au Parlement de Francfort et défenseur des droits de la population allemande du Schleswig, Das deutsche Interesse in der italienischen Frage, Leipzig 1859, ainsi que les Studien zur gegenwärtigen Lage Europas, Genf und Bern 1859, de Karl Vogt (1817 - 1895), ancien quarante-huitard réfugié à Genève.

internationale lors des pourparlers de Villafranca et de Zurich, l'idée d'un congrès européen (1).

Il faudra attendre quelques années pour que Bismarck apporte une réponse provisoire à toutes ces interrogations. Il faudra encore deux crises qui finiront de liquider le système européen de 1815. La défaite de l'Autriche en 1866 ne marque pas seulement une transformation de l'équilibre en Europe centrale; elle va de pair avec l'affaiblissement du "concert des puissances", avec une diminution du sens de la responsabilité et de la solidarité européennes chez les hommes d'Etat. Quant à la guerre de 1870, elle constitue un tournant essentiel dans l'histoire du système des puissances européennes, ne serait-ce que parce qu'elle aboutit à la constitution, au centre du continent, d'un Etat allemand qui va changer les données de la politique internationale.

Même après 1871, cependant, la question allemande reste un problème européen, on peut même dire le problème européen par excellence, dans la mesure où Bismarck doit intégrer le nouveau Reich aux structures continentales (2).

II. La controverse sur le principe des nationalités

1. Les incertitudes du principe national

Entre la guerre de Crimée et la fondation du Reich, les porte-parole de l'opinion, publicistes et journalistes, proposent les formules d'unification les plus diverses. Tout le débat, cependant, est centré sur le thème du principe national (3). Car l'idée nationale préoccupe au

(1) Cf W. Deutsch Habsburgs Rückzug aus Italien. Die Verhandlungen von Villafranca und Zürich 1859, Wien - Leipzig 1940.

(2) Cf A. Hillgruber op. cit. p. 129.

(3) Nous renvoyons ici à Die nationalpolitische Publizistik Deutschlands - Vom Eintritt der Neuen Ära in Preussen bis zum Ausbruch des Deutschen Krieges. Eine kritische Bibliographie von H. Rosenberg, 2 volumes, Berlin 1935.

De même: Die nationalpolitische Publizistik Deutschlands von 1866 bis 1871 - Eine kritische Bibliographie von K.G. Faber, 2 volumes, Düsseldorf 1963.

premier chef l'opinion. Il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir les programmes des partis politiques. La plupart placent, comme les "Freikonservative" en 1867,

"la patrie au-dessus du parti..., l'intérêt national au-dessus de tout." (1)

Nous avons précédemment souligné que cette prise de conscience progressive ne s'accompagne pas forcément d'une disparition de l'idée européenne. Les écrivains politiques du 19ème siècle restent souvent favorables à certaines structures dites aujourd'hui "supranationales" et les défendent contre ce qu'ils considèrent comme l'ennemi le plus implacable de l'idée d'Europe: l'Etat national omnipotent. Ces écrivains se rencontrent dans toutes les familles de pensée et dans tous les pays de langue allemande (2). L'opinion allemande pénètre alors dans

"le labyrinthe des concepts de nations, nationalité et peuple..." (3)

Elle entre dans le grand débat sur le principe national qui divise alors non seulement l'Allemagne, mais l'Europe entière, et au cours duquel on invoque pour définir la nationalité, les critères les plus variés suivant les idéologies et les politiques que l'on soutient. On croit parler le même langage en entendant par "principe national" le droit des peuples à se grouper en Etats nationaux. En fait, le principe national est, comme on a pu l'écrire, une "fausse idée claire" (4).

Les événements que nous avons évoqués: guerre d'Italie et affrontement austro-prussien, crise de l'Etat multinational des Habsbourg, auxquels viennent s'ajouter les réactions à la politique de Napoléon III, et la guerre de 1870, tout cela donne à la question allemande un tour nouveau, en précipite l'évolution et suscite d'ardentes polémiques.

(1) Cf W. Mommsen Deutsche Parteiprogramme, München 1960, p. 54.

(2) Tels sont le Bâlois Jakob Burckhardt et l'Autrichien Grillparzer, auteur de ce mot percutant: "De l'humanité à la bestialité par la nationalité."

(3) Cf T. Schieder Idee und Gestalt des übernationalen Staates seit dem 19. Jahrhundert dans Historische Zeitschrift Bd. 184, 1957, p. 336-366.

(4) Du libéralisme à l'impérialisme 1860 - 1878 par H. Hauser, J. Maurain, P. Benaerts et F. L'Huillier. (Peuples et civilisations, Histoire générale) Paris 1952, p. 55.

Tout cela provoque des prises de position qui permettraient de diviser les écrivains politiques en deux camps principaux, l'un partisan de la "Petite Allemagne", l'autre de la "Grande Allemagne", s'il ne s'agissait là d'une schématisation sans rapport avec l'exacte réalité. En fait, les attitudes ne sont pas aussi nettes, les définitions de la nationalité ne sont pas aussi claires qu'on pourrait le croire. L'esprit allemand aspire alors avec quelque confusion à se définir, à se délimiter avant de s'intégrer à l'Europe des nations. Was ist deutsch? tel est le titre que donne R. Wagner à l'un de ses essais, au moment où il se penche lui aussi sur la question allemande (1). "Was ist deutsch?", traduite en langage politique, cette interrogation signifie à peu près ceci: selon quelles normes, dans quelles limites convient-il d'unifier la nation allemande? Quels doivent être ses rapports avec les nations voisines?

A ces questions complexes et délicates, chaque auteur apporte ses réponses, mais celles-ci sont pour la plupart ambiguës et discordantes. Ramenée à un commun dénominateur, la pensée des historiens et publicistes qu'on peut qualifier de "Kleindeutsch" suppose toutefois au centre de l'Europe un Etat national allemand bien circonscrit et capable de rivaliser par la concentration de ses énergies avec les grandes nations occidentales. A l'opposé, les adversaires de la solution bismarckienne reprochent à celle-ci de vouloir transformer l'Allemagne en un Etat fermé, en rupture avec la tradition universaliste de l'esprit germanique. Ces auteurs, venus d'horizons différents, fédéralistes "grossdeutsch", particularistes attachés à leurs dynasties, Allemands du Sud et Autrichiens, restent ainsi généralement fidèles à la conception d'une Allemagne largement ouverte sur l'Europe.

La nationalité allemande est une "énigme non résolue", écrit en 1854 Bruno Bauer, dans Russie et Angleterre (Russland und England). L'Europe centrale est un écheveau de contradictions, dans lequel on ne sait ni où commence, ni où finit la nation allemande. L'Allemand est tiraillé entre la nécessité de créer un Etat limité et pacifique, et

(1) Essai de 1865, repris en 1878.

le sentiment de sa mission universelle, qui est d'ordonner le centre du continent, d'attirer dans son orbite l'Ouest et le Sud de l'Europe, de rallier tous les éléments germaniques pour en faire un ensemble cohérent (1). B. Bauer touche au point névralgique. Il exprime fort bien le caractère problématique du sentiment national allemand, qui est pour ainsi dire écartelé entre des tendances contradictoires. L'Allemagne doit-elle s'organiser selon la tradition dynastique, selon le legs de l'histoire, suivant l'appartenance ethnique, linguistique ou culturelle? Doit-elle introduire en Europe centrale l'Etat de type occidental? Tels sont les choix devant lesquels se trouvent placés tous ceux qui s'expriment alors sur la question allemande.

2. Les adversaires du principe national

Nous apporterons d'abord le point de vue des défenseurs de l'Etat multinational, dont le type même est l'Empire des Habsbourg.

"Qu'est-ce que la nationalité,
demande un publiciste autrichien anonyme,

qu'est-ce que le droit national? ... Qu'est-ce qu'une nation, qui constitue une nation, qu'est-ce que la nationalité, quelles sont ses caractéristiques? Jusqu'ici, on n'a pas donné à ces questions de réponse claire, on n'a pas donné de ces concepts une définition rigoureuse." (2)

L'auteur de la brochure constate l'ambiguïté et la relativité du principe national, qui peut selon les cas s'appuyer sur la communauté de langue, d'origine, de destin historique, d'idéal ou d'avenir. Il dénonce la confusion entre la "nationalité", notion abstraite, exprimant l'essence profonde d'une nation, et l'idée concrète de "nation"; confusion dangereuse, pense-t-il, car elle substitue abusivement le nationalisme au sentiment national, et par là elle menace la civilisation européenne dans ses

(1) Bruno Bauer (1809-1882), théologien, philosophe et historien, professeur à Bonn, il fut révoqué et se retira à Berlin en 1842. A partir de 1843, il aborda l'histoire et la politique dans des ouvrages qui furent violemment critiqués par Marx et Engels. Disciple de Hegel comme Marx, Bauer fut d'abord dans l'opposition libérale, puis pencha vers le conservatisme prussien à la fin des années 50 pour se rallier à Bismarck après 1870. L'écrit Russland und England fut publié à Charlottenburg en 1854, et traduit la même année en français (La

traditions les plus sacrées.

L'Europe va-t-elle, s'interroge l'auteur, connaître après des siècles de conflits religieux des siècles de guerres nationales?

"Une lutte des Tchèques contre les Allemands serait le prélude à une guerre de races dans toute l'Europe... Bientôt toutes les nations, d'abord les nations germaniques et slaves, puis les peuples latins et enfin les peuples tartares y seraient entraînés..." (1)

La conclusion ne surprend guère: nation et Etat ne doivent pas coïncider dans une Europe qui est une mosaïque d'ethnies et de peuples; ce qui fonde la nationalité, c'est la "communauté d'action et de lutte". Pour le cas spécifique de l'Autriche, l'Empire des Habsbourg a pour tâches de faire rayonner la culture germanique à l'Est et de sauver l'Europe du chaos menaçant des nationalités.

Ces assertions sont courantes chez les Autrichiens conservateurs, et d'une manière générale chez les défenseurs de la cause autrichienne. On les rencontre aussi chez certains démocrates pour lesquels l'union de l'Europe face à l'absolutisme tsariste et au panslavisme passe avant la constitution de l'Europe centrale et occidentale en entités nationales. La mission de l'Allemagne en Orient, argumente Karl Blind (2), est incompatible avec l'application du principe des nationalités en Europe centrale.

"N'oublions pas, nous autres Allemands, poursuit-il, que nous sommes tout près de la ligne de démarcation entre la civilisation européenne et la demi-barbarie asiatique, et que cette situation, même si l'Europe était libre, entraînera longtemps encore dans l'avenir de lourdes charges... Nous aurons encore des luttes à mener, avant que notre continent parvienne à l'égalité de la culture, à la conciliation des intérêts nationaux et à la sécurité voulue face aux dangereux projets

Russie et l'Angleterre, Charlottenburg)

- (2) Österreich und das Nationalitätenrecht. Eine kulturhistorische Studie von einem Altösterreicher, Stuttgart 1870, p. 8.

(1) *ibid.* p. 39.

- (2) Karl Blind (1826-1907), homme politique et publiciste, ancien révolutionnaire badois, emprisonné à Rastatt après le putsch de Struve. Représentant du gouvernement badois à Paris. Emigré à Londres, où il continua à défendre la cause nationale allemande.

en gestation dans le Nord-Est." (1)

Aussi K. Blind préconise-t-il l'application du principe national à la Russie, en vue du démembrement de l'Etat tsariste. Mais en Occident l'application intégrale de ce principe signifierait à son avis une balkanisation dangereuse.

K. Blind, à vrai dire, n'est pas l'adversaire systématique du principe national. En tant que démocrate, il en est au contraire théoriquement partisan dans la mesure où un pareil principe permet de rompre avec l'Etat dynastique. Et pourtant il professe en 1859 que le principe national n'est pas viable en Allemagne, et qu'il est incompatible avec la situation de l'Europe. Fonder un Etat par ethnies, par langues ou par cultures, ne serait-ce pas démembrer le continent? Blind, qui prétend alors partir en guerre contre l'utopie des hommes de 1848, selon laquelle nationalité et liberté seraient indissociables, amorce dans les années 50 une évolution vers le national-libéralisme.

Désireux de ne pas plonger le continent dans un chaos plus absurde que celui du système féodal, il se demande comment satisfaire à la fois aux exigences des nationalités et à celles de la solidarité européenne. Ici, Blind a une fois encore recours à la vieille illusion des hommes de 48: il faut, estime-t-il, fonder une Europe de nations libres, animées de l'esprit démocratique et étroitement unies contre le despotisme (2). Il s'agit, en somme, de l'idée des Etats-Unis d'Europe chère aux démocrates de l'époque. K. Blind a d'ailleurs été lié avec l'un des principaux représentants de cet idéal républicain, Mazzini (3), sans toutefois partager entièrement ses vues. Il craignait en effet de voir les Etats-Unis d'Europe aboutir à l'hégémonie bonapartiste ou tsariste si le principe national était intégralement appliqué en Europe centrale (4).

Dans une série d'articles consacrés dans la revue die Gegenwart au génie révolutionnaire et politique de Mazzini, il laisse précisément entrevoir les divergences qui le séparent de lui. Elles portent es-

(1) Über Staat und Nationalität, Leipzig 1859, p. 13.

(2) ibid. p. 17.

(3) Giuseppe Mazzini (1805-1872), patriote et révolutionnaire italien.

(4) Cf Die nationalpolitische Publizistik Deutschlands, op. cit. p. 307.

sentiellement sur le rôle dévolu à chaque grande nation dans une future Europe démocratique, Mazzini penchant pour la prééminence des peuples latins, Blind visant à défendre la cause de l'unité allemande (1).

Une autre revue, la Deutsche Vierteljahrsschrift (2) consacre elle aussi une série d'articles, en 1860 et 1861, au problème des nationalités et de l'Europe. On y rappelle les caractéristiques fondamentales de l'Europe: communauté de civilisation, unité, diversité. L'Europe est une seule et même famille de peuples, constitués en un véritable aréopage qui garantit l'équilibre du système, mais elle est en outre un mélange d'éléments dont l'émulation fait la supériorité. Or le propos des collaborateurs de la Deutsche Vierteljahrsschrift est de prouver qu'elle est menacée par deux périls, implicitement contenus dans l'application du principe national. Le premier résiderait dans le regroupement des peuples de même race sous la domination d'une puissance hégémonique, la Russie pour les Slaves, la France pour les Latins. On accuse volontiers Napoléon III de "panlatinisme" déguisé. L'impérialisme se dissimulerait ainsi derrière le paravent du principe national. L'autre danger est inverse: c'est l'éclatement de l'Europe en entités rivales. Les peuples européens exportent leur nationalisme avec leurs marchandises et oublient leur unité primitive, déclare un journaliste du nom de Reinhold Schmid.

"Il semble donc, poursuit-il, qu'après la révolution religieuse du 16ème siècle et la révolution politique du

-
- (1) Cf Die Gegenwart - Wochenschrift für Literatur, Kunst und öffentliches Leben, Berlin 6, 13 et 27 avril 1872. La revue Die Gegenwart fut fondée en 1872. Son rédacteur en chef fut jusqu'en 1881 l'écrivain Paul Lindau. Son tirage ne dépassait pas 5000 exemplaires. Elle disparut en 1911.
- (2) Cf Deutsche Vierteljahrsschrift, Heft 1, 1861, p. 371 (Stuttgart-Augsburg). Die deutsche Vierteljahrsschrift (1838-1869): revue paraissant chez Cotta et orientée dans le sens de la "Realpolitik". Mais comme la Augsburger allgemeine Zeitung, elle traduisait l'hostilité du Sud au système libre-échangiste du "Zollverein" sous direction prussienne et défendait l'idée d'une réorganisation de l'Europe centrale autour de l'Autriche. Des économistes connus, comme Friedrich List, s'y exprimaient. De même un autre Wurtembergeois, Albert Schäffle, devenu en 1871 ministre autrichien du commerce. Sur cette revue cf J. Droz L'Europe centrale, Paris 1960, p. 109, ainsi que H. Gollwitzer Geschichte des weltpolitischen Denkens I, op. cit. p. 447 et suiv.

18ème l'Europe aille vers une troisième révolution, vers une révolution nationale, qui menace de bouleverser toutes nos structures politiques." (1)

Dans leur préoccupation de défendre l'Empire autrichien contre ses adversaires, les collaborateurs de la Deutsche Vierteljahrsschrift écartent résolument la race, voire la langue comme fondements de la nation. Ils stigmatisent comme réactionnaires toutes les tentatives de retour aux origines germaniques. Tout racisme leur est odieux, et ils considèrent qu'il est insensé de vouloir séparer les peuples selon la langue au moment où naît en Europe un monde cosmopolite et polyglotte. Le principe national prend ici un caractère spirituel net. Car non seulement on réproouve le critère de l'hérédité biologique, mais on ne fait même pas de l'identité linguistique la condition absolue de l'appartenance nationale. La nationalité devient

"la communauté de pensée et de sentiment conditionnée par une origine et une langue communes ... la quintessence des particularités qui fondent l'unité naturelle d'un peuple." (2)

3. Les partisans du principe national

Si les adversaires du principe national cherchent avant tout à sauvegarder le statu quo en Europe centrale, ses partisans s'efforcent au contraire de démontrer que l'Europe doit être réorganisée de fond en comble et qu'il convient d'abord de démembrer l'Autriche.

"L'existence et la paix des nations et des Etats d'Europe reposent sur la dislocation de l'Autriche",

affirme après Sadowa une brochure anonyme, intitulée La ruine de l'Autriche. L'Empire des Habsbourg serait un "chaos de peuples"; la dynastie n'aurait pas accompli sa mission civilisatrice dans le Sud-Est européen. Il serait de l'intérêt du continent de créer un système politique nouveau plus simple et plus naturel. D'où l'impérieuse nécessité de décomposer l'empire en trois parties, dont l'une reviendrait à l'Allemagne, une autre à l'Italie, tandis que la troisième formerait un grand royaume danubien.

"Et de ce fait,

conclut l'auteur de cet écrit,

les questions européennes en suspens, la question d'Orient

(1) Die politische Bedeutung des Nationalitätsprinzips, ibid. Heft 4, 1861, p. 122.

(2) ibid. 1861, Heft 4, p. 123.

... la question italienne et la question allemande seront résolues."(1)

Dans cette interminable querelle sur l'Autriche, ses ennemis font valoir qu'elle représente un passé révolu, le conservatisme traditionaliste de Metternich. D'aucuns vont même jusqu'à distinguer en Europe deux grandes catégories de puissances: les peuples statiques, réactionnaires, voire caducs, Autriche, France, Turquie, Angleterre, et les peuples dynamiques, jeunes, sûrs de leur avenir et pénétrés de "l'esprit du siècle": Allemagne, Italie, Russie, peuples balkaniques. (2) Les peuples jeunes sont en pareil cas ceux qui aspirent à se constituer en nations. Au nom du vitalisme politique et du dynamisme historique, on va justifier l'entreprise bismarckienne d'unification.

Les Preussische Jahrbücher de Treitschke jouent ici un rôle de premier plan (3). L'économiste et homme politique prussien Adolf Wagner (4) veut y apporter la preuve que le principe national assure la force et la durée de la nouvelle Allemagne. Il fonde ses affirmations sur la certitude que la politique allemande va dans le sens de l'histoire, que le 19ème siècle est celui des Etats nationaux et que

"... l'histoire de l'Europe au cours des 600 dernières années est un triomphe éclatant du principe national dans presque tous les Etats" (5).

Ce n'est pas en peuples dynamiques et en peuples statiques qu'A. Wagner divise l'Europe, mais en peuples "principaux" (Hauptvölker) désignés par la Providence divine, la nature et l'histoire pour être les

-
- (1) Der Zerfall Östreichs, von einem deutschen Östreicher, Leipzig 1867, p. 69.
 - (2) Cf Die Überschreitung der Mainlinie. Entgegnung auf die Arkolaysche Broschüre, von einem deutschen Patrioten, Leipzig 1869.
 - (3) Revue mensuelle de politique, d'histoire et d'art, fondée en 1858 à Berlin, où elle parut jusqu'en 1935. Elle soutint la politique bismarckienne à partir de 1865. Treitschke la dirigea de 1866 à 1889.
 - (4) A. Wagner (1835-1917), professeur d'économie politique à Vienne, Fribourg et Berlin, président du "Verein für Sozialpolitik" et du "Congrès évangélique social". Continuateur de l'oeuvre de Lassalle, il fut l'un des pionniers du socialisme d'Etat. Il appartient au groupe des "socialistes de la chaire" (Kathedersozialisten) et fonda la "Christlich-soziale Arbeiterpartei". Il fut également parlementaire.
 - (5) Die Entwicklung der europäischen Staatsterritorien und das Nationalitätsprinzip, dans Preussische Jahrbücher Bd. 19, 1857, p. 561.

détenteurs de la puissance, et peuples "secondaires", voués à l'intégration dans de vastes ensembles politiques. Ce genre de raisonnement est fréquent à l'époque. Les nationalités regrouperaient tous les peuples de même origine ethnique et linguistique de manière à constituer l'Europe en blocs homogènes et équilibrés. Les pays scandinaves, la Hollande, la Belgique, la Suisse, la Hongrie, le Portugal feraient selon A. Wagner preuve d'une autonomie désuète. Quant aux petits peuples vivant entre Allemands et Russes, entre Baltique et Méditerranée, le mieux serait de les répartir entre zone d'influence germanique et zone d'influence slave. Le principe des nationalités mène ici à l'impérialisme panethnique.

En 1871, A. Wagner précise ses conceptions dans la brochure Les modifications de la carte de l'Europe (Die Veränderungen der Karte von Europa). Cette fois, la division de l'Europe en nationalités n'apparaît plus seulement comme la loi de l'histoire, mais aussi comme celle de la géographie. Les limites des Etats doivent correspondre aux impératifs naturels et aux besoins des populations. C'est la nature elle-même qui a fait de l'Europe un continent sui generis, en la découpant en un certain nombre de territoires bien délimités et en multipliant les frontières naturelles (1). En alléguant que la configuration géographique détermine l'histoire et la politique, A. Wagner apparaît comme l'un des précurseurs de la géopolitique.

Des données géographiques découle pour lui la différence entre l'Europe occidentale et l'Europe du Nord-Est: là-bas l'immense plaine orientale sans limites bien définies, ici l'Occident avec ses mers, ses montagnes, toutes ses frontières inscrites dans le sol. L'Occident est la terre élue des nationalités:

"L'épanouissement original des nationalités, c'est-à-dire d'ensembles humains dont l'homogénéité apparaît liée surtout à la communauté de langue, aux coutumes et au droit, à la religion, aux échanges etc. ..., souvent sur la base d'une

(1) Die Veränderungen der Karte von Europa, Berlin 1871, p. 6:

"In unserem Erdteil Europa hat die Natur selbst schon eine Reihe von Landesabteilungen gebildet, welche als natürliche Staatsgebiete erscheinen. Die Physik der Erde, die Verteilung des Festen und Flüssigen, die horizontale und vertikale Bodenkonfiguration, wie sie in Meer und Land, Inseln, Halbinseln und im eigentlichen Kontinent, in Küste, Gebirgszügen und Flussgebieten hervortritt, haben in Europa frapper als in jedem anderen Erdteil solche natürlichen Staatsgebiete geschaffen."

origine commune, a été éminemment favorisé par cette configuration du sol." (1)

A la lumière des événements de la guerre de 1870-71, l'auteur reprend les grandes idées exprimées en 1867 dans les "Preussische Jahrbücher": l'histoire de l'Europe approche de son terme, à savoir la constitution de plusieurs grandes nations dont les dimensions sont fixées par la nature; les "petits peuples" qui détiennent encore une puissance politique usurpée sont progressivement éliminés; il faut organiser le "chaos ethnique" qui sépare l'Allemagne et la Russie.

En définitive, le développement du principe national selon A. Wagner aboutirait à la domination totale des "grands peuples", France, Angleterre, Italie, Allemagne et Russie, sur les petites nations: Espagne, Hollande, Suède, Pologne, Turquie. Quant aux peuples ou fragments de peuples épars à travers l'Europe, ceux qui ne peuvent jouer un rôle historique, ils devront se soumettre à la loi des grandes nations. Wagner estime que le processus de regroupement et de consolidation amorcé au 17ème siècle mènerait l'Europe à la paix, plus sûrement que les traités diplomatiques et les ligues pacifistes. De pareilles idées sur l'application du principe des nationalités ne sont pas le seul fait d'hommes comme A. Wagner. Nous les retrouverons chez Marx et Engels.

Mais il va de soi que le collaborateur des Preussische Jahrbücher s'attache à montrer le bien-fondé de la politique bismarckienne et à présenter le Reich comme l'Etat le plus puissant et le plus civilisé d'Europe, comme un gage de paix et de progrès pour le continent. Son raisonnement n'est pas sans susciter quelque inquiétude. Car il a beau affirmer que l'Allemagne est saturée à l'Ouest, que les pays de la Saône et du Rhône sont tout à fait "hors de son aire politique et nationale naturelle", il faut tout de même constater qu'il nie le principe d'autodétermination des peuples et celui de la neutralité belge, luxembourgeoise et suisse. Cela au nom du dynamisme politique et du devenir historique (2). Il s'ensuit que la Hollande, la Belgique, la Suisse font pour lui partie intégrante de la "nationalité" allemande (3). Voilà qui ne contribue guère à

(1) *ibid.* p. 7

(2) *cf ibid.* pp. 13, 14, 15.

(3) *cf ibid.* p. 32.

clarifier le débat sur le principe national.

Ses adversaires ont eu raison d'en dénoncer la confusion et la nocivité. Ils ont eu raison d'arguer de l'imprécision des concepts de "nation" et de "nationalité". Ils n'ont pas eu entièrement tort d'agiter l'épouvantail de la balkanisation de l'Europe, voire du "panethnisme", c'est-à-dire du regroupement des peuples en grands blocs raciaux. Il est vrai que l'on confond couramment à l'époque "nation" et "race", ce terme n'ayant pas encore l'acception biologique qu'il prendra vers la fin du siècle. Les opposants à l'application systématique du principe des nationalités en Europe centrale ont perçu plus ou moins nettement les périls réels que recélait ce redoutable instrument de dissection, manié alors par Napoléon III, et repris en 1919 par les protagonistes de Versailles. L'évolution historique a donné en grande partie raison à ceux qui refusaient de fonder la nation allemande sur le "Volkstum" germanique et de faire coïncider nation et Etat. Mais ces hommes, qui sauf exception se réclamaient de l'idée "grand-allemande" et aspiraient à ne pas bouleverser la situation en Europe centrale, se condamnaient à aller contre les courants les plus puissants de leur temps.

Quant aux partisans du principe des nationalités, ils reprennent à leur compte des conceptions léguées par la Révolution de 1789 et concrétisées par la politique de Napoléon III, mais ils y introduisent des éléments typiquement germaniques. Certes, beaucoup d'entre eux ont conscience de la difficulté extrême de réduire la nationalité allemande à un dénominateur commun. Certains collaborateurs des Preussische Jahrbücher proscrivent l'organisation de l'Europe telle qu'elle était envisagée parfois autour de 1860, selon les trois grands ensembles des Germains, des Slaves et des Latins (1). Toutefois, même si le principe racial n'est pas considéré comme un facteur politique d'avenir, la confusion déjà soulignée entre les notions de "race" et de "nation" semble bien loin d'être négligeable, surtout lorsqu'elle apparaît sous la plume d'un historien aussi considérable que Treitschke. (2)

Plus importante encore est la distinction opérée entre peuples "statiques" et peuples "dynamiques", grâce à laquelle les partisans de

(1) Cf Die Politik der Zukunft dans Preussische Jahrbücher, Bd. 2, 1858, p. 29.

(2) Cf Die Türkei und die Grossmächte dans Preussische Jahrbücher, Bd. 37, 1876, p. 675.

la "Petite Allemagne" introduisent dans le principe des nationalités l'idée d'un volontarisme moral et d'un énergétisme politique qui serviront à justifier le réalisme bismarckien. Ce qui ne laisse pas de provoquer chez un homme comme Treitschke de curieuses contradictions. Jugeant en 1871 que la langue ne peut être le critère absolu de la nationalité, l'historien écrit:

"Nous autres Allemands n'avons jamais entendu le principe national dans le sens brutal et excessif qui forcerait tous les Européens de langue allemande à faire partie de notre Etat. Nous considérons comme un bonheur pour les rapports pacifiques du continent que les frontières des nations ne soient pas en quelque sorte tracées au couteau..." (1)

Or ce qui, lors de l'achèvement de l'unification allemande, est valable pour les rapports du Reich et de l'Autriche ne l'est pas pour la question de l'Alsace-Lorraine, dont Treitschke paraît avoir minimisé l'importance en ce qui concerne les rapports franco-allemands. Il semble en effet penser, quelques années après l'annexion, qu'aucun différend ne peut troubler durablement l'unité profonde et indestructible de l'Europe (2).

4. Nationalité "occidentale" et nationalité "romantique"

Ces déclarations de l'historien prussien sont d'autant plus singulières que ses prises de position furent fort différentes en 1870, lorsque la question d'Alsace-Lorraine révéla soudain la violence des contradictions qui opposaient les diverses conceptions du principe national. Dans un article célèbre des Preussische Jahrbücher, Qu'exigeons nous de la France? (Was fordern wir von Frankreich?), il revendique au début de la guerre l'Alsace et la Lorraine au nom du "droit de la nation

(1) Österreich und das Deutsche Reich dans Preussische Jahrbücher 1871, Bd. 28, p. 668.

(2) Die Türkei und die Grossmächte dans Preussische Jahrbücher 1876, Bd. 37, p. 675: "Mit den romanischen Völkern haben wir uns oft geschlagen ...; doch die nahe Blutsverwandtschaft, welche alle von der Völkerwanderung berührten Nationen verbindet, die Gemeinschaft der klassischen Bildung und die Dankbarkeit für so viele Geschenke, die uns die ältere Kultur des Westens gebracht hat, führten nach kurzer Entfremdung immer wieder ein gutes Verständnis herbei..."

allemande". S'élevant contre l'idée d'autodétermination, il évoque à l'appui de ses thèses la vieille conception romantique du passé germanique et de l'"esprit du peuple" (1).

D'autres considérations se mêlent cependant à ces raisons d'ordre historique, linguistique et culturel. Elles ressortissent précisément au dynamisme des peuples jeunes, des peuples qui vont dans le sens de la marche de l'histoire. Treitschke avance des arguments de puissance nationale et de nécessité stratégique. Dans une Europe qui a perdu le "sentiment vivant de sa solidarité", qui est devenue "une puissance d'inertie", l'Allemagne doit prendre sur elle de régler définitivement le contentieux franco-allemand, de tracer à l'Ouest une frontière nette entre l'élément germanique et l'élément latin. L'Alsace, contrairement à la Suisse, n'est pas un pays de transition entre les deux cultures. Elle n'a point une importance particulière pour la civilisation européenne (2). Tout cela, bien sûr, est écrit pour les besoins de la propagande, mais à y regarder de plus près, on constate qu'en tranchant de manière aussi abrupte, le nationalisme prussien ne faisait qu'entériner un état de fait: la fin de l'Europe historique et le heurt de deux conceptions opposées de la nationalité. L'annexion de l'Alsace-Lorraine faisait éclater le conflit entre la conception occidentale, spécifiquement française, reposant sur l'appartenance politique, et la conception herdérienne et romantique de la communauté de langue et de culture, d'âme et de caractère (3).

-
- (1) Was fordern wir von Frankreich?, dans Preussische Jahrbücher, Bd.26, p. 371: "Der Geist eines Volkes umfasst nicht bloss die nebeneinander, sondern auch die nacheinander lebenden Geschlechter. Wir berufen uns wider den missleiteten Willen derer, die da leben, auf den Willen derer, die da waren." - Cet article fut publié deux fois en 1870. Les écrits politiques de Treitschke, réunis sous le titre de Historische und politische Aufsätze, furent réédités plusieurs fois entre 1865 et 1886. Des rééditions de l'oeuvre de Treitschke parurent pendant la première guerre mondiale, dans la période 1931 - 1935, puis pendant la dernière guerre. On en publia en 1953, dans un esprit tout différent, des extraits sous le titre de Freiheit, Einheit, Völkergemeinschaft. Eine Auswahl aus Reden und Schriften, München-Wien-Zürich 1953.
- (2) *ibid.* p. 390.
- (3) Cf l'ouvrage de R. Wittram, ancien professeur d'histoire moderne à Göttingen, spécialiste d'histoire de l'Europe orientale: Das Nationale als europäisches Problem - Beiträge zur Geschichte des Nationalitätsprinzips vornehmlich im 19. Jahrhundert, Göttingen 1954, p. 11.

Dans sa magistrale étude sur L'histoire du nationalisme en Europe, E. Lemberg a montré comment l'antagonisme de ces deux principes a radicalement séparé l'Europe occidentale de l'Europe centrale, coupant ainsi en deux la communauté des peuples romano-germaniques. Bien que les termes de "Volk" et "Nation" soient souvent interchangeables et susceptibles de recouvrir des réalités diverses, il faut reconnaître que le concept de "peuple" avec ses implications linguistiques, culturelles, voire raciales, a trouvé plus d'écho en Allemagne que le concept occidental d'"Etat" et de "communauté politique". De là est né un malentendu tragique entre l'Europe occidentale et l'Europe centrale, malentendu encore aggravé par le fait que la conscience nationale allemande s'est formée dans une large mesure en opposition à Rome et au principe latin. L'on sait comment la philosophie allemande a élaboré à l'époque de l'occupation napoléonienne des théories qui renfermaient en germe une véritable idolâtrie de l'esprit national. Ceci explique qu'E. Lemberg puisse conclure à "la fatale balkanisation de l'Europe" du 19ème siècle et à la rupture de la communauté romano-germanique, voire à la scission des pays allemands entre partisans de l'un et de l'autre principes (1).

Rien n'est plus suggestif à cet égard que les prises de position touchant l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Nous connaissons celle de Treitschke. Citons la déclaration de Fustel de Coulange dans sa lettre ouverte à l'historien Theodor Mommsen:

"Vous invoquez le principe des nationalités, mais vous le comprenez autrement que toute l'Europe."

C'est effectivement un dialogue de sourds qui s'engage de part et d'autre du Rhin. L'échange de lettres qui a lieu pendant l'été et l'automne de 1870 entre Ernest Renan et David Friedrich Strauss (2) prouve de manière éclatante que Français et Allemands ne parlaient plus le même langage.

La France, argumente Strauss dans une lettre du 12 août, prétend

(1) Cf Geschichte des Nationalismus in Europa, Stuttgart 1950, p. 210.

(2) D.F. Strauss (1808-1874), théologien protestant, auteur de la célèbre Vie de Jésus (1835). Nietzsche l'a pourfendu dans ses Considérations inactuelles comme type du "Bildungsphilister".

garder la direction spirituelle et politique de l'Europe alors que ses qualités foncières sont de plus en plus viciées par des défauts intolérables. Certes, elle reste un "membre essentiel et indispensable de la famille des peuples européens", mais c'est l'Allemagne qui mène le combat pour la justice et l'égalité entre les nations.

Renan rétorque le 13 septembre qu'en garantissant les frontières des Etats l'Europe poserait la première pierre d'une "sorte de congrès des Etats-Unis d'Europe", que ce serait là le "principe d'une fédération européenne". Il n'est pas question, réplique Strauss, de laisser régler le différend franco-allemand par

"un congrès ... d'où pourrait sortir par la suite un tribunal européen permanent." (1)

Car l'Allemagne n'a pas confiance dans les pays neutres, qui la craignent et la jalourent. Elle est donc justifiée à dicter seule la paix à une France décadente comme tous les pays latins.

La polémique sur l'annexion de l'Alsace-Lorraine est révélatrice de l'abîme qui désormais sépare la conception de la nation vue comme collectivité de citoyens, conception héritée de la Révolution française, et la notion organiciste du peuple en plein devenir, en plein essor, créant lui-même ses valeurs, se faisant justice lui-même et réalisant en Europe un ordre nouveau. Du reste, les deux idées antithétiques dissimulent mal derrière le voile des mythes nationaux l'opposition forcée des nationalismes.

A cette époque, les voix qui défendent en Allemagne la conception occidentale de la nationalité sont rares. On perçoit parmi elles quelques voix socialistes, comme celle de August Bebel (2), qui milite pour la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais même chez les démocrates l'unanimité ne règne pas. C'est ainsi qu'en 1870-71, Blind revendique, au nom de la démocratie allemande, la frontière "vraiment naturelle des

(1) Cf D.F. Strauss Krieg und Friede - Zwei Briefe an Ernst Renan, Leipzig 1870, p. 60. Une nouvelle édition des lettres de Strauss parut en 1895: Ausgewählte Briefe (Bonn).

(2) A. Bebel (1840 - 1913), cofondateur du parti social-démocrate en 1869, député au Reichstag.

Vosges, qui coïncide avec la nationalité, la langue et l'ancienne histoire, et sépare en réalité la race française de la race allemande."(1)

Quelques esprits lucides: Marx, les sociaux-démocrates, Nietzsche, J. Burckhardt, dénoncent alors vigoureusement les périls engendrés par le nationalisme allemand. Nous aurons à développer ultérieurement la pensée européenne de ces écrivains. Il suffira d'indiquer ici que tous ces adversaires du Reich bismarckien, quelque diverses que soient leurs raisons, ne se laissent pas entraîner par l'exaltation nationaliste. Ils pensent d'abord "européen" comme Karl Vogt (2), l'auteur des Politische Briefe d'octobre 1870. Vogt s'efforce d'y donner une image impartiale de la France, de sa civilisation et de son rôle en Europe. Il accable par contre l'Allemagne bismarckienne, l'accusant d'invoquer la justice historique tout en poursuivant contre la France républicaine une guerre qui est un crime contre le droit. Il s'inscrit en faux contre la théorie des frontières naturelles, masque qui dissimule mal une volonté de puissance démesurée. Si le peuple allemand est vraiment le plus puissant du continent, estime Vogt, il est de son devoir d'instituer en Europe une nouvelle loi morale et politique qui ne soit pas celle de la force (3).

Mais l'auteur n'y croit guère, et sa critique rappelle les Considérations inactuelles de Nietzsche. L'Allemagne est sur la voie de la "barbarie".

"Nous allons donc au devant d'une triste période pour l'Allemagne. L'abrutissement des esprits, la confusion

(1) Au peuple français et à son Assemblée nationale, Londres, février 1871.

(2) Karl Vogt (1817-1895) est connu surtout pour ses travaux scientifiques. Elève de Liebig à Giessen, émule de Darwin, il dut fuir l'Allemagne pour ses idées démocratiques. Il séjourna avant 1848 en Suisse et à Paris, où il fréquenta Herwegh et Bakounine. Il fut député au Parlement de Francfort, mais dut à nouveau s'exiler en Suisse, où il devint professeur de géologie et de zoologie à l'Université de Genève. Vogt est un exemple typique de ces anciens quarante-huitards devenus par la force des choses de "Bons Européens", intermédiaires entre les pays germaniques et les pays latins. Il demeura toujours fidèle à ses idées démocratiques modérées. Partisan d'une transformation de l'Allemagne en une république fédérative à la manière helvétique, il fut hostile au Reich bismarckien. Il fit en Suisse une carrière politique et devint membre du Conseil National.

(3) Cf Lettres politiques de Charles Vogt. Traduites par Alfred Marchand, rédacteur du Temps, Paris 1871, p. 34.

de tous les principes du droit dureront bien au delà de la guerre." (1)

Voici les perspectives qui en découlent pour l'Europe:

"Quant à moi, je ne doute pas un instant que nous ne soyons menacés d'un conflit entre le monde germanique et le monde slave, que la guerre sera allumée en Orient, peut-être par la Turquie, ou bien par la querelle des nationalités en Autriche... Dès qu'un conflit éclatera entre les Slaves et les Germains, la France se déclarera nécessairement pour les Slaves, et elle entraînera les autres peuples romans, surtout les Italiens, dans la guerre afin de reconquérir l'Alsace." (2)

Vogt, républicain, est naturellement hostile à la Russie. "Le combat du germanisme contre le slavisme" serait le "combat de la culture contre la barbarie". Une alliance de la France et de la Russie signifierait l'éclatement de la communauté des peuples occidentaux et irait contre l'intérêt général de la civilisation de l'Europe. Citant Renan et sa correspondance avec Strauss, il évoque dans ses lettres le drame des Français républicains pris entre leur patriotisme et leur désir de travailler, avec l'Allemagne libérale, au progrès de la culture occidentale.

Et, dans une interrogation angoissée, il définit ainsi l'enjeu suprême du conflit franco-allemand:

"Devons nous repousser ces mains qui sont appelées à élever la France future, et exposer, pour quelques milles carrés de territoire, toute la civilisation européenne à un mortel danger?" (3)

Citons encore, parmi ceux qui s'efforcent de rester au-dessus de la mêlée et qui ne jugent pas selon des normes étroitement nationales, Julius von Eckardt (4), journaliste et diplomate.

(1) *ibid.* p. 109.

(2) *ibid.* pp. 71 et 74.

(3) *ibid.* p. 75.

(4) J. von Eckardt (1836-1908). D'abord rédacteur du journal Rigaer Zeitung, puis collaborateur des Grenzboten à Leipzig, enfin rédacteur en chef du Hamburgischer Correspondent de 1870 à 1874. Il fut, entre 1885 et 1907, consul d'Allemagne en Tunisie, en France, en Suède et en Suisse. Il fonda, avec les "socialistes de la chaire", le "Verein für Sozialpolitik".

Die Grenzboten: revue de politique, de littérature et d'art, paraissant à Leipzig à partir de 1842, dirigée depuis 1848 par l'écrivain Gustav Freytag. De tendance libérale modérée, les Grenzboten soutinrent le "Nationalverein" et la politique de Bismarck, d'autant plus que l'un des rédacteurs principaux de la revue fut de 1857 à 1866 Moritz Busch, journaliste attitré du Chancelier. A partir de 1873, les Grenzboten inclinèrent vers le conservatisme.

Contrairement à K. Vogt, républicain et imprégné d'influence latine, Eckardt était un Balte, conservateur, antilibéral et attaché au protestantisme traditionnel. Né en Livonie, excellent connaisseur de la Russie, il devint dans les années 80 conseiller intime de Bismarck. Son attitude envers le problème de l'annexion procède de ses origines baltes. Il a en effet toujours redouté le danger russe et réclamé une alliance de toute l'Europe contre le panslavisme. Or cette alliance, estime-t-il, est rendue impossible par l'annexion de l'Alsace-Lorraine (1).

Les articles consacrés par Eckardt au projet d'annexion pendant l'été de 1870 paraissent d'abord dans le Hamburgischer Correspondent. L'auteur y analyse la question avec objectivité. A son avis, la langue n'est qu'un des éléments constitutifs de la nationalité. La religion, l'Etat, d'autres facteurs encore peuvent naturellement prédominer suivant les cas. Même si l'Allemagne a théoriquement le droit de reprendre l'Alsace, on ne peut nier que l'exercice de ce droit suscite en Europe l'impression fâcheuse d'une "rechute dans des temps à demi-barbares". C'est pourquoi, dans sa grande majorité, l'opinion européenne tient l'annexion pour une monstruosité (Abnormität), pour une "violation de l'esprit du temps" (Verletzung des Zeitgeistes). Eckardt déplore, comme K. Vogt, que son pays ait brisé la solidarité occidentale (2), et il regrette que l'on ait dressé une barrière infranchissable entre les deux peuples les plus civilisés du continent, inauguré une politique de violence préjudiciable au Reich et accru encore le poids de la Russie dans les destinées de l'Europe. Il

Der Hamburgische Correspondent: journal libéral. Le journal le plus lu d'Europe au début du 19ème siècle (30.000 exemplaires en 1806). Son tirage tomba au milieu du siècle à 2000 exemplaires. D'abord anti-prussien, il se rallia ensuite au national-libéralisme pour perdre finalement toute couleur politique. Il disparut en 1934.

- (1) Cf G. Kroeger Julius Eckardts Artikelreihe 'Für und Wider das Elsass-Projekt' August 1870 dans Zeitschrift für Ostforschung, Jahrg. 10, 1961, Marburg/Lahn, pp. 201-225.
- (2) Lebenserinnerungen, Leipzig 1910, Bd. I, p. 229:
"Auf den Zusammenhang mit der Kulturwelt des Westens Wert zu legen und an eine Solidarität okzidentaler Interessen zu glauben, hatte das Deutschland von 1870 sich freilich längst entwöhnt."

craint qu'hypnotisée par son conflit avec la France, l'Allemagne ne se berce d'illusions à l'Est et ne ferme les yeux sur deux grands dangers: le péril russe et la subversion socialiste (1).

5. Une nationalité composite: la confédération helvétique

Dans la complexité de la question allemande, dans l'enchevêtrement de ses relations avec les problèmes européens, la conception "occidentale" de la nationalité ne joue en Allemagne même qu'un rôle secondaire. La solution bismarckienne de la "Petite-Allemagne" s'en inspire dans la mesure où elle privilégie le concept d'Etat au détriment de celui de peuple, de langue ou de race, mais son caractère réaliste, opportuniste et autoritaire n'a au fond rien de commun avec la définition de la nation que donne en 1861 de façon tout à fait exceptionnelle -soulignons le -, la revue Unsere Tage dans un article sur l'unification allemande:

"... une nation est formée de tous ceux qui par suite de leur histoire, de leurs besoins, et de leurs inclinations se considèrent comme une nation, c'est-à-dire comme un peuple homogène. Donc au fond c'est d'abord un rapport moral, un acte de volonté de la population qui détermine la nation." (2)

Cette définition, qui s'inscrit dans la ligne du "Contrat social" de Rousseau, de la "volonté générale" de Kant et des idéaux de 1789 devait, dans les pays germaniques, trouver ailleurs qu'en Allemagne son terrain d'élection. C'est en Suisse qu'on s'est appliqué, surtout à partir de 1870, à démontrer que le principe national au sens le plus élevé ne procédait nullement de l'irrationalisme du "Volkstum".

Dès 1863, dans le Deutsches Staatswörterbuch, le juriste zurichois J.C. Bluntschli mettait en avant l'exemple helvétique et donnait au concept d'"Etat" le pas sur celui de "nation" (3).

(1) Cf *ibid.* pp. 243 et 253.

(2) Unsere Tage - Blicke aus der Zeit in die Zeit, Bd. II, 1860-1861, Braunschweig 1861, p. 261. Revue nationale-libérale (1860-1867).

(3) Cf J. Droz L'Europe centrale, *op. cit.* p. 269.

En 1875, son compatriote Carl Hilty (1), professeur de droit politique et international à Berne, entreprend de définir la mission spécifique de la Confédération helvétique en Europe. La Confédération, dit-il dans dans ses conférences, est

l'"Etat le plus idéal du monde moderne, parce qu'il est le plus fondé sur une idée politique librement choisie".

La nationalité suisse repose sur la conscience qu'ont les citoyens de constituer un Etat supérieur à la parenté naturelle de sang et de langue. Ce qui fait la nationalité, c'est donc moins une langue commune que l'histoire, et que la volonté de vivre ensemble. Par cette théorie subjective de la nation, Hilty rejoint en grande partie les conceptions formulées par Renan dans ses lettres à D.F. Strauss, puis dans la fameuse conférence prononcée en Sorbonne le 11 mars 1882 sous le titre "Qu'est-ce qu'une nation?". (2)

Mais on sent dans la démonstration de Hilty le besoin de montrer l'originalité de la Suisse par rapport au monde latin tout en prenant ses distances par rapport à l'Allemagne, dont l'opinion helvétique craignait l'annexionisme après 1871. Le juriste bernois, tout en rejetant l'idée

(1) Carl Hilty (1833-1909), originaire du canton de Saint-Gall, fit ses études à Heidelberg et Göttingen. Il devint professeur de droit constitutionnel et international à Berne. Membre du Conseil National helvétique et de la Cour de La Haye, il dirigea la revue Zeitschrift für Schweizerische Gesetzgebung und Rechtspflege de 1875 à 1882 (Zurich) et, à partir de 1886, le Politisches Jahrbuch der Schweizerischen Eidgenossenschaft (Berne). La pensée politique de Hilty est d'inspiration chrétienne. Pour lui, Dieu se révèle dans l'histoire, et à la décadence de la bourgeoisie libérale il veut remédier par la foi régénératrice.

(2) "Les nations européennes telles que les a faites l'histoire sont les pairs d'un grand sénat où chaque membre est inviolable. L'Europe est une confédération d'Etats réunis par l'idée commune de la civilisation. L'individualité de chaque nation est constituée sans doute par la race, la langue, l'histoire, la religion, mais aussi par quelque chose de beaucoup plus tangible, par le consentement actuel, par la volonté qu'ont les différentes provinces d'un Etat de vivre ensemble", écrit Renan dans la lettre du 15 septembre 1871 à Strauss.

Et dans Qu'est-ce qu'une nation?, il cite la Suisse comme modèle de nationalité "spirituelle":

"Il y a dans l'homme quelque chose de supérieur à la langue: c'est la volonté. La volonté de la Suisse d'être unie, malgré la variété de ses idiomes, est un fait bien plus important qu'une similitude de langage souvent obtenue par des vexations."

Cité par D. de Rougemont Vingt-huit siècles d'Europe, Paris 1961, p. 292 et p. 294.

d'une nation fondée sur la race et la langue, va néanmoins faire appel au passé germanique.

Le principe national suisse, explique-t-il, est né avec la Confédération, à une époque où les vieilles libertés germaniques commençaient à décliner. La Confédération helvétique représente la dernière tentative pour sauver les libertés populaires. D'où son importance européenne au milieu d'un système d'Etats indépendants qui ne trouvera sans doute sa forme définitive que dans une unité nouvelle, supérieure à celle de la chrétienté médiévale. Le peuple suisse, dépositaire du passé et préfiguration de l'avenir, mêlé d'éléments germaniques, latins et celtes, à la fois réaliste et idéaliste, assure

"la sauvegarde et la transmission des antiques libertés populaires germaniques en Europe pour toutes les générations futures".

La Suisse n'est pas une "oasis de paix", ni le "miroir de l'Europe monarchique", ni le noyau d'une future Europe républicaine, mais le témoin et la conscience de l'Europe.

"Il doit y avoir au moins toujours un peuple en Europe qui reste conscient et qui rappelle constamment aux autres quelle fut la constitution naturelle des principaux peuples actuels de l'Occident lorsqu'ils parurent sur la scène de l'histoire."(1)

En conclusion, Hilty trace la perspective d'une Europe fédérative, et exprime la conviction que la fédération représente l'avenir (2).

Il reprend cette idée en 1889, lorsqu'il se fait le défenseur de la neutralité suisse contre certaines tendances de l'opinion publique allemande. Il persiste alors à penser que la Confédération symbolise toujours la liberté au milieu d'une Europe divisée en nations, et qu'elle a pour mission de fonder une vaste ligue d'Etats neutres. Une pareille alliance garantirait plus sûrement la paix que tous les projets irénistes, toutes les ligues pacifistes et tous les tribunaux d'arbitrage (3).

Dans une Europe de plus en plus soumise à l'hégémonie des grandes nations centralisées et étatisées, la Suisse tente à cette époque de justifier sa propre nationalité. Elle n'y parvient qu'en se situant au

(1) Vorlesungen über die Politik der Eidgenossenschaft, Bern 1875, p. 260.

(2) Cf ibid. p. 292.

(3) Cf Die Neutralität der Schweiz in ihrer heutigen Auffassung, Bern 1889; édition en français: La neutralité de la Suisse. Considérations actuelles. Traduit par F.H. Mentha, Bern 1890.

carrefour des cultures et en se présentant comme garante de l'authentique esprit fédéraliste. Telle est la part que les penseurs politiques suisses prennent aux grands débats qui divisent l'opinion des pays germaniques: la controverse sur le principe national, et la polémique tout aussi grave entre partisans du fédéralisme et apologistes de l'unitarisme.

III. Le débat sur le fédéralisme et l'unitarisme

A l'époque de l'unification allemande, les conflits d'opinion sur le principe des nationalités se compliquent d'une autre dispute théorique: selon quel système politique convient-il d'organiser les pays germaniques? Faut-il les regrouper en une confédération d'Etats laissant à chacun d'entre eux une très large autonomie, ou bien agglomérer les petites entités politiques en un vaste ensemble plus ou moins unitaire?

A vrai dire, la question est d'importance: elle se pose non seulement dans le cadre de l'Allemagne et de l'Europe centrale, mais aussi dans celui de l'Europe en général. Vers 1860, elle est également à l'ordre du jour en France, où Proudhon se déclare en faveur d'une fédéralisation du continent. (1) En 1866 et 1870, Bismarck met un terme à l'affaire en imposant derrière un fédéralisme de façade une hégémonie de fait de l'Etat prussien (2).

(1) Cf M. Amoudru Proudhon et l'Europe, Paris 1945.

(2) Il faut signaler que le débat a été repris récemment, certains historiens estimant qu'une solution fédérative de la question allemande aurait été plus compatible avec les intérêts des puissances européennes que la formule imposée par la Prusse. En réalité, le triomphe de la "Petite-Allemagne" était inscrit dans le renforcement économique du "Zollverein" avant même la défaite militaire et politique de l'Autriche à Sadowa. En outre, on peut penser que la constitution d'une "Europe centrale" politique et économique autour d'une Autriche victorieuse aurait représenté pour l'équilibre européen un danger plus grand que le Reich bismarckien.
Cf A. Hillgruber op. cit. p. 85.

Le problème du fédéralisme a été soulevé en 1848-1849 au Parlement de Francfort. L'idée fédéraliste inspire toutes les tentatives de réforme de la Confédération germanique faites entre 1849 et 1866 par les responsables politiques des Etats allemands moyens, en particulier le Saxon Beust et le Bavarois von der Pfordten. Elle inspire aussi un certain nombre de théoriciens "grand-allemands" qui voient dans le système fédéral l'organisation adéquate pour réaliser une unité durable, pour équilibrer les antagonismes nationaux et sauvegarder les droits et les libertés face à la Prusse. Dans les années 60, le mouvement national allemand est largement favorable à la solution fédérale, qui aurait consisté à limiter les pouvoirs des Etats-membres et à renforcer ceux de la Confédération germanique. Sur ce point, les Allemands ont sous les yeux l'exemple des Suisses, ainsi que celui des Américains du Nord, dont le système politique a eu un grand rayonnement auprès des députés du Parlement de Francfort. L'idée se répand alors que le fédéralisme est l'apanage des peuples germaniques (1).

Les historiens se penchent alors sur le passé allemand pour l'interpréter à la lumière de leurs propres conceptions. C'est ainsi que l'idée de "Reich" va être au centre du débat entre partisans et adversaires du fédéralisme, entre "Grossdeutsche" et "Kleindeutsche", entre panégyristes du Saint-Empire et apologistes de l'Etat national (2).

1. La polémique Gervinus - Treitschke

Georg Gottfried Gervinus (3) est l'un des doctrinaires les plus

(1) ces courants ont été bien étudiés par:

R. Ullner Die Idee des Föderalismus im Jahrzehnt der deutschen Einigungskriege, Historische Studien, Heft 393, Lübeck und Hamburg 1965, p. 56 et suiv. ainsi que par:

H. Rumpler Die deutsche Politik des Freiherrn von Beust 1848-1850 - Zur Problematik mittelstaatlicher Reformpolitik im Zeitalter der Paulskirche, Wien-Köln-Graz 1972.

(2) L'idée de "Reich" prend alors des aspects divers selon les idéologies. Cf E. Fehrenbach Wandlungen des deutschen Kaisergedankens 1871-1918, Oldenburg-München-Wien 1969.

(3) G.G. Gervinus, 1805-1871. Originaire de Darmstadt, il enseigna d'abord à Heidelberg (1835), puis à Göttingen, d'où il fut expulsé en 1837 à cause de ses idées politiques. En 1847, il devint rédacteur de la Deutsche Zeitung, organe libéral influent de Heidelberg. Conscient dès

remarquables du fédéralisme à l'époque de l'unification. Rationaliste libéral, il est tout imprégné de rigorisme kantien et d'idéalisme classique, mais il est d'autre part convaincu que l'époque des poètes et des penseurs est révolue et qu'il faut faire l'éducation morale et politique du peuple. En quoi il est sans nul doute sous l'influence de la pensée fichtéenne, de même qu'il puise aux sources hégéliennes par l'importance qu'il réserve au génie germanique protestant. On sent en outre chez lui le grand souffle de 1848. Il fut d'abord "petit-allemand" puis se retourna contre la Prusse lorsqu'il comprit qu'elle ne réaliserait pas l'Allemagne fédérale et constitutionnelle qu'il espérait.

En 1853, Gervinus publie son Introduction à l'histoire du 19ème siècle (Einleitung in die Geschichte des 19ten Jahrhunderts). Il y définit tout d'abord l'opposition fondamentale qui selon lui marque l'histoire de l'Occident: celle du principe germanique de liberté, d'autonomie et de fédéralisme, et du principe latin de despotisme, de centralisme et d'unitarisme. A l'époque de la Réforme, l'esprit "séparatiste" (Geist der Sonderung) germanique a empêché la formation au centre du continent d'une monarchie théocratique qui eût entravé l'évolution des individus et des nations. La Réforme a heureusement brisé l'hégémonie conjuguée de la Papauté et de l'Empire. La Réforme est pour Gervinus, comme pour Hegel et Ranke, le grand acte historique de l'Allemagne, l'événement qui a fait éclater le "contraste entre la nature profonde des Latins et celle des Germains..."(1)

1830 de la nécessité de faire l'unité de l'Allemagne, hostile à l'absolutisme de Metternich, admirateur de Luther, de Lessing et de G. Forster, il fut député au Parlement de Francfort, qu'il quitta en juillet 1848. Il publia dans la Deutsche Zeitung ses lettres "vom Rheine", où il réclamait la séparation de l'Allemagne et de l'Autriche, ce qui ne l'empêcha pas de juger plus tard très sévèrement la politique de Bismarck. Après 1848, en effet, il s'était engagé résolument sur la voie fédéraliste et démocratique. Gervinus, lié avec les frères Grimm, fut aussi historien de la littérature. Cf H. von Srbik Geist und Geschichte vom deutschen Humanismus bis zur Gegenwart, op. cit. Bd. I, pp. 344-48.

- (1) Einleitung in die Geschichte des 19ten Jahrhunderts, Leipzig 1853, p. 39. L'ouvrage paraît avoir eu dès sa parution un succès considérable. Il fut traduit en anglais en 1853: Introduction to the History of the Nineteenth Century, London; en français en 1858, puis en 1876: Introduction à l'histoire du 19ème siècle, Bruxelles 1858, idem Paris 1876. Ennemoser s'en inspira dans Das Horoskop in der Weltgeschichte. En 1864 parut la quatrième édition allemande. On note deux rééditions, l'une en 1921 (Berlin), l'autre en 1946 (Denkschrift zum Frieden, Den Haag).

La Réforme est interprétée comme la première rupture de la communauté romano-germanique. La découverte de l'Amérique est l'autre événement marquant à l'aube des temps modernes. Cette découverte, note l'auteur, est le fait des peuples latins. Désormais

"cette scission fatale des deux rameaux dominants de l'Europe... était une cause suffisante pour provoquer entre les deux une tension qui fit ressortir les plus profondes divergences et amena l'opposition la plus hostile." (1)

Puis Gervinus s'attache à démontrer que le devoir de l'esprit germanique est d'imprégner l'esprit latin des principes protestants de liberté et d'autonomie. Au 18ème siècle, cette imprégnation vient non d'Allemagne, mais des pays anglo-saxons. Une vague de liberté arrive des Etats-Unis d'Amérique et d'Angleterre vers la France. Grâce au protestantisme germanique, l'esprit de liberté gagne les pays latins et l'Europe.

Pas toute l'Europe, cependant. Ce démocrate fédéraliste qu'est Gervinus est très sensible au péril que constitue pour le progrès de la liberté le panslavisme orthodoxe. Après l'universalisme romain et l'impérialisme napoléonien, voici que se précise à l'est le despotisme russo-byzantin. A la veille de la guerre de Crimée, l'auteur de Einleitung in die Geschichte des 19ten Jahrhunderts voit la Russie assujettir l'Empire ottoman et bientôt submerger et coloniser l'Europe sous prétexte de la régénérer (2).

Bien différente est la conception que Gervinus se fait de l'Amérique du Nord. Prolongement de l'esprit germanique, les Etats-Unis sont le pays de l'avenir démocratique. Ils donnent, depuis la fin du 18ème siècle, l'impulsion à la démocratie européenne. Notons qu'ici l'Europe n'est plus comme pour Hegel le terme de l'histoire. L'histoire a poursuivi sa course vers l'Ouest et l'on assiste à un reflux de l'évolution historique du Nouveau Monde vers le Vieux Continent (3).

(1) *ibid.* p. 40.

(2) *ibid.* p. 160.

(3) *ibid.* pp. 136-137: "Der Zug aller staatlichen und religiösen Freiheit, der sich bisher nur unter germanisch-protestantischen Völkern von Ost nach West bewegte, stemmte sich in Amerika an einer natürlichen Grenze und sprang nun von West nach Ost zurück... Wie einst der orientalische Despotismus den Anstoss zu den absolutistischen Ordnungen in Europa gegeben, so begann jetzt die im Okzident zur Herrschaft gekommene Demokratie ihre Wirkung in der entgegengesetzten Richtung auszuüben."

L'Europe de Gervinus se situe en conséquence entre les deux grandes forces apparues en même temps sur la scène de l'histoire: l'absolutisme russe et l'individualisme américain. La première repousse, la seconde attire irrésistiblement les masses populaires fuyant l'Europe monarchique. En fin de compte, les Européens n'auraient-ils d'autre recours que de fuir au delà de l'Atlantique?

Il n'en est rien. L'auteur, épigone de la philosophie des Lumières, est optimiste. A ses yeux, l'histoire de l'Europe est une réplique de celle de la Grèce antique. Elle évolue comme elle du despotisme à la liberté, de l'aristocratie à la démocratie. Depuis le 15^{ème} siècle, l'Europe en est au stade de transition entre le système aristocratique et le système démocratique. Gervinus croit à la victoire inévitable du libéralisme occidental, aux forces historiques de progrès. Le 19^{ème} siècle est le siècle d'une seconde Renaissance, car il est à la fois celui des grands mouvements populaires et de l'affranchissement individuel (1). Gervinus pousse l'audace jusqu'à annoncer pour la fin du 19^{ème} siècle la révolution européenne, une prise de conscience des masses populaires et l'avènement de leur pouvoir politique mondial.

"Les Européens sont une sorte de communauté aristocratique, écrit-il, qui étend son règne sur tous les continents, et dans cette collectivité l'homme le plus modeste veut jouer un rôle égal aux autres, parce qu'il a plus contribué que tout autre à cette expansion..." (2)

Il n'est donc nullement question ici d'un quelconque déclin de l'Occident, qui, au contraire, est doué d'une incroyable faculté de régénération et est

"encore loin d'avoir atteint, en tant que totalité, le sommet de son développement politique".

La civilisation et l'industrie de l'Europe sont sources de puissance, non de décadence (3). Gervinus croit au progrès matériel et spirituel, à celui des institutions et des peuples, au perfectionnement des rapports politiques et sociaux. Il croit à l'amélioration des relations internationales,

(1) *ibid.* p. 166: "Dagegen in unserer Gegenwart bewegen sich wie im 16ten Jahrhundert die Völker selbst in Massen... Und dies ist die eigentümliche Grösse dieser Zeit..."

(2) *ibid.* p. 170.

(3) *ibid.* p. 161.

et nous touchons ici au fond même de sa pensée: il ne conçoit pas l'avenir libéral et démocratique de l'Europe sans fédéralisme, ni une fédération européenne sans fédération allemande.

L'avenir dépend de la fédéralisation de l'Europe, du morcellement des grands Etats unitaires grâce à l'action d'une Allemagne démocratiquement unifiée. L'Allemagne resterait ainsi fidèle à l'esprit germanique. Telle est la conclusion de Einleitung in die Geschichte des 19ten Jahrhunderts. Jusqu'à sa mort en 1871, Gervinus reste partisan d'une solution fédéraliste de la question allemande. Il voit dans une authentique fédération des Etats allemands la seule possibilité de restaurer la confiance de l'Europe et d'échapper aux dangers de l'unitarisme et du militarisme. Durant le conflit franco-allemand, il rappelle encore à la maison royale de Prusse que

"... la Confédération germanique fut créée dans le but bien déterminé de constituer au milieu de l'Europe une ligne d'Etats neutres, garantissant la paix grâce à son organisation fédérative." (1)

Gervinus, libéral avancé et républicain, est à la fois contre l'Autriche et l'Allemagne de Bismarck. Treitschke, national-libéral modéré évoluant vers le conservatisme, est monarchiste, antidémocrate et antifédéraliste. En matière d'unification de l'Allemagne, le premier va à contre-courant, le second entonne les louanges de l'oeuvre bismarckienne. C'est en 1864, dans l'écrit Etat fédéral et Etat unitaire (Bundesstaat und Einheitsstaat) que ce partisan fervent de la "Petite Allemagne" condamne les théories de Gervinus. Il s'y exprime en ces termes sur les doctrines fédéralistes:

"Il n'y a qu'en Allemagne qu'il existe encore... une très petite école politique qui possède en Gervinus son représentant le plus pénétrant et qui nourrit l'espoir de voir un jour l'Allemagne démembrer ces Etats dangereux que sont les grands Etats unitaires d'Europe, et les remplacer par des fédérations. J'avoue que ce point de vue me paraît tout aussi utopique que les rêveries communistes du Père Enfantin. Tous les Anglais

(1) Denkschrift zur Frieden. An das Preussische Königshaus dans Hinterlassene Schriften, Wien 1872, p. 21.

et les Prussiens, les Français et les Russes s'inscrivent en faux... contre ces chimères; tous sont fiers de ne plus être Gascons et Auvergnats, Silésiens et Magdebourgeois, mais citoyens de grands Etats puissants."

Puis il poursuit:

"La théorie de Gervinus prétend vraiment faire régresser l'histoire des peuples modernes jusqu'au point d'où elle est partie il y a mille ans. Et tout ceci simplement parce qu'on s' imagine que seule la fédération unit les avantages des grands et des petits Etats!" (1)

Il serait évidemment facile d'ironiser aujourd'hui sur les proclamations étatiques et nationalistes de Treitschke. Il suffira de souligner qu'elles minimisent à tort l'importance de la pensée fédéraliste allemande à cette époque. D'un autre côté, il faut faire ressortir le fait qu'un Etat unitaire représentait dans l'Allemagne d'alors un progrès incontestable.

C'est pourquoi Treitschke brisera des lances pour l'Etat bismarckien, Etat fédéral certes, mais où le poids de la Prusse sera tel qu'on sera plus proche de l'Etat unitaire que de la confédération (Staatenbund).

L'auteur de Bundesstaat und Einheitsstaat reproche au fédéralisme d'être trop démocratique, donc impraticable dans un pays monarchique.

"... l'idée de fédération est fondamentalement une idée républicaine, ou plus exactement une idée démocratique. Toute fédération, si elle ne veut pas succomber, tend d'une manière quelconque à soumettre la minorité à la majorité." (2)

Treitschke a du fédéralisme, et singulièrement du fédéralisme allemand de son temps, une notion beaucoup trop étroite qui ne tient pas compte du fédéralisme "grand-allemand" ou chrétien, parfaitement compatible avec les traditions dynastiques. Il vise en la personne de Gervinus l'idée fédérale de 1848 dans sa forme la plus révolutionnaire. Et il veut démontrer que, contrairement à ce que prétendent les démocrates, le fédéralisme ne répond pas au niveau d'évolution atteint par les peuples modernes d'Europe, à la complexité de leur civilisation, au impératifs de leurs relations extérieures. Dans le monde moderne, la fédération se

(1) Bundesstaat und Einheitsstaat dans Historische und politische Aufsätze, 6. Auflage, Leipzig 1903, Bd. 2, p. 150.

(2) ibid. p. 134.

transforme automatiquement et nécessairement en Etat unitaire. Telle est selon Treitschke la loi de l'histoire (1).

Mais la Suisse? Pour lui, la Confédération helvétique n'est pas un exemple probant. Il estime que la Suisse est depuis toujours une anomalie en Europe. Il conçoit que sa configuration géographique, sa composition ethnique excluent la centralisation. Il admet le fait que l'esprit germanique d'autonomie s'y soit épanoui et que la Confédération soit une oasis de paix et de liberté. Mais à son sens, elle ne peut en aucun cas servir de modèle à l'Allemagne (2).

Et les Etats-Unis d'Amérique? Il ne nie pas les succès de la démocratie américaine, surtout comparée à la société bureaucratique européenne, dans les domaines de la culture et du bien-être des masses. Avec Gervinus, il reconnaît que le monde américain est une manifestation étonnante du génie germanique. Mais l'Amérique n'est pas l'Europe, ni l'Allemagne:

"... il n'y a pas place, dans l'Europe hautement civilisée, pour une politique d'expérimentation brutale." (3)

Entendons par là une politique républicaine et fédéraliste.

En aucun cas, pense-t-il, un Etat national allemand ne peut menacer l'équilibre européen (4). Le rassemblement autour de la Prusse est la seule solution raisonnable. L'Etat national de l'Europe du 19ème siècle ne peut être que monarchique et unitaire. Au libéralisme démocratique américain, Treitschke oppose "l'existence plus calme de saturation spirituelle et de prévoyance sociale qui est propre aux peuples de vieille culture" et qui ne peut s'épanouir que dans le cadre de l'Etat monarchique:

"La monarchie est encore assurée d'un long avenir dans notre continent, assure-t-il. Sa justification profonde réside d'abord dans les conceptions monarchiques de l'immense majorité du peuple, puis dans un besoin de stabilité de l'évolution politique qu'éprouve tout peuple doté d'une riche culture, ensuite dans la nécessité de soumettre la violence des antagonismes sociaux... à la rigueur du pouvoir d'Etat, enfin et

(1) *ibid.* p. 149.

(2) *ibid.* pp. 159-165.

(3) *ibid.* p. 171.

(4) *ibid.* p. 83.

surtout dans le devoir qu'ont les grands Etats européens de faire beaucoup pour le peuple, donc d'entretenir de nombreux fonctionnaires. Une forme moderne de république qui serait en mesure de supporter un corps important de fonctionnaires et de déployer une activité politique complexe, n'a pas encore été découverte jusqu'ici." (1)

Treitschke partage l'opinion de Bismarck: la monarchie garantit un Etat fort. Mais son national-libéralisme atténué lui fait tenir la monarchie constitutionnelle pour le régime le plus harmonieux, le plus équilibré et le mieux adapté à l'Europe de son temps, pour le système institutionnel représenté de la manière la plus admirable par l'Allemagne bismarckienne. En 1871, Treitschke glorifiera le Reich comme un parfait modèle d'équilibre entre les forces antagonistes de la société. Il prend, comme on aura pu le constater, des positions diamétralement opposées à celles de Gervinus, sauf sur un point: les deux historiens sont de farouches représentants du principe germanique protestant.

Ainsi que Gervinus, l'historien "petit-allemand" célèbre la Réforme, quintessence de la vaillance germanique et de cette religiosité profonde grâce à quoi

"les Germains seuls, parmi tous les peuples d'Europe occidentale, ont eu dès l'époque païenne ... l'intuition d'un monde nouveau de pureté et de sérénité dont ils ont entrevu l'avènement" (2).

Luther a créé une religion propre aux Germains, le christianisme de la vérité, de la morale, de l'indépendance. Il a uni la pensée et l'action. Il a traduit la vérité en actes et il a transformé le cours de l'histoire. En déclarant l'Etat majeur et souverain, le réformateur a inauguré l'histoire de l'Europe moderne. Il a éliminé l'universalisme théocratique au profit d'une communauté de peuples libres (3). Ainsi l'Europe

(1) *ibid.* p. 146.

(2) Luther und die deutsche Nation, Vortrag 1883, dans Historische und politische Aufsätze, Bd. IV, Leipzig 1897, p. 380.

(3) *ibid.* p. 388: "Mochte die Gesellschaft Jesu noch von der Weltherrschaft des Gottesstaates träumen, unaufhaltsam verwachsen die Staaten Europas zu einer neuen freien Völkergesellschaft und bildeten sich ein weltliches Völkerreich, das ... in der Interessengemeinschaft und dem Rechtsbewusstsein der Nationen seine Wurzeln hat."

moderne, l'Europe des nations, commence avec la Réforme luthérienne. Gervinus, après Fichte et Hegel, ne prétend pas autre chose. C'est en grande partie de cette manière que Treitschke justifie historiquement la fondation de l'Etat national bismarckien. Toute l'évolution politique depuis la querelle du Sacerdoce et de l'Empire mène d'après lui en droite ligne à l'Etat authentique, l'Etat germanique. Il faut avouer qu'il est surprenant de voir deux idéologues aussi apposés que Treitschke et Gervinus se rejoindre dans la glorification du germanisme, dont la conséquence est chez l'un et chez l'autre le rejet absolu du principe centralisateur latin.

Friedrich Meinecke note que l'auteur de l'Introduction à l'histoire du 19ème siècle ignore la part des cultures latines dans la formation de l'Europe (1). On pourrait ajouter qu'il veut ignorer tout apport de la pensée latine dans le processus de l'unification allemande. Quant à son adversaire, il écrit dans son étude Frankreichs Staatsleben und der Bonapartismus, composée de 1865 à 1871, et où il stigmatise la "romanité des Français":

"Nous autres Germains, nous ne comprenons pas aisément la fascination diabolique par laquelle aujourd'hui encore la grandeur de la Rome antique ensorcelle le coeur des peuples latins."

S'il entre en lice pour défendre l'Etat unitaire allemand, il couvre d'opprobre toutes les manifestations et les séquelles du centralisme latin, jusqu'à l'impérialisme bonapartiste. Et ce n'est pas la moindre des contradictions d'un historien qui, comme on a pu le souligner, exprime de manière symptomatique le passage des conceptions libérales "kleindeutsch" à l'impérialisme de la "Weltpolitik" (2).

Nous retrouverons la pensée fédéraliste de Gervinus, prolongeant le rationalisme du 18ème siècle et l'idéalisme de 1848, dans l'idée européenne des démocrates et des pacifistes. Treitschke, lui, est d'une autre génération. Il est le théoricien de l'Etat fort et du devenir historique. En conséquence, il ne peut imaginer une forme définitive et figée du système

(1) F. Meinecke Schaffender Spiegel - Studien zur deutschen Geschichtsschreibung und Geschichtsauffassung, Stuttgart 1948, p. 102.

(2) Cf W. Bussmann Treitschke als Politiker, H.Z. Bd. 177, 1954, p. 273.

politique de l'Europe. "Irrésistible, l'histoire construit et détruit..." Les nations européennes ne sont pas "comme les pierres et les plantes dans les vitrines d'une collection", mais constituent un organisme vivant et complexe où chaque Etat est une entité consciente de son autonomie, liée aux autres par la double loi de l'échange et de la lutte (1). C'est dans cette révolution perpétuelle du "concert des Etats" que doit s'affirmer la puissance de l'Etat national allemand.

2. La polémique Ficker - Sybel

Il faut à présent faire mention d'une autre querelle dont l'importance est grande, car elle concerne l'idée essentielle de "Reich". Il s'agit d'un affrontement qui divise plus nettement encore que le précédent l'historiographie "grand-allemande" et l'historiographie "petit-allemande". Les historiens se divisent en partisans et en adversaires du Saint-Empire. L'idée impériale, la conception universaliste d'un "Reich" assurant l'unité de l'Occident joue ici un rôle de premier plan, car c'est en fonction d'elle que les historiens prennent position sur les problèmes de l'unification allemande. Inversement, les deux parties sont influencées, dans leur attitude envers la question allemande et l'organisation des rapports entre l'Allemagne et l'Europe, par leurs options politiques. Aucune n'a par conséquent une vision objective du passé (1).

Le différend le plus notable qui se soit élevé au sujet du concept de "Reich" est celui qui, au lendemain de la Guerre d'Italie, a opposé Julius Ficker et Heinrich von Sybel.

Julius Ficker, professeur à Innsbruck, était spécialiste de l'histoire du Saint-Empire (2). Sybel s'étant déclaré contre la manière

(1) Sur la controverse Sybel - Ficker, cf: H. von Srbik Geist und Geschichte vom deutschen Humanismus bis zur Gegenwart, Bd. II, op. cit. ch. 14, pp. 33 - 35

et J. Droz L'Europe centrale, Paris 1960, ch. 4, p. 103.

(2) J. Ficker (1826-1902) historien hanovrien né à Paderborn. Il étudia le droit et l'histoire à Münster, Berlin et Bonn, où il enseigna d'abord. Il fut nommé en 1852 à l'université d'Innsbruck, où il demeura jusqu'à sa mort. Il y occupa à partir de 1863 une chaire de professeur d'histoire du droit du "Reich". Sa double compétence de

dont l'historien Giesebrecht interprétait l'histoire du Moyen-Age allemand, Ficker lui répondit en 1861 par la publication de L'Empire allemand dans ses implications universelles et nationales (Das deutsche Kaiserreich in seinen universalen und nationalen Beziehungen) (1). L'auteur s'y défend de vouloir reconstruire l'histoire selon les besoins d'une idéologie. Son but est de décrire le Saint-Empire avec objectivité, c'est-à-dire comme un ensemble politique débordant largement les limites de la nation allemande, sans englober pourtant toute la chrétienté.

Deux idées principales se dégagent de cette oeuvre: celle de l'absence d'un sentiment national quelconque chez les Allemands de la période médiévale, et celle de la fusion du principe germanique et du principe latin.

L'idéal du Moyen-Age était celui d'un empire chrétien universel. Les Germains n'avaient alors aucun sens de la cohésion nationale. Ils ont évité ainsi un morcellement prématuré de l'Occident. La civilisation européenne est née de l'interpénétration des trois éléments de la romanité, du christianisme et du germanisme. La christianisation des Germains est pour Ficker l'élément déterminant dans l'histoire de l'Europe (2), car elle a fait qu'à la tradition bien vivante de l'"imperium romanum" s'est ajouté l'idéal de l'universalisme chrétien. Le Reich devint ainsi l'institution politique correspondant exactement aux conceptions et aux besoins de l'époque. L'Occident était uni par des liens qui n'avaient rien à voir avec les liens nationaux modernes. L'Empire était une organisation originale, à la fois germanique et universelle, le pilier de l'Europe et le facteur de sa stabilité.

juriste et d'historien lui permit de donner une image relativement exacte du Saint-Empire dans ses deux études Das deutsche Kaiserreich in seinen universalen und nationalen Beziehungen et Deutsches Königtum und Kaisertum. Son renom lui est venu surtout de son différend avec Sybel.

- (1) Das deutsche Kaiserreich in seinen universalen und nationalen Beziehungen: conférences tenues au "Ferdinandeum" d'Innsbruck. Une deuxième édition parut en 1862 à Innsbruck. L'étude fut reprise en 1941 dans le recueil de F. Schneider Universalstaat oder Nationalstaat.
- (2) Cf Das deutsche Kaiserreich in seinen universalen und nationalen Beziehungen, Innsbruck 1861, p. 16.

La grande pensée politique d'Otton a sauvé l'Occident par la fusion du principe latin et du principe germanique, de l'idée romaine de hiérarchie, de concentration, d'uniformisation, et de l'idée germanique d'autonomie. Manifestement, Ficker pense selon les schèmes intellectuels de son temps. C'est pour lui une vérité incontestable que l'esprit allemand éprouve une tendance innée à ce qu'on peut nommer fédéralisme, et que les structures fédératives sont la condition de la liberté. Aussi est-il logique de préférer au génie centralisateur de Charlemagne le gouvernement des empereurs saxons, qui permit l'épanouissement de l'Europe:

"Ce qui place à un tel niveau notre civilisation occidentale, c'est surtout sa richesse et sa variété. Partant de plusieurs centres, portés par diverses nations, les germes existant çà et là purent éclore librement, se développer de manière indépendante..." (1)

Souplesse de l'organisation politique, communauté de foi et de culture, fécondité des échanges, cohésion de l'ensemble et autonomie des parties: Ficker estime qu'il n'y avait pas dans le Saint-Empire d'opposition entre l'élément latin et l'élément germanique et que cet exemple est à méditer.

Pour ce qui concerne les problèmes du présent, Ficker ne nie pas que la communauté de langue soit une assise solide pour l'Etat, mais il estime irréalisable de faire coïncider langue, nation et Etat. Quant au critère racial, il le juge absolument incompatible avec le niveau d'évolution historique atteint par les peuples romano-germaniques (2). De cette analyse des caractères du Saint-Empire, il tire des enseignements pour l'unification allemande. Il va sans dire qu'il est l'adversaire résolu de la solution "Kleindeutsch" de la question. Une "Petite-Allemagne, coincée entre Latins et Slaves, serait réduite à la défensive et ne serait donc d'aucune utilité pour l'équilibre de l'Europe. L'effondrement du Saint-Empire a laissé un vide au centre de l'Europe. Comment combler ce vide? L'alternative, pour Ficker, est la suivante: ou bien

"une frontière parcourra le milieu du continent entre un empire français occidental et un empire russe oriental, et par là sera obtenue une répartition des forces qui pourra garantir plus ou moins longtemps une situation de paix..." (3),

(1) *ibid.* p. 40.

(2) *ibid.* p. 27.

(3) *ibid.* p. 134.

ou bien l'Allemagne restera fidèle à sa vocation de fédératrice de l'Europe romano-germanique. Tel fut le rôle de l'ancien Reich. Telle fut la mission de l'Empire des Habsbourg, défenseur à la fois des intérêts allemands et des intérêts européens. Telle est la tâche de l'Autriche supranationale, très proche par ses caractères du Saint-Empire romain germanique.

Il n'est pas surprenant que H. von Srbik ait rendu hommage au sens historique de Ficker et aux efforts qu'il a déployés pour sauvegarder l'idéal d'un ordre chrétien universel en préconisant le rassemblement de l'Europe centrale autour de l'Autriche (1).

La même année, en 1861, Heinrich von Sybel répond à Ficker dans La nation allemande et l'Empire (Die deutsche Nation und das Kaiserreich).

L'historien "petit-allemand" prétend lui aussi faire preuve d'objectivité. Il affirme lui aussi que son jugement sur le passé n'est pas infléchi par les problèmes nationaux du présent (2). Mais il est évident qu'il cherche à reconstruire l'histoire selon ce qu'il croit être les intérêts de la nation allemande. En conséquence, il est hostile à l'universalisme du Saint-Empire. Sybel prend naturellement parti pour l'Empire contre le Sacerdoce. Il estime assurément que l'élimination du système théocratique a été un progrès pour l'Europe. Toutefois, il juge nocive la politique italienne des empereurs qui, à son sens, a détourné les peuples

(1) Cf Geist und Geschichte vom deutschen Humanismus bis zur Gegenwart, op. cit. p. 35. Il faut citer, à côté de Ficker, d'autres défenseurs du Saint-Empire et de la cause autrichienne, en particulier Konstantin Frantz, fédéraliste chrétien sur lequel nous reviendrons ultérieurement, et Onno Klopp (1822-1903). Cet historien "grand-allemand", converti au catholicisme en 1873, fut également homme politique. Avant 1866 il eut une influence considérable, surtout en inspirant avec K. Frantz et J. Fröbel l'idée de la "triade", sorte d'organisation ternaire des Etats d'Allemagne, aux hommes d'Etat Beust et Pfordten. Admirateur de Leibniz et de son christianisme universaliste, il publia de 1864 à 1873 l'oeuvre du philosophe. Klopp est l'un de ceux qui ont vu dans le Saint-Empire le modèle du fédéralisme germanique (cf Politische Geschichte Europas seit der Völkerwanderung, Mainz 1912) et dans l'Empire des Habsbourg l'héritier légitime de l'ancien Reich. (cf Deutschland und die Habsburger, écrit posthume, Graz und Wien 1908) Sur O. Klopp, cf l'ouvrage de l'historien F. Schnabel O. Klopp. Leben und Wirken, München 1950.

(2) Tel n'est pas l'avis de l'historien et juriste Georg Waitz (1813-1886), qui, s'il se montre dans l'ensemble d'accord avec les thèses

allemands de leur véritable mission: la colonisation des terres slaves. Il incrimine toutes les tentatives de monarchie universelle, de Charlemagne à Charles Quint (1). Ces thèses, qui sont parmi les thèses essentielles des historiens "petit -allemands", prouvent amplement que Sybel est exactement aux antipodes de Ficker et de Klopp.

C'est qu'il juge la politique des empereurs non plus du point de vue universaliste catholique mais du point de vue des "intérêts et du développement de la nation allemande", comme il l'annonce dans sa préface et comme il l'écrit au sujet de la dynastie ottonienne:

"... l'hégémonie universelle d'Otton est déjà orientée selon le point de vue européen... Pour nous il s'agit en premier lieu de savoir non pas quelle fut la valeur générale ou idéale de la tâche à laquelle les Ottons ont appliqué leurs forces et celles de l'Allemagne, mais uniquement si ces efforts, qu'ils aient été utiles ou nuisibles à l'Europe, ont favorisé ou ruiné le développement de l'Allemagne." (2)

De même, en ce qui concerne le développement des nationalités, Sybel prend exactement le contre-pied de Ficker. Il fait remonter l'apparition des langues et des cultures nationales à l'époque de la dislocation de l'Empire carolingien. A vrai dire, il se garde lui aussi de faire de la langue le seul et unique critère de la nationalité. Mais elle est une des manifestations du noyau indestructible de la personnalité nationale (3).

Dans la conception du fondateur de la Historische Zeitschrift, l'idéologie politique éclaire l'histoire, et non l'inverse. L'argumentation de l'historien n'a qu'un objectif: démontrer que dix siècles d'histoire concourent à la fondation de l'Etat national allemand. L'accent est mis -

de Sybel, leur reproche toutefois d'être partiales et inféodées aux idéologies politiques. cf G. Waitz Abhandlungen zur deutschen Verfassungs- und Rechtsgeschichte, 1896, pp. 532-539.

- (1) L'hostilité de Sybel envers l'ancien Reich se retrouve de nos jours chez l'historien autrichien Friedrich Heer qui écrit dans Aufgang Europas: "Europa, das Europa der neueren Jahrhunderte, ist geworden und gewachsen im Satz und Gegensatz zum Sacrum Imperium. Das "Heilige Reich" wurzelt im Versuch Karls des Grossen, das Abendland als einen Totalstaat zu organisieren." cf Aufgang Europas, Wien-Zürich 1949, p. 657.
- (2) Die deutsche Nation und das Kaiserreich - Eine historisch-politische Abhandlung, Düsseldorf 1861, p. 46. L'oeuvre eut deux éditions successives et semble avoir été accueillie très favorablement dans

et c'est un point capital - non plus sur les caractéristiques universalistes et fédératives du Saint-Empire, mais sur les divergences nationales, sur l'évolution séparée des nations, en particulier de l'Allemagne. Sybel quitte le terrain qui est celui de son maître Ranke. Il abandonne le domaine de l'histoire pure pour concentrer sa vision sur la réalisation d'un Etat moderne. Il rejette toute éventualité d'un nouveau Reich en Europe centrale, d'un Empire qui ne pourrait être, écrit-il, qu'un "décalque de la vieille idée impériale dans le pire des styles" (1).

Ses idées heurtent de front les conceptions "grossdeutsch", qui veulent vers 1860 rassembler tous les Allemands en Europe centrale. Si avant 1866 il se déclare partisan d'un règlement du problème allemand dans le cadre de la Confédération germanique, il porte au pinacle en 1871 le Reich bismarckien. A ceux qui craignent de voir l'Allemagne nouvelle menacer le droit, la liberté, la culture de l'Europe, Sybel réplique qu'elle rompt avec les vieux rêves universalistes et expansionnistes et qu'elle sera la meilleure protection contre les impérialismes, qu'ils se cachent derrière le fédéralisme ou derrière l'internationalisme (2).

les milieux scientifiques et politiques de la bourgeoisie libérale. Il en est de même des conférences prononcées en novembre 1859 contre Giesebrecht sous le titre de Die neuen Darstellungen der deutschen Kaiserzeit.

(3) ibid. p. 27.

(1) ibid. p. 120.

(2) Cf Das neue deutsche Reich, article du 1.1.1871 dans Vorträge und Aufsätze, Berlin 1874, pp. 305-330.

IV. L'"Europe centrale", l'idée d'Europe et l'idée nationale

1. "Mitteleuropa" entre l'Autriche et la Prusse

L'unité allemande soulève un problème qui en son temps a fait couler beaucoup d'encre: celui de l'organisation de l'Europe centrale, qui est l'une des solutions proposées à la question cruciale de l'unification. Le regroupement des peuples occupant le centre du continent était en effet considéré par certains comme seul susceptible de concilier les tendances nationales et universalistes qui divisaient l'esprit allemand.

Le concept de "Mitteleuropa", que nous nous proposons d'étudier non en lui-même, mais dans ses rapports avec la question allemande et l'idée européenne est aussi malaisé à définir que celui d'"Europe". Il a été considéré tour à tour sous l'angle historique et politique, ethnique, linguistique et culturel, géographique et économique. Géographes et historiens parlent suivant les cas non seulement de "Mitteleuropa", mais aussi de "Zentraleuropa", "Hintereuropa", "Innereuropa" et "Zwischen-europa" (1); on en a conclu que les limites géographiques de l'"Europe centrale" sont encore plus floues que celles de l'Europe proprement dite.

"Il n'y a pas d'unité culturelle ou raciale de l'Europe centrale, qui se distinguerait de la civilisation européenne prise dans son ensemble ... L'"Europe centrale" est donc un pur concept politique..." (2)

Cette idée d'une Europe du centre émane pour une très grande part de la pensée politique allemande, qui souvent s'est efforcée de lui trouver des antécédents historiques. C'est l'historien autrichien Heinrich von Srbik qui à l'époque du national-socialisme a montré la filiation existant entre le Saint-Empire, la Confédération germanique et l'"Europe centrale", lesquels seraient trois manifestations successives de l'uni-

(1) Cf l'article du juriste et diplomate H. Rumpf Mitteleuropa. Zur Geschichte und Deutung eines politischen Begriffs dans Historische Zeitschrift Nr. 165, 1942, pp. 510 à 527.

(2) ibid. p. 516. Nous renvoyons également au livre fondamental de J. Droz L'Europe centrale. Evolution historique de l'idée de "Mitteleuropa", Paris 1960, en particulier aux pages 20, 21 et 256.

versalisme allemand, trois expressions simultanées de la nationalité et de la supranationalité (1). On ne peut nier que tous les tenants de l'idée de "Mitteleuropa" aient eu la nostalgie du Saint-Empire. L'"Europe centrale" n'est au fond que le Reich sans son mythe.

Mais au milieu du 19ème siècle, cette rêverie romantique se charge d'un contenu nouveau, qui répond à des conditions historiques nouvelles. D'une part l'idée prend un tour plus national, voire plus nationaliste avec des auteurs comme Paul de Lagarde, dont nous analyserons les projets d'organisation d'une Europe centrale germanique. D'autre part, il s'y mêle des préoccupations économiques qui joueront un rôle grandissant pendant la seconde partie du siècle (2).

Il appartenait aux hommes d'Etat autrichiens Schwarzenberg et Bruck de lier intimement politique et économie dans leurs projets d'organisation de l'Europe centrale. Le mémorandum publié en 1850 par Bruck, ministre du commerce de Schwarzenberg, prévoyait une union douanière et commerciale englobant "tout le centre et la partie principale de l'Europe". Ce plan d'union économique, qui devait dans l'esprit de son auteur constituer une étape vers l'unification politique, fut le point de départ de tous les projets ultérieurs de "Mitteleuropa" économique (3).

Ce plan devait trouver en 1853 un début de réalisation dans la signature d'un contrat commercial austro-prussien. Mais à partir de la Guerre de Crimée des facteurs nouveaux modifient les conditions économiques de l'Europe centrale: le capitalisme libéral est entraîné dans un processus d'interdépendance mondiale et le Zollverein évolue vers le système libre-échangiste. Après la crise économique mondiale de 1857 et l'échec des négociations entre l'Autriche et le Zollverein en 1858, la Guerre d'Italie marque l'insuccès définitif des projets de Bruck. Les

(1) Cf H. von Srbik Mitteleuropa. Das Problem und die Versuche seiner Lösung in der deutschen Geschichte, Weimar 1937.

(2) voir Partie II, chap. 6: "L'Europe des économistes".

(3) Cf H. Böhme Deutschlands Weg zur Grossmacht. Studien zum Verhältnis von Wirtschaft und Staat während der Reichsgründungszeit 1848-1881, op. cit. p. 29. Sur Bruck, nous renvoyons au chapitre sur l'"Europe des économistes".

efforts de ses successeurs Rechberg et Hock (1), en 1862, resteront tout aussi vains.

C'est que la Prusse se détourne alors de l'Europe centrale pour s'intégrer économiquement et commercialement au système occidental. Même dans les Etats allemands du Sud, on compte de nombreux partisans d'une ouverture du Zollverein au système libéral des pays industriels. L'époque d'une union douanière germano-autrichienne comme base d'un Reich fédératif d'Europe centrale est donc révolue. La signature du traité de commerce franco-prussien en août 1862 constitue une première étape décisive sur la voie du libre-échange. Dès son arrivée au pouvoir en 1862, Bismarck accentue cette évolution. L'union douanière d'Europe centrale devient pour lui un moyen tactique de renforcer la position prussienne en Allemagne. A cette "utopie irréalisable", il préfère l'orientation du Zollverein vers la coopération avec les puissances d'Europe occidentale: France, Angleterre, Belgique, Suisse, Italie, Espagne (2).

Le 28 avril 1866, Georg von Siemens, futur directeur de la "Deutsche Bank", décrit ainsi cette conversion historique de l'Allemagne au système de la libre concurrence:

"Depuis que nous avons ... transformé par la conclusion du traité commercial avec la France toute notre politique commerciale et que nous sommes passés du système protectionniste au libre-échange, nous nous sommes identifiés au système d'Europe occidentale et nous ne formons plus qu'un seul pays avec la France, l'Angleterre et la Belgique." (3)

Cela signifie-t-il que désormais la politique bismarckienne ait définitivement rompu avec l'idée d'"Europe centrale"? Il n'en est rien.

La fin des "Gründerjahre" et la crise boursière de 1873 entraînent en Allemagne une réaction protectionniste qui se traduit par un changement

-
- (1) Rechberg (J.B. comte von), 1806-1899. Diplomate et homme d'Etat autrichien. Ministre des affaires étrangères de 1859 à 1864.
Hock (Karl von), 1808-1869, économiste, homme d'Etat, philosophe et historien. Partisan du système libre-échangiste. Il publia en 1832 un écrit philosophique et humoristique, Cholerodea, où il dénonçait les trois "épidémies" de l'Europe de son temps: l'esprit révolutionnaire, la philosophie spéculative et la science naturaliste.
- (2) Cf H. Böhme, op. cit. p. 153.
ibid. p. 182: "Mitteleuropa im Sinne Brucks als zollgeeeinte Staatsverbindung von Antwerpen bis an die Adria war tot."
- (3) cité par H. Böhme, p. 205.

de cap dans la politique du Reich. Isolé entre l'Est et l'Ouest, Bismarck se replie en 1877 sur la citadelle de la "Mitteleuropa", en l'occurrence sur un projet de confédération des puissances monarchiques inspiré par l'idéologie antirévolutionnaire, l'hostilité au panslavisme et la crainte d'une revanche française. Mais lorsque ce projet se concrétise en 1879 par la conclusion des traités de la Duplice (Zweibund) entre les Empires centraux, la notion d'"Europe centrale" est précisément en train de subir, dans le domaine économique, une métamorphose radicale. Sous l'influence de facteurs nouveaux, les impératifs de la concurrence mondiale, elle s'élargit jusqu'à la dimension continentale. Divers projets surgissent alors, vers 1880, dont certains retiennent l'attention de Bismarck. Tous affirment la mission politique et économique de l'Allemagne comme puissance prépondérante en Europe centrale (1).

2. Le fédéralisme autrichien et l'Europe centrale.

Nous nous proposons d'étudier ultérieurement les résurrections et les avatars de l'idée d'Europe centrale économique à la fin de l'ère bismarckienne. Notre dessein immédiat est d'approfondir l'idée de "Mitteleuropa" en tant que pur concept politique, en tant qu'organisation fédérative héritière des traditions du Saint-Empire et, partant, contraire à la solution bismarckienne de la question allemande. Il est possible d'affirmer que, vues sous cet angle, les notions d'"Europe centrale", de "Reich" et de fédéralisme sont non seulement très proches l'une de l'autre, mais indissociables.

"Ce qu'admirent dans le 'Reich' les partisans de la 'Mitteleuropa', écrit J. Droz, c'est d'avoir été, non pas un Etat dans le sens moderne du terme, mais un principe d'organisation, une notion supranationale, un centre d'attraction pour de nombreux Etats, que le fédéralisme souple des institutions permettrait d'intégrer." (2)

Il est bien vrai qu'au moment où se pose avec insistance le problème de l'unification de l'Allemagne, il paraît judicieux à de nombreux écrivains politiques ou hommes d'Etat de recourir à une formule d'organisation permettant de régler à la fois la question des nationalités, celle de la

(1) sur ces projets, on se référera à H. Böhme, op. cit. pp. 552, 597 et suiv.

(2) J. Droz L'Europe centrale, op. cit. p. 25.

coexistence des peuples d'Europe centrale et celle du rôle des Germains entre Latins et Slaves. Nous savons quelle place tient le fédéralisme dans la pensée politique allemande à l'époque de l'unification. Les principes fédéralistes sont la plupart du temps considérés comme les seuls principes applicables aux trois niveaux de la nation allemande, de l'Europe centrale et du continent. Bien souvent les partisans de la "Petite-Allemagne" eux-mêmes n'hésitent pas à rappeler les traditions d'autonomie et de self-government propres aux peuples germaniques. Mais il va de soi que le fédéralisme répond surtout aux préoccupations de tous ceux qui ont engagé la lutte contre l'Etat national bismarckien, c'est-à-dire essentiellement des partisans de la "Grande-Allemagne".

La plupart des députés autrichiens au Parlement de Francfort étaient fédéralistes. Ils pensaient, comme le Tchèque Palacky (1), que "si l'Autriche n'existait pas il faudrait l'inventer" et qu'elle était indispensable à l'Europe. Pour eux, l'Empire des Habsbourg restait auréolé du prestige de l'ancien Reich et imprégné de la grande tradition occidentale chrétienne et monarchique (2). L'idée de "Mitteleuropa" reste au centre de l'idée d'Europe chez de nombreux Autrichiens ou défenseurs de l'Autriche après 1848 (3). A partir de la Guerre d'Italie et jusqu'au lendemain de la Guerre austro-prussienne, l'idée fédérale connaît en Autriche un net développement, après les tentatives de centralisation et de germanisation des années 1849 - 1859.

L'ouvrage Österreichs Staatsidee de Palacky (1865) est un manifeste en faveur de la mission historique d'une Autriche rassemblant tous les petits peuples épars entre la Russie et l'Allemagne. Les aristocrates slaves de Vienne publient alors dans la capitale de l'Empire leurs propres

-
- (1) Franz Palacky (1798-1876), originaire de Moravie, porte-parole des Slaves de l'Empire autrichien, partisan d'une organisation fédérale de ses peuples au début des années 60.
- (2) Cf H.von Srbik Geist und Geschichte vom deutschen Humanismus bis zur Gegenwart, Bd. II, p. 80: "Altösterreich war bis 1866 zugleich deutsche und europäische und zugleich Eigenpersönlichkeit mit einer viele Jahrhunderte alten, das Abendland umspannenden Überlieferung..."
- (3) On pourra se référer sur ce point aux ouvrages suivants:
J. Droz, op. cit. chap. III, IV et V.
H.C. Meyer Mitteleuropa in german thought and action 1815-1945, La Haye 1955, chap. II.
R. Wierer Der Föderalismus im Donauraum, Graz-Köln 1960.

revues, Die Zukunft et Ost und West (1). La seconde, organe conservateur, a pour but essentiel de faire connaître au public de langue allemande l'Est européen (2). Elle propose le fédéralisme comme seule solution adéquate au problème des nationalités dans le Sud-Est européen, comme seul principe d'organisation viable en Autriche, en Hongrie, en Turquie (3). Les rédacteurs de Ost und West plaident pour l'Empire des Habsbourg, "microcosme de l'histoire universelle", synthèse d'éléments hétérogènes qui sans lui s'affronteraient sans merci. L'Autriche accomplira ses tâches d'Etat multinational, ou bien elle trahira sa mission européenne (4).

On rencontre les mêmes conceptions chez Franz Schuselka (5), Allemand de Bohême, conservateur fédéraliste, adversaire de la politique du ministre Schmerling. Dès avant 1848, il évoque le Saint-Empire pour indiquer à l'Autriche ses tâches: lutter contre la Russie comme jadis contre les Turcs, préserver le fédéralisme historique allemand en Europe centrale, proscrire le centralisme et le principe des nationalités. Il fait paraître à Vienne, à partir de 1862, la revue Die Reform (6), où il vante les mérites de l'Autriche, l'"Empire des Empires".

Après 1870, Schuselka continue à se faire l'avocat du fédéralisme et applaudit à l'avènement d'un "royaume de paix" grâce à la restauration de l'équilibre européen par Bismarck. Le caractère fédératif du nouveau Reich lui paraît écarter toute volonté impérialiste, toute tentative d'aventure qui coaliserait automatiquement contre l'Europe centrale les Latins et les Slaves. De l'impossibilité d'une germanisation forcée des peuples non-allemands, il déduit que l'Autriche gardera toutes ses chances

(1) Sur ces revues, cf J. Droz op. cit. p. 142.

(2) Cf Der Osten Europas im Jahre 1861 dans Ost und West - Politische Zeitschrift, Wien, 15.1.1862.

(3) Cf Föderation - Bundesstaat - Staatenbund, ibid. 6.12.1861.

(4) Cf Österreich und Nationalitätsidee, ibid. 16.3.1861.

(5) sur F. Schuselka, voir J. Droz op. cit. p. 61 et pp. 140-141. Franz Schuselka (1811-1886), juriste, écrivain et journaliste. Collaborateur avant 1848 de la Leipziger allgemeine Zeitung, journal libéral, Schuselka passe ensuite au catholicisme conservateur. Il fut député au Parlement de Francfort, puis au Reichstag autrichien. Il rédigea dans les années 40 et vers 1850 un grand nombre d'ouvrages sur la question autrichienne.

(6) Sur les revues Die Reform et Die Zukunft, ainsi que sur les diverses tendances du fédéralisme autrichien à cette époque cf K. Paupié Handbuch der österreichischen Pressegeschichte 1848-1959, Wien-Stuttgart 1960, Bd. I, pp. 8 et 9;

en Europe si elle sait unir en une fédération les peuples de la Monarchie (1).

Les espoirs de Schuselka sont cependant de courte durée. Dès 1872, il déplore lui aussi que l'Allemagne nouvelle sombre dans le nationalisme des "germanistes exaltés" (2). Il commence alors à mettre en doute le prétendu don inné des races germaniques pour le fédéralisme. Qui plus est, il constate avec amertume que l'idée fédéraliste est en perte de vitesse dans toute l'Europe. La Suisse, qui selon lui tend de plus en plus au centralisme, est un exemple de cette évolution fatale:

"Parce que les autres peuples d'Europe, écrit-il, furent assez stupides pour ne pas imiter l'exemple de la Suisse, les Suisses tombèrent dans la sottise d'imiter les autres peuples" (3).

Il est remarquable que l'affaiblissement du fédéralisme s'accompagne de la disparition progressive de l'"Europe centrale" comme concept politique: sous la pression des circonstances, Die Reform sort de plus en plus du cadre de la "Mitteleuropa" pour s'intéresser aux grands problèmes de la politique européenne et mondiale. La philosophie politique conservatrice de Schuselka fait qu'il craint à présent l'implantation en Europe du système républicain, qui, pense-t-il, tournerait vite à l'absolutisme oligarchique (4). Or Schuselka tient l'absolutisme pour un principe asiatique, aussi inviable en Europe que le républicanisme, qui, lui, serait le principe américain par excellence. Désormais le rédacteur en chef de Die Reform quitte le terrain de la question allemande et de l'"Europe centrale" pour se lancer dans de vastes considérations sur la politique mondiale et la situation européenne. Il voit, de manière très hégélienne, le Nouveau Monde s'opposer dialectiquement à l'Europe comme jadis celle-ci s'est opposée à l'Asie dont elle est issue (5).

-
- (1) Cf Die Reform - Wochenschrift, redigiert von Franz Schuselka, Wien 1862 - 1881. En particulier Das Reich des Friedens No. 5 du 2-2-1871, Das deutsche Reich No. 12 du 23-3-1871, Die neue Lage Europas und Österreichs No. 22 du 1-6-1871, Slavisierung und Germanisierung No. 31 du 3-8-1871.
 - (2) Cf ibid. Die Republik in Amerika und die politische Weltgestaltung No. 32 du 8-8-1872.
 - (3) ibid. Die Schweiz im politischen Niedergange No. 16 du 18-4-1872.
 - (4) Cf ibid. Die Republik in Europa No. 29 du 18-7-1872.
 - (5) Cf ibid. Die Republik in Amerika und die politische Weltgestaltung No. 30 du 25-7-1872.

Le grand conflit qu'il prophétise sera la lutte du principe monarchique européen, celui des Empires centraux, contre le républicanisme américain. Mais l'Europe en sera déchirée en deux camps rivaux qui se partageront toujours davantage l'opinion (1).

En 1872, le "royaume de paix" annoncé lors de la fondation de l'Empire allemand n'est plus qu'un rêve. En 1873, Schuselka dresse dans une série d'articles un bilan très pessimiste de la situation politique de l'Europe moderne. Celle-ci, estime-t-il, est caractérisée par l'absence totale d'esprit de solidarité. C'est pourquoi il conteste la terminologie traditionnelle des hommes d'Etat et des diplomates. Il n'existe pas pour lui de "famille des Etats" (Staatenfamilie), de "république des Etats" (Staatenrepublik), de "concert européen" (Europäisches Konzert), d'"équilibre européen" (Europäisches Gleichgewicht).

Toutes ces dénominations ne sont-elles pas vides de sens? La "famille des Etats" suppose un père et des relations "patriarcales", l'entente et l'harmonie entre les membres de la communauté. Rien de tel depuis que les "chefs de famille", l'empereur d'Autriche en tête, ont dû abdiquer leur autorité. La "république des Etats" suppose l'égalité des droits, qui n'existe que sur le papier. Elle n'est en pratique rien d'autre que la dictature des Etats les plus puissants. Le "concert européen" n'est qu'une effroyable cacophonie. Quant à l'"équilibre européen", il a consisté surtout à détruire l'ordre existant sous prétexte de le sauver. L'Europe centrale est affaiblie au bénéfice de la Russie et de l'Angleterre.

Schuselka constate que depuis la fin de la "pentarchie" et du système de Metternich en 1848, la prépondérance autrichienne a fait place à un état anarchique où le droit international s'efface devant la force. Depuis 1870, la Prusse domine dictatorialement le continent (2). En l'espace de deux années, Schuselka est passé dans le camp des adversaires de la Prusse bismarckienne. Lui qui envisageait d'abord avec une certaine sérénité l'avenir de l'Autriche dans une Europe centrale fédéralisée fait maintenant

(1) Cf ibid. Die Machtstellung der Vereinigten Staaten von Nordamerika No. 10 du 7-3-1872.

(2) Cf ibid. Die Anarchie in der grossen Politik No. 6 du 6-2-1873.

le procès du nationalisme allemand et de l'anarchie européenne. L'évolution de ses conceptions est un témoignage de l'éclipse de la "Mitteleuropa" politique après le règlement de la question allemande (1). Schuselka rejoint le petit groupe des fédéralistes d'inspiration "grossdeutsch" qui après 1871 continuent la lutte pour le regroupement des peuples d'Europe centrale autour du germanisme, mais sans espoir d'influer réellement sur le cours des choses (2).

On comprend que l'idée d'une "Mitteleuropa" germanique ait éveillé par la suite hors des pays allemands une profonde méfiance. Notion floue et sujette à caution, elle est apparue souvent comme le cheval de bataille de l'expansionnisme allemand, en particulier depuis la parution en pleine guerre de 1914 des ouvrages de Franz von Liszt et de Friedrich Naumann (3). Le thème sera repris plus tard par divers groupes nationalistes. Il s'agira toujours de prouver que le peuple allemand, "le peuple du milieu" ("das Volk der Mitte") est appelé à imposer au continent un ordre "organique" reposant sur l'hégémonie germanique en Europe centrale.

Tant que Bismarck présidait aux destinées du Reich, de pareils desseins n'avaient que fort peu de chances d'être pris en considération. Ils se heurtaient au mur infranchissable de la "Realpolitik".

-
- (1) Cf J. Droz op. cit. p. 153, ainsi que H.C. Meyer Mitteleuropa in german thought and action 1815-1945.
 - (2) H. von Srbik démontre le caractère indissociable de l'idée nationale allemande et de l'idée de "Mitteleuropa". Citant Bruck, List et Schuselka, il écrit dans Geist und Geschichte vom deutschen Humanismus bis zur Gegenwart, Bd. II, p. 338: "Der deutsche Volksgedanke ist von der deutschen Mitteleuropaidee und den Ansätzen ihrer Verwirklichung genetisch nicht zu trennen."
 - (3) sur ces deux auteurs, en particulier sur la "Mitteleuropa" de Naumann, parue en 1915, on consultera J. Droz op. cit. chap. 7, et H.C. Meyer op. cit. chap. 9.

CHAPITRE 4

BISMARCK ET L'IDEE D'EUROPE

1. L'"Europe" et la "Realpolitik"

L'idée européenne de Bismarck a été, comme sa politique, l'objet d'interminables controverses. Beaucoup d'historiens l'ont mise en doute. Beaucoup ont fait ressortir le caractère contradictoire et ambigu de la politique du Chancelier de fer, auquel on a reproché d'avoir jeté bas les structures traditionnelles de l'Europe, mais auquel on a reconnu aussi le sens de ses responsabilités d'homme d'Etat européen (1). Nous savons que l'oeuvre de Bismarck a été, de son vivant même, très discutée. Nous réserverons une place de choix à la pensée européenne des adversaires de la "Petite-Allemagne". Pour de nombreux contemporains cependant, le fondateur du Reich a fait oeuvre historique et légitime en détruisant l'ancien système de Metternich pour le remplacer par un système plus conforme à la nature des choses, à la réalité de l'Europe des nationalités. Bismarck serait le plus grand destructeur, mais aussi le plus grand réorganisateur du 19ème siècle, tout à la fois le créateur de l'unité allemande et de la véritable solidarité des nations d'Europe (2).

L'historiographie allemande, et plus généralement occidentale semble s'être dégagée maintenant de deux tendances opposées: la glorification inconditionnelle d'un Bismarck héros national, et d'autre part la propension à faire du fondateur du second Reich le précurseur de Hitler. Le recul historique permet plus d'impartialité dans le jugement, une vue plus

(1) ainsi Golo Mann: Bismarck dans Die neue Rundschau, 72. Jahrg., 1961, Heft 2, p. 432:

"Er war, so heisst es, der zynische Zerstörer der alten europäischen Ordnung, und auch ein tief verantwortlicher, christlicher, Europa-bewusster Staatsmann..."

(2) Cf en particulier C. Rössler (1820-1896), professeur à Iéna, puis publiciste et journaliste à Berlin, collaborateur de la Preussische Zeitung, de Die Grenzboten, et des Preussische Jahrbücher, auteur de Graf Bismarck und die deutsche Nation, Berlin 1871, et de Fürst Bismarck zum 1. April 1885, article des Preussische Jahrbücher repris dans Ausgewählte Aufsätze, Berlin 1902.

sereine et plus objective des choses. Ce qui apparaît mieux sans doute, c'est la contribution du Reich bismarckien au maintien de la paix entre 1871 et 1890, c'est le caractère nécessaire et positif de la solution "kleindeutsch" de la question allemande. C'est aussi la reconnaissance par Bismarck des règles du jeu européen, consistant à admettre à titre de réciprocité les intérêts des Etats étrangers (1).

Il n'existe point pour lui de prédestination allemande en Europe. Il est selon la formule de C. Andler "le plus modéré des pangermanistes". On l'a jugé moins nationaliste que les libéraux et les démocrates de 1848 et à fortiori que les expansionnistes partisans d'une "grande Allemagne" ou d'une "grande Autriche". Il ne construisait par l'avenir selon des rêves fantasmagoriques, mais selon la froide raison d'Etat. Il n'avait rien d'un aventurier, mais fut

"le dernier grand politicien de cabinet de l'histoire européenne - un Richelieu attardé... ou mieux un descendant spirituel de Frédéric le Grand dans un monde complètement transformé" (2).

Il faut concéder que la "Realpolitik" bismarckienne a constitué la meilleure digue contre les utopies romantiques de l'expansionnisme pangermaniste, et que sa disparition en 1890 a frayé la voie à un développement nouveau du nationalisme en Europe (3). Créateur d'un Etat allemand puissant, mais limité dans ses dimensions, Bismarck était

-
- (1) Sur l'évolution de l'image que les Allemands se sont faite et se font de Bismarck, nous renvoyons à l'étude de H.G. Zmarzlik Das Bismarckbild der Deutschen gestern und heute, Freiburg i.B. 1965. On peut y lire p. 24: "Bismarck betrieb die Interessenpolitik eines Staates unter Staaten. Ihr europäischer Charakter lag darin, dass sie die Lebensinteressen der anderen Staaten als feste Größen in ihr Kalkül aufnahm und dass das vordringliche Interesse Deutschlands, die 1871 erreichte Grossmachtstellung zu wahren, mit der Erhaltung des Friedens in Europa zusammenfiel." Puis p. 26: "Man könnte sehr zugespitzt auch sagen: Bismarck hat damals europäische Politik getrieben wie de Gaulle heute." La même remarque est faite par W. Lipgens dans Zum geschichtlichen Standort der Reichsgründung 1870/71, op. cit. p. 528.
- (2) G. Ritter Europa und die deutsche Frage. Betrachtungen über die geschichtliche Eigenart des deutschen Staatsdenkens, München 1948, p. 84.
- (3) L'historien néerlandais N. Japikse, qui a été le premier avec H. von Srbik à comprendre la pensée européenne de Bismarck, s'est efforcé de faire le départ entre les conceptions bismarckiennes,

conscient du fait que l'application intégrale du principe national au "Volkstum" allemand déclencherait automatiquement un conflit général. Il n'a pas ignoré, loin de là, le profond et dramatique dilemme devant lequel étaient placées l'Allemagne et l'Europe: l'impossibilité de faire coïncider l'Etat national allemand avec l'aire ethnique, linguistique et culturelle du "Deutschtum", sous peine de détruire l'équilibre européen, c'est-à-dire l'obligation pour l'Europe du 19ème siècle, celle des nations, de refuser à l'Allemagne ce que revendiquaient les autres nationalités (1). On a souvent plaidé pour la sagesse et la modération politiques de Bismarck. Loin de confondre "Volkstum" germanique et Etat national, il a effectivement voulu créer un Etat prusso-allemand qui pût rivaliser avec les autres puissances sans pour autant rompre l'équilibre européen. Pour atteindre cet objectif, il a fait cause commune avec les aspirations populaires à un Etat national. A partir de 1866, son oeuvre a été portée par le flot de l'enthousiasme national sans qu'il se laissât jamais déborder par les utopistes expansionnistes.

De par ses origines et sa formation, il était trop lié aux traditions de la société européenne pour pouvoir songer à la bouleverser. Le système politique de l'Europe restait pour lui l'une, et peut-être la plus déterminante des données de l'univers où il agissait, et il s'efforçait de n'en pas dérégler le mécanisme. Son attitude envers l'Autriche après Sadowa en fournit la preuve. De même le Congrès de Berlin en 1878, lorsqu'il mit tous ses soins et toute sa prudence à conserver en l'état un système international dont le moins qu'on puisse dire est qu'il était excessivement fragile. Bismarck connaissait

sceptiques et pessimistes, mais modérées, et les théories tapageuses sur la supériorité de la race germanique, qui après 1871 induisaient en erreur les observateurs les plus attentifs de la politique allemande. Cf N. Japikse Europa und Bismarcks Friedenspolitik. Die internationalen Beziehungen von 1871 bis 1890, Berlin 1927, en particulier p. 18 et p. 134.

(1) Cf E. Vermeil L'Allemagne. Essai d'explication, Paris 1945, pp. 208 et 209.

par expérience le "concert européen". Diplomate consommé, il était initié au monde des chancelleries et savait combien la "famille des Etats" était un champ d'action difficile, rude et malaisé, un ordre de choses auquel il fallait se plier et dont on devait respecter les lois.

Les conclusions auxquelles sont arrivés les historiens au sujet de l'attitude de Bismarck envers l'Europe prouvent que l'un des aspects essentiels de sa fameuse "Realpolitik" était précisément son sens aigu du concret et son refus des abstractions. Ce qui fait, comme l'a noté Franz Schnabel, qu'

"il ne peut être considéré comme le précurseur et le consort des dictateurs et des tyrans du 20ème siècle... mais qu'il appartient sans aucun doute à la vieille diplomatie classique...",

tout en tenant compte dans sa politique, qui ne pouvait plus être une pure politique de cabinet, des forces et des aspirations nationales (1).

2. "Who is Europe?"

La contemplation de l'histoire rend Bismarck pessimiste, ou pour le moins mélancolique. L'Europe n'est pour lui en aucun cas cette puissance morale, cette autorité vague mais réelle à laquelle ont coutume de se référer les autres hommes d'Etat du 19ème siècle. En 1870, le chancelier russe Gortchakov déclare au Comte Chotek, ambassadeur d'Autriche à Saint-Petersbourg que "le moment viendra où la grande Europe interviendra sans cocarde" dans le conflit franco-allemand. Deux mois plus tard, le comte von Beust, alors ministre autrichien des

(1) F. Schnabel L'Allemagne et l'Europe dans L'Europe du 19ème et du 20ème siècles. 1870-1914, Milan 1962, pp. 463 à 495.
Le pragmatisme bismarckien a été maintes fois mis en relief, entre autres par Horst Michael dans son ouvrage Bismarck, England und Europa - 1866-1870, München 1930, où nous rencontrons des jugements comme ceux-ci: "Er rechnete von vornherein mit den grossen Nachbarstaaten als Gegnern und Freunden in wechselnder Kombination. In jedem Falle aber sah er in ihnen Gebilde mit eigenen individuellen Lebensgesetzen, die man erkennen und achten musste... Es war sein merkwürdiger Wirklichkeitssinn, der ihn nie seine eigenen

affaires étrangères, rappelle au prince Gortchakov son propos et ajoute:

"le moment d'intervenir est peut-être venu et en effet je ne vois pas de cocarde, mais je ne vois pas non plus d'Europe" (1).

Ce que Beust entend par "Europe", c'est-à-dire le pouvoir d'arbitrage des puissances neutres, leur pouvoir d'intervenir collectivement dans les conflits, cette notion est étrangère à Bismarck. C'est pour lui une chimère dont il n'a cure. Mieux encore, c'est une hypocrisie. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire ce qu'il écrit le 22 février 1871 au sujet de Thiers:

"Il me parla ensuite de l'Europe et me menaça de son intervention si nous ne modérions pas nos exigences. Je lui répliquai: Si vous me parlez de l'Europe, je vous parlerai de Napoléon." (2)

Grenzen, nie die Grenzen preussischer Ansprüche vergessen liess, weil er immer zugleich das Lebensrecht der europäischen Nachbarn mit in seine Pläne einbezog... Er besass keine Kulturmetaphysik zur Entwicklung eines preussisch-deutschen Imperialismus." p. 350.

- (1) Friedrich Ferdinand Graf von Beust Erinnerungen und Aufzeichnungen aus drei Viertel-Jahrhunderten, Stuttgart 1887, p. 395.
Né à Dresde en 1809, le comte von Beust fut chef du gouvernement saxon de 1849 à 1866. Il s'efforça en vain de grouper les Etats secondaires de l'Allemagne pour former une troisième force entre la Prusse et l'Autriche. Il entra au service de l'Autriche après Sadowa, négocia le compromis austro-hongrois de 1867 et tenta en vain de soutenir la France en 1870. Il mourut en 1886.
Ce propos, devenu parole historique, "Je ne vois plus d'Europe", se trouve à plusieurs reprises dans ses Mémoires. Cf p. 395:
"Der Ausspruch 'je ne vois plus d'Europe' findet sich auch in einer... 1870 publizierten Depesche und es ist ihm zeitweise die Ehre des geflügelten Wortes zuteil geworden. Ich erinnere mich, dass ich später als Botschafter einer Person, die mir in einem Augenblick auffälliger europäischer Ohnmacht sagte: 'Comme vous aviez raison de dire que vous ne voyez plus d'Europe', antwortete: 'Mais non, je la vois, mais dans quel déshabillé'."
Sur Beust cf H. Rumpler Die deutsche Politik des Freiherrn von Beust - 1848-1850, op. cit.
- (2) Les Mémoires de Bismarck recueillis par Maurice Busch, tome I, La guerre de 1870-1871, Paris 1899, p. 323. (Moritz Busch était attaché de presse.)

Ou encore ce qu'il écrit le 17 mai 1872 à l'ambassadeur von Arnim au sujet des références de Thiers à "son Europe" (1). "Who is Europe?", demande-t-il un jour, en 1863, à un diplomate britannique. La formule est devenue célèbre, tout autant que celle de Beust. Bismarck la note en marge de la lettre que lui adresse Gortchakov le 21 octobre 1876 pour demander l'appui du Reich dans la question d'Orient, et dans laquelle le chancelier du tsar présente l'affaire comme n'étant ni allemande, ni russe, mais européenne (2). La réponse du 14 novembre 1876, rédigée en français, est révélatrice des conceptions bismarckiennes:

"Il est inutile, peut-on y lire, d'invoquer à ce sujet les obligations que pourrait nous imposer notre qualité d'Européens; ... L'Europe ne s'est jamais donné la peine de nous obliger, depuis des siècles, et en 1870, en présence de la guerre la plus inique au centre même de cette Europe, la voix de celle-ci ne s'est pas fait entendre." (3)

Si l'Europe n'est pas une autorité morale, elle n'est pas davantage une autorité juridique supérieure aux Etats. Bismarck considère que le droit n'émane pas de la pensée des juristes, mais de la réalité des traités internationaux, eux-mêmes issus de rapports de force. Il est contre toute forme de solidarité susceptible d'être une entrave à l'indépendance des Etats. Seuls ceux-ci sont souverains. Créés par l'histoire, ce sont les seuls principes d'ordre et de puissance. "L'Europe, c'était pour lui un faisceau d'Etats..." écrit l'historien Golo Mann (4). Le seul droit européen qui vaille est celui qui découle de la réalité de la puissance telle qu'elle s'exprime dans les traités.

"J'ai dit seulement, déclare Bismarck dans son discours du 22 janvier 1864, que dans les conflits européens, pour lesquels il n'y a pas de tribunal compétent, le droit ne peut se faire valoir que par les bayonnettes." (5)

On a parfois imputé à Bismarck un sens des réalités pratiques poussé jusqu'au machiavélisme. En fait, sa profonde connaissance des ressorts

(1) Cf Die grosse Politik der europäischen Kabinette 1871-1914. Sammlung der diplomatischen Akten des auswärtigen Amtes, Berlin 1922, Bd. I, no. 73, p. 120.

(2) ibid. Bd. II, no. 255, p. 87.

(3) ibid. Bismarck à Gortchakov, no. 259, p. 98.

(4) Deutsche Geschichte des 19. und 20. Jahrhunderts, chap. 6, p. 320.

(5) Discours à la chambre prussienne, dans Les discours de Mr le Prince de Bismarck, Berlin - Paris - Londres 1885, tome 1, p. 247.

de la politique internationale peut faire apparaître comme cynique un homme profondément sceptique et pessimiste, qui ne se faisait guère d'illusions sur les mobiles véritables des diplomates. Citons à ce propos les lignes qu'il dicta le 9 novembre 1876 à son fils Herbert lorsque la Russie demandait l'appui moral du Reich dans son conflit avec l'Empire ottoman :

"J'ai toujours entendu le mot d'"Europe" prononcé par ces hommes politiques qui exigeaient d'autres puissances quelque chose qu'ils n'osaient pas revendiquer en leur nom propre; par exemple les puissances occidentales pendant la Guerre de Crimée et la question polonaise de 1863, Thiers à l'automne de 1870 et le Comte Beust, lorsqu'il exprima l'échec de ses essais de coalition contre nous en ces termes: "Je ne vois plus d'Europe". Dans le cas présent, la Russie aussi bien que l'Angleterre tentent tour à tour de nous atteler en tant qu'Européens au char de leur politique, mais nous n'avons, en tant qu'Allemands, aucune vocation à le tirer, comme ils le comprennent bien." (1)

L'expérience de Bismarck lui prouvait donc que le terme d'Europe n'était la plupart du temps que le masque de l'égoïsme national et étatique, variable au gré de la conjoncture. N'a-t-il pas, d'ailleurs, nourri les mêmes préventions à l'égard du terme d'"allemand", lui qui répliqua en 1864 à ses adversaires qui le blâmaient de défendre les intérêts de la Prusse et non ceux de l'Allemagne:

"Il faut qu'il y ait un charme tout particulier dans ce mot 'allemand'... Chacun nomme 'allemand' ce qui lui est utile, ce qui peut être profitable à son intérêt de parti, et l'on varie suivant le besoin la signification du mot..."(2)

On comprend que le Chancelier de fer ait passé pour le destructeur du droit international européen: la primauté absolue de la raison d'Etat lui interdisait de considérer l'Europe comme une unité politique. Il a toujours récusé avec force l'idée des Etats-Unis d'Europe chère à la génération de 1848. Il y voit l'expression caractéristique de

(1) Bismarck - Reden und Gespräche, Hrsg. von Dr. F. Weisskirchen, Paderborn 1957, p. 52.

(2) Discours du 22 janvier 1864 à la chambre prussienne.
cf Les discours de Mr le Prince de Bismarck, op. cit. p. 233.

l'idéologie démocratique, non moins qu'une fâcheuse imitation des Etats-Unis d'Amérique, envers lesquels il a toujours observé une grande réserve. Le refus d'admettre l'Europe comme une puissance morale ou une autorité juridique écarte a fortiori toute représentation de l'Europe comme entité politique. Bismarck repousse donc avec vigueur toute "fiction" qui tendrait à faire apparaître le continent comme "une sorte de fédération" (1). L'Europe bismarckienne n'est pas l'Europe kantienne. Elle est infiniment plus proche de celle de Hegel et de Ranke. C'est un tout qui est bien davantage que la somme de ses différentes parties, un ensemble soudé par l'histoire et irréductible à l'analyse, une constellation d'Etats toujours en mouvement. Comment figer un pareil système, comment l'immobiliser dans un réseau de lois et d'institutions? L'idéal de la fédération européenne n'est pour Bismarck qu'un rêve de visionnaires, une utopie de songe-creux, ou le masque d'appétits sans scrupules.

Ce "libérateur de l'Etat" après Hegel et Ranke, pour employer la formule de Friedrich Meinecke, rejette l'idée d'universalisme chrétien comme il rejette toute forme d'abstraction. Ceci ne signifie pas qu'il prétende pour autant fonder l'Etat sur autre chose que le christianisme. Les bases religieuses sont pour lui une assurance de durée et de solidité. L'Etat chrétien, qui a pour objectif de réaliser dans la mesure du possible les principes évangéliques ne peut en aucun cas être "un agrégat fortuit de droits, une sorte de bastion contre la guerre de tous contre tous". La conception de Bismarck est aux antipodes du classicisme

(1) Cf le document dicté à son fils Herbert le 9.11.1876 et concernant la lettre du tsar Alexandre II à Guillaume I et celle de Gortchakov à Bismarck sur la guerre russo-turque, Die grosse Politik der europäischen Kabinette Bd. II no. 256, p. 88: " Beide Aktenstücke kumulieren in dem Bestreben, 'Europa' als eine einheitliche Macht, als eine Art Bundesstaat hinzustellen, dessen Interessen Russland opferwillig zu vertreten bereit ist, so dass es danach in unserem Interesse als Europäer läge, die übrigen Europäer zu bewegen, dass sie nicht nur an Russlands Uneigennützigkeit glauben, sondern sich auch entschliessen, die russischen Pläne durch ein europäisches Kommissorium zu decken. Dieser unhaltbaren und für uns sehr nachteiligen Fiktion bestimmt entgegenzutreten, halte ich für unsere nächste unabweisliche Aufgabe..."

et de l'"Etat de nécessité" (Notstaat), et d'une manière plus générale à l'opposé de l'Etat libéral né du droit naturel, tel qu'il apparaît dans la philosophie politique des Lumières (1).

Cela dit, les allusions à la "chrétienté" sont pour ainsi dire inexistantes dans l'oeuvre bismarckienne. Lorsqu'elles surgissent, elles détonnent étrangement dans la bouche ou sous la plume d'un homme qui incline si peu à la systématisation. Si Bismarck, croyant discerner en Gladstone des signes inquiétants de républicanisme, pense qu'il faut mettre l'Angleterre sous la tutelle du "reste de la chrétienté" afin de lui éviter une désagrégation intérieure et de protéger les intérêts d'ensemble de l'Europe monarchique, ses prises de position sur la question d'Orient prouvent que le sentiment de la solidarité chrétienne n'est pas le moteur principal de sa politique (2). Les remarques laconiques mais révélatrices qu'il écrit en marge des lettres du tsar et de Gortchakov en octobre 1876 en font foi (3). Ainsi donc Bismarck ne pense pas plus

-
- (1) Les idées de Bismarck sur le sujet sont exprimées dans le discours du 15 juin 1847 au Premier Landtag réuni de Prusse. Reden und Gespräche, Paderborn 1957, p. 6: "Ich bin der Meinung, dass der Begriff des christlichen Staates so alt sei, wie das ci-devant heilige römische Reich, so alt, wie sämtliche europäische Staaten, dass er gerade der Boden sei, in welchem diese Staaten Wurzel geschlagen haben, dass jeder Staat, wenn er seine Dauer gesichert sehen, wenn er seine Berechtigung zur Existenz nur nachweisen will, sobald sie bestritten wird, auf religiöser Grundlage sich befinden muss." p. 7: "Erkennt man die religiöse Grundlage des Staates überhaupt an, so glaube ich, kann diese Grundlage bei uns nur das Christentum sein. Entziehen wir diese Grundlage dem Staate, so behalten wir als Staat nichts als ein zufälliges Agregat von Rechten, eine Art Bollwerk gegen den Krieg aller gegen alle, welchen die ältere Philosophie aufgestellt hat."
- (2) La formule "die übrige Christenheit" se trouve dans une lettre de 1884 à l'ambassadeur Schweinitz, citée par W. Bussmann dans Europa und das Bismarckreich. Die deutsche Einheit als Problem der europäischen Geschichte, Stuttgart 1960, p. 170.
- (3) Die grosse Politik der europäischen Kabinette, op. cit. no. 254, p. 85. Alexandre II: "Je me dévoue à une cause qui n'intéresse pas la Russie seule, mais l'Europe entière, l'humanité et la civilisation chrétienne." Note de Bismarck: "uns nicht so sehr". No. 255, p. 87: Gortchakov: "toutes les puissances sont d'accord sur le but: une amélioration réelle du sort des populations chrétiennes soumises au joug ottoman..." Note de Bismarck: "nous la souhaitons, mais nous pouvons vivre comme par le passé".

en termes d'universalisme chrétien qu'en termes de fédéralisme. Pour lui, chrétienté et Europe ne coïncident pas. Il diffère donc des romantiques, et des conservateurs prussiens, ainsi que des fédéralistes chrétiens, qui lui décochent des traits particulièrement acérés.

3. Une Europe multiforme

L'aspect négatif des conceptions européennes de Bismarck, que nous venons d'aborder, est ce qui distingue le plus radicalement le "Realpolitiker" de tous ceux qui en son temps s'efforcent de sauvegarder l'Europe en tant que communauté morale et politique, religieuse et culturelle, juridique et économique.

Bismarck, nous l'avons dit, s'intéresse peu aux abstractions et aux systèmes. Son idée d'Europe n'est en aucun cas une idéologie; on ne saurait même affirmer qu'elle soit un idéal. Autant qu'on puisse la cerner, elle semble bien être avant tout du ressort des réalités positives inhérentes à l'expérience vécue du diplomate et de l'homme d'Etat, à ses traditions sociales, à ses convictions politiques, à sa culture personnelle.

D'abord, l'Europe est pour lui une notion géographique. Il la connaît de l'Est à l'Ouest, de par sa carrière diplomatique, ses voyages, ses campagnes militaires. Il dit un jour au Reichstag qu'il est l'homme le plus haï de la Gascogne à la Vistule et de la Baltique au Tibre. "Qui parle d'Europe a tort. Notion géographique", note-t-il, toujours en français, sur la lettre de Gortchakov précédemment citée. Une notion géographique, soit, mais qui revêt pour la pensée politique du chancelier une importance essentielle. Bismarck est fondamentalement continental. On connaît son attitude concernant les problèmes de la "Weltpolitik" et de la colonisation. C'est dans les limites du cadre européen que vivent, qu'évoluent les Etats, qu'ils coexistent, s'entendent ou se combattent, qu'ils s'attirent ou se repoussent comme ces astres qu'évoquait Ranke. Dans un discours à la Chambre prussienne, Bismarck rétorque à ses adversaires le 18 décembre 1863:

"Oui, maintenant, on me blâme d'avoir un point de vue européen. Messieurs, tant que nous habitons l'Europe et non quelque île isolée en compagnie du Danemark, il faut bien nous placer au point de vue européen..." (1)

Dans son cadre géographique l'Europe est un ordre politique imposant ses réalités. Bismarck se réfère parfois à cet "ordre européen" que nul ne peut ignorer, et que lui, le diplomate consommé, connaît mieux que personne. Il sait que la situation internationale de 1864 à 1870 ne peut se renouveler et à partir de 1871, une fois l'Allemagne unifiée, il agit en conséquence, évitant de troubler le "concert européen" (2). S'il n'invoque jamais l'"Europe" comme autorité morale, il en reconnaît l'existence comme tous les hommes d'Etat de son temps, sachant qu'il existe une loi impérative de l'équilibre et que toute puissance hégémonique est inéluctablement défaite par la coalition des Etats. Il explique, dans ses Mémoires, pourquoi il n'a pas voulu en 1875 d'une guerre préventive contre la France, qui eût inévitablement ruiné le Reich (3). Et l'on comprend qu'il ait centré sa politique, après la fondation de l'Empire, sur le maintien de la paix européenne, et qu'il ait regardé avec méfiance l'impérialisme mondial et les entreprises coloniales des années 80.

(1) Discours, Seconde série, 1ère période 1862-1866, p. 203, op.cit.

(2) Ici se pose le problème de l'annexion de l'Alsace-Lorraine et des conceptions de Bismarck en la matière. Les historiens sont loin d'être d'accord sur cette question. Il n'est pas exclu que les raisons d'équilibre européen aient contribué à la décision du chancelier. C'est ce qui ressort de la circulaire suivante, en date du 16 septembre 1870: "Indem wir Frankreich, von dessen Initiative allein jede bisherige Beunruhigung Europas ausgegangen ist, das Ergreifen der Offensive erschweren, handeln wir zugleich im europäischen Interesse, welches dans des Friedens ist." cité par A. Hillgruber, op. cit. p. 122.

(3) Gedanken und Erinnerungen, Stuttgart und Berlin 1927, Tome 2 et 3, p. 169: "Europa würde in unserm Verfahren einen Missbrauch der gewonnenen Stärke erblickt haben, und jedermanns Hand, einschliesslich der zentrifugalen Kräfte im Reich selbst, würde dauernd gegen Deutschland erhoben oder am Degen gewesen sein."

Bismarck croit néanmoins, en Européen cultivé du 19ème siècle, à la mission civilisatrice du Vieux Continent dans le monde. L'Europe des puissances et celle des cultures forment pour lui un tout homogène. Il les connaît toutes deux par la fréquentation des chancelleries et des salons, et il suit avec inquiétude la décadence supposée de la société et des moeurs, surtout en France (1). La société russe lui paraît, elle aussi, touchée par le déclin. Mais une question se pose: l'horizon européen de Bismarck inclut-il vraiment la Russie? On a soutenu le contraire et tenté de montrer que sa prétendue russophilie était démentie par ses actes et ses paroles. Il aurait, en 1869, déclaré qu'après la guerre avec la France le véritable ennemi de l'Europe civilisée serait à l'Est et que

"l'Europe devrait se coaliser pour résister à cette puissance." (2)

Il aurait partagé la russophobie croissante de l'opinion allemande dans les années 80 et préparé le peuple à l'éventualité d'une guerre. La question, à vrai dire, est épineuse. Si l'on en juge d'après certaines de ses déclarations, on a l'impression nette qu'il craint parfois le danger panslaviste (3). N'émet-il pas l'opinion dans une lettre du 7 septembre 1879 à Guillaume I, que l'Europe pouvait respirer tant que la Russie cherchait des débouchés en Asie après la guerre de Crimée, mais qu'il n'en est plus de même depuis que le panslavisme influe de plus en plus sur la politique des nations occidentales?

"La paix de l'Europe, ajoute - il, n'est plus menacée, depuis la chute de Napoléon, par personne, sinon par la seule Russie slavophile. On dirait que la Russie sous la direction de la propagande slave a repris à son compte l'héritage du césarisme napoléonien et avec lui la mission d'être le point noir à l'horizon de la paix européenne." (4)

-
- (1) Cf ses jugements sur la société française, dans Les Mémoires de Bismarck recueillis par Maurice Busch, op. cit. Tome I, p. 22.
 - (2) D. Friede Der verheimlichte Bismarck, Würzburg 1960, p. 172.
 - (3) Cf K. Groos Bismarck im eigenen Urteil, Stuttgart 1920. Groos relate que Bismarck confia en 1870 à un journaliste anglais, tout en mettant son manteau doublé de zibeline russe: "Mein Wunsch ist es ganz sicherlich nicht, Europa so eingehüllt zu sehen, wie ich es eben bin." p. 143.
 - (4) Die grosse Politik der europäischen Kabinette, Bd. III, no. 461, p. 57.

Mais par ailleurs il s'oppose, pendant la guerre de Crimée, à ceux qui poussent à l'entrée en guerre de la Prusse et au démantèlement de l'Empire tsariste (1). Il reste pendant toute sa carrière fidèle à l'alliance traditionnelle entre la Prusse et la Russie, et c'est précisément sur ce point qu'il entre en conflit avec Guillaume II et les militaires.

C'est ici qu'il convient de souligner un autre aspect de l'Europe de Bismarck: la notion de réciprocité des intérêts entre les Etats, selon laquelle chaque puissance ne s'engage qu'en faveur d'une autre puissance dont elle est sûre d'obtenir par la suite un avantage. Cette politique d'accords bilatéraux est typique de la diplomatie de cabinet. Elle procède de la doctrine de l'égoïsme étatique et aboutit infailliblement à la négation de toute communauté et de toute solidarité internationales. Bismarck l'a illustrée de manière frappante dans le texte dicté à son fils Herbert le 9 novembre 1876. Après avoir, comme nous le savons, dénoncé la fiction d'une "Europe" qui ne serait en réalité que le masque des ambitions particulières, il poursuit:

"De surcroît, c'est pour nous une différence essentielle de faire ce que nous faisons en dehors de nos propres intérêts en vertu d'une obligation qui nous incombe en tant qu'"Européens", et pour l'accomplissement de laquelle personne ne nous doit de gratitude, ou bien de le faire par obligeance envers une puissance amie, avec laquelle nous pouvons compter sur la réciprocité." (2)

Tels sont les mobiles de la neutralité bienveillante du Reich envers la Russie dans la question d'Orient. A ce qu'il appelle "les généralités emphatiques" des missives du tsar et de Gortchakov, Bismarck réplique par la politique du donnant donnant, la mutualité concrète et limitée des intérêts et l'échange de bons procédés. Il voit les choses dans l'optique allemande, à la rigueur dans l'optique russe, mais pas le moins du monde sous l'angle européen:

"... ce serait toujours une joie pour moi de pouvoir être utile aux intérêts russes, afin de manifester ma reconnaissance et d'exprimer des souvenirs qui me reliaient assurément à la Russie, mais aucunement au reste de l'Europe. Officiellement cependant nous devons mettre plus de sérieux à nous dé-

(1) Cf Gedanken und Erinnerungen, op. cit. Bd. I, p. 106.

(2) Die grosse Politik, Bd. II, no. 256, p. 88.

barrasser de cette comédie de l'européanisme (diese Spiegelfechtere mit dem Europäertum)" (1).

Bismarck, en somme, même s'il est inquiet de la menace panslaviste, intègre pourtant la Russie à son système politique (2). On est tenté de distinguer chez lui comme chez Ranke deux sortes d'Europe: celle de la civilisation, l'Europe occidentale, et celle de la politique, c'est-à-dire du "concert européen", comprenant tous les grands Etats, Russie incluse. Pareille dichotomie ne simplifie certes pas les choses. Mais voici qu'une troisième notion vient s'y ajouter: l'Europe monarchique, qui ne coïncide avec aucune des deux autres et qui est une pièce maîtresse dans la stratégie politique bismarckienne. Pour le chancelier, en effet, l'Europe n'est pas seulement divisée en nations et Etats, mais aussi en classes sociales. Le grand conflit du présent et de l'avenir, c'est à son sens la lutte du principe monarchique, principe d'ordre, contre la subversion révolutionnaire. Avant même d'avoir pris en Allemagne l'offensive contre les socialistes, il télégraphie peu après la proclamation de la République française à l'ambassadeur de Prusse en Russie:

"Face aux éléments non seulement républicains, mais ... fortement socialistes qui viennent de prendre le pouvoir en France, il est d'autant plus souhaitable que les éléments monarchistes et conservateurs d'Europe serrent les rangs... (3)

A la fin de sa carrière, il lance le même appel aux trois grandes monarchies d'Europe centrale et orientale. Nous lisons dans un mémorandum daté du 10 novembre 1887:

"La lutte se déroule aujourd'hui moins entre Russes, Allemands, Italiens et Français qu'entre la révolution et la monarchie. La révolution a conquis la France; effleuré l'Angleterre; elle est forte en Italie et en Espagne. Seuls les trois

(1) *ibid.* p. 92.

(2) Tel est le sens de la déclaration qu'il fait un jour à Schweinitz, ambassadeur du Reich en Russie: "Unseren Interessen kann es nicht entsprechen, durch eine Koalition des gesamten übrigen Europa ... die Machtstellung Russlands wesentlich und dauernd geschädigt zu sehen; aber ebenso tief würde es die Interessen Deutschlands berühren, wenn die österreichische Monarchie in ihrem Bestande als europäische Macht oder in ihrer Unabhängigkeit gefährdet würde, dass einer der Faktoren, mit denen wir im europäischen Gleichgewicht zu rechnen haben, für die Zukunft auszufallen drohte." cité par A. Hillgruber, *op. cit.* p. 148.

(3) télégramme du 9 sept. 1870, Die gesammelten Werke, Bd. 6b (Politische Schriften) p. 482, Berlin 1930.

empires peuvent encore lui résister." (1)

Ces trois empires, l'Allemagne, l'Autriche et la Russie, Bismarck s'est efforcé de les souder au lendemain de la guerre de 1870-1871 dans le "Pacte des trois Empereurs" ("Dreikaiserbund"), avec l'intention d'y faire adhérer par la suite le royaume d'Italie, et avec l'espoir d'éviter à l'Europe le "cercle vicieux" dans lequel la France, estimait-il, avait précédemment sombré: chute de la monarchie, institution de la République, retour à l'autocratie sous les espèces de la dictature ((2).

On peut dire que Bismarck a eu, outre le "cauchemar des coalitions", le cauchemar des révolutions, qu'elles soient nationales ou internationales. Parallèlement à sa lutte contre le socialisme, sur le plan intérieur, il a mené une politique de conservation et de restauration des Etats historiques d'Europe orientale et sud-orientale afin d'éliminer les foyers de trouble. A l'époque de la Commune de Paris, il accepta sans hésiter la tentative de création d'une "Contre-Internationale" (Gegen-Internationale) des puissances monarchiques conservatrices (3).

Ses principes antirévolutionnaires, il les partage bien entendu avec les conservateurs prussiens, sans toutefois embrasser absolument leurs opinions. En 1857, il a avec l'un d'eux, le général von Gerlach, une correspondance fort instructive sur le légitimisme, le bonapartisme

(1) cité par W. Bussmann Die auswärtige Politik des deutschen Reiches unter Bismarck 1871 - 1890. Quellen und Arbeitshefte für den Geschichtsunterricht, Stuttgart, sans date, p. 63.

(2) "Der Dreibund ... war ein Bund der drei Kaiser mit dem Hintergedanken des Beitritts des monarchischen Italiens und gerichtet auf den ... in irgendeiner Form bevorstehenden Kampf zwischen den beiden europäischen Richtungen, die Napoleon die republikanische und die kosakische genannt hat, und die ich nach heutigen Begriffen bezeichnen möchte einerseits als das System der Ordnung auf monarchischer Grundlage, andererseits als die soziale Republik..." Gedanken und Erinnerungen, Bd. 2, p. 222.

(3) Cf Graf von Beust Erinnerungen und Aufzeichnungen, op. cit. Bd. 2, p. 488. Sur ces problèmes, cf W. Pöls Sozialistenfrage und Revolutionsfurcht in ihrem Zusammenhang mit den angeblichen Staatsstreichplänen Bismarcks dans Historische Studien, Heft 377, Lübeck 1960.

et la révolution. Il en ressort que ses conceptions concernant le phénomène révolutionnaire dépassent par l'ampleur de la vision celles des conservateurs traditionnels, qui réduisent la révolution au bonapartisme et à la France. Pour Bismarck, il s'agit d'un phénomène général (1). Elle est de tous les pays, et les éléments subversifs ne connaissent pas les frontières.

"... je ne puis m'empêcher de remarquer,
s'écrie-t-il en février 1863 lors du soulèvement polonais,
que les tendances, les paroles, les noms de 1848 re-
paraissent au premier plan sur la scène. La révolution
européenne est solidaire dans tous les pays." (2)

Plus tard, au moment de la Commune, il s'élève à la tribune du Reichstag contre les révolutionnaires cosmopolites, qu'il appelle les "partisans de la république internationale européenne". Mais si la révolution est internationale, Bismarck n'en tient pas moins la France pour le foyer principal de l'agitation.

Solidarité de l'Europe contre le panslavisme, solidarité des monarchies contre la révolution: les Etats, dans le système bismarckien, système de bascule et d'équilibre, ne sont amenés à se grouper que devant les périls extérieurs. Une autre remarque s'impose: l'alliance des empires du centre et de l'Est de l'Europe, dirigée contre les idées démocratiques occidentales signifie somme toute le partage de l'Europe romano-germanique en deux sphères fondamentalement différentes (3).

Cette scission n'est d'ailleurs pas la seule. Elle s'aggrave dans

(1) Gedanken und Erinnerungen, Bd. I, p. 172: "Die Revolution ist viel älter als die Bonapartes und viel breiter in der Grundlage als Frankreich."

(2) Discours, 26 février 1863. Seconde série. Première période 1862-1866, p. 119.

(3) Cf la lettre de Bismarck datée du 18-11-1883, à l'ambassadeur du Reich à Vienne, dans Die grosse Politik..., Bd. III, no. 676, p. 407: "Ich glaube, dass der Entwicklungsgang der französischen Republik den Völkern als abschreckendes Beispiel nützlich sein werde, und dass Sozialismus und Demokratie, wenn sie sich in Frankreich und England noch stärker ausprägen als bisher, dazu führen werden, die im östlichen Europa bestehenden Monarchien von den untergeordneten Interessen, welche zwischen ihnen streitig sind oder werden können, abzulenken, und sie untereinander zur Erhaltung und gemeinsamen Verteidigung des monarchischen Prinzips zu einigen.."

la pensée bismarckienne de l'opposition entre protestantisme et catholicisme, qui se manifeste dans le "Kulturkampf". Bismarck est l'adversaire de toutes les internationales, y compris de l'ultramontanisme. Le conservateur prussien Leopold von Gerlach raconte dans ses mémoires que le chancelier, hanté par la crainte d'une conspiration catholique sous l'égide des Habsbourg, aurait envisagé de lui opposer un front uni de l'Europe protestante, comprenant la Prusse, l'Angleterre, la Hollande et les pays scandinaves (1). Il est vrai que la peur d'une alliance des monarchies catholiques est l'un des motifs pour lesquels il s'est opposé à la restauration de la royauté en France, et il semble avoir envisagé un vaste "Kulturkampf" européen, de même qu'il s'est efforcé de combattre les idées républicaines et démocratiques sur le plan international comme dans le cadre national.

4. L'Allemagne, centre de gravité de l'Europe

Bismarck combat les Etats-Unis d'Europe, la social-démocratie et le mythe germano-catholique.

Comment, dès lors, conçoit-il le rôle de l'Allemagne dans l'Europe née du grand événement de l'unification allemande? Peut-on affirmer, comme cela a été écrit, qu'il

"prépare de longue main et parvient à construire une Europe allemande",

à la fois "inorganique" et conservatrice? (2)

Que l'Europe de Bismarck soit à partir de 1871 socialement et territorialement conservatrice, c'est l'évidence même. Elle est aussi "inorganique" dans la mesure où aucune idée d'ensemble n'en assure plus la cohésion. Une fois disparu le génial ordonnateur, plus rien n'empêchera le choc des forces antagonistes. Quoi qu'il en soit, il semble hasardeux de prétendre que Bismarck ait délibérément cherché à construire une Europe germanique. Il convient de dénoncer les déformations que l'oeuvre bismarckienne a subies de la part du national-socialisme,

(1) Cf O. Pflanze Bismarck and the development of Germany op.cit. p.368. cf également E. Zechlin Bismarck und die Grundlegung der deutschen Grossmacht, Darmstadt 1960, pp. 139-140.

(2) J. Dautry Le pangermanisme et l'idée européenne de Bismarck à

qui trop souvent a fait de la "Petite-Allemagne" la préfiguration du Troisième Reich et d'un ordre précisément "organique", imposé à l'Europe à partir d'une domination "grand-allemande" de l'Europe centrale (1).

En fait, Bismarck a profondément conscience de la situation de l'Allemagne comme "pays du milieu" et de son rôle spécifique dans l'histoire de l'Europe (2). Cela explique sa prudence et le réalisme dont il témoigne en déclarant le 31 janvier 1885 que le point décisif pour lui est le "maniement de l'équilibre européen" à l'avantage de l'Allemagne, et le 5 décembre 1888 que sa "carte d'Afrique est en Europe" (3). Obsédé par le "cauchemar des coalitions", Bismarck s'ingénie à prouver que l'Allemagne veut la paix et que son hégémonie est plus utile et plus impartiale, moins dangereuse aussi pour la liberté des autres qu'une hégémonie française, russe ou anglaise. L'auteur de Gedanken und Erinnerungen paraît sincèrement convaincu que le caractère

Guillaume II dans L'Europe de Napoléon à nos jours. Mythes et réalités, Editions sociales, 1954, pp. 29 à 38.

- (1) Cf en particulier W. Frauendienst Bismarck als Ordner Europas. Festrede zum Tag der nationalen Erhebung und der Reichsgründung. 30.1. 1941. Hallische Universitätsreden 78. p. 18: "Nur wer Europa beherrschend zu führen in der Lage war, konnte Europa ordnen... Im Reiche sah er die beste europäische Ordnungsidee..." p. 32: "Von Europa als der Einheit des Mächtekonzerts hat Bismarck nichts gehalten... Dennoch handelte er im Sinne des 'Genius Europas', wie ihn Ranke in den "grossen Mächten" geschaut hat." Frauendienst nomme Bismarck "Führer Europas", "Herr Europas", "Ordner Europas".
- (2) Cf W. Bussmann Europa und das Bismarckreich dans Die deutsche Einheit als Problem der europäischen Geschichte, hrsg. von C. Hinrichs und W. Berges, Stuttgart 1960, pp. 156-172.
- (3) Au chargé d'affaires à Paris, von Thielmann, 31-1-1885: "Ägypten hat an sich nur wenig Interesse; das Entscheidende ist für uns die Handhabung des europäischen Gleichgewichts, in dem Sinne, in dem wir es nach unserem Interesse heute zu verstehen haben." A l'explorateur Eugen Wolf, 5-12-1888: "Ihre Karte von Afrika ist ja sehr schön, aber meine Karte von Afrika liegt in Europa. Hier liegt Russland, und hier ... liegt Frankreich, und wir sind in der Mitte..." Cité par W. Bussmann Die auswärtige Politik des deutschen Reiches unter Bismarck, op. cit. pp. 38 et 39.

"objectif" des Allemands et la nature non-expansionniste du Reich sont les meilleures garanties de la paix (1).

Bismarck poursuit donc sans relâche le but qu'il s'est fixé bien avant 1871: bâtir au coeur du continent

"une puissance qui, sans être elle-même conquérante, soit assez forte pour interdire la guerre à ses voisins." (2)

Il est devenu ce qu'il a lui-même appelé "un honnête courtier" entre les nations. La Prusse-Allemagne, intermédiaire à tous points de vue entre l'Ouest démocratique et l'Est autocratique est devenue le pivot de l'Europe, mais d'une Europe fragile, travaillée de tendances nationalistes, racistes et impérialistes. Le système bismarckien d'équilibre des forces, d'abord réalisé avant 1870 en Europe centrale, l'a été par la suite pour l'ensemble du continent, et Bismarck en la matière confondait l'intérêt national et l'intérêt général (3).

Après le tournant de la Guerre de Crimée, en présence de l'évolution des Etats nationaux vers une politique de puissance, il préconise une politique active au centre de l'Europe. Considérant que les idéologies universalistes léguées par la Révolution française et la Restauration ne sont plus que des oripeaux dissimulant les intérêts des Etats, il recommande désormais cette fameuse "politique du milieu" qui doit donner à l'Allemagne la fonction de "lest du poussa européen" ("Bleigarnitur im Stehaufmännchen Europa"), comme il le dit de manière fort imagée plus tard, en 1876. Cette conception du rôle de l'Allemagne

(1) Cf Gedanken und Erinnerungen, 2. und 3. Bd., p. 260.

(2) Discours au Reichstag de la Confédération d'Allemagne du Nord, 15-6-68.

(3) Cf entretien de septembre 1875 avec le député Karl Braun: "Das mächtige Deutschland hat grosse Aufgaben: vor allem aber die, Europa den Frieden zu erhalten... Ich habe zwei mächtige Wappentiere (Russie et France) an ihren Halsbändern. Ich halte sie auseinander, erstens damit sie sich nicht zerfleischen, zweitens damit sie sich nicht auf unsere Kosten verständigen können. Ich glaube damit nicht nur jedem der beiden, sondern auch Deutschland und Europa einen Dienst zu erweisen." Reden und Gespräche, op. cit. p.51; cette coïncidence de l'intérêt de l'Allemagne et de l'intérêt de l'Europe a été maintes fois mis en relief par l'historiographie récente. cf H.U. Wehler Bismarck und der Imperialismus, op. cit. p. 423.

en Europe est, comme les historiens l'ont souvent souligné, dans le style du 18ème siècle et de la Restauration. Mais c'est, plus que le système de balance traditionnel, un système d'équilibre de forces que l'on a très justement comparé à une voûte gothique. Bismarck a renforcé la concentration à la partie médiane, favorisé les tendances centrifuges à la périphérie. L'édifice bâti avec tant de soin et de talent a survécu quelque temps au génial constructeur. Mais il supposait pour durer l'Europe des Etats, non l'Europe des peuples agitée de mouvements politiques et sociaux (1), et surtout pas un peuple allemand dont l'unité ne reposait que sur la tradition dynastique, la prospérité matérielle et l'agressivité nationaliste (2).

On conviendra que la conception bismarckienne de l'Europe, diffuse et multiforme, est malaisée à appréhender.

Le problème du nationalisme de Bismarck a fait l'objet de débats dans lesquels nous ne pouvons entrer ici. En tout état de cause, le fait que le fondateur de l'Etat national allemand ait été davantage l'homme de l'Etat que l'homme de la nation semble bien avoir servi l'intérêt de l'Europe. Il est raisonnable d'estimer que Bismarck a vu dans le nationalisme un moyen et non une fin en soi (3).

La notion bismarckienne de l'équilibre des Etats devait en revanche conduire fatalement à la catastrophe à cause du cercle vicieux de la course aux armements. En répudiant toute idée d'une autorité morale, juridique ou politique supérieure aux souverainetés nationales, la diplomatie du Reich a introduit dans l'organisme européen le germe le plus mortel. La raison d'Etat est un implacable

(1) Cf T. Schieder Bismarck und Europa dans Deutschland und Europa. Historische Studien zur Völker- und Staatenordnung des Abendlandes, Festschrift für Hans Rothfels, hrsg. von W. Conze, Düsseldorf 1951, pp. 15-40.

(2) Cf F. Stern The failure of illiberalism, London 1972, p. 57.

(3) Telle est la thèse d'O. Pflanze Bismarck and the development of Germany, op. cit., pp. 13 et 113. Au sujet de la controverse sur Bismarck, on lira plus spécialement l'introduction d'O. Pflanze The Bismarck problem.

ferment de division et l'Europe des Etats porte en elle sa propre négation. Rien ne pouvait la contrebalancer, même cet européisme amorphe fait d'enracinement dans la tradition historique et culturelle ainsi que de respect des règles du jeu politique.

Si profond qu'ait été son sens de la responsabilité, il faut pourtant admettre avec l'historien A. Novotny que Bismarck avait certes une "idée européenne" mais qu'il n'avait pas de "programme européen" susceptible d'assurer l'avenir (1). Son départ en 1890 va laisser le champ libre à des hommes qui ne supputeront plus les chances de l'Allemagne dans le cadre du système européen et en fonction de l'intérêt réciproque des grandes puissances, mais qui orienteront leur politique selon la conception d'une Europe centrale élargie sous direction allemande, dans la perspective d'un conflit inévitable entre les Empires centraux et la coalition franco-russe (2).

(1) Der Berliner Kongress und das Problem einer europäischen Politik dans Historische Zeitschrift 1958, Bd. 186, pp. 285-307.

A. Novotny écrit: "Wir wollen ... also hier die Meinung zum Ausdruck bringen, dass Bismarck wohl einen Europagedanken gehabt hat, dass dieser jedoch kein tragfähiges oder gar in alle Zukunft weisendes Europaprogramm genannt werden kann." p. 301.

(2) Cf A. Hillgruber, op. cit. pp. 197-198.

DEUXIEME PARTIE

L'IDEE DE COMMUNAUTE POLITIQUE ET

ECONOMIQUE DE L'EUROPE

FACULTÉ DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES DE METZ	
N° d'inv.	47102
N° de cat.	TD3 II
	ca

N° de cat.
N° d'inv.
FACULTÉ DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES DE METZ

Nous avons tenté de faire apparaître de manière aussi nette que possible l'étroite imbrication de l'idée d'Europe et de l'idée nationale allemande, puis d'analyser les conceptions européennes de Bismarck, artisan de l'unification.

Or en marge des événements et des réalités de l'histoire, la pensée allemande s'ingénie alors à tracer les contours d'une Europe politiquement et économiquement unie, complément naturel et nécessaire de la communauté de civilisation.

On retrouvera, appliqués cette fois à l'organisation du continent, les principes et les doctrines mis en avant pour l'unification de l'Allemagne. C'est dire que les perspectives seront multiples et qu'elles varieront au gré des idéologies.

Tous les auteurs dont nous aurons à nous préoccuper ont néanmoins un point commun: ils veulent faire de l'Europe quelque chose de plus qu'une simple entité géographique, diplomatique ou culturelle, qu'une simple juxtaposition de peuples, de nations ou d'Etats. Même s'ils pensent en termes de nation, de religion ou de classe sociale, même si, le cas échéant, ils admettent les impératifs de la politique bismarckienne, ils sont toujours animés du souci de garantir la cohésion et d'assurer l'union des peuples d'Europe.

CHAPITRE 1
L'EUROPE DES FEDERALISTES

Introduction

C'est un fait que le fédéralisme revêt une importance particulière dans la pensée politique allemande du 19ème siècle, pour l'excellente raison qu'il semble répondre au double objectif de l'unification et de la diversification, et assurer le mieux possible la cohésion de l'ensemble et l'autonomie des parties. On sait aussi que beaucoup d'Allemands, considérant les données de la géographie et les traditions de l'histoire, ne pouvaient envisager d'autre solution à la question allemande qu'une construction fédérale, d'autre vocation pour leur pays qu'une mission fédératrice en Europe.

"On n'a pas besoin de consulter l'Histoire, écrivait Proudhon en 1863,

pour prédire que l'Allemagne sera fédéraliste..." (1)

L'opposition à l'unitarisme étatique, la fédéralisation des grands blocs nationaux, la transformation de l'Europe en une "confédération de confédérations", toutes ces théories que Proudhon présente en 1863 comme nouvelles ont été en réalité formulées auparavant par les auteurs de langue allemande. L'oeuvre de Kant, de Görres, de Gervinus et de bien d'autres précède la philosophie proudhonienne.

L'on ne s'étonnera pas que les écrivains politiques de l'époque bismarckienne croient découvrir dans le fédéralisme la clef de toute unification européenne. Mais encore faut-il souligner que le terme de fédéralisme recouvre souvent des notions très diverses, et que l'idée peut évoluer radicalement chez un même auteur. En fait, nous en rencontrerons deux formes principales: la forme républicaine ou démo-

(1) Du principe fédératif et oeuvres diverses sur les problèmes politiques européens, Paris 1959, p. 563.



cratique, inspirée de Kant et des Etats-Unis d'Amérique, et la forme dynastique, conservatrice et particulariste, étroitement dépendante de la tradition monarchique allemande. On peut assurément regretter que les principes fédéralistes démocratiques n'aient pu à l'époque s'implanter en Allemagne et que ce que Hugo Preuss, le père de la constitution de Weimar, a appelé le "fédéralisme de façade" (Scheinföderalismus) du Reich bismarckien n'ait pas permis l'épanouissement de la liberté et de l'autonomie, ni l'équilibre et la coopération entre partenaires égaux, empêchant ainsi la constitution d'une authentique fédération des pays germaniques et, par voie de conséquence, l'organisation fédérative de l'Europe (1).

Il s'agit là, bien entendu, de vues purement théoriques. Nous savons que pour Bismarck l'Europe n'était en aucun cas "une sorte de fédération", et qu'un historien influent comme Treitschke proscrivait le fédéralisme précisément parce que celui-ci supposait le républicanisme. Il importe donc de souligner qu'à l'époque bismarckienne le fédéralisme démocratique d'un homme comme Gervinus n'avait aucune chance de s'imposer. Nous verrons d'ailleurs que le même sort était réservé à l'idéal fédéraliste en général, qu'il soit d'inspiration chrétienne, juridique ou pacifiste.

Avant d'entreprendre l'étude de ces différentes formes composées du fédéralisme, nous nous proposons de l'examiner dans un certain nombre d'écrits où il se révèle pour ainsi dire à l'état pur, en tant que principe premier d'organisation politique de l'Europe.

(1) Cf R. Ullner Die Idee des Föderalismus im Jahrzehnt der deutschen Einigungskriege, Historische Studien, Lübeck und Hamburg 1965, Heft 393, pp. 10-30 et p. 153.

I Dix années de plans fédéralistes (1859 - 1869)

1. L.Eckardt et la fédération républicaine des peuples (1859)

La crise de 1859 déclenche la publication d'un grand nombre de projets fédéralistes. La décennie qui précède la fondation du Reich est à cet égard une période extrêmement riche.

Pendant la Guerre d'Italie paraît un manifeste aux "hommes de progrès européens, spécialement d'Allemagne et d'Autriche". Intitulé Nationalité ou liberté? Centralisation ou fédération?, il est l'oeuvre d'un républicain, d'un émigré politique viennois, réfugié en Suisse après 1848, Ludwig Eckardt (1).

C'est dire que l'auteur de Nationalität oder Freiheit? Zentra - lisation oder Föderation? est hostile à l'absolutisme sous toutes ses formes, qu'il soit politique ou religieux. Il s'en prend au bonapartisme, auquel il veut opposer le fédéralisme internationaliste pour construire l'avenir de l'Europe (2). D'emblée, Eckardt se présente comme un "démocrate européen indépendant, un républicain suisse, un ami de la liberté et de l'humanité". C'est en somme le type même du quarante-huitard, comme Karl Vogt, avec ce que cela comporte de générosité pathétique.

Du programme des révolutionnaires de 1848, il ne garde pourtant pas le principe d'unité nationale. Pour lui, en effet, le principe des nationalités n'est que l'instrument de l'absolutisme, manipulé par

(1) L. Eckardt, 1827-1871, homme politique, journaliste et historien de la littérature. Il collabore en Autriche aux journaux révolutionnaires Das junge Österreich et Die rote Mütze, émigre en Suisse et en Amérique, participe en 1849 au soulèvement de Dresde. Il quitte la Suisse en 1862 pour s'installer à Berlin, puis à Karlsruhe. En 1867, il regagne Vienne. De 1865 à 1867, il est rédacteur de Das deutsche Wochenblatt de Mannheim, organe de la "Deutsche Volkspartei".

(2) Cf Nationalität oder Freiheit? Zentralisation oder Föderation? Eine Frage an die Völker Europas in den Tagen einer neuen napoleonischen Zeit und neuer drohender Weltkämpfe. Vorrede III, Wenigenjena 1859.

Napoléon III pour détourner les peuples de la liberté, un principe rétrograde, grâce auquel on veut démembrer l'Europe et la réduire à un "habit d'Arlequin" (1). C'est une source de conflits, de chauvinisme, de déclin.

"Le principe des nationalités, estime-t-il, signifie pour l'Europe l'esprit de "Sonderbund", qui sera vaincu, de même qu'en Suisse il a succombé à l'idée supérieure de la fédération." (2)

A l'application systématique de ce principe, il faut préférer selon lui l'exemple d'Etats multinationaux comme la Suisse et l'Autriche. Pour Eckardt, bien entendu, fédéralisme et démocratie vont de pair. Seul le fédéralisme est porteur de l'avenir et seul l'Etat fédératif républicain va dans le sens de l'histoire.

"L'idée de l'organisation fédérale, démocratique de l'Europe est l'idée d'avenir que j'oppose absolument, en tant qu'idéal de liberté supérieure, à l'idée napoléonienne surannée, étroitement nationale et despotique... Debout, Girondins d'Europe!" (3)

Cette exhortation révèle bien le souci de l'auteur: partir en guerre contre la centralisation oppressive et niveleuse. Il n'entrevoit pas d'autre solution pour l'organisation de l'Europe qu'une "fédération républicaine des peuples", garante de la liberté, de l'autonomie, de la diversité.

"... L'Europe entière doit devenir un jour un Etat fédératif. C'est pourquoi mon idéal est la fondation future des Etats-Unis d'Europe, d'une fédération républicaine des peuples, sans égard pour les divisions linguistiques." (4)

Eckardt sait qu'il faudra des siècles pour réaliser ce but lointain, mais cela ne l'empêche pas d'y rêver et de s'épancher en effusions lyriques:

"... j'ai prié pour l'Europe... J'aime cette Europe. Pourquoi? Qui pourrait me le dire? Lorsque l'année 1848 nous jeta sur la terre étrangère, lorsque nous errions sans patrie et sans avenir, l'Amérique du Nord nous fit signe et nous invita, dans notre lassitude,

(1) *ibid.* pp. 29, 30, 31.

(2) *ibid.* p. 29. Le "Sonderbund": ligue séparatiste formée par les cantons catholiques suisses et dissoute en 1847.

(3) *ibid.* p. 36.

(4) *ibid.* p. 13.

à la rejoindre. Moi aussi... Europe, je restai ton fils et tes souffrances devaient continuer à être les miennes... Et parce que je t'aime, vieille Europe meurtrie mais éternellement jeune par ton esprit tourné vers le futur, continent des Grecs, des Romains et des anciens Germains,... je pense toujours et partout à ton avenir, tel que je me le représente aux heures solennelles: Etats-Unis d'Europe." (1)

Mais Eckardt ne s'en tient pas là. Il veut offrir des moyens pour parvenir à une fédéralisation de l'Europe.

Il prétend avant tout fédéraliser l'Etat qu'il juge le plus centralisé et le plus autoritaire: la France. Il ne se cache pas que ce sera là une entreprise difficile. Une autre étape serait la création d'une grande fédération latine avec la France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, tandis que le Sud-Est européen serait organisé en une confédération gréco-turque. L'auteur envisage un congrès permanent, formé des représentants de tous les Etats. Nous n'apprenons rien de plus sur sa conception des institutions communautaires, qui apparaissent comme vaguement confédérales. Il semble songer à une lointaine imitation de la Confédération helvétique, dont il prône le rôle historique en tant qu'Etat républicain et multinational:

"Il faut attendre, note-t-il, la constitution de l'Europe en une fédération d'Etats libres pour que... s'achève sa mission historique. Toute l'Europe sera alors Suisse, c'est-à-dire libre." (2)

Il faut voir là, sans doute, un hommage de l'émigré politique au pays qui l'a accueilli, ainsi qu'un témoignage du prestige dont le modèle helvétique jouissait auprès des révolutionnaires de 1848. Ce qui est remarquable, c'est que cette exemplarité s'inscrit dans le cadre infiniment plus vaste de la vocation fédéralisatrice du germanisme en Europe et dans le monde. En affirmant que la tâche de l'esprit germanique est la réalisation de la liberté en Europe et en Amérique, Eckardt rejoint Gervinus. Unie et fédéralisée, l'Europe occidentale devrait combattre le tsarisme et en libérer les Slaves. L'auteur ne tarit pas d'éloges sur les principes d'autonomie, de pacifisme et de

(1) *ibid.* p. 91.

(2) *ibid.* p. 106.

cosmopolitisme propres à la société germanique. C'est pourquoi il projette, comme point de départ de la fédération européenne, les "Etats-Unis d'Europe centrale", comprenant l'Autriche, l'Allemagne sous direction prussienne, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et le Danemark. Cet ensemble, dont le centre de gravité serait la fédération autrichienne (1), s'élargirait grâce à des alliances avec les autres pays "germaniques": Angleterre, Scandinavie, Etats-Unis d'Amérique.

Un pareil projet, qui est loin d'être isolé parmi les publications parues à l'époque de la guerre d'Italie, est-il surprenant chez un républicain et un fédéraliste convaincu? Il faut sans aucun doute y voir, après l'éloge du républicanisme helvétique, la manifestation du patriotisme autrichien, ainsi que la conviction bien ancrée d'une prééminence germanique en matière d'organisation politique de l'Europe. Eckardt est le représentant de tous ces démocrates qui ont cru de bonne foi qu'entre la Russie absolutiste et la France autocratique il revenait aux Allemands de guider l'Europe vers la liberté.

2. Les "Etats-Unis d'Allemagne" (1860) et la triade européenne

Le fédéralisme allemand au centre d'une fédération européenne inspire également le projet Les Etats-Unis d'Allemagne dans leur rapport avec l'Europe (Die Vereinigten Staaten von Deutschland und ihr Verhältnis zu Europa). Mais cette oeuvre anonyme parue en 1860 s'écarte sur certains points importants des plans de L. Eckardt.

L'auteur se déclare en premier lieu hostile aux petits Etats, pour la raison qu'ils multiplient les risques de conflit et vont à l'encontre de l'évolution historique. L'Amérique du Nord, "grand re-

(1) Eckardt précise qu'il est parvenu à cette conclusion après des échanges de vue avec J. Fröbel, et il ajoute que "l'avenir de l'Europe dépend du sort de l'Autriche, qui est le prototype de de la "société des nations d'Europe". Telle est bien la position de J. Fröbel à cette époque, comme nous le constaterons ultérieurement. Ibid. p. 47.

groupement cosmopolite des peuples d'Europe sous direction anglo-saxonne", doit servir d'exemple à l'Ancien Continent. Les petits Etats, qui ont perdu toute importance historique et qui deviennent une entrave à la constitution d'Etats achevés et équilibrés, devront s'amalgamer à des nationalités plus grandes ou bien se fédérer entre eux (1). Le projet sacrifie donc à la propension du 19ème siècle à agglomérer les peuples en grands ensembles. L'équilibre artificiel de 1815 devra être transformé en un équilibre naturel entre les trois grands groupes raciaux: Latins, Germains et Slaves. Conformément aux principes énoncés, aucune de ces trois grandes "races" ne doit être affaiblie par les divisions nationales. Des remaniements territoriaux sont donc indispensables à la paix du continent. L'Autriche renoncera ainsi à l'Italie, la Russie aux Principautés danubiennes. La Pologne sera reconstituée. L'harmonieuse coexistence et l'émulation pacifique renforceront le progrès et la prospérité de l'Europe, bref, cette triade, heureux fruit des hasards de l'histoire, est pour elle une chance unique qu'il faut préserver (2).

L'auteur se rend bien compte que le principe ethnique poussé à l'extrême risquerait fort d'entraîner des erreurs inexpiables. A la limite, des éléments épars d'une race pourraient être rattachés à une autre et il suffirait de quelques modifications territoriales pour que l'Europe parvienne à un état d'harmonie et de perfection.. Ainsi serait close l'ère des guerres intestines, et ouverte celle de la compétition pacifique entre les peuples.

"L'histoire antérieure de l'Europe, nous dit la brochure, a représenté cette lutte des peuples pour la prédominance... jusqu'à ce que ce conflit... transforme si heureusement l'Europe qu'il peut se résoudre maintenant dans la compétition de peuples placés sur le même pied. Tel est le contraste entre l'histoire moderne et l'histoire ancienne de l'Europe(3)!"

(1) Die Vereinigten Staaten von Deutschland, Hamburg 1860, p. 196.

(2) "Diese glückliche Zahl Drei, mit der die Geschichte Europa zufällig begünstigt hat, zu erhalten, nimmer zu erlauben, dass diese Zahl in die Zahl Zwei übergeht..." *ibid.* p. 176.

(3) *ibid.* p. 244.

Diversité, concurrence pacifique, interpénétration et coopération des trois grandes familles de peuples assurent la supériorité de l'Ancien Monde dans l'ordre matériel comme dans l'ordre spirituel: cette idée est un lieu commun au 19ème siècle, époque où la plupart des auteurs allemands font ressortir l'unité et la multiplicité européennes. Celui des Etats-Unis d'Allemagne ne manque pas à la règle. Il pense que l'intérêt de tous et de chacun exige que soit évités à tout prix l'hégémonie d'une nation ou d'un principe, et le nivellement général (1).

C'est qu'il y va de la sauvegarde de l'équilibre politique, comme de l'intégrité de la civilisation. La multiplicité étant la quintessence de l'Europe, elle lui permet de trouver en elle-même la vigueur indispensable à sa régénération. L'auteur révoque ainsi en doute la thèse du rajeunissement par l'influence d'autres continents: l'Asie, stagnante parce que peu diversifiée, l'Amérique vivifiée par la lutte contre les forces de la nature, mais promise à un déclin rapide. C'est au contraire l'Europe qui, un jour, revigorera le Nouveau Monde (2). L'écrit, on le voit, est résolument optimiste.

Dans la triade européenne, les peuples germaniques occupent de toute évidence une place de choix: ils en sont en quelque sorte le pilier central. Leur déclin déséquilibrerait l'Europe et changerait le cours de son histoire. Il est dans la nature des choses que l'Europe du milieu s'unisse en un bloc pacifique qui serait

"le rocher ... sur lequel se briseront les lames de la vie politique européenne." (3)

En conséquence, l'auteur demande la révision des traités de 1815, qui divisent l'Autriche et la Prusse, de façon à faire de l'Allemagne

(1) "Europa verdankt seine grosse und hervorragende Stellung in der Welt wesentlich bei günstigen klimatischen Verhältnissen seiner geographischen Konfiguration und dem Umstande, dass, begünstigt durch dieselbe, sehr verschiedene Völker gleichzeitig miteinander und unabhängig voneinander nach Ausbildung und Vollendung streben. Diesen Charakter des Weltteils, der seine geistige und materielle Grösse geschaffen hat, zu erhalten, ist das höchste, das erste Interesse aller Völker Europas in gleichem Mass." *ibid.* p. 174.

(2) *ibid.* p. 178.

(3) *ibid.* p. 186.

le

"centre vivant ... le membre vivant de la famille des Etats européens" (1).

Il faut pour cela éliminer la Confédération germanique et créer une fédération d'Europe centrale, comprenant l'Autriche, la Prusse, les autres Etats allemands, la Belgique, la Hollande et le Danemark. Ce bloc, compris dans les limites approximatives du "Deutscher Bund", serait organisé différemment, puisque la Prusse deviendrait le point de cristallisation des "Etats-Unis d'Allemagne" et l'Autriche celui des "Etats-Unis du Danube" (2). Le caractère fédératif de l'Empire des Habsbourg garantirait l'équilibre de l'ensemble dans la partie la plus difficile à ordonner: le Sud-Est européen. Selon le principe de regroupement ethnique, les petits peuples libérés par le démembrement de l'Empire turc seraient rattachés soit au groupe germanique, soit au groupe slave. Entre les trois grands ensembles raciaux des Germains, des Latins et des Slaves régnerait un équilibre rigoureux, point du tout statique et immuable. Les trois éléments de la triade feraient de l'Europe grâce à leur interaction, un organisme vivant et évolutif.

Il faut encore noter que cet écrit, dont l'idée centrale est l'organisation des "Etats-Unis d'Allemagne" en tant que pivot du continent, fait dépendre l'avenir de l'Europe de l'influence des Slaves sur le monde romano-germanique. Si les Germains, en effet, sont l'équilibre, les Slaves sont le dynamisme et la jeunesse. Il leur revient de créer un jour des institutions politiques nouvelles, de dépasser au cours du 20ème siècle les peuples occidentaux et de les régénérer. Loin de rejeter la Russie hors des limites de son Europe, l'auteur l'y intègre donc comme élément indispensable à l'harmonie générale. Son optimisme ne se dément pas, et sa confiance en la vertu du chiffre trois est entière, à condition que règne au sein de la trinité européenne l'ordre fédéral.

(1) *ibid.* p. 211.

(2) L'idée d'une fédération germanique entre pays slaves et pays latins est monnaie courante après la guerre d'Italie. Signalons entre autres un article de la Deutsche Vierteljahres-Schrift qui propose d'unir fédérativement l'Europe autour d'un bloc germanique, pacifique et défensif, comprenant l'Allemagne, l'Autriche, la Hollande, la Belgique et la Suisse. cf Deutsche Vierteljahres-Schrift, Heft 1, 1863, pp. 95 à 108.

3. Europa: wird es republikanisch oder kosakisch? (1864)

Telle n'est pas la conception de l'auteur d'une autre publication anonyme, parue en 1864 à Zurich, L'Europe deviendra-t-elle républicaine ou cosaque? (Europa: wird es republikanisch oder kosakisch?).

L'oeuvre est au contraire un appel à la vigilance face aux périls qui menacent l'Europe, périls révolutionnaires causés par une situation politique et sociale précaire, péril extérieur de l'expansionnisme russe. L'auteur se déclare convaincu que ces deux dangers se conjuguèrent un jour pour terrasser l'Europe, avec l'aide de l'Amérique. Aussi prétend-il présenter à ses lecteurs les "livres sibyllins" propres à leur dévoiler l'avenir. Il se fonde, pour rendre ses oracles, sur l'interprétation de certains documents tels que le fameux "Testament de Pierre le Grand" et les mémoires de Napoléon. Mais des deux termes du dilemme dans lequel l'inspirateur du Mémorial de Sainte-Hélène aurait enfermé l'Europe et qui est formulé dans le titre de la brochure, c'est surtout le second qui est mis ici en évidence.

A L'européanisation de la Russie

L'écrit, en effet, considère que la Russie est la plus grande des menaces pour l'Occident, car il existe entre eux tout d'abord une différence de race:

"Le Moscovite n'est pas un Européen, mais un Asiate
européanisé, pas un Slave, mais un Mongol slavisé..." (1)

Nous trouvons ici - nous la trouverons chez d'autres auteurs - une Europe délimitée selon le principe ethnique. L'auteur distingue soigneusement les Grands-Russes, de race tartare, et les Petits-Russes, de race caucasique. C'est évidemment de la Grande-Russie, de la Russie moscovite, que vient le danger, de par sa situation géographique, qui lui permet d'attaquer l'Europe en toute saison; en outre, la tradition historique de l'Empire russe est depuis le

(1) Europa: wird es republikanisch oder kosakisch? Eine auf die Memoiren Napoleons, das Testament Peter des Grossen und viele andere gewichtvolle Dokumente gestützte Abhandlung über die unserem Weltteil drohenden Gefahren und die Mittel zu deren Abwendung als Vorlage für einen europäischen Kongress, 2ème édition, Leipzig 1866, p. 44.

18ème siècle l'expansion vers le Sud-Ouest, politique conforme aux visées de Pierre-le-Grand, lequel, dans un prétendu testament politique, aurait tracé à ses successeurs la voie de la conquête de l'Europe (1).

Il est possible, estime l'auteur, que le panslavisme annexe l'Allemagne jusqu'à l'Elbe. Il faudra s'attendre à un conflit formidable entre les Germains et les Slaves, si ces derniers se soudent en un bloc homogène, catastrophe d'autant plus redoutable que les peuples latins sont beaucoup moins aptes à s'agglomérer, séparés qu'ils sont par des obstacles géographiques et des différences linguistiques insurmontables.

L'avenir de l'Occident serait ainsi bien compromis si l'auteur n'espérait deux choses: que l'expansionnisme russe soit la victime de sa propre démesure, et que la Russie comprenne qu'il lui faut, sous peine de sombrer dans la décadence, s'occidentaliser. Car ce n'est qu'en transférant son centre de gravité vers l'Ouest qu'elle parviendra à être autre chose qu'un empire asiatique. Elle pourra ainsi jouer le rôle de catalyseur des nations slaves, aucune nation n'ayant plus que la Russie la faculté d'unir la centralisation au fédéralisme (2).

L'auteur, qui écrit sans doute sous le coup des événements polonais de 1863, ne manque pas d'exalter le rôle de la Pologne, sa mission millénaire dans l'est et le nord de l'Europe, qui est de

"protéger et sauvegarder par l'affirmation de sa propre autonomie l'indépendance et la culture de l'Occident face à l'irruption des Barbares orientaux" (3).

Mais ce n'est pas tout: l'écrit propose un vaste plan d'expansion russe en Asie. L'empire tsariste occidentalisé, adossé aux peuples civilisés d'Occident, pourrait coloniser les Indes et l'Extrême-Orient, occuper au nom de l'Europe les lieux saints des grandes religions (4). Cela suppose que la Russie devienne héritière partielle de l'Empire ottoman, et que celui-ci ne forme plus écran entre l'Europe

(1) Cf ibid. pp. 13 et 14.

(2) ibid. p. 108.

(3) ibid. p. 140.

(4) Cf ibid. p. 110 et p. 157.

et l'Asie. L'auteur propose donc le démembrement de la Turquie, non pour des motifs religieux, mais pour des raisons politiques.

La restructuration préconisée consisterait à attribuer la Turquie d'Europe à l'Autriche, la Turquie d'Asie à la Russie et la Turquie d'Afrique à la France. L'auteur envisage par ailleurs un autre plan, pour le cas où l'Empire ottoman subsisterait. La Turquie recevrait alors l'Arabie à la place de ses territoires d'Europe, la Prusse l'Allemagne du Nord, la France la Belgique, et les autres puissances des compensations destinées à sauvegarder l'équilibre des forces (1).

B La fédéralisation de l'Europe

L'objectif de ces immenses bouleversements est d'éviter les périls qui menacent la cohésion de l'Europe. Mais l'auteur veut une autre révolution: il veut assurer la paix par l'introduction d'un esprit nouveau dans les rapports internationaux. Sacrifiant à une idée en vogue au cours des années 1860, il plaide pour la réunion d'un congrès dont sortirait une Europe pacifique. Qu'on en juge:

"... liberté, unité et indépendance pour toutes les nations d'Europe, égalité des droits pour toutes les classes, confessions et nationalités dans tous les pays, autonomie des communes et des Etats..., participation effective de la représentation nationale à la législation et à l'administration de chaque Etat, enfin et surtout abolition ou importante diminution des armées permanentes" (2).

Cet ambitieux programme offre la perspective d'une Europe libérale et fédérale, où les conquêtes militaires seraient remplacées par la négociation, où l'autonomie des groupes humains serait assurée, où les frontières des Etats seraient scrupuleusement tracées, où les citoyens vivraient dans la paix, la sécurité et le bien-être (3).

Etonnante anticipation: il aura fallu un siècle pour que cette Europe connaisse à grand peine un début de réalisation! Et elle n'a pas encore abordé la phase politique où

(1) Cf *ibid.* p. 90

(2) *ibid.* p. 89.

(3) *ibid.* p. 94.

"plusieurs Etats s'uniront de leur plein gré pour constituer un tout, où des provinces se détacheront d'un Etat pour se rattacher à un autre." (1)

Le moins qu'on puisse dire est qu'à l'époque de Europa: wird es republikanisch oder kosakisch? les choses n'évoluaient guère dans le sens souhaité par l'auteur. Car l'Europe de son temps trahissait une tendance fâcheuse à se constituer en Etats nationaux unitaires et jaloux de leurs prérogatives.

Or le problème de l'Etat national ne paraît pas l'avoir préoccupé outre mesure. Il se demande certes si le principe d'autonomie et d'autodétermination des collectivités locales et provinciales est compatible avec l'existence de l'Etat. Il craint assurément les grands Etats centralisés comme la France et la Russie. Mais pour lui autonomie et centralisme ne s'excluent pas nécessairement. Il en envisage même la synthèse comme le grand principe politique de l'avenir:

"Le principe de décentralisation, de selfgovernment et de fédération joint à un pouvoir exécutif souverain, fort et centralisé deviendra au cours de la période à venir la puissance qui avec l'autorité la plus irrésistible conquerra le monde." (2)

Ces deux concepts, d'ordinaire antinomiques, deviennent complémentaires. Ils correspondent dans l'esprit de l'auteur aux deux grandes tendances du 19ème siècle: indépendance des nationalités et aspiration à l'unité de tous les éléments d'une même souche ethnique (3).

Nous abordons ici l'aspect le plus original, et aussi le plus actuel de cet écrit. L'auteur, en effet, remarque que son temps est celui des revendications d'indépendance, non seulement de la part des individus, mais aussi de la part de toutes les collectivités humaines, à commencer par les ethnies ou "nationalités primaires" (Völkerschaften):

"Le principe de la nationalité, de l'autonomie et de la décentralisation, du selfgovernment de toutes les collectivités et communautés politiques (Staatskörperschaften) est

(1) *ibid.* p. 94.

(2) *ibid.* p. 102.

(3) *ibid.* p. 65. "Selbständigkeit einer jeden, wenn auch noch so winzigen Nationalität" et "Streben nach Vereinigung aller stammverwandten Elemente".

le cri de guerre général ... du présent. Des ethnies (Völkerschaften) tout à fait inconnues, ignorées ou oubliées jusqu'ici surgissent en Europe, font valoir leur nationalité et gagnent chaque jour en importance. Il en est ainsi par exemple des Basques, des Bretons, des Irlandais, des Flamands, des Bas-Allemands, des Thuringiens, des Saxons, des Alémaniques, des Franconiens, des Souabes, des Bavarois, des Tyroliens, et des autres ethnies allemandes, puis des Serbes, des Bohémiens, des Bulgares, des Ruthènes, des Roumains, des Lithuaniens, des Finnois etc..." (1)

On voit sous la trame de l'Europe historique, celle des Etats du 19ème siècle, transparaître une autre Europe, plus historique encore parce que plus ancienne. Elle vient du fond des âges. L'esprit et les traditions des peuples disparus y vivent encore: les Grecs se sentent toujours Hellènes, les Italiens Romains, les Français Gaulois. La tendance à l'autonomie des "nationalités primaires" constitue un retour aux origines de l'Europe préétatique. Elle est en corrélation avec le désir d'affranchissement des autres collectivités infraétatiques, telles que collectivités locales et provinciales. Aucun Etat, estime l'auteur, ne pourra se hasarder à aller à l'encontre de ce mouvement de libération.

Quant à la seconde tendance marquante du 19ème siècle, l'aspiration des mêmes éléments ethniques à s'unir entre eux, il est bien précisé qu'elle ne s'oppose pas à l'autre, mais qu'elle en est le complément. Il faut dégager le substrat ethnique de la gangue étatique avant de procéder à de nouvelles combinaisons (2).....

Ce que propose Europa: wird es republikanisch oder kosakisch?, c'est une refonte totale du système européen selon un principe nouveau, assurant à la fois l'autonomie des parties et l'unité de l'ensemble. Le fédéralisme est ce principe bivalent. A une Europe découpée en Etats par les hasards de l'histoire, il substituera une Europe pacifiquement et logiquement organisée. Cette Europe là, estime l'auteur, est en pleine gestation; l'opinion publique est sensibilisée aux idées fédéralistes par l'exemple américain; partout on proclame les droits

(1) ibid. p. 66.

(2) ibid. p. 68.

de la nationalité et la nécessité de se confédérer entre communes, entre provinces, entre nations.

Mais quel visage aurait l'Europe fédérative? Par quels moyens pratiques pourrait-elle voir le jour? Le point crucial est ici la question polonaise. D'elle dépendent toutes les autres: l'unification de l'Allemagne, les affaires d'Orient, la lutte contre l'oppression centraliste. La mission de la Pologne est de fédérer les Slaves, de contre-battre le panslavisme et la russification. Les Polonais doivent s'allier aux nationalités opprimées de l'empire tsariste, soutenir tous les courants fédéralistes qui peuvent exister dans l'opinion russe. Leur avenir est de procéder à l'indispensable européanisation de la Russie. L'auteur déplore le morcellement de la Pologne, mais le pluralisme va précisément dans le sens de ses conceptions fédéralistes. Il propose donc de lier les trois parties de la Pologne en une confédération et une union douanière, et de tisser des liens fédéraux entre ces institutions et la Russie. L'organisation des peuples slaves serait ainsi assurée, le danger d'hégémonie russe écarté.

A l'Ouest, chez les peuples latins, la principale nation représente elle aussi un péril pour l'Europe. La France - l'idée est courante dans la pensée allemande de cette époque - est un Etat hypertrophié, donc dangereux. Comment y remédier, sinon en la fédéralisant, en y introduisant les principes de selfgovernment et de participation? Les communes, cantons et provinces devront avoir des représentants élus. Les provinces se fédéreront par groupes (1). Ainsi restructurée, la France serait plus stable, plus libre, et prête à prendre la tête d'une confédération latine qui comprendrait la Belgique et la Suisse, l'Italie et l'Espagne, le Portugal et l'Irlande. Ces peuples auraient la charge de coloniser et de civiliser l'Afrique et l'Amérique latine (2).

(1) Cf p. 156. Cinq groupes sont prévus: le groupe oriental, d'origine "germanique", comprenant l'Alsace, la Bourgogne et la Lorraine - le groupe alpin et rhodanien - les provinces de la Garonne ou de langue d'oc - les provinces de Loire ou de langue d'oïl - enfin le groupe de la Seine et du Nord.

(2) *ibid.* p. 94.

Le nom de Proudhon n'est pas cité dans Europa: wird es republikanisch oder kosakisch ?. Il faut pourtant souligner qu'il existe un curieux parallélisme entre ce programme de fédéralisation de la France et de l'Europe et les conceptions défendues par l'auteur de La Fédération et l'unité en Italie (1862) et de Du principe fédératif (1863).

C Le fédéralisme germanique.

Reste le troisième grand groupe, celui des pays germaniques. Quel en sera le peuple catalyseur? L'auteur, à vrai dire, hésite curieusement entre la Prusse et les Etats-Unis d'Amérique. En définitive, il penche pour la Prusse, dont les qualités entraîneraient à coup sûr la Hollande, la Scandinavie, la Finlande, les Pays Baltes, l'Autriche, la Suisse et même l'Angleterre dans l'orbite de l'Allemagne (1). Deux ans après la venue de Bismarck au pouvoir, il est très impressionné par la puissance de l'Etat prussien. Il omet du reste de préciser les rapports entre la Prusse et l'Autriche, qui, de son côté, deviendrait le centre d'une confédération danubienne rassemblant quatre nationalités intégrales, Tchèques, Hongrois, Illyriens et Roumains, et deux nationalités fragmentaires, Allemands et Russes. Entre les Alpes et les Carpates, souligne-t-il, les peuples sont

"si imbriqués et si ramifiés qu'il est impossible de les séparer..." (2)

L'Autriche doit devenir le laboratoire par excellence du fédéralisme. Sa situation politique fait d'elle le pays destiné à élaborer de la manière la plus rigoureuse et la plus conséquente un système d'autonomie, de liberté et de coopération des peuples. Si elle sait renoncer à germaniser, à catholiciser et à centraliser, elle pourra exercer sur l'est et le sud-est de l'Europe une prodigieuse influence.'

Europa: wird es republikanisch oder kosakisch? est un projet d'organisation qui propose, en définitive, d'octroyer à la Prusse la prédominance en Europe centrale grâce à un système de compensation

(1) *ibid.* p. 95.

(2) *ibid.* p. 101.

pour l'Autriche, la France et la Russie. Il vise à assurer la paix et la sécurité européennes en satisfaisant les besoins d'expansion des grandes nations. L'auteur espère ainsi saturer les Etats pour plusieurs générations et animer leurs relations d'un esprit nouveau (1). Il estime ses conceptions fédéralistes pratiques et réalistes, mais reste pourtant sceptique quant aux possibilités de les réaliser. La suite des événements devait prouver qu'elles étaient intempestives, mais bien loin d'être dénuées de lucidité.

4. L'Allemagne du Sud et l'Autriche contre l'unitarisme

Europa: wird es republikanisch oder kosakisch? est un manifeste hautement digne d'intérêt. Il n'est toutefois pas sans lacunes ni sans ambiguïtés. L'auteur ne définit pas, par exemple, les relations mutuelles des trois grandes confédérations ethniques. De plus, il semble vouloir faire la part belle au bloc germanique, et en son sein à la puissance dominante, la Prusse, dont rien ne permet de penser qu'elle eût réussi à marier l'eau et le feu, c'est-à-dire fédéralisme et unitarisme. Or c'est précisément contre les dangers de l'agglomération et de la centralisation que s'insurgent dans les années 1860 les fédéralistes d'Allemagne du Sud.

A C. Homburg apologiste des petits peuples

C'est au nom des petits peuples que le publiciste C. Homburg (2) lance en 1866 un cri d'alarme dans Brigandage prussien. Exhortation solennelle à la vigilance pour toute l'Europe. L'Europe, proclame-t-il, s'en va vers des guerres de plus en plus fréquentes, vers l'abolition du droit et de la morale politique. Le principe des nationalités sert en réalité à camoufler l'expansionnisme. L'unitarisme forcené veut

(1) *ibid.* p. 164.

(2) C. Homburg, dont la biographie nous est inconnue, a publié en 1866, outre Preussische Wegelagerei, deux autres écrits antiprussiens: Rückblick auf Deutschland und Frankreich. Ein Fingerzeig für Deutschlands Fürsten und Völker et Blut und Eisen!! Die Grundfarben der neuen Karte Europas. Toutes ces oeuvres ont été éditées à Mannheim.

tout uniformiser, contraindre à l'unité toutes les communautés de même langue et de même origine. Si chaque nationalité prétend rassembler tous ses fragments épars, le continent peut s'attendre à une guerre de tous contre tous. Comment faire sans guerres l'unité allemande, l'unité italienne, l'unité ibérique, l'unité slave, sans compter l'annexion à la France des pays francophones, et le remembrement de quelques autres nations? Et ces conflits relativement limités ne seraient qu'un prélude, écrit Homburg, car ces grandes nations une fois constituées, elles n'auraient rien de plus pressé que de s'entrechoquer (1).

Voilà pour les relations internationales. A l'intérieur de ces monstrueux Etats règnera en outre un nivellement total; l'uniformisation absolue signifiera la fin de toute liberté individuelle. C'est en somme le procès du futur Etat totalitaire que Homburg fait en ces termes:

"Mais ceci sera l'ultime triomphe de cette révolution unitaire, l'avènement du despotisme, l'écrasement le plus complet de la personnalité et des libertés humaines, le commencement de la fin et ceci à coup sûr sans exception pour toutes les nations de l'Europe chrétienne..." (2)

Cet Allemand du Sud use de l'argumentation des historiens "grand-allemands". Il bat en brèche la Prusse, Etat impérialiste et annexionniste. Homburg tourne le dos à Europa: wird es republikanisch oder kosakisch?. Son idéal n'est pas un fédéralisme utopique, synthèse du centralisme et de l'autonomie, mais le fédéralisme pragmatique de style autrichien. Et plus encore qu'à l'Autriche, garante de la stabilité européenne, ses préférences vont aux petits peuples: Suisse, Belgique, Etats italiens et allemands du passé, peuples heureux et pacifiques, parfois glorieux, assumant parfaitement leur fonction dans un ordre universel institué par la Providence:

"Celui qui ne peut être architecte, qu'il soit du moins un bon maçon. Un peuple doit pouvoir courageusement se résoudre à être un petit peuple..." (3)

(1) Cf C. Homburg Preussische Wegelagerei. Ernster Mahnruf zur Wachsamkeit für ganz Europa, Mannheim 1866, p. 26.

(2) ibid. p. 36.

(3) ibid. p. 31.

Le fédéralisme de Homburg est caractéristique du particularisme d'Allemagne du Sud. Il est orienté uniquement vers la conservation du passé et ne propose rien pour l'organisation de l'avenir. Dans ces conditions, l'Europe ne peut être qu'une mosaïque de petits peuples. Homburg ne paraît même pas envisager l'éventuel regroupement des Etats d'Allemagne du Sud en une fédération faisant contrepoids à la Confédération d'Allemagne du Nord. Sa vision politique ne dépasse guère les frontières de sa patrie badoise.

B La fédération d'Europe centrale d'A.Fischhof

C'est également à l'Etat national que s'en prend dans L'Autriche et les garanties de son existence (1869) l'Autrichien Adolph Fischhof, dont l'influence fut réduite, mais qui fait figure de précurseur et auquel se sont référés plus tard des socialistes comme K. Renner (1).

Il lui préfère l'Etat multinational (Nationalitätenstaat) qui, écrit-il, est "une union de peuples" (Völkerverein). Ancien révolutionnaire libéral, Fischhof soutient le mouvement d'émancipation des nationalités, qui veulent être accueillies comme

"membres à part entière dans la famille des peuples d'Europe" (2).

La langue et la culture, non la race, conditionnent pour lui l'appartenance nationale. Il bannit toutes les perspectives de regroupement des peuples selon des principes purement ethniques. Telle est l'accusation principale qu'il porte contre le panslavisme, ce "vaste magma racial moscovite" auquel il convient d'arracher les petits pays

-
- (1) A. Fischhof (1816-1893), chef du mouvement révolutionnaire viennois, adversaire de Metternich en 1848, il se retire ensuite près de Klagenfurt, où il poursuit des travaux sur l'organisation de l'Empire des Habsbourg. Partisan du dualisme austro-hongrois, il défend pendant toute sa carrière les idées de fédéralisme et de décentralisation.
sur A. Fischhof cf J. Droz L'Europe centrale, op. cit. pp. 171-172, ainsi que A. Fuchs Geistige Strömungen in Österreich 1867-1918, Wien 1949, pp. 6, 36, 137, 279, 282.
- (2) Österreich und die Bürgschaften seines Bestandes, Wien 1869, p. 59.

slaves. Le principe d'union des peuples romano-germaniques, le principe linguistique et culturel, est selon lui bien supérieur.

Mais si Fischhof part en guerre contre les mouvements pan-ethniques, c'est qu'il prend fait et cause pour l'Autriche, chargée par lui d'opposer au panslavisme le rempart des principes occidentaux. Sa pensée prend parfois des allures de prophétie apocalyptique lorsqu'il dépeint le sort de l'"Europe cosaque, selon la sombre prédiction de Napoléon":

"Et malheur à l'Autriche, malheur à l'Occident, si l'on proclame par tout le monde slave l'annexion à la Russie! Malheur à l'Europe si par la rivalité des Etats elle est divisée et même entraînée dans la guerre, tandis que la Russie déploiera l'étendard d'une grande idée nationale, et, commandant aux forcés déchaînées de peuplades primitives, fait s'ébranler vers l'Occident ses gigantesques colonnes afin d'y menacer la civilisation germanique!... Eviter pareille chose, telle est la vocation de l'Autriche, telle est la tâche civilisatrice des Allemands d'Autriche. 'Unité raciale', voilà le mot d'ordre moscovite, que 'particularités des peuples' soit le cri de ralliement autrichien!"(1)

Cette mission historique de l'Empire des Habsbourg justifie son existence. Fischhof démontre qu'il n'est pas un conglomerat fortuit de pays et de peuples mais un Etat répondant aux nécessités de l'histoire. L'Autriche représente au centre de l'Europe un principe indispensable d'organisation, sans lequel les petits peuples sombreraient dans le chaos. L'Autriche est le symbole de la justice politique, car elle seule peut faire coexister sans oppression les peuples les plus divers (2). Fischhof pense lui aussi que, si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer. Il n'est pas partisan de la germanisation des minorités de l'Empire. Son action politique à l'époque de la Double Monarchie s'inscrit donc dans un grand courant fédéraliste. Il veut faire de la langue allemande la langue de

(1) *ibid.* pp. 141 - 142.

(2) Sur les tendances fédéralistes dans l'Empire des Habsbourg au cours des années 1860, en particulier dans la littérature politique slave et hongroise en langue allemande, nous renvoyons à l'ouvrage de M. J. Droz L'Europe centrale, chap. 5 "Le développement de l'idée fédérale en Autriche de 1859 à 1867".

culture de l'Europe centrale, non un instrument de domination. A l'appui de son idéal fédéraliste, il cite les grands exemples historiques des cités grecques et italiennes, des Etats-Unis d'Amérique, de la Confédération helvétique, "Autriche républicaine en miniature". Comme L. Eckardt, lui aussi ancien révolutionnaire autrichien, il pense que l'"Autriche est une Suisse monarchique en grand" (1). La glorification du fédéralisme suisse et de l'Etat multinational autrichien les conduit l'un et l'autre à envisager la création d'une vaste fédération d'Europe centrale. Fischhof souhaite dans ce but un rapprochement politique et économique de l'Allemagne et de l'Autriche, l'institution d'un système douanier et commercial. Sous forme d'"Empire fédératif", l'Autriche pourra ainsi accomplir son devoir européen, défendre la liberté occidentale, faire rayonner la culture germanique et assurer l'ordre et l'équilibre en Europe centrale et orientale.

II Le fédéralisme de Julius Fröbel

1. J. Fröbel homme politique et journaliste

L'oeuvre du fédéraliste "grand-allemand" Julius Fröbel(2) peut être considérée comme une sorte de synthèse des écrits précédents, qu'elle dépasse cependant par son envergure et par l'ampleur de ses perspectives. Fröbel eut en outre une audience certaine en matière politique, bien plus qu'Eckardt ou même Fischhof. Son expérience du monde et de la chose publique font de lui un théoricien engagé dans l'action ; l'un des chefs de file du fédéralisme allemand et européen.

(1) Österreich und die Bürgschaften seines Bestandes, op. cit. p.89.

(2) Sur J. Fröbel (1805-1893), auteur à peu près tombé dans l'oubli depuis la fin du 19ème siècle, cf W.Mommsen Julius Fröbel. Wirrnis und Weitsicht, Historische Zeitschrift t. 181, 1956, p. 498; J. Droz L'Europe centrale, op. cit. pp. 111-115; D. Groh Russland und das Selbstverständnis Europas, Neuwied 1961, pp. 293-300; H. Gollwitzer Europabild und Europagedanke op. cit. 1951, chap. 6, ainsi que Geschichte des weltpolitischen Denkens, Göttingen 1972, Bd. 1, pp. 455-472.

Sa carrière aventureuse rend de surcroît sa destinée particulièrement attachante.

Ce Thuringien, fils de pasteur, neveu du pédagogue Friedrich Fröbel, a souscrit toute sa vie au maintien de l'Empire autrichien. Ce partisan des idées "grossdeutsch" s'est rallié après 1870 au Reich bismarckien. Fröbel est en fait individualiste en tous domaines et difficile à rattacher à une idéologie bien définie. Il se sent naturellement cosmopolite, écrit-il dans ses mémoires. Il abhorre le chauvinisme, et le cadre national est pour lui trop exigü(1).

Géographe de formation, il enseigne à partir de 1833 à Zurich, où il a comme élève G. Keller. Devenu professeur de minéralogie à l'université, il est fait en 1838 citoyen de la ville. Il fonde en 1841 une maison d'édition pour livres interdits, "Le comptoir littéraire" ("Das literarische Comptoir") et dirige à partir de 1842 Der Schweizerische Republikaner, l'un des organes du libéralisme helvétique. Proche des hégéliens de gauche, il a pour collaborateurs nombre d'émigrés et d'écrivains politiques, entre autres Hoffmann von Fallersleben, Feuerbach, Ruge, Marx. Mais bientôt ses activités de journaliste lui attirent l'hostilité de certains milieux influents zurichois (2). Fröbel perd la rédaction du "Comptoir littéraire" en 1845. En 1846, il gagne Dresde, où il entre en contact avec les écrivains et artistes saxons, notamment avec R. Wagner. En 1848, il reprend la nationalité allemande et est élu représentant des démocrates au Parlement de Francfort. Il y lance, le 14 juillet, un vibrant appel en faveur de l'unité républicaine de l'Europe. Il y défend aussi l'existence de la Monarchie des Habsbourg. Et il commence à saisir toute l'importance géographique et historique de Vienne pour les pays danubiens lorsqu'il est envoyé dans la capitale autrichienne comme émissaire du Parlement de Francfort. Il y rencontre des hommes comme Palacky, qui veut transformer l'Empire autrichien en Etat fédératif, et Karl Marx, qui polémique contre lui dans la

(1) Cf Ein Lebenslauf, Stuttgart 1890, Tome I.

(2) Cf à ce sujet, et en particulier sur le juriste J.C. Bluntschli Ein Lebenslauf, Bd. I, p. 94.

Rheinische Zeitung. Arrêté en octobre 1848 avec son camarade Robert Blum par les troupes de Windischgrätz, Fröbel est grâcié par celui-ci. Revenu à l'église Saint-Paul, il gagne Stuttgart au printemps de 1849 avec les derniers représentants du Parlement de Francfort et participe au soulèvement de Bade. Fuyant la répression prussienne, il se réfugie en Suisse, et émigre ensuite aux Etats-Unis d'Amérique, d'où il ne reviendra qu'en 1857. Nous verrons quelle influence décisive ce séjour américain a eu sur l'orientation de sa pensée. Il jugera désormais l'Europe sous un angle nouveau. Fröbel aura de la Russie une connaissance beaucoup moins immédiate, acquise semble-t-il au contact d'hommes comme Bakounine et Tolstoï, qu'il rencontre à Bad Kissingen vers 1860. Ce qui le frappe surtout, c'est la foi mystique que tous deux ont en la mission universelle du peuple russe, en sa pureté originelle face à l'Occident corrompu (1).

En 1861, il devient l'homme de confiance du gouvernement de Vienne, qui lui demande de rédiger un écrit sur la politique "grand-allemande". Ce mémoire est un manifeste en faveur de l'Autriche, dont la dynastie doit assumer la dignité impériale héréditaire dans un Reich allemand restauré. L'auteur y prévoit en outre l'institution de deux chambres: "une chambre du peuple", qui comprendrait avec les députés de langue allemande ceux des petits pays germaniques voisins, tels la Hollande, la Belgique, le Danemark et la Suisse, dont les intérêts coïncident avec ceux de l'Allemagne (2). La seconde chambre serait la "chambre des princes", qui siégerait comme la première à Francfort.

Ce système bicaméral montre bien que deux attitudes coexistent désormais chez Fröbel: l'esprit démocratique, hérité de 1848, et l'esprit dynastique; déçu par l'échec de la révolution, mûri par son expérience américaine, il pense maintenant que la parole est aux

-
- (1) Cf Ein Lebenslauf, tome II, pp. 74-75.
(2) Cf Ein Lebenslauf, tome II, pp. 105. Ce mémoire de 1861 s'intitule Denkschrift über die Leitung der Grossdeutschen Angelegenheiten.

princes, et non aux peuples. Fröbel s'ingénie à fonder, pour le compte du gouvernement de Vienne, un parti "grand-allemand", dans le but de créer un Reich fédératif en Europe centrale. C'est lui qui rédige le programme du "Reformverein", le pendant du "Nationalverein" petit-allemand.

Son action aboutit en octobre 1862 à un grand rassemblement des partisans du fédéralisme, puis en 1863 au "Congrès des princes" de Francfort. On sait que ce congrès, en l'absence de la Prusse, fut un échec (1). L'année 1863 marque à la fois l'apogée et la fin des activités politiques de Fröbel en faveur du programme "grand-allemand". Déçu par l'Autriche, il se tourne vers les Etats de l'Allemagne moyenne. En 1865, R. Wagner sert d'intermédiaire entre lui et le roi de Bavière. Puis Fröbel entre au service du roi de Wurtemberg, qui l'envoie plaider en 1866 la cause du fédéralisme allemand auprès de Napoléon III.

A partir de 1866, il est de plus en plus sensible au réalisme de la politique prussienne. Bien qu'il dirige à Munich, à partir de 1867, la Süddeutsche Presse, il se rapproche de Bismarck. Le chancelier, qui lui donne audience en décembre 1868, fait sur lui tant d'impression que Fröbel se décide après 1871 à quitter Munich pour Berlin et à entrer au service du Reich. Il est nommé consul à Smyrne, puis à Alger. En 1888, il se retire à Zurich.

Son ralliement à la "Realpolitik" de Bismarck le sépare de l'autre éminent fédéraliste de son époque, le fédéraliste chrétien et grand-allemand K. Frantz, avec lequel il a été en relation étroite au début des années 60, et qu'il a rencontré plusieurs fois, en particulier lors du "Congrès des princes" de 1863. Si Fröbel a estimé la clairvoyance de l'auteur des Recherches sur l'équilibre européen (Untersuchungen über das europäische Gleichgewicht), il n'a cependant pas caché leurs divergences concernant la solution de la question allemande (2). Leurs conceptions se rejoignent pourtant sur deux points

(1) Fröbel semble avoir exagéré l'importance de son rôle personnel dans la réunion de ce congrès. cf ici J. Droz L'Europe centrale, op. cit. p. 113.

(2) Cf Ein Lebenslauf, tome II, pp. 67-68, 76-77, 259.

principaux: la nécessité de maintenir l'unité de l'Europe et le rôle éminent réservé au fédéralisme. Sur ces deux points, l'expérience que Fröbel a de l'Amérique souligne l'aspect "cosmopolite" de sa personnalité.

2. L'expérience américaine de Fröbel

Réfugié en Amérique, Ludwig Eckardt confesse son amour enflammé pour l'Europe. Bien différente est l'attitude de Fröbel s'embarquant pour le Nouveau Monde. Le poème "Der Flüchtling", datant de cette époque, nous présente une Europe décadente, promise à un avenir sans gloire, et abandonnée sans regret à son destin inévitable de continent déchu (1).

Quelques années de vie outre-Atlantique font revenir le révolutionnaire désabusé à une plus juste appréciation des choses. Certes il n'est pas comme le fameux émigré de Ferdinand Kürnberger, las de l'Amérique, "amerikamüde" (2). Il ne regrette pas avec nostalgie la magie des nuits européennes, il ne rejette pas les moeurs et la société américaine après avoir considéré d'abord le Nouveau Monde comme la construction la plus parfaite de la raison, comme le sommet de l'évolution humaine et l'apogée de la liberté. Mais il avoue avoir souffert jadis de la séparation et n'avoir pas quitté l'Ancien Continent d'un coeur léger:

"La pensée de la séparation d'avec l'Europe, où je dus abandonner dans les conditions les plus défavorables tout ce qui m'était cher, oppressait mon âme." (3)

Il reconnaît d'autre part la difficulté qu'éprouve l'Européen

(1) "Du altes Europa! Noch bist du so stolz! Doch der Dünkel nur deckt die Blößen dir zu. Es sind deines Ruhmes die Tage gezählt. Und du sinkest und sinkst in ruhmlose Nacht. Doch im Westen erglänzt ein neuer Tag, und wir folgen dem Schein und ziehen ihm nach. Ohne Abschiedsschmerz, und lassen zurück dein unabwendbares Schicksal."
dans Ein Lebenslauf, tome I, p. 276.

(2) Cf Ferdinand Kürnberger Der Amerikamüde, Frankfurt a.Main 1855.

(3) Aus Amerika. Erfahrungen, Reisen und Studien, tome I, p. 13. Leipzig 1856. Cet ouvrage a été traduit en anglais sous le titre de Seven years' travel in Central America, Northern Mexico, and the far West of the United States, London 1859.

à comprendre la vie américaine. S'il y était lui-même préparé, écrit-il, c'est grâce à son expérience de la Suisse, car

"l'esprit suisse, traduit en anglais et adapté à une plus vaste échelle, se rapproche effectivement sur bien des points de l'esprit des Etats-Unis d'Amérique." (1)

Pour lui, l'esprit américain est essentiellement positif: il tranche sur l'idéalisme européen.

C'est ainsi que Fröbel, sous l'influence de la vie américaine, amorce son évolution vers le réalisme qu'il admirera chez Bismarck et qui marquera désormais sa pensée (2). Le romantisme révolutionnaire est dorénavant dépassé; les dures réalités du Nouveau Monde contredisent l'égalitarisme libéral, qui prétend nier les différences naturelles entre les hommes. L'esclavage des Noirs est pour Fröbel un témoignage de la supériorité de la race blanche sur les races "passives". On voit quel gauchissement a subi la pensée du révolutionnaire et du démocrate. Bien sûr, il n'abandonne pas tout à fait ses conceptions antérieures. Mais son idéal n'est plus la démocratie à l'européenne, qu'il taxe d'égalitarisme niveleur et de verbosité pathétique. C'est désormais la démocratie à l'américaine, la démocratie aristocratique, "société de gens distingués, Etat de gentlemen", qui emporte son suffrage (3).

Celui qui en 1848 publiait avec Struve, Hecker, Herwegh, Jacoby, R. Blum et Ruge Die deutsche Volkszeitung, qui défendait la cause du peuple et de la république, est devenu quelque peu darwiniste et raciste. Lorsqu'il revient en Europe en 1857, il n'est plus ce qu'il était au départ. Il n'est pas non plus las de l'Amérique comme "der Amerikamüde" de Kürnberger.⁽⁴⁾ Il ne fait plus allusion au déclin européen. Il considère l'Ancien Continent d'un regard nouveau.

(1) *ibid.* p. 18.

(2) Cf O. Lorenz Ein Lebenslauf von J. Fröbel dans Staatsmänner und Geschichtsschreiber des 19. Jahrhunderts, Berlin 1896.

(3) Aus Amerika, Bd. I, p. 177: "Die amerikanische Demokratie will aber nicht eine Demokratie im Sinne dessen sein, was man in Europa 'das Volk' nennt. Ihr Ideal ist es, eine Gesellschaft von vornehmen Leuten, ein Staat von Gentlemen zu sein".

(4) voir ci-dessus. Ferdinand Kürnberger (1821-1879), Viennois persécuté pour ses idées libérales, écrivain et critique littéraire.

A vrai dire, ses premières impressions sont mauvaises et il se sent dépaysé. Tout lui paraît médiocre et vulgaire, sans noblesse et sans grandeur. Mais au delà de ces réactions personnelles, il importe de discerner l'importance que son expérience américaine a prise dans la vision politique du Fröbel. Il est l'un des premiers en Allemagne, et il le sait, à annoncer ce que la majorité des intellectuels européens ne saisit pas encore: le poids de l'avenir américain dans le présent politique de l'Europe.

Fröbel condense en 1858 ses thèses dans un petit livre qui renferme les thèmes principaux de son oeuvre: L'Amérique, l'Europe et les points de vue politiques du présent (Amerika, Europa und die politischen Gesichtspunkte der Gegenwart). Il se plaint que cet ouvrage se heurte à l'incompréhension prétentieuse des Européens. Le duc de Cobourg l'aurait lu avec intérêt, mais serait, paraît-il, resté sceptique. Seul, Humboldt aurait écrit que l'

"idée de regarder comme un tout le groupe des Etats d'Europe occidentale dans sa situation présente est une idée très féconde" (1).

3. L'Europe, terre de la culture idéale

Ce que l'auteur de L'Amérique, l'Europe et les points de vue politiques du présent reproche aux Européens, c'est de ne s'enthousiasmer que pour l'avenir ou pour le passé. Et il se donne d'emblée pour tâche d'analyser objectivement les caractères et la situation de l'Europe de son temps, tels qu'il les voit d'un regard neuf.

Il s'attache à définir tout d'abord ce qu'est pour lui l'Europe. C'est l'Europe occidentale, l'Europe "civilisée", l'Europe historique" (das westliche Europa, das Europa der Kulturgeschichte). Cette définition exclut a priori la Russie, ce qui ne saurait surprendre chez un Allemand du 19ème siècle formé à l'école du libéralisme.

(1) cité dans Ein Lebenslauf, tome II, p. 28.

En second lieu, l'Europe occidentale et sa civilisation sont intimement liées à la race blanche, à la race caucasique, créatrice d'une culture supérieure qui est partie de l'Occident européen pour rayonner en cercles concentriques comme ceux "que provoque une pierre lancée dans l'eau". Grâce à elle, la civilisation européenne est devenue mondiale. La race blanche est "la partie historique de l'humanité" (1).

En troisième lieu - rappelons que Fröbel était à l'origine géographe - la civilisation de l'Europe occidentale est fonction des données géographiques. La culture, la politique sont déterminées par le sol et le climat. L'idée a été énoncée par Montesquieu. Nous la retrouverons à maintes reprises chez les contemporains de Fröbel. Elle se mêle chez lui d'un certain hégélianisme qui considère le processus historique comme la succession sur la scène de l'univers d'"hommes et de nations représentatifs" (2).

Au demeurant, Fröbel est convaincu que les conditions naturelles font de l'Europe occidentale et méridionale "le berceau et l'école d'une culture humaine supérieure", par la diversité du sol et la richesse des productions (3). Son déterminisme ne va pas jusqu'à dénier à d'autres continents, surtout à l'Amérique, la capacité de devenir un terrain propice au développement de la civilisation. Dans le présent, cependant, l'Europe occidentale est

"l'école, le musée et le laboratoire des études et des expériences humaines... l'alma mater de la culture idéale"(4).

Un autre facteur de poids vient s'ajouter aux précédents: le facteur religieux. Les limites de l'Europe occidentale, coïncident

(1) Amerika, Europa und die politischen Gesichtspunkte der Gegenwart, Berlin 1859, pp. 5 et 6.

(2) *ibid.* p. 83: "So bringt die Geschichte der Reihe nach Völker und Völkergruppen in den Vordergrund ihrer Schaubühne... Es gibt also in der Tat eine historische Aristokratie - der Menschen, der Völker und der Rassen - nur liegen ihre Legitimationen nicht in der Vergangenheit, sondern in der Gegenwart."

(3) *Cf ibid.* p. 25.

(4) *ibid.* p. 26.

avec celles de la chrétienté médiévale. Et la question que se pose l'auteur est celle-ci: cette Europe aura-t-elle conscience de sa situation nouvelle, intermédiaire entre l'Amérique et l'Orient, et des tâches qui en découlent? (1) Comprendra-t-elle que les oppositions politiques du présent entre conservatisme, monarchisme et républicanisme correspondent à celles des trois confessions religieuses qui coexistent depuis la Réforme: catholicisme, luthéranisme et calvinisme? Saisira-t-elle que ces oppositions se ramènent au fond à un grand débat, qui pour Fröbel emplit toute l'histoire: celui de l'idéalisme et du réalisme? Ce débat explique selon lui toute l'évolution de l'esprit occidental depuis le Moyen-Age. Il explique l'opposition entre l'idéalisme germanique et le réalisme latin, et surtout la rivalité historique entre l'Europe de la culture, terre de l'idéalisme, et l'Amérique réaliste.

4. La Russie et le réalisme américain

Fröbel entrevoit à l'Est un autre champion du réalisme: l'immense empire russe, représentant dans le monde qui naît le réalisme "forcé", par opposition au réalisme "naturel" de l'Amérique. La conjonction des deux (l'auteur n'envisage pas encore la possibilité de leur rivalité) crée une ère utilitariste très défavorable à l'idéalisme européen.

"Mais tous deux, l'Ouest américain et l'Est russe, puisent leur force dans le réalisme et l'utilitarisme et édifient là-dessus leur avenir. Voilà la source des sympathies russo-américaines, qui recèlent le péril futur pour tout le système des Etats européens"

écrit-il dans sa Théorie de la politique (2).

En 1864, dans le tome II de cette oeuvre, Fröbel confirme les

(1) ibid. p. 62: "Zwischen der slawisch-tatarisch-levantischen Welt und der amerikanischen... liegt die Staatengruppe des europäischen Abendlandes, die Mitte des politischen Systems. Es ist eine inhaltsschwere und verhängnisvolle Frage, ob das europäische Abendland zu einem Gesamtbewusstsein dieser neuen kulturhistorischen Stellung und zu einer diesem Gesamtbewusstsein entsprechenden Form gelangen wird oder nicht."

(2) Theorie der Politik, Bd. II, p. 180.

dimensions de son Europe. La Russie en est décidément exclue. Elle est au fond une "Amérique inversée" (1). Selon le jugement de l'auteur, les relations historiques entre l'Europe et la Russie n'ont pas été ce qu'elles auraient pu être. L'Occident, une fois rompue l'unité de la chrétienté occidentale, qui était "le monde civilisé...", aurait pu trouver dans le monde slavo-tartare un pôle opposé qui l'aurait forcé à une rigoureuse cohésion (2). L'esprit occidental se serait concentré et affermi, comme il l'a fait face à l'Islam. Au lieu de cela, que s'est-il passé? Toute l'histoire de la Russie moderne a consisté en tentatives de rapprochement et de fusion avec l'Europe, surtout depuis 1815.

On notera la différence entre le point de vue de Fröbel et celui de Ranke, qui considère l'europanisation de la Russie comme un événement majeur de l'histoire moderne; par ailleurs, Fröbel diffère des chrétiens, surtout des catholiques conservateurs, car il écarte la Russie non pour des raisons strictement religieuses, mais parce qu'elle est "réaliste". Ses motifs sont essentiellement historiques et géographiques. Son objectif est d'appréhender les données du monde actuel et d'analyser objectivement l'évolution des civilisations afin d'édifier sur des bases solides le système politique de l'avenir (3).

S'il n'est pas question pour lui de proscrire la Russie pour des raisons confessionnelles, il n'est pas davantage question d'attendre une régénération de l'Occident par les Slaves. Fröbel tient cette théorie pour l'élucubration d'esprits décadents (4). Dans les années 60, il s'efforce par conséquent d'avoir une vision concrète des relations russo-européennes. A condition qu'elles ne soient pas envenimées par la question d'Orient et que la Russie cesse de prétendre

(1) *ibid.* p. 191: "Russland ist geradezu das umgekehrte Amerika, wie es nicht neu ist, dass Europäer die Vereinigten Staaten als ein republikanisches Russland bezeichnet haben."

(2) *ibid.* p. 196.

(3) Cf *ibid.* p. 194.

(4) *ibid.* p. 304: "... das kränkelnde Geisteskind abendländischer Malcontents... Man hat Menschen dieser Gemütsstimmung ... "Europamüde" genannt".

à l'héritage de Byzance, il pourrait s'instaurer des rapports féconds entre l'Orient et l'Occident, des rapports de civilisation à civilisation. L'Est fournirait le matériau que l'Ouest élaborerait grâce à la perfection de son esprit. Le mouvement de la culture irait de l'Ouest vers l'Est, la Russie important les formes de pensée occidentales.

Un pareil échange couperait court à tous les projets de régénération d'une Europe prétendument décadente. En revanche, la Russie serait chargée d'une mission civilisatrice originale en Asie, où elle porterait avec l'Amérique l'"esprit d'utilitarisme". C'est le sens que Fröbel donne à la pénétration russe en Asie vers le milieu du 19ème siècle. Il considérera encore la Russie, au moment de la guerre russo-turque de 1877-1878, comme l'un des agents les plus puissants de propagation de la civilisation, mais doutera de plus en plus que les motivations et les méthodes primitives de sa politique rendent possible un échange fructueux avec l'Occident. (1)

C'est qu'en réalité, Fröbel constate en 1878, au moment où il fait paraître Les points de vue et les tâches de la politique, une divergence croissante entre le principe de l'Europe d'une part, celui de la Russie et de l'Amérique d'autre part. Dès l'époque de son séjour aux Etats-Unis, il avait noté que le continent américain tendait à s'éloigner de l'Europe et à se rapprocher de la Russie, qu'il inclinait à former un système sui generis et à prendre conscience de son importance grandissante comme puissance prédominante (2). Les articles publiés dans les journaux américains et recueillis ensuite dans le premier tome des Petits écrits politiques montrent bien comme Fröbel analyse la civilisation du Nouveau Monde par rapport à l'Europe, cette Europe qui est le pays de la théorie et de l'abstraction, des querelles

(1) Die Gesichtspunkte und Aufgaben der Politik, p. 456, Leipzig 1878.

(2) "Das richtige Bewusstsein seines grossen kulturgeschichtlichen Berufes - des Berufes, die Dominante der Tonart zu sein, aus welcher die nächsten Jahrhunderte der Welt vorspielen werden - hat im Geiste des Amerikanertums den Charakter eines Glaubens an politische Herrschaft angenommen..."
Theorie der Politik, Bd. II, p. 319.

de mots et d'idées. L'Europe fait des réformes sur le papier, l'Amérique révolutionne la société, émancipe l'individu et le libère de la tutelle des préjugés. Pour quelle raison? Parce qu'elle est le pays du réalisme, du pragmatisme, de la pratique.

Il faut mentionner que, dans ce contexte, l'auteur des Petits écrits politiques tente une interprétation du phénomène de l'émigration. L'émigré européen peut, écrit-il, s'américaniser sans se "déseuropéiser", devenir un réaliste sans cesser d'être idéaliste. S'américaniser signifie devenir un autre homme, acquérir une culture supérieure faite à la fois d'idéalisme (il pense surtout à l'idéalisme allemand) et de réalisme anglo-américain. Cela signifie ne compter que sur soi-même, s'émanciper de l'Europe, qui ne sera plus pour les émigrés qu'une sorte de "vieille grand-mère". Aux yeux de Fröbel, l'émigration prend la dimension d'un phénomène historique de première grandeur: elle instaure un nouvel équilibre mondial, elle crée une civilisation nouvelle, grâce à la synthèse et à la polarité du réalisme anglo-américain et de l'idéalisme allemand, et selon un processus dialectique ainsi exposé par l'auteur:

"Face à tout le système politique européen, le système américain doit être le représentant de son propre idéal de civilisation... Cet idéal est pour le moment représenté de manière unilatérale par les USA, c'est-à-dire par l'esprit anglo-américain, dans lequel le contraste envers l'Europe prend la forme la plus accusée. Mais au sein de l'esprit américain doivent surgir également des oppositions dans lesquelles... le caractère unilatéral de l'anglo-américanisme trouvera son contrepoids. Telle est la mission de l'esprit allemand..." (1)

5. L'Europe dans la triade mondiale

La civilisation américaine, à la fois prolongement, antithèse et synthèse de l'Europe, donne soudain un sens nouveau à la position

(1) Kleine politische Schriften, Stuttgart 1866, p. 196.
"Die deutsche Auswanderung und ihre nationale und kulturhistorische Bedeutung."

de la Russie, qui n'était d'abord qu'"excroissance ou appendice du monde européen". Telle est la situation nouvelle du monde civilisé, révélée à Fröbel par les événements de la Guerre de Crimée (1). Une mutation profonde dans l'équilibre des puissances, des translations de forces se sont alors opérées, qui aboutissent à ce fait historique sans précédent: la naissance d'une triade mondiale.

"Depuis lors l'Europe occidentale, à laquelle durant une longue période de l'histoire de la civilisation le système politique des nations historiques s'était limité, n'est plus que le moyen terme d'une grande triade politique, selon laquelle le monde civilisé a commencé à s'organiser, et chacun des Etats européens voit de ce fait sa position modifiée..." (2)

Fröbel déplore que l'Europe, dans son aveuglement, ne saisisse pas encore l'importance de ces changements. Il regrette que lors de la Guerre de Crimée, la Russie ait été repoussé vers l'Est au risque de se replier sur elle-même et d'être livrée aux démons du panslavisme. Il redoute par ailleurs l'éventualité d'une coïncidence anti-européenne du monde américain et du monde "slavo-tartare", tous deux vastes, neufs, dynamiques et positifs. Fröbel ne manque pas de citer à l'appui de ses thèses la fameuse parole de Napoléon sur l'Europe républicaine ou cosaque, encore qu'il ne partage pas entièrement le pessimisme du captif de Sainte-Hélène quant au sort politique de l'Ancien Continent (3).

C'est qu'il ne pense pas en termes d'hégémonie, mais en termes de polarité. Le destin de l'Europe occidentale, dès lors, n'est pas affaire de conquête, mais d'instauration d'un équilibre mondial dont

(1) Il écrit dès 1855 dans le San Francisco Journal:

"Der gegenwärtige Krieg ist der erste geschichtliche Vorgang in welchem sich die Tatsache praktisch darstellt, dass an die Stelle eines politischen Gleichgewichts von Europa ein politisches Gleichgewicht der Welt zu treten beginnt. Die grosse Politik ist Weltpolitik geworden... Amerika und Russland sind die beiden Pole der politischen Welt geworden und zwischen ihnen liegt das westliche Europa als Übergang in der Mitte."
"Die europäischen Ereignisse und die Weltpolitik" dans Kleine politische Schriften, Bd. I, p. 50.

(2) Amerika, Europa und die politischen Gesichtspunkte der Gegenwart, p. 4.

(3) Cf ibid. p. 54.

elle est nécessairement le centre de gravité (1). La philosophie politique de Fröbel est d'ordre spirituel. A son sens, le sort de l'Europe ne dépend pas seulement du jeu des forces politiques et matérielles, mais aussi de l'évolution des principes dont ces forces sont l'expression. La période actuelle de l'histoire, qui est caractérisée par la triade du monde civilisé, aurait été préparée de longue main par les transformations de la chrétienté médiévale (2). Il faut se souvenir du fait que Fröbel place au centre de ses préoccupations l'opposition de l'idéalisme et du réalisme, qui est l'une des grandes antinomies de son siècle. Il explique par l'évolution des idées la situation politique de son temps. D'une part le réalisme moderne a détruit, estime-t-il, l'idéal mystique de la chrétienté occidentale pour en faire surgir le protestantisme monarchiste allemand, le républicanisme puritain d'Amérique et le catholicisme latin. D'autre part, le christianisme oriental s'est transmué en réalisme, le réalisme russe,

"qui évolue dans une direction opposée à l'individualisme de la démocratie américaine et qui met le cap sur un communisme gouvernemental" (3).

Placée entre l'individualisme américain et le communisme russe, l'Europe a vocation d'équilibrer les extrêmes, d'harmoniser les contraires, de créer des formes nouvelles d'existence.

"Tandis que la Russie monarchique et l'Amérique républicaine se comportent comme les deux grands pôles géographiques et en même temps ethniques du monde politique, l'Europe... est destinée à devenir le théâtre de l'opposition et de l'interaction des deux formes d'organisation politique, et de cette interaction doivent nécessairement naître des

-
- (1) Fröbel indique un autre équilibre possible, avec les Indes et la Chine comme pivot. Mais le monde asiatique n'appartient pas à l'humanité "active" et ne peut être que le champ d'action de la triade mondiale.
cf Kleine politische Schriften, Bd I, p. 53.
- (2) Fröbel échafaude une construction dialectique pour expliquer l'évolution historique depuis l'Antiquité: la première phase correspondrait à l'esprit grec, cherchant l'idéal dans la beauté de l'univers réel, la seconde au christianisme médiéval aspirant à une réalité suprasensible. L'époque contemporaine serait alors la transition vers la troisième phase, vers la synthèse des deux autres. Cf à ce sujet D. Groh Russland und das Selbstverständnis Europas, p. 296.
- (3) *ibid.* p. 125.

réalisations sociales qui revêtiront un caractère nouveau et marqueront un progrès original de l'espèce humaine." (1)

L'Europe est une réduction du dualisme mondial. Ce qui est un privilège, mais aussi un danger. Sa partie orientale participe du principe russe, sa partie occidentale du principe américain. Son centre est le champ clos où s'affrontent les extrêmes:

"Cette Europe placée entre eux ne peut cependant être qu'une réplique aux dimensions réduites des positions de la grande politique mondiale. Elle présente à l'Est un groupe d'Etats que nous voyons plus ou moins influencés par le principe russe. Elle a à l'Ouest, en Grande-Bretagne et en Irlande, ses rapports historiques avec le principe américain, et entre les deux se trouve un centre, qui est pour l'Europe ce que l'Europe est pour la politique mondiale: le point central, et par là le champ de bataille des extrêmes." (2)

Près d'un siècle avant Yalta, Fröbel paraît entrevoir la possibilité d'un partage de l'Europe en deux zones d'influence rivales, sans pour autant sombrer dans le pessimisme. Car le conflit n'est encore, dans un avenir prévisible, que celui des principes. L'auteur ne se hasarde pas à prophétiser ce qu'il adviendra de l'Europe lorsque l'Amérique et la Russie lutteront pour la puissance. Ce moment, pense-t-il, est encore très éloigné, trop éloigné pour que l'Ancien Continent ne se préoccupe pas des seules questions urgentes: son organisation politique et la domination du globe. Groupée autour de l'Europe, la trilogie mondiale des peuples de race blanche a en effet mission de civiliser le reste du monde, les pays "barbares".

Fröbel précise ces vues dans sa Théorie de la politique. Sa pensée est ici visiblement sous l'emprise du libre-échangeisme triomphant et de l'expansionnisme européen. La politique mondiale, écrit-il alors, est imposée par les nécessités du commerce et de l'économie. La notion de grande puissance européenne a de moins en

(1) Kleine politische Schriften, Bd. I, p. 53. "Die europäischen Ereignisse und die Weltpolitik" 1855.

(2) ibid. p. 54.

moins de sens. La science et la technique de l'Europe ouvrent à l'humanité des territoires neufs et donnent à la civilisation occidentale un caractère universel. Cette civilisation est par nature expansive et utilitariste, et suppose l'exploitation méthodique des ressources terrestres (1).

Fröbel assigne naturellement aux nations européennes des tâches à la fois civilisatrices et colonisatrices. Chacune doit participer à cette expansion selon son tempérament et ses aptitudes: la France en Afrique et en Extrême-Orient, la Russie en Asie centrale, l'Autriche dans le Levant (2).

Nous ajouterons qu'avec les années, l'expansionnisme civilisateur de Fröbel se teinte de discrimination raciale, fruit des séjours en Amérique et en Afrique. Les points de vue et obligations de la politique, oeuvre écrite à Alger en 1877, définissent la doctrine de l'auteur comme "darwinisme idéaliste" et "darwinisme politique". Fröbel prétend en effet y démontrer qu'il est réservé à la race blanche de dominer le monde et que toute civilisation doit reposer sur l'inégalité des races (3). Alors qu'il préconisait en 1848, au Parlement de Francfort, un règlement de la question sociale grâce à une union des peuples libres d'Europe, il est à présent convaincu qu'elle ne peut être efficacement résolue que par l'émigration et par l'organisation dans les pays colonisés d'une société hiérarchisée de maîtres et d'esclaves, idée que nous rencontrerons à peu près à la même époque chez Nietzsche. Il va jusqu'à envisager la liquidation pure et simple des races inutilisables pour les peuples civilisés. Tel est l'ordre que la triade mondiale de la race blanche, en premier lieu ses éléments européens

-
- (1) On trouve sous la plume de l'auteur des formules comme celles-ci:
"Zivilisation ist das Leben in sofern es utilitarischen Beweggründen folgt ... Zivilisation ist zur gesellschaftlichen Form gewordener Utilitarismus..."
cf Theorie der Politik, Bd. II, p. 344.
- (2) Cf ibid. pp. 349-358.
- (3) Die Gesichtspunkte und Aufgaben der Politik, op. cit. p. 64.

ont à faire régner sur l'univers , et cela en vertu d'une mission providentielle et du progrès de la civilisation. Chez Fröbel, le réalisme le plus pratique et le plus utilitariste n'exclut pas la croyance idéaliste en une finalité humaine de l'histoire de l'Occident. L'ultime tâche de l'Europe est d'animer la civilisation occidentale d'un esprit religieux rénové. Seul un panthéisme vivant peut vivifier un christianisme sclérosé et correspond au caractère à la fois universaliste, humaniste et réaliste d'une civilisation qui s'est assimilée toutes les cultures (1). On doit avouer que, chez Fröbel, idéalisme et réalisme se mêlent parfois de bien étrange façon. Par la priorité absolue qu'il accorde à l'homme blanc, il est le porte-parole de l'Europe de son siècle. Par l'exigence d'une religion nouvelle, il est l'enfant de l'Allemagne de son temps.

6. Relativité de l'Europe

Dans la triade mondiale, chargée comme on l'a vu de répandre les lumières de la civilisation, l'Europe occidentale joue assurément un rôle majeur. Mais depuis l'époque de la Guerre de Crimée, Fröbel constate que la prédominance européenne n'est plus qu'une fiction: le système européen s'est transformé en système mondial, l'Amérique se prépare à surpasser l'Ancien Continent, l'Angleterre voit se profiler à l'horizon le démantèlement de son empire colonial. La perte des colonies européennes est un phénomène irréversible, nécessairement provoqué par le grand mouvement d'évolution des civilisations.

Dès 1852, dans un article intitulé "Die Zukunft Europas vom Standpunkt des Flüchtlings" et paru dans la New Yorker Allgemeine Zeitung, Fröbel se livre à des réflexions alarmantes, comme celle-ci:

"L'état actuel de l'Europe est un grand point d'interrogation à la dernière page du livre de l'Histoire." (2)

Suit une série de conjectures sur l'avenir de l'Europe, la décadence

(1) Cf Die realistische Weltansicht und die utilitaristische Zivilisation, Leipzig 1881.

(2) Kleine politische Schriften, Bd. I, p. 3, article du 19/2/1852.

du monde antique, l'épanouissement et le déclin des civilisations, et la possibilité pour l'Occident de se régénérer. Tout cela n'a rien de très original. Toute cette philosophie de l'histoire n'est qu'une réminiscence des théories organicistes. Moins banal cependant est le fait que l'expérience personnelle de Fröbel vienne renforcer son scepticisme. Loin d'être pour l'Europe un moyen de rajeunissement, la révolution n'est plus pour lui que l'indice du déclin. L'idéalisme européen a créé la grande idée de la liberté, mais c'est le réalisme américain qui est seul apte à la réaliser. L'avenir appartient à l'Amérique, parce qu'elle est représentante d'une ère nouvelle (1). Voilà une dure réalité, que l'Europe a évidemment peine à admettre. Elle n'arrêtera pas le mouvement de l'histoire en affirmant sa supériorité dans la culture, l'humanisme et les moeurs. Elle a été certes le berceau de la "civilisation idéale", classique et chrétienne. Mais cette civilisation a dépassé maintenant l'âge juvénile; le cadre des petits Etats diversifiés et particularistes ne correspond plus à sa maturité. Celle-ci nécessite de l'espace, de la simplicité, de la massivité pour passer de l'idéalisme au réalisme (2).

C'est pour cette raison que Fröbel condamne le principe national, qu'il confond d'ailleurs - il n'est pas le seul en son temps - avec le principe ethnique. Pour lui, le principe des nationalités "au sens

-
- (1) Kleine politische Schriften, Bd. I, p. 109; "Wahlrede für Fremont", Philadelphie 11/10/1856: "Realismus und Idealismus sind das Doppelprinzip der kommenden grossen Kulturperiode der Menschheit, ... und so ist es die Zukunft, welche aus Europa nach Amerika auswandert... Der wahre 'Europamüde' ist der, welcher einer Gegenwart überdrüssig ist, die ausschliesslich von ihrer Vergangenheit beherrscht wird, und der die Zukunft sich nur als Resultat, niemals als bewirkende Idee darstellt. Wer es versteht, was dies heisst, dem ist es gleichgültig, ob er auf der Ostseite oder Westseite des Atlantischen Ozeans sein Leben macht, und wer als "Amerikamüder" zurückkehrt, hat sich nur wie Loth's Weib benommen..."
- (2) Cf Theorie der Politik, Bd. II, pp. 185-189.

généalogique du terme" est une aberration de doctrinaires. C'est folie que de vouloir constituer en un tout les peuples possédant une généalogie commune, car c'est vouloir diviser l'Europe en blocs panethniques. C'est vouloir, en vertu de principes douteux, entraver l'unification de l'Europe occidentale devenue indispensable (1). Fröbel tient donc le principe national qui agite l'Europe de son temps pour incertain et équivoque. On ne peut raisonnablement le fonder ni sur la race, ni sur la langue, ni sur la religion. Même la norme la plus sûre, la communauté de sol et de destin (Landsmannschaft) n'échappe pas au danger d'être faussée par la théorie des frontières naturelles. Tout ce qui divise l'Europe est nocif. Si Fröbel voit dans la variété européenne un avantage, il ne se cache pas qu'elle devient un inconvénient face à l'immensité de la Russie et de l'Amérique. L'Europe souffre du morcellement, de la mesquinerie de ses Etats (Kleinstaaterei und Kleinigkeitskrämerei) (2). Bref, le principe national est en grande partie le produit d'une agitation artificielle, fomentée dans le but de diviser pour régner. C'est le signe tangible du déclin de l'Europe, aux dires de l'auteur des Petits écrits politiques:

"En tant que processus historique, la désintégration d'ensembles politiques relativement grands en leurs éléments raciaux ... (est) un phénomène de la décadence européenne qui incite aux plus sombres pensées ..., un poison qui menace de désagréger toute vivante l'Europe occidentale." (3)

Et le nationalisme menace l'Europe au moment où, dans la crise de la civilisation, le temps travaille contre elle. Les signes d'un changement profond se multiplient. Toute idée nouvelle joue pour l'Amérique, et contre l'Europe. Le matérialisme européen est un indice de déclin moral et le matérialisme américain un facteur de vigueur.

Ces prophéties entrent dans le schéma de pensée de Fröbel: l'antithèse de l'idéalisme et du réalisme. De pareils systèmes

(1) Cf Amerika, Europa und die politischen Gesichtspunkte der Gegenwart, p. 67.

(2) Cf Theorie der Politik, Bd. II, chap. 10 et 11.

(3) Kleine politische Schriften, Bd. I, p. 215.

historico-politiques sont la plupart du temps sujets à caution. Mais ne doit-on pas reconnaître que ces intuitions étayées par l'expérience, sont d'un intérêt considérable? Ne doit-on pas concéder que ces prévisions sur le reflux de la puissance européenne, sur l'expansion russe et américaine sont aujourd'hui la réalité même? Ne lisons-nous pas dans Die Gesichtspunkte und Aufgaben der Politik que

"La possibilité d'une domination russe sur le Bosphore et dans le Détroit des Dardanelles est une donnée de la situation présente; celle d'une domination américaine sur les Iles Britanniques ... paraît encore être du domaine des élucubrations d'une imagination politique malade, ... et pourtant,

poursuit l'auteur

la première éventualité, avec le temps, entraînerait à coup sûr la seconde. De même que l'Europe a eu et a encore des possessions en Amérique, l'Amérique peut un jour, dans l'avenir, avoir des possessions en Europe. Ce n'est pas une nouveauté dans l'histoire que des colonies se rendent maîtresses de leurs métropoles." (1)

Ces lignes ont été écrites il y a bientôt un siècle. On doit admettre que si Fröbel a commis quelques erreurs de perspective, certaines de ses anticipations sont d'une saisissante justesse.

7. Les "cantons d'une grande confédération"

Deux phénomènes historiques concomitants marquent selon notre auteur le milieu du 19ème siècle: le surgissement de la politique mondiale et l'évolution de l'Europe vers son unification; de la situation désormais relative de l'Europe, Fröbel déduit la nécessité où elle est de s'organiser et de surmonter ses divisions.

Il fait d'abord valoir un phénomène fondamental: la tendance à l'uniformisation des races et des peuples. Il n'y a pas, à son avis, de races pures en Europe. En outre, les mélanges ethniques survenus depuis l'antiquité la plus reculée confèrent précisément à notre continent cette diversité unique dont est issue sa civilisation (2).

(1) Die Gesichtspunkte und Aufgaben der Politik, op. cit. p.464.

(2) Cf Theorie der Politik, Bd. II, p. 145.

En second lieu, la culture, née des mélanges de races à l'Occident de l'Europe, se répand, rapproche les peuples, élimine les préjugés. Les perfectionnements de la technique, la communauté des intérêts, la similitude des mœurs sont en train d'effacer les particularités nationales. Fröbel puise dans l'existence d'une communauté de vie "conditionnée par la nature et la civilisation" sa foi en un avenir européen.

"Bien qu'ils s'opposent en de multiples contrastes, les membres du groupe européen ... gardent une communauté d'existence conditionnée par la nature et la civilisation. L'Amérique et la Russie sont des puissances de la plus haute importance pour l'évolution ultérieure de l'histoire du genre humain. Mais jusqu'ici, dans cette évolution, l'Europe semble néanmoins avoir entre les deux sa mission civilisatrice particulière et constante, et elle n'a elle-même pas encore de raisons suffisantes de croire à sa démission historique, dont il a déjà été question de manière fort nette chez l'un et l'autre de ses voisins." (1)

Mais comment éviter que l'influence européenne, rejetée de Russie sous le nom d'"occidentalisme", et d'Amérique par la doctrine de Monroe, ne s'amoindrisse au point que l'Europe succombe sous l'avance conjuguée de la russification et de l'américanisation? Une seule solution demeure: redonner force au système politique européen et faire abstraction des oppositions internes (2). Dès 1859, dans L'Amérique, l'Europe et les points de vue politiques du présent, Fröbel lance un appel pressant à l'unité. L'Europe, si elle ne veut pas perdre sa personnalité, doit se hâter de former "un corps politique, une confédération européenne" avant que l'Amérique et la Russie soient parvenues au maximum de leur puissance. La Guerre de Crimée doit faire prendre conscience à l'Europe de sa solidarité, de la nécessité de constituer une troisième force n'attendant que les institutions indispensables à son efficacité, Fröbel préconise en particulier une fusion progressive des esprits. L'esprit allemand et l'esprit français devraient se compléter afin de représenter ensemble le "réalisme moderne tourné vers l'intérieur", tandis que l'Angleterre apporterait à l'Europe le réalisme pratique.

(1) Gesichtspunkte und Aufgaben der Politik, p. 465.

(2) ibid. p. 465.

Un dosage équilibré d'idéalisme et de réalisme permettra enfin l'organisation politique de l'Europe occidentale et centrale.

"Seule cette organisation collective, assure Fröbel, permettra aux nations européennes de mener à nouveau une existence satisfaisante - ce n'est que comme membres d'une fédération de l'ensemble des Etats européens, dans laquelle il ne sera pas nécessaire pour chacun d'entre eux de vouloir constituer un tout séparé et animé d'un esprit particulier, mais où chacune des parties complétera l'autre, et concourra par là à représenter l'ensemble qu'elle ne peut représenter toute seule, que pourra être institué à nouveau un édifice politique qui sera pour l'esprit réaliste du présent et de l'avenir l'équivalent de ce qu'était ou voulait être la constitution symbolique de la chrétienté occidentale sous l'égide du pape et de l'empereur." (1)

Cette longue citation nous amène précisément au coeur de la pensée européenne de Fröbel. A l'aube de ce qu'il considère comme l'ultime période de l'évolution humaine, les Etats européens ne peuvent plus prétendre isolément être des puissances de première grandeur.

"Les Etats de l'Europe occidentale ne peuvent plus apparaître dans la pénombre de l'avenir que comme les cantons d'une grande confédération (die Kantone einer grossen Eidgenossenschaft)". (2)

Notons que l'auteur utilise ici le terme typiquement helvétique de "Eidgenossenschaft". Dans l'article Les événements d'Europe et la politique mondiale (Die europäischen Ereignisse und die Weltpolitik), datant de l'époque de la Guerre de Crimée, c'était celui de "Bundesgenossenschaft" qui venait sous sa plume (3). Plus tard, dans un article de 1865 paru dans la Allgemeine Zeitung: La vocation de l'Autriche et les conditions de sa puissance et de sa sécurité (Österreichs Beruf und die Bedingungen seiner Macht und Sicherheit), les deux termes sont utilisés indifféremment, ce qui prouve que Fröbel n'entre pas dans les subtilités du langage juridique et qu'il ne s'embarrasse pas de problèmes de terminologie.

(1) Amerika, Europa und die politischen Gesichtspunkte der Gegenwart, p. 127.

(2) ibid. p. 210.

(3) "Nur in einer grossen Bundesgenossenschaft der sämtlichen Staaten des westlichen Europas lässt sich eine vollkommene Lösung aller europäischen Schwierigkeiten erwarten..."
Kleine politische Schriften, Bd. I, p. 56.

8. Le fédéralisme fröbélien

R. Ullner a mis en relief le caractère complexe du fédéralisme de Fröbel (1). Les conceptions fröbéliennes remontent à 1848, et plus précisément au petit écrit Vienne, l'Allemagne et l'Europe (Wien, Deutschland und Europa), qui contient en germe quelques-unes des idées qui seront ensuite développées: critique du principe national, phénomène d'interpénétration des races, importance de l'Autriche. Vienne fait alors aux yeux de Fröbel figure de centre géographique et ethnique, de lieu de rencontre entre

"les quatre grandes races de notre continent: la latine, la germanique, la slave et la tartare" (2).

A l'époque, le révolutionnaire fait en outre de la capitale autrichienne la future capitale démocratique de l'Europe, et il propose d'y réunir un vaste congrès des nations libres afin d'y proclamer une confédération fraternelle de type suisse. Contre la menace de l'absolutisme russe, il milite pour la création en Europe centrale d'une confédération démocratique comprenant les Etats germaniques, la Pologne, la Hongrie et les peuples slaves de l'Empire autrichien. Ce qui lui importe, c'est que tous les Etats de culture occidentale, à savoir "les Etats européens à l'exception de la Russie et de la Turquie" prennent acte du fait qu'ils évoluent nécessairement vers une unité pratique, de type fédéral et sanctionnée par le droit international. En même temps, il est convaincu qu'entre la Russie et l'Amérique un grand système commercial propre à l'Europe est en train de naître, système que le droit international devra sous peu entériner.

La question vitale pour chacun des Etats n'est donc plus de persévérer dans un séparatisme anachronique, mais de déterminer le rôle qui lui reviendra

"en tant que canton de cette grande confédération européenne" (3).

Ce petit écrit sur Vienne, l'Allemagne et l'Europe, qui en fait est

(1) Cf R. Ullner Die Idee des Föderalismus, op. cit. p. 58.

(2) Wien, Deutschland und Europa, Wien 1848, p. 6.

(3) Kleine politische Schriften, Bd II, pp. 365-366.

un manifeste antidynastique, sauva la vie à Fröbel en 1848 et lui permit d'échapper au sort de son camarade Robert Blum, Windischgrätz ayant tenu compte du fait que l'auteur était partisan du maintien de l'Empire autrichien.

Il convient d'insister sur le fait que Vienne, l'Allemagne et l'Europe illustre à deux points de vue principaux les conceptions fédéralistes de Fröbel (1). Tout d'abord le fédéralisme y est conçu comme la cristallisation des peuples autour d'un noyau central. Il s'agit encore, en 1848, de la fédéralisation d'Etats libres et républicains, conformément à l'idéal kantien (2).

D'autre part, Fröbel propose deux modèles d'organisation à l'Europe: la Suisse et les Etats-Unis d'Amérique. Il a pour but l'union politique des nationalités dans une "confédération fraternelle et libre" selon le modèle helvétique, comme il le souligne dans son opuscule (3). Le modèle américain, semble-t-il, joue lui aussi un rôle important, avant même que Fröbel ne le connaisse par expérience (4).

Par la suite, l'expérience directe aidant, les Etats-Unis paraissent devoir prendre le pas sur la Suisse comme prototype d'une fédéralisation de l'Europe. Dans Théorie de la politique, en 1861, ils sont présentés comme la première réalisation intégrale du système fédératif,

"qui peut incontestablement s'appliquer aussi à l'Europe monarchique" (5).

-
- (1) Un écrit précédent, Systeme de politique sociale (System der sozialen Politik - 1847), renferme déjà l'idée fröbelienne de la démocratie fédérale.
- (2) Wien, Deutschland und Europa, p. 29: "Das Volk, das zuerst seinen Nachbarn die Freiheit bieten kann, darf sich als den Kern betrachten, um welchen sich das politische Leben seiner Nachbarn in kristallinen Formen ansetzt."
- (3) *ibid.* p. 8.
- (4) Il écrira plus tard au sujet de Wien, Deutschland und Europa: "Ich habe zu zeigen gesucht, dass die Lösung des durch die Vereinigung verschiedener Nationalitäten in einem gemeinsamen Staatswesen gegebenen politischen Problemen im Föderativsysteme nach amerikanischem Muster zu suchen sei..."
Ein Lebenslauf, tome I, p. 194.
- (5) Theorie der Politik, Bd. I, p. 332.

Dès lors, Fröbel a renoncé à son idéal de démocratie fédérale. Il a été amené à considérer comme éminemment relative la notion de liberté, et à regarder la puissance et le droit non comme anti-nomiques, mais comme inséparables. La démocratie américaine devient ainsi une "simple fédération d'individus souverains" (1) liés entre eux comme les Etats le sont par le droit international. Le système fédératif s'insère entre le droit politique et le droit international; le droit fédéral permet aux Etats de s'organiser en ensembles plus vastes. L'accent est mis non plus sur les droits populaires, mais sur la souveraineté et la puissance des Etats (2).

L'évolution de Fröbel vers le réalisme l'amène ainsi à voir dans les Etats les données fondamentales de la politique. Reprenant dans sa Théorie de la politique des idées formulées avant 1848 dans son Système de politique sociale (System der sozialen Politik), il veut former une "fédération idéale de l'humanité sous une direction idéale reconnue de tous", qui serait l'émanation politique de cette communauté religieuse universelle qu'est l'Eglise (3). Définissant l'humanité comme un ensemble organique et moral, comme une association d'Etats organisée et structurée autour d'un idéal éthico-religieux, il en infère que l'Etat universel est incompatible avec ses propres conceptions. Fröbel rejette donc l'idée d'un Etat universel comme une utopie dangereuse. Dans les années 60, il est beaucoup plus proche des conceptions fédéralistes chrétiennes d'un homme comme Konstantin Frantz, qu'il cite abondamment et qu'il loue de vouloir réaliser dans son ouvrage Critique de tous les partis (Kritik aller Parteien - 1862) une confédération de toutes les confessions. L'idée de congrès est alors dans l'air. En 1863, il participe au Congrès des princes (Fürstenkongress) de Francfort. A la même époque, il est partisan de régler les questions pendantes par le moyen d'un congrès européen dont seraient exclues la Russie et la

(1) ibid. p. 90.

(2) ibid. p. 332: "Ein Mittelglied zwischen dem Staatsrecht und dem Völkerrecht besteht in dem Föderativsystem mit seinem Bundesrecht, nach welchem sich Staaten zu Gruppen und Systemen verbinden können."

(3) ibid. p. 141.

Turquie. En rejetant l'Empire ottoman hors du concert européen, il heurte de front les conceptions des juristes, favorables à une confédération débordant les limites de l'Europe chrétienne. Au demeurant, il n'est pas question pour lui de donner à un éventuel congrès la forme stricte d'une véritable confédération. De même, il pense qu'il faut éviter l'institution d'un aréopage mondial qui, par l'intégration des Etats-Unis d'Amérique, sortirait du cadre européen et poursuivrait "la chimère de la paix éternelle". Fröbel, qui se veut réaliste, envisage au contraire un congrès aux objectifs modestes et pratiques (1).

On remarquera combien il est hostile aux constructions juridiques telles que les spécialistes du droit international les échafaudent surtout à partir de 1871. Il réfute entre autres les thèses du juriste J.C. Bluntschli, qui dans son Organisation de l'union des Etats européens (Organisation des europäischen Staatenvereins - 1876) s'était déclaré favorable à un système confédéral et ouvrait dans son oeuvre des perspectives mondialistes (2). L'Etat universel, précise Fröbel dans Die Gesichtspunkte und Aufgaben der Politik, serait la négation de la politique, la pluralité des Etats assurant l'évolution de l'humanité. Ainsi affleurent les conceptions de Fichte et de Hegel. La politique est pour Fröbel dynamisme et fluidité, émulation et équilibre. On voit comment, sur la base de ce qu'il nomme son "darwinisme politique", il s'efforce de se maintenir sur le terrain du réalisme.

Les formules d'organisation propres à la pensée juridique sont donc fort différentes du fédéralisme fröbélien. Par ailleurs, celui-ci ne correspond pas non plus aux conceptions des pacifistes républicains. Fröbel critique le slogan des Etats-Unis d'Europe lancé en 1867 par le Congrès de la paix à Genève. S'il emploie lui-même les termes d'"Etats-Unis d'Europe" dans Amerika, Europa und die politischen Gesichtspunkte der Gegenwart, il ne s'agit dans son esprit que d'une expression commode par sa concision (3), mais au fond parfaitement

(1) Cf Theorie der Politik, Bd. II, pp. 296-297.

(2) voir à ce sujet notre chapitre sur l'"Europe des juristes".

(3) Amerika, Europa und die politischen Gesichtspunkte der Gegenwart,

vague. Il est équitable de dire que ses articles d'octobre et novembre 1867 dans la Süddeutsche Presse rendent compte avec impartialité des travaux de la "Ligue pour la paix et la liberté"(1). Un ancien démocrate révolutionnaire comme lui ne pouvait qu'être sensible aux grands principes du fédéralisme républicain. Mais il tient les efforts de la "Ligue" pour aussi illusoires que généreux; il est en effet d'avis que les idéaux de liberté et d'autonomie des peuples sont inopérants sans

"une communauté d'intérêts, et la puissance d'un idéal positif d'union" (2).

Le passage suivant, extrait de l'une des dernières oeuvres de Fröbel, offre une bonne synthèse de ses positions concernant l'idée des "Etats-Unis d'Europe" et l'application du principe fédéral aux pays de l'Ancien Continent:

"L'idée d'une fédération des Etats-Unis d'Europe est certes issue des rêveries démocratiques et républicaines, et, dans la mesure où elle est ... un produit de l'américanisme qui nous pénètre déjà, elle ne relève pas de l'évolution originale et autonome de l'existence européenne. Mais dans cette idée s'exprime un besoin inhérent à l'histoire de notre civilisation, qui ne peut être ignoré de la grande politique. Ne pas en tenir compte serait frayer la voie à la pénétration de principes culturels étrangers. Les Etats du système européen se trouvent ... entre la Russie et les Etats-Unis d'Amérique dans la situation de la Grèce entre la Macédonie et Rome. Qui peut prévoir si le destin de la Grèce ne leur est pas aussi réservé?" (3).

C'est en somme un fédéralisme proprement européen, c'est une Europe européenne que Fröbel appelle de ses voeux.

p. 209: "... wären die Vereinigten Staaten von Europa, um einen kurzen Ausdruck zu gebrauchen, eine wirkliche, statt eine blosse, wenn auch historisch begründete, und mit der Zeit historisch wirksame Idee zu sein, so wäre freilich für diese Gruppe nicht die Gefahr vorhanden, die Selbständigkeit ihres geistigen Lebens und ihre hohe kulturhistorische Stellung zu verlieren."

- (1) Nous renvoyons à notre chapitre sur l'"Europe des pacifistes".
- (2) Cf Süddeutsche Presse, München, No 1, 1.10.1867.
- (3) Die Gesichtspunkte und Aufgaben der Politik, p. 465.

9. L'Allemagne et la fédéralisation de l'Europe

L'Europe peut échapper au destin de la Grèce si elle croit à son avenir, si elle est elle-même et s'organise de manière réaliste, concrète, autour d'une puissance directrice. Mais quel est le pays susceptible de jouer le rôle de fédérateur de l'Europe? Tout le problème est là.

A l'époque de la Guerre de Crimée, Fröbel prône la politique d'union mise en oeuvre par Napoléon III contre la Russie. Cette politique lui paraît continuer celle de Napoléon I, dans le sens d'une réorganisation de l'Europe. Pendant un certain temps, il admet que la France puisse être le centre de cristallisation indispensable. Mais une Allemagne fédérativement unifiée lui semble bientôt préférable à un Etat centralisé comme facteur d'unification. Sur ce point, il partage largement les vues de ses contemporains allemands (1).

Fröbel place l'Europe devant ce dilemme: ou bien s'unir autour d'un "Saint-Empire romain gaulois", qui prétend succéder au Saint-Empire romain germanique, ou bien se fédéraliser autour d'une Allemagne elle-même fédérative. C'est dans sa Théorie de la politique qu'il expose ses réflexions avec le plus de précision. En tout état de cause, il prend acte du fait que la France napoléonienne est alors à la tête de la "Famille des Etats occidentaux" qui, n'étant pas organisée en confédération, a absolument besoin d'une direction.

(1) Il est rare en effet qu'un auteur préconise une union occidentale autour de la France. Dans le cas contraire, il s'agit généralement de partisans d'un regroupement des Etats de l'Allemagne moyenne et de l'Allemagne du Sud, hostiles à la fois à la Prusse et à l'Autriche. Un bon exemple de cette attitude est celui de J. Musäus, auteur de la brochure Eine Lebensfrage für die deutschen Mittel- und Kleinstaaten. Musäus préconise une union des peuples d'Europe, héritiers de la tradition gréco-romaine et chrétienne, autour de Napoléon III et de la France, que sa position géographique, sa puissance, son histoire et sa culture désignent pour mener le combat contre les adversaires de la civilisation, Russie, Prusse et Autriche.

Cf Eine Lebensfrage..., Leipzig 1864.

Or Fröbel considère vers 1864 que Napoléon n'a pas réussi à remplacer le Saint-Empire par un système politique satisfaisant et qu'il se contente de vouloir substituer à l'ancienne pentarchie une nouvelle pentarchie groupant autour de la France l'Angleterre, l'Espagne, la Prusse et l'Autriche. Dans ces conditions, toutes les questions en suspens se subordonnent à une seule: qui doit prendre la tête de l'Occident européen? Qui lui appartera une formule d'organisation adéquate?

Les réflexions très approfondies de Fröbel le conduisent à produire dans sa Théorie de la politique divers schémas de répartition des forces tenant compte des impératifs de la politique mondiale. Les idées exposées en 1848 dans Wien, Deutschland und Europa, sont naturellement dépassées par l'évolution historique. L'auteur intègre donc à ses plans d'équilibre non seulement les puissances traditionnelles comme la Russie et la Turquie, mais aussi l'Amérique du Nord et du Sud. L'ancienne rivalité Prusse-Autriche au centre de l'Europe a fait place au dualisme France-Allemagne. Fröbel ne se hasarde pas à prédire ce qu'il en adviendra. Il se borne à constater que la France est le lieu de rencontre des deux principes extrêmes du système mondial: individualisme américain et socialisme russe (1). Mais ce fait d'évidence s'accompagne d'une autre réalité non moins capitale: à ses yeux, dans l'état actuel de la constellation des puissances, le centre de gravité de l'ensemble doit subir une translation vers l'Est, et le rôle de l'Allemagne s'en trouvera renforcé. Ceci amène Fröbel à étudier la question européenne en corrélation avec la question allemande.

La guerre d'Italie lui a fait comprendre la nécessité de fonder un système des Etats d'Europe centrale. Il voit l'Europe divisée par le conflit du centralisme et du fédéralisme, autrement dit de l'impérialisme et de la démocratie, de la France et de l'Allemagne:

"Si l'Allemagne abandonne le système fédératif et cherche son salut dans le centralisme, alors ce ne sera pas l'Allemagne, mais la France, la grande maîtresse de la centra-

(1) Cf Theorie der Politik, Bd. II, chap. 15 "Deutschland und Frankreich als Konkurrenten in einer neuen Ordnung."

lisation, qui fera réapparaître sur la scène de l'univers l'empire romain d'Occident. Le salut de l'Europe dépend de la possibilité de faire prévaloir le système fédératif." (1)

Cela signifie que pour Fröbel l'organisation de l'Europe et la question allemande sont étroitement interdépendantes, et que celle-ci ne peut être raisonnablement résolue que selon les conceptions "grossdeutsch". Aussi est-il l'adversaire résolu des partisans de la "Petite Allemagne", aussi bien que des "démocrates impérialistes" qui prétendent transformer l'Europe par la révolution sociale.(2). Pour assurer l'avenir de l'Europe centrale entre la Russie et la France, il préconise vers 1860 une "fédération restreinte" (Deutsche Union) des Etats allemands moyens et petits. Cette fédération formerait avec la Prusse et l'Autriche une triade (Dreiherrschaft) autour de laquelle se grouperait toute l'Europe centrale. C'est le concept de "Mitteleuropa" qui s'impose ici à Fröbel. La "confédération germanique", qu'il conviendrait d'aménager et non de détruire, serait la garantie d'institutions politiques "ouvertes", allant de l'autonomie municipale jusqu'au Reich supranational, et elle deviendrait le noyau d'une confédération européenne (2).

Les petits écrits politiques de 1861 à 1865 fournissent d'abondantes précisions sur les prolongements européens du fédéralisme allemand. Fröbel est intimement convaincu que celui-ci est apte à harmoniser tradition et progrès, à équilibrer les contraires et à sauvegarder les libertés politiques et religieuses. Nous savons que Fröbel a été l'un des principaux théoriciens de l'idée de triade en matière politique, que ce soit dans le cadre germanique ou dans le cadre mondial. Seule la triade allemande, limitée à un système douanier commun, pourrait constituer, pense-t-il, une solution acceptable pour l'Europe en menant à un système international viable. L'auteur ne doute pas que le fédéralisme soit en définitive plus efficace, plus créateur, plus fécond, plus "galvanique" que la force

(1) Die Forderungen der deutschen Politik - Ein Brief an den Verfasser der "Untersuchungen über das europäische Gleichgewicht", 1860, dans Kleine politische Schriften, Bd. I, p. 363.

(2) Cf Briefe über die neuesten Flugschriften der deutschen Parteien 1859 - 1860, dans Kleine politische Schriften, Bd. I.

purement "mécanique" du centralisme. Le fédéralisme est pour lui la formule de l'avenir, la seule digne du génie des hommes d'Etat. Mais il est en même temps le garant de la tradition. Moins lyriquement que d'autres, mais dans le même esprit, Fröbel glorifie le Saint-Empire et fait du système féodal l'ancêtre du fédéralisme allemand. L'ancien Reich prend pour lui valeur d'un symbole d'opposition à l'Etat moderne.

"Tout Reich, écrit-il, ... est une sorte de fédération et toute fédération mérite le nom de Reich." (1)

C'est pourquoi Fröbel a une prédilection pour l'Autriche, Etat multinational par excellence. En 1859, dans Allemagne et la paix de Villafranca (Deutschland und der Friede von Villafranca), il cherche à démontrer que l'Allemagne entière doit intervenir pour sauver l'Empire des Habsbourg, dans son propre intérêt et dans celui de l'Europe. Contre le danger russe, contre la balkanisation du continent en nationalités, il faut maintenir cet ensemble irremplaçable par sa valeur historique et politique. Même après Sadowa, il se prononce pour une puissance autrichienne solide et indépendante au centre de l'Europe (2). L'Autriche reste ainsi pour lui ce qu'elle était déjà dans Wien, Deutschland und Europa: la gardienne des traditions du continent et la médiatrice des races et des civilisations.

Mais le ralliement de Fröbel à l'Empire bismarckien après 1871 l'amène à envisager surtout la mission nouvelle de l'Allemagne. L'Etat par excellence, qu'il définit comme la synthèse du droit et de la puissance et qui doit justifier sa puissance par sa vocation historique, est avant tout pour lui dorénavant le Reich bismarckien, bastion de l'ordre et de l'autorité dans une Europe menacée par la révolution marxiste, l'égalitarisme et le nivellement démocratiques. C'est au Reich de fonder entre l'individualisme américain et le communisme russe une puissance qui crée de nouvelles institutions sociales et qui renforce le système des Etats européens. La rivalité

(1) Kleine politische Schriften, Bd. II, p. 404.

(2) Cf Süddeutsche Presse, No 64, 3.12.1867.

entre la France et l'Allemagne, annoncée vers 1860, se termine donc par une véritable révolution: l'avènement du Reich comme chef de file de l'Europe occidentale et comme centre de la "triade mondiale":

"Le système des Etats européens doit être considéré comme un tout, sous l'angle de l'histoire de la civilisation et, partant, de la politique. Pour l'Allemagne en tant que puissance politique, il existe une mission à assumer non seulement au sein de ce système, mais aussi en fonction des membres extra-européens de l'ensemble des Etats civilisés. L'évolution future de la civilisation mondiale dépend ... des rapports de force qui s'établiront entre les trois membres principaux de ... la triade mondiale: l'Europe, la Russie et l'Amérique du Nord." (1)

Conclusion

Les divers écrits que nous venons d'analyser, si nébuleux qu'ils soient dans certains cas, ne laissent pas d'être représentatifs à plus d'un titre.

D'abord parce qu'ils érigent tous le fédéralisme en principe d'organisation politique de l'Europe. Ils confirment l'importance de la place que tient à l'époque l'idée fédéraliste dans la pensée allemande. Certes le fédéralisme n'est pas l'apanage de l'Allemagne, contrairement à ce qu'on affirme couramment alors: ainsi Mazzini et la "Jeune Europe" songeaient déjà après 1830 à un pacte fédéral entre les peuples. Mais, pour les raisons que nous savons c'est de préférence vers un système de ce genre que l'on se tourne pour régler à la fois la question allemande et le problème européen. Il est à noter que nos auteurs restent fort discrets sur le point des institutions à donner à une union européenne. Fröbel lui-même ne s'engage pas sur ce terrain. Fédération ou confédération? Ce sont là subtilités doctrinaires du ressort des juristes.

Le principal mérite de ces hommes est d'avoir pressenti que l'Etat national ne répondait pas entièrement aux réalités européennes. Ils ont eu l'intuition, dans bien des cas, que l'Europe pâtirait tôt

(1) Die Gesichtspunkte und Aufgaben der Politik, p. 457.

ou tard d'être scindée en Etats-nations, et que l'Europe des Etats se superposait artificiellement à ces petites unités ethniques, linguistiques et culturelles auxquelles on donne parfois le nom de "nationalités primaires" et dont la persistance est un phénomène des plus remarquables (1).

Peut-on, en revanche, suivre certains de ces auteurs sur le terrain périlleux de l'"Europe des petits peuples", ou du regroupement en grands blocs raciaux? On sait à quel résultat ont mené entre 1918 et 1945 la balkanisation de l'Europe centrale et l'impérialisme pangermaniste. Il y a tout lieu de croire que les trois grands ensembles panethniques latin, germanique et slave auraient apporté au continent autre chose que l'équilibre et l'harmonie.

Soulignons à ce sujet la vogue qu' a eue auprès des fédéralistes allemands l'idée de triade, d'abord élaborée par des hommes tel que Fröbel comme solution à la question allemande, puis agrandie à la dimension de l'Europe, voire du monde. Ces hommes croyaient à la vertu magique du système ternaire.

Au demeurant, on peut leur faire grief de n'avoir conçu le fédéralisme européen qu'en tant que prolongement obligatoire du fédéralisme allemand. Hors de celui-ci, point de salut. Tous font chorus, qu'ils soient monarchistes ou républicains. Le cas le plus éloquent est celui de Fröbel, rallié au Reich bismarckien dans l'espoir que celui-ci sauvera l'Europe.

Admettons que Fröbel pouvait difficilement aller contre l'opinion ambiante. Il a, de toute façon, droit à la reconnaissance de la postérité pour avoir su, dès les années 50 du siècle passé, replacer le problème de l'union européenne dans son cadre universel,

(1) ceci a été bien vu par G. Héraud L'Europe des ethnies, Paris Presses d'Europe, 1963.

Sur les problèmes ethnopolitiques, on consultera également l'ouvrage du même auteur: Les principes du fédéralisme et la fédération européenne, Paris 1968.

Concernant les doctrines fédéralistes actuelles, le lecteur est renvoyé à la liste très exhaustive d'ouvrages publiée par: L.L. Paklons Bibliographie européenne - European Bibliography, Publications du Collège d'Europe, Bruges 1964, pp. 54-58.

ce en quoi il se distingue de l'écrasante majorité de ses contemporains. Il ne se compare guère sur ce point qu'au fédéraliste chrétien K. Frantz et au catholique conservateur J.E. Jörg. A cette différence près que son fédéralisme n'est pas intégralement chrétien, mais pratique et pragmatique. Le réalisme fröbélien prétend faire abstraction de tout dogmatisme, et il est vrai que Fröbel ne cite jamais les projets irénistes du passé, pas même ceux de Kant, dont le célèbre principe de cristallisation progressive autour d'un noyau fédérateur paraît pourtant survivre chez lui.

En tout état de cause, il n'a pas eu le génie de définir un fédéralisme vraiment novateur. Peut-être est-ce la raison pour laquelle son oeuvre n'est pas restée dans les annales. Il fut pourtant de ceux qui ont su lire dans l'avenir, déceler la relativité de l'Europe dans ses signes manifestes et proclamer la nécessité de créer au sein de la trilogie mondiale une troisième force européenne reposant, entre les systèmes américain et russe, sur la communauté de civilisation et l'originalité d'un type nouveau de société. Faute de quoi l'Europe risquerait de se voir un jour dépassée par une Amérique devenue le centre de l'humanité active et par une Asie promise à un avenir neuf (1). L'"atmosphère du déclin de l'Occident" (2) n'est pas absente des dernières oeuvres de Fröbel (3).

Mais ce qui fait sa stature prophétique, c'est moins le pronostic d'un avenir fatal que l'intelligence des mutations politiques nécessaires pour que les Européens prennent conscience de leurs intérêts communs. En ce sens, Fröbel a été d'un siècle en avance sur son temps, et il mérite à ce titre de figurer en bonne place dans l'histoire de l'idée européenne (4).

(1) Theorie der Politik, tome II, p. 339.

(2) Cf W. Mommsen, op. cit. p. 530.

(3) Cf Ein Lebenslauf, I, p. 277: "Indessen ist Europa nicht die Welt.. Die Welt ... ist ein sehr grosses Fass... Wie aus dem alten Tische in Auerbachs Keller lassen sich jedoch daraus sehr verschiedene Getränke abzapfen, und Europa ist nur das Loch für den Abfluss einer besonderen Qualität, welche vielleicht nicht für alle Zeiten gleich preiswürdig sein mag..."

(4) Cf H. Gollwitzer Geschichte des weltpolitischen Denkens, op. cit. p. 461.

On mesurera toute l'actualité du message fröbélien en relisant ce passage où l'auteur de l'Amérique, l'Europe et les points de vue politiques du présent réaffirme que l'organisation fédérative de l'Europe ne peut être que le produit de l'esprit spécifique de notre continent.

"Et il est une chose, conclut-il en termes brefs mais éloquents, qui à cet égard est lourde de conséquences quant à son importance pratique: vouloir faire un essai radical d'imitation de l'Amérique conduirait infailliblement à devoir imiter la Russie."(1)

(1) Amerika, Europa und die politischen Gesichtspunkte der Gegenwart, op.cit. p. 128.

CHAPITRE 2

L'EUROPE DES CHRETIENS

Introduction

L'idée fédéraliste est également présente dans les conceptions des écrivains d'inspiration chrétienne, pour lesquels l'organisation de l'Europe doit obéir à des impératifs religieux. Le principal d'entre eux, le protestant Konstantin Frantz, est même le théoricien du fédéralisme chrétien. Les autres, catholiques des pays germaniques du Sud ou des régions rhénanes, militent pour le principe d'autonomie contre l'unitarisme centralisateur, pour l'Autriche contre la Prusse, et exaltent la mission européenne de l'Allemagne chrétienne et fédérale. Tournés vers le passé qu'ils évoquent souvent avec nostalgie, ils ont parfois perçu avec une surprenante lucidité l'évolution des forces historiques. Avec J. Fröbel, K. Frantz et le Bavarois J.E. Jörg sont à ce point de vue les auteurs les plus représentatifs de la période qui va de 1850 à 1870, ceux qui ont la conscience la plus aiguë de la situation nouvelle faite à l'Europe dans le monde (1).

Le point capital, cependant, est que leurs conceptions émanent directement de la pensée romantique et qu'ils rêvent d'une restauration, quelque peu adaptée aux conditions politiques et sociales nouvelles, mais sur la base d'une unité spirituelle de la chrétienté. On pourrait écrire d'eux ce que G. Goyau écrit de Josef Görres et de son école:

"Sur les ruines du Saint-Empire ils rêvaient de reconstituer une sorte de Corpus catholicorum, acheminement audacieux vers la réalisation de l'idée de chrétienté: car le Saint-Empire avait pu mourir, mais Görres ne permettait pas que l'idée de chrétienté mourût." (2)

(1) Cf G. Barraclough Europa, Amerika und Russland in Vorstellung und Denken des 19. Jahrhunderts dans Historische Zeitschrift, Bd. 203, 1966.

(2) G. Goyau L'Allemagne religieuse - Le catholicisme (1800-1848), tome II, p. 111. Paris 1905-1909.

L'idéal universaliste chrétien va avoir des prolongements, par leur intermédiaire, jusqu'à la fin du 19ème siècle. Le mythe du Saint-Empire se survit, faisant des auteurs de l'ère bismarckienne les adversaires parfois irréductibles de la "Petite Allemagne" à laquelle ils opposent l'espoir d'une restauration oecuménique (1). Le concept de chrétienté occidentale est ici un concept-clé, ainsi que la tradition catholique romaine. Dans leur majorité, en effet, les tenants de l'Europe chrétienne voient là une panacée contre les maux de la civilisation moderne. Ils sont, en politique, partisans des institutions monarchiques. Le légitimisme leur est un autre article de foi garantissant la stabilité du continent. Contrairement à Görres, chez qui au temps de la Restauration survivait encore un peu l'enthousiasme révolutionnaire de sa jeunesse et qui rêvait d'affranchir l'Europe par un "Congrès du peuple et des peuples" (2), aucun des auteurs que nous allons étudier n'a accordé droit de cité même à un semblant de libéralisme démocratique. Un seul cependant lui a réservé une place modeste: P.A. von Segesser.

(1) Cf H. Gollwitzer Europabild und Europagedanke, op. cit., en particulier le chap. Katholisches Europadenken.

(2) Cf La Sainte Alliance et les peuples au Congrès de Vérone, cité par G. Goyau L'Allemagne religieuse - Le catholicisme (1800-1848), tome I, p. 361. Paris, op. cit.

I Les défenseurs de l'Europe catholique

1 La "monarchie démocratique" de P.A. von Segesser

A Les fondements chrétiens de l'Europe et les rapports entre
l'Eglise et l'Etat

A l'écart des remous de la vie politique allemande le Suisse Philipp Anton von Segesser (1) donne dans ses Etudes et gloses sur l'histoire quotidienne (Studien und Glossen zur Tagesgeschichte) un fidèle reflet de la situation de l'Europe entre la guerre d'Italie et la fin des années 70. Il part de ce postulat que le christianisme est la substance même de l'Europe, de son droit, de sa politique, de ses moeurs.

"Le christianisme est l'assise de toutes les structures du monde européen, de son organisation juridique, des principes de son existence publique et privée; il est donc également l'intérêt suprême de la politique européenne." (2)

Il en découle logiquement que la communauté de foi doit l'emporter sur les divisions religieuses et politiques, et qu'il ne peut y avoir sur le sol européen que des Etats chrétiens. En conséquence Segesser manifeste son hostilité à toute admission de la Turquie dans le concert européen. Qui plus est, il conteste aux Juifs l'égalité des droits, sur la foi de l'antique tradition selon laquelle les descendants de Japhet, fils de Noé et ancêtre mythique des peuples indo-européens, auraient reçu l'Europe en héritage (3).

En revanche, il exige qu'entre les trois grandes confessions chrétiennes, la catholique, la protestante et l'orthodoxe régne une égalité et une tolérance parfaites. L'idéal de Segesser est la

(1) P.A. von Segesser von Brunegg (1817-1888), homme politique, juriste et historien lucernois, chef du parti catholique conservateur, chef du gouvernement de Lucerne à partir de 1871, membre du Conseil national suisse de 1848 à 1888.

(2) Sammlung kleiner Schriften, Bd. I: Studien und Glossen zur Tagesgeschichte - 1858-1875, Bern 1877, p. 50.

(3) *ibid.*: "Japhet erhielt Europa als sein Erbe, seine Nachkommen mögen die Söhne Chams und Sems als Gäste beherbergen, aber nicht als Mitherren des Hauses dulden." Sur ce point, Segesser est

pacifique "famille des peuples européens", dans laquelle se survit l'esprit de la Sainte-Alliance.

"Les trois grandes formes d'existence religieuse, la catholique, l'orthodoxe et la protestante, épuisent dans l'état présent de la civilisation européenne et du droit public européen la somme de la vie chrétienne..."(1)

Le christianisme est donc l'essence même de la civilisation. Sans lui, il n'y aurait que formes vides, et l'Europe serait la proie du plus vil matérialisme. Inversement, il faut au spirituel des structures visibles. Ce sont les Eglises, et, au premier chef, l'Eglise catholique. Toute attaque contre celle-ci, affirme notre auteur, est une agression contre la civilisation humaine et chrétienne (2).

C'est que pour lui l'Eglise romaine a toujours représenté l'élément d'indépendance de la civilisation occidentale, le bastion de la liberté des peuples romano-germaniques. Il prend l'exact contre-pied des protestants allemands, car il tient pour assuré que le catholicisme a permis l'éclosion de la démocratie. Dans le grand débat entre l'Eglise et l'Etat, il prend le parti de l'Eglise, parce qu'elle a toujours eu pour tâche de limiter la souveraineté étatique. Soulignons que Segesser ne proscrit pas avec la notion romaine de l'Etat les sources antiques de la culture occidentale. Il les considère au contraire comme faisant partie intégrante de notre civilisation (3).

Il prend acte de ce fait fondamental: l'émancipation réciproque de l'Eglise et de l'Etat à l'époque moderne. Du coup, le

entièrement soumis aux préjugés de son temps. Ces problèmes très complexes de l'antisémitisme ont été examinés à fond par L. Poliakov dans Le développement de l'antisémitisme en Europe aux temps modernes, op. cit.

- (1) *ibid.* p. 51.
(2) *ibid.* p. 208.
(3) *ibid.* p. 268.

champ d'action de l'Eglise catholique n'est plus limité au groupe des Etats occidentaux. Depuis que l'unité de la chrétienté médiévale est rompue:

"en s'émancipant de la loi de l'Eglise, les Etats ont émancipé également l'Eglise..." (1)

Segesser constate que cet affranchissement a des conséquences incalculables: dans le domaine de la pensée philosophique et politique, où la civilisation occidentale subit un bouleversement radical, dans celui de la religion, où l'Eglise est à la recherche de voies nouvelles. Longtemps limité aux Etats latins, germaniques et byzantins, le christianisme est libéré des contingences politiques, ce qui constitue un pas décisif vers la christianisation, c'est-à-dire l'europanisation du monde (2).

Segesser, bien sûr, n'ignore pas les périls auxquels la religion chrétienne doit faire face: la conjuration des éléments anti-chrétiens et l'affaiblissement de la foi. Pour les pallier, il préconise une régénération de l'esprit chrétien et surtout une réunification des confessions, non seulement entre catholiques et protestants, mais aussi par l'union avec les orthodoxes. Les peuples occidentaux trouveraient avec les peuples slaves un terrain d'entente. La grande question de la politique européenne, celle d'Orient, serait résolue. C'est pour mettre en oeuvre ce plan oecuménique que l'auteur a recours à l'idée d'une croisade contre les Turcs. Aussi attend-il du concile de 1870 qu'il change la politique de l'Eglise et qu'il proclame la nécessité de libérer l'Orient du joug ottoman.

La restauration de l'unité européenne par le recours à l'oecuménisme est, comme nous le verrons par la suite, une idée familière aux chrétiens allemands du XIXe siècle. Il en est de même du projet de croisade, aussi étrange que puisse paraître un pareil anachronisme.

B L'expansion européenne et l'Amérique

..... Segesser a-t-il cru sérieusement à la viabilité de son projet?

(1) *ibid.* p. 294.

(2) *ibid.* p. 301.

Cela est peu probable. Une décennie avant de le formuler, il regrette amèrement que l'Europe ait perdu son esprit d'aventure, tué par la bureaucratie moderne et l'appareil étatique:

"Règlements et constitutions ont chassé cet esprit d'aventure des peuples d'Europe, l'ont enchaîné à la glèbe et aux cadres des armées permanentes... Les entreprises commerciales de l'ère moderne enrichissent les individus, mais laissent les masses indifférentes." (1)

Certes la supériorité de sa civilisation a ouvert à notre continent de fabuleuses perspectives d'avenir, avec une hardiesse digne des Argonautes et des conquérants espagnols. Mais cet avenir est incertain. L'Europe, depuis 1830, vit une crise profonde et va vers une période de luttes intestines et de périls extérieurs.

Segesser, catholique conservateur, redoute bien sûr par dessus tout l'ébranlement de l'Autriche après la guerre de 1859 et la désunion des puissances catholiques. Le prochain conflit européen, pense-t-il, aura pour objet la Méditerranée, cette mer qui est

"depuis des temps immémoriaux ... la médiatrice de la civilisation européenne ..." et qui "aujourd'hui encore unit l'Orient à l'Occident." (2)

Il voit l'oeuvre civilisatrice de l'Europe chrétienne en Afrique du Nord sans cesse menacée par la "barbarie" islamique, avec le soutien de l'Angleterre, dont l'auteur ne doute pas qu'elle soit un jour mise au ban de l'Europe.

Dans les années 60, cependant, Segesser estime que le bilan est toujours favorable. Il est frappé comme tous ses contemporains par le rayonnement incomparable de l'Ancien Continent:

"L'évolution de l'histoire politique, écrit-il en 1864,

a toujours comme points de départ les foyers de la civilisation, et ceux-ci se trouvent là où les idées qui dominent le siècle concordent le plus parfaitement avec les formes extérieures de la vie. Or ce centre à partir duquel le mouvement spirituel et matériel et la politique mondiale s'étendent jusqu'aux limites du domaine influencé par cette civilisation continue à se situer dans notre vieille Europe." (3)

(1) *ibid.* p. 2.

(2) *ibid.* p. 82.

(3) *ibid.* "Weltlage am Ende des Jahres 1864", p. 221.

De sa bonne ville de Lucerne, Segesser contemple avec satisfaction l'apogée de l'Europe. Il observe qu'à aucune époque l'extension de la civilisation européenne n'a été aussi grande, que portée par la technique moderne, la pensée occidentale embrasse le monde, que jamais la force expansive de l'Europe n'a trouvé devant elle aussi peu de résistance. Entonnant un véritable péan de triomphe, il évoque les période fastes de l'histoire de l'Occident:

"... la civilisation européenne pénètre victorieusement sur le propre territoire des civilisations étrangères, comme la culture grecque en Orient depuis Alexandre-le Grand, et les Romains depuis César dans le Septentrion germanique et celtique. Le monde turco-arabe recule sans cesse en Asie et en Afrique, et sur tous les rivages du monde sino-japonais l'industrie et la puissance de l'Europe se préparent à entrer en force..." (1)

Segesser ne semble d'ailleurs pas s'apercevoir qu'il se contredit en glorifiant maintenant la technique moderne. Mais revenons à son exultation. Nous trouvons chez lui l'idée assez peu originale de l'euro-péanisation absolue de la politique mondiale, celle aussi de la providentielle variété européenne, de l'incomparable équilibre grâce à quoi la vie politique de l'Europe est une construction merveilleusement agencée, à laquelle participent non seulement les Etats prépondérants, mais aussi les petits pays comme la Suisse. Car c'est à n'en pas douter le Suisse et le Lucernois qui parle ici. Chaque Etat vise à sauvegarder son indépendance, souligne-t-il, et contribue ainsi pour sa part à éviter l'hégémonie d'un seul. C'est ainsi que se maintient

"cet équilibre de puissance matérielle et morale sur lequel repose la civilisation originale et supérieure de l'Europe." (2)

La formule pourrait être d'un autre Suisse, l'historien bâlois Jakob Burckhardt.

En somme, la base même de l'histoire de notre continent, c'est l'harmonieuse pluralité, la répartition des forces, l'élimination des

(1) ibid. p. 223.

(2) ibid. p. 224.

risques d'hégémonie, l'épanouissement de la civilisation dans les créations les plus diversifiées, qu'elles soient politiques, sociales ou juridiques. C'est cela qui, selon Segesser, garantit l'indépendance et la supériorité de l'esprit européen. Tout occupé qu'il est à s'extasier devant l'apothéose de l'Europe, il ne semble guère penser qu'un jour la pluralité sera source de faiblesse. Pourtant, dans l'écrit même qu'il consacre en 1864 à cette suprématie mondiale, notre auteur s'interroge sur l'avenir promis à cette prééminence. Il saisit lui aussi toute l'importance de la Guerre de Sécession pour l'augmentation de la puissance des Etats-Unis. Un facteur nouveau, il le comprend, est en mesure d'intervenir à son heure dans les affaires de l'Europe, cet Etat qui en quelques années, de neutre et pacifique qu'il était, est devenu un Etat moderne, industriel et militaire. C'est pourquoi il considère comme particulièrement inquiétants la désunion des Etats européens lors de l'expédition mexicaine et le resserrement des liens russo-américains depuis la Guerre de Crimée (1).

L'Europe est-elle menacée à bref délai? Segesser ne le pense pas, tout d'abord. L'Amérique lui paraît trop esclave du matérialisme pour pouvoir rivaliser avec l'esprit européen:

"La vie américaine n'a pas le riche contenu de la vie européenne." (2)

Et avant de pouvoir infléchir le destin de l'Europe, les Etats-Unis devront appliquer leur énergie à peupler et civiliser les immenses espaces de leur continent. Mais après la Guerre de Sécession, l'auteur juge différemment. Il constate maintenant que les Etats-Unis dominent l'Amérique et qu'ils sont

"assurés d'un avenir immense, parce qu'ils représentent le principe du Nouveau Monde, la république." (3)

Il prévoit aussi que les deux continents, l'Ancien et le Nouveau, vont l'un et l'autre vers de grandes décisions politiques, vers une mutation profonde et une indubitable interaction de leurs systèmes. Et ce phénomène représente pour lui un tournant de l'histoire.

(1) Cf *ibid.* pp. 228 - 233.

(2) *ibid.* p. 221.

(3) *ibid.* p. 327. *Die Monarchie und die Republik in Europa und Amerika 1866.*

C La "monarchie démocratique" et la prédominance du principe latin

Comme certains de ses contemporains, face à l'Amérique républicaine, Segesser voit en l'Europe un continent essentiellement monarchique. Mais tentons de préciser ce qu'il entend par "monarchie". Autant qu'on puisse en juger, ce terme signifie chez lui tout système de gouvernement centralisé, qu'il soit exercé ou non par une seule personne; ce concept s'oppose par conséquent aux notions de fédéralisme, de décentralisation, d'autonomie. Cette tradition monarchique de l'Europe remonte, fait-il fort justement remarquer, à l'idée impériale romaine, puis carolingienne. Il la retrouve encore dans la légende de Barberousse. Selon lui, l'idée monarchique constitue même à l'époque moderne le substrat de la pensée politique européenne:

"La monarchie sous une forme quelconque, et d'une manière générale l'autorité selon la conception monarchique forment l'élément essentiel des idéaux politiques des peuples européens. Toute la tradition politique de l'Ancien Monde est dépendante des institutions de l'Empire romain d'Occident." (1)

Voilà qui va à l'encontre du fédéralisme. Son propre pays, la Suisse, ne prend même pas aux yeux de Segesser valeur d'exemple pour l'Europe. Il faut avouer que sur ce point l'attitude de l'homme politique lucernois tranche sur celle de ses compatriotes. Il souligne que son pays a été longtemps tenu pour un membre passif du Concert des Etats, puis qu'il a été accusé d'être un foyer révolutionnaire, alors que le système républicain helvétique a rarement été l'idéal des républicains européens. La Confédération n'est pas l'incarnation d'un principe politique applicable à d'autres pays, et ni la France, ni l'Italie, ni l'Allemagne ne peuvent ni ne veulent instaurer chez elles une république fédérative de type helvétique (2).

Qu'en est-il de l'autre modèle, le modèle américain? Segesser ne voit pas non plus dans le fédéralisme américain un exemple à suivre, parce que les Etats-Unis ne connaissent pas la concentration

(1) *ibid.* p. 336.

(2) *ibid.* p. 335.

"monarchique " des pouvoirs. Les Etats-Unis ont une démocratie directe et fédérale qui assurera au peuple la liberté tant que ce pays sera un pays neuf. Et Segesser de résumer sa pensée par cette formule lapidaire:

"En Amérique, l'Etat existe pour les citoyens, en Europe, les citoyens existent pour l'Etat." (1)

C'est qu'en réalité, les problèmes de la vieille Europe sont très différents, et que pour les surmonter le pouvoir doit se rassembler davantage. La Suisse elle-même n'échappe pas à ce phénomène général de concentration des pouvoirs, note Segesser, qui attire l'attention sur le fait que son pays évolue vers une centralisation croissante, que la fédération empiète sur les cantons, et les cantons sur les communes. La Confédération évolue vers le fédéralisme, en attendant d'évoluer vers l'unitarisme. Tout cela fait que Segesser considère le fédéralisme comme impraticable à la longue.

Mais qu'en est-il du républicanisme? En bon catholique conservateur, l'auteur le proscrit dans la mesure où une démocratisation peu raisonnable menacerait de révolutionner le continent, mais en bon citoyen helvétique il ne peut le rejeter absolument. Le résultat est une synthèse originale qu'il appelle la "monarchie démocratique". Ce paradoxal leitmotiv des Etudes et gloses apparaît dès 1859 ,dès l'époque de la guerre franco-autrichienne. Ce conflit, écrit alors Segesser, n'est pas, comme le pense l'opinion publique allemande, un duel entre le principe de nationalité et le principe de légitimité. La guerre d'Italie est le combat de la nouvelle "monarchie démocratique" française contre la monarchie dynastique traditionnelle (2). Seul un système moderne de gouvernement peut sauver l'Europe de la révolution, car

"les temps de la souveraineté patrimoniale sont révolus." (3)

Si Segesser est conservateur, il a du moins l'intelligence incontestable de comprendre l'évolution des choses et de proposer des

(1) *ibid.* p. 350.

(2) *ibid.* "Im August und Dezember 1859", p. 9.

(3) *ibid.* p. 75.

compromis. L'égalité des citoyens, la suprématie de l'Etat, le principe national, le mouvement général d'émancipation étant des phénomènes irréversibles, il considère qu'il faut faire la part du feu. La "monarchie démocratique" aurait le mérite d'instaurer la solidarité des intérêts et de promouvoir une révolution sociale silencieuse (1).

Pour Segesser, les jours du légitimisme sont comptés. L'Europe va-t-elle vers le triomphe total de la "monarchie démocratique"? Pas encore. Ce principe d'avenir, représenté par la France bonapartiste, devra auparavant livrer combat au constitutionnalisme anglais. De l'issue de cette lutte dépendra le sort politique de l'Europe.

Voilà donc, dressées face à face, l'Angleterre victorienne, dont Segesser réproouve absolument la politique, et la France du Second Empire, qu'il approuve sans réserve.

L'éloge du bonapartisme est si rare à cette époque chez les auteurs de langue allemande qu'il convient selon nous d'analyser plus en détail une option aussi singulière. Napoléon III n'est pas ici le trublion de l'Europe, mais le défenseur de l'ordre contre la révolution. Il est en train de réaliser la synthèse de l'ordre et de la liberté. Non seulement il ne révolutionne pas l'Europe en se faisant le promoteur du principe national, comme on le lui reproche généralement, mais il va dans le sens de l'Histoire en la réorganisant suivant les "rapports naturels des nationalités":

"Non pas que toutes les enclaves doivent être arrachées des ensembles dont elles font partie, ni que les îlots linguistiques ... doivent être annexés à leur souche éloignée. Ce n'est qu'en gros qu'on peut appliquer un principe dont l'esprit peut à notre avis s'exprimer ainsi: une nation vivant sous forme de communauté populaire sur un territoire assez grand et d'un seul tenant ne doit pas être dominée par une nation étrangère." (2)

Ainsi formulé, le principe national participe infiniment plus de la pensée occidentale que de la pensée germanique, herdérienne et romantique. Segesser rejoint Hilty et sa défense et illustration de la nationalité helvétique. Ceci est confirmé lorsque l'auteur voit

(1) *ibid.* "Am Ausgang des Jahres 1861", p. 149.

(2) *ibid.* "Ein Jahr nach dem Krieg", 1860, p. 106.

dans le principe des nationalités l'oeuvre de la pensée latine, lorsqu'il fait dériver l'aspect éminemment spirituel de ce principe de la progression de la civilisation vers l'Est. Car Segesser décrète la supériorité de la culture latine sur la culture germanique, à son tour supérieure à la culture slave (1). Bref, il rejette au fond toute forme du principe national fondée exclusivement sur des critères raciaux ou linguistiques. Une pareille idée lui semble irrecevable, parce que propre à bouleverser l'Europe centrale et orientale et à entraver les relations profondes entre Slaves, Germains et Latins.

Quiconque sait lire entre les lignes comprend que Segesser plaide d'abord pour la nation suisse. N'oublions pas, d'autre part, ses convictions catholiques. Par là s'explique sans aucun doute son penchant pour la latinité, qu'il estime prépondérante dans l'Europe catholique depuis Napoléon I. L'Autriche et la "nationalité germanique" ont cessé d'être les protectrices traditionnelles de l'Eglise(2). L'idéal de notre écrivain lucernois, vers 1860, est une Europe catholique dirigée par la France selon les principes de la "monarchie démocratique":

"Chez tous les peuples de langue romane, des Colonnes d'Hercule jusqu'aux derniers descendants des Romains de Dacie à l'embouchure du Danube se prépare l'empire de la monarchie démocratique, dont le modèle et le centre spirituel est la France napoléonienne. Les pays catholiques de nationalité germanique et slave disparaissent devant cette masse unie par une idée politique commune, et cette idée se révèle le principe créateur des structures politiques du monde catholique..." (3)

A l'époque où beaucoup d'Allemands soupçonnent Napoléon III de visées impérialistes, Segesser ne tarit pas d'éloges à son égard. Par la conciliation des traditions monarchiques et des revendications démocratiques, la "monarchie démocratique" de Napoléon est la réalisation la plus parfaite à laquelle ait atteint l'esprit européen dans le domaine du droit politique au 19ème siècle (4).

(1) Cf *ibid.* pp. 46-49.

(2) *ibid.* p. 137.

(3) *ibid.* p. 139.

(4) *ibid.* p. 338.

La guerre austro-prussienne de 1866 semble confirmer ces assertions. Segesser est sûr que cet événement amènera une révision de l'équilibre européen, et surtout qu'il marquera l'irruption du système de la "monarchie démocratique" dans les pays germaniques, avec l'élimination du fédéralisme particulariste. De la sorte

"la nouvelle idéologie politique aura conquis la majorité des pays avancés d'Europe." (1)

D L'Europe face à l'absolutisme germanique

A la veille de 1870, Segesser envisage l'union de l'Europe romano-germanique, l'Angleterre exceptée, en un vaste ensemble animé du même idéal politique, et à dominante catholique. Il ne manque point de rappeler que le droit politique occidental est issu de deux sources différentes, mêlées de christianisme: la source romaine et la source germanique. Du droit romain descendent le césarisme et le républicanisme, du droit germanique la royauté constitutionnelle (2).

Or, nous le savons, Segesser réprouve le constitutionnalisme. En revanche, il considère la "monarchie démocratique" comme l'aboutissement et la synthèse du césarisme et du républicanisme romains, ce qui prouve une fois de plus que ce renégat de la germanité opte pour la latinité. Aussi sa déception est-elle profonde d'assister en 1870 à l'effondrement du Second Empire. Cette année-là, il fait dans sa chronique sur La fin de l'Empire le panégyrique de Napoléon III, de sa politique de paix et d'arbitrage, de son intention de fonder la prédominance française sur le prestige moral:

"La politique de Napoléon fut dans toutes ses caractéristiques une politique idéale, elle embrassait le monde civilisé... Il est vrai que la France, dans cet ordre universel, devait occuper la première place, mais il ressort indéniablement de toutes ses paroles et ses actions que ce ne devait pas être par une supériorité de la force matérielle, mais par une prééminence entre égaux." (3)

(1) *ibid.* p. 379.

(2) Cf *ibid.* "Die Geschichte Julius Cäsars von Napoleon III.", pp. 317-322.

(3) *ibid.* "Das Ende des Kaiserreichs" p. 489.

Toute la question est de savoir si Segesser interprète bien les véritables mobiles de la politique bonapartiste. Il y a tout lieu de croire qu'il enjolive. Pour quelle raison? En grande partie, semble-t-il, par crainte de l'impérialisme prussien. S'il sacre Napoléon III champion de l'équilibre européen et de l'autonomie des nations, c'est sans doute parce qu'il voyait en lui l'incarnation de la "monarchie démocratique" et du catholicisme, mais aussi parce que l'effondrement du Second Empire laisse la champ libre à une Europe totalement différente, ne reposant plus sur le développement indépendant et la coopération à égalité de droits des peuples avancés (1).

Segesser, qui a toujours été partisan du bonapartisme, juge sans doute plus sévèrement encore que l'opinion suisse apeurée par l'hégémonie prussienne les événements de 1870: l'équilibre est rompu, Bismarck inaugure une politique de force, le nationalisme allemand se déchaîne contre la France, l'Allemagne, avec un fanatisme inouï, contrevient aux lois de la civilisation, elle se prépare à remanier la carte de l'Europe, qui n'est aux yeux de Bismarck qu'un "appendice de la Prusse" (2). Segesser, qui naguère espérait l'assimilation prochaine des particularismes d'Allemagne du Sud par le centralisme du Nord, fait à présent volte-face. Il déplore le triomphe de la logique allemande sur la clarté latine. Tous ses jugements rappellent ceux qu'un autre Suisse, Jakob Burckhardt, portait en 1870 sur la défaite française.

Quant à l'avenir politique de l'Europe, il le voit compromis par le conflit futur entre république et monarchie, que Napoléon III avait conjuré. Jamais, écrit-il, la république n'a représenté une pareille menace que depuis 1870:

"... république ou monarchie, telle est l'alternative devant laquelle l'Europe se trouve placée depuis la chute de Napoléon III, et dans des proportions plus grandes, plus prodigieuses, plus menaçantes qu'en 1848."(3)

Dressant en 1875 le bilan de l'ère nouvelle, l'auteur constate que

(1) *ibid.* p. 518.

(2) *ibid.* p. 489.

(3) *ibid.* p. 555.

les faits corroborent entièrement ses présomptions. L'Europe court à sa perte. La confusion est générale. Le Reich n'a apporté, en fait d'idées nouvelles, que l'absolutisme étatique. L'Europe bismarckienne est exposée aux pires catastrophes, car elle se coupe de plus en plus de ses fondements chrétiens. Le Kulturkampf est un signe des temps. Bismarck veut écarter la seule puissance qui s'oppose encore à l'assujettissement de l'individu par l'Etat: l'Eglise catholique. Dans tout l'Occident la conjuration antichrétienne s'empare des leviers de commande. Et Segesser de dénoncer une vaste conjuration qu'il croit voir se tramer entre les Sémites juifs et musulmans d'une part, et "la puissance déchristianisée des Germains" d'autre part (1).

De semblables aberrations se trouvent sous la plume d'autres auteurs chrétiens de l'époque, obnubilés par l'antisémitisme et la question turque. Ce qui fait, par contre, l'originalité de Segesser, c'est le recours qu'il propose. Il reste fidèle en 1875 à ses conceptions oecuméniques. La seule issue qu'il entrevoit à la crise de l'Europe romano-germanique réside dans l'alliance de la papauté et de la Sainte-Russie. Seul le rapprochement des Eglises peut éviter à Rome de s'effondrer sous les coups de la puissance germanique.

"Tandis que dans les pays germaniques et latins, écrit-il dans Der Kulturkampf,

les idéaux de la civilisation ont partout détaché intérieurement l'Etat du christianisme et l'ont plus ou moins rendu hostile à l'Eglise, en Orient, d'où sont venues plus d'une fois déjà des forces vivifiantes pour la civilisation vieillissante de l'Occident, l'idée chrétienne de l'Etat paraît trouver une dernière vigueur pratique chez les peuples les plus récemment intégrés à la civilisation européenne." (2)

Voilà donc, par un étrange paradoxe, les Slaves promus sauveurs de l'Occident et le tsarisme appelé à défendre les libertés religieuses, politiques et civiques menacées par l'étatisme moderne. Ce sont là, à n'en pas douter, des conceptions inattendues chez un catholique.

(1) *ibid.* "Der Kulturkampf" p. 639.

(2) *ibid.* p. 637.

A la dernière page des Etudes et gloses sur l'histoire quotidienne, Segesser prédit à l'hégémonie allemande une durée limitée, parce que le Reich enfreint la loi d'équilibre des nations, règle d'or de l'Europe, parce qu'au nom de son absolutisme étatique il menace la liberté, parce qu'il ne pourra en définitive ni anéantir ni assimiler les peuples voisins (1).

Sur ce point au moins Segesser s'est montré bon prophète.

2 Catholiques de Rhénanie et d'Allemagne du Sud

A W. E. von Ketteler: christianisme germanique et paganisme latin

Poussant le principe républicain jusqu'à ses ultimes conséquences, un écrit anonyme paru à Zurich en 1869 dépasse les conceptions de Segesser et en appelle pour rajeunir l'Europe à la démocratie chrétienne. Si l'Europe est malade, argumente l'auteur, la faute en est non aux peuples, mais aux institutions. Il est urgent de revenir aux sources de notre civilisation, au christianisme vrai, religion de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Il faut abolir l'Etat bureaucratique et militaire, l'aristocratie et la ploutocratie. Et l'auteur de conclure que le temps de la démocratie chrétienne est venu (2).

Segesser lui-même, en dépit de ses projets d'union oecuménique plus ou moins mystiques, pense que l'Europe monarchique issue du Congrès de Vienne était dénuée de principes et condamnée à disparaître. En tant que citoyen d'un pays républicain, il ne pouvait nourrir que des conceptions sensiblement différentes de celles des catholiques allemands. Ceux-ci en effet étaient traditionnellement monarchistes, qu'ils fussent originaires de Rhénanie ou du Sud de l'Allemagne.

Les Rhénans August et Peter Reichensperger (3) se déclarent en

(1) *ibid.* p. 663.

(2) Das neue Europa, Zürich 1869, p. 22.

(3) A. Reichensperger (1808-1895) juriste, activiste du cléricalisme

effet ennemis jurés de toute démocratie, et plus encore du socialisme. Il revient au christianisme de résoudre la question sociale, de délivrer l'Europe de ces "Barbares modernes" que sont les socialistes, et de la libérer par ailleurs des infidèles turcs. Sinon on ne pourra que désespérer de sauver la société européenne (1). Telles sont aussi à peu de chose près les positions de L. Windthorst, homme politique célèbre par son opposition au Kulturkampf (2). Il considère lui aussi que la lutte contre la social-démocratie doit être menée dans le cadre international avec l'objectif de sauvegarder l'ordre chrétien des choses. Adversaire d'un règlement purement national des problèmes sociaux, il abonde dans le sens du mouvement social chrétien(3). Son paternalisme rejoint les doctrines du baron W.E. von Ketteler, évêque de Mayence, dont l'ouvrage sur La question sociale et le christianisme (1864) constitue le manifeste le plus connu de la pensée catholique allemande de l'époque en matière sociale (4).

Il n'est pas dans notre propos d'étudier le christianisme social de Ketteler ou de Windthorst, mais de montrer que pour eux les grands problèmes politiques et sociaux ne peuvent recevoir de solution purement nationale. Ces problèmes sont au contraire du ressort de cette communauté chrétienne dont l'armature est l'Eglise romaine.

Dans son livre Liberté, autorité et Eglise (Freiheit, Autorität und Kirche), Ketteler s'efforce de combattre cette "teutomanie

rhéan, député "grand-allemand" au Parlement de Francfort, député au Landtag de Prusse de 1850 à 1863, puis au Reichstag de 1867 à 1884. Il fonda en 1852 le parti catholique qui prit en 1870 le nom de "Zentrum". - Son frère P. Reichensperger (1810-1892), également député au Landtag de Prusse puis au Reichstag, adhéra au parti catholique en 1867.

- (1) Cf A. und P. Reichensperger Deutschlands nächste Aufgaben, Paderborn 1860.
- (2) Ludwig Windthorst (1812-1891), juriste, ministre hanovrien jusqu'en 1865, puis député à la Diète de la Confédération d'Allemagne du Nord et au Reichstag; chef du parti du "Zentrum".
- (3) Cf L. Windthorst Ausgewählte Reden, (1851-1891), Osnabrück 1901.
- (4) Wilhelm Emmanuel von Ketteler (1811-1877), juriste, député au Parlement de Francfort, évêque de Mayence à partir de 1850, député au Reichstag, où il défend le programme du "Zentrum" en 1871/72 lors du Kulturkampf.

bornée" qui prétend faire de l'Allemagne le parangon de la civilisation. Il est historiquement faux, écrit-il, d'opposer la notion de liberté germanique et celle d'autorité latine, ou celle de libéralisme protestant et d'autoritarisme catholique. En fait,

"toute notre culture et toute notre histoire occidentales reposent aussi bien sur le christianisme que sur le contact et l'imprégnation mutuels des éléments germaniques et latins." (1)

En soulignant ainsi avec intelligence l'unité profonde de l'Occident, Ketteler veut assurément maintenir cet idéal universaliste de l'Eglise qu'il a pour vocation de représenter. Il veut éviter la rupture de l'Europe romano-germanique en ses deux éléments composants. Il s'agit pour lui de démontrer que le grand conflit des temps modernes ne se déroule pas entre germanisme et latinité, mais entre romanité païenne et principe chrétien germanique. Ce qu'il met à l'index par conséquent, c'est l'esprit rationaliste et positiviste, les tendances étatiques et centralisatrices, qu'il accuse d'être des résurgences du paganisme antique.

Il dresse alors un catalogue des périls qu'il estime issus de cette renaissance fatale. Il incrimine tout d'abord cet "ultramontanisme païen" qui va chercher ses idées dans l'imitation de la Rome antique et dans la Renaissance italienne, brisant l'unité de la chrétienté européenne et éliminant l'esprit de liberté germanique. Il stigmatise la France moderne, héritière de Rome, qui fait des Européens les esclaves du despotisme centralisateur.

"Même ces partis qui brandissent en Europe ... l'étendard de la révolution ne sont différents de lui que par leur nom et leur apparence formelle, non au fond des choses." (2)

Ketteler lance ainsi l'anathème contre tout ce qui menace l'autonomie politique et religieuse. Il prend à partie le libéralisme, qu'il tient pour une maladie du système politique européen, et pour le fourrier de catastrophes épouvantables: déification de l'homme, idolâtrie hégélienne de l'Etat, qu'il soit démocratique, socialiste ou

(1) Freiheit, Autorität und Kirche - Erörterungen über die grossen Probleme der Gegenwart, chap. 21: Germanismus und Romanismus, p. 122. 4ème édition, Mainz 1862.

(2) *ibid.* p. 73.

capitaliste, guerres et révolutions (1).

Ketteler polémique surtout contre le libéral protestant J.C. Bluntschli, professeur de droit à Heidelberg, membre influent du "Protestantenverein" (2) et l'un des principaux représentants des Loges maçonniques allemandes. Or le mouvement maçonnique est bien entendu pour l'évêque de Mayence l'une des émanations les plus pernicieuses de l'esprit libéral moderne, parce qu'il exercerait une action occulte sur la politique et qu'il troublerait l'ordre européen (3).

Enfin Ketteler invective après Sadowa les partisans de la "Petite Allemagne", qui seraient un danger pour l'Europe chrétienne, historique et monarchique. Les historiens comme Droysen feraient du "bon prussianisme", c'est-à-dire de l'esprit prussien une idole dangereuse pour la paix européenne. La Prusse serait en Allemagne le cheval de Troie des pernicieuses doctrines occidentales.

"Depuis cent ans, lisons nous dans L'Allemagne après la Guerre de 1866 (Deutschland nach dem Kriege von 1866),

un torrent traverse l'Europe, et il va emporter avec leurs assises tous les souvenirs historiques et les rapports juridiques; ce torrent destructeur a pris sa source dans la Révolution française; la dernière guerre s'inscrit tout à fait dans ce courant." (4)

Il est aisé de discerner là un autre courant absolument opposé: la tendance antirévolutionnaire qui remonte au romantisme et qui débouche dans le catholicisme "grand-allemand". Bref, selon Ketteler, l'Europe déchristianisée est vouée à la guerre permanente, au mépris du droit international et au système athée et mécanique de l'équilibre des puissances. Cette critique du système de l'équilibre est le cheval de

-
- (1) "... endlose Kriege ... stehen uns in Europa und in der Welt bevor, wenn wir auf diesem Weg fortschreiten."
Deutschland nach dem Kriege von 1866, 1867, p. 216.
- (2) Cf en particulier "Antwort an Prof. Bluntschli in Heidelberg", 15 avril 1871, dans Briefe von und an W.E. Freiherr von Ketteler, Bischof von Mainz, 1879.
- (3) Cf Freiheit, Autorität und Kirche, chap. 32: "Die Freimaurerei".
- (4) Deutschland nach dem Kriege von 1866, p. 58, Mainz 1867.

bataille de tous les auteurs qui, depuis le romantisme, ont dressé en face de l'Europe de la raison l'Europe de la foi (1).

Devant le désastre général: la catholicité, cette citadelle de l'Europe chrétienne, menacée, la Pologne anéantie, l'Autriche vaincue, quels remèdes Ketteler propose-t-il? Il recommande une restauration chrétienne du droit international, de la vraie liberté germanique, des principes fédéralistes d'autonomie et de participation. En matière sociale et économique, il exalte le retour au corporatisme médiéval, à l'organisation par "états" (Stände). Tout cela tient en quelques mots: la résurrection en pleine époque capitaliste et industrielle du Saint-Empire romain germanique, où l'Allemagne jouait en Europe le premier rôle, où la chrétienté était unie sous l'égide de l'Eglise romaine.

Une vive polémique s'est élevée à l'époque au sujet de l'attitude politique et sociale de l'épiscopat. Les adversaires de l'"évêque" social n'ont pas manqué de lui reprocher son idéologie réactionnaire, son idéal théocratique moyen âgeux directement emprunté aux romantiques. Son ouvrage L'Allemagne après la Guerre de 1866 a été en particulier réfuté dans un écrit anonyme intitulé Nationalité et liberté (Nationalität und Freiheit). Ce pamphlet vante, au détriment de la chrétienté médiévale, l'Europe moderne, son expansion mondiale, sa diversité dans l'unité (2). Cette publication conclut à la nécessité de réaliser l'Europe des nations, unie en une confédération, où l'Allemagne unifiée pourrait épanouir ses qualités spirituelles et morales. Elle s'inspire bien entendu de considérations antiautrichiennes, et prend le contre-pied des thèses "grand-allemandes".

(1) *ibid.* p. 46: "Nachdem man die ewigen Grundsätze der Sittlichkeit und der Gebote Gottes verlassen hat, hat man an deren Stelle seit den letzten Jahrhunderten jene tote Form gesetzt, die von der Waage, auf der die Waren gewogen werden, hergenommen ist, das sogenannte Gleichgewichtssystem."

(2) Nationalität und Freiheit - Eine Widerlegung des Buches "Deutschland nach dem Kriege von 1866 von W.E. Freiherr von Ketteler, Bischof von Mainz", Landsberg an der W., 1868, p. 77: "Der Fortschritt der Geschichte bestand darin, dass die Gemeinsamkeit des europäischen Lebens sich erhielt, indem es die ältesten Kulturländer Asiens, und Erdteile, die bis dahin im Dunkel gelegen hatten, in seine Kreise und Bahnen zog, dass aber innerhalb dieser alles umfassenden Einheit die Individualität der Einzelnen, der Stämme und Völker frei und ungehindert in reichster Mannigfaltigkeit zur Ausbildung gelangte."

B A. Osseg, glorificateur de "la Famille des Etats"

C'est au contraire un esprit profondément ancré dans la tradition catholique "grossdeutsch" que celui d'Annunarius Osseg, de son vrai nom G.M. Pachtler (1825-1889), un Bavarois dont l'audience n'est absolument pas comparable à celle des auteurs précédents.

Même après 1870, Osseg reste fidèle aux Habsbourg et à l'Europe dynastique, qu'il prétend menacée par la subversion libérale sous toutes ses formes. Il se choisit dans les années 70 une cible privilégiée, la Franc-Maçonnerie, en laquelle il dénonce une vaste conjuration dirigée contre les Etats catholiques (1). Il accuse tous les Franc-Maçons notoires, Robert Blum, le révolutionnaire de 1848, les Carbonari italiens, le Hongrois Kossuth, le juriste Bluntschli de saper l'Europe par la propagation des idées libérales, républicaines ou socialistes. Osseg procède dans un opuscule de 1875 intitulé Le marteau de la Franc-Maçonnerie à un curieux amalgame, confondant allègrement le mouvement maçonnique, le républicanisme, le socialisme, le fédéralisme et le panethnisme. Qu'on en juge:

"... la république socialiste comme forme de gouvernement pour le monde entier: depuis longtemps, on prépare les républiques fédératives latine, germanique et slave; la république latine, dit-on, est déjà quasiment au point, la germanique en devenir, la slave assurément plus malaisée à faire à cause de la Russie, mais réalisable dès qu'existeront les deux premières. Par ailleurs, les Etats-Unis d'Amérique prennent valeur d'idéal: on se propose de les transplanter en Europe sous un vernis social-démocratique"(2)

Des deux dangers se révélant ici à l'Europe des chrétiens: le rassemblement des peuples par blocs de même race et les Etats-Unis d'Europe à la mode de 1848, c'est, selon toute vraisemblance, le second qui paraît à Osseg plus urgent que le premier. Que représentent en effet ces vagues projets de confédération latine, ces phantasmes panslavistes à côté de cette diabolique machination que sont les

(1) Cf H. Gollwitzer Ideologische Blockbildung als Bestandteil internationaler Politik im 19. Jahrhundert dans Historische Zeitschrift 1965, Bd. 201, pp. 325-326. H. Gollwitzer met ici en évidence que l'Europe d'alors était effectivement scindée en deux parties: le mouvement libéral, dont l'unité reposait en grande partie sur la Franc-Maçonnerie, et le catholicisme politique, avec ses capitales

Etats-Unis d'Europe? Osseg est saisi d'horreur lorsqu'il lit les proclamations du congrès tenu à Genève en 1874 par la "Ligue pour la paix et la liberté". Ces impies ne vont-ils pas jusqu'à revendiquer la souveraineté, l'autonomie, l'égalité des peuples et des citoyens, ainsi qu'un arbitrage international entre les Etats? A quoi cela vise-t-il, si ce n'est à faire du pape et des monarques des "objets de musée"? La chimère des Etats-Unis d'Europe signifie un ensemble de républiques

"où il n'y aura ni religions ni patries singulières, ni rois ni sujets, ni riches ni pauvres, mais l'égalité social-démocratique comme loi fondamentale..." (1)

Mais Osseg ne s'en tient pas au domaine politique. Le conflit entre monarchie catholique et république démocratique est aussi religieux et métaphysique. Du coup, les Etats-Unis d'Europe deviennent l'expression de l'athéisme absolu, et le Kulturkampf n'est autre chose qu'une formidable offensive maçonnique contre l'ordre religieux et politique voulu par Dieu. Dans ce combat que mène la franc-maçonnerie européenne pour la domination mondiale, et dont la Prusse est l'instigatrice, c'est évidemment l'Autriche qui court les plus grands risques, elle qui est le bouclier de l'Europe catholique (2).

En 1876, Osseg publie un nouvel écrit, bref mais vigoureux, inspiré des travaux du "Verein der deutschen Katholiken" réuni en assemblée générale à Mayence en septembre 1875. L'auteur cloue cette fois au pilori la conception libérale de l'Etat national unitaire. Le titre de sa brochure est d'ailleurs révélateur: La duperie libérale des nationalités et l'Etat unitaire - Avertissement aux peuples d'Allemagne et d'Autriche (Der liberale Nationalitäten - Schwindel und der Einheitsstaat - Ein Mahnwort an die Völker Deutschlands und Österreichs).

de Paris, Vienne et Munich.

(2) Der Hammer der Freimaurerei am Kaiserthron der Habsburger, Amberg 1875, p. 83.

(1) *ibid.* p. 86.

(2) *ibid.* p. 4.

Le polémiste veut y faire la preuve que le terme de "nation" est d'importation occidentale. Le principe national linguistique est pour lui antihistorique. La langue est un lien moins fort que la religion et l'histoire. Vouloir appliquer à l'Europe un principe qui n'est rien d'autre que l'élucubration d'intellectuels libéraux, francs-maçons et juifs, équivaudrait à faire retourner le continent au chaos des Grandes Invasions. Osseg, bien entendu, confond nationalisme et panethnisme. Il revient comme suit au péril des grands blocs raciaux:

"... supposons qu'après de sanglants conflits raciaux les trois grands empires nationaux européens des Latins, des Germains et des Slaves prennent enfin corps: sera-ce la paix? Pas le moins du monde. Les trois grands groupes raciaux de notre continent vont alors profondément s'en-
vier, se haïr, se combattre; la guerre raciale va alors éclater, guerre démesurée qui ne cessera pas avant d'avoir réduit nos pays en désert." (1)

On ne peut lui donner entièrement tort, encore que dans ce même ouvrage le généreux projet des Etats-Unis d'Europe, qui a déjà été vilipendé de la belle manière dans Le marteau de la Franc-Maçonnerie, soit contesté avec plus de hargne encore qu'auparavant. (2)

Mais Osseg poursuit de sa vindicte le principe national, péché contre l'ordre divin de l'univers, masque de la révolution, instrument de la destruction de l'Europe chrétienne monarchique et du droit historique. Car voilà le grief majeur. A l'Europe de la Restauration, qui formait "la Famille des Etats" (3), à une Europe unie par la foi, le droit, la tradition, succède un continent balkanisé et paganisé:

"Au beau milieu des citoyens et des peuples chrétiens, écrit Osseg, - et nous le sommes aujourd'hui encore en Europe - il a défait l'unité de la famille des peuples, livré chaque peuple à ses seules ressources, substitué à l'unité dans la foi et l'amour les aléas de la langue comme lien politique, et ... exhumé des ruines du monde païen disparu le principe national et avec lui le divorce des peuples." (4)

-
- (1) Der liberale Nationalitäten-Schwindel und der Einheitsstaat, p.54.
(2) "So stehen wir vor dem Plane der Weltverschwörung: aus Europa drei grosse, unter sich föderierte Republiken zu machen, eine germanische, romanische und slawische, die miteinander die "Vereinigten Freistaaten Europas" darstellen." *ibid.* p. 53.
(3) "Die Menschheit ist ein grosses Ganzes; insbesondere bilden die Völker unseres Erdteiles eine grosse Staatenfamilie." *ibid.* p.56.
(4) *ibid.* p. 49.

Cette citation nous dispense d'une plus longue analyse. La filiation est ici évidente: Osseg se fait l'écho de la pensée politique du romantisme, telle qu'elle est illustrée par les principaux apologistes de l'Europe chrétienne. L'idéal chrétien et germanique contre l'athéisme moderne, la défense du particularisme dynastique contre l'unitarisme centralisateur, toutes ces grandes orientations de la pensée politique et sociale des Ketteler, Jörg, Frantz ressortent aussi des productions bien médiocres de ce plumitif.

Au total, l'attitude d'Osseg apparaît singulièrement irréaliste quand il prétend, une décennie après Sadowa, revenir à l'Autriche de Metternich et refaire de l'Empire des Habsbourg la citadelle de l'Europe catholique et la terreur des révolutionnaires. Elle ne l'est pas moins lorsqu'il évoque nostalgiquement, comme jadis Novalis, le Saint-Empire, la liberté et la civilisation qu'il apportait à l'Europe:

"... et l'Europe eut cette belle famille médiévale des Etats et des peuples, qui tenait en si haute estime les valeurs idéales de la culture..." (1)

Que propose Osseg pour le maintien de la communauté européenne? Rien de bien précis, en vérité, si ce n'est un rêve de restauration ou un rassemblement des Etats européens sous la houlette du pape (2). On a l'impression en définitive que la résurrection du principe universaliste chrétien s'inspire chez lui d'un conservatisme farouchement attaché au particularisme d'Allemagne du Sud et fanatiquement hostile à toute évolution.

3 J.E. Jörg: les "Historisch-politische Blätter" de Munich

A Jörg homme politique et journaliste

Bavarois comme A.Osseg, J.E. Jörg dépasse le cadre étroit du particularisme et rompt, par ses préoccupations politiques et sociales, avec les aspects les plus réactionnaires de la pensée romantique. Son

(1) *ibid.* p. 16.

(2) Dans son écrit Der europäische Militarismus, paru en 1880.

attitude envers le problème social, apparentée à celle du grand évêque Ketteler, fait de lui un penseur audacieux et original, l'une des grandes figures du catholicisme allemand (1). En matière politique, Jörg est assurément "grossdeutsch", mais avec des nuances, en fonction de situations données et d'une évolution que cet observateur attentif des événements analyse toujours avec perspicacité.

Ce Bavarois pur sang ne croit pas à une mission particulière de la Bavière en Allemagne et en Europe. Il récuse comme irréaliste le point de vue exprimé par Fröbel en 1867 dans la Süddeutsche Presse de Munich, selon lequel

"la vocation européenne de l'Allemagne du Sud se concentre dans la politique bavaroise" (2).

Par contre il rejoint J. Fröbel dans ses jugements sur l'avènement d'une politique mondiale. Il est parmi les premiers en Allemagne à avoir pronostiqué qu'un jour l'Europe serait surclassée par la Russie et l'Amérique. Et ceci est d'autant plus remarquable que, contrairement à Fröbel, Jörg voyagea très peu (3).

Né en 1819 dans l'Allgäu, il étudie d'abord la théologie à l'université de Munich, et y subit l'influence du célèbre professeur d'histoire ecclésiastique Döllinger. Puis il se tourne vers l'histoire et la politique, et devient en 1852 rédacteur des Feuilles historico-politiques pour l'Allemagne catholique (Historisch-politische Blätter für das katholische Deutschland), revue fondée par Joseph Görres (4).

-
- (1) Cf ici G. Goyau L'Allemagne religieuse - Le catholicisme 1800-1870 op. cit., tome 3, pp. 149-150. cf également J. Droz L'Europe centrale, op. cit. p. 106.
 - (2) Cf Historisch-politische Blätter für das katholische Deutschland, München 1867, Bd. 60, pp. 500-511.
 - (3) Cf D. Groh Russland und das Selbstverständnis Europas, op. cit., p. 285.
 - (4) La revue des Historisch-politische Blätter für das katholische Deutschland, fondée en 1838 à Munich par Joseph Görres, eut pour rédacteur son fils Guido Görres, auquel succéda Jörg. C'était l'organe du conservatisme catholique d'extrême-droite, anti-protestant et antiprussien. On y trouve, outre des articles politiques et historiques, des pages sociales et littéraires. Cette revue parut jusqu'en 1922.

Il entre au service de l'Etat bavarois et est nommé en 1866 archiviste à Landshut. Il est alors député au Landtag. En 1865, il devient chef du "Parti populiste patriotique bavarois" (Bayerische patriotische Volkspartei). En 1870-1871, il proteste contre l'annexion de la Bavière au Reich, après avoir admis jusqu'en 1867 la possibilité d'un rapprochement entre la Confédération d'Allemagne du Nord et les Etats du Sud sur une base fédérale. Son attitude envers la fondation de l'Empire bismarckien tranche sur celle de la plupart des catholiques d'Allemagne (1).

Il est resté jusqu'à sa mort en 1901 très critique vis à vis de l'oeuvre bismarckienne et ne s'est point rallié à la Prusse comme Fröbel, bien qu'il ait été assez réaliste pour admettre l'importance de son rôle. En qualité de député du "Zentrum" au Reichstag, il s'est élevé contre la politique religieuse du Chancelier de fer. Même après s'être retiré de la vie politique en 1891, il poursuit dans les Historisch-politische Blätter, pendant deux décennies, son analyse impitoyable de l'évolution européenne. Marqué par la pensée de Görres, de Döllinger et du philosophe de l'histoire Ernst von Lasaulx, Jörg commente durant un demi-siècle dans ses articles les événements européens, avertit et exhorte l'Occident, vaticine avec un véritable talent de Cassandre et prophétise parfois, comme on l'a écrit, avec un pessimisme héroïque et une sûreté de somnambule (2).

Les Historisch-politische Blätter réunissent tous les grands thèmes de la pensée européenne du catholicisme allemand, amplifiés et approfondis par Jörg et ses collaborateurs.

B La désagrégation de l'Europe historique

Avant d'aborder l'aspect le plus actuel, et le plus intéressant, de la pensée de Jörg, il importe d'avoir un aperçu de ses réflexions sur la situation de l'Europe du 19ème siècle. Or cette situation est à son avis consternante. Pour lui, l'Europe occidentale est en proie, surtout

(1) Cf R. Lill Die deutschen Katholiken und Bismarcks Reichsgründung 1870-1871. Tatsachen, Kontroversen, Interpretationen, Stuttgart 1970, pp. 357-360.

(2) Cf B. Bittel J.E. Jörg dans Lebensbilder aus dem bayerischen Schwaben, München 1955.

depuis 1848, à une crise profonde, à la fois politique et sociale. Dès 1853, il considère qu'une menace permanente pèse sur la société romano-germanique, minée de l'intérieur. Il dresse un constat d'échec total de l'Europe bourgeoise. Les articles des Historisch-politische Blätter tirent à boulets rouges sur les "idées modernes" et tout ce qui peut avoir un relent de libéralisme: la Franc-Maçonnerie, les Juifs, le protestantisme. Le bouleversement de l'Europe, note Jörg dans ses Zeitläufe zum Neujahr de janvier 1865, est essentiellement social. Le libéralisme a détruit de fond en comble l'ordre et la communauté d'Occident. Personne ne peut deviner ce qui sortira du chaos de la société bourgeoise libérale:

"Devant nous tous, l'Europe gît dans un ténébreux mystère. Aucune intelligence humaine ne peut élucider la question de savoir si une communauté chrétienne se reconstituera entre les Etats du continent, ... et sur quels fondements sociaux s'établira la nouvelle institution juridique internationale"(1).

Jörg n'épargne pas non plus les monarques et les gouvernements, en premier lieu Napoléon III, qui est blâmé de vouloir depuis 1859 transformer l'Europe en une sorte de "grand théâtre de marionnettes" dont la France tirerait les fils (2). Il s'emporte contre Bismarck, parce qu'il a en 1866 ébranlé à son tour le système de 1815 et contribué à hâter la grande catastrophe qui mettra un terme à un millénaire de politique chrétienne (3).

En ces années qui précèdent 1870, les Feuilles historico-politiques observent également avec inquiétude les menées de la Première Internationale, le "Parti de la révolution européenne", auquel le mouvement libéral et la politique des têtes couronnées ouvrent la voie. En vérité, Jörg partage les vues du socialisme sur un seul point: la faillite de la société bourgeoise. Dressant le bilan de la situation en 1868, il observe avec mélancolie que la presse révolutionnaire diagnostique comme lui-même la banqueroute politique et sociale du libéralisme. Etant donné que ses théories sont pétries dans la pâte du conservatisme, Jörg tire des conclusions diamétralement opposées: il craint avant tout l'instauration de la république sociale, annoncée par les Congrès de l'Inter-

(1) Historisch-politische Blätter, Bd. 55, 1865, p. 24.

(2) ibid. Bd. 60, 1867, p. 832.

(3) ibid. p. 637.

nationale (1) et prêchés par les anarchistes Proudhon et Bakounine. Osseg dénonçait la conjuration maçonnique. Jörg et ses collaborateurs stigmatisent le complot, bien plus dangereux encore à leur avis, du prolétariat international (2). En 1871, la défaite de la Commune de Paris est saluée comme la victoire de la France et de l'Europe historiques et traditionalistes sur les doctrinaires cosmopolites de la bourgeoisie et du prolétariat.

Après le libéralisme et le socialisme, c'est le principe national qui est lui aussi frappé d'ostracisme. Parmi les agents de désintégration de la société européenne, il figure assurément en bonne place. Jörg ne nie certes pas qu'il soit justifié dans certaines conditions. Mais il récuse les critères linguistiques et ethniques comme ne pouvant aboutir qu'à la désagrégation des Etats historiques, surtout de l'Autriche:

"L'Autriche, note-t-il en 1859, était le ciment, le chef légitime, la clef de voûte de la famille des Etats européens... La famille européenne s'est définitivement disloquée, divisée en frères ennemis, en ennemis mortels..." (3)

La guerre d'Italie est une terrible lutte entre les puissances d'ordre et de tradition, et la formidable coalition des forces de dissolution: Napoléon, Cavour, Garibaldi, Mazzini, les Anglais, les sociétés secrètes, les partisans de l'Etat moderne (4).

On retrouve chez Jörg le même manichéisme que chez Osseg: le principe national est le principe du mal, le désaveu de l'ordre et de la sécurité, la négation du droit. Il promet à l'Europe des troubles et des vicissitudes sans fin, bref, il est le "péché originel personnifié". Si les gouvernements n'ont pas la force de le proscrire, les monarchies seront abolies, et sur leurs ruines s'élèvera la démocratie socialiste universelle.

(1) *ibid.* Bd. 61, 1868, pp. 1-9.

(2) *ibid.* Bd. 62, 1868, p. 394: "Was sind alle geheimen Verschwörungen von dazumal im Vergleich zu dem Monstre-Bund, welcher jetzt ... sein Wesen treibt, mit dem ausgesprochenen Zweck, die bestehenden Sozietätsverhältnisse von Grund aus umzustürzen?"

(3) *ibid.* Bd. 44, 1859, p. 267, "Der Friede von Villafranca und der Krieg von Frankfurt".

(4) Cf Bd. 46, 1860.

La revue munichoise se lance alors dans de furieuses diatribes contre tous ceux qui soutiennent à travers l'Europe le mouvement national, avant tout contre Napoléon III, qui joue le rôle de bouc émissaire. Napoléon III est voué aux gémonies pour avoir fait table rase de la traditionnelle communauté des Etats. Les journalistes des Historisch-politische Blätter doutent que les congrès diplomatiques à la manière napoléonienne soient à même de restaurer la solidarité du continent (1). Peu avant 1870, ils imputent avec une énergie toute particulière l'état désespéré de l'Europe à la politique bonapartiste. Dans un article au titre caractéristique, Le calme avant la tempête et la chasse aux alliances (Die Stille vor dem Sturm und die Allianz-Jagd), l'empereur des Français est accusé d'entraîner tout le continent vers une issue fatale qui doit être à la fois le châtement de l'apprenti sorcier et le terme d'une période historique:

"Le faux principe des nationalités et la rivalité des tenants révolutionnaires d'une politique de force coûteront encore à nos contemporains des torrents de sang et de larmes; la ruine du système politique européen reviendra plus cher que le nationalisme ... ne l'a estimé. Mais tous ces sacrifices ne représenteront que les ultimes soubresauts d'une époque historique déclinante. Ce sont des bagatelles en comparaison de ce que l'avenir en réalité nous réserve... L'Europe va sans pouvoir s'y opposer vers un destin fatal, provoqué par les principes du libéralisme moderne de la bourgeoisie au pouvoir et par les souverains révolutionnaires." (2)

Après 1870, les Feuilles historico-politiques voient se profiler comme Osseg un autre péril, engendré lui aussi par le principe des nationalités, mais débordant celui-ci. Il s'agit du principe de regroupement par grands blocs ethniques, souvent considéré avec appréhension par la littérature politique de l'ère bismarckienne, pour l'excellente raison qu'il surgit d'abord de Russie sous les traits du panslavisme. Et c'est ainsi que nous le voyons intervenir dans l'organe catholique munichois, où il est réprouvé comme étant la négation de toute l'histoire et la fin de l'Europe civilisée (3). Mais la Russie n'est pas tenue pour seule responsable de l'application à l'organisation de l'Europe des lois de la race. A en croire les catholiques bavarois, elle ne fait en réalité que suivre

(1) *ibid.* Bd. 60, 1867, pp. 983-984.

(2) *ibid.* Bd. 62, 1868, pp. 480-481.

(3) Cf. Bd. 78, 1876, "Zum Rassenkampf in Europa", p. 813.

l'exemple des nations latines et germaniques, et singulièrement celui de la France et de la Prusse, coupables d'avoir ruiné l'ordre chrétien, sapé le droit international et substitué aux principes chrétiens la force matérielle, le nationalisme et le racisme (1).

C'est bien là pour Jörg le fond du problème. La crise politique et sociale, la catastrophe menaçante du libéralisme bourgeois, l'éclatement de l'Europe en nations, en classes et en races, ce ne sont là que les manifestations multiples d'un mal plus profond. Simplement, l'Europe renie son propre esprit, l'esprit chrétien.

Commentant en 1860 le récent ouvrage de K. Frantz Recherches sur l'équilibre européen (Untersuchungen über das europäische Gleichgewicht), Jörg abonde dans le sens de l'auteur: la Guerre de Crimée, puis la Guerre d'Italie ont définitivement renversé l'ancien système européen de 1815. La Pentarchie a vécu. La communauté des grandes puissances, instaurée sur la foi chrétienne, s'est évanouie (2). L'Europe a en effet commis en 1856 le sacrilège d'admettre la Turquie dans le concert international. Jörg constate encore plus tard que les conflits de 1859 et 1866 ont ébranlé l'Autriche, bastion traditionnel de l'Europe catholique. Ce ne sont là, pour Jörg et ses confrères, que les symptômes d'une gangrène radicale, diagnostiquée déjà par d'autres tenants de l'Europe chrétienne, Ketteler par exemple. Ce sont les épiphénomènes politiques d'un phénomène religieux, l'affaiblissement de la foi, la renaissance du paganisme. La Renaissance, l'humanisme, l'Ere des Lumières seraient les jalons de cette corruption progressive de la civilisation chrétienne. En présentant l'histoire de l'Allemagne depuis la fin du Moyen-Age comme celle de la corrosion du christianisme germanique par l'esprit latin, les catholiques bavarois esquissent un thème que va amplifier K. Frantz (3).

Privée du ciment chrétien, son seul lien spirituel, l'Europe s'en va vers la dislocation totale. En 1870, Jörg dresse une fois encore un bilan alarmant. La dernière attache entre les nations, l'unité de l'Eglise catholique, a disparu avec la chute de la Rome papale. La défaite française inaugure de surcroît une Europe éminemment précaire, dont l'unique loi est la loi du plus fort.

(1) ibid. Bd. 79, 1877, pp. 643-659.

(2) ibid. Bd. 45, 1860, pp. 308-317.

(3) Cf Bd. 62, 1858, pp. 926-938.

"... c'est la révolution la plus radicale même dans les notions qui jusqu'ici s'attachaient au terme d'"Europe", et qui suggéraient toujours une institution fondée sur des traités." (1)

Tel est l'aboutissement de la déchristianisation de l'Europe: l'anéantissement de tout droit international, la rupture de tout équilibre, avec comme conséquences inéluctables le démembrement de l'Empire des Habsbourg et la coalition franco-russe. Après 1870, le Kulturkampf donne à nouveau à Jörg l'occasion de déplorer la lutte contre l'Eglise catholique et contre son oeuvre, l'ordre universel chrétien. C'est l'Allemagne bismarckienne qui, cette fois, est rendue responsable du déclenchement des forces dissolvantes; c'est la Réforme luthérienne qui est blâmée d'avoir permis le libéralisme, puis le socialisme et une forme decivilisation moderne dénuée de spiritualité (2).

Il est impensable, affirme Jörg, que la civilisation libérale, matérialiste, scientiste et industrielle du 19ème siècle remplace le christianisme en tant que facteur de cohésion. L'Etat moderne ne connaît que l'intérêt matériel. Or celui-ci n'unit pas, il sépare.

"C'est la raison pour laquelle,
écrivent les Historisch-politische Blätter,

les hommes les plus nobles de notre époque aspirent vainement à la naissance d'un nouvel esprit communautaire européen, car il n'y a plus d'unité supérieure." (3)

Cette nostalgie constante de la restauration d'une unité spirituelle perdue fait de Jörg l'émule fidèle du romantisme. Mais sans doute trouve-t-on chez lui un ton nouveau, un pessimisme foncier qui s'exhale en tableaux apocalyptiques et qui rappelle celui d'un autre Bavarois qui fut proche de Jörg: Ernst von Lasaulx.

En janvier 1890, Jörg dépeint l'Europe sous les couleurs les plus sinistres. Il estime que le paganisme règne en maître, que les structures patriarcales de l'ancienne Europe sont abolies pour toujours, que le libéralisme a fait son temps et que le système politique européen est dominé par une bande de brigands (4). Telles sont à l'aube de l'ère impérialiste les vues de Jörg sur la désagrégation de l'Europe

(1) *ibid.* Bd. 66, 1870, "Allianz und Bund im neuen Europa", p. 624.

(2) *ibid.* Bd. 81, 1878, "Die eisernen Jahrzehnte des Säkulum".

(3) *ibid.* Bd. 94, 1884, p. 436.

(4) *ibid.* Bd. 105, 1890, pp. 2-7.

monarchique et catholique. Ses réflexions donnent un reflet exact de l'évolution politique et sociale de l'Europe saisie à travers les événements et dans l'optique d'un catholicisme sans faille. Ces jugements d'un romantisme attardé et d'un pessimisme exagéré peuvent paraître faux et intempestifs. Qui pourra leur dénier une acuité insolite?

C L'Europe entre les "Deux Grands"

Si Jörg a été profondément conscient d'une crise de la civilisation et de la désintégration du système politique occidental, il n'envisage pas avec moins de crainte l'avenir de l'Europe dans le monde. C'est même dans ses méditations sur la relativité croissante de la puissance européenne qu'il se révèle le plus original. Il est en effet, avec J. Fröbel, l'un des premiers en Allemagne à avoir clamé l'avènement de la politique mondiale. Il le fait dès 1853, avant même qu'Alexis de Tocqueville ne trace dans La démocratie en Amérique (1856) son fameux parallèle entre la Russie et les Etats-Unis.

Jörg part des prophéties de Görres sur les antagonismes politiques de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique. Dans les Historisch-politische Blätter de 1853 s'exprime en deux formules lapidaires l'idée que Jörg se fait de la situation entre la révolution de 1848 et la Guerre de Crimée: "C'est du dedans qu'est menacée la civilisation romano-germanique" (Von innen droht der romanisch-germanischen Zivilisation die Gefahr!) et "Les questions européennes deviennent des questions mondiales" (Die europäischen Fragen werden Weltfragen) (1).

Puis l'auteur explicite ainsi sa pensée: l'équilibre européen est anéanti, l'Europe a déjà perdu sa prééminence politique, elle ne règne plus sur le monde que par son rayonnement spirituel, "en tant que patrie de la civilisation chrétienne". De part et d'autre, deux puissances représentatives de deux principes rivaux se préparent à un formidable duel, "l'Asie schismatique et cosaque" et l'"Amérique protestante et républicaine". Jörg espère que le choc des deux immenses empires se produira d'abord en Extrême-Orient, mais il sait bien que la ligne de partage du monde passe au milieu de l'Europe, cette Europe de 1850 qui préfigure la future constellation mondiale et qui comprend à l'Ouest l'Angleterre

(1) *ibid.* Bd. 32, 1853, p. 67 et p. 293.

protestante et parlementaire, à l'Est la Russie orthodoxe et absolutiste, au centre les pays germaniques. C'est autour de l'Allemagne catholique que Jörg propose d'organiser l'Europe romano-germanique, assaillie de l'Ouest par la révolution économique et matérialiste et de l'Est par la réaction autocratique et absolutiste. A vrai dire, pour lui, l'Angleterre n'est qu'à peine européenne, et il tient pour certain qu'elle tombera dans la sphère d'influence américaine, tandis que la Russie s'alliera un jour à la Chine pour dominer l'Asie. C'est un avenir problématique que celui de l'Europe, menacée de la "finis Germanorum et Romanorum", à moins qu'elle ne se regroupe autour d'une Allemagne catholique car, écrit Jörg:

"Plus dans la situation mondiale future la prédominance politique de l'Europe diminuera et plus sa prédominance morale augmentera, plus sa mission sera religieuse et catholique." (1)

En attendant ce relèvement européen, Jörg instruit le procès des partisans de l'Amérique et de ceux de la Russie. Il s'inscrit en faux aussi bien contre Gervinus, qui croit à la mission mondiale de la démocratie d'outre-Atlantique, que contre Bruno Bauer, qui voit la régénération de l'Europe venir de l'Est. Ce qu'il prévoit, lui, c'est un double drame, qui va se jouer de part et d'autre de l'Europe: la révolution socialiste russe et la domination du libéralisme aux Etats-Unis. On ne peut que s'incliner devant ses paroles oraculaires:

"Nous assisterons peut-être nous-mêmes, en tout cas nos enfants assisteront à un drame stupéfiant à l'Est..., écrit-il en 1854. En en même temps que ce drame oriental, celui de l'Ouest en sera le pendant. La Russie partie de l'état primitif d'un socialisme original, l'Amérique du Nord partie de l'atomisation complète par l'égoïsme individualiste devront toutes deux chercher le juste milieu..." (2)

Jörg paraît laisser la porte entrouverte sur l'avenir. Le juste milieu est peut-être l'Europe. Mais celle-ci peut être aussi le lieu d'affrontement des puissances extra-européennes. Tragique situation en effet que celle de l'Europe centrale coincée lors de la Guerre de Crimée au milieu du système de la Pentarchie entre la Russie et les puissances

(1) *ibid.* p. 297.

(2) *ibid.* Bd. 33, 1854, p. 800.

occidentales. Jörg nomme ce système catastrophique "le double-moulin européen" (die europäische Zwickmühle). Le désastre qui se prépare, annonce-t-il, sera plus terrible que la chute de l'Empire romain (1). Car non seulement les pays germaniques, mais l'Europe entière est vouée à être prise dans les deux mâchoires d'un étau, à être broyée entre deux meules. A l'occasion de la Guerre de Crimée, il prévoit près d'un siècle avant la conférence de Yalta le partage du monde en deux sphères d'influence. Il note, comme Karl Marx à la même époque, que la crise de 1854-1856 marque l'apparition des Etats-Unis sur la scène européenne, et qu'il existe de mutuelles et de naturelles sympathies entre l'Amérique du Nord et la Russie. Mias citons à nouveau les Feuilles historico-politiques:

"La Russie peut en toute logique poursuivre son effort en vue de la domination mondiale, sans pour autant avoir à contrecarrer les desseins de l'Union, qui vise également à l'hégémonie mondiale, et au bout du compte l'une et l'autre pourraient en venir à un fraternel partage." (2)

Au début de l'année 1857, Jörg fait à nouveau le point de la situation. Il confirme que la récente guerre a sonné le glas de la prédominance européenne. Les relations économiques et politiques, l'imbrication des intérêts capitalistes font que le système libéral est à la veille de grandes difficultés. Une nouvelle société est en gestation à l'échelle mondiale, et l'Europe va être le théâtre d'un immense "tremblement de terre politique" (3). Chacune des crises qu'elle traverse désormais est interprétée par lui comme l'annonce de la fin d'une époque: le soulèvement polonais de 1863, le conflit austro-prussien de 1866, la guerre de 1870.

Dans une étude de 1867, L'Europe vue à vol d'oiseau (Europa aus der Vogelperspektive); le catastrophisme du rédacteur en chef des Feuilles historico-politiques se donne libre cours. A la suite de la victoire de la Prusse, écrit-il, la confusion européenne est à son comble. Seule la force peut trancher le noeud gordien de la politique européenne. La récente exposition universelle de Paris, que les optimistes du siècle saluent comme le zénith de la civilisation moderne,

(1) ibid. p. 802.

(2) ibid. Bd. 35, 1855, p. 834.

(3) ibid. Bd. 40, 1857, p. 690.

est en réalité une cérémonie funèbre, une fête d'adieu où les souverains ont pris congé d'une Europe moribonde. Minée de l'intérieur, la vieille Europe monarchique ne va pas tarder à s'écrouler sous les coups du républicanisme américain allié au panslavisme russe. Jörg est obsédé par l'image hallucinante des meules qui bientôt vont écraser toute l'Europe occidentale entre le despotisme républicain du Nouveau Monde et le despotisme monarchique de la Russie alliée à la Prusse. Comme on le voit, Jörg ne ménage pas Bismarck, pas plus qu'il n'a ménagé Napoléon III. La politique bismarckienne, cheval de Troie du despotisme absolu au centre de l'Europe, mène celle-ci au désastre. La défaite de l'Autriche en 1866, la débâcle de la France en 1870: deux étapes sur le chemin de l'abîme. Jörg, qui n'a jamais aimé le libéralisme britannique, y ajoute comme troisième étape l'élimination prévisible de l'Angleterre en tant que puissance mondiale.

Lorsqu'au lendemain du conflit franco-allemand Jörg sonde le futur, il ne trouve plus en présence sur l'échiquier mondial que la Russie et les Etats-Unis, il ne distingue rien d'autre que l'univers bipolaire des "Deux Grands", les "alliés naturels du monde nouveau" (1). Il croit dur comme fer que jamais les intérêts russes et américains ne divergeront. Il le croit pour la raison bien simple que l'on tient alors l'Angleterre, et non les Etats-Unis, pour l'adversaire de l'expansion russe en Asie.

Nous savons ce que Jörg pense du libéralisme et du républicanisme. Il n'a pas meilleure opinion du protestantisme anglo-saxon. Il importe maintenant d'examiner de plus près l'idée qu'il se fait de la Russie.

(1) *ibid.* Bd. 67, 1871, "Vorausgeworfene Schatten", p. 474. Qu'à l'époque les élites intellectuelle s aient mal auguré de l'avenir politique de l'Europe, cela paraît hors de doute dans bon nombre de cas. Nous citerons à titre d'exemple un propos du juriste suisse J.J. Bachofen, ami de Nietzsche, qui écrivait en 1869: "Ich fange an zu glauben, dass der Geschichtsschreiber des 20. Jahrhunderts nur noch von Amerika und Russland zu reden haben wird. Die alte Welt Europas liegt auf dem Siechbett und wird sich dauernd nicht mehr erholen."
J.J. Bachofen an Meyer-Ochsner, Zürich, 25.5.1869, cité par E. Hölzle dans Geschichte der Zweigeteilten Welt. Amerika und Russland, Rowohlts deutsche Enzyklopädie 1961, p. 64, ouvrage auquel nous renvoyons pour ce qui concerne l'histoire de l'Europe face au dualisme mondial.

Précisons d'abord qu'il rejette les conceptions d'un Bruno Bauer quant à la vocation européenne de la Russie. Les jugements qu'il porte sur elle se fondent comme ceux de ses contemporains sur les travaux de Haxthausen (1). Il serait cependant faux de penser que Jörg n'a sur la Russie qu'un point de vue négatif, qu'il ne voit en elle qu'un Etat dont la loi est la conquête et dont l'objectif est la domination universelle, dont la puissance réside à la fois dans la force matérielle et dans le fanatisme religieux. Il ne taxe généralement pas les Russes de barbarie pure et simple, en quoi il a des vues infiniment plus nuancées que la majorité des Allemands de son temps (2). Ses considérations rappellent celles de Herder sur les Slaves, celles aussi de Lasaulx. Le Russe serait, aux yeux de Jörg, une sorte de "Bon Sauvage", vigoureux, pieux, noble, à vrai dire incapable de régénérer l'Occident, mais fort capable de détruire une civilisation déclinante et de laisser corrompre par elle sa naïveté originelle (3). La supériorité du christianisme et de l'Etat d'Occident est naturellement affirmée face à l'Eglise orthodoxe et à l'autocratie tsariste, mais aucune slavophobie viscérale ne se fait jour chez Jörg, qui envisage même parfois la possibilité d'une ère historique slave (4), et dont la pensée a probablement été inclinée dans ce sens par Ernst von Lasaulx (5).

Quoi qu'il en soit, les Feuilles historico-politiques ne cessent d'agiter l'épouvantail panslaviste, et l'on peut suivre au fil des années la dégradation continue des rapports germano-russes telle qu'elle se reflète dans les colonnes de la revue. Jörg et ses amis jettent feu et flamme contre le fanatisme orthodoxe et l'absolutisme tsariste, qui

-
- (1) Cf sur Haxthausen dont il a été question dans notre introduction: D. Groh Russland und das Selbstverständnis Europas, pp. 200-202, 206-213 et 234-236.
 - (2) Les termes de "Barbares moscovites" apparaissent néanmoins à l'occasion dans les Historisch-politische Blätter, cf Bd. 63, 1869, p. 641.
 - (3) *ibid.* Bd. 33, 1854, "Osteuropäische Thesen" et "Motivierte Gedanken über Osteuropäische Thesen".
 - (4) *ibid.* Bd. 36, 1855, "Von Russland aus": "Wir überleben unser Deutschtum nicht gegenüber dem Slawentum, haben auch weniger als je Ursache dazu; wir sehen dieses am Anfang, jenes vielleicht schon am Ende seiner Geschichte stehen..."
 - (5) Sur Ernst von Lasaulx, cf le chapitre 1 de la Troisième Partie de cet ouvrage.

risquent de faire un jour de la Russie la puissance dominante du continent. Ainsi pense Jörg avant 1870. Plus tard, ses réflexions s'assombrissent encore. A l'horizon se profile, outre les convulsions politiques de la question d'Orient, outre les guerres raciales et la balkanisation de l'Europe centrale, la révolution sociale véhiculée par le panslavisme.

"Alors seulement la nouvelle Europe sera faite, et la scène sera libre pour la grande révolution sociale. C'est peut-être précisément le slavisme qui est destiné à lui fournir des troupes d'élite et à les déverser sur le continent sénile." (1)

Et d'où l'auteur tire-t-il ses intuitions? De l'observation de ce phénomène effroyable qu'est le nihilisme. Ce sont les idées modernes, produit de l'Occident, qui ont trouvé dans la Russie despotique et schismatique un terrain favorable et qui ont engendré cette monstrueuse négation de l'ordre établi (2).

Jusqu'à 1890, Jörg et les Historisch-politische Blätter ne cessent de clouer au pilori la politique bismarckienne d'entente avec la Russie, se faisant ainsi l'écho des vicissitudes de l'opinion publique allemande. Non seulement on est convaincu qu'à l'avenir s'affronteront les Germains et les Slaves, non seulement le Russe prend maintenant figure de "demi-barbare" et d'"ennemi national" de l'Allemagne, mais les Historisch-politische Blätter envisagent à l'instar de la presse de Berlin ou de Vienne de mettre la Russie au ban de l'Europe (3).

D Croisade, expansion européenne et restauration de l'ordre chrétien

Considérant les affaires politiques sous l'angle religieux, Jörg ne voit qu'un moyen de restaurer l'unité de l'Occident chrétien: la croisade. C'était en la matière la grande pensée de Segesser. Ce sera aussi celle de Frantz. Quant à l'adversaire, c'est soit le Russe, soit le Turc.

(1) *ibid.* Bd. 78, 1876, p. 742.

(2) Cf Bd. 79, 1877, "Über Russland: der Nihilismus und die Nihilisten".

(3) Cf Bd. 106, 1890, p. 304.

L'idée d'une coalition européenne contre la Russie est formulée bien avant 1890 dans les Historisch-politische Blätter. C'est la guerre de Crimée qui en est la première occasion. Nous lisons dans un article d'août 1854 sur la question turque que l'Europe ne peut souffrir la conquête matérielle et morale de l'Empire ottoman par la Russie et qu'il est urgent pour l'Allemagne d'intervenir, sous la conduite de l'Autriche et aux côtés des puissances occidentales. C'est la seule manière, ajoute l'auteur, d'agir au nom du christianisme et de la civilisation européenne (1). L'attitude de la Prusse ayant par la suite ruiné l'espoir d'une politique commune des pays germaniques, l'idée surgit en 1855 de refaire une sorte de Sainte-Alliance, un bloc d'Europe centrale composé des puissances catholiques (2).

Puis, lorsque la question d'Orient rebondit une vingtaine d'années après, Jörg propose de faire jouer à la Turquie le rôle de catalyseur de l'unité occidentale. L'ancienne Europe s'est écroulée, écrit-il dans son bilan de l'année 1875; seules l'Autriche et la Turquie demeurent encore comme deux ruines du temps passé.

"Il n'y a plus d'Europe,
a soupiré un jour le comte Beust;

mais il faut qu'il y ait à nouveau une Europe, et il y en
aura une..." (3)

La question d'Orient doit être le point de départ d'un nouveau sentiment de solidarité. D'abord parce qu'elle montre de manière éclatante dans quel désordre territorial vit l'Europe nouvelle. Ensuite et surtout parce que la Turquie n'est européenne ni de religion ni de culture, et qu'elle est un morceau d'Asie sur le sol européen. Jörg propose-t-il comme d'autres chrétiens conservateurs de fonder l'unité de l'Occident sur les décombres de l'Empire ottoman? Il semble bien qu'il n'en soit rien. Le sens des réalités politiques l'emporte chez lui sur l'esprit de système. Il tient ferme au maintien des anciennes structures, sachant bien que le démembrement total de la Turquie risque de faire des Balkans le tonneau de poudre de l'Europe (4) et de provoquer une situation explosive. Autant que l'on puisse en juger, Jörg se prononce pour une

(1) ibid. Bd. 34, 1854.

(2) Cf ibid. Bd. 36, 1855, p. 369.

(3) ibid. Bd. 77, 1876, p. 339.

(4) Cf ibid. Bd. 80, 1877, pp. 893-899.

réforme, non pour une révolution de l'état de choses existant. Il adopte l'idée que le règlement de la question d'Orient concorde avec une restauration de l'ordre juridique international et une union des grandes puissances chargées de le garantir.

Ainsi, en 1878, au moment où va se réunir le Congrès de Berlin, les Historisch-politische Blätter expriment l'espoir qu'il y aura à nouveau une Europe digne de ce nom. Cette grande mission, ce rassemblement des peuples occidentaux que Jörg et ses confrères appellent de leurs vœux depuis plus qu'un quart de siècle semblent en bonne voie après le congrès. Jörg regrette sans doute que les diplomates n'y aient fait qu'un travail de "rapiéçage". Il leur sait gré néanmoins d'avoir créé les conditions d'une union de l'Occident et de l'épanouissement d'une civilisation nouvelle sur les lieux de l'ancien empire byzantin (1). Bien que la suite des événements ait été pour le rédacteur en chef des Feuilles historico-politiques extrêmement décevante, ces déboires ne l'empêchent pas d'écrire encore en 1887 que le seul moyen de sauver l'Europe du provisoire et d'assurer la paix est de faire

"disparaître du seuil de l'Occident la honte de la domination turque" (2).

Il s'agit somme toute, pour retrouver l'unité et s'affranchir des égoïsmes nationaux, de faire ce qu'a fait la chrétienté médiévale: de s'allier contre les infidèles. On trouve assez communément cette croyance en la vertu unificatrice de la croisade dans les publications des chrétiens conservateurs, voire sous une forme voilée chez certains esprits plus libéraux, prêts à intervenir pour défendre les droits des chrétiens de l'Empire ottoman (3). Cette idée de croisade, une fois sécularisée, alimentera la propagande antisoviétique après la Révolution russe. Elle est encore de nos jours d'une importance insoupçonnée, puisqu'elle est à la base de toute l'argumentation "anti-impérialiste" des historiens des pays socialistes.

(1) *ibid.* Bd. 85, 1880, "Ein neues Jahr..."

(2) *ibid.* Bd. 99, 1887, p. 6.

(3) Cf l'article de Treitschke dans les Preussische Jahrbücher, Bd. 38, 1876, où la Turquie est accusée de fouler aux pieds les principes admis par le concert européen. Treitschke ajoute: "Das christliche

Il ne faut pas omettre de signaler qu'à l'époque qui nous intéresse les mobiles religieux et politiques de la croisade se mêlent de mobiles économiques. Un collaborateur de Jörg fait interférer de manière très caractéristique la nécessité de libérer les chrétiens du joug des Turcs et les impératifs de l'économie moderne. Pour lui, l'Islam est depuis le Moyen-Age le principal adversaire de la civilisation chrétienne, et il a maintenant deux alliés: la Russie et l'Angleterre, dont les intérêts commerciaux exigent la sauvegarde des empires musulmans.

L'auteur de cet article de 1881 en conclut que la véritable Europe doit être une Europe centrale élargie, comprenant les pays germaniques et latins, nations qui ont le devoir de s'allier pour reprendre à l'Islam le pourtour de la Méditerranée, afin d'assurer des terres à leurs excédents de population et de former un bloc économique autarcique (1).

On retrouve des conceptions analogues dans les réflexions de K. Frantz sur la politique mondiale, et c'est d'ailleurs une idée généralement admise que la colonisation est un excellent moyen de détourner de l'Europe ses périls internes et externes. Et ceci se vérifie surtout à partir de la Guerre de Crimée pour ce qui concerne la Russie. Dès 1854, les Historisch-politische Blätter écrivent que la Providence a réservé à l'empire russe la mission de civiliser l'Asie (2). A moins que l'on n'écarte purement et simplement les Russes de cette expansion vers l'Orient, ce qui est généralement le cas. Presque toujours, les catholiques bavarois estiment qu'il revient à une Europe occidentale spirituellement renouvelée de pénétrer dans le monde asiatique. Tel est en particulier l'avis du publiciste G. Widenmann, dont les Historisch-politische Blätter analysent en 1855 l'écrit Politique et institutions religieuses d'Occident dans leurs rapports avec l'Orient (Politik und

Europa darf sich das Recht nicht nehmen lassen, diese barbarische Macht, wenn sie noch nicht vernichtet werden kann, mindestens so zu knebeln, dass sie mit ihren Rüsselschlägen die Menschenrechte ihrer christlichen Untertanen nicht mehr zu gefährden vermag." p. 675.

(1) *ibid.* Bd. 87, 1881, "Weltpolitik".

(2) *ibid.* Bd. 34, 1854, "Türkenfrage".

Kirchentum des Abendlandes in ihrem Verhältnis zum Orient) (1). Reprenant la même idée quelques années après, Widenmann démontre qu'il revient aux peuples occidentaux de rétablir le contact direct avec l'Orient sans laisser à la Russie le soin de prendre la place de l'Empire ottoman décadent, et que l'empire russe doit avoir pour tâche de civiliser la partie septentrionale de l'Asie, tandis qu'il est réservé à l'Europe occidentale de rivaliser avec l'Orient dans le domaine spirituel et de le dominer politiquement et économiquement (2).

Toutes ces idées ne sont pas propres aux catholiques du Sud. On les trouve dans d'autres écrits de la même époque. De la même veine sont deux brochures anonymes respectivement publiées à Hambourg et à Berlin (3). La pensée chrétienne mêle donc intimement l'élément religieux

(1) Gustav Widenmann, auteur de divers écrits sur la religion dans ses rapports avec la politique, entre autres Politik und Kirchentum des Abendlandes in ihrem Verhältnis zum Orient, Nördlingen 1855.

(2) Cf G. Widenmann Zur Bundesreform - Ein Separatvotum aus dem Nationalverein, Nördlingen 1861.

(3) La première préconise la reconquête par l'Europe occidentale à dominante chrétienne et germanique des territoires turcs, la rechristianisation de l'Orient, l'eupéanisation de l'Asie Mineure et du Caucase. L'Autriche doit être la championne du principe catholique romain contre le principe "antique russo-byzantin", qui distingue le monde slave de l'Europe romano-germanique. cf Europa und der Orient - Österreich, die Westmächte und Russland, Hamburg 1855.

Le second écrit propose une restauration de la "famille des peuples européens" sur la base de l'idéal chrétien et par le moyen d'un congrès des princes, mais en réorganisant le continent selon les nationalités, ce qui entraînerait la disparition des Empires autrichien et ottoman. Prétendant avoir repris l'oeuvre posthume d'un moine, un ancien diplomate du nom de Pater Athanasius, l'auteur esquisse un plan de christianisation de l'Europe de l'Atlantique jusqu'à l'Oural et au Caucase, ce massif étant "la poignée de l'éventail... que déploient sur l'Europe les peuples d'origine caucasique". La partie la plus originale du projet consiste en une refonte du système politique européen selon des impératifs à la fois religieux, ethniques et nationaux: les Turcs devraient évacuer l'Europe, les sujets chrétiens de l'Empire ottoman formeraient un royaume slave du Sud, chaque rameau de la race "caucasique" disposerait d'un empire et de deux royaumes, Empire fédéral d'Allemagne, Grande-Bretagne et Suède-Norvège pour les Germains, Empire Français, Italie et Espagne pour les Latins, Russie, Pologne et "Slavie" pour les Slaves. cf Europas Staatenverband auf Grundlage des heiligen Rechtes der Nationalität. Eine deutsche Rede am Aufgange der neuen Epoche, Berlin 1860.

à l'expansion de la civilisation et de la technique européennes. En 1888, les Historisch-politische Blätter saluent ainsi comme un événement historique l'ouverture de la voie ferrée Vienne-Constantinople (1). Il va de soi que l'on attribue souvent la supériorité scientifique européenne à l'esprit du christianisme et l'on déduit d'une prétendue vertu spirituelle la prééminence nécessaire de la civilisation occidentale.

"Jamais encore depuis que le monde existe on n'a exercé sur la matière une domination aussi totale et aussi vaste... C'est pourquoi malgré tout j'espère en de nouveaux triomphes du principe universel chrétien..." (2)

Ceci, du reste, ne laisse pas de provoquer quelques contradictions. Le christianisme est bien souvent présenté à la fois comme le moteur de l'expansion et comme le seul remède possible au matérialisme moderne. Il arrive aussi qu'on accuse assez paradoxalement les civilisations extra-européennes de manquer de spiritualité, et qu'on applaudisse aux victoires de la technique sur les peuples dits "barbares". Aussi le christianisme de Jörg aboutit-il parfois à un authentique colonialisme.

Au demeurant, il s'agit en priorité dans son esprit d'éviter les guerres intestines et de restaurer l'unité compromise. Et ceci ne peut se faire sans le secours du catholicisme. Tel est, de 1855 à 1890, le leitmotiv des Historisch-politische Blätter, qui présentent l'Eglise romaine comme une assurance contre la subversion (3). Seule puissance stable depuis des siècles au milieu d'un monde en perpétuelle convulsion et déchiré de conflits, l'Eglise doit rassembler les membres épars de l'Europe chrétienne. Au centre des conceptions politiques et sociales de Jörg se révèle la constante préoccupation de répondre à l'internationalisme républicain et socialiste par la solidarité des nations chrétiennes conservatrices (4). Entre 1870 et 1890, la revue

(1) Cf ibid. Bd. 102, 1888, "Die Eröffnung der Orientbahn bis Konstantinopel und der Dank des Occidents".

(2) ibid. Bd. 60, 1867, "Pariser Ausstellung", p. 323.

(3) Cf ibid. Bd. 60, 1867, p. 965: "Wir leben in den Tagen der nahenden Entscheidung zwischen Christus und Belial. Während eine möglichst enge Verbrüderung des ganzen katholischen Europa mit dem Wahlspruch viribus unitis so notwendig wäre als das tägliche Brot, hat man in Deutschland seit den Sturm- und Drangjahren 1848 und 1849 kaum recht angefangen, die Solidarität der katholischen Interessen in das Auge zu fassen."

(4) Cf ibid. Bd. 85, 1880, "Ein neues Jahr im Auflösungs- und Werdenprozess".

catholique reste à l'affût de tous les signes annonciateurs d'un renouveau. Elle proclame ainsi en 1889 que la lutte doit être menée dans tous les pays et que

"ce n'est que par l'engagement solidaire des catholiques de tous les pays que peuvent être détournés les dangers qui menacent l'Europe dans ses fondements: doctrines révolutionnaires, socialisme et anarchisme, nihilisme et matérialisme." (1)

Jörg a-t-il vraiment cru à la possibilité de restaurer l'ordre chrétien, comme son maître Görres l'avait jadis rêvé? A-t-il cru à la possibilité de surmonter les antagonismes nationaux, politiques et sociaux par le moyen de grandes entreprises communes et d'un regain de la foi? Il a toujours affirmé sa conviction intime que l'harmonie internationale était fonction d'une restauration des croyances chrétiennes, mais il faut bien dire qu'il a souvent laissé percer un certain scepticisme, qui à partir de 1880 se teinte plus nettement de pessimisme.

"... nous croyons nous aussi à une profonde conversion dans la vie intérieure des peuples, écrit-il en 1871, à une conversion ... avant la fin des temps. Mais nous ne pensons pas que ce soit pour demain..." (2)

E Le règne de l'Antéchrist

Le spectacle qui s'offre à Jörg vers la fin de l'ère bismarckienne n'est pas fait pour le rasséréner. L'Europe, au lieu de suivre la bonne pente, est passée, selon ses propres termes, du "siècle de fer" à l'"ère de la dynamite". Ce qui veut dire que tous les maux précédemment dénoncés n'ont fait que croître et embellir. Dans ces conditions, l'

"image des Etats-Unis du continent s'estompe dans des lointains nébuleux." (3)

L'ère bismarckienne se termine donc sur un constat de faillite pour l'Europe chrétienne. Jörg et sa revue sont littéralement obsédés par les dangers du panslavisme et de la concurrence américaine. Devant une Amérique lancée à la conquête des marchés mondiaux, l'Europe donne le pitoyable spectacle de la discorde politique et de l'anarchie économique (4).

(1) *ibid.* Bd. 104, 1889, p. 790.

(2) *ibid.* Bd. 67, 1871, p. 403.

(3) *ibid.* Bd. 97, 1886, "Wie lange denn noch?"

(4) *ibid.* Bd. 106, 1890, "Aphorismen über die sozialpolitische Bewegung. Weltkonkurrenz und amerikanische Zollpolitik..." pp. 701-712.

Les Etats, esclaves de leur nationalisme, de leur militarisme et de leur bureaucratie, ont décidément perdu le sens de la cohésion. Le sentiment de la solidarité n'existe plus que dans les couches inférieures de la société, qui précisément n'aspirent qu'à anéantir l'ordre traditionnel par la révolution. Au bout du compte, les Feuilles historico-politiques prennent acte que la chrétienté a vécu. L'Europe n'est plus désormais que le "monde civilisé" (1).

Jörg a le sinistre sentiment d'avoir prêché dans le désert. Durant un demi-siècle, il est allé contre le courant de l'évolution générale, sans pouvoir éviter ce qu'il flétrissait: la déchristianisation globale de l'Europe. Quant à la politique allemande, elle ne répondait pas non plus à ses vœux. L'Allemagne, ou plus exactement le germanisme, n'a pas rempli la mission qui lui incombait.

Cette mission, il la définit dès l'époque de la Guerre de Crimée, lorsque s'annonce l'ère de la politique mondiale. Elle consisterait à rééquilibrer le système général en réorganisant l'Europe centrale, "l'antique foyer de la civilisation chrétienne", sur la base des conceptions germaniques chrétiennes (2). Il revient à l'Autriche de créer une troisième force au centre du continent, entre la France et la Russie. La grande idée de Jörg depuis le début de la Guerre de Crimée, c'est que les pays germaniques doivent retrouver la place prépondérante qu'ils ont perdue. Il paraît songer parfois à une régénération politique et morale, qui serait l'oeuvre d'un homme providentiel (3). Or l'avènement de Bismarck en 1862 n'est pas pour lui l'apparition du sauveur. Il continue au contraire à professer que l'Allemagne doit redevenir le rempart du droit et de la légalité contre le principe asiatique russe et la révolution sociale française, et que la double solution de la question allemande et de la question européenne doit venir de Vienne (4).

En ce début des années 60, au cours desquelles le directeur de la revue munichoise a conscience que se joue le sort de l'Europe centrale, il mesure toute l'importance du choix qui s'offre à l'Allemagne: redevenir le centre de gravité de l'Europe, sauver la société européenne

(1) *ibid.* Bd. 104, 1889, p. 306.

(2) *ibid.* Bd. 33, 1854, p. 8.

(3) *ibid.* Bd. 35, 1855, "Deutschlands Neujahr" et "Aphoristische Zeitläufte".

(4) *ibid.* Bd. 51, 1863, "Deutschland und Österreich im Jahre 1863".

du libéralisme capitaliste et mercantiliste, ou bien tomber au rang de satellite de l'impérialisme napoléonien et laisser s'effondrer définitivement les vieilles structures agraires. Le conflit qui divise l'Europe en deux systèmes différents n'échappe pas, dans toutes ses implications à sa perspicacité.

Bien entendu, Jörg prend parti pour l'entrée de l'Autriche au Zollverein et contre l'accord commercial franco-prussien, qui lui paraît une intrusion du libéralisme libre-échangiste dans les affaires allemandes.

"Le terme de 'question allemande' signifie aujourd'hui..., écrit-il l'année même où Bismarck est appelé au pouvoir,

que l'ordre de l'Europe entière doit changer..." (1)

La fondation du Reich en 1871 mettra fin à ses espoirs; il n'en continuera pas moins à voir en l'Autriche l'expression la plus haute de l'esprit germanique, le modèle pour une fédéralisation de l'Europe. (2)

Mais c'est surtout entre la Guerre d'Italie et 1870 que la pensée politique de Jörg est axée sur l'idée fédéraliste. Elle s'inscrit ainsi dans le grand débat qui pendant une décennie a divisé l'opinion allemande, et au cours duquel notre auteur a été l'un des partisans les plus représentatifs des conceptions "grand-allemandes". C'est qu'il considère comme J. Fröbel que l'Autriche est une nécessité européenne, sans quoi le continent sombrerait dans le chaos. Il rêve alors d'un Reich qui serait l'asile du droit et de la liberté, sans aucune ségrégation entre les hommes (3), d'un Reich pacifique parce que fédératif à la manière de la Confédération germanique, dont il regrette amèrement la disparition en 1866.

"La Confédération germanique était la puissance centrale, la puissance conservatrice de l'Europe, et l'Autriche était son centre de gravité... C'est pourquoi le maintien de l'équilibre européen reposait sur l'Autriche ... L'Autriche était la grande puissance dont tous reconnaissaient le pacifisme..." (4)

(1) *ibid.* Bd. 50, p. 765, 1862.

(2) *ibid.* Bd. 68, 1871, "Zentralismus und Föderalismus".

(3) Cf Bd. 51, 1863, "Deutschland und Österreich im Jahre 1863".

(4) *ibid.* Bd. 60, 1867, p. 254.

Longtemps Jörg a préconisé la restauration du "Deutscher Bund" sous la forme d'une alliance des puissances germaniques. C'est dire qu'il fait preuve d'une hostilité constante à la politique bismarckienne. Sans exclure un certain réalisme envers cette politique, il ne la critique pas moins énergiquement au nom de sa conception d'une Allemagne confédérale et pluraliste dans une Europe chrétienne et conservatrice. Il n'a jamais pardonné à Bismarck d'avoir prêté main forte à Napoléon III en 1866 pour bouleverser l'ancien système européen.

"... non seulement il ne doit plus y avoir de Confédération germanique, mais il ne doit plus y avoir du tout d'Allemagne...",

s'exclame-t-il alors (1). L'auteur voit ses espoirs s'évanouir, notamment celui d'un Reich grand-allemand (2). Les arguments de Jörg rejoignent ici ceux de Segesser et de Ketteler, dont il cite d'ailleurs la brochure L'Allemagne après la guerre de 1866: Sadowa marque la fin de l'ordre chrétien-germanique, le déclin moral et politique de la vieille Europe, le commencement d'une ère de militarisme, de révolutions et de césarisme (3). Le chancelier est accusé de trahir la cause de l'Allemagne en l'engageant sur la voie de la force, du matérialisme et de la centralisation étatique. La communauté internationale des intérêts, qui aurait pu renaître avec un authentique Reich, a disparu sous Bismarck, qui introduit en Europe le principe absolu de l'égoïsme national (4).

La paix armée, le rapprochement franco-russe, la division de l'Europe centrale, l'isolement de l'Allemagne, le déchaînement des nationalismes, l'absence d'un droit international européen (5), tous ces reproches véhéments que Jörg adresse à la politique bismarckienne de la "Tour de Babel" et au règne de l'"Antéchrist" (6) constituent l'essentiel du réquisitoire de K. Frantz.

(1) *ibid.* Bd. 58, 1866, p. 223.

(2) *ibid.* p. 314, "Die Reichsidee ist gefallen und begraben".

(3) *ibid.* Bd. 59, 1867, "Der Anfang vom Ende".

(4) *ibid.* Bd. 75, 1875, p. 6.

(5) *ibid.* Bd. 100, 1887, p. 396: Für völkerrechtliche Verträge Gesamteuropas ist jede Basis verloren gegangen. Lebensfähig ist nur mehr die Interessenallianz gegen die Interessenallianz; in allen Fragen des Orients könnte man sagen: Europa gegen Asien."

(6) *ibid.* Bd. 100, 1887, "Der Berliner Vertrag auf dem Probierstein", pp. 396-403.

II - LE FEDERALISME CHRETIEN ET GERMANIQUE

DE KONSTANTIN FRANTZ

Konstantin Frantz (1817-1891) a été le publiciste le plus fécond de tendance "grand-allemande". Comme tel, il est proche de J. Fröbel et d'E. Jörg, avec lesquels il a en commun un certain nombre de conceptions. Il redoute lui aussi la fragmentation de l'Europe en nationalités rivales, il préconise la réorganisation de l'Allemagne et de l'Europe centrale autour de l'Autriche selon un système fédéral, et il déduit de l'apparition de la politique mondiale la nécessité d'une unification européenne. Il s'apparente à Fröbel par sa pensée fédéraliste, mais se distingue de lui par son attitude constamment hostile au Reich bismarckien, ainsi que par le côté doctrinaire de ses idées politiques. Bien qu'il soit de confession protestante, ses convictions politiques à base religieuse et son opposition aux "idées modernes" sont voisines de celles des milieux catholiques bavarois.

Son oeuvre, extrêmement abondante, n'est pas toujours d'une grande originalité, mais elle a le mérite de résumer

"ce que les Européens du 19ème siècle avaient à dire sur les rapports de leur continent avec le monde extra-européen." (1)

C'est pourquoi elle mérite d'être relue.

1 Genèse des idées politiques de Frantz

A La carrière d'un penseur solitaire

K. Frantz est né en 1817, dans la région du Harz, entre la Haute et la Basse Saxe. Il souligne lui-même l'importance de ses origines saxonnes pour l'orientation de sa personnalité. La prédominance du

(1) G. Barraclough Europa, Amerika und Russland in Vorstellung und Denken des 19. Jahrhunderts dans Historische Zeitschrift Bd. 203, 1966.

principe germanique dans sa pensée européenne dérive sans doute en partie du caractère antiromain de l'histoire de la Saxe, ainsi qu'il le note en 1859 dans ses Recherches sur l'équilibre européen (Untersuchungen über das europäische Gleichgewicht). Fils de pasteur comme Fröbel, nature religieuse et mystique, il se pénètre très tôt des vertus luthériennes, et aussi d'irrationalisme romantique.

A partir de 1836 Frantz étudie à Halle, puis à Berlin, l'histoire, la philosophie, les sciences politiques. Ses maîtres sont, en particulier, Schelling et Ranke. Sans doute prend-il pour la première fois conscience de la parenté originelle des nations européennes lorsqu'il suit l'enseignement du grand historien. Il fréquente un groupe de jeunes radicaux, les "Freie", rassemblés autour de Bruno Bauer. Il est en rapport avec Max Stirner, collabore, comme Marx et Engels, à la revue Athenäum. Dans la scission de l'école hégélienne, Frantz prend parti contre D.F. Strauss et Feuerbach.

De 1842 à 1846, il publie plusieurs écrits philosophiques, qui attirent sur lui l'attention du ministre Eichhorn. Il devient publiciste officiel du ministère prussien des affaires étrangères et il entreprend un immense périple en Europe centrale, par Prague, la Hongrie, l'Autriche, la Pologne. C'est pour lui le début de ces "années de voyages" qui seront décisives pour l'orientation de sa pensée européenne. Désormais il portera en lui l'idée d'une fédération d'Europe centrale, qui lui semblera le seul système politique capable de résister au conflit des nationalités. Il est surtout impressionné par le destin tragique de la Pologne. Dans toute son oeuvre, dorénavant, la question polonaise reviendra comme un leitmotiv.

Rentré à Berlin peu avant la révolution de 1848, Frantz trouve un nouveau protecteur en la personne de l'ambassadeur russe Meyendorff. Il s'en va à Vienne et entre en relation avec Metternich et surtout avec Schwarzenberg. Dès cette époque, il prend parti pour l'Autriche et ses projets d'une union douanière de l'Europe centrale. Il combat les plans d'"Union restreinte", alliance souple entre l'Empire autrichien et un Etat fédéral allemand, pour soutenir au contraire les projets de

Schwarzenberg et Bruck, qui voulaient élever l'Autriche au rang de puissance directrice de l'Europe (1). Schwarzenberg l'envoie en France avec mission d'y étudier le mouvement communiste. L'émissaire du gouvernement de Vienne gagne Paris, où il assiste bientôt au coup d'Etat du 2 décembre 1851. Peu après, il publie son petit écrit sur Louis Napoléon (2), qui le fait passer à Berlin pour bonapartiste.

C'est en ces années que l'audience de Frantz est la plus grande dans les milieux officiels berlinois. Il est alors déjà entré en contact avec Bismarck, dont il partage l'antiparlementarisme. Devenu collaborateur du ministre Manteuffel, il entre en 1852 aux Affaires étrangères. Nous le retrouvons chancelier du consulat général de Prusse pour la Péninsule ibérique; il parcourt l'Espagne, le Portugal, le Maroc. Mais l'Allemagne est alors en pleine mutation. Frantz rentre à Berlin en 1856. Durant son absence, son audience s'est amoindrie. La publication d'un nouvel ouvrage, Quid faciamus nos?, fait que l'auteur est écarté du ministère en 1858, parce qu'il critique énergiquement la politique internationale prussienne, dénonce le danger d'une collusion franco-russe et propose une alliance des puissances germaniques comprenant l'Angleterre.

Les Recherches sur l'équilibre européen, l'une de ses oeuvres capitales, ne rencontrent guère qu'indifférence, sauf chez Maximilien II de Bavière, R. Wagner et J. Fröbel, qui publie en la même année 1859 Amerika, Europa und die politischen Gesichtspunkte der Gegenwart. Il consacrera au problème de l'influence américaine sur l'Allemagne et l'Europe son écrit de 1861 sur la guerre de Sécession Les événements d'Amérique et leurs répercussions sur l'Allemagne (Die Ereignisse in Amerika in ihrer Rückwirkung auf Deutschland).

En 1862, Bismarck veut rappeler Frantz, qu'il considère comme un publiciste de talent. Celui-ci refuse. C'est en 1866, après Sadowa, que la rupture sera définitive entre eux. Mis en disponibilité, il complète sa connaissance de l'Europe par des voyages en Scandinavie.

(1) Cf Die deutsche Föderation, Berlin 1851.

(2) Louis Napoléon, Berlin 1852.

Il reçoit alors des offres de Maximilien de Bavière, puis, en 1866, de Louis II. Il se rapproche de R. Wagner, qui lui dédie la deuxième édition de Opéra et drame (Oper und Drama), et à qui il dédiera plus tard La philosophie positive de Schelling (Schellings positive Philosophie). Entre eux s'ébauche une correspondance assez active (1).

De 1862 à 1866, il consacre plusieurs oeuvres à l'analyse approfondie des courants et des forces politiques qui s'affrontent pour l'unification de l'Allemagne, et précise ses conceptions fédéralistes dans La restauration de l'Allemagne (Die Wiederherstellung Deutschlands - 1865).

Frantz devient à partir de 1866 l'adversaire inexorable de Bismarck, à qui il reproche de faire le malheur de l'Allemagne et de l'Europe, et il le restera malgré les succès de 1870-71. Il quitte Berlin en 1873 pour se retirer près de Dresde. Inébranlablement, il continue à écrire jusqu'à sa mort en 1891. Ses oeuvres sont dorénavant sans aucun retentissement. Mais Frantz réagit par ses publications aux événements politiques contemporains. Il ne peut le faire par l'action, ses tentatives de fondation d'un parti fédéraliste ayant échoué à plusieurs reprises (2). Conscient de "nager contre le courant" (3), il reste jusqu'à sa dernière oeuvre hostile au Reich de 1871. Il reste fidèle aux principes fédéralistes et chrétiens qu'il a exposés surtout dans Le fédéralisme en tant que principe directeur (Der Föderalismus als das leitende Prinzip - 1879).

Son disciple F.W. Förster a écrit de lui que s'il n'égalait pas Bismarck en génie, il le dépassait en intuition quant aux réalités de la politique internationale (4). Il est vrai que Frantz connaissait

-
- (1) Cf E. Stamm K. Frantz 1857-1866 - Ein Wort zur deutschen Frage, Stuttgart-Berlin-Leipzig 1930.
Pour la biographie de K. Frantz, nous renvoyons en particulier aux ouvrages de E. Stamm K. Frantz' Schriften und Leben, Teil I (1817-56), Heidelberg 1908; K. Frantz 1857-1866 - Ein Wort zur deutschen Frage, Stuttgart-Berlin-Leipzig 1930; Ein berühmter Unberühmter. Neue Studien über K. Frantz und den Föderalismus, Konstanz 1948; K. Frantz' Jugendjahre und erste Schriften (1817-46), Heidelberg 1907.
- (2) E.J. Görlich K. Frantz: der Prager Föderalistenkongress dans la revue Neues Abendland, Jahrg. 6, Heft 5, 1951.
- (3) "Ich bin mir wohl bewusst, gegen den Strom zu schwimmen", dans

moins bien que le Chancelier l'Europe des diplomates. Mais grâce à ses voyages et à ses connaissances linguistiques, il lui fut possible de s'initier à l'histoire et à la psychologie des peuples, et de rencontrer quelques-uns des hommes les plus marquants de son époque.

B Aperçu de sa philosophie de l'histoire

Nous avons dit que le rêve de restauration d'une Europe oecuménique continue à hanter les esprits longtemps après l'avènement du réalisme bismarckien. Le mythe du "Reich", l'idée d'une évolution organique des communautés humaines, celle d'une mission régénératrice de l'Allemagne chrétienne, l'opposition aux idéaux révolutionnaires et libéraux sont l'héritage que Frantz a reçu des romantiques. Son écrit de jeunesse Les principes de l'idéalisme absolu (Die Grundzüge des absoluten Idealismus - 1843) est à cet égard caractéristique. L'auteur y attribue à l'idéalisme allemand le pouvoir spirituel de racheter le monde moderne et de vaincre l'athéisme de l'univers révolutionnaire(1). Par l'intermédiaire des romantiques, Frantz a hérité de l'idéal politique et religieux d'un Saint-Empire dont la mystique était fort vivante encore, à l'époque de sa jeunesse.

"Le grand fédéralisme des peuples européens, qui viendra un jour ... portera également les couleurs allemandes; tout ce qui est grand, profond et éternel dans toutes les institutions européennes ne peut être qu'allemand ... Qui donc peut encore séparer et couper l'élément allemand de ce qui est européen? ..."

écrivait A. Müller (2). Cette phrase pourrait être de Frantz.

Certes il ne partagera pas entièrement l'inclination d'un A. Müller ou d'un F. Schlegel pour une forme catholique romaine de l'organisation européenne. Comme Franz von Baader, il envisagera plutôt une politique unioniste des trois principales confessions chrétiennes.

Literarisch-politische Aufsätze, München 1876, p. 380.

(4) Cf Europa und die deutsche Frage, op. cit. p. 45.

(1) Cf E. Stamm K. Frantz' Jugendjahre, op. cit. pp. 35-36. Frantz partage avec Fichte et les premiers romantiques l'idée de l'universalisme de l'esprit allemand.

(2) cité par F. Meinecke dans Weltbürgertum und Nationalstaat, op. cit. p. 145.

Convaincu de la supériorité du principe germanique, il ne peut évidemment admettre la prédominance de Rome.

Outre ces prolongements romantiques, on trouve dans la philosophie de l'histoire de K. Frantz les apports les plus divers, allant de la philosophie de Leibniz au socialisme chrétien. Notre publiciste tient de Hegel son antilibéralisme, ainsi que sa conception d'un peuple élu en vue d'une mission universelle (Weltvolk). Il doit à Fichte la notion d'un Royaume de la paix éternelle (1) et l'idée de la résurrection morale de l'homme grâce à l'Allemagne. On a pu le rapprocher des philosophes français du 19ème siècle, surtout de Fourier, A. Comte, Saint-Simon, qui voulait lui aussi, dans le "Nouveau christianisme", fonder un nouvel ordre européen par la restauration de la royauté et la régénération de la religion chrétienne (2).

Mais le penseur qui a exercé l'influence la plus profonde et la plus durable sur sa philosophie de l'histoire est sans conteste Schelling. Son rôle, écrit Frantz, a été d'expliquer que

"le fondement de toute l'histoire réside incontestablement dans le processus religieux" (3).

Frantz adapte fréquemment la doctrine de Schelling à ses propres buts politiques grâce à un système personnel qu'il nomme "le véritable idéalisme absolu et positif". C'est essentiellement de la théorie des polarités (Potenzenlehre) que dérivent sa philosophie de l'histoire et son fédéralisme. La pensée religieuse, historique et politique ne s'explique pas sans référence constante à cette idée qui la sous-tend: toute opposition polaire ne peut être surmontée et résolue que par un moyen terme, un intermédiaire, un lien. D'où l'importance primordiale du fédéralisme (Bundschaft) comme principe d'unité. D'où aussi le rôle essentiel de l'Allemagne au centre de l'Europe.

Sa philosophie de l'histoire présente par ailleurs un certain nombre d'autres caractères qui se reflètent dans ses conceptions européennes.

(1) Cf E. Stamm Ein berühmter Unberühmter, op. cit. p. 133.

(2) Cf H. Stangl Die Bedeutung der Soziologie bei K. Frantz, Dissert. München 1957.

(3) Die Religion des Nationalliberalismus, Leipzig 1872, p. 31.

D'abord, l'histoire est dialectique. Sur ce point Frantz reste hégélien.

"Voilà la loi générale de l'histoire: thèse, antithèse et synthèse."

Pour lui, la période analytique de l'histoire allemande est terminée, et la période synthétique commence. (1) L'histoire de l'Europe, elle aussi, entre dans une phase nouvelle.

"La période nouvelle qui débute dès maintenant ... est l'unité supérieure de deux principes et de deux moments, à savoir: le Moyen-Age et ce que l'on nomme l'époque moderne ..." (2)

Mais l'histoire a aussi un caractère moral, qui lui est conféré par la Providence. Toute histoire est histoire de l'esprit. Intermédiaire entre le "Royaume de la Nature" et le "Royaume de la Grâce", l'histoire est la "scène de la liberté humaine" (3), mais, du même coup, de la responsabilité et de la culpabilité de l'homme. L'Etat n'est donc qu'une création humaine et ne peut en aucun cas émaner de Dieu. Ce qui explique l'opposition de Frantz aux théories conservatrices sur la monarchie de droit divin. Frantz voit dans l'histoire l'évolution des peuples vers la prise de conscience de leur liberté.

"L'histoire ... est essentiellement une lutte de la liberté contre la nécessité, consistant pour l'esprit humain à se débarrasser des entraves de la nécessité. Pas de liberté, pas d'histoire." (4).

Comme on le remarquera, il puise largement chez les philosophes post-kantiens, tout en cherchant à prendre ses distances vis à vis de Fichte et de Hegel.

Comme l'Etat, enfin, les nationalités sont des créations de l'histoire. Elles sont provisoires et soumises à évolution. Il y a cinq siècles, les nations européennes étaient différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui. Il y a mille ans, elles n'existaient pas. Les peuples aspirent à retrouver leur unité physique et spirituelle.

On aura reconnu la vieille idée mystique et romantique de l'unité primitive perdue qui doit être recréée. Il importe d'analyser maintenant

(1) Untersuchungen über das europäische Gleichgewicht, Berlin 1859, p.196

(2) Die Wiederherstellung Deutschlands, Berlin 1865, p. 440.

(3) Der Untergang der alten Parteien und die Parteien der Zukunft, Berlin 1878, p. 144.

(4) Die Naturlehre des Staates, Leipzig, Heidelberg 1870, p. 39.

comment Frantz conçoit l'Europe de son temps.

2 L'Europe entre deux géants

A Une Europe chrétienne et germanique

L'Europe de Frantz présente beaucoup de similitude avec celle de son maître Ranke, partant, avec celle des romantiques et avec celle de Jörg: c'est l'Europe romano-germanique, la communauté des peuples chrétiens d'Occident. Chez lui comme chez les Allemands du 19ème siècle, Europe et Occident se confondent. Ces deux notions sont indissolublement liées et il les utilise indifféremment.

"La communauté des peuples occidentaux: par peuples occidentaux, je comprends ici tous ceux qui, au Moyen-Age, formaient le territoire de la chrétienté occidentale, de laquelle faisaient donc également partie, outre l'Europe occidentale proprement dite, l'Allemagne, la Hongrie, la Pologne et les pays riverains de la Baltique." (1)

Cette communauté a des bases géographiques, culturelles et surtout historiques, telles que: les Grandes Invasions, la christianisation, le Moyen-Age et la tradition catholique romaine.

Décisive est l'appartenance à la chrétienté occidentale, à la société médiévale, féodale et corporative, dans la sphère d'influence de l'Eglise romaine. Ainsi l'Angleterre devenue puissance mondiale est intégrée dans l'ensemble romano-germanique. La Russie par contre en est exclue.

"En résumé, l'Europe occidentale s'étend pour nos considérations aussi loin que s'étendait jadis le territoire de la chrétienté occidentale." (2)

Malgré le schisme luthérien, le Moyen-Age joue donc un rôle essentiel pour l'idée d'Europe, telle que Frantz la comprend:

"Aussi loin donc que régna l'Eglise romaine s'étend aussi l'Europe occidentale, dont les éléments avancés sont, vers l'est, la Hongrie et la Pologne, de même que, vers le nord, les provinces baltiques avec la Finlande, qui ... furent amenées à la civilisation occidentale par la colonisation allemande et suédoise." (3)

(1) Die Weltpolitik, Chemnitz 1882, chap. I, p. 124.

(2) Grossmacht und Weltmacht dans Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft, Tübingen 1888, Bd. 44, p. 692.

(3) Die Gefahr aus Osten dans Die deutsche Politik der Zukunft, Celle 1899, p. 86.

Frantz est un fidèle disciple de Ranke, mais à l'idée d'une Europe sereine et olympienne s'oppose chez lui la conception du tragique de l'histoire. L'Europe de Frantz est menacée du dedans et du dehors. Il est, avec Fröbel et Jörg, l'un des Allemands qui à partir de 1850 ont dénoncé avec le plus de force les périls extérieurs qu'ils voyaient monter à l'horizon.(1)

B Le péril russe

Alors qu'en pleine Guerre de Crimée, Ranke intègre dans son Europe la Russie occidentalisée, Frantz commence à incriminer avec véhémence le panslavisme. Pour lui, en effet, l'immixtion de la Russie dans les affaires de l'Europe est une preuve de la naissance d'une politique nouvelle, la politique mondiale.

Plus tard, en 1879, il prend acte dans Le Fédéralisme de la transformation totale du système mondial. Cette mutation, qui s'est déroulée depuis la Guerre de Crimée, est aussi historique, pense-t-il, que la naissance de l'Europe moderne sur les ruines du monde antique (2). Il estime que la notion de grande puissance européenne s'estompe de plus en plus, que le centre de la politique mondiale restera toujours, au moins dans la limite des prévisions humaines, l'Europe occidentale, mais que la périphérie prend une importance grandissante. Pour lui, la question est de savoir dans quelle mesure le centre dominera la périphérie, ou inversement.

La périphérie, c'est évidemment d'abord la Russie. Pendant près de quarante ans, Frantz s'est fait le héraut des conceptions anti-russes. Il s'est toujours opposé vigoureusement à l'idée d'une fusion russo-allemande, du rajeunissement par les Slaves du germanisme mourant et corrompu. Le panslavisme n'est pas pour lui une élucubration de visionnaires, mais une réalité (3). Frantz partage entièrement le point-de-vue de Fallmerayer, selon lequel la Russie est comparable à une avalanche menaçant d'engloutir l'Occident, et celui de Jörg, qui a la vision d'une Europe prise entre l'Amérique et la Russie comme entre deux meules prêtes à l'écraser.

(1) Sur la pensée politique mondiale de Frantz cf H. Gollwitzer: Geschichte des weltpolitischen Denkens, op. cit. pp. 472-483.

(2) Der Föderalismus, Mainz 1879, p. 54.

(3) Die Wiederherstellung Deutschlands, op. cit. p. 260.

Il lance donc de furieuses attaques contre cet

"abîme de barbarie sous l'apparence fallacieuse de sa civilisation" (1),

contre la politique des puissances qui traitent depuis 1815 cet empire comme le protecteur du continent. Il ne cesse de répéter que depuis la Guerre de Crimée, la Russie a remplacé en apparence le légitimisme par le libéralisme, mais que ce changement de drapeau ne vise qu'à utiliser avec plus d'habileté les antagonismes internes de la société occidentale (2). Avec les années d'ailleurs, la Russie devient pour Frantz une véritable hantise. Ses diatribes atteignent leur paroxysme dans sa dernière oeuvre Le péril de l'Est (Die Gefahr aus Osten).

Il y démontre de façon péremptoire que l'opposition entre l'Occident et la Russie ressort de différences non seulement historiques, mais géographiques et psychologiques:

"... Une autocratie comme l'autocratie russe n'a jamais existé en Occident et ne peut absolument y exister. Non seulement le caractère de la population s'y opposerait, mais aussi la configuration du sol des divers pays, d'où naît une individualisation intrinsèque de ceux-ci, grâce à laquelle fut rendue totalement impossible une domination aussi uniforme et omnipotente. L'impérialisme du grand Napoléon lui-même n'aurait pu se comparer au tsarisme russe. Car, quoi qu'il en soit, il était tout de même enfant de l'Occident..." (3)

En somme, l'Empire russe n'a rien de commun avec l'Europe occidentale, ni les institutions, ni les moeurs, ni la manière de penser. Le peuple russe est un peuple des steppes, qui aspire à l'illimité. D'ailleurs le fameux Testament de Pierre le Grand que Frantz n'omet pas de citer, a assigné comme frontière au monde russe la ligne Hambourg-Trieste. Frantz, qui depuis la Guerre de Crimée a pris conscience que la question d'Orient est le problème fondamental de l'Europe et qu'il s'agit en réalité de la question russe, envisage même au moment de la guerre russo-turque l'éventualité que la Russie pousse jusqu'à l'Elbe,

(1) Die Naturlehre des Staates, op. cit. p. 440.

(2) Der Föderalismus, op. cit. p. 180.

(3) Die Gefahr aus Osten, op. cit. p. 93.

où les Slaves étaient établis il y a un millénaire, et réalise ainsi les projets de Pierre le Grand (1).

Il s'ingénie à dépeindre, d'un bout à l'autre de son oeuvre, l'Empire russe comme une sorte de Léviathan. Dans la Politique mondiale (Die Weltpolitik), la Russie est présentée comme le pendant des Etats-Unis d'Amérique, mais de manière à en faire ressortir le caractère formidable. Frantz reprend l'image du glaive et de la charrue, empruntée à Tocqueville...

"Mais si toute l'évolution nord-américaine procède de l'initiative individuelle, en Russie elle est bien plutôt le fait d'un gouvernement autocratique, et si les Américains du Nord s'étendent au moyen de la charrue, c'est le sabre qui, en revanche, doit d'abord frayer la voie aux Russes. Ils sont moins un peuple colonisateur qu'un peuple conquérant. Si en Amérique du Nord règne le principe de liberté, en Russie c'est le principe d'obéissance, sur la base duquel le tsar dispose de la totalité des forces populaires..." (2)

En 1888 l'auteur exprime à nouveau les mêmes idées: la hache et la charrue, outils de l'expansion américaine, sont une nouvelle fois mises en parallèle avec le glaive russe. Mais Frantz accentue avec pessimisme les périls futurs (3).

Marx disait que la société russe ne pouvait échapper au danger que signifiait pour elle le progrès des masses. Notre auteur, au contraire, estime que l'Europe ne doit pas compter sur les effets de la subversion socialiste pour miner la puissance russe. Il craint en revanche l'influence corrosive de la Russie sur l'Occident, car elle souffle sur l'Europe une "haleine empestée" (4), depuis qu'en 1815 elle a été admise officiellement au nombre des puissances européennes. Pour cette raison, Frantz considère la conclusion de la Sainte-Alliance comme un événement désastreux.

La Sainte-Alliance a été d'après lui un cheval de Troie. En effet, une fois transgressé l'ordre moral de l'histoire, le machiavélisme russe pouvait se donner libre cours. Il fut en cela puissamment aidé par les conservateurs allemands qui ne faisaient aucune différence entre les

(1) Cf Deutsche Antwort auf die orientalische Frage, Leipzig 1877.

(2) Die Weltpolitik, op. cit. Tome I, p. 96.

(3) Grossmacht und Weltmacht, op. cit. p. 701.

(4) Die Wiederherstellung Deutschlands, op. cit. p. 425.

monarchies d'Europe occidentale et le tsarisme, et prouvaient ainsi leur méconnaissance "du système des Etats européens et de l'histoire européenne" (1). Depuis lors, l'expansionnisme russe ne cesse d'utiliser le panslavisme à ses fins. Bakounine lui-même, ce révolutionnaire anarchiste qui veut fonder une fédération européenne et demande l'abolition de l'empire tsariste, est regardé par Frantz comme un redoutable panslaviste. Si l'impérialisme absolutiste est un danger, le nihilisme en est un autre. Car ces deux périls émanent d'un principe qui n'a d'européen que le nom.

"La pénétration de la Russie vers l'Ouest ne signifie-t-elle pas en même temps l'irruption de l'esprit asiatique en Europe?" (2)

interroge Frantz.

On voit où il veut en venir: il reprend et amplifie toute l'argumentation antirusse de son temps. Il répète sur tous les tons que la Russie d'Europe elle-même n'a pas, par son aspect géographique, un authentique caractère européen, qu'elle n'est qu'un territoire de transition vers l'Asie, que la race en est trop fortement mêlée de sang finnois et mongol pour n'avoir pas un caractère nettement asiatique (3). Il soutient qu'elle est "un chaînon intermédiaire" (Mittelglied) entre l'Europe et l'Asie (4), que ni la géographie ni l'histoire ne la rattachent à l'Occident.

"L'esprit asiatique travesti à l'européenne, écrit-il, nous apparaîtra donc d'autant plus dangereux qu'en même temps il s'efforce toujours davantage de s'appropriier les ressources matérielles qui sont produites par la civilisation occidentale." (5)

Aux différences géographiques, historiques, raciales et culturelles dont Frantz fait état pour justifier sa russophobie viennent enfin s'ajouter des raisons religieuses. Cela n'est pas une surprise. De son Europe définie comme l'ensemble des pays soumis à l'Eglise catholique médiévale, la Russie schismatique est forcément exclue. Il lui fait

(1) Schellings positive Philosophie dans Der Föderalismus als universale Idee. Beiträge zum politischen Denken der Bismarckzeit, Berlin 1948, p. 356.

(2) Grossmacht und Weltmacht, op. cit. p. 700.

(3) ibid. p. 692.

(4) Die Gefahr aus Osten, op. cit. p. 84.

(5) ibid. p. 101.

surtout grief de se fermer à l'Occident et d'extirper de son sein les deux grandes confessions occidentales: le catholicisme et le protestantisme. Frantz fait allusion ici à l'oppression de la Pologne et à la russification des provinces baltes (1).

L'opposition entre l'Occident et la Russie prend chez lui la dimension d'un manichéisme absolu. La Russie est vraiment pour lui l'antipode de l'Europe, le danger le plus pressant. Il voit bien se profiler d'autres puissances vraiment mondiales, d'authentiques continents qui vont un jour menacer l'Europe divisée. Il pense en particulier à la Chine. Mais s'il lui paraît certain que l'avenir de l'Europe occidentale dépendra des mutations qui se préparent en Asie, il est avant tout obnubilé par la Russie (2).

C Le Colosse américain

A vrai dire, Frantz suit aussi avec attention l'évolution des rapports entre l'Orient et l'Amérique. Il voit grandir dans le Nouveau Monde des puissances nouvelles, auxquelles vien nent s'ajouter l'Australie et l'Afrique du Sud. La lecture des ouvrages de Tocqueville, les rencontres avec J. Fröbel ont été déterminantes en ce qui concerne les jugements de Frantz sur l'Amérique (3). De même qu'il connaît la Russie par les rapports de Haxthausen, il connaît l'Amérique à travers l'expérience de Fröbel.

Sans doute à la suite de la lecture de l'écrit L'Amérique, l'Europe et les points de vue politiques du présent, publié par Fröbel en 1858, il fait la constatation que les Etats-Unis exercent déjà une influence indirecte sur la politique européenne (4). Et il écrira encore plus tard dans La philosophie positive de Schelling, l'une de ses dernières oeuvres:

"L'ascension du Nouveau Monde et son action sur l'Ancien, c'est précisément un grand fait historique, qui, à sa manière, ne changera pas moins le cours de l'histoire que la Réforme et la Révolution."

(1) Grossmacht und Weltmacht, op. cit. p. 699.

(2) Die Weltpolitik, op. cit. Tome I, p. 147.

(3) Frantz avait rencontré Fröbel en 1861 à Berlin, puis en 1863 à Francfort lors du "Congrès des Princes".

(4) Die Politik der Zukunft, Berlin 1858, p. 30.

Cette donnée capitale de l'époque moderne l'amène à voir dans la puissance américaine non pas une alliée de l'Europe contre la Russie, mais une concurrente qui rendra rapidement caducs tous les anciens systèmes politiques et économiques. Selon lui, les USA sont, comme la Russie, une "supergrande puissance" (eine sehr grosse Grossmacht) qu'on ne peut laisser intervenir dans les affaires européennes. Le potentiel militaire russe est redoutable; le poids économique des Etats-Unis ne l'est pas moins. Frantz estime que le principe américain de liberté individuelle est l'antithèse du principe russe d'autoritarisme, mais que cela n'empêche pas la démocratie américaine, qui sait habilement unir politique et commerce, d'être "aussi dominatrice que toute autre puissance" (1).

Au moment de la Guerre de Sécession, Frantz avait déjà analysé les répercussions des événements américains sur la politique européenne. A partir de 1870, devant le pitoyable spectacle que lui offre l'Europe, il s'attache à interpréter les indices de la future suprématie des Etats-Unis. C'est par sa masse et son poids que ce monde nouveau, qui émerge au-delà de l'Océan,

"menace d'écraser la vieille Europe déchirée et vidée de sa substance" (2).

Les Etats-Unis possèdent les atouts majeurs pour devenir une véritable puissance mondiale: étendue géographique, accroissement démographique, énergie du caractère, esprit d'entreprise, richesse matérielle, dynamisme conquérant.

"Ce serait miracle,
s'exclame-t-il dans La politique mondiale,

si, dans ces conditions, l'Amérique du Nord ne devenait pas comparativement de plus en plus riche, l'Europe occidentale, par contre, de plus en plus pauvre." (3)

Il y a certes quelques ombres au tableau, qui parfois ont frappé les contemporains: l'esclavage, la corruption, l'athéisme, le matérialisme (4). Mais il y a d'un autre côté le fédéralisme que Frantz admire sans réserve, bien que ce ne soit pas un fédéralisme chrétien. Les Américains fondent grâce à lui un univers nouveau (5).

(1) Untersuchungen, op. cit. p. 89.

(2) Die Naturlehre des Staates, op. cit. p. 445.

(3) Die Weltpolitik, op. cit. Tome I, p. 79.

(4) ibid. p. 84.

(5) ibid. p. 83.

"Depuis que le monde est monde, il n'y a pas eu de spectacle politique aussi prodigieux que ce développement des Etats-Unis qui se déroule sous nos yeux." (1)

Dans la pensée de l'auteur de Grande puissance et puissance mondiale, les USA marchent vers leur apothéose: il les imagine dominant tout le continent américain, devenant, grâce aux chemins de fer, l'axe du commerce mondial, dépassant infiniment, grâce au machinisme, l'Europe du 20ème siècle, donnant l'exemple du fédéralisme aux nations européennes, mais écrasant l'Europe paralysée par ses rivalités et sa pauvreté.

Ainsi donc Frantz conjecture l'hégémonie politique et économique des Américains du Nord. Il emboîte le pas à Fröbel lorsqu'il les montre s'éloignant de l'esprit européen pour se tourner vers le domaine des activités pratiques, du travail, de la production, et ignorant l'entrave des traditions (2). La concurrence des Etats-Unis, la surproduction industrielle et la crise agricole des années 80 sont pour Frantz le premier défi sans équivoque lancé à l'Europe dans le domaine de l'économie (3). Cependant, malgré ses préoccupations, il n'envisage que très vaguement une unification douanière et commerciale de l'Europe, telle que la préconisent dans les années 80 un certain nombre d'économistes.

C'est qu'à son sens la communauté des peuples européens repose moins sur les intérêts économiques que sur la tradition, qui caractérise toute son évolution et qui est sa quintessence même. Comparée à l'Amérique, qui est absence de traditions et discontinuité, et à la Russie, statique et monolithique, l'Europe occidentale a la vocation spécifique d'être pour toute l'humanité moderne la représentante de l'évolution traditionnelle (4).

Mais c'est précisément le tragique de l'époque contemporaine que l'oubli des traditions ait mené à la disparition de la communauté spirituelle.

(1) ibid. p. 83.

(2) Der Föderalismus, op. cit. pp. 172-177.

(3) Die Weltpolitik, op. cit. Tome I, p. 58.

(4) Die Naturlehre des Staates, op. cit. pp. 450-452.

3 La décadence de l'Europe moderne

Comme Jörg, Frantz se livre dans son oeuvre à une dissection minutieuse de la société moderne, afin de diagnostiquer les maux qui la travaillent. Si l'on en croit sa théorie sur la philosophie de l'histoire, l'humanité européenne vivrait présentement une période négative, décadente, qu'il nomme "die neue Zeit", et qui aurait succédé à la période de l'unité médiévale. De toute évidence, notre auteur adapte ici à ses propres conceptions la démarche dialectique du romantisme et de Fichte. Les schémas en sont connus: il s'agit de démontrer que le déclin de l'Europe est causé par le déclin de l'Allemagne, lui-même consécutif à l'intrusion d'idées étrangères, surtout occidentales.

A L'intrusion du principe romain

Dès 1851, dans La fédération allemande (Die deutsche Föderation), Frantz dresse un bilan du "processus de décomposition" (Verwesungsprozess) qui caractérise l'époque moderne, d'où tout principe de vie a disparu aussi bien sur le plan religieux que sur le plan historique et politique. L'Occident est scindé par les schismes, dénaturé par la centralisation étatique. Ses institutions sont devenues purement mécaniques. Quelles sont les causes premières de ce déclin? L'influence de la Rome impériale, celle du droit romain, dont est issue la notion de droit divin (1). Rome est la source essentielle de ce principe païen à la fois religieux et politique qui triomphe dans l'Europe moderne du principe moral chrétien.

La critique du droit romain n'était pas nouvelle à l'époque de Frantz. Elle remontait à la Réforme. Cependant Frantz est certainement l'un des auteurs qui l'ont pratiquée le plus systématiquement. Le droit romain passe à ses yeux pour être le principal instrument de cette influence corrosive qui s'est exercée sur l'Allemagne avec une nocivité particulière. En politique, l'influence du droit romain aboutit aux abstractions désastreuses de l'Etat fondé sur le Droit ou la Raison (2), et inventé par l'esprit juridique purement formel.

(1) Die Wiederherstellung Deutschlands, op. cit. p. 365.

(2) Die Weltpolitik, Tome III, op. cit., p. 15.

Frantz confond dans une même réprobation le droit romain et l'ultramontanisme. Il explique au moment du "Kulturkampf" que le danger ultramontain réside beaucoup moins dans l'hégémonie papale que dans la prédominance du droit romain et de l'esprit antique en Allemagne et en Europe. L'ultramontanisme n'est en somme que le véhicule du principe romain qui aboutit à la séparation absolue du droit et de la religion, du droit et de la morale. Rome, la Babel du monde antique, est donc la cause de tous les maux sociaux et politiques du monde moderne. L'influence romaine amène une rupture de l'évolution européenne et la décomposition croissante de la société occidentale. Frantz retrouve les accents de Luther et de Hutten dans sa croisade antiromaine. Il faudrait, écrit-il, livrer une

"nouvelle bataille d'Arminius, qui nous libérera du règne de la jurisprudence romaine... Ce sera un acte libérateur pour toute l'Europe occidentale, dont depuis des siècles le droit romain bouleverse les entrailles comme un poison corrosif" (1),

car

l'esprit ploutocratique et militariste des anciens Romains, qui a pénétré avec la Renaissance dans l'évolution de l'Europe moderne, devait, étant quelque chose d'essentiellement étranger à notre existence, en briser et en troubler inévitablement le développement naturel." (2)

Qui plus est, l'auteur fait du droit romain la cause directe du capitalisme. L'esprit mercantile et le désir de profit qui caractérisent selon lui l'ère industrielle moderne remontent directement à la Renaissance. En sacrifiant l'agriculture au profit de l'industrie et du commerce, on a opéré une révolution périlleuse dans le mode de vie des peuples, qu'on arrache de plus en plus à leur milieu naturel (3).

Soulignons à nouveau que Frantz n'a pas été seul en son temps à formuler des critiques sur l'influence profonde du principe romain en Europe et en Allemagne. Ce sera le cheval de bataille de conservateurs comme Paul de Lagarde, ainsi que nous le verrons par la suite. En France, Proudhon s'insurge lui aussi contre l'influence centralisatrice de Rome (4). Mais sa protestation est celle du fédéraliste.

(1) Abfertigung der nationalliberalen Presse, Leipzig 1873, p. 35.

(2) ibid. p. 38.

(3) Literarisch-politische Aufsätze, op. cit. p. 316.

(4) La fédération et l'unité en Italie, 1862, op. cit. p. 364.

Celle de Frantz l'est également, mais elle est aussi celle du chrétien, et du chrétien convaincu que l'Allemagne a pour mission la régénération spirituelle, et par voie de conséquence, politique, sociale et économique de l'Occident.

En chargeant le droit romain et l'Antiquité païenne de tous les péchés, il s'inscrit dans la lignée des Allemands qui, de Luther au T. Mann des Considérations d'un apolitique, ont jeté l'anathème sur l'influence latine et dressé contre elle le rempart du principe germanique.

Si Frantz voue aux gémonies la Renaissance, résurgence de l'esprit antique, résurrection du paganisme, c'est qu'elle signifie la rupture de l'unité occidentale par l'esprit politique moderne. F.W. Förster, son disciple pacifiste, poussera plus tard le manichéisme jusqu'à y voir le triomphe de l'esprit du Mal (1) et l'unique cause du fatal destin de l'Allemagne.

Mais essayons de suivre le raisonnement de notre politologue: les premières monarchies héréditaires ont ruiné l'édifice du Moyen-Age chrétien et les grandes découvertes ont transformé dangereusement les conceptions traditionnelles (2); ce que les esprits libéraux considèrent comme l'émancipation de la pensée et la naissance de l'Europe moderne, représente en réalité une évolution catastrophique vers la fragmentation et le particularisme, aboutissant à la politique de coalition, au système absurde de l'équilibre des puissances, c'est-à-dire à un agencement purement mécanique et sans rapport avec une authentique organisation européenne fondée sur le droit (3) et la religion.

"Et ainsi est confirmée l'expérience des derniers siècles: dans la mesure où l'on s'éloigna de la conception chrétienne du monde, ... se dessina le déclin, dans le particularisme, de l'humanité européenne." (4)

(1) Europa und die deutsche Frage, op. cit. p. 40

"Von dortherrückwärts geht die deutsche Krankheit zurück, deren konzentrierter Abszess sie ist: Deutschland hat aus der europäischen Auflösung, die etwa seit der italienischen Renaissance ... begann, nur die letzten furchtbarsten Konsequenzen gezogen..." (ibid. p.40)

(2) Die Naturlehre des Staates, op. cit. p. 406.

(3) Der Föderalismus, op. cit. p. 164.

(4) Die Religion des Nationalliberalismus, op. cit. p. 259.

Lorsqu'il vilipende la Renaissance, Frantz trouve un bouc émissaire en la personne de Machiavel, qu'il oppose à Dante et à son universalisme chrétien. Voilà donc le Florentin rendu responsable de toute l'évolution ultérieure du machiavélisme, de toutes les faillites de la science politique moderne, des révolutions européennes, de la philosophie de Hegel et de la "Realpolitik" bismarckienne. La science politique moderne, fondée par Machiavel, est l'inverse du christianisme.

"Car qu'était-ce que la Renaissance? Rien d'autre que le rappel à la vie de la culture antique, c'est-à-dire païenne." (1)

Le rejet des principes chrétiens, le divorce de la morale et de la politique produisent le rationalisme abstrait, la décomposition de la société, l'absolutisme d'Etat, le culte de la force. Frantz dresse en 1874 un constat de Faillite de la sagesse politique régnante (2), qui a remplacé le Christ par le "Prince" et Dieu par l'Etat. Depuis la fatale mutation de la Renaissance,

"toutes les structures de la vieille Europe sont depuis des siècles en voie de désagrégation..." (3)

Toute l'oeuvre de Frantz, surtout après 1871, instruit le procès de la centralisation abusive et du totalitarisme étatique. Tous ses écrits ne sont au fond que des variations sur un thème principal: la disparition de l'idée de "Reich" au profit de la notion d'Etat, c'est-à-dire le morcellement de l'Europe en entités hostiles et oppressives.

"Toute l'évolution humaine aboutit en conséquence à l'Etat en tant que centre de l'Histoire et les hommes mêmes doivent être victimes de cette évolution." (4)

L'Etat, qui pour Hegel est une "idée divine", et qui pour d'autres constitue la suprême expression de la civilisation européenne, n'est aux yeux de Frantz que la négation de l'ordre divin des choses, qu'un principe païen, fatal à l'Europe moderne. Nul plus que lui, Nietzsche excepté, n'a pareillement flétri l'Etat national.

(1) Der Bankrott der herrschenden Staatsweisheit dans Blätter für deutsche Politik und deutsches Recht, München 1886, p. 33.

(2) ibid.

(3) Vorschule zur Physiologie der Staaten, Berlin 1857, p. 143.

(4) Das neue Deutschland, Leipzig 1871, p. 338.

B Les séquelles de la Révolution française

Frantz partage dans une certaine mesure les idées antirévolutionnaires des romantiques. Non pas qu'il prenne toujours fait et cause pour l'Europe d'Ancien Régime; il considère en effet que l'ordre dit chrétien était en réalité une mixture de cléricalisme et de pouvoir séculier, de paganisme et de théocratie. Et sous ce rapport, il a énergiquement combattu les conservateurs, partisans de la monarchie de droit divin, pour qui la Révolution était l'Antéchrist. Il s'est efforcé de voir le libéralisme comme une phase nécessaire de l'évolution, la démocratie comme une prise de conscience des masses. La Révolution émanait de causes profondes, spécialement de l'état de déliquescence des peuples occidentaux à la suite du déclin de la féodalité. Ce fut donc une rénovation indispensable de la vie populaire.

Mais à part cela Frantz craint une francisation accélérée de l'Occident, autrement dit l'impérialisme français déjà réprouvé par des hommes comme Fichte (1). Il redoute tout autant que l'Europe soit placée devant le choix prophétisé par Napoléon: devenir républicaine ou cosaque, c'est-à-dire subir le républicanisme français ou l'autocratie russe (2), ou même être partagée entre l'un et l'autre. A partir de 1870-71, une fois écartée la possibilité d'une collusion entre le tsar et Napoléon III, le pessimisme de l'auteur s'accroît néanmoins, au fur et à mesure que diminue l'espoir de voir triompher son point de vue. Dans l'introduction au Déclin des anciens partis (Untergang der alten Parteien - 1878), il donne libre cours à son scepticisme. Le monde européen est un monde mourant, où tout n'est qu'instabilité. La Révolution française a déclenché les mêmes phénomènes de bouleversement chaotique que la fin de l'Antiquité (3). La fin du 19ème siècle se situe au terme d'une ère historique, marquée non seulement par le surgissement de continents nouveaux, mais encore par le vieillissement de l'Europe. Et c'est la Révolution de 1789 qui a été le verdict du

(1) 33 Sätze vom deutschen Bunde, Berlin 1861, pp. 120 et suiv.

(2) Theorie der deutschen Frage dans Deutsche Vierteljahrsschrift, 29. Jahrg. Heft II, Stuttgart 1866, p. 226.

(3) Der Untergang der alten Parteien, op. cit. p. 1.

tribunal de l'histoire pour la vieille Europe déjà ébranlée par l'indépendance américaine, la découverte de l'Orient, l'innovation philosophique allemande et le développement de la science.

Depuis 1789, l'Europe a basculé dans le désordre. La révolution fait le tour du continent.

"La vieille Europe tire ainsi derrière elle son histoire millénaire, et il ne sert à rien de chercher à la couper soi-même de force, car son action continue quand même." (1)

Frantz plaide comme les adversaires romantiques de la Révolution pour la continuité historique. Il voit l'Europe souffrir du conflit des traditions historiques et des théories politiques en vigueur:

"Toute l'Europe occidentale est depuis longtemps en fermentation, et dans toutes les assemblées constituantes se manifeste très clairement l'influence de la théorie en question, sans l'élimination totale de laquelle on ne peut penser à aucune évolution saine." (2)

Frantz, bien entendu, est hostile au "Contrat social", au parlementarisme et à la démocratie. Il considère que l'Etat est le fruit de la nécessité, de l'inégalité, du mélange des nationalités (3), que l'Etat primitif (Urstaat) est monarchique et théocratique. La Révolution, par conséquent, a complètement échoué en cherchant à baser l'Etat sur la liberté humaine.

De surcroît, elle a déchaîné en Europe le pire des fléaux: le principe des nationalités. Elle a été de ce point de vue une véritable "Boîte de Pandore" (4). Car comment fixer des limites précises aux nationalités dans une Europe où les mélanges de races sont incroyablement compliqués? Le principe de la communauté de langue n'est pas non plus déterminant. D'ailleurs, toujours fidèle à ses conceptions fédéralistes, Frantz émet une idée qui mérite attention: il pense que les Etats constitués de deux ou de plusieurs nationalités sont précisément les moyens termes indispensables à l'apaisement des tensions nationales. Il tient pour désirable que les frontières politiques et ethnographiques ne coïncident pas. Des ensembles politiques de nationalités mêlées,

(1) Die Naturlehre des Staates, op. cit. p. 42.

(2) ibid. p. 21.

(3) Vorschule zur Physiologie der Staaten, op. cit. pp. 51 et suiv.

(4) Die Weltpolitik, op. cit. p. 152.

comme notamment la Belgique, la Suisse, l'Autriche, contribuent beaucoup à atténuer la rudesse des oppositions nationales. Vue sous cet angle, l'application intégrale du principe des nationalités représenterait un appauvrissement pour l'Europe. Par contre, son absence fait la force et la largeur de vue des Américains (1). Frantz, emporté par son antinationalisme et anticipant sur l'avenir, croit voir dès 1882 s'annoncer le déclin des nations, qui ne seraient plus que "formes vides" et "flamboient ultime d'une lumière qui s'éteint" (2).

Au demeurant, il tient la nation pour une phase nécessaire de l'évolution historique:

"C'est quelque chose de grand, et pour chacun quelque chose d'essentiel de se sentir membre de sa nation. Cela fortifie le caractère, vivifie la volonté et élève l'esprit..." (3)

Il reconnaît que la nationalité est l'un des liens les plus puissants entre les hommes, sur le plan naturel et spirituel (4), mais que son importance n'est que relative et historique. Les nations ne sont rien en elles-mêmes, elles ne sont que des chaînons de l'humanité. Le danger naît non de l'appartenance nationale, mais des méfaits du nationalisme et de l'idolâtrie de la nation:

"... Un culte de la nationalité et de la puissance, selon le modèle de l'ancienne Rome. De la même façon, les Italiens adoreront ensuite leur Italia, les Hongrois leur Hungaria, les Polonais leur Polonia etc...; chaque pays se déifie lui-même, c'est la religion du national-libéralisme. Il nous crée un Olympe européen, quoique composé seulement de divinités féminines." (5)

Ainsi entendu, le principe national brise par conséquent l'unité des peuples d'Occident, qui voient se précipiter leur déclin. Il est l'instrument de l'égoïsme et de l'ambition de ces diplomates qui jouent avec les peuples,

"comme si la carte de l'Europe n'était qu'une feuille vide pour exercices de dessin." (6)

(1) ibid. Tome I, p. 159.

(3) Die Wiederherstellung Deutschlands, op. cit. p. 14.

(2) Die Weltpolitik, Tome III, p. 87.

(4) Die Naturlehre des Staates, op. cit. p. 140.

(5) Die Religion des Nationalliberalismus, op. cit. p. 116.

(6) Untersuchungen, op. cit. p. 115.

Le principe des nationalités contredit absolument les conceptions historico-politiques de Frantz. Car si les Etats, créations historiques, sont issus des mélanges de races et de peuples, il s'ensuit qu'on ne peut, sans de graves inconvénients, les faire coïncider absolument avec les nationalités. Ce serait trahir le génie même de l'Europe, qui est par essence composite (1). Ce serait aussi entraver l'évolution historique, qui a pour ressort essentiel les métamorphoses et les influences réciproques des nations. L'application du principe des nationalités signifierait

"que l'histoire désormais est achevée et doit s'immobiliser" (2).

L'Europe en serait figée dans un système rigide. Ou bien elle tomberait, en poussant le principe des nationalités jusqu'à ses ultimes conséquences, dans un morcellement infini. On pourrait en effet voir se constituer des Etats correspondant à toutes les petites ethnies, des Basques aux Tziganes.

Outre le principe national, le libéralisme, né lui aussi de la Révolution, est l'une des cibles principales des attaques de Frantz, qui lui reproche ses abstractions. Dès 1851, il a critiqué les tendances libérales, pourtant fort modestes, de la Constitution prussienne de 1850 (3). Dans Louis Napoléon, il a pourfendu le parlementarisme français.

"Si nous venons de remarquer précédemment que la caractéristique de nos Etats actuels est la prédominance ... de l'élément mécanique,

écrit-il en 1857,

il semble s'en suivre qu'ils ont une tendance à la démocratie comme au despotisme. Et ceci est assurément l'état réel de toute l'Europe moderne, à l'exception de l'Angleterre." (4)

Frantz reprend, parfois jusque dans les termes, les critiques dirigées contre les idées libérales par les tenants des conceptions organicistes. L'Europe entière se perd dans les nuées et

(1) Vorschule, op. cit. p. 71.

(2) Untersuchungen, op. cit. p. 349.

(3) Cf Unsere Verfassung, Berlin 1851.

(4) Vorschule, op. cit. p. 117.

"personne ne peut méconnaître que tout l'ancien système des Etats européens se délabre et se disjoint chaque jour davantage entre les mains de ses médecins" (1).

Le libéralisme est mécaniste, dissolvant, analytique et négatif. Il laisse libre cours aux passions égoïstes, rompt tous les liens sociaux, et, partant, il conduit à l'anarchie et de là au despotisme.

"Le meurtre et l'incendie emplissent la terre, les empires vacillent, les trônes s'écroulent, le chaos s'entrouvre. Mais au milieu des ruines fumantes se lève l'impérator, qui foule aux pieds la canaille et ses intérêts matériels..." (2)

Tel est le tableau apocalyptique que Frantz brosse de l'Europe l'année même où Bismarck prend le pouvoir. A partir de 1870, il croit son diagnostic de la situation générale confirmé par les faits.

Le libéralisme a ruiné le droit international européen; il a fomenté la guerre d'Italie et celles de 1866 et de 1870. L'Europe entière se mue en caserne, et plus que les gouvernements, c'est l'esprit du temps, ce sont les partis qu'il faut accuser. Le libéralisme entraîne la démocratie, qui n'est pas dénuée de toute justification, mais qui en Europe est grosse de périls, car elle ne cherche que révolution et conspiration (3), le nivellement spirituel et intellectuel, lequel débouche sur le règne de la médiocrité. De plus, la démocratie européenne est athée, et, comme telle, pire encore que la démocratie américaine. C'est là pour Frantz un vice rédhibitoire.

Ajoutons qu'il se livre à un curieux amalgame de républicanisme libéral et d'ultramontanisme. L'ultramontanisme n'est pas pour lui forcément teinté de catholicisme. Il peut s'incarner dans le républicanisme italien. Mazzini et Garibaldi sont résolus à combattre la Papauté, puissance internationale, par une autre puissance internationale:

"... un principe universel ... qui selon leur opinion serait donné par la république européenne." (4)

Autrement dit, le principe ultramontain devient l'équivalent du principe latin, qu'il se traduise par l'expansionnisme catholique ou républicain. Rome ville éternelle de l'impérialisme! A l'occasion

(1) *ibid.* p. 327.

(2) Kritik aller Parteien, Berlin 1862, p. 78.

(3) *ibid.* p. 139.

(4) Die Schattenseiten des norddeutschen Bundes, Berlin 1870, p. 312.

de la question romaine, en 1870, Frantz voit déjà la république européenne proclamée, en même temps que la république italienne, du haut du Capitole! (1)

Mais les républicains ne sont pas les seuls à s'organiser internationalement.

"De leur côté, les socialistes et les communistes ... orientent en conséquence leurs efforts vers un mouvement européen, parce qu'ils reconnaissent très justement dans l'état de propriété existant jusqu'alors une institution générale qui, si elle doit être renversée, doit l'être du moins dans toute l'Europe occidentale. Qu'est donc, selon tout cela, ce qu'on nomme la question romaine ou italienne? Elle n'est rien d'autre que la question de la révolution européenne." (2)

L'un des principaux blâmes que Frantz inflige au libéralisme, c'est d'atomiser la société en prétendant libérer l'individu.

"Le courant démocratique, qui parcourt l'Europe depuis deux générations,

écrit-il en 1870,

est en corrélation étroite avec le système libéral, et ainsi cette orientation d'après laquelle on ne voit plus dans l'Etat qu'une somme d'individus, est jusqu'ici prédominante." (3)

Cette atomisation est la cause des conditions sociales déplorables de l'époque. Individualisme égoïste, matérialisme, anarchisme et communisme, tels sont les maux de la société européenne. Le terme de tout cela est l'"individu dans toute sa nudité", l'"Unique et sa propriété" (4) de Max Stirner (5).

Frantz a dénoncé avec vigueur la massification de la société et l'influence pernicieuse des grandes capitales. Il a, tout aussi durement, condamné les insuffisances de l'économie libérale, en particulier dans La réforme sociale de l'impôt, ouvrage de 1881, surtout dirigé contre la législation bismarckienne, mais qui s'applique aux problèmes de tous les pays d'économie capitaliste. Il a accusé le caractère

(1) ibid. p. 72.

(2) ibid.

(3) Die Naturlehre des Staates, op. cit. p. 172.

(4) Kritik aller Parteien, op. cit. p. 54.

(5) Le philosophe anarchiste Stirner publia en 1845 son principal ouvrage Der Einzige und sein Eigentum.

anarchique du système et l'aliénation du prolétariat.

Mais d'autre part il s'inquiète de la montée du socialisme, qui en une génération a conquis l'Europe de la Scandinavie à l'Andalousie, voire le monde, de la Russie aux USA (1). Il juge, comme Marx, que l'Europe centrale et occidentale, qui a atteint un degré de culture supérieur à celui de la Russie, et qui est provisoirement plus sujette aux conflits sociaux que les Etats-Unis, constitue le pays d'élection du socialisme. Et que l'Allemagne sera à l'épicentre du séisme qui probablement menacera un jour tout l'édifice . Il se demande si Berlin ne sera pas un jour "le vrai cratère de la révolution sociale"(2), et il voit les démocrates révolutionnaires, derniers nés de la famille politique, surgir de désert pour venir prêcher le communisme, tels "les Bédouins de la société européenne" (3). Frantz s'est beaucoup préoccupé des problèmes sociaux. Il a lu les économistes de son temps. Ses préoccupations rejoignent celles des milieux chrétiens groupés autour de Ketteler, celles aussi des "Socialistes de la chaire" (4).

Lorsqu'en 1882 il jette, dans Die Weltpolitik, un dernier regard sur l'avenir social de notre civilisation, il en arrive à cette conclusion que le socialisme aboutira à la militarisation du travail, à l'économie collectiviste. Celle-ci ne sera possible que dans des Etats isolés, du type de l'"Etat commercial fermé" de Fichte. Il soutient que la communauté internationale ne pourra jamais reposer sur des institutions socialistes (5). Ainsi donc Frantz réfute la thèse internationaliste de Marx et d'Engels. Par ailleurs, sur le plan de l'économie politique, il soumet à une critique acérée les théories marxistes (6).

(1) Die soziale Steuerreform, Mainz 1881, p. 11.

(2) Die preussische Intelligenz und ihre Grenzen (1874), dans Gesammelte Aufsätze aus den Jahren 1873-1875, München 1886, p. 82.

(3) Kritik aller Parteien, op. cit. p. 112.

(4) Sur les "Kathedersozialisten" et leur idée européenne cf la deuxième partie de cet ouvrage, chap. 6 "L'Europe des économistes".

(5) Die Weltpolitik, op. cit. Tome III, p. 63.

(6) Der Nationalliberalismus und die Judenherrschaft, dans Gesammelte Aufsätze aus den Jahren 1873-1875, op. cit. p. 42.

Inutile d'ajouter que ces critiques font l'objet de sévères commentaires de la part des historiens de la RDA. Helmut Meier, professeur à l'"Institut für Deutsche Geschichte" de Halle-Wittenberg, estime que non seulement elles sont sans intérêt, mais qu'elles faussent

La seule originalité de Marx, affirme Frantz, c'est qu'il marie l'esprit juif à la philosophie de Hegel. Le seul intérêt de son oeuvre, c'est la description des conditions d'existence de la classe ouvrière anglaise (1). Pour le reste, il ne s'agit que de formules abstraites et purement négatives. Quant à Lassalle, il restreint selon lui la question sociale à l'application du principe des associations productives. En somme, le socialisme juif, particulièrement le marxisme, ne serait qu'une arme destinée à jeter bas l'édifice chrétien, un poison corrupteur pour l'Europe, et il ne pourrait en aucun cas apporter la solution de la question sociale, confondue dans une large mesure avec la question européenne.

Comme l'écrit E. Schaper:

"Avec une netteté presque prophétique, Frantz voit surgir la décadence de l'Europe si les divers peuples ne parviennent pas à créer un ordre économique et social juste."(2)

Il espère, lui, parvenir par des réformes au règlement de la question sociale, sans bouleversement des structures et sans assujettissement de l'individu à l'Etat.

C La corruption occidentale et la dégradation du germanisme

Le droit romain et la science politique moderne, la Révolution française et ses conséquences, tout cela est l'oeuvre funeste de la latinité. Tout cela mine l'Europe, en particulier l'Allemagne moderne. Avant d'examiner les critiques de Frantz contre le Reich bismarckien, il nous paraît indispensable de cerner ses idées au sujet de deux peuples qui lui paraissent néfastes entre tous: les Français et les Juifs.

Frantz ne ménage pas ses critiques à l'Angleterre libérale et matérialiste, il faut le souligner. Mais il ne peut toujours cacher

la pensée de Marx. Il est reproché en outre à Frantz de vouloir régler la question sociale par un fédéralisme expansionniste. cf Zur Europa-Ideologie im 19. Jahrhundert, dans Die bürgerliche deutsche Geschichtsschreibung von der Reichseinigung von oben bis zur Befreiung Deutschlands vom Faschismus, op. cit. pp. 34 et 35.

- (1) S. Jopp note pourtant dans K. Frantz und der Imperialismus (p. 71) que Frantz par son analyse des liens entre capitalisme et impérialisme est proche de la thèse marxiste des crises cycliques du capitalisme.
- (2) E. Schaper K. Frantz. Versuch einer Darstellung seines Systems des Föderalismus, Berlin 1940, p. 56.

une certaine admiration à son égard, surtout parce qu'elle participe elle aussi du principe germanique et qu'elle n'a pas rompu avec ses traditions politiques. Pour la France, il en va tout autrement. Frantz réserve ses attaques les plus furieuses à l'esprit français et à la France, la principale nation latine.

Il n'a pour ainsi dire jamais cessé, jusqu'à sa Weltpolitik, de la considérer comme la nation la plus fatale à l'ordre européen. Ce qu'il lui reproche, c'est avant tout d'être l'héritière de "Rome", avec tout ce qu'un tel concept implique pour lui de nocif.

Il fut un temps où il espérait en Napoléon III. Dans son écrit sur Louis Napoléon il analyse longuement la déliquescence politique et morale française. Il constate le néant politique où vit la France depuis 1789. Louis Napoléon est donc le sauveur, le

"nouvel Hercule, qui a tué l'Hydre de Lerne de la démagogie, chassé les bavards, ces oiseaux du lac Stymphale, et nettoyé les écuries d'Augias de la vieille Europe ..." (1)

L'auteur compte à cette époque que Napoléon III va intervenir utilement à l'extérieur en résorbant le dualisme anglo-russe, et surtout qu'il va réaliser des réformes intérieures et devenir ainsi un modèle pour le continent. Il en excipe que l'Europe a besoin du principe napoléonien pour éviter la stagnation.

Mais les événements de la guerre d'Italie le font changer d'avis. Il s'aperçoit que les projets de Napoléon III, malgré leur esprit dynamique et salubre, sont à tout prendre dangereux, parce que démesurés et arbitraires (2). C'est alors qu'il entrevoit le danger d'une coalition franco-russe et d'un bouleversement de l'Europe centrale. C'est alors que le bonapartisme se révèle à lui comme la forme moderne de l'impérialisme français.

"Vaincre le napoléonisme, signifie vaincre la France...
Le napoléonisme n'est rien d'autre que le symbole le plus expressif du caractère français." (3)

(1) Louis Napoléon, op. cit. p. 61.

(2) Quid faciamus nos?, Berlin 1858, p. 37.

(3) Untersuchungen, op. cit. p. 418.

A partir de là, Frantz développe son mythe de la France, selon le schéma bien connu depuis les Discours de Fichte et repris par R. Wagner. En attendant de faire le tableau de l'Allemagne idéale, il s'applique à faire celui d'une France caricaturale. Son argumentation ne réserve guère de surprises. La France fait courir à l'Europe le danger de la centralisation, de l'automatisation, de la mécanisation. L'Allemagne, en particulier, est menacée, parce que son principe vital, le fédéralisme, court le risque d'être étouffé.

"C'est la vieille hostilité entre l'esprit latin et l'esprit germanique" (1),

statue l'auteur en une formule aussi nette que lapidaire. Comme d'habitude, son manichéisme ne s'embarrasse guère de nuances. Il ne connaît que le noir et blanc. Le napoléonisme est le principe diabolique du Mal, la France napoléonienne la représentante de la civilisation matérialiste, Paris la "capitale de la ploutocratie moderne" (2). Elle a des affinités profondes avec la Russie. C'est un "second Empire tsariste" (3) que la France.

Apparemment, ce parallèle est là pour les besoins de la cause, pour dénoncer une éventuelle entente franco-russe. Cette accusation est à coup sûr épisodique. Mais il faut discerner derrière elle l'objet véritable des attaques de Frantz: la centralisation niveleuse. La France est le type même de la centralisation, forme suprême de l'hégémonie de l'Etat. Tocqueville et Proudhon ont cherché à y remédier, mais en vain. Une décentralisation française reste hypothétique au plus haut point. Même un fédéraliste comme Proudhon ne peut imaginer dans son livre Du principe fédératif autre chose qu'un système mécanique basé sur les théories rousseauistes. La Révolution a tué dans l'oeuf le fédéralisme français. Par conséquent la France, dont le caractère est absolument centralisateur, ne peut aucunement être la base d'une fédération européenne (4). Alors que l'Allemagne, pour Frantz, est d'une manière générale "le centre de la formation historique des Etats de l'Europe", la France, par contre, est l'initiatrice de tous les projets schématiques, selon

(1) ibid. p. 422.

(2) ibid. p. 139.

(3) ibid. p. 116.

(4) Proudhon écrit au contraire en 1863 dans Du principe fédératif que la France doit donner le signal des fédérations européennes. cf Du principe fédératif, op. cit. p. 551.

lesquels on veut, sur les ruines de l'ancien système politique, fonder un ordre nouveau (1).

Ainsi donc Frantz se rebelle avec énergie contre l'influence des idées françaises, ou de ce qu'il prétend tel, sur l'Allemagne et sur le continent tout entier. Il rejoint Proudhon lorsqu'il affirme que Paris est le cancer qui ronge la France, et la France le cancer qui ronge l'Europe (2).

"La France règne tout autant par ses idées, son goût et ses modes que par ses armées, et cette domination spirituelle s'étend à toute l'Europe." (3)

Quant à la propension à l'hégémonie militaire, il l'attribue curieusement à l'élément celtique qui forme le substrat du caractère français et qui ne tendrait qu'à assimiler et détruire l'Europe (4). Si l'on suit bien la pensée de Frantz, le principe celtique viendrait fâcheusement renforcer le principe latin de centralisation. C'est ainsi que Napoléon I aurait voulu faire de l'Europe "une nouvelle Chine ou une nouvelle Byzance" en la forçant à l'uniformité (5), périlleux dessein poursuivi par Napoléon III, qu'il accuse après 1860 d'attirer les petites puissances dans l'orbite de la France et de nourrir des visées expansionnistes envers les pays latins, et même les pays germaniques et slaves (6). Au début des années 60, par conséquent, l'empereur des Français est

"le démiurge de toute l'histoire actuelle, et tout aussi bien le démagogue général de tous les peuples que le directeur général de tous les cabinets, le secrétaire d'Etat en chef de l'Europe." (7)

Il veut faire de Paris "la capitale de la civilisation européenne" (8) et fonder la "civitas maxima napoleonis". Frantz n'est pas homme à modifier son point de vue en fonction des événements. L'effondrement du Second Empire ne le fait pas varier dans ses convictions. Napoléon vaincu, son esprit demeure et continue à dominer la France et l'étranger, même l'Allemagne (9).

(1) Untersuchungen, op. cit. p. 119.

(2) cf Proudhon: "...notre décadence est manifeste, et ce qui épouvante, c'est que le chancre qui nous dévore se répand partout, il infecte l'Europe." La fédération et l'unité en Italie, op. cit. p. 129.

(3) Untersuchungen, op. cit. p. 45.

(4) ibid. p. 390.

(5) ibid. p. 397.

(6) 33 Sätze vom deutschen Bunde, op. cit. p. 139.

(7) Kritik aller Parteien, op. cit. p. 287.

"La centralisation est déjà un signe des temps sur presque tout le continent." L'Allemagne devient une "France orientale" et le nouveau royaume d'Italie une "France méridionale" (1). Paris reste le centre de la corruption européenne et la France l'officine du militarisme. Frantz n'est pas plus tendre envers la République qu'envers l'Empire.

Les Juifs sont un autre élément de corruption. L'antisémitisme de Frantz, qui n'est pas fondé sur les théories racistes (2), n'en est pas moins virulent. Notre publiciste accepta de rencontrer Fröbel avec quelques amis politiques à Bad Kissingen "à condition qu'il n'y ait pas de Juif" (3). En 1866, il loua R. Wagner de vouloir secouer l'influence juive et ramener la nation allemande à elle-même (4). Les Juifs, pense-t-il, resteront juifs jusqu'au Jugement dernier. Ils sont "partout une nation dans la nation", un phénomène exceptionnel depuis les origines de l'histoire (5), et par conséquent ne sont pas assimilables. Ils vivent chez les peuples chrétiens "comme un étranger dans une auberge" (6). Ils sont même, ce qui n'est pas peu dire, plus dangereux que le panslavisme (7). Ils constituent en fait une seconde question d'Orient, provoquée comme l'autre par le déclin des idéaux chrétiens. Logés comme un ver dans l'organisme des peuples occidentaux, ils forment une véritable société par actions pour l'exploitation de la chrétienté (8). Grâce à leur intelligence dissolvante et raisonneuse, ils sont à l'aise dans l'Etat libéral et constitutionnel, abstrait et formel, de même que dans l'économie moderne.

"Rothschild est le véritable Grand-Khan de cette nouvelle Horde d'or des spéculateurs" (9),

s'exclame Frantz.

(8) ibid. p. 289.

(9) Die Religion des Nationalliberalismus, op. cit. p. 218.

(1) Die nationalliberale Rechtseinheit und das Reichsgericht dans Gesammelte Aufsätze aus den Jahren 1873-1875, op. cit. p. 7.

(2) Telle est, en particulier, la thèse de E. Schaper. En revanche, S. Jopp signale les relations de Frantz avec Schemann, traducteur de Gobineau, et émet l'opinion que son oeuvre est fortement imprégnée d'idées racistes. cf K.Frantz und der Imperialismus, Dissert. Marburg 1964, p. 132.

(3) Cf J.Fröbel Ein Lebenslauf, op. cit. tome II, p. 76.

(4) Lettre du 26-I-1866 dans Bayreuther Blätter, Bayreuth 1906.

(5) Der Nationalliberalismus und die Judenherrschaft, op. cit. p. 9.

(6) ibid. p. 19.

(7) Der Bankrott der herrschenden Staatsweisheit, op. cit. p. 13.

(8) Cf Deutsche Antwort auf die orientalische Frage, Leipzig 1877, chap. 1.

(9) Der Nationalliberalismus und die Judenherrschaft, op. cit. p. 28.

Par contraste avec l'ancien Saint-Empire, l'Empire bismarckien est en train de devenir un "empire juif germanique" et

"le mot de Toussenel 'les Juifs rois de l'époque' (1) ne s'est pas seulement réalisé en France, il se réalise déjà pour toute l'Europe occidentale, où les rois s'en vont tandis que les banques juives restent..." (2)

Outre ces motifs d'ordre politique et économique, que nous trouverons aussi dans l'antisémitisme de Paul de Lagarde, l'animosité de Frantz est essentiellement d'origine religieuse: les Juifs, selon lui, ne peuvent s'intégrer à la société européenne car

"la porte d'entrée de la nationalité allemande ou française est ... le christianisme...; il est également certain que toute l'évolution de l'Europe moderne repose sur l'expansion du christianisme, que tous les peuples européens modernes sont ce qu'ils sont devenus sur la seule base du christianisme." (3)

C'est pourquoi la suprématie juive est le châtement infligé par Dieu aux peuples chrétiens qui ont trahi leur foi (4).

Tout cela est parfaitement trivial à l'époque où l'Allemagne devient un pays capitaliste et industriel. Frantz ne se distingue guère de tous les conservateurs qui accusent les Juifs d'avoir fait de l'argent une puissance mondiale. Ce qu'il lui faut, ce sont des boucs émissaires. Il les trouve chez les Français et les Juifs, auxquels il fait supporter le poids de sa vindicte, en leur imputant la dégradation du germanisme à l'époque moderne. Il est piquant de constater que Frantz use envers l'"Internationale juive" des mêmes arguments que le nationalisme français de son temps, qui bien souvent s'imaginait voir dans les Juifs des espions allemands.

En tout cas, il amalgame dans la même réprobation "Rome" et le judaïsme, le libéralisme, le capitalisme ploutocratique et les idéaux venus d'Occident. Mais considérons de plus près le recul du germanisme tel que le dépeint Frantz.

(1) Titre d'un livre publié par le socialiste français Alphonse Toussenel en 1845 et réédité pour la seconde fois en 1886, l'année même où le nationaliste Edouard Drumont faisait paraître La France juive, essai d'histoire contemporaine.

(2) ibid. p. 31.

(3) ibid. p. 10.

(4) Die Weltpolitik, op. cit. Tome III, p. 129.

Il déplore avec amertume que l'Allemagne ait perdu des territoires de l'ancien Reich au profit de la France. Le déclin du Saint-Empire a permis aux voisins occidentaux de créer sur le Rhin une "Anti-Allemagne", tandis que la Sainte-Alliance stoppait le "Drang nach Osten" et que la culture allemande était condamnée à sombrer en Europe orientale, où toute la civilisation reposait sur la prédominance du germanisme (1).

C'est à la fin du Moyen-Age que se place selon Frantz le grand tournant historique. Jusque là l'esprit germanique avait été le ciment de l'unité occidentale et s'était incarné dans le Saint-Empire. Or il eut dorénavant à subir l'offensive d'un esprit nouveau: celui du "Grand Dessein" d'Henri IV et de Sully. Ce projet d'une république européenne était bien d'une inspiration encore médiévale, mais marqua en même temps une mutation profonde:

"... l'idée d'une unité occidentale,
écrit l'auteur des Recherches sur l'équilibre européen,

s'était encore maintenue en quelque mesure, mais le principe de cette unité et la forme sous laquelle cette dernière pouvait se réaliser s'étaient presque transformés en leur contraire. Le principe spirituel fut remplacé par un principe purement temporel et à la forme monarchique du Moyen-Age qui culminait dans la Papauté et l'Empire, se substitua la forme républicaine de la fédération." (2)

Il est remarquable que ce protestant qu'est Frantz prenne position contre un projet qui visait à lutter contre l'hégémonie de l'Autriche catholique. Ceci ne peut s'expliquer que par sa volonté de défendre à tout prix le principe germanique et monarchique contre les empiétements du principe latin.

Désormais, c'en était donc fait de l'unité de l'Occident en même temps que de la splendeur allemande. Et Frantz de jeter un regard romantique vers "les beaux pays bourguignons", dont l'annexion par la France marqua pour l'Empire le commencement du déclin.

"Lorsque jadis les empereurs germaniques recevaient à Arles la couronne bourguignonne, c'était l'époque où dans la vallée du Rhône les troubadours chantaient, mais depuis il y a beau temps que leurs chants se sont tus, et on ne chante plus en Provence et en Dauphiné, sauf peut-être un

(1) Quid faciamus nos?, op. cit. p. 88.

(2) Untersuchungen, op. cit. p. 13.

fade couplet du dernier vaudeville parisien." (1)

Dénaturé par le droit romain et par des doctrines pernicieuses, le principe germanique périclité, et ce déclin est parallèle à la déchristianisation de l'Occident. (2) Pour ce qui est du présent, le Reich bismarckien représente le degré ultime de cette décadence. L'un des principaux griefs que Frantz formule à l'encontre de Bismarck est précisément de trahir la mission allemande en Europe, de créer un empire athée, absolument dénué de forces morales et spirituelles. Bismarck serait ainsi plus apparenté à Napoléon I qu'à Frédéric II. Son démon intérieur le pousserait à se faire le "maître de toute la politique européenne" (3) et de méconnaître l'évolution de celle-ci vers l'ère du fédéralisme synthétique. Il ignorerait la communauté européenne des traditions et des objectifs d'avenir (4). En un mot, la politique bismarckienne est taxée de machiavélisme car elle fait fi de la morale et ne tend qu'à l'hégémonie de la Prusse, d'un Etat militaire et conquérant auquel Frantz reproche en outre de n'être qu'à demi-européen, intermédiaire entre le germanisme et le slavisme (5).

Avec la prédominance prussienne, un esprit nouveau précipite la dégradation du "Deutschtum". Cet esprit, que l'auteur nomme "berlinisme", fait courir à la nation entière le péril de la centralisation, du militarisme et de l'impérialisme. Sur ce point, Frantz rompt une lance avec Ranke et les historiens "petit-allemands". Tout est pour Ranke, dit-il, une question de puissance et de prépondérance. Contrairement à Schelling, qui définit la nation allemande comme "un peuple de peuples" ("ein Volk von Völkern") et à Fichte, qui la considère comme "le peuple en soi" ("das Volk schlechweg") (6), Ranke et son école historique se font les laudateurs d'une politique qui défigure l'Allemagne, en fait une "Grande Prusse" (ein Grosspreussen), un Etat païen

(1) *ibid.* p. 370.

(2) Die Naturlehre des Staates, *op. cit.* p. 408.

(3) Bismarckianismus und Friedrichianismus, dans Gesammelte Aufsätze aus den Jahren 1873-1875, *op. cit.* p. 14.

(4) Cf I. Hartmann Der Föderalismus als universale Idee, Berlin 1948, Einleitung p. 66.

(5) Das neue Deutschland, *op. cit.* p. 191.

(6) *ibid.* p. 40.

et matérialiste, sorte de Tour de Babel nationaliste qui ne ressemble pas plus au Saint-Empire romain qu'une "caserne moderne à une cathédrale gothique" (1). La disparition de la Confédération germanique a fait que

"le droit international européen a perdu son ultime soutien et que la force a remplacé le droit." (2)

Frantz prévoit, à assez brève échéance, la russification de l'esprit prussien et la mort de l'esprit allemand. (3)

Au nom de ce qu'il pensait être la mission authentique de l'Allemagne, il a été l'un des adversaires les plus véhéments du Reich bismarckien, avec les représentants du "Zentrum", les catholiques bavarois et rhénans. C'est pour cette raison que, comme Nietzsche, il s'est éloigné de R. Wagner, dont il partageait pourtant le mythe d'un germanisme idéal. Sa protestation contre la centralisation rejoint également celle du démocrate Gervinus, celle aussi des fédéralistes autrichiens comme Vogelsang, qui accusait l'Allemagne nouvelle de répandre sur l'Europe "la peste du prussianisme" (4).

Tous les griefs de Frantz envers Bismarck peuvent en fait se résumer en un seul: le chancelier trahit la vocation de l'Allemagne en y introduisant la notion romaine d'Etat. L'Etat bismarckien est irrégulier par essence. Dans le "Kulturkampf", lutte contre l'ultramontanisme, les véritables ultramontains sont pour Frantz les nationaux-libéraux, infestés de l'esprit "romain", politico-militaire et financier (5) né de la Renaissance. Non seulement Bismarck et ses alliés ont failli à la tâche oecuménique jadis proclamée par Leibniz et Schelling, mais ils mènent une mauvaise politique sociale, cherchant à empêcher une révolution européenne par des lois antisocialistes, et favorisant par ailleurs le capitalisme et la haute finance juive.

Vers le milieu des années 70, lorsque Bismarck revient au système protectionniste, et se sépare de ses alliés libéraux, Frantz proclame la nécessité de lutter contre la concurrence américaine et regrette que

(1) Die Weltpolitik, op. cit. Tome II, p. 136.

(2) Die Religion des Nationalliberalismus, op. cit. p. 251.

(3) Der Föderalismus, op. cit. p. 112 et p. 133.

(4) W. Feuerbach Die rheinische Frage, dans Schweizerische Annalen II, p. 112.

(5) Cf Abfertigung der nationalliberalen Presse, op. cit.

les barrières douanières amènent une séparation entre les peuples européens. Il propose dans Die Weltpolitik de transformer la concurrence en coopération et de créer, entre l'économie nationale fermée et l'économie mondiale naissante, une "économie mondiale de l'Occident".

Mais dans l'ordre économique comme dans l'ordre politique et social les conceptions bismarckiennes sont loin d'être celles que Frantz souhaite. C'est que, comme nous l'avons indiqué, Bismarck est opposé à toute idée de solidarité occidentale, de même qu'à toute conception d'une communauté supranationale. Si Frantz reproche à l'homme d'Etat de dénaturer le "Deutschtum", c'est qu'il réserve à l'Allemagne idéale un destin beaucoup plus prestigieux.

4 La restauration de l'Europe

A L'Allemagne médiatrice de l'Europe

La restauration de l'Europe par l'esprit germanique constitue la pièce maîtresse de l'oeuvre de K. Frantz.

La question allemande étant indissolublement liée aux problèmes européens, le reproche principal qu'il fait à Bismarck est d'ignorer cette évidence, de constituer l'Allemagne en une entité nationale limitée et d'introduire ainsi un élément de perturbation au centre du continent. L'unité allemande sur la base du principe des nationalités est selon lui une vue de l'esprit (1). Après Sadowa et la fondation du Reich, l'auteur persiste à défendre sa thèse, en l'étayant d'arguments géographiques et historiques, politiques et sociaux, culturels et religieux.

S. Jopp a souligné l'importance des facteurs géopolitiques chez Frantz qui, comme Bruck et Schwarzenberg (2), en déduit la nécessité de fonder au centre de l'Europe un grand ensemble politique et économique. L'Allemagne étant "la partie médiane de tout le continent" (3), il en découle qu'elle doit être aussi le "bastion du système politique européen" (4). Dans sa Théorie de la question allemande (1866), l'auteur

(1) Vorschule, op. cit. p. 94.

(2) Cf S. Jopp K. Frantz und der Imperialismus, op. cit.

(3) Der Föderalismus, op. cit. p. 41.

(4) Quid faciamus nos? op. cit. p. 104.

a analysé de façon très détaillée la situation géographique de son pays:

"L'Allemagne forme le milieu du corps européen, et si nous considérons ce dernier comme un tout organique, son coeur est en Allemagne." (1)

On remarquera les comparaisons, fort habituelles à cette époque, empruntées au domaine de l'organicisme. Elles se poursuivent dans la description presque lyrique du Rhin et du Danube, "artères principales de la vie européenne", symbolisant la grande vocation médiatrice de l'Allemagne, tandis que la chaîne des Alpes est "la colonne vertébrale" du continent. Mais citons ici la Lettre ouverte à R. Wagner:

"... l'Allemagne forme..., au point de vue géographique, le noyau du continent européen. La nature elle-même a fait d'elle le terrain sur lequel se décident en dernier ressort les plus hautes destinées de l'Europe; c'est que l'Allemagne est précisément le pays du milieu; elle englobe les organes centraux du corps européen: Ayant les Alpes pour base, elle envoie ses eaux d'un côté par le Danube vers le Pont-Euxin, indiquant par là l'Orient, berceau commun de l'humanité, tandis que le Rhin, par la Mer du Nord, montre en revanche la direction de l'Occident, du Nouveau Monde transocéanique. Et c'est entre l'Est et l'Ouest que s'accomplit l'histoire universelle." (2)

Frantz juge que les fleuves et les montagnes ne séparent pas, mais lient. De plus, il fait la constatation que dans certaines directions, l'Allemagne n'a pas de frontières naturelles. Elle est donc ouverte de toutes parts, au point de vue de la géographie physique comme au point de vue de la géographie humaine et de l'ethnographie. Aucun pays n'a autant de voisins, aucun n'est aussi inextricablement mêlé aux peuples qui l'entourent. Le peuple allemand est incroyablement peu apte à constituer une unité nationale. Son destin est d'être le lien de l'Europe centrale. Les données géopolitiques commandent aussi bien l'expansion prussienne et autrichienne vers l'Est que le rapprochement avec les populations belges et suisses de langue française plus proche de l'Allemagne que de la France par leurs coutumes et leur caractère (3). De la Mer du Nord à l'Adriatique, de la Baltique à la Mer Noire, l'organisation de l'Europe et celle de l'Allemagne sont

(1) Theorie der deutschen Frage, op. cit. p. 36.

(2) Offener Brief an R. Wagner, dans Der Föderalismus als universale Idee von K. Frantz, op. cit. p. 252.

(3) Deutsche Antwort auf die orientalische Frage, op. cit. p. 51.

deux problèmes indissociables.

"De quelque côté que l'on puisse prendre la question allemande, dès que l'on pénètre dans ses profondeurs, elle se mue en une question européenne",

écrit Frantz dans Théorie de la question allemande (1).

L'Allemagne est un "peuple de peuples". Frantz souscrit à la formule de Schelling. L'histoire européenne se concentre en Allemagne,

"avec autant de certitude que toute l'Europe moderne est issue des grandes invasions germaniques (2).

De même qu'elle (la nation allemande) ne peut pas comprendre elle-même sa propre nature, hormis en corrélation avec l'histoire européenne, elle ne parviendra jamais non plus à une véritable liberté, ni à une paix assurée, si ce n'est grâce à un ordre européen... Donc on peut dire que toute l'évolution européenne repose en grande partie sur l'Allemagne..." (3)

L'idée remonte loin dans la pensée de Frantz que la race germanique, formant charnière entre les Latins et les Slaves, a eu pour vocation d'agir vers les uns et les autres, et pour destin historique d'en réaliser la synthèse. Elle fut une

"totalité de communautés ethniques (Volksstämme) ... dans laquelle se reflétait la totalité des peuples occidentaux." (4)

La mission allemande en Italie se déduit tout naturellement du passé historique, depuis les Cimbres jusqu'aux empereurs du Saint-Empire; et, en 1859, Frantz considère encore comme logique une tutelle allemande sur ce pays (5). Si l'élément germanique a été le germe fécond qui a permis la naissance des peuples latins, son rôle n'est pas moindre à l'Est: s'il ne se mêlait pas intimement avec les Slaves, les Hongrois et les Roumains, ceux-ci n'auraient aucun point de contact avec les peuples occidentaux (6).

Mais l'étroite connexion existant entre l'histoire allemande et l'histoire européenne se concrétise en particulier dans le système dynastique. Nous lisons dans un écrit de 1861:

(1) op. cit. Heft III, p. 225.

(2) Das neue Deutschland, op. cit. p. 47.

(3) ibid. p. 48.

(4) Untersuchungen, op. cit. p. 303.

(5) ibid. p. 325.

(6) Bismarckianismus, op. cit. p. 35.

"L'un des facteurs de la position centrale et de l'importance mondiale de la nation allemande réside dans le fait que tous les souverains d'Europe, à l'exception de Louis Napoléon et du Sultan, descendent des maisons princières allemandes...; et l'on peut dire dans ce sens que les souverains allemands règnent sur l'Europe." (1)

B Vocation politique, économique et sociale allemande

De la situation prédestinée de l'Allemagne, Frantz conclut qu'il lui revient de créer une nouvelle science politique. Il propose même la fondation d'une école de science politique européenne à Francfort (2). Cette science adaptée à l'ère nouvelle, il la nomme "métapolitique". Il s'agit bien entendu d'une politique chrétienne. Elle fera du citoyen un homme achevé (3). Sa réalisation par l'esprit allemand marquera à nouveau la prééminence de l'Europe occidentale comme point de départ et aboutissement de la pensée et de l'action, et donnera une signification nouvelle à l'eupéanisation politique et économique du monde.

Après 1880, quand le processus de colonisation s'accélère, Frantz y voit une confirmation de ses vues. Au nom de la métapolitique il assigne à l'Allemagne la tâche de nouer des liens fédératifs, entre l'Ancien Continent et le Nouveau Monde (4).

On discerne alors chez lui l'annonce d'un mondialisme, assurément très flou, but idéal nécessitant l'intensification de la coopération économique internationale. La phase intermédiaire entre l'économie nationale et l'économie mondiale lui paraît être tout naturellement "l'économie collective occidentale", déjà mentionnée et qui est complémentaire de la communauté de civilisation:

"De même que notre culture est commune, chaque pays particulier ne peut prospérer au sein de cette civilisation commune que si les autres pays prospèrent aussi." (5)

Il suffirait aux peuples occidentaux de renoncer à s'entretuer et d'appliquer leurs forces à de grands travaux d'utilité publique, ainsi qu'à une colonisation pacifique. La métapolitique guidera l'Europe moderne au cours de cette ère intermédiaire de désagrégation du monde médiéval et de réalisation d'un véritable système universel (6).

(1) 33 Sätze, op. cit. p. 95.

(2) Cf Literarisch-politische Aufsätze, op. cit. p. 18.

(3) Cf Der Bankrott der herrschenden Staatsweisheit, op. cit. pp. 68-69.

Ce ne sont là que de bien vagues projets, beaucoup plus vagues en tout cas que les plans d'unification proposés après 1880 par certains économistes pour combattre la concurrence américaine. Mais la mission de l'Allemagne s'applique aussi et surtout à la question sociale.

"De même que le système politique de Frantz envisageait comme premier degré accessible la fédération européenne, il exigeait aussi logiquement une solution européenne des questions sociales et économiques," (1)

écrit l'un des critiques de Frantz. Comme Bismarck, qui prophétisait la scission de l'Europe en deux grandes tendances antagonistes: la république sociale et le système monarchique, Frantz prévoit que sur tout le continent des conflits sociaux ne tarderont pas à se déclencher. Pour lui, le socialisme est un produit spécifique de l'Europe industrialisée (2). En une génération, le socialisme a pénétré dans toutes les parties du monde civilisé, assumant la tâche universelle de proclamer la justice sociale.

Frantz repousse, nous l'avons vu, toute transformation révolutionnaire de la société. Il propose donc des réformes sur la base de ses principes chrétiens et fédéralistes, dans le but d'assurer ce que Proudhon tenait pour les deux nécessités fondamentales de la société: l'ordre et la justice. Sur ce point, comme sur le plan politique, l'Allemagne doit donner l'exemple. C'est qu'elle est, par l'équilibre qui y règne entre l'agriculture, l'industrie et le commerce, au centre même de la question sociale. Alors que l'Angleterre connaît la prépondérance du commerce et de l'industrie, les pays latins celle de la civilisation citadine, les pays slaves l'absence de classes bourgeoises, selon l'avis de Frantz la vie sociale est infiniment mieux conservée en Allemagne que partout ailleurs.

"C'est donc le domaine social, comme d'ailleurs celui du cosmopolitisme, qui paraît attirer le plus notre esprit.." (3)

(4) Die Weltpolitik, op. cit. Tome III, p. 67.

(5) ibid. Tome I, p. 24.

(6) ibid. Tome III, p. 79.

(1) I. Hartmann, dans Der Föderalismus als universale Idee, op. cit. p. 50.

(2) Cf Die soziale Steuerreform, op. cit. p. 12.

(3) Theorie der deutschen Frage, op. cit. p. 218.

Le devoir de l'Allemagne est, ici comme en politique, de se révéler
"l'unique rempart, pour toute l'Europe occidentale,
du droit et de son évolution..." (1)

Elle le peut, grâce à son caractère profondément chrétien, fédéral et monarchique.

H. Stangl, qui considère Frantz comme l'un des fondateurs de la sociologie, a souligné le caractère complémentaire des idées de fédération (Bund) et de vocation (Beruf), dans son oeuvre. A une époque où l'Europe subissait une mutation profonde, il aurait conçu un véritable "fédéralisme social" (2). D'après ses théories, il conviendrait de supprimer la lutte des classes grâce à la notion de "Beruf", de vocation. Les différentes catégories formeraient une chaîne, du trône jusqu'au bas de la hiérarchie sociale (3). Il paraît manifeste que deux influences se conjuguent ici pour faire de Frantz l'un des représentants typiques de la tendance corporatiste allemande: la notion luthérienne de "Beruf", qui le distingue des catholiques Jörg et Ketteler, et l'idéal romantique de totalité vivante du corps social. Cette idée anti-libérale et antidémocratique d'intégration de l'individu à la société fera son chemin. Nous la retrouverons en particulier chez K.C. Planck (4). Soucieux de soustraire l'individu à l'Etat national, Frantz met l'accent sur la "société", notion souvent mal définie, intermédiaire entre l'Etat et la sphère de l'existence individuelle. Elle a à ses yeux le mérite de présenter un caractère international et de sauvegarder l'unité de l'Europe (5), en maintenant des liens de nature fédérative:

"Rien que par ses ramifications, elle dépasse largement le domaine des Etats particuliers, et si l'Europe se divise en de nombreux Etats différents..., la société a plutôt tendance à l'universalité, et il existe dans la société moderne... une cohérence manifeste de tout le monde civilisé."(6)

(1) Abfertigung der nationalliberalen Presse, op. cit. p. 51.

(2) Cf H. Stangl Die Bedeutung der Soziologie bei K. Frantz, op. cit.

(3) Vorschule, op. cit. p. 310.

(4) Sur K.C. Planck cf la troisième partie de cet ouvrage, chap. 4.

(5) Un critique parle, en ce qui concerne Frantz, de "Vergesellschaftung Europas". Cité par M. Häne: Die Staatsideen des K. Frantz, München-Gladbach 1929, p. 161.

(6) Literarisch-politische Aufsätze, op. cit. p. 405.

Refaire l'unité spirituelle de l'Europe suppose l'absence de conflits entre Etats, et aussi entre classes sociales. Au Reich fédératif, au "Beruf" corporatif et chrétien vient s'ajouter chez Frantz la "monarchie sociale". D'après lui, seule cette monarchie est apte à promouvoir les indispensables réformes et à sauver l'Europe du danger républicain (1). Cette conception n'est pas le monopole de Frantz. On a même découvert une parenté entre sa pensée politique et sociale et celle de Maurras (2). Mais il a, plus que d'autres, insisté sur la tâche qui incombait ici à son pays. Influencé par l'économiste Schäffle (3), par le "socialisme de la chaire" et par les chrétiens-sociaux, il a voulu instaurer un fédéralisme social et économique, réplique de son fédéralisme politique. Basé sur le principe de coopération, différent à la fois du capitalisme et du collectivisme, celui-ci surmonterait, pensait-il, les crises de la société moderne. Les réformes dont l'Allemagne aurait à prendre l'initiative présentaient pour la plupart à l'époque un caractère révolutionnaire: organisation du travail, planification, municipalisation du sol et des industries, intéressement des travailleurs aux entreprises (4). Toute cette législation devrait être appliquée dans le cadre d'une économie globale de l'Occident.

Frantz espérait ainsi rétablir l'Europe en la restaurant socialement, et en faire une troisième force capable de surpasser une Amérique dont il prophétisait à tort le déclin rapide, et une Russie formidable, mais rétrograde.

C. Retour aux sources du christianisme germanique

Cette mission régénératrice de l'Allemagne, Frantz ne la déduit pas seulement de la situation géographique de son pays et du génie spécifique de la race. Il en cherche la justification dans un passé

(1) Die soziale Steuerreform, op. cit. p. 201.

(2) Cf J.B. Duroselle L'Europe du 19ème et du 20ème siècle 1870-1914 - L'évolution culturelle, Milan 1962, p. 104.

(3) Sur A. Schäffle cf plus loin chap. 6. (L'Europe des économistes).

(4) Cf Die soziale Steuerreform, op. cit.

lointain, aux sources de l'histoire européenne. Il s'éloigne des conceptions européennes de Ranke, dans la mesure où il fait des Germains les seuls et uniques fondateurs de l'Occident. Nous savons que ce retour aux sources n'est pas le seul fait de K. Frantz. Nombre de publications allemandes de l'époque scrutent le passé le plus reculé pour étayer leur thèse sur l'opposition radicale de l'esprit germanique et de l'esprit "romain". Les disciples de Fichte sont légion.

Il nous suffira d'en donner un exemple. Une brochure anonyme de 1870 s'élève contre l'absolutisme politique et religieux des peuples latins et dresse en face de lui la véritable liberté, chrétienne et germanique. L'auteur de l'opuscule assigne à l'Allemagne le rôle de rétablir la liberté et le fédéralisme, jadis apportés à l'Europe par les Germains, mais détruits par l'absolutisme latin (1). Il est à peine besoin d'insister sur ce genre de raisonnement, dont nous connaissons à présent tous les termes. On sait par quelle démarche certains auteurs du 19ème siècle reconstruisent le passé en fonction des événements de leur temps, faisant des luttes de jadis

"les prémisses des antithèses ultérieures entre l'esprit germanique et l'esprit latin". (2)

Devant l'asthénie générale, Frantz propose lui aussi la panacée: le retour aux sources de l'esprit allemand. Il est indispensable de libérer l'Allemagne de l'imitation de ses modèles étrangers et de replonger dans "les profondeurs de l'esprit germanique" (3). Le génie allemand, qui n'est pas éteint, mais seulement dégradé, connaîtra ainsi un essor salutaire. C'est la "force juvénile et pure" des Germains (4) qui a sauvé la civilisation antique en la délivrant du paganisme. Les Germains sont un peuple sui generis, et l'Allemagne une nation que l'on doit juger en elle-même, à partir du rôle qu'elle doit jouer en Europe (5). On voit ce que Frantz doit à ses prédécesseurs allemands

(1) Die deutsche christliche Freiheit in dem welthistorischen Kampfe gegen den staatlichen und kirchlichen Absolutismus Paris und Rom, München 1870.

(2) E. Hölzle Die Idee einer altgermanischen Freiheit von Montesquieu, Historische Zeitschrift, Beiheft 5, 1925, p. 115.

(3) Die Wiederherstellung Deutschlands, op. cit. p. 410.

(4) Die Naturlehre des Staates, op. cit. p. 381.

(5) Literarisch-politische Aufsätze, op. cit. p. 382.

ainsi qu'à Montesquieu, qu'il avait lu assidument. Comme lui, il fait des Germains de "bons sauvages" qui auraient puisé dans leurs forêts leur originalité et la force d'être les démiurges de la civilisation occidentale.

Comme les romantiques, Fichte, Hegel et Ranke, il fait des Grandes Invasions l'infrastructure des Etats romano-germaniques. De cette communauté du sang et de l'histoire, il infère la nécessité d'une transformation fondamentale de la politique: toute grande politique doit être non nationale, mais occidentale. Conformément à ses conceptions d'une Europe chrétienne, il n'exclut d'ailleurs pas les Slaves occidentaux, bien au contraire. De même que jadis à l'Ouest les peuples romanisés et décadents ont été rajeunis par les Germains, il s'agira à l'avenir, grâce au germanisme revitalisé par le slavisme, de faire contrepoids à la corruption qui vient essentiellement des peuples latins.

Dans les conceptions romano-germaniques de Frantz se lit la condamnation du monde latin. Certes le verdict qu'il prononce n'est pas aussi formel que celui des wagnériens avec lesquels il était en relation. Mais il est sûr que Frantz partage l'opinion courante que les peuples latins ont fait leur temps et qu'ils déclinent dans la mesure où leurs éléments germaniques sont en régression.

Les Germains ne sont pas seulement les fondateurs de l'Europe, mais aussi les précurseurs d'une forme d'organisation chère à Frantz: le fédéralisme. Presque tous les Etats fédératifs connus sont d'origine germanique, écrit-il. Le principe fédéral traverse toute l'histoire allemande, et les peuples latins s'en sont écartés dans la mesure où ils ont exclu de leur sein les éléments germaniques (1). A l'origine, l'Allemagne ne fut jamais une vraie monarchie, mais "une sorte de république de princes" (2), une fédération de peuples qui, par l'autonomie de ses membres, put s'étendre jusqu'aux dimensions du monde occidental. Le Moyen-Age, par la prédominance de la notion

(1) Bismarckianismus und Friedrichianismus, op. cit. p. 33.

(2) Die soziale Steuerreform, op. cit. p. 199.

de société (Gesellschaft) sur celle d'Etat (Staat), prit ainsi un caractère que Frantz appelle républicain (1). Il ne tarit pas d'éloges sur la splendeur de l'Allemagne médiévale. Car les Allemands croyaient alors à la chrétienté occidentale et non aux nationalités(2). Ils voulaient restaurer l'Empire romain en le métamorphosant grâce à l'esprit chrétien et en

"ordonnant les relations entre peuples européens selon un idéal moral" (3).

Frantz rend ici hommage à l'Eglise, second pilier de l'édifice médiéval,

"apogée de toute l'évolution historique de l'Europe germano-chrétienne" (4):

elle a renouvelé l'Empire d'Occident et relié l'Antiquité avec le monde moderne. Dans cet univers solidaire, où chaque nation jouait son rôle sans chercher la prédominance, la féodalité fonctionnait comme un fédéralisme grossier, mais efficace.

Seul, le Saint-Empire convenait, de par sa nature souple, synthétique et universelle, aux aspirations éternellement insatisfaites de l'âme germanique (5). Frantz n'a cessé de célébrer avec enthousiasme ce Reich médiéval dont l'Europe qu'il appelait de ses vœux devait, selon lui, s'inspirer. Certains passages de ses oeuvres méritent d'être cités in extenso. Par exemple celui-ci, tiré de La restauration de l'Allemagne:

"L'histoire allemande renfermait à cette époque le noyau de toute l'évolution européenne, de sorte que l'histoire contemporaine de tous les autres pays apparaît comparativement mesquine... (6)

Et plus loin:

"On ne parlait pas à l'époque d'un 'Empire' allemand (Kaiserreich), mais d' "Empereur" (Kaiser) et d' "Empire" (Reich), c'est-à-dire que l'Empire avait son importance particulière. On disait aussi le Saint-Empire... de même qu'on l'appelait dans toute l'Europe simplement "l'Empire" ou le "Saint-Empire"; et par là on entendait précisément l'Empire allemand..." (7)

(1) Theorie der deutschen Frage, op. cit. Heft III, p. 212 et suiv.

(2) Untersuchungen, op. cit. p. 371.

(3) ibid. p. 373.

(4) Kritik aller Parteien, op. cit. p. 167.

(5) Theorie der deutschen Frage, op. cit. Heft III, p. 186.

(6) Die Wiederherstellung Deutschlands, op. cit. p. 207.

(7) ibid. p. 357.

Il s'agissait donc d'un système politico-religieux sui generis, dont l'existence n'était contestée nulle part dans la chrétienté, étant donné que le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel y étaient indissolublement liés.

"Le nouvel Empire s'appelait 'saint', écrit encore l'auteur de La politique mondiale,

parce que l'ancien empire romain, pensait-on, était ressuscité dans l'esprit chrétien; car on le considérait comme le lien séculier de toute la chrétienté occidentale, tandis que par ailleurs l'Eglise romaine, dont le protecteur suprême devait être précisément l'empereur, constituait le lien spirituel. Comparables aux deux tours des cathédrales dans lesquelles l'art médiéval atteignit son apogée, la Papauté et l'Empire se dressaient côte à côte." (1)

Non seulement une pareille organisation, supérieure aux nations et aux Etats, conciliait dans l'esprit de Frantz le droit constitutionnel et le droit international, mais elle conditionnait l'universalité de l'esprit allemand; médiatrice entre les peuples, entre l'Antiquité et l'Europe moderne, elle donnait aux plus grands des Allemands cet esprit large et objectif qui caractérise Leibniz, Bach, Lessing (2). A Richard Wagner qui lui demande de contribuer à définir le terme et la notion de "deutsch", Frantz répond par un éloge exclusif du Saint-Empire: Dante et Pétrarque en reconnaissaient la splendeur; Goethe, dans son Faust, a compris que l'univers entier se concentrait en lui (3).

Nul doute que cet idéal du Reich médiéval ne soit une survivance directe des romantiques, en particulier de Novalis et de F.Schlegel. On mesurera la distance qui sur ce point sépare Frantz de Bismarck et des historiens "kleindeutsch", pour qui le Saint-Empire avait été incapable d'assurer la cohésion nationale.

Pour l'auteur du Fédéralisme, le Saint-Empire préfigure l'ère nouvelle, la "neuste Zeit":

"S'il s'agit maintenant de fonder une nouvelle communauté des peuples, celle-ci ne peut que comprendre d'abord l'Europe occidentale, qui a eu au Moyen-Age une histoire commune; malgré la séparation intervenue par la suite en nations et en Etats, celle-ci a eu des effets si profonds et si durables que tout cet ensemble de pays - face à

(1) Die Weltpolitik, op. cit. Tome II, p. 130.

(2) Offener Brief an R. Wagner, op. cit. pp. 257 et 263.

(3) ibid. p. 263.

l'Europe orientale - a conservé jusqu'à aujourd'hui pour l'essentiel sa parenté intime. Parenté qui, de nos jours, étant donné l'immense essor de tous les moyens de communication, redevient d'autant plus évidente... Il faudrait être aveugle pour ne pas percevoir partout une tendance vers une civilisation identique." (1)

D L'idée de "Reich"

Pendant tout le 19ème siècle allemand, le mythe du Saint-Empire hante les esprits. Même après 1870, il tient une place importante dans le paysage historique de l'époque. Cependant les adversaires de l'Empire bismarckien admirent dans l'ancien Reich non pas un Etat dans le sens moderne du terme, il importe de le souligner à nouveau, mais une notion supranationale, une sorte de cadre souple permettant la coexistence des peuples et respectant leurs particularités.

C'est bien ainsi que l'a considéré Frantz. Pour lui, "Reich" et fédération coïncident. Ce sont les deux faces d'une même conception:

"Nous appelons cet ensemble un "Reich" quand nous le considérons dans sa totalité intrinsèque, et nous le nommons "Bund" quand nous envisageons dans leur liberté ses éléments constitutifs. Mais le "Reich" parachevé est un "Bund", et le "Bund" parachevé est un "Reich"." (2)

L'idée de "Reich" est la contribution spécifique de l'Allemagne à la création d'un ordre nouveau, politique, social et religieux. Le "Reich" est la forme d'organisation la plus susceptible de sauver l'Occident du déclin, car il

"correspond précisément à l'instinct le plus profond de cette époque, et quand il se réalisera peu à peu, il sera le centre de l'évolution nouvelle de l'Europe." (3)

Il va de soi qu'il ne s'agit pas d'une copie pure et simple du Saint-Empire, dont il convient seulement de sauvegarder l'esprit. Le fédéralisme du 19ème siècle devra tenir compte des réalités économiques et sociales, et c'est en quoi la nation allemande devra re-devenir

(1) Der Föderalismus, op. cit. p. 166.

(2) Die Wiederherstellung Deutschlands, op. cit. p. 357.

(3) ibid. p. 370.

"le fondement, la pierre angulaire du développement de l'Europe moderne." (1)

Quel sera dans le domaine politique la nature de cette organisation que Frantz tient pour révolutionnaire? Elle consistera d'abord à instaurer, au centre du continent, un "corps intermédiaire" (ein Mittleres), qui servira de transition entre la politique nationale et la politique internationale, et qui maintiendra en paix le système européen (2). Elle fera en outre la synthèse de l'Etat (Staat) et de la société (Gesellschaft), et se révélera comme un troisième terme, supérieur aux deux premiers (3). Ainsi sera surmonté le conflit des Etats souverains, et rendue possible une communauté vivante des peuples. D'ailleurs l'idée de "Reich" a un avenir non seulement européen, mais universel. Elle est à la fois un besoin et un postulat de la raison pratique (4).

Seul, le Reich fédératif sera à même de réduire les contradictions internes de l'Allemagne (5) et les conflits qui déchirent l'Europe occidentale:

"S'élevant ainsi au dessus de l'alternative dans laquelle Napoléon plaça jadis l'Europe future: être cosaque ou républicaine, l'Allemagne sera le terrain sur lequel prendra fin - par un phénomène d'assimilation - le débat de principes qui traverse toute l'Europe occidentale depuis deux générations, et qui trouve son expression la plus significative dans l'opposition du droit divin et de la souveraineté des peuples; si bien que c'est de l'Allemagne que procédera le rétablissement de l'organisme européen." (6)

Seul le "Reich" pourra assurer l'autonomie des communautés politiques municipales et régionales, donnant à l'individu sa vraie liberté et lui permettant d'être véritablement représenté (7).

Ce principe d'autonomie se doublera d'un principe de coopération que Frantz voit s'inscrire dans les faits dès 1865. Depuis 1815,

(1) ibid. Vorwort.

(2) ibid. p. 421.

(3) ibid. p. 357.

(4) Literarisch-politische Aufsätze, op. cit. p. 401.

(5) Theorie der deutschen Frage, op. cit. p. 254.

(6) Offener Brief an R. Wagner, op. cit. p. 275.

(7) Der Föderalismus, op. cit. p. 21.

explique-t-il alors, une communauté culturelle s'est constituée par l'échange des personnes et des idées, par l'étude des langues étrangères et le rapprochement des nationalités. Une évolution politique parallèle mène à la conciliation supérieure des deux principes d'unité et de liberté. Le système des Etats évolue vers un système confédéral, non par la vertu d'un tribunal des peuples, comme le préconisaient l'Abbé de Saint-Pierre et ses successeurs, mais "par la tendance naturelle des choses, par l'imbrication des intérêts et la mutation des manières de penser..." (1)

E La confédération d'Europe centrale

Nous avons été amenés à faire allusion aux rapports existant entre l'idée de "Reich" et celle d'"Europe centrale" (2).

Or la notion de "Reich" coïncide chez Frantz dans une large mesure avec celle d'organisation de l'Europe centrale. Les projets de confédération rédigés jusqu'alors, pense-t-il, n'ont pas résolu la question du point de départ de la fédération, question qui ne peut trouver sa solution que par le regroupement autour de l'Allemagne, "clef de voûte de l'Europe", de tous les peuples établis dans l'espace géographique d'Europe centrale. L'idée, certes, n'est pas neuve; elle domine pour une grande part la pensée historique allemande au 19ème siècle (3). Mais Frantz s'est fait le théoricien probablement le plus dogmatique de ces conceptions et cela lui a valu d'être classé dans la catégorie des pangermanistes, par Charles Andler entre autres. C'est ainsi que l'historien G. Ritter traite de "divagations sur l'Europe centrale" les projets des "Grossdeutsche" en général et de Frantz en particulier (4).

On a récemment réhabilité dans une grande mesure des conceptions visant essentiellement à une expansion allemande dans le cadre d'une Europe chrétienne et pacifique (5). Conscient des périls liés aux mutations de l'ère moderne, il aurait cherché à défendre les traditions de

(1) Die Wiederherstellung Deutschlands, op. cit. pp. 440 et 441.

(2) Cf Première partie, chap. 3, § IV.

(3) Ceci a été exposé en particulier par J. Droz L'Europe centrale, op. cit. et H.C. Meyer Mitteleuropa in German thought and action, op. cit.

(4) Cf Europa und die deutsche Frage, München 1948, p. 75.

l'ancienne Europe en s'opposant aux fragmentations nationales et en appliquant la "panacée" du fédéralisme. Dans ses oeuvres, l'idée grand-allemande transcenderait le nationalisme et se volatiliserait pour ainsi dire en idéalisme philosophique (1).

Ces jugements divergents nous incitent à considérer de plus près la pensée de notre auteur concernant l'Europe centrale. L'idée d'une fédération de tous les pays situés entre la Russie et la France est celle qui traverse toute son oeuvre. Il importe cependant de mettre en relief que cette fédération n'est jamais considérée par lui comme un but en soi, bien qu'il ait salué en leur temps les plans économiques de Bruck comme la base économique et commerciale d'une "Mittel-europa" fédérative. Selon l'excellente image d'Ilse Hartmann, la fédération d'Europe centrale apparaît chez lui

"sous la forme d'une molécule composée, tirée d'une combinaison de chimie organique" (2),

mais Frantz a expressément indiqué qu'il cherchait à en faire l'instrument d'une communauté de paix, de prospérité sociale et économique:

"D'une manière générale, la fédération d'Europe centrale ne devra pas uniquement servir les intérêts propres des peuples qui y seront réunis, mais n'être rien d'autre qu'un moyen en vue de buts supérieurs." (3)

Il a d'autre part précisé ses vues sur le mécanisme d'extension du système fédéral tel qu'il l'entendait. Il s'agirait d'un processus de cristallisation autour d'un noyau central, selon le schéma habituel:

"Il en peut naître des liens divers, dans une certaine mesure: des degrés dans la communauté. En effet, de même que la confédération restreinte (engerer Bund) ménage, dans une première phase, la transition vers la confédération plus large (weiterer Bund), celle-ci peut à son tour s'élargir en faisant naître encore à sa périphérie un système d'alliances, c'est-à-dire de connexions qui se distinguent des rapports fédératifs proprement dits en n'exigeant plus d'organismes communautaires, mais seulement une coopération contractuelle en vue de certains buts déterminés... Par là, l'impulsion est donnée à une évolution nouvelle de tout le système politique européen."(4)

(1) Cf H.C. Meyer Mitteleuropa in German thought and action, op. cit. pp. 26 rz 27.

(2) Der Föderalismus als universale Idee, op. cit. p. 425.

(3) Die Weltpolitik, Tome II, p. 164.

(4) Die Wiederherstellung Deutschlands, op. cit. p. 425.

Ce système permettrait, dans la pensée de l'auteur, de passer graduellement du fédéralisme interne au fédéralisme externe, à savoir du plan de l'organisation intérieure de l'Allemagne à celui des rapports internationaux. Seul un pays fédéraliste par nature peut en être l'initiateur. Outre les raisons géographiques et historiques précédemment exposées, les structures non centralisées de l'Allemagne jouent ici un rôle déterminant. Frantz en conclut que seul ce pays peut être "le noyau (das Kernland) de la fédération" (1), ce qui exclut d'emblée la France. Les raisons de cette exclusion sont connues. Nous n'y reviendrons pas.

Bien entendu, Frantz rejette toute organisation unitaire ou hégémonique. Ses préférences vont à une confédération (Staatenbund), intermédiaire entre l'Etat fédéral (Bundesstaat) et un système d'alliances trop lâche. Cette communauté supranationale d'un type nouveau inaugurerait l'ère des grands systèmes internationaux (2), et briserait avec la funeste diplomatie traditionnelle, qui distingue dangereusement droit politique et droit international.

A la fédération d'Allemagne occidentale formant la "confédération restreinte" viendraient s'ajouter l'Est de la Prusse et l'Autriche allemande pour constituer une "confédération plus large". Cet ensemble, agissant comme catalyseur, pourrait attirer dans son orbite les Pays-Bas et la Flandre, qui donneraient à l'Allemagne une ouverture sur le monde atlantique, et la Suisse, qui fit elle aussi jadis partie du Saint-Empire. Toutes ces "marches occidentales" verraient leurs particularismes se dissoudre dans une fédération (3), leur efficacité et leur prestige s'accroître. Cependant le "Bund" devrait surtout se tourner vers l'Est, où la Prusse et l'Autriche rempliraient leur tâche de colonisation et ouvriraient des marchés nouveaux, tout en laissant une large autonomie aux éléments composants (4). En fait, il semble que Frantz ait eu surtout en vue une sorte de confédération économique et militaire, où l'autonomie politique des membres eût été très grande.

(1) Die Weltpolitik, op. cit. Tome II, p. 162.

(2) Deutsche Antwort auf die orientalische Frage, op. cit. pp. 51-53.

(3) Die Weltpolitik, op. cit. Tome III, p. 55.

(4) ibid. Tome II, p. 69.

5 La réorganisation politique de l'Europe

A Le fédéralisme chrétien de K. Frantz

Ayant réglé à la fois la question allemande et l'organisation de l'Europe centrale, Frantz envisage une entreprise plus audacieuse: la restauration de la communauté européenne, rendue urgente par la situation interne du continent et l'évolution de la politique mondiale.

En 1870, il écrit dans La doctrine naturelle de l'Etat (Die Naturlehre des Staates):

"Julius Fröbel a dit en termes énergiques que les Etats de l'Europe occidentale, pris isolément, n'avaient plus pour l'avenir qu'une importance "cantonale". Et en effet, si nous sommes encore loin d'en être arrivés là, les choses devraient pourtant évoluer de telle sorte qu'ils formeraient tous ensemble une sorte de Confédération helvétique..." (1)

Mais comment parvenir à cette unification? Frantz bannit naturellement tous les projets qui ne sont point fondés sur les principes du fédéralisme chrétien, et d'abord ceux de Sully et de l'Abbé de Saint-Pierre, qu'il taxe de schématisme abstrait et d'irénisme utopique, puis ceux de Kant, qui a bien uni dans Zum ewigen Frieden le droit international et le fédéralisme, mais sans résoudre la question du point de départ de la fédération (2), enfin ceux des juristes, qui ne pensent qu'en termes de droit romain et d'étatisme. Frantz prend ici à partie le professeur de droit J.C. Bluntschli, auquel il fait le reproche de ne pouvoir, en tant que libéral, sortir du cadre de l'unitarisme et imaginer une autre organisation supra-nationale que l'Etat universel (3). Toute idée d'un tribunal international est selon Frantz une chimère, ainsi que toutes les conceptions matérialistes et mécanistes fondées sur les notions d'équilibre et de gravitation des Etats. Toutes ces théories émanent d'une science politique sans valeur concrète. Parmi les fédéralistes de son époque, Frantz a pu trouver en Proudhon une sorte de camarade de lutte. Mais Proudhon et la "Ligue européenne de la paix" lui paraissent déformer totalement le sens du fédéralisme, en en faisant un principe ré-

(1) *ibid.* p. 425. Sur la différence entre le fédéralisme philosophique de Frantz et le fédéralisme pragmatique de Fröbel, nous renvoyons le lecteur à R. Ullner Die Idee des Föderalismus im Jahrzehnt der deutschen Einigungskriege, op. cit.

(2) On ne peut partager entièrement l'opinion de K. Heldmann, qui voit dans les projets de Frantz un prolongement de la pensée européenne de Kant. cf K. Heldmann K. Frantz dans Hochland, Jahrg. 15, 1918,

volutionnaire, républicain, non historique, héritier de "toutes les utopies superficielles de 1789" (1). Il va de soi que sont exclus aussi tous les plans visant à créer des Etats-Unis d'Europe républicains selon les tendances des hommes de 1848.

Quelles sont donc les vues de Frantz sur ce fédéralisme qui doit être le moteur de l'unification européenne? Nous en connaissons déjà les caractères principaux.

C'est un principe médiateur. Dans Critique de tous les partis (Kritik aller Parteien - 1862), où l'auteur entend jeter le premier les bases d'une théorie fédéraliste (2), il est fait allusion à l'idée chrétienne de médiation, de communauté morale et spirituelle. K. Frantz ne fait qu'appliquer au domaine politique la notion de "concepts médiateurs" (Mittelbegriffe), que l'on retrouve dans toute son oeuvre. Ce principe médiateur, il le transpose sur le plan de l'organisation internationale. Il convient de faciliter celle-ci, écrit-il, en favorisant, entre les grands Etats nationaux fermés, l'existence de petites nations, et en décentralisant ces grands Etats au profit des régions et des communes (3).

En outre, le fédéralisme est synthétique. Il est la synthèse par excellence. Pour Frantz, le terme allemand de "Bund" prend un sens universel et total (4). Le fédéralisme représente la synthèse de la liberté individuelle (libéralisme) et de son antithèse socialiste (primauté de la société). Il vise à l'unification, mais respecte les particularités; il relie les hommes dans l'espace et dans le temps.

p. 623.

(3) Cf Die Staatsweisheit des Herrn Bluntschli, dans Augsburger Postzeitung, 1875, puis dans Literarisch-politische Aufsätze, op. cit. Sur J.C. Bluntschli, voir plus loin chap. 3: "L'Europe des juristes"

(1) Aufruf zur Gründung einer föderativen Partei, dans Gesammelte Aufsätze aus den Jahren 1873-1875, op. cit.

(2) Proudhon écrit de son côté dans Du principe fédératif, op. cit., p. 270: "La théorie du système fédératif est toute nouvelle; je crois même pouvoir ajouter qu'elle n'a encore été présentée par personne."

(3) Der Untergang der alten Parteien, op. cit. p. 119.

(4) ibid. p. 259.

"Au point de vue fédéraliste donc, toutes choses sont considérées selon leur cohésion interne et leur coopération. Il se forme une chaîne qui relie la partie au tout et le plus petit au plus grand. Si cette chaîne conduit, dans le sens ascendant, des pays et des peuples aux continents et à l'ensemble du genre humain, de même elle conduit, dans le sens descendant, jusqu'aux familles et aux couples et jusqu'aux facteurs divers du processus de production. Enfin, au point de vue fédéraliste, il existe aussi une chaîne entre la génération des vivants et les générations défuntes et à venir." (1)

Ce n'est pas tout: comme l'histoire elle-même, le fédéralisme présente un caractère évolutif.

"Il ramène la politique intérieure et la politique extérieure à un principe commun qui, progressant des communes aux districts et aux provinces, évolue en passant par la communauté de nation et de "Reich" jusqu'à la société internationale." (2)

Dans son ouvrage théorique Le fédéralisme comme principe directeur (3), Frantz, qui emploie indifféremment les termes de fédération (Bundesstaat) et de confédération (Staatenbund), est surtout attentif au côté dynamique de l'organisation politique. Conscient du renforcement des nationalismes européens après 1870, il estime peu réaliste de vouloir nier l'existence des nations, et propose de commencer par des alliances temporaires conclues dans un but limité et pouvant amener peu à peu une coopération libre et pacifique (4). Au rebours des projets d'union internationale selon lesquels

"le système des Etats européens doit être ordonné de la même manière qu'une assemblée constituante décrète une nouvelle constitution politique"

Frantz préconise cette tâche pratique:

"guider la politique européenne dans des voies telles qu'il en naîtrait peu à peu une organisation internationale. Sans quoi tout cela ne reste que ce que l'on nomme une belle idée, pour la réalisation de laquelle manquent à priori tous les moyens. Et par la suite, même chez les successeurs de l'Abbé de Saint-Pierre, il n'en est rien sorti." (5)

(1) Die Weltpolitik, op. cit. Tome III, p. 60.

(2) Literarisch-politische Aufsätze, op. cit. p. 373.

(3) R. Wagner nomme ce livre "die grösste Wohltat..., die heute dem Menschengeschlecht erwiesen werden konnte." Cité par F.W. Förster Europa und die deutsche Frage, op. cit. p. 50.

(4) Der Föderalismus, op. cit. p. 158.

(5) Der Untergang der alten Parteien, op. cit. p. 116.

Partant, le fédéralisme doit être concret et réaliste. Il doit organiser l'Europe autour d'un point de cristallisation, selon l'exemple de la Confédération helvétique,

"le seul Etat authentiquement fédératif qui existe pour le moment en Europe." (1)

Enfin et surtout, le fédéralisme ne peut être que chrétien; fédéralisme et christianisme sont inséparables. Si dès la Restauration de l'Allemagne Frantz définit son système comme doctrine d'autonomie, d'unité, de liberté et de coopération (2), par la suite il en approfondit toujours davantage le caractère chrétien. Il le définit comme le "côté séculier de l'évolution chrétienne", le lien moral inhérent à toutes les confessions. Aussi le fédéralisme chrétien est-il la seule possibilité d'union pour l'Occident, car il peut seul triompher de la division en blocs raciaux hostiles les uns aux autres:

"Le principe racial purement physique, sur lequel s'appuie le panslavisme, auquel maintenant on voudrait opposer un pangermanisme et un panlatinisme, ce qui rendrait impossible toute fédération vivante, est surmonté par le christianisme." (3)

B Restructuration de l'Europe

Le rétablissement de l'unité européenne suppose une réorganisation totale de la carte politique. Avant 1870, Frantz avait proclamé dans La Restauration de l'Allemagne la nécessité d'une "confédération restreinte" des pays germaniques (4). La victoire allemande de 1871 l'amène à proposer une restructuration complète de l'Europe centrale, orientale, voire méridionale. Notons que ces plans suivent très souvent les fluctuations des événements politiques, mais on peut y discerner des constantes, dont la principale est qu'il faut avant tout neutraliser les deux puissances susceptibles de s'opposer à un remodelage

(1) ibid. p. 139.

(2) Die Wiederherstellung Deutschlands, op. cit. p. 342.

(3) Literarisch-politische Aufsätze, op. cit. p. 376.

(4) Cette "confédération restreinte" semble reprendre des projets de Stein et Hardenberg. Le Parlement de Francfort avait adopté dès 1849 le principe d'un "engerer Bund" et d'un "weiterer Bund".

général: c'est-à-dire la France et la Russie.

Frantz a regardé l'annexion de l'Alsace-Lorraine comme la réparation d'un grand tort historique fait à l'Allemagne et à l'Europe, comme un juste retour des choses après une longue période de francisation forcée (1). Il a même regretté que Bismarck n'ait pas annexé tous les autres territoires faisant autrefois partie intégrante du Saint-Empire (2).

Quant à la Russie, il ne cesse de répéter qu'il faudra la refouler hors des territoires ressortissant jadis de la chrétienté occidentale. Ce sera la mission de la Prusse en Europe.

"C'est la vocation de la Prusse de constituer la grande marche de la civilisation contre la barbarie orientale..."(3)

Il faudra pousser peu à peu jusqu'au lac Péïpous et à la Bérésina, et reprendre

"ces territoires arrachés à la civilisation occidentale, de laquelle ils faisaient partie au moins par les liens religieux." (4)

Dans La politique mondiale il déplore que l'Autriche n'ait pas pendant la Guerre de Crimée occupé le Danube inférieur,

"au grand avantage de toute l'Europe occidentale" (5).

Jusqu'à sa dernière oeuvre Le péril oriental, cet impératif de neutraliser l'Empire tsariste réapparaît avec une insistance lancinante. Frantz partage ici le point de vue, non seulement de beaucoup d'Allemands responsables (6), mais de Français influents tels que Tocqueville, Michelet, Considérant et Henri Martin (7). Ses mobiles, toutefois, ne sont pas uniquement d'ordre culturel et religieux, ni même stratégique et politique. Ce qu'il envisage, après une guerre qu'il juge proche et inexorable, c'est la redistribution des territoires de

(1) Was soll aus Elsass-Lothringen werden? dans Gesammelte Aufsätze aus den Jahren 1873-1875, op. cit. p. 7.

(2) Das neue Deutschland, op. cit. p. 376.

(3) Der Militärstaat, Berlin 1859, p. 115.

(4) Der Föderalismus, op. cit. p. 116.

(5) Die Weltpolitik, op. cit. Tome II, p. 68.

(6) Cf la lettre du Kronprinz à Bismarck (1888), sur l'impossibilité de détruire totalement la Russie (cité dans Gedanken und Erinnerungen de Bismarck, Tome II, op. cit. p. 435.) cf aussi dans G. Ritter Europa und die deutsche Frage p. 202: la lettre de Lassalle à Marx sur la mission révolutionnaire de l'Allemagne pendant la Guerre de Crimée.

(7) Cf G. von Rauch Einheit und Grenzen Europas bei K.Frantz und Henri Martin, Europa-Archiv, 4. Jahr, 1949.

Bessarabie, du Dniester, de la Vistule, du Niémen, à des fins de colonisation (1).

A une époque où les grandes puissances se partageaient le monde, Frantz a jugé inutile pour l'Allemagne de conquérir des colonies outre-mer. Le processus d'europanisation du globe est, selon lui, terminé. L'avenir appartient à l'immigration pacifique. En conséquence, il conseille aux Allemands d'émigrer non plus vers l'Amérique, l'Indonésie et l'Afrique, mais vers l'Est de l'Europe et les Balkans, vers la Livonie, la Hongrie, la Bosnie-Herzégovine (2). L'action de la Prusse et de l'Autriche sera d'organiser des pays qui seront la base d'une fédération commerciale d'Europe centrale, s'étendant jusqu'à la Mer Noire (3), et où Allemands et Slaves seront unis. Il veut ouvrir à l'Allemagne l'Asie Mineure, la route de l'Orient (4), organiser un vaste espace économique sur les ruines de l'empire turc.

Frantz a, par ailleurs, des idées plus étranges dans le domaine des remaniements territoriaux, nécessaires à la formation d'une union de l'Europe. La période de l'unification allemande a vu naître parfois les projets les plus extravagants. Il préconise surtout la création d'une chaîne de petits Etats fédérés entre la France et l'Allemagne. La Belgique, la Lorraine unie au Luxembourg, la Franche-Comté, la Savoie, ainsi que la Hollande et la Suisse, seraient des régions intermédiaires entre le monde latin et le monde germanique, participant des deux et évitant les conflits entre Etats nationaux fermés(5). Seule, l'inégalité des Etats peut à son avis assurer une communauté européenne vivante, les petits Etats étant les garants de la liberté et de la culture spirituelle.

"La disparition de nos Etats petits et moyens rendrait l'Europe asiatique" (6),

écrit-il, condamnant ainsi la tendance des grands Etats du 19ème siècle à annexer les petits.

(1) Cf Die Gefahr aus Osten, op. cit.

(2) Die Weltpolitik, Tome II, pp. 94-96. (op. cit.)

(3) ibid. p. 144.

(4) Der Föderalismus, op. cit. p. 192.

(5) Das neue Deutschland, op. cit. p. 384.

(6) Die Naturlehre des Staates, op. cit. p. 424.

C De l'alliance germanique à la "Sainte-Alliance chrétienne"

Nous savons que le christianisme, selon Frantz, est bien supérieur comme principe d'organisation politique aux facteurs ethniques. Pourtant, dans les oeuvres d'avant 1870, la notion de communauté chrétienne est parallèle à celle de solidarité germanique, qui a même tendance à prédominer (1). Dans la grande union de l'Europe germanique dont Frantz rêve, les motifs religieux s'effacent devant l'appartenance ethnique et les intérêts moraux et matériels (2). L'esprit germanique, la principale force civilisatrice de l'Europe, doit permettre la création d'un "Empire intermédiaire" (Reich der Vermittlung), du Cap Nord à la Sicile, (l'auteur y inclut ici l'Italie (3)). Entre la France et la Russie, puissances dangereuses, un pareil bloc pourra concilier les antagonismes mondiaux et inaugurer une ère politique nouvelle (4). Ce grand empire du milieu doit reposer sur la base solide d'une entente prusso-britannique. Frantz s'ouvre de ce projet à Bismarck, dans une lettre d'août 1858. Vers la même époque, il rêve aussi de fonder cet ensemble sur une économie commune, rappelant les projets de List, Bruck et Schwarzenberg, dans l'espoir qu'une union commerciale entraînera peu à peu une intégration politique. Deux nations, estime-t-il, sont indispensables à cette "grande alliance germanique": La Suède et la Grande-Bretagne. La Suède doit assurer sa mission de "bastion de la civilisation européenne dans le Grand Nord" (5). L'Angleterre doit comprendre que l'Europe germanique est menacée (6), et que son intérêt est d'adhérer à la

"société d'assurances que constituerait un ensemble germanique cohérent" (7),

centré sur une confédération allemande. Elle doit se souvenir qu'elle est la grande plaque tournante des échanges entre l'Europe et le reste du monde. Les exhortations de Frantz vont s'amplifiant, dès avant 1866.

(1) Parmi d'autres auteurs, un militaire, L. Bluhm, a préconisé à la même époque l'alliance des Germains et des Anglo-Saxons contre Latins et Slaves. cf L. Bluhm Die Politik der Zukunft vom europäischen Standpunkt, 1858.

(2) S. Jopp le taxe de racisme dans K. Frantz und der Imperialismus, p. 132, mais H. von Srbik souligne en revanche le caractère non impérialiste de cette alliance, dirigée contre la russophilie de la politique prussienne. cf Srbik Deutsche Einheit, op. cit., Tome I, p. 318.

Comme après la dissolution de la Confédération germanique tout espoir est perdu de fonder une union de ce genre, il conjure la Grande-Bretagne de ne pas s'éloigner du continent, son centre de gravité se trouvant en Europe (1), de renoncer à accaparer l'Orient à des fins égoïstes et de se faire en Inde la représentante de tout l'Occident contre la Russie (2). De toute façon, estime l'auteur, elle partagera le sort du Vieux Continent au cours des grands événements historiques qui se préparent. Pour maintenir son empire, qui ne constitue qu'une "grande puissance artificielle" fondée sur le capitalisme, pour éviter le désastre d'une décolonisation menaçante, pour résister à la pression russe en Orient, il lui faudra mener avec toute l'Europe une politique de solidarité (3).

Notons qu'aucun peuple, hormis le peuple russe, n'est exclu de la famille européenne telle que l'entend Frantz. La France elle-même, en dépit de son influence néfaste, doit y être réintégrée au même titre que l'Angleterre:

"La France et l'Angleterre sont d'anciens pays de civilisation comme l'Allemagne..., durant un millénaire, elles ont donc fait partie de la grande communauté du système des peuples occidentaux. Les éléments principaux de leur culture étaient communs et le cours des événements même a conduit à des liens multiples. Ce sont des rameaux de la même famille, qui en vérité se sont isolés, mais ont pourtant conservé un certain sentiment de solidarité." (4)

Cette réintégration suppose d'ailleurs une évolution préalable. La France doit s'ouvrir aux influences étrangères, car à l'époque moderne elle ne peut plus constituer un monde à part (5). Frantz préconise même une sorte de fédéralisation française (6), analogue à celle de l'Europe.

(3) Preussen muss mediatisiert werden, Berlin 1851, p. 8.

(4) Quid faciamus nos? op. cit. p. 102.

(5) Die Politik der Zukunft, op. cit. p. 16. A la même époque, Bismarck aurait songé à une alliance avec une Scandinavie unie. cf à ce sujet Stamm K. Frantz, Teil II, chap. "Allianzpolitik und Zukunftspolitik".

(6) Kritik aller Parteien, op. cit. p. 302.

(7) Die Ereignisse in Amerika, Berlin 1861, p. 77.

(1) Der Föderalismus, op. cit. p. 168.

(2) Die Weltpolitik, op. cit. Tome I, p. 148.

(3) Grossmacht und Weltmacht, op. cit. pp. 711 et 712.

(4) Die Wiederherstellung Deutschlands, op. cit. p. 290.

(5) ibid. p. 437.

(6) Die Naturlehre des Staates, op. cit. p. 309.

Avec l'évolution de la situation politique après 1870, l'auteur, semble-t-il, a cru de moins en moins à la possibilité de rétablir l'unité de l'Europe occidentale. Ce qu'il considérait en 1859, dans Recherches sur l'équilibre européen, comme un but lointain, mais accessible, devient en 1888, dans Grande Puissance et puissance mondiale, un vœu pieux. Aussi constate-t-on, à mesure que s'élaborent ses conceptions fédéralistes et qu'il s'éloigne du domaine de la politique pratique, une prédominance de l'idéalisme religieux.

Nous avons vu précédemment selon quels critères à la fois géographiques, ethnographiques, historiques et religieux Frantz définit l'appartenance à la communauté européenne occidentale, quelle importance il attache en particulier à la tradition catholique médiévale (1). Jusqu'à la fin de son existence, il a rêvé d'un système dans lequel

"les trois races principales de l'humanité européenne seraient représentées, de même que les deux branches de l'Eglise occidentale." (2)

Le moment religieux étant décisif pour lui, il a envisagé à partir de là la création d'une "Sainte-Alliance chrétienne" (3), dans laquelle le christianisme occidental pourrait revivifier l'Eglise d'Orient, sclérosée depuis des siècles. Ainsi serait assurée la paix en Europe, ainsi cesseraient les antagonismes internes qu'il qualifie de guerres civiles.

D Rechristianisation de l'Orient et expansion européenne

Dans l'unification des peuples chrétiens, la question d'Orient joue un rôle essentiel aux yeux de K. Frantz, comme pour tous ceux qui à son époque ont tenu l'élément religieux pour le fondement de la civilisation européenne, et ont vécu les événements de la Guerre de Crimée et de la guerre russo-turque de 1877-1878.

(1) Die Weltpolitik, op. cit. Tome I, pp. 124 et 125.

(2) Bismarckianismus, op. cit. p. 36.

(3) Cf Deutsche Antwort auf die orientalische Frage, op. cit.

Nous avons vu précédemment, au sujet de l'idée européenne de Jörg, quelle place ont tenu les affaires d'Orient dans des publications comme les Historisch-politische Blätter de Munich (1). Chez Frantz, l'idée de croisade est également importante. Pour lui, il s'agit de transformer les antagonismes en coopération, en une politique de rechristianisation qui serait la condition du renouveau européen (2). Il imite l'exemple de Leibniz, dont il loue souvent l'esprit oecuménique. Il va montrer que dans la Méditerranée orientale, héritage légitime du monde romain, les conflits ne sont pas des guerres nationales, mais religieuses. Ainsi animé de l'esprit de croisade, Frantz proclame bien haut la supériorité spirituelle du christianisme et de son universelle vertu de renouvellement (3). Jamais la Turquie, en dépit des traités diplomatiques et de sa façade occidentale plaquée sur un empire barbare, ne pourra s'assimiler à l'Europe. Le croissant et la croix sont aussi inconciliables que l'eau et le feu, affirme-t-il.

Le christianisme est le seul lien puissant entre les peuples européens, la seule source des cultures nationales. C'est grâce à lui que les pays d'Europe se sont influencés et enrichis réciproquement

(1) Qu'il nous soit permis de citer parmi d'autres deux brochures qui révèlent dans ce domaine des conceptions comparables à celles de Frantz. L'une, Europa und der Orient, Österreich, die Westmächte und Russland, Hamburg 1855, dénonce le "principe antique russo-byzantin" qui s'oppose au principe "chrétien" suivant une ligne qui sépare l'Europe en deux.

p. 84: "Si on trace une ligne au milieu de l'Europe, coupant la Baltique dans le sens de la longueur et atteignant la côte septentrionale de l'Adriatique, on a assez exactement la limite qui sépare les Germains et les Latins d'une part, les Slaves de l'autre. Cette ligne forme en même temps la limite de systèmes religieux différents, de même que celle de degrés de culture très hétérogènes."

L'autre, Europas Staatenverband auf Grundlage des heiligen Rechts der Nationalität, Berlin 1860, prétend incorporer à l'Europe la partie occidentale du Caucase en tant que berceau des peuples européens. De l'Atlantique à l'Oural et au Caucase, il conviendrait de "restaurer les idées simples et fécondes de l'unité naturelle de la famille des peuples européens" comme base de l'édifice des Etats d'Europe. En vérité, l'auteur propose de reconstruire l'Europe selon les nationalités, mais sur la base de l'unité chrétienne et autour d'une confédération allemande. La tâche principale serait de refouler les Turcs en Asie.

(2) Literarisch-politische Aufsätze, op. cit. p. 376.

(3) Deutsche Antwort auf die orientalische Frage, op. cit. p. 101.

en art, en science et en politique. D'où l'absurdité des conflits modernes et l'urgente nécessité de revenir à l'esprit du christianisme oecuménique:

"... seul ce qui dépasse largement toutes les nationalités et ce à quoi elles se sentent toutes soumises, peut mener à un système de paix durable, et, par là, à la coopération. Un pareil principe supranational est donné par le seul christianisme, qui enseigne à tous les peuples à servir un seul et même Dieu..." (1)

Frantz invite alors les Etats à opérer une profonde révolution dans leur manière de penser et d'agir:

"...ils doivent se laisser pénétrer et diriger par cet esprit qui leur est commun, afin d'agir en lui d'après leurs propres aptitudes; mais ils ne doivent pas agir selon les inspirations de leur esprit national et pour sa glorification, car il n'est pas l'esprit de Dieu. Les peuples européens doivent savoir qu'ils sont fondamentalement chrétiens, mais non français, allemands, polonais etc..., car tous ne sont parvenus à ce qu'ils sont que grâce au christianisme." (2)

Ainsi donc une grande tâche commune peut seule permettre de surmonter les antagonismes tels que conflits entre nationalités ou entre classes sociales. La vigueur nouvelle de l'Europe se manifestera par la rechristianisation de l'Orient (3), qui lui permettra de se régénérer elle-même, de s'assurer à nouveau une position dominante dans la politique mondiale et d'arracher de vastes régions à la barbarie (4). Une fois la Palestine reconquise, Frantz envisage d'installer le pape à Jérusalem. Le génial fédérateur qui viendra à bout de pareilles entreprises sera, dit-il, un nouvel Alexandre qui, dans le mouvement de flux et de reflux animant l'histoire, inaugurerà une ère nouvelle d'expansion vers l'Orient et donnera aux peuples civilisés la tutelle sur les peuples incultes (5).

Il va de soi que l'Afrique doit être largement ouverte aux efforts de colonisation, son niveau culturel étant nul et ses habitants étant incapables de la mettre en valeur (6). L'Abyssinie, pays de l'Eglise chrétienne copte, pourrait servir de base aux expéditions européennes en Afrique.

(1) *ibid.* p. 89

(2) *ibid.* p. 90.

(3) S.Jopp rappelle que Fichte avait déjà conçu une idée identique.

Frantz attribue alors à chacune des nations une mission particulière. Les peuples latins, entraînés par l'exemple de la France, pourraient se tourner vers le Levant et les côtes africaines de la Méditerranée (1). L'Espagne devrait abandonner Cuba (Frantz propose une confédération des petits Etats d'Amérique centrale, favorable aux Etats européens) pour s'orienter vers l'Afrique, en particulier vers le Maroc (2). La France pourrait satisfaire son besoin de conquêtes en Algérie, en Tunisie, en Syrie et en Palestine. L'Italie occuperait la Tripolitaine (3). Quant à la Grèce, elle redeviendrait comme dans l'Antiquité, un pont entre l'Occident et l'Orient, en prenant les îles et la côte d'Asie Mineure et en défendant Constantinople contre les Russes (4).

La mission de la France et celle de l'Espagne revêtent ici une importance particulière. La France a en effet montré la voie par l'expédition de Bonaparte en Egypte, puis par la colonisation de l'Algérie. Frantz salue cette conquête comme une grande entreprise civilisatrice, dans laquelle la France s'est acquis une véritable gloire en combattant pour l'Europe (5). De plus, il espère par là, comme Leibniz a tenté de le faire au temps de Louis XIV, détourner la France de sa politique rhénane. L'Espagne, elle, a d'antiques relations avec l'Afrique. Elle a donc failli à son devoir et à sa tradition en se détournant du continent noir pour coloniser l'Amérique; elle a contribué ainsi à rompre l'unité primitive. Mais elle peut aider à la restaurer; elle peut retrouver sa grandeur passée en renouant avec ses traditions de "chevalier de la chrétienté" contre l'Islam, comme elle l'était au Moyen-Age.

cf K. Frantz und der Imperialismus, op. cit. p. 184.

(4) Der Föderalismus, op. cit. p. 184.

(5) Die Weltpolitik, op. cit. Tome I, p. 139.

(6) ibid. Tome II, p. 87.

(1) Offener Brief an R. Wagner, op. cit. p. 272.

(2) Der Föderalismus, op. cit. p. 272.

(3) Frantz espère ainsi détourner de l'Europe les entreprises des républicains italiens. cf Deutsche Antwort auf die orientalische Frage, op. cit. p. 97.

(4) Der Föderalismus, op. cit. p. 189.

(5) Die Weltpolitik, op. cit. Tome I, p. 142.

Le rôle que Frantz assigne aux nations germaniques est, cela va de soi, de premier plan. L'Angleterre a ses devoirs aux Indes et en Extrême-Orient. Dans le bassin de la Méditerranée, c'est l'Egypte qui lui est réservée, tandis que d'autres champs d'action reviennent à l'Autriche et à la Prusse, puissances essentiellement continentales.

Notre auteur a toujours pensé que l'Autriche avait pour devoir de défendre l'Occident contre les Turcs, puisqu'elle fut, dès les origines, la marche avancée que l'Empire opposait aux invasions orientales. Elle est "le bouclier de l'Allemagne" (1). Retrouver son importance européenne signifie pour elle: rompre avec sa politique trop favorable à l'Empire ottoman, lever contre les Turcs l'étendard de la chrétienté, entraîner la Hongrie à sa suite et marcher sur les traces du prince Eugène (2). C'est ainsi qu'elle sera à même de rassembler sous la croix les nationalités de la monarchie des Habsbourg et de donner un sens nouveau à la politique de l'Europe.

La Prusse, de son côté, est le "glaive" de l'Allemagne. Elle tire de ses origines son caractère militaire, puisqu'elle fut fondée par l'ordre des Chevaliers teutoniques qui, d'abord, travailla pour l'Europe, avant de dégénérer en une "machine à conquêtes" (3). La Prusse est intermédiaire entre le germanisme et le slavisme. Au lieu d'être le cheval de Troie de l'influence russe en Occident, c'est à elle que revient la vocation de refouler la Russie jusqu'à la Bérésina, tandis que l'Autriche pourrait accéder par le Danube inférieur jusqu'au Pont-Euxin (4).

Quant aux nations slaves, le rôle qui leur est imparti diffère, selon qu'elles appartiennent ou non à la communauté chrétienne occidentale. La Pologne, restaurée mais étroitement liée à la Prusse et à l'Autriche, aura à lutter contre le caractère à demi-asiatique de l'Europe orientale (5). Pour le cas de la Russie, Frantz juge différemment. Elle représente pour lui un grave danger pour l'Europe.

(1) Das neue Deutschland, op. cit. p. 149.

(2) Deutsche Antwort auf die orientalische Frage, op. cit. Chap. VII, pp. 39-51.

(3) Das neue Deutschland, op. cit. p. 185.

(4) Der Föderalismus, op. cit. p. 190.

(5) Die Wiederherstellung Deutschlands, op. cit. p. 433.

Et pourtant, même si elle ne fait pas partie intégrante de la communauté chrétienne d'Occident, elle n'en a pas moins assumé dans le passé une grande tâche historique, la civilisation du monde tartare(1). En conséquence, elle aura pour objectif de civiliser l'Asie, au lieu de rêver à l'édification d'un empire slave universel. Elle devra christianiser le nord et le centre du continent asiatique, en particulier la Chine, qui lui est apparentée par la race et le caractère(2). Cette entreprise, les peuples occidentaux hautement civilisés ne pourraient la mener à bien. La Russie, par contre, y trouvera l'occasion de satisfaire ses immenses ambitions et de participer au grand mouvement d'expansion de l'idée chrétienne européenne (3).

L'Amérique du Nord elle-même est concernée par ce gigantesque plan de croisade et d'expansion que E.Schaper qualifie à bon droit de "totalement extravagant" (4). N'est-elle pas une "nouvelle Europe..., un pendant à la vieille Europe?" Frantz lui propose donc de participer au processus de mondialisation des idéaux européens, de christianisation et de civilisation des peuples encore barbares: les Américains pourront porter la culture en Afrique noire sans oublier que l'évangélisation universelle doit aller de pair avec l'instauration de la politique mondiale (5).

L'existence même de la Russie et de l'Amérique, rivales de l'Europe, rend l'unité de celle-ci indispensable. C'est à cette conclusion pour ainsi dire fröbélienne que parvient Frantz:

"Et si de chaque côté d'elle grandissent deux puissances géantes, elle doit d'autant plus faire bloc, car ce n'est que comme unité, comme totalité, qu'elle pourra s'affirmer à l'avenir... jamais on ne pourra concevoir une union des Etats occidentaux sans une communauté spirituelle." (6)

Les critères que Frantz retient pour cette communauté européenne: géographie, histoire, traditions religieuses et culturelles, excluent les deux grandes puissances mondiales de l'Est et de l'Ouest. Malgré

(1) Der Föderalismus, op. cit. p. 184.

(2) Deutsche Antwort auf die orientalische Frage, op. cit. p. 82.

(3) Die Weltpolitik, op. cit. Tome I, p. 104.

(4) Cf K. Frantz. Versuch einer Darstellung seines Systems des Föderalismus, Berlin 1940, p. 148 et suiv.

(5) Die Weltpolitik, op. cit. Tome II, p. 101.

(6) Die Naturlehre des Staates, op. cit. p. 451.

tout, il les réintègre dans un système dont son Europe constitue le centre et qui suppose une expansion continue, suivant une ligne d'évolution qui va de la fédération germanique à l'eupéanisation du monde.

Conclusion

Les conceptions de Frantz ont été, de son vivant, diversement accueillies. R. Wagner le tenait pour l'un des esprits politiques les plus originaux de son temps, et le Bâlois Jakob Burckhardt, sur lequel il a exercé quelque influence, écrivait de lui qu'il avait "la tête au-dessus des nuages". Fröbel, bien qu'il louât la perspicacité de ses vues, estimait par contre ses projets extravagants.

La postérité a porté sur lui des jugements divergents selon les points de vue. D'un côté il est à l'origine du courant fédéraliste chrétien qui, par le pacifiste F.W. Förster, aboutit à Benedikt Schmittmann, professeur rhénan exécuté en 1939 à Sachsenhausen. Tous les représentants de cette tendance défendent l'idéal d'une Allemagne fédérale au centre d'une Europe chrétienne. La réédition de Der Föderalismus als das leitende Prinzip après 1945 prouve que la doctrine de Frantz n'a pas perdu tout crédit.

D'un autre côté, il semble bien qu'en dehors de l'Allemagne on ait surtout retenu de ses idées ce qui pouvait les apparenter au pangermanisme, en particulier depuis que Charles Andler lui a appliqué la dénomination infamante de "dernier féal du Saint-Empire romain germanique" (1). Plus récemment, László Ledermann, professeur à l'Université de Genève, a maintenu la thèse de l'impérialisme de Frantz, faisant de lui un précurseur de la géopolitique et du nazisme (2). Il n'est pas niable que l'idée de "Reich" comme principe d'organisation du continent ait abouti naguère à de dramatiques réalités (3). Pourtant il est équitable de souligner que Frantz n'est

(1) Cf Les origines du pangermanisme 1800-1888, Paris 1915.

(2) Cf Fédération internationale - Idées d'hier, possibilités de demain, Neuchâtel 1950, p. 120.

(3) Cf entre autres ouvrages de la même inspiration celui de P.R. Rohden Die Idee des Reiches in der europäischen Geschichte, Oldenburg 1943.

pas responsable des gauchissements qu'ont pu subir ses théories et nous avons indiqué que l'historiographie récente a dans une certaine mesure remis les choses au point.

Peut-être Frantz a-t-il été victime de ses propres ambiguïtés. Ses conceptions, formées au milieu du 19ème siècle, se trouvent pour ainsi dire à cheval sur deux époques. Il a eu l'ambition de fonder une philosophie synthétique, "l'idéalisme réaliste" (Realidealismus), de même qu'il prétendait lever toutes les contradictions politiques et sociales grâce à son fédéralisme englobant. Le résultat est qu'il opère la transition entre l'Europe mystique des romantiques et le nationalisme pangermaniste. On peut évidemment mesurer Frantz à Bismarck et disputer de leur degré respectif de clairvoyance politique. Il n'en reste pas moins que dans une Europe nationaliste et bourgeoise la conception d'un Reich qui n'aurait été ni une véritable fédération allemande ni une authentique confédération européenne était une solution bâtarde et impraticable.

Mais il y a pire encore que cette vue de l'esprit. On est en droit de considérer l'exaltation d'une Allemagne mythique et le rejet inconditionnel du principe latin comme un pas important vers l'éclatement de l'Europe romano-germanique.

Du fait de son inspiration catholique, la pensée européenne de Jörg, de Ketteler, d'Osseg et de Segesser revêt un caractère bien différent. Même si on y rencontre les grands thèmes familiers aux chrétiens conservateurs et monarchistes, elle n'est jamais systématiquement antilatine. La conscience qu'ont ces auteurs d'une solidarité supranationale de l'Eglise les empêche de tomber dans le dynamisme expansionniste d'un Frantz. L'Europe de Jörg est plus statique qu'agressive. Elle est conçue comme un "ordre" à maintenir où à restaurer, comme une unité spirituelle entre l'extrême Occident protestant et républicain et la Russie schismatique et autocratique. Jörg a eu l'intuition géniale de la future infériorité matérielle de l'Europe, qui ne pourrait être compensée que par une supériorité spirituelle.

Cela dit, les termes parfois utilisés par les historiens pour désigner l'Europe de Jörg indiquent bien l'anachronisme de l'Europe des chrétiens (1). Il est d'autant plus singulier que l'idée de chrétienté occidentale manifeste une surprenante persistance, même de nos jours. Il suffira de mentionner, outre la réapparition de l'oeuvre de Frantz après la dernière guerre, la publication d'écrits reprenant tous les thèmes principaux de la pensée chrétienne (2).

C'est ici le lieu de rappeler que la confusion entre l'idée d'"Europe" et celle d'"Occident" est fondamentalement remise en cause par certains historiens de l'Allemagne actuelle (3), et surtout que l'idéologie "occidentale" est violemment contestée par les historiens marxistes, qui identifient le concept de "Reich" aux tendances les plus réactionnaires et les plus expansionnistes de l'impérialisme allemand (4).

(1) H. Gollwitzer parle d'"Europe carolingienne" cf Europabild und Europagedanke, op. cit. p. 293, et J. Droz de "Reich oecuménique" cf L'Europe centrale, op. cit. p. 107.

(2) ainsi Der Aufstieg des Abendlandes de A. von Guttenberg, ouvrage traduit en français sous le titre de L'Occident en formation - Essai de synthèse et de critique des fondements du XXème siècle, Paris 1963.

On découvre également de curieuses résurgences dans la revue Europäische Freundschaft, publiée par le "Europäischer Freundschaftsring" suisse. N'y lit-on pas, dans une lettre adressée au nonce apostolique à Berne, qu'il n'y aurait pas de salut possible sans une restauration chrétienne de l'Europe, appuyée entre les superpuissances sur l'Eglise catholique et sur "un pape énergique à l'idéologie nettement européenne", qui pourrait devenir "le symbole de l'unité européenne" même pour les chrétiens non-catholiques?

cf Aktion Freies Europa, lettre du 3 mars 1972, dans Europäische Freundschaft No 1, 1972, "Europa-Zentrum" Gossau, Saint-Gall.

(3) entre autres par G. Stadtmüller dans Grundfragen der europäischen Geschichte, op. cit. p. 33.

(4) Cf Leo Stern Die klerikal-imperialistische Abendland-Ideologie im Dienste des deutschen Revanchismus dans Zeitschrift für Geschichtswissenschaft II 1962, ainsi que Helmut Meier Zur Europa-Ideologie im 19. Jahrhundert dans Die bürgerliche deutsche Geschichtsschreibung von der Reichseinigung von oben bis zur Befreiung Deutschlands vom Faschismus, hrsg. von J. Streisand Studien über die deutsche Geschichtswissenschaft, Bd. II, op. cit. p. 25 et suiv.

Mais pour en revenir à l'époque bismarckienne, le concept de chrétienté occidentale perd en fait toute signification concrète à partir de l'admission de l'Empire ottoman au sein du concert européen en 1856. Il est désormais remplacé de plus en plus par l'idée d'une communauté juridique internationale. Certains chrétiens l'ont amèrement regretté. D'autres ont fait la part des choses, par exemple Segesser, qui regardait l'institution d'un aréopage européen comme "un postulat de la civilisation, qui n'a pas trouvé encore sa réalisation, mais qui est destiné à la trouver."(1)

(1) Sammlung kleiner Schriften, Bd. II, 1879, p. 454.

CHAPITRE 3 :

L'EUROPE DES JURISTES

Introduction

Avant d'aborder l'étude de quelques projets d'organisation juridique, il importe selon nous de faire ressortir certains points essentiels.

Au 19ème siècle, le droit international est le droit des relations entre Etats d'Europe. Certes deux sociétés internationales commencent à coexister à partir de 1815 : la société européenne et une communauté mondiale dont s'esquissent peu à peu les contours. Mais il faut bien voir que si l'organisation internationale tend à prendre une forme mondiale, elle reste européenne de fait. Si au cours de ce siècle le problème de l'unification européenne ne se pose pratiquement pas, on peut affirmer cependant que le continent est organisé au sens moderne du terme. Il existe depuis 1815 un Concert européen des grandes puissances : Russie, Prusse, Autriche, France et Angleterre, auxquelles s'adjoint l'Italie en 1856. Ce système fonctionnera tant qu'il ne sera pas annihilé par la rigidité des alliances. Selon les spécialistes actuels du droit international, son action fut comparable à celle de la SDN ou de l'ONU. Il existe jusqu'à 1914 un droit public européen, excluant les nations réputées non "civilisées". Vers le milieu du siècle apparaît le terme de "droit public européen et américain", mais l'Europe reste jusqu'à la Première Guerre mondiale le centre de gravité du système juridique international (1).

Telles sont les données dans lesquelles s'inscrit la pensée des juristes, dont il convient de préciser maintenant les conceptions. Pour eux, l'unification de l'Europe équivaut à la paix par le droit. Ceci est un fait d'évidence.

(1) cf. P. Reuter Organisations européennes, Paris PUF 1965, p. 11 et suiv.

Contrairement aux auteurs comme Jürg ou Frantz, ils ne croient pas à la paix et à l'union par l'oecuménisme chrétien, ils ne donnent pas la priorité à l'esprit médiateur du christianisme. Non pas que les préoccupations religieuses soient absentes de leur oeuvre, où la civilisation et la morale chrétiennes sont toujours présentées comme le fondement du droit. Mais les juristes retiennent du Kantisme, dont ils s'inspirent, un principe que les chrétiens n'admettent pas : l'arbitrage international en vue du règlement des litiges entre Etats.

D'autre part, les juristes sont par certains côtés proches des pacifistes, notamment par l'adoption du principe d'arbitrage, ou encore par un antiabsolutisme et un anticléricalisme qu'ils partagent communément avec le pacifisme républicain. Or la différence est précisément que nos juristes ne sont pas républicains. Ils n'imposent pas la condition préalable que les peuples soient libérés de la monarchie avant de se confédérer. Pour reprendre une formule de P. Renouvin, leurs projets ne sont pas

"un appel aux peuples contre les souverains et les autorités traditionnelles" (1)

Ces projets sont ordinairement l'oeuvre de théoriciens de la science politique, esprits soucieux de l'avenir, désireux de sauvegarder l'unité d'un continent menacé par le heurt des nationalités et le conflit des confessions.

En septembre 1870, dans la Revue des deux Mondes, Ernest Renan proposait la fédération européenne comme correctif aux tendances nationalistes. De 1870 à la fin du siècle, les projets académiques se multiplient dans la plupart des grands pays, échafaudant des systèmes institutionnels sans doute modestes et sans influence immédiate sur les milieux politiques, mais ayant du moins le mérite de tenir compte des réalités (2).

(1) P. Renouvin Les idées et les projets d'union européenne au 19ème siècle, Publications de la conciliation internationale, Paris 1931, p. 472.

(2) Ibid. p.478

cf également H. Wehberg Ideen und Projekte betreff. Die Vereinigten Staaten von Europa in den letzten 100 Jahren, dans "Friedenswarte", Zurich, Jg. 41, 1941 No.2/3.

Ces réalités, ce sont avant tout les Etats nationaux, et au premier chef le Reich bismarckien unifié et victorieux. Les auteurs allemands dont nous avons à nous préoccuper sont largement ralliés à la solution bismarckienne de la question allemande.

Ajoutons qu'ils sont très souvent imprégnés de protestantisme libéral et hostiles à Rome. On discerne dans ces conceptions l'esquisse d'une Europe germanique et protestante délivrée de l'hégémonie latine et catholique.

Les événements de 1871 marquent ici un tournant : beaucoup d'Allemands croient y lire les signes de la décadence latine et de la libération de l'Allemagne par le "Kulturkampf". Une publication de 1871 paraît à cet égard révélatrice d'un important courant de pensée et prélude à d'autres écrits de la même veine. Il s'agit de l'Allemagne après la guerre. Idées pour un programme de politique nationale du publiciste A. Lammers (1), qui conclut à une opposition radicale entre le monde germanique et le monde latin et, en conséquence, à la nécessité de reconstruire l'Europe sur des bases nouvelles.

(1) Lammers (August) 1831-1892, journaliste, publiciste et homme politique. Il eut une activité journalistique considérable, à Hanovre, Brême et surtout Francfort, où il fonda en 1861 le journal prussien "Die Zeit". Il défendit la "Realpolitik" de Bismarck dans la "Elberfelder Zeitung" (1864-1866). Il fonda avec Bennigsen et Schulze-Delitzsch le "Nationalverein" en 1859 et devint ensuite membre actif du parti national-libéral qu'il représenta au Reichstag. L'idée principale de son écrit Deutschland nach dem Kriege-Ideen zu einem Programm nationaler Politik, Leipzig 1871, est que l'Allemagne victorieuse doit rejeter l'hégémonie latine sous toutes ses formes. (cf. p. 126). Sur lui cf. C.B.A. Emminghaus August Lammers - Lebensbild eines deutschen Publizisten, 1908.

I - Deux projets d'organisation juridique.

1.- L'union européenne de E. Baltzer

Le point de départ des projets de Baltzer est identique à celui du programme politique national de Lammers. Mais ce dilettante en matière de droit ne s'en tient pas à une simple proclamation de la rupture de l'Allemagne avec l'esprit latin (1).

Le premier écrit qui nous intéresse est intitulé Sous La croix de la guerre. Considérations sur les événements de 1870-1871 ("Unter dem Kreuz des Krieges. Betrachtungen über die Ereignisse von 1870-1871"). En bon théologien protestant, Baltzer y fonde ses théories sur des principes éthiques. Il y déplore que son temps soit en proie à un mal issu de l'athéisme, la guerre. Selon lui, cette situation est la conséquence de l'esprit d'hégémonie bonapartiste et papal. Face à la prépotence du Vatican et à l'absolutisme français, l'Allemagne, coeur de l'Europe, est garante de la paix, de la liberté et de la civilisation. L'auteur emboîte le pas à tous les protestants allemands qui en 1870 cherchent des justifications spirituelles à la victoire militaire.

A vrai dire, il n'est pas étonnant que pour Baltzer, comme pour nombre de ses contemporains, l'Allemagne apparaisse sous les traits de l'"ange de lumière et de paix" menant en Europe le combat contre l'"esprit méphistophélique" de la France et des Jésuites. Mais il est assez singulier de voir à quel aveuglement aboutit Baltzer dans ses convictions nationales et protestantes :

"L'Allemagne ... garantit la paix en Europe. Notre guerre est une révolution européenne, car ... c'est un combat de la démocratie contre l'absolutisme ... L'Allemagne

(1) Eduard Baltzer (1814-1887), prédicateur à Nordhausen de 1847 à 1881, membre du Vorparlament en 1848, puis de l'Assemblée nationale prussienne. Fondateur de la "Freie protestantische Gemeinde" (1847). Il fut cofondateur et collaborateur de la "Nordhäuser Zeitung", journal interdit en 1881. Il créa en 1867 la première association végétarienne allemande. Il a publié des écrits philosophiques, religieux et sociaux.

est la démocratie triomphante bien qu'un roi porte sa bannière ... Cette guerre est une révolution européenne, car ... c'est un combat de la foi contre les incroyants" (1).

On peut être surpris de trouver sous la plume de Baltzer les termes de révolution et de démocratie. Nous reviendrons sur ce point. Sachons que, pour l'auteur, cette guerre doit avoir deux buts principaux : assurer l'unité de l'Allemagne et fonder la paix sur le droit international. L'Europe est maintenant, pense-t-il, trop civilisée pour régler encore ses litiges par la force. Il faut instituer un "aréopage européen" qui fera régner la justice (2). Les Etats sont devenus des "personnes morales" ayant les mêmes intérêts, les mêmes droits et les mêmes devoirs. Il est logique qu'ils aient une conscience commune et qu'ils appliquent une loi commune, celle de la paix (3).

Pour Baltzer, cette solidarité juridique doit comprendre, dans l'état présent de l'évolution de l'humanité, au moins les peuples européens. Ceux-ci veilleront comme des "confédérés" (Eidgenossen) au respect des traités internationaux.

Le rôle de l'Allemagne sera de hâter l'avènement de la liberté politique et religieuse, et de favoriser la création d'un nouveau système universel où les peuples, libérés de l'hégémonie papale, obtiendront enfin leur droit à l'autodétermination. Mais cette réforme à la fois religieuse, politique et sociale que prêche Baltzer ne peut émaner que des peuples, et non des monarques. Si Baltzer est pasteur, il est aussi ancien révolutionnaire de 1848 :

"L'aréopage des peuples doit être institué, il est déjà

(1) Unter dem Kreuz des Krieges. Betrachtungen über die Ereignisse von 1870/71 in gleichzeitigen Aufzeichnungen, Nordhausen 1871, p.28.

(2) Ibid. p. 12 : "Schafft einen Friedensrichter, einen europäischen Areopag ! nicht wie unter Barbaren dürfen Streitfragen in der Völkerfamilie Europas ausgemacht werden. Gesittete Völker müssen im Stande sein, sie durch die Gerechtigkeit zu erledigen".

(3) Ibid. p. 23 : "Also müssen wir ein gemeinsames Bewusstsein unserer gegenseitigen Pflichten und Rechte haben, und bilden, und müssen es als gemeinsames Gesetz zum Ausdruck bringen, und die Gesamtheit der so vereinigten Staaten muss und wird über deren Geltung wachen - ohne dies ist ein dauernder Friede Europas nicht möglich.

en train de naître, et il serait déjà beaucoup plus développé si les peuples eux-mêmes, et non leurs despotes, avaient surtout régné jusqu'ici ..." (1)

écrit-il. Ainsi donc, les idéaux de 1848 demeurent, plus de deux décennies après l'échec de la révolution, vivaces dans son esprit. Mais cet optimisme démocratique subira par la suite bien des déceptions.

Dans une étude posthume, l'Union européenne ("Die europäische Union"), publiée en 1930 dans la revue végétarienne "Die Vegetarische Warte", puis en 1931, dans la revue pacifiste "Die Friedenswarte", l'auteur est obligé de constater que la guerre est toujours le fléau de l'Europe moderne, et que, par ses conflits, celle-ci "travaille à son propre anéantissement" (2). Le Vieux Continent, affirme Baltzer, est prisonnier d'un esprit particulariste digne de l'ancienne Confédération germanique ou des petits cantons suisses. C'est un constat d'échec qui est dressé ici. Cela est manifeste. L'autodétermination des peuples, la création des nations, loin d'amener l'entente et la paix, ne font que mener l'Europe au chauvinisme national. Baltzer semble bien revenu de ses idées démocratiques. Sa foi religieuse elle-même serait-elle ébranlée ? En vérité, il en vient même à douter que les peuples européens soient vraiment chrétiens. Mais il ne renonce pas pour autant à ses convictions pacifistes, car il sait que le chemin de la paix est long et ardu.

Désireux de semer le bon grain, il esquisse dans cette étude sur l'Union européenne la voie que pourraient suivre les Etats pour qu'une paix durable s'instaure à la fin du 19ème siècle.

En tant que théologien, Baltzer ne peut évidemment qu'exiger comme condition d'admission l'appartenance à la religion chrétienne. En conséquence, la Turquie sera d'abord exclue. L'initiative de

(1) Ibid. p. 90.

(2) Die europäische Union, p. 15.

cette "confédération politique de la paix" ("politischer Friedensbund") doit venir tout naturellement du Reich, à cause de sa position géographique, et parce que sa puissance lui confère une responsabilité morale. L'Allemagne aura donc à unir d'abord les grands Etats : Russie, Autriche-Hongrie, Italie, Grande-Bretagne, France et Espagne, puis dans un deuxième temps les nations moyennes et petites.

L'auteur partage la prudence de ses contemporains en matière d'intégration politique : il prévoit que les Etats resteront souverains, aussi bien dans les affaires extérieures qu'intérieures. Toutefois, en cas de conflit d'un membre avec un pays tiers, la confédération pourra offrir ses bons offices, et elle aura l'obligation de protéger le territoire confédéral en cas d'invasion. Les conflits entre membres seront réglés par arbitrage confédéral.

Le projet prévoit en outre l'unification du droit international, l'harmonisation des constitutions politiques, des législations, des monnaies, des poids et mesures, la liberté de circulation pour les personnes et les biens. Comme il se doit, la confédération n'aura pas de capitale. Une ville centrale sera la résidence des administrations et le lieu de réunion des assemblées. La langue des débats sera l'anglais, avec traduction ultérieure dans les autres langues nationales, afin d'associer les opinions publiques aux affaires.

Il semble que ce point soit le dernier sur lequel se manifeste encore l'esprit démocratique de Baltzer, car des deux assemblées qu'il propose, le Sénat "large" ("weiterer Senat") et le Sénat "restreint" ("engerer Senat"), aucune n'est l'émanation directe des peuples. La première doit être composée de deux représentants de chaque gouvernement et il est bien précisé à l'article 10 que les sénateurs voteront selon les instructions des chefs d'Etat. La seconde comprendra des représentants des grandes puissances et en outre de la Belgique, du Portugal, de la Hollande, de la Suisse, de la Scandinavie, des pays balkaniques. Il est stipulé qu'en cas de réalisation du projet chacune des grandes puissances exercerait à son tour la présidence du Sénat "large", et

que cette présidence changerait chaque année. Pour son Europe des Etats, Baltzer envisage naturellement l'adoption des projets de loi selon la règle de l'unanimité, et non de la majorité. Au cas où il n'y aurait pas unanimité, le projet devrait être présenté devant la seconde chambre, et pourrait dans certains cas retourner pour un nouvel examen devant le Sénat "large", ce système de navette assurant la "perfection" des lois. Tel qu'il est, le projet soulève un certain nombre de problèmes qui sont aujourd'hui encore à l'ordre du jour.

Il ne semble pas que l'auteur ait cru à sa réalisation prochaine, si respectueux qu'il fût des souverainetés nationales. Mais il paraît avoir eu foi jusqu'au bout en la lente maturation des idées chrétiennes et pacifistes, en la volonté commune de l'humanité civilisée. L'unification de l'Europe est pour lui une exigence de la raison et de la conscience morale. Il a surtout cherché à montrer quel rayonnement exercerait l'Etat européen qui le premier ferait une pareille proposition, quel espoir et quelle confiance il apporterait. Quiconque la rejeterait, pensait Baltzer, serait en opposition avec les lois de l'humanité.

Selon lui, c'était naturellement à l'empereur d'Allemagne que revenait, eu égard à sa puissance et à son autorité, la responsabilité de fonder cette union susceptible de transformer d'un coup la situation de l'Europe, de stopper subitement la course aux armements, la guerre douanière, voire les luttes partisans à l'intérieur des Etats (1). Baltzer est l'un des auteurs qui ont eu la plus haute idée de la mission universelle de l'Europe.

Une fois unie et pacifique, l'Europe serait en effet le guide de l'univers, et non une vaste entreprise d'exploitation donnant au monde le triste exemple du colonialisme. Son organisation servirait de modèle à l'organisation future de l'Amérique autour

(1) Ibid. p. 70 : "Mit einem Schlage würde das vergiftete Parteiwesen in allen europäischen Parlamenten vernichtet und in die wünschenswerten zwei Parteien der Regierung und der Opposition verwandelt werden."

des Etats-Unis, et à celle des peuples africains et asiatiques. L'auteur lui rend ainsi l'initiative qu'elle tendait à perdre au profit du fédéralisme américain.

2.- Le système d'Etats de H. Hälschner.

Hugo Hälschner (1), professeur de droit à Bonn, prend lui aussi pour point de départ de son étude La guerre franco-allemande et le droit international ("Der deutsch-französische Krieg und das Völkerrecht" - 1872) la situation nouvelle créée en Europe par la victoire de l'Allemagne. Son oeuvre, comme celles de ses collègues, le juriste Bluntschli et le philosophe Trendelenburg, traduit la nécessité de réorganiser le continent sur des bases juridiques nouvelles (2).

Ses conceptions du droit international s'annoncent explicitement comme kantienne. Pour lui comme pour l'auteur de Zumewigen Frieden, la paix éternelle est une idée vers laquelle doit tendre l'humanité. Elle est un impératif de la raison, une exigence de la morale. Aussi flétrit-il ceux qui nient la possibilité d'instaurer un droit international positif et qui

"veulent baser l'avenir de l'Europe sur la restauration d'un machiavélisme souple et lâche" (3).

Sa notion de l'Europe n'est point celle d'un ensemble d'entités étatiques purement abstraites, mais celle d'un "système d'Etats" respectueux des droits et de la souveraineté des petites nations, d'une "famille d'Etats", d'un "organisme moral" qui est

- (1) Hälschner (Hugo), 1817-1889, fut jusqu'à 1871 le plus grand spécialiste allemand en matière de droit pénal et participa à l'élaboration du code pénal du Reich. Originaire de Silésie, il fit ses études à Breslau et à Berlin, avant d'être nommé en 1847 professeur à Bonn, où il enseigna également le droit international, le droit constitutionnel et la philosophie du droit. Ses écrits trahissent une forte influence de Hegel et de Stahl.
- (2) cf. J.C. Bluntschli, Das moderne Völkerrecht in dem französisch-deutschen Krieg von 1870, Heidelberg 1871 et F.A. Trendelenburg Lücken im Völkerrecht. Betrachtungen und Vorschläge aus dem Jahre 1870, Leipzig 1870.
- (3) Der deutsch-französische Krieg und das Völkerrecht, dans "Deutsche Blätter" Janvier-Mars 1872, I, p.10.

le reflet d'une civilisation commune. Sur ce point, la situation juridique moderne se distingue radicalement des conditions politiques de l'Antiquité, qui ne connaissait qu'une juxtaposition d'Etats fermés. Elle se distingue aussi du système médiéval. Voilà pour Hälschner la réalité historique : depuis que les Etats européens se sont émancipés de l'empire chrétien universel du Moyen-Age, pour se transformer en puissances souveraines, ils n'ont pas agi au gré de leurs égoïsmes nationaux, mais se sont

"intégrés et subordonnés à un organisme et à une puissance juridique de caractère fédéral" (1).

Les membres de cet "organisme moral" se déterminent et s'influencent réciproquement dans leur évolution, et

"travaillent à une tâche historique qui leur est commune : l'expression et la fixation, sous une forme juridique, de leurs rapports éthiques".

Nous sommes bien éloignés ici des idées propres à Osseg, à Jörg ou à Frantz. Les Etats modernes, dans l'optique de Hälschner, se sont définitivement libérés de la tutelle de l'Etat chrétien universel. Les efforts réitérés de l'Eglise en vue de dominer la chrétienté et de l'assujettir spirituellement et moralement sont voués à l'échec. Les Etats européens disposent maintenant d'eux-mêmes, façonnent comme bon leur semble leurs institutions et accusent des caractéristiques nationales, qui cependant ne font pas oublier leur communauté de civilisation et ne rompent pas les liens précédemment noués. Telle est pour Hälschner l'Europe moderne : la patrie idéale du droit international, sa terre d'élection.

Selon lui, en effet, le véritable droit international ne peut se développer au sein d'un seul peuple, ni par la vertu de la conscience juridique humaine. Sur ce dernier point, Hälschner réfute les thèses, bien connues à l'époque, de son collègue J.C. Bluntschli. Il enseigne que l'humanité en tant que telle n'a jamais rien créé dans le domaine de l'esprit et de la morale, et il doute

(1) Ibid. I, p. 18.

qu'elle en soit capable un jour. Si un droit de caractère universel est institué, il ne peut être issu que de l'Europe : ceci est chez Hälschner une intime conviction.

Dans La guerre franco-allemande et le droit international, il écrit :

"Si les Etats européens ont réussi à créer au cours des derniers siècles un droit international qui leur est commun, ils peuvent se vanter d'avoir résolu un problème aux dimensions de l'humanité ... L'union des Etats, constituée non de façon artificielle et arbitraire, mais résultant de l'évolution historique, le système des Etats européens est le berceau du droit international actuel, et seule une pluralité de peuples et d'Etats qui comme ceux d'Europe se sont développés sur la base d'une civilisation et d'une histoire communes est susceptible de constituer un système juridique international homogène, émanant d'une conscience morale et juridique commune à tous les Etats" (1).

Si le droit public est moral, s'il est intégralement européen, il est clair qu'il n'est compatible qu'avec un certain degré de "civilisation". Son aire d'application coïncide avec la civilisation européenne (2). Il ne peut en effet s'appliquer qu'aux Etats dont la civilisation chrétienne, ou à la rigueur le degré de culture politique garantissent leur appartenance à la communauté des Etats européens. Cette communauté revêt aux yeux de Hälschner deux caractères essentiels. D'une part elle est indissoluble, et aucun de ses membres ne peut se soustraire à sa sphère d'influence (3). D'autre part, elle fait plus que créer le droit : elle l'applique et le garantit (4). Partout où elle est en rapport avec des Etats extra-européens, elle s'efforce de faire prévaloir ses principes. L'auteur est du reste conscient du fait que le droit européen est encore loin d'avoir étendu son autorité au monde entier,

(1) Ibid. I, p. 11.

(2) Ibid. I, p. 11 : "Es gilt für den Verein der auf europäischer Gesittung beruhenden europäischen und aussereuropäischen Kulturstaaten".

(3) Ibid. I, p. 14 : "Dass die europäische Staatengemeinschaft ... eine unauflösliche ist, dass kein ihr angehöriger Staat willkürlich sich von ihr loszusagen, sich jemals dem bestimmenden Einfluss, den sie auf seine völkerrechtliche Stellung und selbst auf sein inneres Staatsleben ausübt, zu entziehen vermöchte, bedarf keines Beweises".

(4) Ibid. I, p. 15.

notamment en Asie. Hälschner sait que l'humanité n'est point à la veille de la paix éternelle, pour la simple raison que l'Europe a pour vocation de civiliser le monde et que cela ne se fera pas sans conflits (1). En définitive, il se montre plus réaliste que Baltzer.

Ce réalisme se manifeste encore lorsqu'il s'agit d'admettre ou non la Turquie dans le "système des Etats". Hälschner n'a contre l'Empire ottoman aucun parti pris d'exclusion. Il considère en effet la Turquie comme faisant, depuis 1856, partie intégrante du Concert européen (2). Les critères qu'il retient sont par conséquent beaucoup plus historiques et juridiques que religieux. Une communauté européenne des Etats, ordonnée juridiquement, un "Staatenverein" instituant, garantissant et appliquant le droit représente pour lui la perfection suprême de l'organisation humaine, la seule sauvegarde efficace de la paix. Hälschner rejette comme inefficace l'idée d'un tribunal international artificiellement constitué (3).

A ce sujet, il reproche précisément aux projets imaginés depuis le 17ème siècle pour la création d'un tribunal supranational ou d'une République d'Etats de s'être montrés incapables d'instituer une autorité susceptible de garantir le droit international, bien qu'ils en aient compris la nécessité (4).

Pour Hälschner le choix est clair. L'Europe est devant cette alternative : ou devenir un Etat universel, soumis à l'hégémonie, l'arbitraire et l'égoïsme d'une seule nation, dont le modèle est la France napoléonienne ; ou se subordonner à une autorité fédérative garantissant l'intérêt général par l'équilibre des intérêts particuliers, des forces et des influences opposées (5).

Encore faut-il une nation initiatrice. Ce sera naturellement l'Allemagne. Comme nombre de ses contemporains, Hälschner considère que la France s'est exclue de la communauté de civilisation

(1) Ibid. I, p. 25.

(2) Ibid. I, p. 22.

(3) Ibid. I, p. 28.

(4) Ibid. I, p. 19.

(5) Ibid. I, p. 17.

en violant les règles du droit de la guerre (1). Il estime donc que la France a cédé le pas à l'Allemagne en tant que "centre déterminant du système européen des Etats". Mais il avertit le Reich de se garder d'une politique hégémonique. L'Allemagne courrait le risque de voir l'Europe se coaliser contre elle. Sa mission est avant tout morale : elle doit réformer le droit de la guerre, le droit maritime, abolir le militarisme, bref, insuffler une vie nouvelle au système politique européen ébranlé par Napoléon III (2). L'auteur ne partage pas les craintes de ceux qui dénoncent dans le Reich un impérialisme naissant. Il pense comme beaucoup de protestants libéraux que l'Allemagne est à l'abri de ce péril (3).

Les conceptions de Hälschner sont donc dans le droit fil de la pensée libérale allemande. On voit quel rôle est assigné à l'Allemagne dans la réorganisation de l'Europe après l'achèvement de l'unification allemande. Les juristes prennent acte des bouleversements survenus dans la société européenne, et de la nécessité

(1) Le tollé fut général en Allemagne à l'époque de la guerre franco-allemande. L'opinion vilipendait les Français parce qu'ils avaient déclenché le conflit et introduit sur le sol européen des troupes africaines. On pourrait citer de nombreux textes émanant de personnalités connues. Voici à titre d'exemple les diatribes de deux éminents universitaires : dans un discours du 3 août 1870, le recteur de l'Université de Berlin, Emil du Bois-Reymond, stigmatise "la sauvagerie celtique" des Français, et il ajoute que la France contemporaine n'a pas sa place dans la famille pacifique des peuples, qu'elle est semblable à un volcan au coeur de l'Europe et qu'elle risque le bannissement ou l'extermination, ou encore la décadence totale. cf Rede am 3. August 1870 in der Aula der Königlichen Friedrich Wilhelms-Universität zu Berlin, p. 30.

E. Pfleiderer, professeur de philosophie à Tübingen, incrimine lui aussi la France parce qu'elle a introduit la "barbarie africaine" dans un conflit entre peuples civilisés d'Europe. cf Erlebnisse eines Feldgeistlichen im Kriege 1870-71, München, 1890, p. 31.

(2) Der deutsch-französische Krieg und das Völkerrecht, I, p. 25.

(3) Ibid. I, p. 22

de traduire en institutions sur le plan du droit international la réelle solidarité des peuples. Ils prennent acte également du poids grandissant de l'Allemagne bismarckienne dans les affaires politiques. Mais ils n'ont pas conscience des dangers nationalistes et militaristes qui guettent l'Europe qu'ils prétendent organiser. Obsédés par leurs phobies antiromaines, ils déséquilibrent leur système au profit d'une nouvelle Allemagne entièrement germanique, protestante et libérale.

Telles sont aussi, dans l'ensemble, les convictions du juriste Johann Caspar Bluntschli, dont nous connaissons déjà le nom, et dont il faut maintenant élucider la pensée.

II - J.C. Bluntschli et l'apothéose du droit européen.

Dans un écrit de 1882, L'idée de la paix éternelle entre les peuples (Die Idee des ewigen Völkerfriedens), Franz von Holtzendorff (1), professeur de droit à Berlin puis à Munich, reprend à son tour les projets pacifistes du 18ème siècle, ceux de l'Abbé de Saint-Pierre, de Rousseau, de Kant.

La guerre, pense-t-il, est un phénomène inévitable, mais l'Europe de la fin du 19ème siècle se comporte de plus en plus comme un ensemble cohérent ; grâce à la multiplication des congrès scientifiques, grâce surtout à l'action des spécialistes du droit international, les nations de même culture sont en voie d'écarter tous les conflits susceptibles de les opposer. C'est là que Holtzendorff rend hommage à l'oeuvre de J.C. Bluntschli, dont la personnalité et les écrits méritent une étude attentive (2).

1. De la cité helvétique à l'Europe confédérée.

Johann Caspar Bluntschli peut être considéré comme l'un des représentants les plus éminents de la pensée juridique dans l'Allemagne et dans l'Europe de son temps. Il joua un rôle considérable dans la genèse de l'unité allemande. Il a été un publiciste très actif. Mais il intéresse avant tout l'historien de l'idée européenne par ses ouvrages de science politique et de droit international, en particulier par son traité sur L'organisation de l'union

(1) Franz von Holtzendorff (1829-1889), juriste au savoir encyclopédique, professeur de droit constitutionnel, pénal et international. Il passait en son temps pour le plus grand juriste allemand. Ce fut aussi un grand voyageur. Il parcourut surtout l'Angleterre et la France, l'Italie et la Russie. Il publia dans le domaine du droit international le Handbuch des Völkerrechts auf Grundlage Europäischer Staatspraxis, Berlin 1885-1890.

Une édition en français parut à Hambourg en 1889. (Introduction au droit des Gens. Recherches philosophiques, historiques et bibliographiques, par F. de Holtzendorff ...). Il publia également des périodiques, en particulier le Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Rechtspflege des Deutschen Reiches (Leipzig)

(2) Die Idee des ewigen Völkerfriedens, Berlin 1882, p.60.

des Etats européens (1), paru en 1878. Ses oeuvres ont été traduites en de nombreuses langues et souvent rééditées.

Toute la carrière de Bluntschli est étroitement liée au but ultime de sa vie : oeuvrer pour l'humanité, et en premier lieu pour la civilisation européenne. Né à Zurich en 1808, de vieille souche zurichoise, Bluntschli ressent bientôt le besoin d'élargir son champ d'action. Sa cité, son canton, la Suisse, puis la Bavière, voire l'Allemagne elle-même ne peuvent le satisfaire entièrement.

"C'est un but tout à fait honorable d'être un bon citoyen de Bâle ou de Zurich et de consacrer sa vie à sa ville. Mais mon but suprême est néanmoins de devenir un homme et de vivre pour les hommes ..."

écrit-il dans son journal en 1860 (2).

Les Mémoires (Denkwürdiges aus meinem Leben) publiés en 1884 sont non seulement comme le précise l'auteur dans son avant-propos, le récit concentré de l'histoire politique et religieuse de la Suisse et de l'Allemagne pendant huit décennies, mais un précieux reflet de l'évolution de tout le continent au cours du 19ème siècle. Ils fournissent de surcroît les précisions indispensables sur l'expérience européenne de Bluntschli.

En 1827, il quitte Zurich pour faire ses études à Berlin, où il fréquente Savigny, Bettina von Arnim, Schleiermacher ; Alexander von Humboldt et Hegel l'influencent aussi. Sa conception de l'Etat porte la marque de la philosophie hégélienne, bien qu'il n'ait tenu aucun compte de la dialectique (3). En 1828, il est à l'université de Bonn, où il suit les cours de Niebuhr sur l'histoire romaine, en 1829 à Paris. En 1833, il est nommé professeur extraordinaire de droit romain à Zurich. Il continue à voyager. En 1836 il va à Venise et à Vienne. En 1839, il est au premier rang de ceux qui contestent au nom de la foi chrétienne la nomination de David Strauss comme professeur de théologie à Zurich. C'est

(1) Die Organisation des europäischen Staatenvereins, 1878, dans la revue "Gegenwart" de Berlin.

(2) Denkwürdiges aus meinem Leben, 3 vol., Nördlingen 1884, Bd.II, p. 303.

(3) Ibid. Bd. I, p. 67

au nom du christianisme que Bluntschli lutte aussi contre les tendances radicales et communistes. En 1841, il fait la connaissance de Friedrich Rohmer (1), sorte de visionnaire bavarois, de prophète énigmatique, dont les idées correspondent dans une grande mesure à ses conceptions libérales conservatrices. Bluntschli utilisera plus tard les intuitions de Rohmer en matière de psychologie politique, les appliquant à sa doctrine de l'Etat (2). 1842 est pour Bluntschli l'année d'une vive controverse avec Julius Fröbel, alors fervent défenseur du doctrinarisme radical, directeur du journal "Der deutsche Bote" et éditeur de publications socialistes ; Il est aussi parmi les opposants à l'agitateur communiste Weitling, venu de Magdebourg à Zurich. Son libéralisme s'oriente, en 1844, vers la Franc-Maçonnerie. Son idéal maçonnique fera de lui l'un des adversaires principaux des Jésuites et de l'ultramontanisme en Suisse et en Allemagne, et la cible préférée des partisans de l'Europe catholique. Après la guerre du "Sonderbund", il quitte la Suisse pour Munich où il enseigne désormais. Le 19 mars 1848, il écrit à sa femme :

"En 1847 la Suisse, en 1848 L'Europe ... Alors, après cet effroyable malheur, le terrain sera aplani pour la transformation du monde" (3).

Il est l'un des principaux représentants des tendances libérales au Parlement de Francfort, l'un des champions du "Rechtsstaat".

-
- (1) Rohmer (Friedrich) 1814-1856 vint à Zurich en 1841, où il entra en contact avec Bluntschli et le parti libéral-conservateur. Il tenta de se rapprocher de Fröbel, alors directeur du "Comptoir littéraire", afin d'y faire publier ses oeuvres. Finalement Bluntschli en fit paraître quelques-unes après la mort de Rohmer en 1856. Il existe un écrit de Fröbel intitulé : "Friedrich Rohmer und seine messianischen Geschäfte in Zürich" (1842). Après la mort de Bluntschli parut "Friedrich Rohmers Leben und wissenschaftlicher Entwicklungsgang. Entworfen von Dr J.C. Bluntschli-Bearbeitet/ergänzt von Dr. Rudolf Seyerlen" München 1892.
- (2) Bluntschli doit à Rohmer l'idée que l'histoire humaine suit une courbe ascendante et épanouit "les facultés spirituelles les plus hautes dans l'existence politique des Etats européens", idée qu'il emprunte à l'ouvrage de Theodor Rohmer (1816-1856), frère de Friedrich : "Friedrich Rohmers Lehre von den politischen Parteien. Theil I. Die vier Parteien. Durch Theodor Rohmer" Zürich und Frauenfeld 1844.
- (3) Ibid. Band II, p. 58

A Munich, où il restera professeur jusqu'en 1861, il devient l'ami de Sybel, de Hebbel, de Geibel, publie des ouvrages scientifiques et des revues, se lance dans l'étude des religions et des races humaines. Influencé par les spéculations de Theodor Rohmer, frère de Friedrich, il en vient à conclure que les races aryennes et sémitiques ont reçu la mission de dominer et de civiliser le monde ; ce sera là un élément important de ses conceptions européennes. Il entre en relation avec Ranke, dont il sera le collaborateur à la "Historisch-politische Zeitschrift" (1), puis en 1859 il fonde avec Sybel le journal national-libéral "Süddeutsche Zeitung".

Protestant et libéral, il est accusé d'être du parti prussien ; il doit quitter Munich pour Heidelberg. Au cours des vingt dernières années de sa vie, il devient un homme politique de premier plan et un juriste d'envergure internationale. Il parcourt l'Europe, rencontre les souverains, les diplomates et les savants. Bismarck, Ranke, Richard Wagner comptent parmi ses relations. Satisfait de voir son activité en faveur de l'unification allemande couronnée par la fondation du Second Reich, il se retire alors de l'arène politique.

Après 1871, tous ses efforts vont tendre à la réforme et à la codification du droit international, ainsi qu'à l'organisation de l'Europe née du triomphe de Bismarck. En 1873, il crée à Gand l'Institut de droit international. Il participe aux conférences sur les lois de la guerre, conseille les gouvernements de Belgique, de Hollande, de Suède. Il meurt en 1881, après un dernier voyage à Oxford pour la cause du droit.

Ce simple aperçu des grandes étapes de sa vie prouve que la pensée juridique et politique de Bluntschli s'exerce sur trois plans : celui de la cité et du canton helvétique, celui de l'Allemagne, et de l'Europe, avec à l'arrière-plan l'europeanisation du

(1) cf. Briefwechsel Johann Kaspar Bluntschlis mit Savigny, Niebuhr, Leopold Ranke, Jakob Grimm und Ferdinand Meyer. Hrsg von Wilhelm Oechsli Frauenfeld 1915.

monde. Ces trois niveaux correspondent à trois phases successives de son action. Avant 1848, il se préoccupe du droit et de la politique de sa ville natale. Entre 1848 et la fondation du Reich, il se mêle aux luttes pour l'unité allemande. Il dépasse enfin dans ses dernières années le stade des conceptions politiques strictement nationales, préoccupé qu'il est par l'évolution anti-libérale de l'Empire bismarckien et par l'avenir de l'Europe (1).

Ces préoccupations se reflètent d'ailleurs dans ses mémoires. Ainsi, en 1874, la signature par les Etats des conventions sur les lois de la guerre lui paraît être un heureux témoignage " de la conscience juridique actuelle du monde européen" (2). Et en compagnie du délégué français il évoque longuement à la conférence de Bruxelles "l'avenir pacifique du monde grâce à l'avènement des Etats-Unis d'Europe".

En 1878, il s'entretient encore de ces mêmes problèmes avec le roi de Suède, qui accueille favorablement ses projets (3). Si les plans d'organisation imaginés par Bluntschli ne se réalisèrent pas plus que ceux de Baltzer et Hälschner, il a du moins marqué de son empreinte la pensée juridique du 19ème siècle. De même qu'il avait en Suisse codifié le droit privé, il a travaillé à promouvoir une codification du droit international. Son oeuvre a largement contribué à définir l'Etat moderne et les relations entre les Etats. On l'a comparée à celle de Montesquieu (4).

Esprit mesuré, optimiste et positif ayant l'expérience du monde et du gouvernement, Bluntschli a pu être en son temps présenté aux lecteurs français comme le maître capable de rappeler aux nations européennes leur solidarité et leur mission civilisatrice (5).

(1) Ibid, Band III, p. 362

(2) Ibid, Band III, p. 358

(3) Ibid, Band III, p. 425 "16. April 1878. Bei König Oskar II zu Tisch. Das Gespräch drehte sich um meinen Vorschlag einer Organisation Europas. Er sagte mir, unter den Königen wird keiner eher als ich für diese Idee sich bereit finden. Ich bin aufrichtig und warm für dieselbe".

(4) cf. Hans Fritzsche "J.K. Bluntschli" dans "Schweizer Juristen der letzten 100 Jahre". Zürich 1945 pp. 135-167.

(5) cf. Préface de A. de Riedmatten à "la Politique", traduction de "Politik als Wissenschaft". Paris 1879.

2. La Terre promise des Aryens.

Nous avons indiqué que Bluntschli s'est penché sur le problème des races, qui était en son temps à l'ordre du jour. Le premier critère selon lequel il définit l'Europe est justement un critère ethnique. Précisons que la race n'est pas pour lui ce qu'elle sera pour les futurs doctrinaires du racisme. Elle est beaucoup moins une communauté biologique qu'une unité spirituelle et morale.

"La race n'est pas qu'un corps matériel ; il y a aussi des forces psychiques qui agissent en elle", écrit-il en 1876 dans "Politik als Wissenschaft" (1).

Il s'élève contre l'étroitesse d'une politique raciale menant à l'orgueil national, et s'il approuve Gobineau d'avoir réhabilité la race comme facteur politique, il ne pense pas, quant à lui, que le maintien de la pureté du sang suffise à éviter le déclin des peuples (2). Contrairement aux thèses de l'auteur de l' "Essai sur l'inégalité des races humaines", Bluntschli n'impose pas à l'Etat le devoir d'épurer la société par le retour à une prétendue intégrité originelle. Partant des théories de Rohmer, il découvre dans l'histoire ce phénomène primordial : le passage de l'état de race "naturelle" à celui de race "civilisée", à la condition expresse que ce mélange s'accomplisse entre races apparentées. La fusion est facteur de civilisation.

L'Europe est donc d'abord pour Bluntschli le creuset où sont venus se mêler les peuples les plus divers, qui assurent au continent une féconde variété ethnique. En second lieu, Bluntschli statue la prépondérance de la race blanche. Celle-ci est pour lui la race des peuples historiques, qui dominent de très haut l'évolution humaine et qui "font les destins du monde".

(1) "Politik als Wissenschaft", Stuttgart 1876, livre III chap.1 p.98

(2) Ibid. p. 124

Mais cette race comporte deux rameaux. Les peuples "caucasiques ou iraniens, les peuples du jour" se divisent en Sémites et en Aryens. Les premiers ont reçu de la Providence une mission religieuse, les seconds une mission politique. Les Sémites ont révélé au monde certaines religions parmi les plus hautes. La famille aryenne est appelée depuis toujours à guider et à organiser l'univers, à dominer "les races décadentes ou esclaves" (1).

Au dessus de toutes les races, lisons nous dans "Théorie générale de l'Etat", s'élève

"la race blanche des peuples caucasiques ou iraniens, les peuples du jour ... par opposition aux peuples de

-
- (1) Il importe de faire remarquer que Bluntschli ne se laisse pas gagner par l'antisémitisme ambiant. Il est néanmoins tributaire des tendances anthropologiques en vigueur, dans sa conception hiérarchique des races, dans la discrimination des races "actives" et "passives", "historiques" et "non historiques", "viriles" et "féminines". Il a pu être conduit à ces distinctions par des ouvrages tels que la "Allgemeine Kulturgeschichte der Menschheit" de Gustav Klemm (1843) ou la "Indische Altertumskunde" de Christian Lassen (1847), sans oublier les écrits de Gobineau et le livre du médecin et anthropologue Rudolf Virchow "Die Urbewölkerung Europas", (Berlin 1874).

Il faut également faire observer que le protestantisme libéral était particulièrement sensible aux idées darwiniennes de sélection naturelle, à la mystique de la race blanche et au mythe du progrès illimité de l'homme occidental. Ceci a été bien exposé par L. Poliakov dans :

" Le mythe aryen. Essai sur les sources du racisme et du nationalisme ", op.cit. PP. 207, 262, 267, 308 & 321.

Ajoutons encore cette remarque : Bluntschli préfère le terme d' "aryen", emprunté à F. Schlegel, aux termes d'indogerman, de "japhétique" ou d' "iranien". La notion d' "aryen" revêt en effet pour lui un sens éminemment spirituel. Elle évoque les vertus de noblesse, liberté, virilité, et cet esprit de logique grâce auquel les Aryens sont en définitive supérieurs aux Sémites eux-mêmes.

cf. "Arische Völker und arische Rechte" (1857) dans "Gesammelte Kleine Schriften" Bd.I "Aufsätze über Recht und Staat" Nördlingen 1879 p. 62 et suiv.

la nuit et aux peuples du crépuscule : les enfants du soleil et du ciel, comme dirait l'Antiquité ... Toutes les religions élevées ont été révélées par des hommes de cette race ; presque toute la philosophie est son oeuvre ... Toute forme élevée d'Etat est née sous son impulsion. C'est à son intelligence et à son énergie que nous devons après Dieu la civilisation la plus noble, le développement le plus élevé de l'esprit humain "(1)

C'est la famille aryenne qui a fait de l'Europe le premier de tous les continents. C'est grâce aux vertus innées de cette race supérieure que l'histoire juridique et politique y a atteint son apogée.

"Elle a fait de l'Europe sa véritable patrie ; elle y a formé et mûri son mâle esprit public ; ses hautes qualités l'appellent à conduire politiquement les nations, et à consommer l'organisation de l'humanité" (2).

Mais inversement les Aryens ont trouvé en Europe les conditions géographiques et climatiques indispensables à l'accomplissement de leur mission historique (3).

Il y a ainsi, entre les hommes et leur milieu, adéquation parfaite. L'Europe de Bluntschli est un complexe ethnique varié et multiple, mais dont l'harmonie ne saurait être remise en cause par les éléments hétérogènes tels que Turcs, Hongrois, Finnois ou Albanais (4). Bluntschli est optimiste : l'Europe moderne, selon lui, est riche de diversités et d'équilibres, davantage que l'Europe antique ou médiévale. A l'époque moderne s'épanouissent les qualités des Aryens : noblesse virile et esprit de liberté, honneur

(1) "Théorie générale de l'Etat" - traduction de "Allgemeine Staatslehre" (1875) par A. de Riedmatten, Paris 1877, chap.2, p. 68. L'ouvrage en était en 1885 à sa sixième édition allemande (Stuttgart), qui fut traduite en anglais sous le titre de "The Theory of the State" (Oxford 1885), traduction qui fut rééditée pour la seconde fois à Oxford en 1921.

(2) *ibid.*

(3) *ibid.* p. 197

(4) "Politik als Wissenschaft" p. 126

et piété hérités des Hindous, des Perses, des Grecs et des Germains, sens de la logique, aptitude à la réflexion juridique et politique. En Orient, les Aryens ont appliqué leur esprit à la spéculation religieuse et philosophique, mais ils ont fait de l'Europe la terre du droit, et de la liberté.

"Des hommes respectables en Orient, libres en Occident, tels sont les Aryens" (1).

Que les Aryens ou Indo-Européens aient été les fondateurs du droit et de l'Etat, voilà une affirmation qui n'est pas neuve. Notre juriste ne fait qu'adopter des idées datant du début du siècle. Suivons pourtant son raisonnement.

Par l'élaboration d'un droit supérieur, les Indo-Européens d'Occident ont porté la civilisation à son point culminant. Ce processus comprend deux phases. L'Antiquité classique a été la fondatrice de ce droit européen que Bluntschli nomme aussi droit humain, parce qu'il est l'expression suprême de l'intelligence, de la raison, de la liberté. Le droit occidental s'est en effet libéré de la religion, permettant aux institutions politiques de rejeter le joug du despotisme théocratique de l'Orient.

Ensuite est venue la seconde étape, au cours de laquelle les Germains ont pénétré le droit occidental de leur esprit de liberté individuelle, et l'ont empêché de devenir l'instrument de l'hégémonie romaine (2)

".... cette opposition des deux principes ne se trouve pas que dans le monde moderne comparé au Moyen-Age. Elle distingue également toutes les conceptions politiques grecques et romaines de la théocratie absolue ou mixte de l'Asie occidentale. On peut dire que l'un caractérise l'Europe, l'autre l'Asie" (3).

Bluntschli, après Hegel, fait du germanisme protestant le point d'aboutissement de toute l'évolution historique des peuples

(1) "Arische Völker und arische Rechte" (1857), dans "Gesammelte kleine Schriften" Nördlingen 1879 Bd.I, p. 64.

(2) "Der Rechtsbegriff" (1858), dans "Gesammelte kleine Schriften" op. cit. Bd. I, p. 29

(3) "La Politique" op. cit. p. 352

d'Europe. L'homme européen, ou mieux, comme nous aurons à le préciser par la suite, l'homme occidental se distingue radicalement de l'Oriental passif parce qu'il a su séparer le droit de la religion.

Qu'est d'abord l'Europe selon Bluntschli, si ce n'est la rencontre d'un lieu privilégié et d'une race élue, la Terre promise des Aryens, le milieu où purent s'épanouir leurs qualités innées ?

3. - L'Europe une et diverse.

Dans la "Science politique allemande à l'intention des esprits cultivés" ("Deutsche Staatslehre für Gebildete") Bluntschli s'est attaché à analyser les données naturelles qui font de l'Europe un continent privilégié entre tous, le continent de la civilisation et de l'Etat modernes.

"C'est en Europe, écrit-il, que les conditions préalables à la constitution libre et consciente des Etats étaient le plus favorable" (1).

Quelles sont ces conditions ? Elles sont d'abord géographiques et climatiques. De dimensions plus réduites que d'autres continents, l'Europe est infiniment différenciée et articulée. Les articulations de ses chaînes de montagnes, de ses fleuves, de ses côtes, de ses îles et de ses péninsules font d'elle un foyer de vie et d'activité. Bluntschli n'est pas le premier à souligner ces caractéristiques du paysage européen. Par ailleurs - et ceci est plus rare - il met en relief le facteur climatique. Il est capital pour lui que l'Europe soit le seul continent à être situé presque tout entier dans la zone tempérée. D'où la perfection de sa civilisation, surtout dans les régions les plus privilégiées : l'Europe du Sud, de l'Ouest et du Centre. C'est sur les côtes

(1) "Deutsche Staatslehre für Gebildete" Nördlingen 1874 III 1 : "Die europ. Staaten" p. 413
Edition remaniée en 1880 sous le titre de "Deutsche Staatslehre und die heutige Staatenwelt" (Nördlingen).

découpées et sous les climats modérés de la Méditerranée et de l'Atlantique que se sont épanouies d'abord les cultures et que se sont fondées les institutions occidentales.

Pour ce qui est de l'Europe orientale, Bluntschli pense selon les schémas de son temps. La monotone immensité des plaines de l'Est est nécessairement à l'origine du retard des Slaves en matière culturelle et politique (1). Elle entraîne logiquement le rassemblement de la majorité des Slaves dans le puissant Etat russe, et les Russes sont inmanquablement à demi-asiatiques.

Bluntschli ne cesse de répéter que la loi de l'Europe est la multiplicité et que cette multiplicité réside dans la variété des paysages et dans la diversité des races, des langues, des cultures et des Etats.

Cette Europe est-elle donc un chaos de peuples, une sorte de Babel moderne ? Bien au contraire : cet apparent désordre est un ordre voulu par Dieu. Bluntschli voit dans l'équilibre des trois grands groupes de peuples indo-européens, Latins, Germains et Slaves, se manifester la volonté même de la Providence, s'inscrire une harmonie préétablie. (2) C'est en cela que réside la richesse de l'Europe moderne par rapport à celle du passé.

"L'Europe moderne a des faces plus variées, estime l'auteur dans "La politique comme science". On peut y distinguer par la race trois grandes familles de peuples : les Latins, les Germains et les Slaves. Toutes trois ont une origine commune et appartiennent à la grande branche des Aryens, si bien doués pour l'Etat ; mais toutes sont plus ou moins mêlées, en Orient surtout, d'éléments non-aryens" (3).

(1) Ibid. p. 14

(2) "Diese drei Rassen leben in annähernd gleicher Volkszahl nebeneinander. Keine ist stark genug, eine andere völlig zu unterwerfen, jede von ihnen hat die Kraft, sich gegen die anderen zu behaupten. Darin ist eine von Gott gewollte und in der Natur der Verhältnisse begründete Grundbedingung des europäischen Friedens und des reichen europäischen Lebens zu finden." Ibid. p. 415.

(3) "Politik als Wissenschaft", op. cit. Livre III, §3 "La famille des nations européennes" p. 100

Toutes ces races, loin de s'isoler, s'interpénètrent et se complètent en tous domaines. Les mélanges ethniques assurent entre elles la cohérence. Les jugements ethnopsychologiques de Bluntschli portent naturellement l'empreinte de son temps. Les Latins ont de la clarté d'esprit et de l'imagination, du goût et le sens de la politique, mais "ce sont des peuples âgés, dont les forces sont en partie consumées" (1).

Les Germains sont indépendants et résistent à tous les despotismes, en particulier au despotisme romain. Cependant, Bluntschli, qui est Suisse, est sensible à l'influence latine, surtout à l'influence du droit romain, à condition qu'elle soit bien assimilée par le caractère germanique. Quant aux Slaves, ce sont des membres plus passifs de la famille européenne. Bluntschli, un peu comme Herder, vante leur caractère doux, docile et pacifique ; la société patriarcale et théocratique des Russes assure la transition vers l'Asie, tandis que les peuples slaves occidentaux subissent l'ascendant de la civilisation germanique. Les Slaves ne créent pas la civilisation, ils la transmettent. Peut-être sont-ils appelés à réaliser un jour dans le monde l'idéal de la fraternité(2).

A la diversité de cette Europe raciale vient s'ajouter celle de l'Europe des nations.

Comment Bluntschli définit-il la nation ? Il proscriit bien entendu la théorie de la filiation ethnique :

"Nous savons maintenant que cette hypothèse est fausse, que du moins elle ne se justifie pas pour expliquer les nations de l'Europe d'aujourd'hui ; car celles-ci ont pour la plupart pris naissance à l'ère historique ..." (3).

Les nations européennes sont des entités historiques, les produits d'une longue maturation dans laquelle entrent en jeu, essentiellement, la langue, la religion, le cadre géographique et le système politique. Bluntschli décrit la nation comme une collectivité sentimentale et spirituelle englobant des hommes certes

(1) *ibid.* p. 101

(2) *ibid.* p. 44

(3) "Die nationale Staatenbildung und der moderne deutsche Staat", Berlin 1870, chap. 2, p.9

apparentés par le sang, mais séparés en classes et en professions(1). Ainsi donc, ce qui relie entre eux les hommes d'une même nation, c'est avant tout une culture commune, qui précisément les distingue des autres nations. "Le concept de nation est un concept historique de civilisation" (2). C'est justement la multiplicité des cultures et leur émulation qui enrichissent la vie européenne et empêchent la société moderne et cosmopolite des pays civilisés de tomber dans l'uniformité (3). Quant à la question de savoir si l'Etat et la nationalité doivent coïncider, Bluntschli y répond par la négative, en bon théoricien de la politique qu'il est.

Il est en effet enclin - nous verrons qu'Engels en fait autant - à hiérarchiser les peuples selon leur prétendue capacité à fonder des Etats. Selon cette théorie, Bluntschli dénie aux petites nations du Sud-Est européen toute existence politique autonome. L'application intégrale du principe national, poursuit-il, serait déraisonnable en Europe, car il aboutirait à un bouleversement total des frontières politiques. Comme K. Frantz, il estime par contre que l'existence de fragments de nationalités étrangères au sein des Etats nationaux ne peut être que bénéfique, pour la bonne raison qu'ils servent de médiateurs entre cultures différentes (4).

Ceci nous amène à considérer les conceptions de Bluntschli au sujet de l'unité de l'Europe. Notre auteur traite de phraséologie illusoire la dialectique hégélienne. Et pourtant il pose comme principe que, sur la voie du progrès humain, l'unité supérieure des nations est nécessairement la synthèse de leurs antithèses

(1) "Wir heissen Nation die erblich gewordene Geistes, Gemüts-und Rassegemeinschaft von Menschenmassen der verschiedenen Berufszweige und Gesellschaftsschichten ..." Ibid. p. 17

(2) "Le concept de nation est donc un concept historique de civilisation" Ibid.

(3) Ibid. p. 16

(4) Ibid. p. 31

Ce qui lie les peuples d'Europe, c'est d'abord une civilisation commune. Héritier de la foi rationaliste du 18ème siècle, Bluntschli définit la civilisation comme un idéal appartenant à l'humanité entière, comme le triomphe de l'esprit humain et comme un phénomène général d'ennoblissement et de spiritualisation (1).

Le concept de civilisation est le contre-poids indispensable à l'étroitesse du principe national. D'un autre côté, et en dépit de l'eupéanisation du monde, ce concept recouvre celui de "société européenne", c'est-à-dire pour Bluntschli l'ensemble des habitants des pays civilisés.

Que la civilisation européenne repose avant tout sur le christianisme, cela est évident. Bluntschli se montre pénétré de cette conviction dès 1839, lorsqu'il condamne devant le Grand Conseil de Zurich la candidature de D. F. Strauss (2). Plus tard, dans "La politique", il constate que la religion chrétienne se révèle "hautement favorable aux progrès de la civilisation et aux créations politiques humaines et conscientes" (3). Il estime en conséquence que le christianisme "est appelé à demeurer la religion de l'humanité virile" (4), celle qui fonde les institutions et fait l'histoire. De la civilisation chrétienne est issu le droit européen. Sur ce point, Bluntschli rejoint l'immense majorité des juristes de son époque.

Aussi l'idéal moral du christianisme imprègne-t-il la communauté européenne du droit. Ce qui amène Bluntschli à préconiser, par exemple dans "Le droit international moderne des Etats civilisés" ("Das moderne Völkerrecht der zivilisierten Staaten" 1872), des mesures qui vont contre le sacro-saint principe de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats. Qu'on en juge :

"Quand la situation intérieure d'un Etat met en péril

(1) cf. "Politik als Wissenschaft", op.cit.II, 3, p. 59

(2) "So habe ich insbesondere gefunden, das das wesentliche Element der ganzen europäischen Staatenentwicklung, die Seele der ganzen modernen Kultur das Christentum ist". "Denkwürdiges aus meinem Leben" op.cit. I, p. 208.

(3) "La Politique" op.cit. p. 160

(4) Ibid. p. 154

la paix européenne, ou bien que ses actions menacent la sécurité générale des Etats européens, ou bien que les souffrances de sa population apparaissent indignes de la civilisation européenne et lui sont insupportables, il ne s'agit plus des affaires particulières de ce seul Etat, mais la communauté des Etats européens est autorisée à y porter remède" (1).

On ne sera pas surpris que Bluntschli, comme Hälschner, tiennent l'utilisation des troupes africaines en 1870/71 de la part de la France pour une rechute dans la barbarie, car "ces gens, écrit-il, n'avaient en majorité aucun sens véritable de la civilisation chrétienne européenne" (2). Il faut cependant bien voir que le juriste libéral n'admet aucune tutelle de la religion sur le droit. Répétons qu'il prend le contre-pied des partisans de l'Europe chrétienne. S'il estime que l'idéalisme chrétien a préparé l'avènement du droit moderne, il n'en considère pas moins que la papauté s'est arrogé abusivement un pouvoir d'arbitrage sur toute la chrétienté médiévale. De même, les croisades et la Sainte-Alliance, qui prétendait restaurer la famille des peuples chrétiens et fonder le nouveau droit sur la religion (3), sont à son avis la négation d'un authentique droit international.

Il n'est pas étonnant que Bluntschli salue l'année 1856 comme une date historique : l'admission de la Turquie dans le Concert européen marque l'apparition d'un droit nouveau, non plus chrétien, mais vraiment européen.

"Depuis lors on reconnaît même dans la pratique que les limites de la chrétienté ne sont pas également celles du droit international ... Cette vérité a enfin prévalu, que la foi religieuse ne fonde pas et n'entrave pas l'obligation juridique" (4).

(1) "Das moderne Völkerrecht der zivilisierten Staaten" Nördlingen 1872 p.107 - première édition : Nördlingen 1868.

(2) Ibid. P. 314

(3) Ibid. P. 19

(4) cf. "Über das Verhältnis des modernen Staates zur Religion" 1868, dans "Gesammelte kleine Schriften" op.cit. Bd.II, p.149.

4. - Le couple romano-germanique.

Quand on analyse de manière un peu approfondie l'idée d'Europe chez Bluntschli, on y distingue trois notions qui dérivent l'une de l'autre : l'Europe traditionnelle fondée sur l'héritage chrétien, l'Europe moderne, créatrice d'un droit tendant à l'universalité, et enfin l'ensemble des Etats appelé "der Verein der europäischen Staatenwelt".

C'est au sein de cette Europe politique et diplomatique que la Turquie a été admise. Mais il est entendu que pour ce qui concerne la religion et les moeurs, le droit et l'Etat, les Turcs ne font pas partie de l'Europe (1). Quant à la Russie, elle n'est point véritablement européenne, ce qui n'étonne guère chez Bluntschli, qui réproouve le régime théocratique, signe d'un retard considérable dans le développement politique (2).

Vers 1830, Bluntschli a supputé le déclin de la civilisation occidentale, ainsi que l'avenir des Slaves. Il a envisagé lui aussi l'éventualité d'une fusion entre eux et la race germanique. L'Occident, estimait-il, était menacé par la décadence latine, et par un conflit futur entre peuples latins et peuples germaniques. Il reconnaît un demi-siècle plus tard avoir hâtivement généralisé (3). Le thème du déclin latin réapparaît sans doute parfois dans son oeuvre, jamais celui de la décadence de l'Occident, pas plus que celui de la régénération par les Slaves (4).

(1) cf. "Deutsche Staatslehre für Gebildete" op.cit. p. 438

(2) "Russland bildet den Übergang zu den grossen asiatischen Reichen. Das Reich ist zugleich ein europäischer und ein asiatischer Staat. Die theokratische Weltanschauung hat da noch eine relative Berechtigung, die sie in Westeuropa längst nicht mehr hat" ibid. p. 437.

(3) cf. "Denkwürdiges aus meinem Leben" op.cit. I, p. 176.

(4) Bluntschli rencontra en 1860 l'écrivain panslaviste russe Aksakov (1823-1886) qui, par sa négation de la civilisation et de l'histoire occidentales, lui fit l'effet d'un "rêveur sincère, mais puéril".
cf. "Denkwürdiges" op.cit. II, p. 282

En tout état de cause, les Slaves n'ont pas contribué à créer la civilisation moderne, qui a puisé à la triple source gréco-romaine, chrétienne et germanique. Bluntschli célèbre les grandes époques des nations latines et germaniques : Renaissance italienne, grandes découvertes espagnoles et portugaises, classicisme français, libéralisme anglais (1). La communauté des peuples romano-germaniques est la quintessence de l'Europe, le centre de la civilisation ; elle est surtout pour ce doctrinaire de la science politique qu'est Bluntschli le berceau de l'Etat moderne.

Les peuples d'Occident sont les dignes descendants des Aryens créateurs de l'Etat. Des origines à l'époque moderne, notre auteur suit à travers l'histoire des Grecs, des Romains et des Germains le développement continu de la culture politique. Actuellement, elle "repose en premier lieu sur la fusion des éléments gréco-romains et germaniques", qui dans l'Antiquité, puis au Moyen-Age ont successivement marché à la tête des peuples aryens (2). Dans la lente maturation de la civilisation occidentale, l'esprit latin et l'esprit germanique sont inséparables et complémentaires. Chacun, au Moyen-Age, régnait en son domaine : les Germains dans celui du droit et de la politique, les Latins dans celui de la culture spirituelle et intellectuelle (3).

Dans l'Europe moderne, estime Bluntschli, les rôles sont renversés : si l'autorité du droit romain est incontestable, l'esprit allemand est investi en revanche d'une haute mission morale. De l'union de la pensée allemande et de la forme latine, Bluntschli attend l'édification de la future Europe romano-germanique. Prenant position en 1844 contre la psychose d'hostilité héréditaire, il écrit dans les "Blätter für politische Kritik" :

"Nous ne croyons pas non plus à la paix éternelle entre l'Allemagne et la France, mais l'idée d'"ennemi héréditaire" est indigne ... La première des nations latines

(1) "La Politique" op.cit. pp. 41 à 43.

(2) "Allgemeine Staatslehre", Stuttgart 1886 (6è édition) p.12

(3) cf. "Gesammelte kleine Schriften", op.cit. Bd. II, p. 133

et la première des nations germaniques d'Europe auront sans doute encore de sérieux démêlés ensemble avant que leurs rapports réciproques et leurs relations avec l'Europe soient reconnus comme francs et sincères et qu'ainsi une paix durable soit fondée. - Mais bien que cet objectif ne puisse être atteint peut-être sans conflits préalables, ce but lui-même ne doit jamais être considéré comme impossible" (1).

Quelques années plus tard, il note dans son journal, à la date du 14 mars 1853 :

"L'importance de la Suisse pour l'Europe est aussi la suivante : montrer de manière exemplaire le rapprochement fraternel des races germanique et latine en vue de la fraternité future des Allemands et des Français, dont l'existence conditionne le salut de l'Europe" (2).

Il déclare enfin en 1877, à Bâle, devant une assemblée de juristes helvétiques :

"Les rapports des Allemands avec les peuples latins sont particulièrement intéressants. Les premiers sont supérieurs par la pensée, les seconds par la forme. Si le mélange réussit, on peut escompter une belle oeuvre, un modèle pour la future Europe romano-germanique"(3).

5. - Le rêve de l'Etat universel.

De la supériorité morale, spirituelle, juridique et politique des Indo-Européens, Bluntschli déduit la mission universelle de l'Europe moderne. Ce continent, partout occupé par les Aryens, est devenu par là le "chef de l'univers" (4).

(1) "Blätter für politische Kritik im Verein mit mehreren deutschen und schweizerischen Staatsmännern" München 1844 p. 66.

(2) "Denkwürdiges aus meinem Leben" II p. 131.

(3) "Denkwürdiges aus meinem Leben" III p. 418.

(4) "Europa, das Haupt der Erde" dans "Arische Völker und arische Rechte", 1857, op.cit. p. 78.

Energie, dignité, intelligence, volonté de progrès, goût de l'organisation, sens de la liberté distinguent la race blanche. Grâce à leur sens du progrès politique, qui pour Bluntschli coïncide avec le perfectionnement de la civilisation, les Européens se sont élevés au dessus de l'antique et ténébreuse religiosité asiatique pour créer une société vivante et évolutive (1). Ils ont conquis le droit de guider le monde :

"C'est là-dessus que se fonde le droit qu'ont ces peuples aryens d'Europe de diriger politiquement les autres peuples de la terre grâce à leurs idées et à leurs institutions, et de réaliser ainsi l'organisation de l'humanité" (2).

Pour ce qui concerne les caractères principaux des institutions que l'Europe a pour vocation d'universaliser, la réponse nous est donnée surtout dans l'article intitulé "Peuples aryens et droits aryens" ("Arische Völker und arische Rechte"). L'Etat doit être humain, c'est à dire organisé et dirigé par l'homme. Il doit être séparé de l'Eglise. Enfin il doit avoir pour fondement la liberté (3). Dans sa conviction libérale, Bluntschli pense que partout où la race blanche s'implante, elle apporte ipso facto avec elle l'affranchissement. Aussi est-il d'accord avec un certain despotisme colonial justifié selon lui par l'immense supériorité des Blancs. Il a évidemment conscience que l'assujettissement des races de couleur est en contradiction profonde avec ses principes et il ne se dissimule pas les graves inconvénients que présente le système colonialiste pour l'esprit européen (4). Mais sa foi libérale et son optimisme n'en sont pas entamés. Il reste convaincu du bien-fondé de l'expansion civilisatrice de l'Europe, ce continent et sa civilisation chrétienne étant pour lui le plus beau fleuron de l'humanité (5).

(1) Ibid. p. 89

(2) Allgem. Staatslehre, op.cit. Buch II p. 89

(3) Arische Völker und arische Rechte, op.cit. p.80

(4) cf. La Politique, op.cit. Livre 9 p. 271

(5) "Les progrès des missions chrétiennes accompagnent et affermissent les conquêtes pacifiques des nations modernes sur les barbares des autres parties du monde" La Politique, op.cit.p.40

Bluntschli croit fermement que la civilisation européenne représente la synthèse de l'histoire universelle et qu'elle a le pouvoir de s'assimiler toutes les valeurs humaines. Il aime les vastes perspectives à la façon hégélienne. Il nous décrit une Europe regardant à la fois vers l'Orient profond et vers l'humanité future :

"Notre civilisation ne repose pas uniquement sur le sol romain, ni sur le sol germanique, ni même sur la seule assise européenne. Les racines de son existence plongent aussi en Orient. Tout ce que l'histoire a produit de grand, elle cherche à l'assimiler, pour satisfaire par là à toutes les exigences de l'humanité venue à maturité" (1).

La civilisation de l'Occident est la seule qui soit universellement et purement humaine. Elle le doit au puissant souffle chrétien et libéral qui anime depuis l'Antiquité les peuples occidentaux. Lorsque Bluntschli parle de peuples civilisateurs, il pense assurément aux nations germaniques et latines du Vieux Continent. Mais il pense aussi à l'Amérique du Nord, prolongement de l'Europe, à ces peuples nord-américains qui font partie comme elle de ces Etats indo-européens civilisés qui sont appelés à créer le droit international universel (2). Dans ses méditations sur l'avenir de l'Occident, il arrive à l'auteur d'envisager l'époque où le Nouveau Monde remplacera l'Ancien à la tête de l'univers (3).

De toute manière, pense Bluntschli, l'humanité va vers l'adoption généralisée du droit européen. La suppression du servage

(1) Gesammelte kleine Schriften, op. cit. p.34

(2) "Das moderne Völkerrecht der zivilisierten Staaten" p. 60 : Das heutige Völkerrecht ist vorerst inmitten der christlichen und der europäischen Völkerfamilie, zu welcher natürlich die Kolonien in Amerika mit zu rechnen sind, entstanden, und wird durch ihre Einflüsse allmählich über den Erdball hin ausgebreitet ... Die germanische und die romanische Rasse haben das meiste dazu getan. Aber gerade weil der Geist dieser Rassen einen universellen Charakter hat, und nach Humanität trachtet, so verwirft er grundsätzlich jede Beschränkung des Völkerrechts auf bestimmte Völker und will allen Völkern gerecht werden.

(3) Gesammelte kleine Schriften, op. cit. Bd. I p. 79

en Russie, celle de l'esclavage aux Etats-Unis, l'ouverture des pays d'Extrême-Orient au commerce occidental sont de bon augure. Devant la progression de la civilisation européenne, l'Asie a perdu sa prédominance, elle qui était la patrie des Aryens. Comme l'Afrique, elle doit céder devant l'Europe (1).

Dépassant Baltzer et Hälschner, Bluntschli voit se profiler à l'horizon l'avènement de l'Etat universel, dont l'expansion du droit international n'est qu'une préfiguration. A partir de 1875, il trace dans plusieurs de ses ouvrages ces perspectives mondialistes. Il discerne dans les tentatives passées de monarchie universelle des avatars de la conscience européenne de l'Etat et les premières ébauches d'un Etat mondial. Il est frappé, en outre, comme beaucoup de ses contemporains, par la solidarité croissante des nations européennes dans les domaines de l'économie et du commerce. Il compare l'humanité civilisée à un organisme vivant ayant des intérêts identiques et des réactions communes. Il lui semble logique que "l'esprit européen tourne dès à présent ses regards vers la terre entière et que la race aryenne se sente appelée à ordonner le monde" (2).

Il est assez réaliste pour savoir que l'Etat universel, l'Etat parfait n'est encore qu'une vue de l'esprit. Mais il le considère comme l'objectif suprême du progrès humain. Les Etats nationaux du 19ème siècle n'en sont que les premiers degrés. L'influence de Kant est ici évidente. Bluntschli ne voit pas dans le mondialisme une utopie pure et simple, mais "l'idéal de l'humanité en marche" (3), que l'Europe atteindra lorsqu'elle sera parvenue à s'organiser elle-même et à dominer les problèmes de la société humaine.

Une démarche téléologique proche de la philosophie hégélienne n'est pas moins discernable : Dieu conduit le genre humain à travers l'évolution historique vers la réalisation de la liberté, vers

(1) Ibid. Bd.I pp.79-80

(2) Allgemeine Staatslehre, op.cit. p. 33

(3) Ibid. p. 27

l'humanité parfaite. Le "Weltgeist", que Bluntschli nomme l' "esprit du temps", le "développement ordonné de l'âme du genre humain" (1), s'incarne tour à tour dans chacun des peuples historiques.

Par là, l'auteur tente d'apporter une solution au grand problème de l'Europe du 19ème siècle, celui des rapports entre nationalisme et universalisme. Dans sa pensée, nationalité et humanité ne sont pas antinomiques ; les nations civilisées ont en commun l'idéal supérieur de l'unité du genre humain, et le droit international des peuples européens est la phase initiale de cette "politique humaine" (humane Politik) qui trouvera son achèvement dans l'Etat universel (2).

La philosophie libérale de Bluntschli cherche à surmonter grâce au dynamisme de l'expansion occidentale les dangers que recèle le phénomène national. Partie de principes profondément différents de ceux des chrétiens, l'idée d'Europe aboutit ici comme chez K. Frantz à l'affirmation du caractère universaliste de la civilisation chrétienne occidentale et du droit dont elle est la source.

6. - L'organisation de l'union des Etats européens. ("Die Organisation des europäischen Staatenvereins").

Au lendemain de la guerre de 1870, Bluntschli se préoccupe lui aussi des voies et des moyens nécessaires à la sauvegarde de la communauté européenne. Il fait alors plusieurs constatations.

Il se rend compte que son époque commence à entrevoir l'idée d'un rapprochement entre les Etats, et en premier lieu entre Etats européens. Mais il doit reconnaître par ailleurs qu'il n'existe

(1) La Politique, op. cit. p. 84

(2) Politik als Wissenschaft, op. cit. pp. 77-78

encore aucune possibilité juridique de concrétiser ces aspirations: Le droit international moderne, né de la dissolution de la chrétienté médiévale et de l'affranchissement de la société civile, est bien issu de la nécessité de faire coexister les Etats nationaux, mais son application dépend du bon vouloir de ces Etats, faute d'une volonté commune et d'une organisation d'ensemble.

Bluntschli doit donc admettre que l'idéal kantien de "citoyenneté du monde" ("Weltbürgertum"), est encore loin de s'inscrire dans les faits. Quant à la paix éternelle, il la considère comme une utopie. Désireux d'associer désormais les peuples à la politique, il juge que les projets d'organisation élaborés au 18ème siècle sont inapplicables au 19ème, pour la simple raison qu'ils ne tiennent compte que de l'Europe des souverains.

D'autre part, il est hostile au principe de l'équilibre, tel qu'il anime en particulier le "Projet de paix perpétuelle" de l'Abbé de Saint-Pierre (1712) (1). Cet équilibre paraît à Bluntschli "mathématique" et "artificiel"; Il y voit un produit de l'esprit de géométrie, une notion abstraite ne faisant entrer en ligne de compte ni les inégalités naturelles entre les puissances, ni les forces spirituelles. L'équilibre que prône Friedrich von Gentz ne lui semble pas plus satisfaisant. Il ne peut s'appliquer, pense-t-il, qu'à la "Famille des Etats européens" telle qu'elle existait à la fin de l'Ancien régime et sous la Restauration.

La "Pentarchie", c'est à dire la prépondérance de l'Autriche, de la Prusse, de la Russie, de l'Angleterre et de la France, ne fait aucune place aux Etats moyens et petits et avantage les Etats germaniques par rapport aux nations latines. L'évolution politique du 19ème siècle, la naissance de nouvelles grandes puissances comme l'Italie rendent caduc le système pentarchique (2).

(1) "Projet de paix perpétuelle", publié en 1712 sous le titre de "Mémoires pour rendre la paix perpétuelle en Europe". Bluntschli cite d'ailleurs ce projet sous le titre erroné de "Projet de la paix éternelle" et le fait dater de 1715. cf. "Das moderne Völkerrecht der zivilisierten Staaten" op.cit. p. 101.

(2) "Das moderne Völkerrecht der zivilisierten Staaten" op.cit.p.105 "Ce que l'on nomme la Pentarchie peut être considéré comme le début d'une organisation de l'Europe, mais non comme son achèvement".

Lorsqu'il écrit en 1872 "Das moderne Völkerrecht der zivilisierten Staaten", Bluntschli ne trouve pas de meilleur moyen d'assurer la paix que de réunir un congrès européen. Il reprend ainsi l'idée de l'Abbé de Saint-Pierre et de Kant, mais en la modifiant profondément : c'est à l'empereur d'Allemagne qu'incomberait l'initiative de réunir le congrès, et celui-ci serait un "aréopage de droit international, c'est à dire une assemblée d'hommes versés dans cette matière" (1). Il ne s'agit pas, dans l'esprit de Bluntschli, de congrès de souverains et de diplomates, mais de congrès de juristes comme ceux auxquels il participe après 1871. Chaque Etat y enverrait au minimum deux représentants et le lieu de rencontre serait situé en pays neutre, en Suisse ou en Belgique. L'idée lui semble en tout cas plus réalisable que celle d'un sénat ou d'un parlement international, qui risque de rester longtemps encore "un voeu pieux". Fidèle à ses perspectives mondialistes, il regrette qu'un pareil congrès ne soit point un congrès universel, auquel participeraient au moins les Etats-Unis d'Amérique. Mais un simple congrès européen pourrait, par la seule vertu de l'unanimité, s'ériger à la face du monde comme la tribune du droit des gens (2).

Dans "Deutsche Staatslehre für Gebildete", Bluntschli reprend deux ans après, en 1874, la critique de la Pentarchie, dernier essai d' "associer et d'organiser les Etats européens en Etats-Unis d'Europe" (3). Si la Pentarchie a échoué, répète-t-il, c'est que, comme les projets irénistes du 18ème siècle, cette tentative d'organisation pratique ne faisait aucune place à la représentation populaire. C'est pourquoi toute tentative adéquate doit répondre

(1) Ibid. p. 108

(2) Ibid. p. 109 : "Ein europäischer Kongress hat nicht die Autorität eines Weltkongresses, aber wenn er einig ist, so spricht er das derzeitige europäische Rechtsbewusstsein auch bezüglich des allgemeinen Völkerrechts aus".

(3) Deutsche Staatslehre für Gebildete, op.cit. p. 418

aux conceptions juridiques et politiques modernes en permettant la participation des peuples (1).

C'est ici que le juriste met en avant le modèle suisse qui lui paraît à cet égard probant. La Confédération helvétique est le type même du pays pacifique, multinational, intermédiaire entre les grands Etats. Par sa situation, ses institutions, elle est le "pays central de l'Europe", le "pays de la paix" (2). Hormis leur rôle de médiation et de neutralité, les petites républiques suisses doivent être par leur sens de la liberté populaire à l'avant-garde de l'Europe, donc du monde. Dans ses mémoires, l'auteur nomme la Suisse "la soupape de sûreté" du système conservateur et dynastique de l'Europe, un flot libéral au milieu d'un continent soumis à l'arbitraire des princes (3). Somme toute, la réalisation de la liberté, la coexistence originale de plusieurs nationalités confèrent au peuple suisse une importance qui dépasse de beaucoup son poids réel dans les affaires de l'Europe. Ce peuple représente des idées qui apporteront un jour au continent la paix et l'union. Et lorsque la Suisse viendra se fondre dans une grande communauté européenne, l'ensemble multinational helvétique, écrit Bluntschli, n'aura pas existé en vain (4). Comme le fait Hilty à la même époque, l'ancien citoyen de Zurich s'efforce de justifier l'existence de son pays d'origine.

Mais n'oublions pas en Bluntschli le libéral de 1848. Comme ceux de sa génération, il éprouve un véritable engouement pour le système fédéral américain. Tout autant que bon nombre de spécialistes

(1) Ibid. p. 419

(2) Das moderne Völkerrecht der zivilisierten Staaten. op.cit. p.414

(3) cf. Denkwürdiges aus meinem Leben II p. 251.

(4) "Sie hat der Freiheit und dem freundlichen Zusammenwirken der slavischen Nationalitäten als Genossen der zivilisierten Menschheit durch ihr Beispiel die Wege gezeigt. Wenn dereinst das Ideal der Zukunft verwirklicht sein wird, dann mag die internationale Schweizernationalität in der grösseren europäischen Gemeinschaft aufgelöst werden. Sie wird nicht vergeblich und nicht unruhlich gelebt haben"

"Die schweizerische Nationalität", 1875, dans "Gesammelte kleine Schriften" op.cit. p. 130.

de science politique, il est sensible aux conceptions hamiltoniennes (1) du fédéralisme, le juste milieu entre la confédération et l'unitarisme. Cette solution lui semble parfaitement adaptée au système républicain, en particulier à la Suisse qui l'a imitée en 1848 (2). Le juriste en lui est enthousiasmé par la création de l'union américaine, modèle unique de fondation d'un Etat sur des bases intégralement juridiques. Il note pourtant lui aussi que l'évolution politique américaine est différente de celle du Vieux Monde. L'Amérique est de plus en plus républicaine, l'Europe reste traditionnellement monarchique (3).

Bluntschli pense comme Treitschke que le vrai fédéralisme est nécessairement républicain. Et c'est pourquoi dans son traité de 1878 "Organisation de l'union des Etats européens", il se déclare partisan non d'une fédération mais d'une confédération européenne (4).

Ce traité, dans lequel l'auteur cristallise en quelque sorte les idées précédemment exposées, est l'un des projets les plus connus du 19ème siècle et mérite à ce titre une étude attentive.

Bluntschli y fait d'abord le point sur la situation historique de l'Europe de son temps. Il y définit l'originalité de l'Europe par rapport à l'Asie d'une part, aux Etats américains d'autre part. Entre l'Europe et l'Asie, il existe toujours pour lui une différence radicale de civilisation, de droit et d'institutions politiques. Quant à la différence entre la vieille Europe

(1) Hamilton (Alexander) 1757-1804, homme d'Etat américain, l'un des rédacteurs de la Constitution des Etats-Unis et fondateur du parti fédéraliste après la guerre d'Indépendance.

(2) cf. Die Gründung der Amerikanischen Union von 1787, dans "Sammlung gemeinverständlicher wissenschaftlicher Vorträge" hrsg von R. Virchow und Fr. von Holtzendorff Serie III Heft 54 Berlin 1868 p.24

(3) cf. La Politique, op.cit. p. 255

(4) Paru d'abord dans la revue "Die Gegenwart", le projet fut publié en 1881 dans le tome II des "Gesammelte kleine Schriften", "Aufsätze über Politik und Völkerrecht".

et le Nouveau Monde, elle est évidente : l'extrême diversification de l'Europe interdit l'application du fédéralisme à l'américaine, et à fortiori toute formule unitaire.

Le projet souligne sans équivoque la force de l'idée nationale en Europe :

"L'Europe se compose de nations très diverses, qui ne se laisseront pas ... unir politiquement, car elles sont séparées par le lieu de résidence, la race, l'histoire, la civilisation, les intérêts, le droit. Allemands et Français, Anglais et Russes, Autrichiens et Italiens ne sont aucunement enclins à former un Etat européen unitaire et collectif. Ils considéreraient celui-ci comme une dissolution et une suppression de leur véritable nationalité, à laquelle ils tiennent par dessus tout"(1).

Les choses sont nettes, par conséquent. La contexture politique de l'Europe interdit toute possibilité d'application des principes fédéralistes. L'Europe représente une pluralité de peuples qui tous ont leurs traditions.

Voilà pour la loi de diversité. Elle est compensée par une loi d'unité, que Ranke avait déjà mise en relief. Ainsi se maintient la cohésion du continent. Par delà les divergences et les conflits, les peuples européens sont liés par des principes communs. Ils constituent - et ils en ont conscience - cette "communauté juridique" dont est issu le droit international et qui s'est traduite historiquement par les systèmes de la Pentarchie et de la Sainte-Alliance. L'histoire, estime Bluntschli, enseigne que l'idée d'unir les Etats européens date de loin et n'est pas une chimère(2).

Ayant ainsi cherché à se prémunir contre le reproche d'irréalisme, l'auteur se met en devoir de prendre ses distances vis à vis des projets précédents. Il fait à nouveau un sort aux plans de l'Abbé de Saint-Pierre, qu'il critique cette fois plus en détail. Les principaux chefs d'accusation demeurent les mêmes : l'Abbé philanthrope et pacifiste n'avait aucun sens de la politique et s'est fourvoyé dans les utopies de la paix éternelle. Son système purement statique ne tient aucun compte de l'évolution des conditions politiques. Mêmes reproches envers les projets de Leibniz,

(1) Gesammelte kleine Schriften II p. 293

(2) Ibid. p. 280

de Rousseau et de Kant, qui n'envisagent que des congrès de souverains (1). Bien que désireux d'assurer la paix en la fondant sur un ordre juridique, ces précurseurs n'ont point tenu compte de l'aspiration des peuples à la liberté.

"Il est impossible d'instaurer pour cette union des Etats européens une constitution sans liberté qui ne prenne en considération que l'autorité des gouvernements et non les droits des peuples ..." (2).

Bluntschli précise ses vues en matière institutionnelle. Il considère comme indispensable d'harmoniser les constitutions particulières des Etats et les institutions communautaires. Celles-ci ne doivent en aucun cas, dit-il, être comme la Diète de la "Confédération germanique", une société d'assurance intergouvernementale. Il approuve à ce sujet les conceptions de Lorimer (3), professeur de droit écossais et auteur en 1877 d'un article sur "Le problème final du droit international". Lorimer, qu'il a rencontré en 1875(4), a compris que le système de l'équilibre est dépassé et qu'il faut à l'Europe des structures dynamiques, susceptibles de s'adapter à l'évolution incessante des peuples.

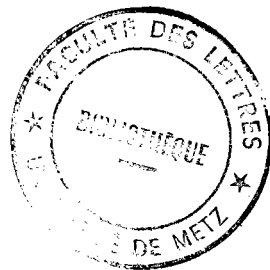
(1) En réalité Rousseau, qui reprit le projet de l'Abbé de Saint-Pierre en 1756, visait à unir non les princes, mais les peuples libérés de leur tutelle.
cf. "Die Idee Europa 1300-1946" hrsg. von R.H. Foerster, DTV München 1963 pp.86-101.

cf. également du même auteur "Europa-Geschichte einer politischen Idee" München 1967 chap. "Das Europa der Aufklärung" p. 149 et suiv., ainsi que Pierre Rain "Organisation de la paix en Europe depuis les origines jusqu'à l'ONU" Paris 1946 p.47 et suiv., et Kurt von Raumer "Ewiger Friede - Friedensrufe und Friedenspläne seit der Renaissance" Freiburg-München 1953 p. 127 et suiv.

(2) "Die Organisation des europäischen Staatenvereins" op.cit.p.292

(3) James Lorimer 1818-1890, professeur à l'Université d'Edimbourg, l'un des fondateurs de l'Institut de droit international (1873). Il publia en 1872 "Institutes of the Law" et en 1883-84 "Institutes of the Law of Nations". Son oeuvre eut une grande influence en Allemagne et en France. Au sujet d'une analyse comparée des projets de Lorimer et Bluntschli. Cf. R.H. Foerster "Europa - Geschichte einer politischen Idee" München 1967, pp. 285-291.

(4) cf. Revue de droit international, Cahier II, Gand 1877



L'application du principe représentatif est le moyen le plus sûr, d'après les deux juristes, d'éviter un statu quo artificiel et dangereux. Mais si Bluntschli partage les idéaux libéraux de Lorimer, il s'éloigne de lui en d'autres domaines, et d'abord sur le point de savoir si l'Europe doit être une fédération ou une confédération. Lorimer est en effet partisan d'appliquer intégralement à l'Europe le fédéralisme hamiltonien. Or nous savons que Bluntschli est convaincu que toute intégration supranationale est impossible et que l'échec des tentatives de monarchie universelle en est une preuve incontestable. En second lieu, il estime le plan de Lorimer, qui prétend républicaniser l'Europe, contraire à l'évolution historique de ce continent. Enfin il s'inscrit en faux contre un certain nombre de propositions de son collègue d'Edimbourg : congrès composé d'un Sénat aristocratique sans pouvoir réel et d'une chambre démagogique, exécutif trop faible, parlement sans pratique politique, sans langue commune et sans compétence dans les questions coloniales et extra-européennes, utopie d'une armée internationale. Il en résulte que pour Bluntschli le projet de Lorimer est une "vision chimérique et inviable" (1). L'auteur de "Die Organisation des europäischen Staatenvereins" a en revanche pour ambition de faire oeuvre réaliste. Il pense se placer sur le terrain des réalités historiques et politiques en soutenant que l'obstacle majeur à l'union des Etats européens, à savoir le danger d'hégémonie de l'un d'entre eux, est enfin écarté pour toujours. Toutes les grandes puissances savent désormais qu'aucune ne peut soumettre l'Europe. Dans ces conditions, le besoin d'unification se fera sentir avec une insistance impérieuse (2).

(1) "Die Organisation des europäischen Staatenvereins" op.cit.p.298.

(2) Ibid. p. 312 : Das Bedürfnis der Lösung des Problems wird von Jahr zu Jahr dringender empfunden werden. Die grosse Gefahr, die bisher immer wieder jede Einigung der europäischen Staaten verhindert hat, die Gefahr von der Hegemonie eines Staates über die anderen, ist endlich für immer beseitigt".

On sait ce qu'il en est advenu.

Bluntschli commet encore une singulière erreur d'appréciation lorsqu'il juge l'organisation de l'Europe beaucoup moins difficile que l'unification allemande. Il est par contre bien inspiré lorsqu'il écrit que la première sera plus favorable que la seconde au développement de l'humanité.

Bref, l'unique solution d'avenir est la confédération : elle seule peut sauvegarder l'indépendance des Etats. "seule la confédération réalisera l'objectif d'une union et d'une communauté durables de l'Europe sans léser la souveraineté des Etats confédérés" (1). Pas plus qu'ils n'ont supporté la monarchie universelle, les Etats ne peuvent tolérer l'ingérence dans leurs affaires nationales d'une instance qui leur serait supérieure. L'auteur met ici sur le même plan toutes les formes institutionnelles tendant à la limitation des prérogatives nationales, aussi bien le fédéralisme parlementaire que l'unitarisme centralisateur.

C'est là qu'est le noeud du problème, et Bluntschli l'a bien vu. Le problème européen est un problème sui generis.

Etant donné qu'il n'y a pas de peuple européen, affirme-t-il il ne peut y avoir d'Etat qui s'appelle l'Europe (2). Il note fort justement que ni les Etats-Unis d'Amérique, ni la Confédération helvétique, ni le Reich allemand ne peuvent être en pareil cas des modèles rigoureux. Et les choses étant ce qu'elles sont, la confédération d'Etats est seule possible. La condition sine qua non de la réalisation rapide d'une confédération est la sauvegarde de l'autonomie des Etats, qui sont des personnalités souveraines, résolues à maintenir leurs droits, leurs gouvernements, leurs armées.

(1) Ibid. p.284. L'objectif principal des spécialistes du droit international qui s'attachaient dans la seconde moitié du 19^e siècle à sa codification, était la justification de la souveraineté des Etats, avec un corollaire indispensable : l'arbitrage ou la confédération. Cf. à ce sujet R.H. Foerster "Europa-Geschichte einer politischen Idee" op.cit. p.284.

(2) Ibid. p.299 : "Eine politische Staatseinheit ohne ein Volk ist ein Widerspruch in sich. Da es kein europäisches Volk gibt, so kann es auch keinen Staat geben, der Europa heisst".

Cela étant acquis, Bluntschli fixe à la confédération des buts limités et des compétences modestes, ne nécessitant ni "division des pouvoirs, ni parlement souverain pour la législation, ni gouvernement commun" (1). Il lui reviendra seulement d'appliquer le droit international, d'assurer la paix et de promouvoir les intérêts de la civilisation. L'esprit coopératif et la bonne volonté des Etats suffisent, selon lui, pour atteindre ces objectifs.

Le pouvoir sera donc aux Etats. L'auteur en dénombre dix-huit dont six grandes puissances : Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Autriche-Hongrie et Russie. Mais il se garde d'en fixer définitivement le nombre. L'activité, l'énergie, le dynamisme d'un peuple peuvent toujours compenser une infériorité démographique et des nations moyennes peuvent se hausser au rang des grandes puissances. Bluntschli compte parmi les Etats moyens d'Europe occidentale l'Espagne, le Portugal, la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, la Suède-Norvège et la Suisse, tandis que les Etats souverains d'Europe orientale sont au nombre de cinq : la Turquie, la Grèce, la Roumanie, la Serbie et la Bulgarie.

Il écarte du Concert européen les très petits Etats, ces résidus de l'histoire. Ces dix-huit Etats seront, en tant que personnalités juridiques, égaux en droits. Mais les grandes puissances qui assument de plus grandes responsabilités historiques, disposeront d'une représentation plus forte au sein des organismes communautaires. Il est prévu deux assemblées : un "Conseil confédéral" (Bundesrat) et un "Sénat" (Repräsentantenhaus).

Le premier organisme sera composé des représentants des gouvernements, à raison de deux pour les grandes puissances et d'un pour les puissances moyennes. Le deuxième comprendra les représentants des peuples, au nombre de huit ou dix pour chaque grande puissance et de quatre ou cinq pour les autres. L'auteur tient à

(1) Ibid. p. 298.

ce que les sénateurs soient versés en droit international et en science politique, et de toute évidence il s'inspire une fois encore des congrès internationaux dont il a l'expérience..

Il règle la question de la langue en se référant à l'exemple de ces congrès de juristes, ainsi qu'au modèle helvétique : il envisage trois langues officielles, le français, l'anglais et l'allemand, avec traduction éventuelle des débats.

Le Sénat pourra se réunir tous les deux ou trois ans, dans une ville déterminée par le Conseil confédéral. La présidence du Sénat sera fixée par élection, tandis que celle du Conseil confédéral sera assurée à tour de rôle par chacune des grandes puissances. Bluntschli ne désigne pas de capitale : on devra seulement éviter de fixer le siège des assemblées dans quelque grande métropole. On aura avantage, pour la sérénité des travaux, à préférer Bruxelles, La Haye, Genève, Leipzig, Nancy ou Milan, ou telles villes culturelles d'Europe occidentale (1).

Les Etats étant souverains, la Confédération n'aura bien entendu ni autonomie financière, ni compétence militaire. Toutefois, et cet aspect institutionnel paraît important, l'unanimité des membres ne sera pas requise dans les deux assemblées, qui prendront leurs décisions à la majorité absolue. Bluntschli estime qu'à défaut d'unanimité, ceci autorise une organisation juridique indiscutable, qui permette le règlement des litiges par l'arbitrage.

La sauvegarde de la paix et les grandes affaires politiques seront confiées au Conseil confédéral qui aura également la haute main sur l'administration et la justice internationales. Bluntschli préconise la création de bureaux centraux pour les transports, les postes, les chemins de fer, le commerce, ainsi qu'un secrétariat confédéral.

(1) Bluntschli est contre le choix par Lorimer de Constantinople pour capitale. Ibid. p. 297.

Il prévoit aussi, naturellement, le cas où il y aurait divergence entre la confédération et un Etat-membre. La décision de mettre en oeuvre les moyens de coercition nécessaires reviendra à un comité issu du Conseil Confédéral, le "Collège des grandes puissances". Cette décision devra être approuvée par les deux assemblées. On voit quelles précautions prend Bluntschli pour qu' "aucun Etat ne soit illégalement lésé dans sa personnalité et sa liberté"(1).

Le projet a l'avantage, à son avis, d'assurer à la fois le développement du droit international européen et l'autonomie des Etats. Il ne prétend pas éliminer la guerre d'un coup de baguette magique. Sa conséquence ne serait pas le désarmement total et immédiat, ce qui aux yeux de l'auteur n'est même pas souhaitable (2). Il permettrait du moins d'éviter les guerres de conquête et d'introduire l'esprit d'arbitrage dans les rapports internationaux. Il aiderait en quelque sorte à moraliser les relations interétatiques : aucune nation ne pourrait défier le jugement et la volonté d'un continent entier. Le bien-être général serait assuré par la diminution des charges militaires et la disparition de la psychose de guerre.

Bluntschli sait bien que ses plans font abstraction de l'euro-péanisation du monde et de la colonisation d'autres continents. Il sait qu'on ne peut "organiser l'Europe sans agir directement sur le système mondial" (3). Mais il juge que ces problèmes peuvent être réglés ultérieurement et qu'il est urgent d'apprendre d'abord à régler pacifiquement les questions proprement européennes. L'esprit positif de Bluntschli se refuse sur tous les plans à quitter le terrain des réalités.

(1) Ibid. p. 310

(2) Ibid. p. 311

(3) Ibid.

D'ailleurs il ne cache pas que dans l'état actuel des choses son projet n'a qu'une valeur académique, que les hommes d'Etat ont des tâches plus pressantes à assumer et que l'opinion publique est sceptique envers les théoriciens. Il espère néanmoins que, dans un avenir indéterminé, un homme "aux larges vues et au grand coeur" en entreprendra la mise en oeuvre. Le grand problème de l'organisation de l'Europe ne peut être éternellement éludé. Telle est sa conviction.

Sa modeste ambition est de faire quelques suggestions concrètes qui seront utiles le moment venu (1). Il juge son plan raisonnable et modéré, donc plus efficace que les utopies de l'Abbé de Saint-Pierre et de Lorimer.

C'est dans le "Grand Dessein" d'Henri IV et de Sully que Bluntschli se trouve une ascendance spirituelle. Il se sent le successeur de ces hommes d'Etat protestants dont il pense qu'ils ont eu le mérite de défendre en Europe la tolérance religieuse et de réagir contre l'impérialisme des Habsbourg. Il est probable que sur plusieurs points l' "Organisation de l'union des Etats européens" s'inspire de la "République chrétienne" du "Grand Dessein", entre autres par ses conceptions confédérales et par son hostilité à la monarchie universelle. Mais Bluntschli a voulu innover dans un sens moderne et libéral en sacrifiant, sans excès d'ailleurs, aux tendances représentatives. Il vise en outre à améliorer le célèbre projet du 17ème siècle en concrétisant la supériorité des grandes puissances, et en institutionnalisant la prédominance d'une pentarchie ou d'une "hexarchie" dans les affaires européennes.

(1) Ibid. p. 281 : "Kommt aber die Zeit, welche die Lösung des Problems möglich macht, so wird es sich auch nützlich erweisen, wenn zuvor die Kritik die Mängel der bisherigen Versuche blosslegt und die Aufmerksamkeit auf die Bedingungen hingelenkt hat, die jedes neue Unternehmen der Art beachten muss, um einen Erfolg zu erzielen."

C'est là justement la principale faiblesse d'un système qui ne pouvait fonctionner que grâce au consensus des grands Etats. Et Bluntschli n'avait point prévu que, quelques années après sa mort, l'Europe se scinderait en deux blocs rivaux.

7. - La "monarchie organique" allemande.

Il est superflu de rappeler que pour Bluntschli les principaux dangers qui menacent l'Europe ne viennent pas des antagonismes nationaux. Il a, dès sa jeunesse, dénoncé le socialisme collectiviste dont le despotisme risquerait de ramener l'Europe au temps des "pyramides et des obélisques d'Egypte" (1). Traitant plus tard de la question sociale, il s'est élevé contre la ségrégation entre possédants et prolétaires, cause d'aggravation de la lutte des classes. Il reconnaît que le prolétariat joue son rôle dans l'Etat européen moderne, mais lui refuse toute faculté de gouvernement (2). Il est partisan du gouvernement des minorités et combat l'égalitarisme démocratique et le suffrage universel, auquel il reproche, comme K. Frantz, "d'atomiser" les masses.

Sa théorie de l'Etat n'est du reste pas exempte d'organicisme romantique, si l'on en croit la définition suivante : un ensemble "étroitement uni, ayant ses membres naturels, formant un tout à la fois fixe et varié" (3).

Bluntschli interprète l'histoire politique de l'Europe depuis le milieu du 18ème siècle comme le conflit de deux grands principes : le radicalisme et le libéralisme. Le radicalisme, estime-t-il, a eu le mérite de jeter à bas la société médiévale. Il contribue à éliminer les idées et les institutions caduques. Mais

(1) Blätter für politische Kritik, op.cit. p. 131.

(2) cf. Théorie Générale de l'Etat, op.cit. pp.166-167.

(3) cf. La Politique, op. cit. p. 289

il recèle des périls : abstractions dangereuses et propension à l'idéalisme utopique, pouvant mener à la tyrannie des masses. Rousseau, Robespierre, Babeuf, Bakounine et Marx, en voilà des exemples patents. A ce radicalisme imaginatif, chimérique, "féminin", Bluntschli oppose le libéralisme "viril" et réaliste du 19^e siècle.(1)

Au nom du libéralisme européen, il s'inscrit par ailleurs en faux contre la théorie de la monarchie de droit divin. Citant Konstantin Frantz et sa "Kritik aller Parteien", qu'il approuve au moins sur ce point, il réfute les doctrines légitimistes de Stahl. Ce qu'il reproche à Stahl, c'est d'avoir étayé de ses théories théocratiques la réaction romantique dans la Prusse de Frédéric-Guillaume IV, d'avoir introduit dans un pays protestant un dogme d'inspiration catholique, "convenable pour une race stupide de barbares, et que l'on ose proposer aux Européens modernes"(2). Dans le grand débat du droit historique et du droit naturel, notre juriste prend sans conteste le parti du second. L'Etat chrétien de Stahl lui semble indigne de l'Europe civilisée, voire à peine possible en Russie (3). Si Bluntschli prend ainsi feu et flamme dans cette polémique, c'est qu'il se sent touché au plus profond de ses convictions. La doctrine du droit divin s'oppose à l'évolution historique, à la lente émancipation de l'Etat, libéré enfin dans l'Allemagne protestante de la tutelle de l'Eglise.

Bluntschli éprouve une égale animadversion envers Stahl et l'ultramontanisme. "Le chemin de Stahl mène à Rome", écrit-il en plein "Kulturkampf" (4). Ce libéral a été l'un des partisans les

(1) "En comparant les principales idées qui remuent l'Europe depuis un siècle, l'on peut se convaincre qu'elles vont du radicalisme au libéralisme. L'idée libérale de l'Etat public (Volksstaat) a justement détrôné le Contrat social de Rousseau. La liberté radicale de la Révolution française était une conception abstraite, ayant l'égalité mathématique pour base ... la liberté libérale a ses racines dans la personnalité vivante des individus et de la nation ..." "La politique" op.cit.p.385.

(2) La Politique, op.cit. p.353

(3) Ibid. p. 361

(4) Ibid. p. 361

plus acharnés de l'expulsion des Jésuites, ce que la presse catholique lui a violemment reproché. Il a lancé l'anathème contre des hommes dont il a écrit que chacune de leurs victoires ... "est une défaite pour la civilisation humaine" et que seule leur proscription peut assurer la paix de l'Europe (1). Dans un article de 1872 "L'ordre des Jésuites et l'Empire allemand" ("Der Jesuitenorden und das deutsche Reich"), il met face à face Luther et Ignace de Loyola, la liberté religieuse allemande et le fanatisme catholique latin, le nouveau Reich pacifique et l'esprit romain de conquête et d'obscurantisme (2).

Il n'existe pas d'après lui de meilleure défense contre les périls politiques, sociaux et religieux que l'esprit national allemand. Bluntschli est l'un des plus fervents laudateurs de l'esprit allemand d'autonomie. Il est, après Hegel, l'un des auteurs qui ont le plus contribué à fixer l'image d'une Allemagne moderne, dont la mission serait de tenir haut le flambeau de la liberté politique, religieuse et scientifique.

"La nation allemande a pour mission historique de délivrer le monde de la tyrannie de Rome ..." (3).

Toute l'histoire de l'Occident culmine dans l'Etat germanique, l'Etat "viril"; l'apogée de l'évolution de la race aryenne est d'apporter à l'Europe la libération, comme les anciens Germains ont vaincu la Rome païenne et les empereurs du Moyen-Age la Rome papale (4). Bluntschli ne manque pas, ce faisant, de souligner les aspects universalistes (5) et pacifiques de l'esprit allemand,

(1) Ibid. p. 339

(2) cf. Gesammelte kleine Schriften, op.cit. p. 181 et suiv.

(3) La Politique, op.cit. p.338

(4) Gesammelte kleine Schriften, op.cit. Bd.II "Der alte weltgeschichtliche Beruf der Germanen, die von Rom beherrschte Welt wieder mit persönlicher Freiheit zu erfüllen ... ist noch nicht erfüllt. Er stellt seine Aufgabe auch dem modernen deutschen Staat. Nur teilweise haben die anderen grossen Nationen die moderne Staatsidee verwirklicht" p. 109.

(5) cf. "Politik als Wissenschaft" - op.cit. p. 171

il ne manque pas non plus d'attirer l'attention sur cet élément de cohésion que sont pour l'Europe les dynasties princières d'origine allemande. Comme K. Frantz, il nomme l'Allemagne la "pépinière des dynasties européennes" (1).

Enfin, et de manière très hégélienne, l'Europe germanique de Bluntschli trouve sa plus parfaite expression dans l'Etat moderne par excellence, l'Etat prussien. Il est caractéristique que cet admirateur de la Prusse date de 1740, année de l'avènement de Frédéric II, le début de la période moderne de l'histoire occidentale, tandis que 1866 signifie le triomphe du "libéralisme viril" sur le "radicalisme romantique" (2) et 1871 la transformation définitive de l'Allemagne en Etat moderne (3). Ayant ainsi rejeté, au nom d'un libéralisme pratique, tout ce qu'il considère comme rêveries romantiques, légitimistes, grand-allemandes, démocratiques ou socialistes, Bluntschli encense l'oeuvre politique de Bismarck, du moins tant que le Chancelier gouverne avec les nationaux-libéraux.

Même si ensuite il regrette que le Reich, devenu la pierre angulaire de l'Europe, soit entraîné par la dictature bismarckienne sur la voie du nationalisme (4), il ne doute pas que l'esprit allemand soit destiné à créer en Europe cette "monarchie organique" qui doit "donner la liberté à tous et l'unité à l'ensemble, et établir l'harmonie entre l'esprit politique des peuples latins et l'esprit de liberté des peuples germaniques" (5). L'Allemagne se doit de parachever la monarchie constitutionnelle, née en Europe occidentale de la fusion des principes germaniques et du droit romain. Elle se doit de hâter la mise en place d'institutions politiques et sociales (6) qui seront le "couronnement de la vie publique

(1) cf. "Politik als Wissenschaft" op.cit. p.171

(2) cf. La Politique, op.cit. p.380

(3) Bluntschli s'inspire ici de TH.Rohmer et de son ouvrage "Deutschlands Beruf in der Gegenwart und Zukunft" (Zürich 1841) cf. "Denkwürdiges aus meinem Leben" I, p. 261 et suiv.

(4) cf. Denkwürdiges III, p.362

(5) Théorie générale de l'Etat, op.cit. p.364

(6) Bluntschli a cherché à démontrer qu'entre la conception romaine de la propriété et le "mir" slave, la "Dorfggenossenschaft", la communauté villageoise germanique conciliait harmonieusement

romano-germanique, c'est à dire de la vraie civilisation politique de l'Europe" (1) et dont la finalité sera d'assurer l'équilibre entre citoyens et nation, entre monarchie et démocratie, entre classes sociales.

Alors que son compatriote , le Lucernois Segesser, propose la "monarchie démocratique" à la française, Bluntschli propose aux Européens la "monarchie organique" à l'allemande. Elle seule peut, à son sens, opérer la synthèse de l'Occident (2). Ceci, pensons-nous, jette une lumière nouvelle sur le projet d'organisation des Etats européens, notamment sur le problème de l'harmonisation des constitutions politiques.

la propriété privée et la propriété collective, et pouvait fournir un point de départ pour une solution libérale de la question sociale.
cf. l'article "Eigentum", dans "Gesammelte kleine Schriften"
op.cit. Bd.I p. 202.

(1) Ibid. p. 342

(2) cf. La Politique - op.cit. p. 406

III - La "Paix en Europe" d'E. Schlieff.

1.- La paix par le droit international.

En 1892 paraît à Leipzig un ouvrage intitulé "La paix en Europe - Etude de droit international et de politique" ("Der Friede in Europa - Eine völkerrechtlich-politische Studie"). Son auteur est un juriste peu connu, Eugen Schlieff (1).

Dans sa préface, Schlieff fait un tour d'horizon sur l'état de l'Europe : les chauvinismes nationaux s'exaspèrent tandis qu'on entre dans une ère de compréhension internationale. La situation est équivoque; peut-on, dans ces conditions, appliquer les principes du droit international et assurer la paix ? A cette question, Schlieff donne une réponse positive. Il est convaincu que les peuples européens ont des intérêts communs et que ceux-ci prévaudront. Il pense que l'anarchie internationale ne peut durer, que la course aux armements prendra fin lorsque les peuples comprendront l'urgence d'un règlement des questions en suspens.

Chemin faisant, il réfute les arguments des nationalistes et des militaristes. Ceux-ci voient à tort, avec Treitschke et l'école historique, dans la pacification de l'Europe une "stagnation de l'histoire". Il est possible, écrit Schlieff, de faire survivre dans l'Europe civilisée "un authentique esprit chevaleresque" et de sauver les peuples de la "corruption et de l'amollissement" sans pour autant les précipiter dans la guerre (2). L'auteur est également en désaccord avec les "socialistes de la chaire" et les chrétiens-sociaux, trop indulgents envers le militarisme.

Il approuve au contraire la proposition faite en 1890 par Guillaume II de réunir une conférence européenne. Non pas que ces

(1) E. Schlieff, 1851-1912, était fondateur de la "Deutsche Friedensgesellschaft" et avocat au Tribunal de commerce du Reich. Il était originaire de Guben en Lusace. Il publia en 1880 "Die Verfassung der Nordamerikanischen Union" (Leipzig)

(2) "Der Friede in Europa"- Leipzig 1892 - p.77

grands problèmes d'intérêt commun puissent être résolus d'un coup par une législation uniforme. Schlieff sait bien que la configuration politique du continent entraverait toute tentative d'uniformisation. Mais la question sociale est selon lui, avec celle du désarmement, le motif le plus puissant de créer une organisation juridique internationale (1).

En vérité, l'auteur est catégorique : le monde est parvenu à un tournant. Ou bien l'humanité poursuivra sa marche sur la voie du progrès en instituant un système politique des Etats, ou bien elle sera victime du fanatisme révolutionnaire.

Schlieff, répétons le, est optimiste. Il espère que la solidarité des intérêts prendra le pas sur les forces de dissolution. Des liens nombreux unissent en effet les peuples d'Europe : la communauté de culture, l'internationalisme de la science et de l'art, l'obligation d'un règlement général des grands problèmes sociaux, l'interpénétration des économies. L'auteur n'apporte pas d'arguments très originaux à la défense de la solidarité européenne. Il faut pourtant lui rendre cette justice qu'il est parmi les premiers à avoir estimé qu'unification économique et unification politique ne vont pas obligatoirement de pair.

"On peut penser, écrit-il, qu'à l'intérieur d'un système politique européen parfaitement achevé ... des frontières douanières persisteront, de même qu'au sein d'un Etat parfaitement unitaire ont existé et existent encore ... parfois des frontières douanières qui ne portent pas le moindre préjudice à l'unité juridique de l'ensemble ; et il est tout aussi concevable que puisse se réaliser une union douanière européenne qui néanmoins ne modifierait nullement, par rapport à celle d'aujourd'hui, la situation du continent au point de vue du droit international" (2).

Schlieff réfute par anticipation les assertions de ceux qui, de nos jours, conçoivent l'unification politique de l'Europe comme

(1) Ibid. p. 103 : "Man kann immer nur wiederholen : Die soziale Frage ist der gewaltigste und unerbittlichste Mahner für die Kulturwelt, das Völkerrecht so auszugestalten, dass jeder Krieg als ein völkerrechtswidriger Akt erscheint".

(2) Ibid. chap. IV "Die Solidarität der Kulturinteressen und der Geltungsbereich des Völkerrechts in Europa" p. 83

la conséquence inéluctable de la communauté économique. Il ne croit pas que l'union douanière, préconisée comme nous le verrons entre 1880 et 1890 par certains économistes, doive être regardée comme la condition préliminaire d'une organisation juridique. Que les Etats-Unis d'Amérique, que le Zollverein soient des exemples historiques, Schlieff n'en disconvient pas. Mais il note que l'histoire ne travaille pas selon un schéma immuable (1).

Il ne nie pas non plus que l'imbrication des économies et le rapprochement politique des peuples soient en corrélation. C'est pourquoi il récuse le système protectionniste et les politiques économiques nationales agressives qui mènent l'Europe à la ruine. Contre le protectionnisme américain, Schlieff en appelle à la cohésion européenne en matière commerciale. Ses préoccupations rejoignent ici celles de la plupart des économistes de son temps.

A ce rôle de catalyseur involontaire de l'unité européenne que pourrait jouer le concurrent américain vient s'ajouter une ultime raison d'espérer : la conviction que selon la loi naturelle de répulsion et d'attraction des contraires, l'humanité civilisée a dépassé le stade du morcellement en nationalités rivales pour entrer dans une phase de coopération. Le problème est pour Schlieff essentiellement psychologique. L'hostilité héréditaire entre les peuples n'est qu'un mythe artificiellement entretenu qu'il convient de détruire pour mettre sur pied l'organisation politique de l'Europe (2).

Avant de procéder à l'exposé de ses conceptions institutionnelles, Schlieff prend lui aussi ses distances par rapport aux projets antérieurs. Il juge ceux de l'Abbé de Saint-Pierre dépassés depuis longtemps et ceux de Kant utopiques: Le gouvernement républicain n'est pas une garantie de paix, car la situation politique de l'Europe ferait d'un pareil Etat le jouet des autres. Les dures

(1) Ibid. p.84

(2) Ibid. p.106

réalités de l'Europe moderne ne manqueraient pas de soumettre à rude épreuve l'idéal kantien de la paix (1). Schlieff passe ensuite en revue un certain nombre de tentatives et de plans d'unification échelonnés tout le long du 19ème siècle, depuis Napoléon jusqu'à la fin de l'ère bismarckienne. Il estime que l'échec de Napoléon a eu le mérite de prouver l'impossibilité de fonder un Etat universel dans l'Europe moderne, et que le Congrès de Vienne, s'il n'a guère tenu compte de la poussée révolutionnaire, a du moins créé une ossature d'Etats européens encore valable trois quarts de siècle plus tard, ne serait-ce que par le statut juridique des Etats neutres. Ce fut "l'esquisse du grand tableau d'un système politique européen" (2). Quant aux projets de la période bismarckienne, il leur fait beaucoup d'objections, sauf à ceux du Belge Laveleye, qui propose l'institution d'une haute cour arbitrale (3). Ainsi les plans de Lorimer lui paraissent faire la part trop belle à la supranationalité. Bluntschli lui-même est soupçonné de vouloir édifier un Etat universel qui mettrait fin à la souveraineté des Etats particuliers (4).

C'est pour la même raison que Schlieff réprouve le pacifisme socialiste qu'il accuse d'emprunter le masque de la fraternité des peuples pour révolutionner les Etats d'Europe et instaurer la république. Il voue aux gémonies tout "cosmopolitisme", qui selon lui mène infailliblement à l'Etat universel, donc à l'abolition des Etats nationaux. Aussi prend-il bien soin de distinguer "cosmopolitisme" et "internationalisme"(5). Les partisans du droit international, écrit-il, n'ont rien de commun avec les "Internationales", qu'elles soient socialistes, catholiques ou juives. Une

(1) cf. Ibid. chap. 6 : "Die innere Politik und der Friede" pp. 191-198.

(2) Ibid. chap. 5 p. 132

(3) E. de Laveleye, économiste belge, 1822-1892, publié en 1873 : "Des causes actuelles de guerre en Europe".

(4) Ibid. chap. 5 p. 166 : "Was Bluntschli andeutet, kommt auf nichts mehr und nichts weniger hinaus als auf einen reinen "Konstitutionellen Weltstaat", der mit der Souveränität der Einzelstaaten schlechtweg aufräumt".

(5) Ibid. chap. 8 "Völkerrecht und Weltbürgertum" p. 244

communauté de droit international serait même le moyen le plus radical de couper l'herbe sous le pied de l'Internationale socialiste.

Enfin il se déclare hostile à l'idéalisme abstrait des pacifistes intégraux, à la phraséologie des congrès de la paix, ainsi qu'aux formes particulières, chrétiennes ou révolutionnaires, du pacifisme. La paix européenne doit être indépendante des idéologies.

"... la pacification de l'Europe peut toujours être considérée comme quelque chose d'indépendant, d'absolument indépendant des goûts politiques ou sociaux de l'individu, comme la conséquence parfaitement nécessaire de l'évolution passée de la civilisation humaine ..." (1).

En somme, la paix européenne est pour Schlieff un pur "problème juridique".

2.- Le "Système des Etats européens".

C'est en effet la "communauté des Etats civilisés" qui doit être ici le juge compétent en matière de droit. Nous verrons par la suite selon quels critères l'auteur définit la notion de "monde civilisé" ("Kulturwelt"). De ces Etats, réunis en un système permanent, doit naître un organisme de droit international doté d'une cour de justice. Schlieff décide de donner à cet organisme le nom de "Système des Etats européens" ("europäisches Staatensystem"). Son choix s'explique par la nécessité d'éviter les dénominations d' "association des Etats" ("Staatengesellschaft") et d' "union des Etats" ("Staatenverein"), qui certes font ressortir l'autonomie des Etats-membres, mais dont abusent les projets antérieurs. Schlieff prend à nouveau ses distances par rapport à Bluntschli qui, précise-t-il, a proposé sous cette étiquette une construction non seulement irréalisable, mais impensable (2).

(1) Ibid.chap.15, p.470

(2) Ibid.chap. 9, p.277

Cette terminologie soigneusement définie doit, dans l'esprit de l'auteur, montrer qu'il s'agit d'une création non arbitraire, mais imposée naturellement par l'évolution de la civilisation. Schliet reconnaît d'emblée que son dessein est extrêmement modeste, mais qu'il a du moins le mérite d'être recevable.

On se convaincra facilement de la modération de ses projets en apprenant que la cour de justice destinée à arbitrer les litiges entre Etats ne doit pas avoir un caractère permanent, mais doit être réunie pour chaque cas particulier. L'institution doit revêtir un aspect contractuel écartant toute velléité d'évolution vers un système politique unitaire. L'auteur est cependant bien obligé d'envisager des moyens de pression envers les Etats éventuellement récalcitrants. Il compte beaucoup, semble-t-il, sur l'autorité morale de l' "ensemble de l'humanité civilisée", sur sa volonté de concrétiser en un système politique des Etats européens l'instauration d'un ordre juridique suprême. Ce "système des Etats" suppose donc la solidarité des intérêts matériels et moraux entre peuples civilisés.

Comme Bluntschli, et contrairement aux principes des grands congrès du 19ème siècle, Schliet tient à y intégrer les petits Etats. Il argue que les grandes puissances ne doivent pas être les "gardiennes privilégiées de la vertu du continent" (1).

La présidence reviendrait néanmoins aux grands Etats. La cour siégerait dans une ville neutre, Berne ou Bruxelles, ou encore dans la capitale de la puissance présidente. Comme Bluntschli, Schliet n'admet pas les grandes métropoles nationales. Il n'est pas prévu d'armée permanente d'intervention, mais des alliances militaires entre les Etats contractants. La langue commune des délibérations sera le français, langue des diplomates et des gens cultivés d'Europe, plutôt que l'anglais, l'allemand, le latin ou le volapük (2).

Schliet envisage deux institutions d'abord séparées puis susceptibles de fusionner à assez bref délai : le "Staatensystem" proprement dit, compétent en matière d'arbitrage, et la "Communauté de droit international" ("völkerrechtliche Gemeinschaft"),

(1) Ibid. p. 285

(2) Ibid. pp. 315-316

exerçant une activité administrative, organisant les forces d'intervention et décidant de leur utilisation.

Quelles seraient les dimensions de l'Europe du "Staaten-system" ? Elle comprendrait tous les Etats européens garants de la civilisation, c'est à dire aptes à faire partie de la communauté juridique internationale. Ce point est capital pour l'auteur car il conditionne selon lui le succès de l'entreprise (1).

Cela dit, Schlieff écarte les trop petits Etats, qui n'ont pas de rôle historique : le Monténégro, le Luxembourg, Monaco, Andorre, le Liechtenstein, Saint-Marin. D'autre part, il tient à éviter la suprématie des grandes puissances. Celles-ci, au nombre de sept, Espagne, Italie, France, Angleterre, Autriche-Hongrie et Russie, disposeraient chacune de trois voix dans les organismes internationaux. Les cinq puissances de deuxième ordre (Hollande, Belgique, Suède-Norvège, Portugal et Roumanie) auraient deux voix, alors que la Serbie, la Grèce, la Bulgarie, le Danemark et la Suisse, puissances de troisième ordre, auraient droit à une voix.

Dans la pensée de l'auteur, le système, pour être efficace, doit comprendre la totalité des Etats européens à l'exception d'un seul : la Turquie. Schlieff est donc ici en retrait par rapport à Bluntschli (2). Il estime que l'Empire ottoman présente un niveau de civilisation inférieur et est encore incapable de se pénétrer des principes du droit, lesquels sont enracinés dans la civilisation chrétienne. Il a été introduit à tort en 1856 dans le Concert européen sans avoir la culture et la maturité nécessaires. Cette proscription de la Turquie a, nous le savons, de nombreux précédents.

(1) Ibid. chap. IV p. 110 : "...je mehr man die Erfüllung dieser Hoffnung für wahrscheinlich ansieht, um so sorgfältiger hat man darüber zu wachen, dass sich nicht Unberufene eindringen, denn übt man diese Wachsamkeit nicht, so läuft man Gefahr, das ersehnte Ziel überhaupt zu verfehlen ... In der hier gedachten Beziehung dürfen nur solche Staaten in Betracht kommen, die nicht nur ein volles Verständnis für die Solidarität der Kulturinteressen besitzen, sondern auch selbst als Träger der Kultur zu gelten haben".

(2) "Ein europäisches Staatensystem mit Einschluss der Türkei wäre einfach eine Karikatur ..." Ibid. chap. 15, p. 472.

Sur les rapports entre la Russie et l'Europe, Schlieff a des conceptions plus originales. Nous avons vu qu'il admet l'Empire russe au nombre des grandes puissances membres du "Staatensystem". En réalité, la Russie lui paraît le pays d'Europe qui s'est le moins imprégné des principes du droit international. C'est un Etat encore "instable" et "immature". Mais l'auteur, qui observe sans doute le développement économique de la Russie à la fin du siècle, met beaucoup d'espoir dans son évolution, et il pense que la grande erreur à éviter est la formation d'un système excluant le grand pays slave. Celui-ci serait alors contraint d'entrer en opposition avec la civilisation occidentale et croupirait comme la Turquie dans un état de demi-culture, tout en essayant de compenser cette infériorité par les chimères du panslavisme (1). L'expansionnisme slave n'aurait, selon Schlieff, la voie libre qu'au cas où l'Occident serait divisé. La Russie pourrait alors faire la loi en Europe

"... et il ne resterait aux Européens occidentaux du présent, dans ce cas, que la consolation douteuse de penser que la culture slave est plus viable et appelée à de plus hautes destinées que la culture germanique et la culture latine, ou l'ensemble des deux."(2)

Mais c'est là pour Schlieff une éventualité très improbable. Il est convaincu d'une part de la solidité de la communauté romano-germanique sur les bases du droit européen, d'autre part de la vocation russe d'entrer dans le "Système des Etats", même si la Russie n'a pas de régime constitutionnel. L'auteur se garde bien de voir là un obstacle majeur, et ceci pour deux raisons : il constate que le parlementarisme ne garantit pas toujours la valeur des institutions politiques et que les peuples occidentaux commencent à se lasser du constitutionnalisme ; il se demande en outre si la Russie n'est pas justement appelée à créer pour le monde civilisé de nouvelles formes d'institutions (3).

Tel est, dans ses caractères et ses dimensions, le "système des Etats". Nous avons observé avec quel soin Schlieff évite d'employer les termes de "Staatenverein" et "Staatengesellschaft", pourtant anodins. Il proscriit de même la dénomination d' "Etats-Unis d'Europe", calquée sur celle d' "Etats-Unis d'Amérique", et celle de "Staatenbund" (Confédération). Le système fédératif à l'américaine

(1) Ibid. chap.9, pp.295-296
(2) Ibid. chap.10, p.362
(3) Ibid. chap.15, p. 475

limite trop, à son avis, la souveraineté des Etats, et l'expérience prouve que la confédération évolue toujours vers la fédération, voire vers l'Etat unitaire (1).

En proposant une organisation très lâche, Schlieff espère se placer sur le terrain des possibilités, et respecter ce qu'il tient pour les cinq principes fondamentaux de l'univers politique européen : le principe national, celui des frontières naturelles, celui d'antihégémonie, celui d'équilibre et en dernier lieu, le principe "politico-économique", selon lequel chaque Etat a le droit de se développer de manière indépendante. Schlieff ne voit pas que ce dernier principe est le plus dangereux de tous, pour la simple raison qu'il permet la justification de l'impérialisme politique et économique. En ce sens il contredit les autres, dont l'auteur attend la stabilité du continent.

Comme Bluntschli, il considère en effet que les nationalités sont le fondement des Etats modernes, mais à condition que chaque Etat soit composé d'une nationalité principale et de nationalités secondaires, et qu'on ne tente pas d'appliquer à tort et à travers en Europe le principe national.

"Qui donc, demande-t-il, oserait prétendre aujourd'hui sérieusement qu'on puisse attendre du panslavisme, du pangermanisme ou d'autres idéologies de ce genre le salut futur de l'Europe ?" (2).

L'usage raisonnable du principe des nationalités, le fonctionnement normal des principes d'antihégémonie et d'équilibre, qui s'opposent dans l'Europe moderne à la prédominance d'un seul Etat, sont aux yeux de Schlieff le meilleur remède contre d'éventuels expansionnismes. L'Europe de son temps lui semble, par sa stabilité et son équilibre, offrir les meilleures conditions à la réalisation de ses projets et permettre une codification des relations internationales. L'auteur, on en conviendra, est résolument optimiste.

(1) Ibid. chap. 9, p. 276

(2) Ibid. chap. II, p. 33

3. - Colonisation et civilisation.

Schlieff a critiqué à plusieurs reprises les conceptions nationalistes de Treitschke, les philosophies du mouvement et du devenir. Son système juridique suppose en effet la fixité et la permanence. Aussi paraît-il avoir songé à diriger hors de l'Europe le principe "politico-économique" d'expansion, démarche logique en pareil cas, permettant à la fois de répandre la civilisation occidentale et de préserver l'unité du "Staatensystem". La propagation de la civilisation doit être l'oeuvre de tous. Il n'y a pas, à son avis, de peuple privilégié en Europe (1). Chaque pays a donc le devoir de jouer le rôle qui lui revient, sous peine de perdre son prestige et sa vigueur politique. Schlieff envisage surtout, cela va de soi, l'expansion coloniale, le meilleur moyen de donner à l'Europe un but précis. La politique coloniale fournirait à l'organisation européenne des objectifs pratiques, hâterait sa réalisation et la forcerait à constituer un front uni contre le monde non-européen. L'auteur a recours, pour étayer ses conceptions, à des arguments historiques et politiques. Il évoque les croisades et l'époque où le christianisme était le principe moteur de la civilisation occidentale. Il assure que l'unification des peuples civilisés du 19ème siècle ne peut se faire que contre la "barbarie", et il lance un appel à une nouvelle croisade pour "l'émancipation des esclaves" (2). Schlieff ne s'embarasse guère de principes humanitaires. Il réfute Kant, qui voulait défendre les droits des peuples colonisés. L'Europe, affirme-t-il, a le devoir d'imposer par la force une civilisation supérieure à des races inférieures. Et ainsi la guerre, bannie des pays civilisés, ne perdrait pas sa valeur formatrice et stimulatrice. Schlieff sacrifie lui aussi au darwinisme belliciste. Qui peut affirmer, s'interroge-t-il, qu'un jour la civilisation ne reculera pas devant la "barbarie"?

"Une répétition des Grandes Invasions, c'est à dire l'envahissement de l'Europe par les peuplades sauvages ou à demi-sauvages de l'Asie, ou par des éléments analogues, venus peut-être d'Afrique, est bien ... concevable, si par hasard le monde civilisé voulait poser comme principe absolu et rigoureux le fait de ne pas

(1) Ibid.chap. 13, p.445 : "Es ist lediglich ein Märchen, dass unter den europäischen Völkern eines an der Spitze der Zivilisation marschiert ..."

(2) Ibid.chap. 13, pp.436-439

entreprendre de guerres. Ou bien croit-on peut-être que les Huns modernes feraient halte aux frontières de l'Europe s'ils y trouvaient des panneaux portant cette inscription : Ici il est interdit de faire la guerre ? Face à la barbarie donc l'humanité civilisée a l'obligation absolue de s'armer de manière adéquate ..." (1).

Dans ces spéculations et ces visions il est aisé de percevoir l'écho qu'a eu, dans l'Allemagne de la fin du 19ème siècle, le mythe du "péril jaune", venant après celui du panslavisme. Schlieff imagine, à la suite de K. Frantz et de quelques autres, de triompher du premier péril par le second. Car ou bien la Russie persistera à vouloir dominer le monde occidental et à tolérer à côté d'elle les peuples germaniques et latins comme un "appendice", ou bien ses ambitions se tourneront vers l'Asie, où elle pourra développer sa puissance colonisatrice en prenant appui sur la civilisation européenne (2). L'auteur se fait du reste une haute idée des dons colonisateurs du peuple russe, qui lui paraissent de bon augure pour l'avenir européen de l'Empire tsariste. Il ne doute pas que la Russie ait un rôle de premier plan à jouer dans l'expansion de la civilisation européenne vers l'Orient. Elle devra seulement se garder d'exiger la colonisation exclusive de l'Asie, au détriment de l'Angleterre et d'autres pays occidentaux. L'Océan Indien ne doit pas être son apanage. Le cas échéant, les litiges entre puissances colonisatrices devront être réglés en Europe même, par l'arbitrage du "système des Etats" (3).

Le Nouveau Monde a également sa place dans les considérations de Schlieff. Comme Bluntschli, comme Frantz, il voit en lui un agent important de diffusion de la civilisation. Les Etats-Unis, le Canada sont les dépositaires extra-européens de la culture européenne (4). Comme Bluntschli encore, notre juriste envisage la possibilité

(1) Ibid. chap. 13 - p.443

(2) Ibid. chap. 9 - p.297

(3) Ibid. chap. 13 - p.430-432

(4) Ibid. chap. 12 p.412 : "aussereuropäische Mitträger der europäischen Kultur".

d'étendre un jour son organisation au monde entier, d'autant plus que les Etats américains précèdent déjà l'Europe sur la voie du droit international. Schlieff excipe d'événements récents, en particulier du "Congrès des trois Amériques", réuni à Washington en 1889, et qui lui semble être un exemple probant de l'orientation fédéraliste de la politique américaine. Pour ce qui touche les rapports entre l'Europe et l'Amérique, il se prononce pour la rigoureuse application de la doctrine de Monroe et pour le strict principe de non-ingérence, aussi longtemps que (1) les deux continents n'auront pas mis sur pied des systèmes politiques définis.

Il nourrit l'espoir que les deux organisations fusionneront un jour et attireront dans leur orbite la Chine, le Japon et d'autres pays de civilisation réputée "inférieure", mais de caractère original. Ces pays, que l'auteur appelle "sujets pleinement qualifiés du droit international", ne doivent pas être confondus avec ceux qui appartiennent à la zone d'intérêts de l'Europe, et qui sont surtout la Turquie et les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Ces derniers ne peuvent en aucun cas être membres à part entière du "Staatensystem". Ils font partie de sa sphère d'influence et lui sont assujettis du fait de leur situation géographique.

La notion d'"Europe" qui résulterait de la création du "Système des Etats" ne coïnciderait donc pas - Schlieff le souligne expressément - avec le concept d'Europe géographique, ni même avec les données de la politique traditionnelle (2).

(1) Ibid. p.414

(2) Ibid. chap. 12, p. 409 : "Ist einmal der Begriff "Europa" als etwas wahrhaft völkerrechtlich Einheitliches geschaffen, so wird sich derselbe nicht schlechthin aus der zufälligen Abgrenzung bestimmen lassen, welche die Gebiete der einzelnen europäischen Staaten in einem gegebenen Augenblick aufweisen... nicht einmal ganz Europa, so wie es die Geographen feststellen, ohne weiteres in die Interessensphäre eines europäischen Staatensystems einbegreifen ... aber ebenso wenig kann man andererseits jene Interessensphäre auf Europa beschränken, da es sich um politische Probleme handelt, für welche ... die von den Geographen beliebte Nomenklatur ganz und gar bedeutungslos ist."

4.- Aspects politiques d'un problème juridique.

L'Europe ainsi définie selon les principes du droit international déborderait donc vers le Sud ses limites géographiques pour englober dans sa sphère d'influence tout le bassin de la Méditerranée.

Il serait opportun, précise Schlieff, de neutraliser les mers et les détroits dont l'Europe est particulièrement riche. La "communauté de droit international" aurait à organiser la puissance navale nécessaire à (1) cette neutralisation et à la création du concept de "mer européenne". Par opposition aux mers intérieures, nationales, les "mers européennes" seraient ouvertes à toutes les nations civilisées (2). Il n'est pas douteux que Schlieff ait cherché, dans l'intérêt du Reich, à limiter l'hégémonie maritime de l'Angleterre.

Outre ce problème, l'auteur aborde un certain nombre de questions dont la solution est indispensable à la stabilité européenne, et par voie de conséquence à l'organisation du "Système des Etats". La plus ancienne est la question d'Orient. Nous connaissons déjà l'opinion de Schlieff sur la Turquie, bloc erratique sur le sol européen, résidu des invasions sarrasines. Les Turcs sont des intrus que toutes les nations civilisées ont intérêt à chasser avant de procéder à la neutralisation des Dardanelles, point de contact entre l'Asie et l'Europe. Et l'auteur de proposer sans hésitation une guerre commune contre l'Empire ottoman, sorte de croisade rappelant en tout point les belliqueuses conceptions de Jörg et de Frantz :

"La question d'Orient ... offre .. une pierre de touche aussi excellente qu'indispensable pour déceler si le sentiment de solidarité des intérêts de la civilisation parviendra à se manifester au sein de la communauté européenne des Etats, et avec quelle force" (3).

(1) Ibid. chap. 11 p. 393

(2) Ibid. p.401

(3) Ibid. chap. 10 p. 361

Deuxième question cruciale : celle d'Alsace-Lorraine. Schlieff cherche à la ramener à de justes proportions : elle n'est qu'une partie du contentieux qui sépare la France et l'Allemagne, et elle sert de prétexte à l'égoïsme aveugle de ceux qui veulent maintenir l'Europe dans un état insupportable d'anarchie (1). C'est d'ailleurs en s'autorisant de cette anarchie juridique que Schlieff s'oppose au retour de l'Alsace-Lorraine à la France. Car on ne peut, argumente-t-il, se référer à un droit qui n'existe pas encore, et qui ne peut exister qu'à condition que les frontières soient stables. Un rapprochement entre la France et l'Allemagne, "les deux puissances les plus éminentes du centre de l'Europe", est indispensable pour assurer la paix. Mais la France doit renoncer à son esprit de supériorité et l'Allemagne à sa politique d'armement(2).

Enfin la question du Tyrol du Sud amène l'auteur à des réflexions pleines d'appréhension sur l'avenir de l'Empire austro-hongrois. Sa dissolution, pense-t-il, ébranlerait l'Europe jusque dans ses profondeurs et serait plus catastrophique encore que la question d'Orient.

Dans un monde où tout est éphémère, où les Etats ne peuvent prétendre à l'éternité, le "Système des Etats européens" n'aurait lui-même que la durée des choses humaines. Du moins permettrait-il d'éviter l'anarchie au cas où un grand pays s'effondrerait (3). L'optimisme de l'auteur ne se dément jamais. Il lui fait entrevoir la pacification de l'Europe comme réalisable à court terme. Il est des moments, pense-t-il, où l'histoire s'accélère, comme elle l'a fait lors de l'unification de l'Allemagne. Or l'utopie deviendra réalité dès que chaque Etat sera prêt à faire preuve de loyauté envers les principes du droit international. Le temps sera alors venu d'élaborer le "Système des Etats", qui n'est rien d'autre que

(1) Ibid. chap.10 - pp.365-375

(2) Ibid.

(3) Ibid. pp.378-380

le parachèvement du droit en fonction de la civilisation moderne. Cette création se fera assurément par paliers. L'auteur envisage la possibilité d'un processus de cristallisation par phases successives autour d'un noyau d'Etats influents, à la manière du fédéralisme kantien.

Le point de départ pourrait en être l'initiative d'un gouvernement clairvoyant conseillé par des juristes éclairés. Schlieff tient expressément à ce que l'union se fasse par le sommet et non par la base. Une union par la révolution socialiste, succédant sans doute à un conflit entre puissances capitalistes, serait pour lui désastreuse. Car elle se ferait sur les ruines de l'Europe (1).

Il reste un point à éclaircir : de quel pays peut venir la proposition initiale ? L'auteur n'exclut pas les petits Etats, neutres ou pacifistes, tels que la Suisse, la Belgique, les pays scandinaves. Il n'exclut pas non plus la Russie qui, une fois parvenue à maturité, est fort capable de donner au projet la première impulsion (2). La Russie, avant d'accomplir sa mission civilisatrice en Orient, a tout intérêt à voir se fonder le "Système des Etats". Il en est de même de l'Autriche-Hongrie, de l'Angleterre, des nations latines. Tous ces peuples y gagneraient en sécurité, en mérite, en prestige.

Quant au Reich, il est l'Etat le plus concerné à cause de sa situation géographique, et de l'isolement diplomatique qui le menace. Schlieff ne manque point d'utiliser la formule classique de l'Allemagne "coeur de l'Europe" et "organe central" du "Système des Etats" (3). Le Reich pourrait donc inciter la Triplice à entamer le processus juridique nécessaire pour rassembler au centre du continent un certain nombre d'Etats. Dans les conditions du monde politique moderne, la mission de l'Allemagne est de faire le premier pas sérieux sur la voie de la pacification.

L'année 1890 signifie pour l'auteur un tournant capital : le passage de la paix armée de Bismarck à une ère de paix organisée, le début en somme, d'une nouvelle époque historique. Le retentissement des grands Congrès de la paix, et plus encore du Congrès

(1) Ibid. chap.15-pp.502-504

(2) Ibid. chap.15-p.489

(3) Ibid. p.482

interparlementaire, est pour lui le signe qu'une mutation profonde est en cours (1). Le dessein de Schlieff est de définir les conditions pratiques dans lesquelles l'Europe de 1890 pourrait s'organiser. Son objectif est limité. Après les plans académiques et doctrinaires, il veut proposer lui aussi un projet concret et réalisable. La suite des événements s'est chargée de montrer que son optimisme était intempestif. A vouloir faire dépendre l'organisation européenne de la seule volonté politique des Etats, il condamnait d'avance ses plans à rejoindre dans les oubliettes de l'Histoire ceux qu'il trouvait si peu réalistes.

Il n'a pas vu qu'il prétendait résoudre la quadrature du cercle.

(1) Congrès de la paix : Paris 1889, Londres 1890, Rome 1891.
Congrès interparlementaires : 1889, 1893.
Création de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye : 1899.

Conclusion.

Au cours des deux décennies qui suivent la guerre de 1870, la pensée juridique se préoccupe donc de maintenir la cohésion de l'Europe.

Tous les projets que nous avons analysés ont au moins deux caractéristiques communes : ils présentent l'Europe comme la terre d'élection du droit, et ils sanctionnent un état de fait, à savoir la division du continent en nations indépendantes. Entre les propositions de Baltzer et celles de Schlieff, on constate toutefois une évolution notable. L'idée d'un aréopage, d'une confédération politique de la paix s'affaiblit jusqu'à devenir celle d'un système purement contractuel et dépendant entièrement du bon vouloir des gouvernements. Nous avons vu avec quel soin Schlieff prend ses distances par rapport à tout système fédéral, voire confédéral.

Bluntschli, séduit avant 1870 par le fédéralisme américain, s'en tient plus tard à une formule d'organisation moins intégrationniste. Ceci est d'autant plus curieux que deux ans avant de rédiger "Die Organisation des europäischen Staatenvereins", il démontre dans "La Politique" la supériorité de la fédération (Bundesstaat) sur la confédération (Staatenbund). On n'a pas manqué de remarquer cet illogisme d'un homme qui

"si conscient des avantages d'une vraie fédération pour les cantons jadis souverains de son pays, recule devant cette solution lorsqu'il s'agit de l'appliquer à l'Europe" (1).

La confédération, écrit-il en 1876, est impraticable à notre époque de politiques nationales. Elle manque d'unité, favorise les particularismes, est source de faiblesse au point de vue politique, juridique, militaire et financier. Elle se heurte à l'impossibilité fréquente d'obtenir les décisions à l'unanimité, voire à la majorité. C'est un système instable, qui évolue infailliblement vers la

(1) Denis de Rougemont "Vingt-huit siècles d'Europe", Paris 1961, p. 262

dissolution ou la fédération (1). Et Bluntschli de faire dans la même étude l'apologie du génie de Hamilton et des bienfaits du fédéralisme, grâce auquel "chaque Etat particulier reste souverain dans le domaine de ses propres intérêts, et l'union elle-même ... dans celui des intérêts communs" (2).

Si l'on compare ces conceptions, qui datent aujourd'hui d'un siècle, à celles des théoriciens actuels du fédéralisme, on relève naturellement des ressemblances, concernant en particulier le caractère pragmatique et évolutif de la pensée fédéraliste (3). En revanche les conceptions des juristes d'aujourd'hui diffèrent sensiblement sur d'autres points de celles de Bluntschli et de ses contemporains. Il fallait en effet l'expérience de la SDN pour prouver que le droit ne porte pas en lui-même la garantie de son application. Il fallait des décennies de rivalités nationales pour prouver, de manière indubitable, que l'Europe des Etats historiques ne peut être autre chose que le point de départ du processus de la construction européenne (4). En leur temps, Bluntschli et Schlieff ne pouvaient imaginer que les Etats nationaux seraient les principaux obstacles à

"cette situation de cohérence parfaite dans laquelle le fédéralisme, absorbant l'Etat despotique, rendrait à sa place l'Etat de Droit, c'est à dire la Fédération européenne" (5).

Il n'empêche que l'oeuvre de Bluntschli est digne d'intérêt. Il est significatif qu'un juriste de l'envergure de Walter Schücking, même s'il reproche à Bluntschli de s'être limité à l'organi-

(1) cf. "La Politique" op.cit. p.260

(2) Ibid. p. 262

(3) cf. H. Brugmans "La pensée politique du fédéralisme" Leyde 1969 pp. 36, 56, 136.

(4) cf. G. Héraud : "Les principes du fédéralisme et la fédération européenne, contribution à la théorie juridique du fédéralisme" Paris 1968, pp. 58, 70-76, aussi H. Brugmans, op.cit. p.99 : "L'intégration de l'Europe ... n'implique ni la destruction des Etats nationaux, ni, surtout, celle des patries historiques Mais elle implique beaucoup plus qu'un simple réseau de traités diplomatiques ou qu'une coopération internationale institutionnalisée. Elle dépasse de beaucoup les recettes classiques d'une "Société des Nations", d'une "Europe des Etats", d'un Concert européen ..."

(5) P. Duclos "L'être fédéraliste" Paris 1968, p.48

sation de l'Europe, reconnaisse ses mérites et son ouverture d'esprit en comparaison de Trendelenburg et de Holtzendorff. (1) On s'est efforcé plus tard de comprendre les conceptions des juristes de l'ère bismarckienne en fonction de la situation politique de leur temps, alors qu'il n'existait que peu d'Etats puissants hors d'Europe. C'est ce qu'a fait Hans Wehberg, qui a consacré à Bluntschli d'importantes études dans la revue "Die Friedenswarte" (2). Plus récemment, le renouveau de l'idée d'unification européenne a rendu quelque peu d'actualité au traité "Die Organisation des europäischen Staatenvereins" (3). De plus, l'actuel Conseil de l'Europe, dont les compétences n'ont rien à voir avec une quelconque intégration politique, n'est pas sans avoir quelque ressemblance avec le "Bundesrat" de Bluntschli. Quant à "Der Friede in Europa" d'E. Schlieff, il a éveillé un vif intérêt au cours des dernières années du 19ème siècle parmi les juristes et les pacifistes. W. Schücking, A.H. Fried, B.von Suttner, O. Umfrid lui ont rendu hommage. Il en est de même pour H. Wehberg, qui souligne la lucidité avec laquelle Schlieff a prévu l'évolution des choses, évolution qui aboutit en 1899 à la première conférence de La Haye (4).

Quoi qu'il en soit, l'Europe interétatique de Schlieff, radicalement hostile à toute supranationalité et à toute participation populaire, semble aujourd'hui, plus encore que l'Europe confédérale de Bluntschli, singulièrement dépassée.

-
- (1) W.Schücking "Die Organisation der Welt" 1908, cité par H.Weherberg dans "Die Friedenswarte", Jahrg. 40, Zürich, 1940, Nr.1/2 pp.122-123
Walter Schücking (1875-1935), juriste et homme politique, membre de la délégation allemande lors de la signature du Traité de Versailles, membre de la Cour internationale de La Haye, auteur de nombreux ouvrages sur le droit international et le pacifisme, en particulier "Der Bund der Völker" (Leipzig 1918). Il publia en 1921, avec Hans Wehberg, "Die Satzung des Völkerbundes" (Berlin)
- (2) cf. "Die Friedenswarte" op.cit. : "Ausgrabungen aus früheren Völkerbund-Projekten und - Diskussionen : J.C. Bluntschlis Projekt ..." et "Die Friedenswarte" Jahrg. 41, 1941, Nr.2/3 "Ideen und Projekte betr. die Vereinigten Staaten von Europa in den letzten 100 Jahren".
- (3) Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft : réédition en 1962
- (4) cf. "Die Friedenswarte" Jahrg. 41, 1941 nr.2/3 p.90

CHAPITRE 4

L'EUROPE des PACIFISTES

Introduction

En érigeant le principe national et étatique en postulat du droit international, les juristes, qui espéraient faire oeuvre concrète, tombaient dans une grave erreur : ils transposaient dans le domaine des relations internationales des concepts propres au droit privé, ils assimilaient les guerres à des querelles entre individus et ignoraient délibérément la psychose d'insécurité entretenue dans l'inconscient collectif par l'exaspération des nationalismes (1).

D'ailleurs les limites de leur action, qui aboutit pourtant en 1899 à la première Conférence internationale de la paix, apparurent lorsque la délégation allemande opposa son veto à l'arbitrage obligatoire. Ce fut en même temps un demi-échec pour les pacifistes, dans la mesure où ils réclamaient eux aussi depuis longtemps le recours à l'arbitrage international.

A l'époque bismarckienne, le pacifisme a déjà une longue histoire. L'idée de la "paix éternelle" est en fait un aspect sécularisé de la pensée chrétienne et elle devient au 18ème siècle une véritable religion (2).

La thèse des moralistes chrétiens, selon laquelle il faut bannir le recours à la guerre, est reprise par les philosophes : Leibniz, l'Abbé de Saint-Pierre, Rousseau, Kant, J. Bentham. La plupart des thèmes qui s'épanouiront au 19ème siècle sont en germe dans la pensée pacifiste du siècle précédent, dans le moralisme

(1) cf. ici G. Bouthoul "Les guerres - Eléments de polémologie" Paris 1951, p. 482 et suiv.

(2) cf. Kurt von Raumer "Ewiger Friede - Friedensrufe und Friedenspläne seit der Renaissance" Freiburg-München 1953, p. 127

d'inspiration chrétienne, dans le cosmopolitisme rationaliste. A la réalité de la guerre éternelle entre princes, les philosophes opposent l'idéal de la paix éternelle, que Kant allie à la notion de "société des nations" (Völkerbund), tentant par là de remplacer l'Europe de la foi par celle de la raison et du droit, et de faire passer l'humanité de l'état "naturel" de guerre à l'état "civilisé" de paix.

C'est dire ce que l'Europe des pacifistes doit au moralisme kantien. Elle est en ceci très proche de l'Europe des fédéralistes. Les uns et les autres s'enthousiasment vers 1848 pour l'idéal des "Etats-Unis d'Europe" qui, il faut le souligner, est avant tout d'origine occidentale, anglo-saxonne et française.

La tradition utopiste, illustrée depuis la fin du Moyen-Age par les projets de tous les adversaires de la guerre, rencontre alors un modèle effectif : les Etats-Unis d'Amérique. Elle se charge en outre d'un contenu nouveau, national et républicain. Les pacifistes pensent généralement que le système monarchique est la source des guerres et qu'il suffira de généraliser la démocratie pour assurer la paix de l'Europe. Ils croient aussi avec le futur Napoléon III que "les nationalités satisfaites cimenteront bientôt l'association européenne". (1) Telle est la foi des prophètes d'une Europe fédérée : Mazzini, Cattaneo, V. Hugo, l'Ecosais Charles Mackay, qui en 1848, dans le "London Telegraph", proclame la "Sainte-Alliance" des peuples et lance la formule des "Etats-Unis d'Europe". (2)

Les pacifistes de l'époque bismarckienne vivent encore pour la plupart de l'idéologie de 1848. Ce sont pour la plupart des hommes de gauche, qui n'envisagent pas d'autre Europe qu'une Europe démocratique reposant sur la volonté pacifique des peuples. D'ailleurs on chercherait en vain dans leurs écrits des projets élaborés,

(1) cité par G. Bouthoul op.cit. p. 479.

(2) cf. R.H. Foerster "Europa-Geschichte einer politischen Idee" op.cit. p.347, ainsi que Anton Ernstberger : "Charles Mackay und die Idee der Vereinigten Staaten von Europa, dans "Historische Zeitschrift" 1932 Bd. 146 pp. 263-302.

des plans précis et détaillés d'unification. Le slogan des "Etats-Unis d'Europe" conserve après 1848 tout le prestige, mais aussi tout le flou du romantisme révolutionnaire.

Il faut mentionner une autre forme de pacifisme qui est très proche de la forme démocratique, mais qui s'en distingue dans la mesure où elle ne fait pas des institutions républicaines la condition sine qua non de l'union des peuples. Ce pacifisme, que nous nommerons pour les besoins de la cause "pacifisme intégral" est sans nul doute en corrélation étroite avec le courant optimiste et positiviste du 19ème siècle, avec la croyance en la fatalité du progrès dans la société moderne.

Une dernière remarque s'impose : l'Allemagne, préoccupée par ses problèmes d'unité nationale et dominée par les idéologies conservatrices, n'est alors guère réceptive aux tendances pacifistes. Si au Congrès de la paix réuni à Paris en 1849, V. Hugo se fait le héraut des "Etats-Unis d'Europe", le congrès de 1850, à l'Eglise Saint-Paul de Francfort, n'est pas resté dans les annales. Et l'on n'a pu faire qu'un maigre bilan des conceptions européennes des hommes de 48 en Allemagne. (1) Après 1849, la pensée pacifiste survit généralement chez les émigrés politiques qui ont fui l'Allemagne réactionnaire (2).

(1) cf. P. Renouvin "l'idée des Etats-Unis d'Europe pendant la crise de 1848" Extrait des Actes du Congrès historique du Centenaire de la Révolution de 1848 - Paris PUF 1948 p.31 & suiv.

(2) cf. P. Renouvin "Les idées et les projets d'union européenne au 19ème siècle" - Paris 1931.
- Veit Valentin "Geschichte des Völkerbundgedankens in Deutschland" - Berlin, 1920.
- Hans Wehberg "Ideen und Projekte betr. die Vereinigten Staaten von Europa in den letzten 100 Jahren" in "Die Friedenswarte", Zurich, 1941.

I. - Le pacifisme intégral d'Eduard Löwenthal.

1.- Le "Parti de l'union européenne" et la codification
du droit.

Le 29 octobre 1870, un journal suisse, "Der Demokrat aus Baselland", annonce la parution à Zürich de "Die Freiheitswacht", organe d'un mouvement nouveau, le "Parti de l'union européenne" ("Europäische Unionspartei") (1). Peu après, le journal bâlois publie un "Manifeste à nos frères d'Allemagne", lancé par le président du nouveau parti, le Dr. Eduard Löwenthal, auteur d'un récent écrit sur "Le militarisme, cause de la paupérisation des masses en Europe".

Définissant les grandes lignes de son programme, Löwenthal y déclare la guerre au militarisme, et à l'absolutisme. Il y défend les idées de 1848, avec comme objectif ultime "la fondation d'une fédération libérale des peuples européens, identique à l'union nord-américaine" ("ein freiheitlicher europäischer Völkerbund, ähnlich der nordamerikanischen Union") (2). Pour finir, Löwenthal exhorte ses compatriotes à brandir bien haut l'étendard de la liberté et de la fraternité :

"Abandonnez, s'écrie-t-il, votre particularisme national allemand, votre servilité, et joignez vous au grand

- (1) "Die Freiheitswacht" commença à paraître le 16 octobre 1870. C'était un hebdomadaire. Il est curieux que "Der Demokrat aus Baselland" ait publié cet appel de Löwenthal en faveur de la République française, car ce journal bâlois était à l'époque proallemand et favorable à une Europe "germanique" victorieuse de l'Europe "romaine". Un article du 29 octobre 1870 va même jusqu'à espérer que Bismarck réalisera l'alliance des "Germaines", Allemands et Anglo-Saxons, et fera prévaloir la liberté et l'autonomie. On peut suivre à travers les articles de "Der Demokrat aus Baselland" l'évolution ultérieure de l'opinion suisse qui, après la fondation du Reich, tourne à la germanophobie par crainte de l'annexion.
- (2) Sur le rôle déterminant joué par l'exemple américain dans les conceptions européennes de la gauche au Parlement de Francfort, notamment dans la motion présentée le 22 juillet 1848 par Arnold Ruge en vue de la convocation d'un congrès des peuples selon le modèle des Etats-Unis d'Amérique, nous renvoyons à :
V. Valentin "Geschichte des Völkerbundgedankens in Deutschland" Berlin 1920, p. 70.
R. H. Foerster "Die Idee Europa 1300-1946" DTV München 1963, pp.

combat pour la libération de l'Europe, que la République française doit mener à présent pour vous comme pour les autres ... Levez partout et tous ensemble l'étendard de la liberté et de la fraternité des peuples ! ... Il est grand temps ! Les regards de tous les amis de la liberté des peuples en Europe sont fixés sur vous" (1).

En 1870, E. Löwenthal (2) a déjà derrière lui une assez longue carrière d'écrivain et de journaliste, au cours de laquelle il a succédé à Liebknecht comme rédacteur en chef de la "Nord-deutsche Allgemeine Zeitung" et fréquenté les socialistes berlinois, en particulier Lassalle. Ce pacifiste convaincu s'intéresse aussi aux problèmes scientifiques et religieux. Il a fondé à Dresde une religion nouvelle, le "cogitantisme", dont le but est de lutter contre le matérialisme, de réformer le droit et d'assurer la paix. Il s'agit d'une religion de la science, basée sur le positivisme spiritualiste. Elle prétend contrecarrer les doctrines évolutionnistes (3).

(1) "Der Demokrat aus Baselland", Laufen n°130, p.3 - N°132, p.3 29.10.1870.

(2) E. Löwenthal est né en 1836 dans le Wurtemberg. En 1859, il va résider à Francfort, où il fonde une revue, la "Allgemeine deutsche Universitätszeitschrift". La même année, il publie "Die soziale und geistige Reformation des 19 ten Jahrhunderts", et en 1861 "System und Geschichte des Naturalismus". Après avoir assuré la rédaction politique de la "Wiesbadener Zeitung", il émigre à Leipzig, où il devient rédacteur en chef du journal "Die Glocke" et où il fonde l'hebdomadaire "Der Zeitgeist, Kulturgeschichtliches Zentralblatt". Au cours de ses années d'émigration en Belgique, en Angleterre et en France, Löwenthal déploie une grande activité de publiciste et de journaliste. Il est notamment, à Paris, corédacteur de l' "Echo de la presse étrangère". Après son retour à Berlin en 1888, il poursuit pendant plus de vingt ans son combat pacifiste et sa lutte pour une réforme politique, sociale et spirituelle. En dépit de ses originalités, voire de ses bizarreries, Löwenthal a été le premier Allemand qui ait entièrement voué son existence à la cause pacifiste.

(3) Löwenthal a exposé ses conceptions philosophiques, politiques, sociales et juridiques dans d'assez nombreux ouvrages, brochures et tracts dont certains semblent avoir eu quelque notoriété. Ainsi "System und Geschichte des Naturalismus" compta au moins sept éditions et fut traduit en anglais (System and History of Nature - Chicago 1882). On publia à Paris en 1886 "Le cogitantisme, ou la religion scientifique basée sur le positivisme spiritualiste". Löwenthal dirigea à Berlin, à partir de 1865, une revue intitulée "Der Cogitant", et à Saint-Denis près de Paris, à partir de 1885, le périodique "Le Monde de l'Esprit".

Pour répandre ses idées, Löwenthal a jeté les bases d'une "Académie des Cogitants", chargée de développer la science, la morale et la paix. Feuerbach, Stuart Mill, Renan comptent parmi les membres correspondants de cette "Cogitanten-Akademie" dont le fondateur, devant les menaces de guerre, crée en 1869 une "Association pour l'Union européenne" ("Europäischer Unionsverein") (1).

Au cours de l'été de 1870, l'ardent pacifiste gagne Zurich, et revient en 1871 à Berlin, où il écrit désormais dans les feuilles libérales. Poursuivi pour ses activités politiques, il émigre en 1875 à Bruxelles, puis à Londres et à Paris. Il écrit dans diverses revues pacifistes, "Die europäische Rundschau", "Die Geißel", "Die Weltbühne", rédige en 1886 un appel pour l'organisation d'un plébiscite européen sur l'arbitrage des conflits et propose un programme d'union des peuples avec convocation d'un parlement européen. Pendant son séjour à Paris, il rêve de fonder cette union sur le rapprochement de la France et de l'Allemagne.

Après son retour à Berlin, en 1888, son pacifisme prend une dimension mondiale, en rapport avec sa religion universelle du "cogitantisme" (2). A partir de 1900, Löwenthal est proposé comme candidat au Prix Nobel de la paix. C'est du moins ce qu'il affirme dans ses mémoires (3). A t-il enjolivé le récit de sa vie et de

-
- (1) cf. "Mein Lebenswerk" 2ème édition Berlin, 1912 p.40
Selon Löwenthal, la fondation du "Europäischer Unionsverein" aurait été saluée comme un événement par la presse. Un journal de Dresde dont il ne précise pas le titre aurait écrit dans ses colonnes :
"Wenn ... an einer einzigen Idee ein ganzes Jahrhundert zehren kann, so ist die Idee der Gründung einer europäischen Union jedenfalls eine solche, von der Jahrtausende zehren können, sobald sie verwirklicht, zu deren Verwirklichung aber ... hoffentlich kein ganzes Jahrhundert erforderlich ist".
- (2) cf. l'ouvrage "Der Weltstaatenbund in Sicht und die Mission des Cogitantentums" - Berlin 1900.
- (3) cf. "Mein Lebenswerk auf sozialpolitischem, neu-religiösem, philosophischem und naturwissenschaftlichem Gebiete. Memoiren" Berlin 1910, p.92 - 2ème édition : Berlin 1912.

son action ? Cela n'est pas impossible. Il reste pourtant l'une des figures les plus attachantes du pacifisme allemand à l'époque bismarckienne.

Avec les années et sous le coup des événements, le pacifisme de Löwenthal subit certains glissements que nous nous proposons d'analyser plus en détail. D'une manière générale, la notion d'une Europe des peuples a tendance à s'effacer au profit de conceptions moins nettement démocratiques : arbitrage, codification du droit, puis idée d'un congrès européen.

Jusqu'à la guerre de 1870, les conceptions de Löwenthal sont nourries de l'idéologie de 1848. Il est pour les peuples contre les dynasties. On retrouve chez lui les accents pathétiques des démocrates de Francfort.

"L'Europe que nous avons sous les yeux", proclame-t-il en 1871 dans "Le Système prussien de dressage des peuples et la république fédérative européenne de l'avenir" ("Das preussische Völker-Dressur-System und die europäische Föderativ-Republik der Zukunft"), "n'est que l'Europe des princes. Il nous tarde de voir naître l'Europe des peuples" (1).

Nous savons comment il prend parti en 1870 pour la République française contre le militarisme prussien, pour le libéralisme international contre l'absolutisme national. Il se range alors parmi les adversaires de Bismarck et dénonce la

"conjuraison prusso-russe contre la liberté des peuples d'Europe, au profit d'un retour aux conditions du Moyen-Age" (2)

Par-dessus les nations, les races et les classes, Löwenthal aspire à la réconciliation générale des peuples, condition première d'une fédération européenne d'Etats libres :

"L'Association pour l'union européenne a pour but de frayer la voie à une fédération européenne d'Etats libres, ... et d'instituer un tribunal fédéral pour l'arbitrage d'éventuels différends" (3).

(1) "Das preussische Völker-Dressur-System und die europäische Föderativ-Republik der Zukunft" - Zürich 1871 p. 1

(2) ibid. p. 21

(3) ibid. p. 27.

L'association se fera connaître par la presse, en particulier par le journal "Die Freiheitswacht", et par l'action sur les parlements nationaux. L'existence de l'association paraît avoir été éphémère. Lorsque Löwenthal quitte Zurich pour Berlin en 1871, il n'en est plus question. C'est qu'apparemment l'idée d'une fédération démocratique n'a pas résisté au conflit franco-allemand. C'est surtout celle de l'arbitrage international qui préoccupe alors l'auteur, tout comme elle préoccupe les juristes de l'époque. Mais Löwenthal ne renonce pas à son idéal pacifiste. Dans les "Principes d'une réforme et d'une codification du droit international" ("Grundzüge zur Reform und Kodifikation des Völkerrechts" 1874), il prend à partie Holtzendorff et Bluntschli, leur faisant grief de ne chercher qu'un simple aménagement du droit de la guerre et de n'édicter que des règles juridiques remises en cause dès qu'un conflit éclate. Bref, ces juristes encourent l'accusation de ne pas vouloir toucher au système du "droit international du plus fort" ("das internationale Faustrecht").

Ayant ainsi pris à partie les spécialistes, Löwenthal suggère une première ébauche d'authentique codification du droit. Kant avait déjà, dans "Zum ewigen Frieden", contesté les théories des juristes, battu en brèche le droit international de son temps et dénoncé le machiavélisme politique au nom de la morale. On pourrait logiquement s'attendre de la part de Löwenthal à une déclaration sur la primauté absolue de la morale en matière de politique internationale. Or, c'est le Reich bismarckien qui est désigné par lui comme initiateur privilégié de la codification du droit. Il faut convenir que l'auteur a ainsi accompli une singulière volte-face, depuis l'époque où la République française était pour lui le porte-drapeau de l'Europe libre. Il est vrai qu'après cette concession au réalisme, pour ne pas dire à l'opportunisme, il admet qu'

"un droit international normal ne peut être autre chose que la somme des principes fixés par un pouvoir législatif international contractuellement reconnu, en vue du règlement des relations juridiques réciproques des différents Etats civilisés ..." (1)

(1) "Grundzüge zur Reform und Kodifikation des Völkerrechts" Berlin 1874, p.5 2ème édition : Berlin 1898 - 3ème édition : Berlin 1912.

Ce pouvoir législatif doit émaner de la conscience juridique des Etats civilisés et de la communauté d'intérêts des peuples. Il disposera de moyens coercitifs. Diverses institutions sont prévues : assemblée des chefs d'Etats, assemblée des diplomates, tribunal international d'arbitrage. Löwenthal approuve Bluntschli d'avoir prévu la nécessité d'une contrainte exercée par la communauté des Etats. Mais il lui tient rigueur de son imprécision quant aux modalités d'intervention en cas de désordre, de sa timidité quant aux compétences attribuées aux organismes internationaux.

Vers 1874, il fait ainsi un bout de chemin avec les juristes. Mais son Europe n'est pas tout à fait la leur. Et surtout, il prétend, lui, exclure la guerre des relations internationales. Son idéalisme pacifiste transparait toujours.

2.- Si vis pacem, para pacem.

Pour Löwenthal, il existe en fait deux réalités politiques en Europe : les Etats, que séparent des institutions différentes, et les peuples. Eux sont liés par une indissoluble solidarité d'intérêts, par une même civilisation rationaliste, naturellement hostile à la guerre. Optimisme aussi naïf que généreux, et que l'auteur selon toute apparence n'a jamais renié.

Il s'exprime ainsi en 1869, lors du Congrès constitutif du "Europäischer Unionsverein":

"Les différends entre les peuples européens sont si rares et de nature si bénigne qu'ils peuvent toujours être réglés par le moyen d'un arrangement raisonnable, soit par des commissions spéciales, soit par un tribunal d'arbitrage. Au surplus, sur les points litigieux entre nations prévaut largement la communauté internationale des intérêts(1). Presque tous les peuples européens se

(1) Nous rencontrons ici chez Löwenthal l'argument utilitariste qui inspire l'école libérale au 19ème siècle et selon lequel les progrès des sciences, des techniques, de l'économie et de l'industrie dans l'Occident moderne sont un facteur décisif de paix et d'union. Cette voie a été ouverte en particulier

sont tellement rapprochés grâce aux étroites relations des temps actuels et sont tellement liés par leurs intérêts qu'il ne peut en aucune façon leur venir à l'idée de s'entretuer; ils doivent plutôt tendre à imposer et à institutionnaliser cette communauté d'intérêts par la création d'une confédération européenne, d'une union européenne, au sein de laquelle il ne pourra être question de faire la guerre" (1).

L'auteur ne précise pas quelle est la nature de ces intérêts indissolubles. S'il s'agit, comme cela est probable, de la solidarité économique et commerciale du libre-échange, il n'est pas le premier à croire que libéralisme est synonyme de paix, et qu'il suffit de donner un cadre institutionnel à une unité existant déjà dans les faits pour instaurer la paix et régler comme par magie tous les problèmes politiques et sociaux en suspens. Tout cela paraît aujourd'hui aussi chimérique que les élucubrations des pacifistes du 18ème siècle et bien peu conforme à l'esprit de l'Europe de 1870.

Au soir de sa vie, Löwenthal continue pourtant à penser qu'il a fait oeuvre réaliste en fondant l' "Association pour l'union européenne" et en plantant ainsi sur le sol allemand la bannière du mouvement pacifiste (2).

C'est qu'il a cherché, par la fondation de son mouvement, à prendre ses distances par rapport à deux autres organisations qu'il

par le philosophe anglais J. Bentham (1748-1832) à la fin du 18ème siècle. En 1861, c'est-à-dire quelques années avant le congrès du "Europäischer Unionsverein", Proudhon démontrait, dans "La Guerre et la Paix", que les exigences de l'économie moderne sont incompatibles avec la compétition guerrière, et en 1873, dans le "Dictionnaire d'économie politique", l'économiste belge Gustave de Molinari critiquait les projets de paix perpétuelle et considérait que la pacification du monde civilisé ne peut naître que du libre jeu des intérêts.
cf. à ce sujet "Pacifisme et internationalisme XVII°-XX° siècles" textes choisis et présentés par Marcel Merle Paris 1966 pp.184-194.

(1) "Mein Lebenswerk" op.cit. p.34

(2) Ibid. p.33 "Mit der Gründung des Europäischen Unionsvereins wurde zum ersten Mal definitiv das Banner der modernen realpolitischen Friedensbewegung in Deutschland aufgepflanzt."

juge parfaitement extravagantes : la Première Internationale et la "Ligue pour la paix et la liberté".

Il blâme le parti ouvrier international de fomenter la révolution armée et l'instauration de la république socialiste d'Europe. Il fait grief à la "Ligue pour la paix" de vouloir créer les Etats-Unis d'Europe républicains, c'est à dire de faire dépendre l'organisation de la paix de la nature des institutions politiques et de frapper d'ostracisme les Etats dynastiques (1).

Quiconque, estime Löwenthal, veut trouver audience dans les pays monarchiques, doit donner la priorité au pacifisme sur le républicanisme, selon la devise : "Si vis pacem, para pacem". Son objectif est de créer partout en Europe des "Associations pour l'union européenne", dont il espère qu'elles supprimeront les guerres dynastiques et renforceront le contrôle démocratique dans tous les Etats. Car il partage encore cette vieille illusion des républicains que le régime parlementaire est le plus sûr garant de la paix (2).

A partir de 1868, Löwenthal tente d'agir selon ces principes d'un pacifisme que nous définirons comme libéral et intégral. En 1870, deux jours avant la déclaration de guerre, il prend position en ce sens lors d'un meeting rassemblant à Dresde, outre les adhérents du "Europäischer Unionsverein", des sociaux-démocrates et des

(1) cf. Ibid. p. 32, où Löwenthal explique comme suit ses divergences avec les orientations de la "Ligue de la paix et de la liberté" :

"Infolge dieser Verquickung des Staatsform - Problems mit der Friedensfrage konnte die Friedens - und Freiheitsliga in den monarchischen Staaten Europas keinen fruchtbaren Boden finden. Diesen Unstand erfassend gründete ich im Jahr 1869 in Dresden einen Europäischen Unionsverein, welcher im Gegensatz zur genannten Friedens - und Freiheitsliga die Gründung eines den Krieg ausschliessenden europäischen Staatenbundes unter dem Regime der bestehenden Regierungen zum Ziel seines Strebens machte".

(2) "Mein Lebenswerk" p.36 : Il écrit dans le "Dresdner Kurier" du 25.12.1868 : "Die ganze europäische Demokratie möge nur fünf Jahre danach streben, folgenden Paragraphen in die Verfassung der europäischen Staaten hineinzubringen : « Der Regent (Präsident) hat nicht das Recht, ohne Zustimmung der Landesvertretung über Krieg und Frieden zu entscheiden »."

nationaux-libéraux (1). Après 1870, il tente d'influer sur les parlementaires, en particulier grâce à une nouvelle association qu'il a fondée, après la dissolution du "Europäischer Unionsverein", "Der Deutsche Unionsverein für internationale Friedenspropaganda". Il envoie des pétitions au Reichstag, lance des tracts, rédige des appels pour la convocation d'un parlement international. Son activité pacifiste contribue à l'organisation de congrès de la paix et à la fondation de "Union interparlementaire". En 1887, il fonde un comité pour l'institution d'un tribunal d'arbitrage obligatoire (2). La célèbre pacifiste Bertha von Suttner, qui recevra le Prix Nobel en 1905, approuve ses thèses dans les dernières années du siècle. Mais déjà Löwenthal est sur la voie du mondialisme : ses projets de Confédération universelle (Weltstaatenbund) et de parlement mondial dépassent le cadre proprement européen pour embrasser l'ensemble des pays dits "civilisés".

En même temps, le cosmopolitisme de Löwenthal ne l'empêche pas de réserver à l'Allemagne un rôle de premier plan. Nous savons qu'elle doit prendre l'initiative d'une codification du droit. Auparavant, en 1870, Löwenthal met ses espoirs en la nation allemande, qu'il distingue soigneusement de l'Etat absolutiste prussien. Le peuple allemand doit imposer par la non-violence l'arrêt des hostilités et la création d'une confédération européenne avec tribunal d'arbitrage.

(1) cf. Ibid. p. 40. Löwenthal tenta d'organiser des meetings en Suisse pendant la guerre, mais semble s'être heurté à l'incompréhension des autorités helvétiques. C'est ainsi qu'un rassemblement prévu à Bâle pour protester contre le militarisme et exiger la création d'un tribunal international européen composé des représentants des peuples, rassemblement annoncé par le journal "Schweizer Handelskurier" du 10 janvier 1871, dut être annulé.

cf. Ibid. P.43

(2) Ce comité provisoire envoya des circulaires aux municipalités des grandes villes d'Europe afin de les inciter à intervenir auprès des Gouvernements. L'objectif était toujours une "Union européenne" et une cour d'arbitrage.

cf. Ibid. p.80.

"Votre appel, proclame-t-il dans un message "A la nation allemande", retentira prodigieusement chez tous les peuples d'Europe et éveillera chez eux une harmonie telle qu'après une pareille preuve de majorité aucun d'entre eux ne s'avisera plus de la troubler". (1)

A la fin du siècle, devant la menace d'une alliance franco-russe, Löwenthal fera l'apologie de la monarchie constitutionnelle allemande. C'est avec crainte qu'il envisagera la collusion de l'esprit révolutionnaire français et du nihilisme russe. Face à la révolution et à l'anarchie, l'Allemagne seule pourra avoir la force matérielle et morale d'organiser l'Europe et de regrouper l'Occident contre le péril oriental. Le thème de l'absolutisme prussien est oublié. C'est l'impérialisme russe, au sujet-duquel la position de l'auteur n'a d'ailleurs jamais varié, qui devient pour lui en 1890 l'antipode de l'Europe.

"Avec l'Allemagne à sa tête, écrit-il alors, l'Europe deviendra la haute école de l'Asie, comme l'Asie il y a quatre mille ans était la haute école de l'Europe"(2).

Löwenthal estime que le meilleur moyen de faire rayonner la civilisation occidentale est de réconcilier l'Allemagne et la France, de libéraliser la Russie et de l'intégrer dans la communauté des Etats civilisés. Il médite alors l'idée d'un grand congrès européen, "oeuvre suprême de la civilisation humaine", qui apporterait la paix avant la fin du siècle, et qui serait à la fois l'expression de la puissance de l'Allemagne et celle du prestige de la France(3).

L'évolution de l'idée de communauté européenne chez Löwenthal semble particulièrement caractéristique d'une époque. Partie de l'idéal démocratique d'une fédération républicaine, sa pensée s'éducore en une notion purement juridique d'arbitrage pour aboutir

(1) "An die deutsche Nation", dans "Das preussische Völkerdressur-system ..." p.32

(2) "Der Kampf um die europäische Suprematie oder die Konsequenzen einer französisch-russischen Allianz", Berlin 1890 p.16

(3) "Ein französisch -deutscher Ausgleich im Hinblick auf die Vorgänge in Russland", Berlin 1891, p.9

finalement au concept très vague de congrès. Primitivement hostile à l'absolutisme princier, l'auteur se rallie dans une large mesure à la "Realpolitik" bismarckienne et au "gouvernement éclairé de l'Empereur Guillaume II".

II - Les démocrates allemands et la paix de l'Europe.

En 1865, l'association "Deutsche Freiheit und Einheit" publie dans son journal "Der deutsche Eidgenosse", paraissant à Londres et à Hambourg sous la direction d'anciens révolutionnaires de 1848, des "Lettres venues du coeur de l'Allemagne". Ces lettres sont présentées comme "un trait de lumière dans les ténèbres de l'avenir européen".

"Der deutsche Eidgenosse" milite pour un front uni des nations, surtout des nations italienne, française et allemande, contre la conjuration des princes. La plupart des membres de l'association "Deutsche Freiheit und Einheit" sont des démocrates comme Karl Blind, Gustav Struve, L. Feuerbach et Freiligrath (1). Ils sont convaincus que les institutions républicaines, que les "Etats libres" (Freistaaten) répondent aux nécessités de la société occidentale moderne. Aussi envisagent-ils de transformer l'Allemagne en république fédérative, ce qui, d'après eux, serait le seul moyen de jeter au centre de l'Europe les bases d'une grande fédération des peuples libres, dont le but ultime serait "la paix générale et le règlement de tous les litiges susceptibles de survenir grâce à un congrès des peuples européens" (2).

La paix par la démocratie : tel est le slogan qui revient sans cesse dans une partie de la presse allemande entre 1865 et 1870. Les tensions diplomatiques et militaires entraînent par réaction un essor du pacifisme républicain. Les "Deutsche BLätter" de Leipzig annoncent en 1867 la création en Suisse d'une ligue européenne de

(1) Struve (Gustav) 1805-1870, ancien révolutionnaire de 1848, personnalité marquante de la gauche, réfugié après la révolution en Suisse et en Amérique. Il regagna l'Allemagne en 1865 et adhéra alors à la ligue "Deutsche Freiheit und Einheit".
Feuerbach (Ludwig) 1804-1872, philosophe matérialiste de grand renom.
Freiligrath (Ferdinand) 1810-1876, rédacteur avec Karl Marx de la "Neue Rheinische Zeitung" pendant la Révolution de 1848, puis rallié au Reich bismarckien.

(2) "Der deutsche Eidgenosse" - London-Hamburg, 1865 - P.171

la paix (1). Il s'agit de la "Ligue de la paix et de la liberté", dont les statuts viennent d'être définis par le congrès pacifiste de Genève (2).

Auparavant, en 1865, "Der deutsche Eidgenosse" salue la fondation du "Parti populiste allemand" (Deutsche Volkspartei), défenseur des libertés démocratiques et fédérales en Allemagne et en Europe. Le nouveau parti, créé le 18 septembre 1865 à Darmstadt, se propose de transformer l'Allemagne en une confédération de type helvétique respectant les principes de liberté et d'autonomie. Il se propose de transformer l'Europe en une vaste fédération (Bund der europäischen Nationen) dont le but suprême est "la paix générale et le règlement de tous les conflits éventuels par un congrès des peuples européens"(3). En 1868, lors de son congrès de Stuttgart, il se fixe à nouveau comme objectif "la fédération libre et pacifique des peuples" (4).

La même année, le parlementaire prussien Johann Jacoby(5) précise les objectifs de son parti. Il s'élève contre le sort qui est fait aux citoyens et aux peuples, contre la politique d'armement, contre la violation des libertés. Le "Parti populiste", annonce-t-il à ses électeurs, défendra les droits des citoyens et des

-
- (1) "Deutsche Blätter, Beilage zur Gartenlaube", Leipzig, No.26, 1867, p.100 - Les "Deutsche Blätter" parurent à partir de 1864.
 - (2) Sur la "Ligue de la paix et de la liberté", voir plus loin chap. 4, III 1.
 - (3) cf. "Der deutsche Eidgenosse" op.cit. p.171.
 - (4) cf. "Wochenschrift der Fortschrittspartei in Bayern", op.cit. No. 39 du 26.09.1868.
 - (5) Jacoby (Johann) 1805-1877, démocrate israélite de Königsberg, médecin et publiciste. Il combattit, dès les années 30, pour un régime libéral et constitutionnel en Prusse. Il fut dès lors persécuté par le pouvoir en place, siégea en 1848 au "Vorparlament", au Parlement de Francfort et à la Chambre prussienne comme représentant des démocrates républicains. Il rédigea en mai une proclamation aux députés prussiens (Deutschland und Preussen ! Zuruf an die preussischen Abgeordneten am 18. Mai 1848 Frankfurt-am-Main). En 1861, il adhéra à la "Fortschrittspartei" et s'opposa dès 1862 à la politique de Bismarck. Il fonda, alors qu'il était membre de la Chambre des députés de Prusse, le journal "Die Zukunft", organe de la "Volkspartei" (1867). Il fut plusieurs fois condamné à la prison, notamment à l'automne de 1870 pour avoir accusé le gouvernement de poursuivre une guetère impérialiste contre la République Française. Il adhéra

peuples, dans le cadre national et européen. De l'excès de violence naît le rêve de la paix entre les peuples. Sadowa marque pour Jacoby le début d'une ère nouvelle, symbolisée par le grand congrès pacifiste de Genève en 1867 :

"Le parti démocratique doit cesser d'être un parti exclusivement, étroitement national. Ayant la notion exacte de la solidarité et de la responsabilité des peuples, il doit s'unir pour faire oeuvre commune, cette oeuvre de ceux qui, dans tous les pays et dans tous les Etats, partagent ses idées. C'est ainsi seulement qu'il sera en mesure de réaliser cette grande idée formulée avec tant d'éloquence au congrès pacifiste de Genève, l'idée des Etats-Unis libres d'Europe" (1).

Les Etats-Unis d'Europe : but sublime, mais qui ne sera atteint, explique l'orateur, que si tous les peuples se groupent autour d'une Allemagne démocratique. Une fédération allemande assurant l'autonomie des Etats et la liberté des citoyens, tel est pour Jacoby le premier degré d'une organisation pacifique de l'Europe (2).

L'unification de l'Allemagne ne s'est pas faite selon les vœux des républicains de la ligue "Deutsche Freiheit und Einheit" et du "Parti populiste".

En 1877, l'année même de la mort de Jacoby, un démocrate de gauche, Guido Weiss (3) publie dans la revue "Die Wage" une série d'articles sur la situation politique européenne.

en 1872 au parti social-démocrate.

Sur lui cf. M. Brasch "Philosophie und Politik. Studien über F. Lassalle und J. Jacoby" 1889.

Plusieurs autres écrits lui ont été récemment consacrés.

- (1) "Das Ziel der deutschen Volkspartei". Rede vor den Berliner Wählern am 30.1.1868", dans "Gesam. Schriften und Reden", Teil II, Hamburg 1872, p.333.
- (2) cf. "Zum demokratischen Programm" dans "Die Zukunft" du 28.5.68 ibid. p.339 "Die Zukunft", organe de la "Volkspartei", fondé en 1867 par Jacoby, avait pour rédacteur Guido Weiss. Le journal eut d'abord deux éditions par jour, puis une seule à partir de 1869. Il cessa de paraître en 1871.
- (3) Weiss (Guido) 1822-1899, ancien révolutionnaire de 1848, collaborateur de "Die Zukunft", "Die Berliner Reform" et rédacteur en chef de "Die Wage - Wochenblatt für Politik und Literatur",

Il n'y a plus trace chez lui de l'optimisme des anciens quarante-huitards, ni des idéaux généreux du "Parti populiste", dont il fut avec Jacoby l'un des principaux membres. Il n'est plus question sous sa plume des Etats-Unis d'Europe. C'est en effet une vision bien pessimiste de l'Europe que celle de G. Weiss. Elle rappelle parfois celle de Jörg dans ses analyses impitoyables des crises qui secouent l'Occident, cet Occident infatué de sa supériorité, miné par le système libre-échangiste, ruiné par le militarisme et désuni dans sa politique (1).

Si solidarité il y a, elle est purement négative : elle consiste à se soumettre aux volontés de la Russie. Le conservatisme, l'anarchie, les égoïsmes nationaux paralysent les Etats, qui sont réduits à un rôle passif. G. Weiss en conclut qu'il n'y a plus d'Europe.

"Cette personne mythique, écrit-il au moment des affaires d'Orient en 1877, qui porte le nom d' "Europe" est devenue en effet totalement apocryphe" (2).

Comment, dans ces conditions, sauvegarder l'unité, comment sauver la paix ? "Die Wage" ne voit d'autre solution à la crise que d'en appeler à la force morale du "Concert européen", en vue d'instituer un tribunal international, de limiter la souveraineté des Etats et de présenter un front occidental uni dans la question d'Orient. (3)

C'est en défendant la Turquie contre le panslavisme, estime G. Weiss, que l'Occident répondra au défi qui lui est lancé.

journal démocratique de gauche et pacifiste fondé par lui à Berlin en 1873. "Die Wage" avait pour collaborateurs le socialiste Franz Mehring et le philosophe Bruno Bauer.

- (1) cf. "Die Wage - Wochenblatt für Politik und Literatur" hrsg. von Dr. Guido Weiss.
Berlin, 12.1.1877, "Europäische Staatskunst" p.17
- (2) Ibid. "Russische Aussichten", 22.6.1877, p.385
- (3) cf. Ibid. "Krieg und Frieden", 13.7.1877, pp. 435-436.

Nous discernons donc dans les conceptions de G. Weiss et de son journal une double démarche : le recours à une juridiction internationale dans la tradition du pacifisme, et l'appel à l'union contre la Russie pour la défense de la Turquie, considérée comme membre à part entière du système des Etats. La question d'Orient mène ainsi la pensée démocratique à séculariser en quelque sorte l'idée de croisade. L'organisation pacifique de l'Europe passe par la confrontation avec la Russie.

C'est par la libre association et par l'harmonisation de ses contrastes que l'Occident sauvera ses caractères originaux, unité et diversité :

"La question européenne se formule ainsi : autodétermination comme base d'une association, ou bien instinct grégaire soumis à l'obéissance passive ... Face à l'instinct grégaire de l'Est ... les oppositions entre l'Allemagne et la France, la France et l'Italie, le continent et l'Angleterre s'atténuent en un chatoisement de nuances qui donnent plutôt l'image d'une harmonieuse diversité que celle de la rivalité et de l'hostilité". (1)

Ainsi se pose l'éternel problème des rapports de l'Europe et de la Russie. Pour tous ces démocrates, l'organisation pacifique des peuples est incontestablement une affaire occidentale, parce que c'est une question de civilisation et de droit, de liberté politique et de conscience morale.

Nous retrouvons les mêmes idées quelques années après dans le pacifisme socialiste de Bruno Geiser.

Bruno Geiser est député social-démocrate au Reichstag lorsqu'il publie en 1886 "Comment triompher de la guerre par le développement du droit international" ("Die Überwindung des Kriegs durch Entwicklung des Völkerrechts") (2).

Il estime naturellement que l'indépendance des peuples est le fondement indispensable de la paix dans la liberté, et que les questions polonaise, tchèque et turque doivent être réglées selon le

(1) Ibid. "Westen und Osten", 20.7.1877, p.449

(2) Geiser (Bruno) 1846-1898, Silésien, gendre de W.Liebknicht, publiciste et journaliste social-démocrate, rédacteur de "Die Neue Welt". Il appartenait à l'aile droite du parti socialiste et en fut exclu en 1886. Auteur de "Unter welchen Bedingungen Kann die Sozialdemokratie zum Siege gelangen ?" Leipzig 1880.

principe d'autodétermination. Ces vues ne distingueraient guère Geiser d'autres démocrates pacifistes s'il n'accordait une importance particulière au règlement des questions économiques et sociales. Pour lui, en effet, on ne peut pacifier et unifier l'Europe sans abolir les armées permanentes et les monopoles capitalistes, sans introduire une législation démocratique et sans organiser les syndicats. Ce programme présente des aspects nettement socialistes. Mais c'est en fait un compromis entre l'Europe révolutionnaire des marxistes et l'Europe fédéraliste des pacifistes.

Le but final de l'auteur est en effet l'instauration d'une fédération de républiques pacifiques. C'est là à n'en pas douter une résurgence de la conception bien connue des "Etats-Unis d'Europe" dans la tradition de 1848.

"L'Europe civilisée et l'Amérique civilisée, écrit B. Geiser, se transforment de plus en plus en confédérations pacifiques, bien que l'Europe soit encore armée jusqu'aux dents" (1).

Il est d'ailleurs significatif que l'auteur ait publié sa brochure à l'occasion de la relance du journal "Les États-Unis d'Europe" ("Die Vereinigten Staaten von Europa"), organe de la "Ligue pour la paix et la liberté". Et il est non moins significatif qu'il ait joint en annexe à son opuscule le très schématique projet du juriste wurtembergeois Otto Hahn, "Projet d'une confédération des Etats chrétiens d'Europe" ("Entwurf eines europäischen christlichen Staatenbundes") prévoyant l'arbitrage des conflits par un tribunal fédéral, composé de délégués des Etats dont la désignation serait démocratiquement contrôlée par les parlements nationaux (2).

(1) "Die Überwindung des Kriegs durch Entwicklung des Völkerrechts-Zugleich eine Beantwortung der Frage, wie eine internationale Friedensgesellschaft die Kulturmacht werden kann", Stuttgart, 1886, p.45.

(2) Ibid. p.55 : Otto Hahn, originaire de Reutlingen, a selon Geiser soumis son projet à la "Société pacifiste" de Londres. La Cour de Justice composée d'un délégué par Etat, devait avoir la haute main sur les affaires fédérales: défense, colonies, chemins de fer, routes, canaux auraient été de sa compétence. L'élection des délégués aurait eu lieu tous les trois ans. Le commandement de l'armée fédérale aurait été du ressort de la puissance la plus peuplée. Enfin la liberté commerciale la plus totale aurait régné entre les Etats-membres.

III - La "Ligue internationale de la paix et de la liberté" et
l'idéal des Etats-Unis d'Europe.

1. - Pacifistes républicains suisses.

En 1849 est fondé à Genève par des réfugiés politiques allemands un journal démocratique, "Der Völkerbund" qui lutte pour la cause d'une Europe libre et pacifique selon les principes de 1848.

"Der Völkerbund" est l'organe de "Die Gesellschaft des Völkerbundes", qui se propose d'unir tous les peuples sous la bannière de la démocratie. On retrouve dans les colonnes de ce journal, sous la plume d'hommes comme Gustav Struve, Amand Gögg, C. Essellen tous les thèmes connus du républicanisme pacifiste : antiabsolutisme, anticléricalisme, antimilitarisme, revendication des droits et des libertés politiques (1).

Gögg prophétise la paix par la démocratie universelle :

"La lutte sanglante ... peut encore durer, de l'Ouest à l'Est de l'Europe, une génération. Et quand les peuples du continent européen auront accompli leur oeuvre et se seront unis fraternellement, ils auront encore, en se liguant avec les peuples libres d'Amérique, à poursuivre et à anéantir pendant des siècles l'absolutisme et le despotisme dans les autres parties du monde .."(2).

Quant à C. Essellen, lui aussi émigré d'Allemagne du Sud, il assigne à son pays le premier rôle dans cette démocratisation de l'Europe et du monde. L'Allemagne doit devenir le "pays de la république universelle" (3).

(1) A. Gögg, 1820-1897, Badois, ancien révolutionnaire de 1848, devint en Suisse l'un des dirigeants de la "Ligue pour la paix et la liberté". Il était lié avec Johann Philipp Becker, compagnon de Marx et Engels. Sur J.P. Becker cf. deuxième partie chap.5 "L'Europe des Socialistes".-C.Essellen, Allemand du Sud comme Gögg, était également un compagnon de J.P. Becker. cf. E. Gruner "Die Arbeiter in der Schweiz im 19. Jahrhundert" Bern 1968 p.331 et suiv. et p. 942 et suiv.

(2) "Der Völkerbund" Heft 1, 1850, Ausgabe für Deutschland und die Schweiz. Hrsg. von der "Gesellschaft des Völkerbundes", p.35

(3) cf. l'article de C. Essellen "Deutschland und Preussen im Verhältnis zur europäischen Entwicklung", dans "Der Völkerbund" No. 1, Dezember 1849, pp.14-16.

Il est évident que le règlement de la question allemande par Bismarck ne comble pas les vœux de tous ces hommes de gauche, qui restent fidèles à leur idéalisme d'antan. C'est ainsi que dans les années 60 "Das Felleisen", organe du "Deutscher Arbeiterbildungsverein in der Schweiz", continue à défendre la thèse d'une Allemagne libre et pacificatrice (1). "Das Felleisen" abonde dans le sens des milliers de pacifistes, réunis au Congrès de la paix, en 1867 à Genève, après les complications diplomatiques et les tensions internationales consécutives à l'affaire luxembourgeoise. En septembre de la même année, le journal tire ainsi les conséquences du Congrès de la Paix :

"La démocratie européenne ne s'est pas seulement exprimée et n'a pas seulement manifesté sa solidarité ; elle a aussi résolu de poser les premières assises de cette confédération des peuples qui seule est susceptible de nous assurer la liberté et la paix" (2).

L'organe du "Deutscher Arbeiterbildungsverein" salue la fondation de la "Ligue de la paix et de la liberté", dont le programme prévoit l'organisation de l'Europe en démocraties libres, l'élimination des préjugés raciaux et nationaux et l'avènement des Etats-Unis d'Europe (3). Le programme n'oublie pas le règlement de la question ouvrière et paraît aux Allemands réfugiés en Suisse parfaitement compatible avec celui de la Première Internationale (4).

Bientôt pourtant les divergences se feront jour entre le pacifisme démocratique et le socialisme révolutionnaire. Elles surgiront dans la correspondance de Marx et d'Engels, ainsi que dans la presse ouvrière suisse, qui dans son ensemble répugne aux bouleversements violents et demeure dans la ligne du pacifisme.

(1) cf. "Das Felleisen" 5. Jahrg. Okt. 1866, Nr.10, p.46

(2) "Das Felleisen", 6. Jahrg. Nr. 9, sept. 1867, "Über das Ergebnis des internationalen Friedenskongresses" p.1

(3) cf. Ibid. Motion de A. Ladendorf, de Berlin qui était lui aussi proche de Becker, mais qui, comme Gögg, resta étranger à l'Internationale socialiste. Ladendorf résidait à Zurich.

(4) Ibid. 6. Jahrg. Nr. 12, Dezember 1867, p. 3

Ainsi, l'association du "Grütliverein" (1) se fixe les mêmes buts que l'Internationale, mais par l'éducation - Volksbefreiung durch Volksbildung -. Son journal "Der Grütli", paraissant alors à Berne, donne un bon reflet de l'idéologie pacifiste et fédéraliste qui anime les milieux ouvriers suisses vers 1870. Beaucoup sont convaincus à cette époque que l'idée nationale a fait son temps et que l'heure va sonner de construire le fédéralisme républicain (2).

La guerre de 1870 est interprétée comme l'aube de la "république universelle des peuples", et le "Grütliverein" ne ménage pas ses éloges à la nouvelle République française qui ne peut être que le point de départ d'une confédération pacifique et démocratique (3). Le conflit franco-allemand marque un tournant radical dans l'opinion helvétique. Napoléon III disparu, toutes les attaques se concentrent sur l'Allemagne bismarckienne.

(1) Le "Grütliverein" était une association nationale visant à l'éducation morale, intellectuelle et politique de toutes les classes de la société helvétique. Elle reçut son nom d'un libéral, disciple de Pestalozzi, le Dr. Niederer, mais fut véritablement fondée en 1837 à Genève par A. Galeer et par des Suisses allemands. Galeer était né en Basse et était lui aussi un compagnon de J.P. Becker. Il avait émigré à Bienne, puis à Genève. C'était un libéral ouvert aux idées sociales. Il s'adressait aux classes moyennes et voulait faire de l'association une école du citoyen, un mouvement patriotique et démocratique. La société comptait en 1863 environ 3500 membres et 86 sections, dont deux de langue française, à Lausanne et Vevey, et une de langue italienne à Locarno. - En 1851 fut fondé son journal "Der Grütli", qui parut jusqu'en 1925, d'abord tous les quinze jours, puis chaque semaine, puis chaque jour à partir de 1906. Il fut imprimé successivement à Bâle, à Saint-Gall, à Lucerne, à Berne, à Winterthur, à Coire et à Zurich. Il existait parallèlement des revues intitulées "Das Grütli" (Vienne et Lausanne), ainsi que les éditions françaises "Le Grütli" (Berne, Fribourg, Neuchâtel, Vaud) et "Le Grütli" (Lausanne). cf. la brochure "Qu'est-ce que la Société du Grütli? Lettres à un ami par Frédéric Lauffer, ancien secrétaire du Comité central ... Traduit de l'allemand et publié par Adolphe Graf, rédacteur du journal "Le Grütli" Lausanne 1863, ainsi que : Rolf R. Bigler "Der libertäre Sozialismus in der Westschweiz" Köln - Berlin 1963 pp.19 et 20.

(2) cf. "Der Grütli", Organ für die Interessen des Grütlivereins. Nr.8, 24.2.1869, "Die politische Idee der Gegenwart" p.2

(3) Ibid. Nr. 37, 14.9.1870, p.4

Le jour même de la fondation du Reich, le 18 janvier 1871, "Der Grütliener" consacre à la "République fédérative d'Europe" un article aussi fougueux qu'emphatique, stigmatisant les despotes et réclamant la proclamation de la "fédération des Etats libres d'Europe" :

"... ce n'est qu'ensuite que seront terrassés les dragons du despotisme militaire ... au grand effroi des assassins des peuples du 19ème siècle, et qu'ils s'écrieront dégoulinant de sang : ce que des classes sociales divisées n'ont pu faire, l'ensemble l'a fait par l'union sur ce seul et même but : la république fédérative d'Europe" (1).

Ces déclamations et cette terminologie sont dans le style de Löwenthal. Elles portent la marque d'une époque. Il arrive du reste au "Grütliener" de citer "Die Freiheitswacht" et les écrits du fondateur du "Europäischer Unionsverein". Mais l'Europe démocratique et fédérale des ouvriers suisses se rapproche certainement plus encore de idéaux de la "Ligue de la paix et de la liberté".

2. - Si vis pacem, para libertatem.

"La Ligue internationale de la paix et de la liberté" ("Friedens-und Freiheitsliga") eut d'illustres parrains : Dostoievski, Bakounine, Garibaldi, V. Hugo, Louis Blanc, E. Quinet, Jules Favre et Jules Simon, pour ne citer que les plus célèbres. Son premier manifeste porte les noms d'hommes politiques allemands ayant quelque notoriété, comme J. Jacoby et K. Grün, du philosophe Ludwig Büchner, et du publiciste Wilhelm Zimmermann (2), d'A.Gögg,

(1) Ibid. No.3, 18.1.1871, "Die europäische Föderativrepublik" p.1

(2) Grün (Karl), 1813-1887 écrivain et publiciste, fut avant 1848 rédacteur avec Engels et Moses Hess des "Rheinische Jahrbücher" en 1848-49 au Parlement de Francfort.

Büchner (Ludwig) 1824-1899, philosophe matérialiste, homme politique et écrivain.

Zimmermann (Wilhelm) 1807-1878, ancien député d'extrême-gauche au Parlement de Francfort.

ancien ministre de la République Badoise en 1849, qui devait jouer un rôle capital à la tête de la Ligue, et du juriste H.B. Oppenheim (1).

A la rédaction de son journal, qui paraît à Berne en allemand et en français sous le titre "Die Vereinigten Staaten von Europa" et "Les Etats-Unis d'Europe", on trouve nombre de Suisses et d'Allemands, dont Gögg lui-même, Jacoby et Gustav Vogt, le premier président du mouvement (2). Avant 1870, l'association a une assez large audience en Allemagne, où seuls les libéraux ralliés à Bismarck après 1866 se montrent en général hostiles (3).

-
- (1) Oppenheim (Heinrich Bernhard) 1819-1880, rédacteur en chef avec Arnold Ruge de "Die Reform", organe du "Parti démocratique" en 1848, émigré en Suisse, en France, en Hollande et en Angleterre après la révolution de Bade, puis député national-libéral au Reichstag après 1871.
- (2) Vogt (Gustav) 1829-1901, frère de Karl Vogt. Il avait quitté Giessen, d'où la famille Vogt était originaire, pour suivre son père en Suisse, où celui-ci avait été nommé en 1834 professeur à l'Université de Berne. G. Vogt devint lui-même professeur à Berne, puis à Zurich. Il fut aussi collaborateur de la "Neue Zürcher Zeitung". Il fut très lié avec l'anarchiste Bakounine. Il se fit, par idéalisme, le champion des droits de l'homme et du pacifisme ; c'est ainsi qu'il prit en 1868-1869 la tête de la "Ligue de la paix et de la liberté" dans l'espoir de provoquer un mouvement d'opinion. A ses côtés on trouvait au comité directeur, outre Gögg, Ladendorf et Bürkli, deux membres de la "Société ouvrière" (Arbeitergesellschaft), T. Beck et Ducommun, ainsi que les chefs du radicalisme bernois, E. Marti, W. Teuscher et J. Leuenberger. Ces deux derniers étaient juristes. Le comité de rédaction de "Die Vereinigten Staaten von Europa" comprenait aussi un certain Olshausen de Zurich, et un certain Haussmann de Stuttgart.
cf. E. Gruner, op.cit. p. 734.
- (3) cf. E. Arnaud "Le pacifisme et ses détracteurs", Paris-Berne, 1906. Ainsi A. Gögg eut une controverse avec H. Schulze-Delitzsch (1808-1883), membre de la "Fortschrittspartei" et député au Reichstag, qui arguait du pacifisme de l'Allemagne bismarckienne en ces termes : "Nous autres Allemands, sommes le peuple le plus pacifique parmi les peuples civilisés ... C'est sur le sol allemand et aux dépens de l'Allemagne que se sont vidées toutes les grandes querelles européennes ... Personne en Europe ne songe à attaquer la France ..." (cité par E. Arnaud, op. cit. pp. 17 et 18).

D'emblée, la Ligue se définit par rapport au pacifisme intégral de Löwenthal. A la devise de celui-ci "Si vis pacem, para pacem", elle oppose la sienne : "Si vis pacem, para libertatem".

En fait, elle part comme tous les mouvements pacifistes et républicains à l'assaut de tous les absolutismes, et d'abord de l'absolutisme russe, qu'il soit tsariste ou démocratique. Les "Etats-Unis d'Europe" accusent le révolutionnaire Herzen (1) rédacteur du journal "Kolokol", de vouloir collectiviser la société occidentale. Ils font d'une Pologne républicaine l'un des pivots de la future fédération européenne (2).

Le nationalisme allemand n'est pas épargné non plus, surtout à partir de la fondation du Reich. Le 24 juillet 1870, à Bâle, lors d'un congrès extraordinaire, Gögg lance l'anathème contre la guerre et plaide pour les Etats-Unis d'Europe. En 1872, il va porter la bonne parole antibismarckienne en Amérique. La grande pensée de la Ligue est alors de fonder la fédération européenne sur l'alliance des peuples non-allemands (3). Contre le système bismarckien, la Ligue ne désarmera jamais. Elle engage l'action contre tous ceux qui ne partagent pas sa philosophie politique et sociale : chrétiens, juristes et pacifistes libéraux, socialistes.

-
- (1) Herzen (Alexandre) 1812-1870, philosophe et écrivain russe, réfugié en Occident à partir de 1847. Il dirigea de 1857 à 1867 la revue antitsariste "Kolokol" (La Cloche). Herzen professait un socialisme utopique fondé sur le développement de la communauté paysanne russe.
- (2) cf. "Die Vereinigten Staaten von Europa" - Wochenblatt, hrsg. von der Internationalen Friedens- und Freiheitsliga, Bern, N° 35, 30.8.1868, p. 138. - Les "Etats-Unis d'Europe" parurent d'abord en français et en allemand, puis on y inséra des articles en anglais et en italien, sous le titre de "The united States of Europe" et "Gli Stati uniti d'Europa". La fréquence de parution fut irrégulière : la revue fut hebdomadaire en 1868-1869, en 1872-1873 et en 1885-1886, et mensuelle pour les autres années. Certains numéros manquent. Les "Etats-Unis d'Europe" parurent à Berne jusqu'en 1922. Le numéro spécimen publié en novembre 1867 après le Congrès de la paix à Genève les présente comme le "premier journal européen" et définit le programme de la Ligue : lutte contre les préjugés et les égoïsmes nationaux, instauration d'un nouveau droit international plus juste, paix par la liberté, le fédéralisme et le républicanisme. Dans ce même numéro, G.Vogt rendait hommage à sa seconde patrie, la Suisse, terre d'asile pour les pacifistes d'Europe. Ajoutons que les "Etats-Unis d'Europe" avaient environ 300 abonnés à la fin des années 1870.
- (3) cf. Ibid. n°9, 6.6.1872, p.1

On ne peut sérieusement régler la question d'Orient selon les principes du Moyen-Age, affirment "Die Vereinigten Staaten von Europa". Le temps des croisades est révolu :

"Nous tenons pour ... de l'arrogance le fait de prétendre que le sol européen ne doit donner asile qu'à des populations chrétiennes". (1)

On accuse l'école juridique de Bluntschli et de Holtzendorff d'aménager le droit international au seul profit de la puissance étatique, et de perpétuer le droit du plus fort (2). On leur reproche de vouloir construire l'Europe sur des principes monarchiques et sur l'oligarchie des grandes puissances. La Ligue rejoint ici Löwenthal, sans toutefois être d'accord avec lui sur les moyens de parvenir à la paix. Mais les deux mouvements pacifistes ne sont en somme que deux frères ennemis.

Avec l'Internationale socialiste, la "Ligue internationale de la paix et de la liberté" s'est trouvée très vite engagée dans une polémique autrement plus vive. Le Congrès de l'Internationale à Bruxelles, en septembre 1868, proposa bel et bien de dissoudre la Ligue, qui rétorqua qu'elle n'accepterait jamais le programme communiste et que la question sociale n'était pour elle qu'une question parmi d'autres (3). Il devait s'avérer bientôt qu'on était en désaccord sur des points fondamentaux ; les républicains pacifistes étaient hostiles au système collectiviste et à la révolution violente, mais ils n'avaient pas de théorie cohérente grâce à laquelle ils auraient pu faire passer dans les réalités leur devise de la paix par la liberté.

En fait, la Ligue n'a pas eu de doctrine solide ni au point de vue politique, ni au point de vue social. Le caractère hétérogène de ses éléments constitutifs lui enlevait toute possibilité

(1) Ibid. n°4, 24.1.1869, p.13

(2) Ibid. 26.2.1874, p.1

(3) Ibid. n°38, 20.9.1868

de rigueur doctrinale. Son journal n'est le plus souvent que le reflet des prises de position épisodiques, écrites ou orales, de ses membres les plus actifs. Le numéro du 9 février 1868 des "Etats-Unis d'Europe" se contente de reproduire le programme démocratique de la "Deutsche Volkspartei" de Jacoby. Quelques semaines plus tard, Karl Grün présente les objectifs du mouvement aux démocrates viennois : lutte contre l'étatisme centralisateur, antimilitarisme, et solution de la question sociale. La séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'instruction laïque et gratuite sont parmi les revendications.

Un journal autrichien, la "Österreichische Gartenlaube", propose à la Ligue de régler conjointement la question politique et le problème social et de constituer dans ce but un "comité central de la jeune démocratie européenne" :

"Quiconque, écrit-il, ne veut pas aussi la libération sociale et l'organisation du travail, ne fait point partie de la Jeune Europe démocratique ..." (1).

A l'automne de cette même année 1868, le prolétariat viennois invite les travailleurs européens à la "grande fête de la fraternité ouvrière". Il affirme sa conviction que la question sociale ne peut être résolue que par la solidarité des travailleurs de tous les pays industriels. Le deuxième congrès de la Ligue, réuni à Berne en septembre, répercute ces proclamations. A côté des aspects politiques et religieux de l'organisation de l'Europe, l'aspect social prend une importance grandissante : pas d'Etats-Unis libres sans affranchissement de la classe ouvrière et sans transformation du capitalisme. Nulle part pourtant on ne précise dans "Die Vereinigten Staaten von Europa" comment se fera cette transformation, et il semble bien que le comité directeur du journal prenne ses désirs pour des réalités lorsqu'il prétend que les classes laborieuses sont convaincues de l'évolution lente mais sûre des peuples européens vers une grande fédération politique et sociale (2).

(1) Ibid. n°13, 29.3.1868

(2) cf. ibid. 13 mai 1882

Force est de constater qu'à cette époque l'idée d'une fédération des Etats-Unis d'Europe est à peu près inexistante dans la presse socialiste d'Allemagne et d'Autriche.

3. - La fédération impossible.

La paix par la liberté suppose évidemment la libération à la fois politique et sociale de l'homme. Mais le programme politique de la Ligue n'est pas beaucoup plus précis que son programme social. Il permet tout au plus de discerner les contours d'une Europe pacifiée par l'application des principes du fédéralisme républicain.

Dès sa fondation, la Ligue se propose de remplacer la vieille Europe dynastique de la Sainte-Alliance par

"une fédération loyale des peuples, fondée sur l'auto-détermination dans la liberté, sur le respect mutuel des droits et l'étroite communauté de tous ses membres"(1)

Le congrès de la paix se réunit en 1867 sous le signe du fédéralisme. Celui de 1868 affirme lui aussi avec force que seul un système fédératif et républicain peut régler les questions qui tourmentent l'Europe : nationalités, indépendance des citoyens, autonomie des collectivités municipales et provinciales. C'est une question décisive pour l'organisation du continent qui se pose à ce deuxième congrès :

"Comment le principe fédératif peut-il être appliqué dans les divers pays, et de quelle manière l'association des Etats-Unis d'Europe doit-elle être créée ? "(2).

La Ligue croit fermement alors que les démocrates européens sont en majorité acquis à l'idée fédéraliste. Elle se trompe. Le deuxième congrès fait déjà apparaître la rupture entre fédéralistes partisans du principe d'autonomie et collectivistes partisans du socialisme d'Etat. Dans "Die Vereinigten Staaten von Europa" ,

(1) cf. *ibid.* n°2, 12.1.1868, "Die alte Heilige Allianz und der neue Völkerbund"

(2) *Ibid.* n°22, 2.6.1868

Bakounine entre en lice pour la fédération démocratique et socialiste contre le centralisme de l'Internationale.

Jusqu'à la fin de l'ère bismarckienne, des voix s'élèveront pour proclamer la naissance imminente des Etats-Unis d'Europe en dépit de la dégradation de la situation internationale. Elles sont à vrai dire de plus en plus isolées. De rares optimistes pensent encore que l'Europe marche à grands pas vers son unité. D'autres sont plus prudents, comme le banquier Leopold Sonnemann, député au Reichstag et directeur de la "Frankfurter Zeitung"(1); Sonnemann écrit en septembre 1874 qu'il voit l' "ombre des Etats-Unis d'Europe se projeter à l'horizon" d'un continent en proie au militarisme et au nationalisme (2).

D'autres encore se contentent d'émettre des vœux, tel le "Cercle démocratique de Francfort-sur-le-Main", qui espère l'unité de l'Europe pour le bicentenaire de la Déclaration d'Indépendance américaine, c'est à dire pour 1976.

Au fil des années, l'idée des Etats-Unis d'Europe s'amenuise. On l'évoque entre initiés dans les milieux restreints du pacifisme et on cherche désespérément à découvrir dans l'évolution des choses quelques signes d'encouragement. Dans les discours, son évocation devient une sorte de rite. Et lorsqu'une crise grave secoue l'Europe, on déplore sa désunion. Vains regrets : en une décennie, les idéaux des pacifistes républicains n'ont pas résisté à l'épreuve des faits.

(1) La "Frankfurter Zeitung", organe de la "Deutsche Volkspartei" fondé en 1856, était le grand quotidien de la gauche démocratique. Ce journal combattit la politique bismarckienne, surtout les lois antisocialistes. Il jouissait d'une renommée internationale grâce à ses nombreux correspondants à l'étranger. Il comptait 20.000 abonnés en 1875. Il parut jusqu'en 1943 et fut remplacé, de 1945 à 1958, par la revue "Die Gegenwart" (Fribourg-en-Brisgau).

(2) Ibid. 17.9.1874

A ses origines, la "Ligue de la paix et de la liberté" se réclamait du fédéralisme kantien. Kant était le père spirituel du mouvement, son véritable fondateur, comme le soulignera en 1873 la "Gazette de Francfort". D'ailleurs, G. Vogt avait fait paraître en 1867 à Berne une édition populaire de "Zum ewigen Frieden", dans la préface de laquelle il définissait ses objectifs : vulgariser les idées kantiennes, créer au dessus des nations une ligue d'hommes libres en vue d'assurer la paix européenne par le droit et la liberté. C'est ainsi que la Ligue de la paix empruntera à Kant l'idée d'une confédération républicaine s'agglomérant autour d'un noyau de deux ou trois peuples "arrivés à la pleine possession d'eux-mêmes".

Cet idéal kantien, les militants de la Ligue pensent bien entendu le trouver réalisé dans le fédéralisme suisse, qu'il connaissent bien, et aux Etats-Unis d'Amérique. Et l'on espère, dans la presse allemande d'outre-Atlantique, que l'exemple et l'appui américains seront déterminants.

Mais après 1871 la situation internationale fait que s'estompe l'idéal fédéraliste. Certes le congrès de 1892, tenu à Berne, met encore à son ordre du jour les deux grands objectifs de la Ligue : Etats-Unis d'Europe et système d'arbitrage. Mais le second point est devenu, autant qu'on puisse en juger, prioritaire.

En vérité, l'amorce de cette évolution se situe dans les années 70. En 1876, "Die Vereinigten Staaten von Europa" font état des travaux consacrés par le fédéraliste autrichien A. Fischhof (1) au problème du désarmement. Des propositions de Fischhof, publiées essentiellement dans la "Neue freie Presse" (2) de Vienne, l'organe

(1) Sur Adolf Fischhof, cf. Deuxième Partie, chap.1 "L'Europe des fédéralistes".

(2) "Die Neue freie Presse" était le plus important des journaux autrichiens, de réputation mondiale. Il tirait en 1879 à 35000 exemplaires. Fondée en 1864, la "Neue freie Presse" était libérale (deutschliberal). C'était l'organe de l'industrie et de la finance. Elle ne cachait pas ses sympathies envers l'Allemagne. Ses articles abordaient la politique et l'économie, la littérature et l'art ; elle fusionna en 1939 avec "Das neue Wiener Tagblatt" et "Das neue Wiener Journal".

de la Ligue retient surtout l'idée d'un aréopage d'inspiration démocratique. Belle et généreuse déclaration que celle de Fischhof, qui écrit le 27 mai 1879 aux "Etats-Unis d'Europe", après la fondation à Vienne d'une "Ligue de la paix" :

"L'Europe, qui ne fut jusqu'ici qu'une expression géographique, doit devenir par le travail de notre époque un concept politique. Malgré la diversité des peuples qui la composent, l'Europe doit se sentir une, et devenir une grande famille de peuples ..." (1).

Noble initiative que celle de la "Neue freie Presse" et des membres du "Reichsrat" de Vienne qui proposent avec le même Fischhof en 1880 la réunion d'un congrès de députés européens. Mais placée devant la dure réalité des faits, la Ligue de la paix et de la liberté doit prendre acte, au congrès de 1881, de l'impossibilité de constituer une fédération européenne de peuples libres.

L'évolution politique après le conflit franco-allemand a donc prouvé aux pacifistes que des traités d'arbitrage respectant la souveraineté des Etats étaient préférables à l'anarchie internationale. Leurs conceptions se sont rapprochées de celles des juristes, et ils ont pu considérer les projets de Lorimer et de Bluntschli comme un premier pas vers la réalisation de leurs idées. Ils ont même tenté en 1878 de réveiller la conscience des diplomates officiels en s'adressant en ces termes au Congrès de Berlin, réuni par Bismarck pour régler les affaires d'Orient :

"Ces grandes idées de fédération des peuples, de formation des Etats-Unis d'Europe, d'arbitrage international permanent ... vous sont aussi familières qu'à nous tous. Ne ferez-vous rien, absolument rien pour les réaliser ? ... L'Europe vous regarde, Messieurs les diplomates, et la postérité vous jugera !" (2).

Il est inutile d'ajouter qu'un pareil appel n'avait aucune chance d'être entendu. Aveuglés par leurs rivalités, les Etats étaient de moins en moins enclins à céder une partie de leur souveraineté. Dans les dernières années de l'ère bismarckienne, la

(1) Ibid. 19.6.1879

(2) Ibid. 20.6.1878

Ligue de la paix met tous ses espoirs dans les conférences inter-parlementaires et les congrès pacifistes, et c'est avec une admirable et touchante naïveté qu'elle formule en 1890 l'espérance vaine que rien désormais ne s'opposera plus à l'"entrée de l'Europe dans l'état de droit" (1).

Nous ne saurions trop admirer le courage et la ténacité de ces pacifistes qui ont, en dépit de la situation, permis à l'idéal des Etats-Unis d'Europe de survivre. Car la "Ligue de la paix et de la liberté" a regroupé dans ses rangs quantité d'Allemands, d'Autrichiens et de Suisses qui furent des "Européens" éprouvés. Outre des hommes comme A. Gögg et G. Vogt, on pourrait citer Eugen Richter (2), de Pforzheim, chef du "Parti progressiste d'Allemagne", et Ludwig Simon (3), de Trèves, qui, si l'on en croit "Die Vereinigten Staaten von Europa", aurait prononcé au congrès constitutif de Genève "le discours le plus européen qu'on eût jamais entendu"(4).

Appuyés par des mouvements démocratiques comme le "Parti populiste" de Jacoby, le "Parti social-démocrate" de Brunswick, l'"Association démocratique" ("Demokratischer Verein") de Hambourg, assurés de la collaboration de journaux comme la "Frankfurter Zeitung", le "Volksstaat" de Leipzig, les "Münchener Nachrichten", la "Neue freie Presse" et "Der Volkswille"(5) de Vienne, la "Tagwacht"

(1) Ibid. 15.9.1890

(2) Richter (Eugen) 1838-1906, juriste, économiste et publiciste, l'un des chefs de la "Fortschrittspartei" au Reichstag dans les années 1870, adversaire de Bismarck et des sociaux-démocrates. Chef de la "Deutsche Freisinnige Partei" à partir de 1884. Fondateur de la "Freisinnige Zeitung" en 1885.

(3) Simon (Ludwig) 1810-1872, avocat, député d'extrême-gauche au Parlement de Francfort, orateur éminent. Emigra en Suisse après 1848, puis à Paris. Il dut quitter la France en 1870 et mourut à Montreux.

(4) Ibid. 3 octobre 1872.

(5) "Der Volkswille" : l'un des premiers journaux socialistes d'Autriche, fondé en 1870. Il disparut en 1874. C'était un hebdomadaire qui tirait à 6000 exemplaires.

de Zurich et le "Vorwärts" de Bâle, les militants pacifistes ont partagé la foi des républicains allemands. Ils ont appelé de leurs vœux une Allemagne républicaine dans une Europe fédérée. L'unification nationale et l'unification européenne étaient pour eux deux questions corrélatives. En 1868, "Die Vereinigten Staaten von Europa" sont favorables à la création d'une fédération d'Allemagne du Sud, destinée à contrebalancer le "Norddeutscher Bund" et conçue comme une institution démocratique, pacifique, premier noyau de cette

"Ligue des hommes libres ... en laquelle l'Europe doit se transformer si elle ne veut pas sombrer dans le césarisme" (1).

Sans doute ce point de vue est-il irréaliste. Mais du moins les hommes de la Ligue n'ont-ils jamais cru que la démocratisation de l'Allemagne passait par sa prussianisation. Jamais pour eux la nationalité n'a été autre chose qu'un moyen.

"Nous ne plaçons pas la nationalité, même la nôtre, au dessus de la liberté", écrit le 16 août 1868 l'éditorialiste des "Etats-Unis d'Europe". "En tant que problème de nationalité, l'unité de l'Allemagne n'a pour nous aucun intérêt... Ce n'est pas pour l'amour de l'unité nationale que nous souhaitons l'union du Nord et du Sud de l'Allemagne, mais parce que nous voyons dans ces liens fédératifs entre les peuples allemands une garantie de liberté, de paix et de civilisation pour toute l'Europe, et dans une confédération allemande le premier des Etats-Unis d'Europe" (2).

En 1868, lors d'un grand rassemblement, le "Deutsches Schützenfest" de Vienne, des démocrates s'élèvent contre les projets du "Parti populiste d'Allemagne du Sud" ("Süddeutsche Volkspartei"), du "Parti ouvrier viennois" et de la "Ligue de la paix", auxquels on reproche de vouloir diviser l'Allemagne en deux blocs pour franchir le stade intermédiaire d'une Allemagne libre et entrer directement dans "la grande politique d'avenir des Etats-Unis d'Europe" (3).

La solution bismarckienne de la question allemande met bientôt fin à la controverse. Mais à partir de 1870 surgit un problème plus grave encore. La France républicaine porte désormais les espérances démocratiques. En septembre 1872, V. Hugo adresse son fameux

(1) Ibid. 17 mai 1868

(2) Ibid. n°33 16 août 1868

(3) Ibid. n°32 9 août 1868

message au Congrès de la Ligue à Lugano :

"Mes compatriotes européens ... Désormais il n'y a plus de possible pour l'Europe que deux avenir : devenir Allemagne ou devenir France ; en d'autres termes, être un empire ou être une république ... Mais à coup sûr, cette chose immense, la République européenne, nous l'aurons. Nous aurons ces grands Etats-Unis d'Europe qui couronneront le Vieux Monde comme les Etats-Unis d'Amérique couronnent le Nouveau" (1)

Les espérances de Kant vont-elles se réaliser ? La France

-
- (1) Ibid. 3 octobre 1872. L'adhésion du grand poète au fédéralisme et au pacifisme, bien que purement sentimentale, était une caution précieuse pour la "Ligue". La comparaison entre les déclarations que Victor Hugo a faites avant 1870 et celles qui datent d'après la guerre est au demeurant hautement instructive, car elle révèle l'évolution des démocrates vers le nationalisme de part et d'autre du Rhin, et au sein même de la "Ligue". Citons d'abord la grandiose et émouvante péroraison du "Discours d'ouverture au Congrès de la paix" de 1849 :

"Un jour viendra où l'on verra ces deux groupes immenses, les Etats-Unis d'Amérique, les Etats-Unis d'Europe, placés en face l'un de l'autre, se tendant la main par-dessus les mers, échangeant leurs produits, leur commerce, leur industrie, leurs arts, leurs génies, défrichant le globe, colonisant les déserts, améliorant la Création sous le regard du Créateur, et combinant ensemble, pour en tirer le bien-être de tous, ces deux forces infinies, la fraternité des hommes et la puissance de Dieu".

Après cet hymne à l'optimisme positiviste, voici un texte extrait du "Message au Congrès de la paix" de 1874. Il illustre la vanité des tentatives pacifistes à cause de l'antagonisme franco-allemand :

"Quand une plaie est faite à la France, c'est la civilisation qui saigne. La France diminuée, c'est la lumière amoindrie. Un crime contre la France a été commis ... Cette mauvaise action des rois, il faut que ces rois l'expiant, et c'est de là que sortira la guerre, et il faut que les peuples la réparent, et c'est de là que sortira la fraternité. La réparation, ce sera la fédération. Le dénouement, le voici : Etats-Unis d'Europe. La fin sera au peuple, c'est-à-dire à la Liberté, et à Dieu, c'est-à-dire à la Paix ..."

cité par Marcel Merle "Pacifisme et internationalisme XVIIè-XXè siècles" - op.cit. pp. 227-229.

est-elle cette république qui va faire la conquête morale de l'Europe ? Un instant, les démocrates allemands le croient (1). Mais ils constatent bientôt que le virus nationaliste contamine beaucoup des meilleurs esprits au sein même de la Ligue. Quant à l'opinion allemande, elle est de moins en moins sensible aux idéaux du pacifisme républicain.

E. Potonié (2), écrivant en mars 1878 aux "Etats-Unis d'Europe" pour leur léguer la succession de la "Feuille d'Olivier", journal pacifiste propagé à partir de 1876 par des Alsaciens protestataires, accuse l'Allemagne bismarckienne d'être le pays le plus impérialiste et le plus royaliste d'Europe.

(1) Le congrès des socialistes allemands réuni en 1887 à Saint-Gall, prenant position contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, "considère l'entente entre le peuple allemand et le peuple français comme une condition indispensable du développement progressiste et pacifique de l'Europe".

En même temps, Löwenthal rappelle que la République française devrait être "le porte-drapeau de la démocratie européenne et tendre par dessus tout à faire régner l'entente cordiale entre les peuples civilisés ... Que la France républicaine n'oublie donc pas ce rappel des principes de la démocratie européenne !" cf. "Etats-Unis d'Europe" n° du 5.11.1887 p.3

(2) Potonié (Edmond) 1829-1902, publiciste français, fondateur de la "Ligue universelle du bien public" (1863). A fait paraître de nombreux articles dans les journaux d'Europe et d'Amérique, y compris dans les "Etats-Unis d'Europe". La "Ligue universelle du bien public" envoya peu avant la Guerre de 1870 un appel aux Allemands, reproduit par une partie de la presse et demandant aux peuples "de la Vistule à la Méditerranée et de la Mer Noire à l'Océan" d'organiser l'agitation contre la guerre. A la fin de 1870, Potonié et sa "Ligue" projetèrent de laisser tomber des tracts pacifistes sur l'armée prussienne assiégeant Paris. Enfin en 1878, Potonié est applaudi à Berlin par des auditoires d'ingénieurs et d'ouvriers, devant lesquels il déclare que l'annexion de l'Alsace-Lorraine est une menace pour l'Europe. Sur l'écho rencontré dans l'opinion allemande par le mouvement pacifiste, et sur les rapports de Potonié avec le journal "Les Etats-Unis d'Europe", cf. Edmond Potonié-Pierre "Historique du mouvement pacifique" -Berne 1899 p.87 et suiv.

CONCLUSION

L'Europe des pacifistes est au confluent de divers courants philosophiques et idéologiques. En elle se rejoignent le pacifisme utopiste, dont la tradition remonte à la fin du Moyen-Age, le pacifisme moraliste, dans lequel l'amour chrétien du prochain se mue en idéal de fraternité humaine, le pacifisme juridique, tentative de moralisation des relations internationales, le pacifisme politique et social, avec sa mystique de la paix par la démocratie et la justice, enfin le pacifisme optimiste et positiviste, qui croit à la fatalité du progrès.

Cette contexture explique sans nul doute l'absence d'homogénéité qui caractérise les orientations d'un mouvement comme la "Ligue internationale de la paix et de la liberté". Pétrie de contradictions, la Ligue devint très vite le champ clos où s'affrontèrent les forces rivales de gauche ; républicains, socialistes, communistes et anarchistes. Dans ces conditions, l'objectif des "Etats-Unis d'Europe", d'Etats républicains fédérés était condamné à rester du domaine de la spéculation. D'autant plus qu'il demeurerait excessivement vague et que jamais la Ligue n'est entrée dans les détails de sa réalisation. Il n'était, au fond, qu'un cadre imprécis dans lequel on formulait des revendications politiques concernant les droits civiques, l'abolition des armées permanentes ou la suppression de la peine de mort.

Mais peut-être un certain consensus aurait-il pu à la rigueur se faire autour de ces aspirations à une société nouvelle, qui eût répondu aux progrès de la civilisation et du droit d'Europe occidentale, si le choc des idées n'avait été peu à peu aggravé par les scissions nationales dans le camp pacifiste. L'on comprend que certains membres de la Ligue aient été dramatiquement partagés entre leur patriotisme et leur conviction démocratique. Löwenthal, pour sa part, semble avoir louvoyé jusqu'au bout entre la France républicaine et l'Allemagne "citadelle de la civilisation moderne".

Il faut ajouter à cela que l'idéal des "Etats-Unis d'Europe" fut attaqué de tous côtés. Les nationalistes lui reprochaient son

internationalisme, les fédéralistes comme Fröbel ou Proudhon son irréalisme, les juristes son idéalisme abstrait, les chrétiens son inspiration démocratique, maçonnique et anticléricale, les socialistes révolutionnaires son esprit bourgeois.

Ainsi pris à partie, il s'affaiblit progressivement et apparut comme un anachronisme dans l'Europe des nations et de l'internationalisme ouvrier. La Ligue n'a pas su, ou pas voulu, capter les forces nouvelles. Après 1870, elle perdit du terrain parce que l'impact de ses orientations antiabsolutistes diminuait dans une Europe où pénétrait le constitutionnalisme. En 1890, Löwenthal prônait la monarchie constitutionnelle allemande. A-t-il, au prix de ce renoncement à ses idées primitives, réussi à acquérir une influence réelle ? Ceci n'est pas prouvé, en dépit de ses relations avec le chancelier Caprivi. (1)

Certes il a contribué à la fondation dans la capitale helvétique, vers 1890, d'organismes pacifistes avec les Suisses Gobat, Marcusen et Müller-Hess, professeurs à l'Université de Berne et membres de la "Ligue de la paix et de la liberté". Il n'est cependant pas moins certain que le pacifisme a été impuissant à infléchir la politique officielle et qu'il a été obligé de composer avec l'Europe des souverainetés nationales. Déposant en 1891, au congrès de Rome, une motion sur l'organisation du continent, Bertha von Suttner renonça à l'idéal des Etats-Unis d'Europe pour proposer une "Union des Etats" qu'elle jugeait plus conforme aux conditions du temps. Les hommes au pouvoir saluaient alors à l'occasion les nobles idées d'union et de paix, mais sans plus. Ce projet de Bertha von Suttner, adopté à Berne par tous les délégués, y compris ceux de la Ligue, ne connut même pas un commencement de réalisation.

(1) Veit Valentin, qui est très favorable à l'action de Löwenthal, émet l'hypothèse que celui-ci serait à l'origine du discours prononcé à Danzig en février 1894 et dans lequel Caprivi annonçait l'unification probable de l'Europe au 20ème siècle cf. V. Valentin " Geschichte des Völkerbundgedankens in Deutschland" op. cit. p. 140.

Les contemporains lucides ne s'y trompaient pas.

"L'Europe d'aujourd'hui, écrit vers 1890 un parlementaire allemand, ressemble à un édifice vétuste, délabré, prêt à s'effondrer au premier coup de vent. Les conférences des monarques et des ministres n'offrent qu'un bien faible soutien à cet édifice croulant, et si sans doute elles peuvent retarder la catastrophe finale, elles ne peuvent pas l'empêcher" (1).

Et faisant l'historique des mouvements pacifistes, le pasteur brandebourgeois H. Hetzel concluait en 1891 à l'impossibilité du désarmement et de l'arbitrage permanent.

"Une paix stable et limitée à l'Europe, ajoutait-il, n'est concevable que dans une confédération européenne au sein de laquelle les divers peuples seraient et resteraient unis à tout point de vue dans le cadre de leurs frontières naturelles ... et à un niveau idéal de culture morale" (2).

Faire de la confédération la condition préalable de la pacification, c'était montrer clairement dans quel cercle vicieux tournait la pensée pacifiste.

On pensera que le bilan est uniquement négatif et qu'il reste bien peu de chose à l'actif du pacifisme. Ce serait oublier le rôle de tout premier plan qu'y a joué la pensée allemande. Ce serait négliger le rayonnement des idées kantiennees sur l'Europe grâce à la diaspora des émigrés politiques. Il faut rappeler que Jules Barni, professeur de philosophie à l'académie de Genève, qui était avec Gögg l'un des responsables de la Ligue de la paix et de la liberté, a largement contribué à faire connaître Kant dans les pays de langue française (3).

(1) "Europa vor der Frage : Abrüstung oder Krieg ? Betrachtungen eines deutschen Parlamentariers über die gegenwärtige politische Lage in Europa" Kassel 1890 p.11

(2) "Die Humanisierung des Krieges in den letzten hundert Jahren 1789-1889" Frankfurt/Oder 1891 p.277.

(3) Barni (Jules) 1818-1878, philosophe et homme politique français, surtout connu par ses traductions des principaux ouvrages de Kant et par ses études sur ce philosophe.

Le nom de tous ces hommes a sombré dans l'oubli. Leur idéalisme fut pourtant admirable. Leur foi fut incomparable. Ils ont transmis le message de Kant à la postérité. Ils ont porté le flambeau des "Etats-Unis d'Europe" à travers le désert de l'Europe des nationalismes. Il n'est resté d'eux qu'un slogan, qu'une formule parfaitement floue mais d'une résonance singulière, car en elle vibre l'enthousiasme de Mackay et de Hugo pour une Europe de l'avenir, une Europe des peuples et de la raison, de la liberté et de la paix, de la réconciliation et de la fraternité. Les "Etats-Unis d'Europe", c'était aussi pour ces hommes une Allemagne libre et unie, juste, pacifique et humaine. Et à cet égard les pacifistes ont également droit à la gratitude des générations suivantes.

CHAPITRE 5 :
L'EUROPE DES SOCIALISTES

Introduction

Pacifistes et socialistes sont pour ainsi dire frères ennemis. Les uns et les autres font profession d'internationalisme et sont foncièrement hostiles à l'Europe conservatrice. Les uns et les autres cherchent une solution à la question sociale.

Mais là s'arrêtent les analogies. Le socialisme propose en effet un remède radical : la révolution prolétarienne. Déçus par l'échec de 1848-1849, Marx et Engels déclarent qu'ils veulent quitter "cette pitoyable Europe", condamnée à périr faute d'une régénération par le moyen de la transformation sociale. La première Internationale engage l'action contre la "Ligue de la paix", considérée comme bourgeoise, et le "Volksstaat", (1) journal de W. Liebknecht, dénonce Löwenthal comme agent de la Prusse. D'ailleurs la lutte des classes et la révolution ouvrière vont à l'encontre du pacifisme, et Marx sait que l'Europe socialiste sortira de conflits et d'antagonismes historiques.

Il est vrai, comme cela a été avancé, que l'Europe constitue le cadre où s'inscrit la pensée politique de la plupart des socialistes allemands. (2)

Cette affirmation demande pourtant à être nuancée, d'abord parce que la pensée de Marx, comme celle de Fröbel, Jörg et Frantz, tend vite à déborder les limites du Vieux Continent, d'autre part

(1) "Der Volksstaat", devenu après le congrès d'Eisenach en 1869 l'organe central du Parti social-démocrate, paraissait à Leipzig et comptait 7000 abonnés en 1874. W. Liebknecht le dirigea de 1869 à 1875.

(2) cf. G. Schlott "Nationales und internationale Denken der deutschen und französischen Sozialisten, besonders in den Jahren 1863-1871" Dissert. Frankfurt/M. 1960, p. 36

à cause des contradictions de la social-démocratie, tiraillée entre l'idéal internationaliste et la réalité nationale. Le thème européen n'apparaît guère, avant et après 1870, dans la presse socialiste allemande, spécialement dans les journaux dirigés par Liebknecht, le "Demokratisches Wochenblatt", le "Volksstaat" ou le "Vorwärts". (1). Les circonstances font que les sociaux-démocrates sont contraints de mener la lutte sur le plan national et ceci explique que l'idée d'Europe se réfugie une nouvelle fois chez les émigrés politiques, membres influents de la Première Internationale: Marx, Engels, J.P. Becker.

1. - La social-démocratie : internationalisme et révolution nationale.

L'idée européenne des socialistes est de toute évidence liée à leur internationalisme. C'est en 1863 que Ferdinand Lassalle (2), ancien collaborateur de Marx à la "Nouvelle Gazette Rhénane" (Neue Rheinische Zeitung), fonde la première organisation ouvrière allemande, l' "Association générale allemande des travailleurs" (Allgemeiner deutscher Arbeiterverein). Or ce parti n'est pas internationaliste. Son objectif est d'abord la révolution nationale, en vue de l'unité allemande et de l'affranchissement de la classe ouvrière. Aussi Lassalle s'engage-t-il dans la voie de la collaboration avec l'Etat prussien. C'est un partisan résolu de l'Etat

(1) "Das Demokratische Wochenblatt" : journal socialiste paraissant lui aussi à Leipzig. A partir de 1865, W. Liebknecht en fut le rédacteur en chef.

Le "Vorwärts", quotidien berlinois; de 1876 à 1878, et à partir de 1890, W. Liebknecht en fut l'éditorialiste.

(2) Lassalle (Ferdinand) 1825-1864, hégélien et révolutionnaire, proche de Marx en 1848. A partir de 1861, il cherche à rassembler les travailleurs en un parti organisé afin de fonder une société socialiste. Avec son "Programme ouvrier" (Arbeiterprogramm) de 1862, il jeta les bases de l' "Association générale allemande des travailleurs" de 1863. Dès lors, il s'éloigna de Marx et se rapprocha de Bismarck. Il était en effet favorable à une unification de l'Allemagne autour de la Prusse, et il avait consacré en 1862, pour le centenaire de la naissance du philosophe, un discours aux idées politiques et sociales de Fichte, cf. Die Philosophie Fichtes und die Bedeutung des deutschen Volksgeistes" Berlin 1862.

unitaire et un adversaire du fédéralisme allemand et, en conséquence, du fédéralisme européen. Il rejoint sur ce point les conceptions de Marx.

Il est cependant convaincu que le socialisme allemand aura, une fois atteints les buts de la révolution nationale, un rôle à jouer en Europe, au premier chef en Europe centrale et orientale, où il conviendra de lutter contre ce qu'il nomme le "principe asiatique". Lassalle paraît entendre par là tout ce qui n'est pas du ressort de la civilisation romano-germanique. Pour lui, l' "Europe est le pays de l'histoire mais l'Asie est le pays de la légende" (1).

Disciple de Hegel, comme Marx, il divise les peuples en deux catégories, dont l'une a pour vocation d'assimiler l'autre. L'Occident doit civiliser l'Orient, qui selon lui commence au coeur de l'Europe. Deux grands Etats sont les représentants du "principe asiatique" : la Russie et l'Autriche; celle-ci est déclarée coupable de réprimer les aspirations nationales de ses peuples "civilisés" en s'appuyant sur la "barbarie" des peuples slaves de l'Empire des Habsbourg.

En bonne logique, Lassalle se prononce pour le démembrement de l'Autriche, contre laquelle il prend position en 1859 lors de la guerre d'Italie. Au moment où Marx et Engels stigmatisent Napoléon III sous prétexte qu'il est le chef de la contre-révolution en Europe, Lassalle s'élève dans son écrit "La guerre d'Italie et la tâche de la Prusse" ("Der italienische Krieg und die Aufgabe Preußens") (2) contre la campagne antibonapartiste de la presse allemande de l'époque. Avec une rare intuition, il comprend qu'il n'y aurait pas pire péril pour la démocratie européenne qu'une guerre fomentée entre l'Allemagne et la France par le chauvinisme

(1) "Reiseberichte aus dem Orient" 1856, dans "Die Schriften des Nachlasses und der Briefwechsel mit Karl Rodbertus" Nachgelassene Briefe und Schriften Bd 6 Osnabrück 1967 p.204

(2) "Der italienische Krieg und die Aufgabe Preussens" 1ère et 2ème éd. Berlin 1859. Ecrit réédité par E. Bernstein au lendemain de la Première Guerre Mondiale : F. Lassalle, Gesammelte Reden und Schriften, 12 Bde, Berlin 1919-1920 Bd I, S. 21-112.

national. Il y proclame la nécessité de construire cette démocratie européenne sur l'entente franco-allemande.

L'année même de la création par Lassalle de l' "Association générale des travailleurs", W. Liebknecht et A. Bebel (1) fondent l' "Union des associations ouvrières allemandes" (Verband deutscher Arbeitervereine), mouvement lui aussi favorable à l'idée nationale, mais d'inspiration "grand-allemande". Marx et Engels reprocheront d'ailleurs à Liebknecht son particularisme allemand du Sud. En tout état de cause, la Première Internationale, fondée à Londres en 1864, reste à peu près inconnue en Allemagne pendant plusieurs années et ne joue pour Liebknecht qu'un rôle mineur jusqu'au congrès d'Eisenach en 1869, marqué par la création du "Parti social-démocrate des travailleurs" (Sozialdemokratische Arbeiterpartei).

Lorsqu'en juillet 1870, les membres de la section parisienne de l'Internationale appellent les travailleurs européens à s'unir pour la paix, Liebknecht et Bebel proclament eux aussi leur fidélité aux idéaux de l'Internationale. Mais c'est surtout Bebel qui s'oriente vers l'Internationalisme révolutionnaire, dont il souligne l'impérieuse nécessité dans sa brochure "Nos objectifs" ("Unsere Ziele") (1870), ainsi que dans ses articles et ses discours

(1) Liebknecht (Wilhelm) 1826-1900, émigré en Suisse (1846), puis à Paris (1848). Membre dirigeant de la République badoise, il s'enfuit à Genève après l'échec de la révolution, rencontre Mazzini, puis vit à Londres durant treize ans dans l'intimité de Marx. Rentré en Allemagne (1861), il convertit Bebel au socialisme et jette les bases de l'Internationale. En 1869, il fonde à Eisenach le parti social-démocrate. Il devient le chef du socialisme allemand à partir du congrès de Gotha-(1875).
Bebel (Auguste) 1840-1913, cofondateur du parti social-démocrate en 1869 et l'un de ses chefs les plus écoutés.
Sur lui, cf. l'article de F. Stampfer, dans "Die Grassen Deutschen-Deutsche Biographie" hrsg von H. Heimpel, T. Heuss, B. Reifenberg, Berlin 1957, Tome 3, pp. 552-561.

de l'époque. Hostile à toute guerre dynastique, il refuse le 21 juillet de voter au Reichstag les crédits de guerre. Il formule alors l'espoir "que les peuples d'Europe ... mettront tout en oeuvre pour conquérir leur droit à l'autodétermination et pour abolir l'actuelle société de classe et sa dictature militaire, causes de tous les maux politiques et sociaux". (1) C'est au nom de ce même principe d'autodétermination des peuples qu'il prend parti le 26 novembre contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, déclarant que le principe des nationalités est "totalement réactionnaire", et que son application mènerait l'Europe à des guerres sans fin(2).

Et c'est le 25 mai 1871 que Bebel prononce au Reichstag son discours retentissant sur la Commune de Paris. L'orateur y revendique le droit des peuples européens à décider de leur sort, et à instaurer le régime républicain.

Il annonce alors, au grand effroi de la bourgeoisie, que la Commune n'est qu'un prélude à la révolution socialiste :

"... Soyez bien convaincus que tout le prolétariat européen et tous ceux qui ont encore au coeur le sentiment de la liberté et de l'indépendance regardent vers Paris. Messieurs, même si Paris est opprimé présentement, je vous rappelle que son combat n'est qu'un petit engagement d'avant-poste, que l'essentiel en Europe est encore à venir et, avant que quelques décennies se soient écoulées, le cri de guerre du prolétariat parisien ... deviendra celui du prolétariat européen tout entier"(3)

Cette proclamation fait grande impression non seulement en Allemagne, mais aussi sur le "Conseil général" de l'Internationale à Londres ; car, après l'échec de la Commune, on pouvait logiquement penser que l'Allemagne prendrait la place de la France à la tête du socialisme européen.

Après 1871, Bebel continue à défendre au Reichstag la fraternité des peuples contre le nationalisme, le capitalisme bourgeois et le protectionnisme économique (4).

(1) "Der Volksstaat" No. 59, Leipzig, 23-7-1870, dans A. Bebel "Ausgewählte Reden und Schriften", Bd. I, p. 117, Berlin 1970

(2) *ibid.* p. 125 : "Die Nationalität hat nur wenig zu bedeuten, sie hat nur einen untergeordneten Wert in meinen Augen für das politische Staatsleben".

(3) *ibid.* p. 150

(4) cf. Aufruf der sozialdemokratischen Fraktion zur zweiten

A la fin de l'ère bismarckienne, il constate - tout comme Engels - que les Etats européens, armés jusqu'aux dents, tels des "gladiateurs", ne peuvent plus échapper à leur destin.

"Ainsi la vieille Europe bourgeoise, écrit-il, est en bonne voie de s'anéantir elle-même grâce aux armements gigantesques qu'elle s'est créés en vue d'une destruction mutuelle" (1).

Quant à l'Amérique, elle attend le conflit européen pour recueillir l'héritage de l'Ancien Continent. Telle est, à peu près à la même époque, l'analyse que fait Engels des rivalités du monde capitaliste occidental.

Et pourtant on a pu mettre en doute la priorité de l'internationalisme dans les préoccupations de la social-démocratie allemande, qui se serait, à partir de la fondation du Reich, progressivement adaptée dans la pratique au système bismarckien en dépit de la divergence des idéologies.

Pour sa part, Engels notait en 1872 que les relations entre L'Internationale et le monde ouvrier allemand étaient purement platoniques. Mis au ban de l'Empire par des lois répressives, des hommes comme Bebel et Liebknecht aspiraient certainement avant tout à un Etat national démocratique (2). C'était pour eux un objectif prioritaire. Les lois contre la social-démocratie et la dissolution de l' "Association internationale des travailleurs" au lendemain de la guerre de 1870-71 expliquent sans doute le fait que la presse socialiste allemande d'alors se réfère rarement à l'idée d'Europe et ne professe qu'un internationalisme de plus en plus théorique.

Reichstagswahl unter dem Sozialistengesetz, 28-10-1884, dans "Die Sozialdemokratie im Deutschen Reichstag", Berlin, 1909.

(1) Die Tätigkeit des Deutschen Reichstages von 1887-1889. von A. Bebel, *ibid.* p. 306

(2) cf. l'ouvrage des deux historiens de Heidelberg W. Conze - D. Groh, "Die Arbeiterbewegung in der nationalen Bewegung" Stuttgart 1966 p. 50

II. J.P. Becker et la " République social-démocratique des Etats-Unis d'Europe "

1. Fraternité démocratique et internationalisme prolétarien.

L'internationalisme forme au contraire la toile de fond de toute l'activité politique de Johann Philipp Becker (1809-1886), ce socialiste allemand réfugié en Suisse, ce pionnier de la Première Internationale en Allemagne, que Marx et Engels ont parfois critiqué, mais qu'ils ont en définitive estimé comme un révolutionnaire hors de pair. Il est vrai que Becker est l'une des figures les plus typiques de la démocratie européenne au 19ème siècle. Jenny Marx, l'épouse du philosophe, l'appelle le "Garibaldi allemand" et Engels rend hommage, l'année même de sa mort, à sa vigueur physique et morale, le comparant aux héros du "Nibelungenlied"(1).

D'ailleurs originaire de la région de Worms, il commence sa carrière politique en 1832 au "Hambacher Fest", pour émigrer en Suisse avant 1848. Il a pour compagnon Galeer, le fondateur du "Grütliverein". En 1848, il se dépense en faveur des mouvements révolutionnaires, s'adresse au peuple allemand dans la "Jura-Zeitung" de Bienne et devient président de la "Légion allemande en Suisse". Il a alors un double objectif : la démocratie allemande et la fédération républicaine d'Europe. En 1849, Becker prend part comme Engels à la révolution badoise, Le compagnon de Marx a fait valoir ses qualités politiques et militaires, et noté l'importance des événements de 1848-49 pour son évolution idéologique (2).

Désormais, la révolution politique ne paraît plus suffisante à Becker. "Une révolution sociale européenne, écrit-il dans sa revue "Die-Evolution" le 23 février 1849, va appeler tous les peuples opprimés à se grouper sous le drapeau rouge". Ce n'est qu'en 1860 qu'il entre en contact avec Marx. En 1861, Becker partage le combat des patriotes italiens. Il fonde à Genève en 1863 le "Eidgenössischer

(1) cf. lettre à Bebel, 8-10-1886, dans "Karl Marx-Friedrich Engels Briefe an A. Bebel, W. Liebknecht, K. Kautsky und andere" Teil I 1870-1886 Moskau-Leningrad 1933 p. 474

(2) cf. "Dem Gedächtnis J.P. Beckers", dans "Der Sozialdemokrat", 17-12-1886.

Volksbund", puis le "Deutsch-republikanischer Volksbund" et il expose entre 1860 et 1865 ses convictions internationalistes dans "Der Nord stern" (1). En 1864, il est l'un des fondateurs de l'Internationale.

Ces années marquent chez lui un nouveau tournant :

le "pionnier de la fraternité démocratique des peuples devint un combattant passionné de l'internationalisme prolétarien" (2).

En 1865, il devient représentant de l'Internationale en Suisse. A Londres, il parle au nom des sections allemandes, et il contribue dans une large mesure à faire connaître le mouvement dans les pays germaniques. De 1866 à 1871, Becker dirige à Genève un nouveau journal, "Der Vorbote" (3). Son attitude n'est pas nettement définie, car il se trouve alors tiraillé entre des courants divers : marxisme, anarchisme, fédéralisme et pacifisme. Il participe au Congrès de la paix à Genève avec ceux qu'il appelle "les hommes les plus éminents de la démocratie européenne". Il rompra finalement avec "La Ligue de la paix", ainsi qu'avec l'"Alliance de la démocratie socialiste" de Bakounine, à tendance

(1) "Der Nordstern" journal paraissant à Hambourg (1860-1866). Il tirait à environ 400 exemplaires et eut peu d'influence. Il ne compta guère que pour l'"Allgemeiner deutscher Arbeiterverein" de Lassalle. Néanmoins, il représente une source intéressante de documents pour l'étude de l'histoire de la social-démocratie allemande, étant donné la participation de Lassalle, hiebcknecht et J.P. Becker. Celui-ci attaqua dans le "Nordstern" le centralisme lassallien.

(2) Rolf Dlubek, "J.P. Becker", Berlin-Est, 1964 p. 310

(3) "Der Vorbote" - Politische und sozialökonomische Zeitschrift-Zentralorgan der Sektionsgruppe deutscher Sprache der Internationalen Arbeiterassoziation.

"Der Vorbote", paraissant à Genève, était une revue mensuelle qui ne se vendait pas à plus de 500 exemplaires en Allemagne. Le dernier numéro est de décembre 1871. Sa parution cessa à cause du nombre élevé des journaux socialistes de l'époque. Réédition : "Der Vorbote" Jg. 1-6 Berlin : Dietz 1963.

anarchiste, pour se rallier à Marx et au "Conseil général" de l'Internationale. Mais sa fidélité à l'orthodoxie marxiste restera très relative et Marx n'a pas manqué de souligner les contradictions de celui qu'il appelait familièrement "der alte Becker".

Les exégètes sont en désaccord sur ce point, les historiens est-allemands considèrent que sa fidélité envers Marx a fait de lui jusqu'à sa mort un adversaire de l'anarchisme et du réformisme(1). Les autres le tiennent pour un révolutionnaire né, un agitateur et un tacticien remarquable, mais d'esprit éclectique. Sans vouloir entrer dans le détail des études récentes sur les conceptions idéologiques de Becker, il faut souligner que toutes sont d'accord sur un point : il n'a jamais pu assimiler à fond le socialisme marxiste. Sa pensée européenne se ressent des influences diverses qu'il a subies entre 1860 et 1870 (2).

2. L'Europe du "siècle social".

Garibaldi, Lassalle, Bakounine, Marx sont alors peu ou prou ses maîtres à penser. Certes, leurs orientations divergent, mais tous sont révolutionnaires et ne songent qu'à faire table rase de l'Europe conservatrice. Dans un écrit de 1862, "Comment et quand?" ("Wie und wann?"), Becker développe les grands thèmes bien connus de l'antibonapartisme, de l'antitsarisme, des rapports de l'internationalisme et du nationalisme, enfin de l'unité allemande. Le bonapartisme est selon l'auteur l'avatar d'un phénomène historique

(1) cf. Rolf Dlubek op.cit., et Ernst Engelberg "Fragen der Demokratie und des Sozialismus in der Internationale", Berlin - Zurich, 1963.

(2) cf. Rolf Dlubek, op.cit. Ernst Engelberg op.cit. R. Morgan "The german social democrats and the first International 1864-1872", Cambridge, 1965
Erich Gruner "Die Arbeiter in der Schweiz im 19. Jahrhundert
Bern, 1968, cf. p. 524 et suiv.

plus vaste : l'impérialisme latin, auquel il fait grief d'avoir répandu sur l'Occident médiéval l'uniformisation religieuse, politique et sociale. Et Becker de s'en prendre aux croisades, condamnées pour avoir ruiné l'Europe, entravé pour des siècles l'épanouissement de la civilisation et empêché la formation de grandes nations libres.

Contre la monarchie universelle, contre le despotisme religieux, il en appelle aux forces populaires et aux nationalités. Il souhaite la constitution d'une Europe des nations libres, affranchies du poids historique des modèles antiques et médiévaux, libérées de la crainte du péril tsariste. Dès 1848, il envisage une guerre avec la Russie comme une chose inévitable (1). En 1863, Becker est évidemment favorable à la constitution d'une Pologne unie et républicaine, chargée de protéger l'Occident (2). En 1866, lors du Congrès de l'Internationale à Genève, il déclare que la Russie est un "danger permanent pour la civilisation et le libre développement de l'Europe" (3).

A vrai dire, le "césarisme latin" et le "panslavisme mongol" ne sont pas les deux seuls dangers auxquels Becker s'attaque. Il s'en prend aussi à la domination européenne sur le reste du monde, dans la mesure où elle est affaire d'égoïsme, d'injustice et d'oppression. Son humanisme socialiste lui fait espérer que la civilisation européenne s'imposera par sa supériorité morale et sa noblesse pacifique. Dans son optimisme positiviste, Becker pense que le 19ème siècle inaugure une ère nouvelle, avec le triomphe absolu

(1) "Ein Krieg mit Rußland gehört zu den unvermeidlichen Ereignissen der nächsten Zukunft ; denn wenn Rußland das nach Republiken dringende Europa nicht angriffe, so mußte es von dem republikanischen Europa angegriffen und zerfetzt werden", in : "Die-Evolution", 19.12.1848, cité par Dlubek, "J.P.Becker" op;cit. p. 116

(2) cf. "Polen, die Diplomatie und die Revolution", Genf 1863

(3) "Der Vorbote" Genf, 1866, Bd.I, p. 165.

de la civilisation moderne de l'Europe sur la loi historique du déclin :

"La civilisation moderne est heureusement sur la voie qui lui permettra d'échapper à ce cycle fatal. Elle a dépassé la civilisation de l'Antiquité ... et entraîné dans son orbite presque tous les peuples de la terre - et dès qu'on sera venu à bout du pouvoir dictatorial de l'Europe, un grand avenir sera sauvegardé et le triomphe de l'humanité sera assuré" (1).

Après 1871, Becker paraît moins certain de l'avènement imminent du "siècle social" et de la pérennité de la civilisation occidentale. Il juge celle-ci compromise par le système libéral et menacée de décadence totale. Comme les cultures antiques, elle serait condamnée au déclin par l'exploitation des masses au profit d'une minorité et par leur aliénation (2).

3. Du nationalisme à l'internationalisme.

Dans "Wie und wann?", Becker préconise l'Europe des nations libres et égales entre elles, une Europe où serait assuré l'épanouissement des hommes et des peuples, où l'émulation garantirait la diversité, où chaque collectivité jouirait d'une complète autonomie : "Le nationalisme doit tout aussi peu se dissoudre dans le cosmopolitisme que la famille dans la commune et la commune dans l'Etat" (3)

Il s'agit en somme ici d'un type de société fédérale avec superposition et autonomie de toutes les collectivités. Becker est dans la ligne de Kant et il partage les idéaux de 1848, dans la mesure où il pense que l'internationalisme n'exclut pas le "nationalisme", c'est-à-dire. l'indépendance nationale bien conçue et considérée comme facteur de civilisation et de progrès. Ce "nationalisme" paraît être pour lui, à l'époque de "Wie und wann ?", l'alpha et l'oméga. Il estime même, d'une manière assez peu marxiste,

(1) "Wie und wann ? Ein ernstes Wort über die Fragen und Aufgaben der Zeit", Genf - London - Manchester, 1862, p. 237.

(2) cf. "Psalmen in Reimform", Genf, 1875

(3) "Wie und wann ?", p. 247

que le système national effacera peu à peu les différences entre les classes sociales, à condition toutefois que les Etats soient démocratiques.

Mais en dépit de concessions certaines au sentiment national, et surtout au sentiment national suisse comme en témoigne sa collaboration avec le "Grütliverein", Becker a été toute sa vie un authentique cosmopolite (1). Il a sans aucun doute subi l'influence de la ligue de la "Jeune Allemagne" ("Das junge Deutschland"), fondée en 1834 à Berne par des réfugiés allemands et qui était une section de la "Jeune Europe" de Mazzini. Nous savons que l'idéal des "Etats républicains d'Europe" était fort répandu parmi les associations ouvrières regroupant les émigrés allemands en Suisse (2).

Becker n'a jamais renié son enthousiasme pour une Europe composée de républiques fédérées, telle que la rêvaient les hommes de 48. En 1862, il anime dans ce sens la "Société internationale des démocrates" ("Internationale Demokratengesellschaft"), qui a précédé l'Internationale ouvrière et qui était inspirée à la fois par le fédéralisme républicain et l'internationalisme socialiste(3). Dans "Wie und wann?", il est conscient que les nations d'Europe ressortissent d'une forme de civilisation commune et constituent une communauté d'intérêt, de vie et de pensée. "Le cosmopolitisme suppose un niveau de civilisation atteint par de nombreux peuples égaux entre eux ; c'est la forme la plus accomplie d'organisation humaine ..." (4)

-
- (1) cf. R. Bigler "Der libertäre Sozialismus in der Westschweiz" Köln - Berlin 1963 pp. 19 et 20
- (2) cf. W. Schieder "Anfänge der deutschen Arbeiterbewegung. Die Auslandsvereine im Jahrzehnt nach der Julirevolution von 1830" Stuttgart 1963.
- (3) cf. la lettre de Becker à Sorge, du 30 mai 1867, citée par Erich Gruner "Die Arbeiter in der Schweiz im 19. Jh." p. 528 : "1862 war ich Mitarbeiter des internationalen Demokratenkongresses, woraus 1864 die Internationale Arbeiterassoziation hervorging und ich dadurch einen systematisch-kosmopolitisch-kommunistischen Wirkungskreis erhielt."
- (4) Wie und wann?, p. 231

Voilà qui rappelle tout à fait les théories kantiennes. L'auteur affirme d'ailleurs que grâce à l'interdépendance croissante, dans tous les domaines, des peuples civilisés, la communauté des Etats se traduira nécessairement par un nouveau système politique dans lequel l'Europe se régénérera par la liberté.

Puis ce cosmopolitisme généreux mais vague se teinte de plus en plus d'internationalisme socialiste. Becker repousse son "nationalisme" d'antan et prend conscience de la solidarité de la classe ouvrière. "Le temps de l'isolement national est révolu, écrit-il en 1868 ; aujourd'hui, il n'y a plus que les réactionnaires qui mettent le principe des nationalités à l'ordre du jour ..." (1)

4. Becker, l'Internationale et la Ligue de la paix.

Il dépasse alors les doctrines sociales de Fröbel, de Lassalle et de Proudhon, pour adopter, au moins en partie, celles du matérialisme historique. Dans "Der Vorbote", il estime que la bourgeoisie a fait son temps et qu'il revient au prolétariat d'instaurer l'Etat démocratique ("Volksstaat"). Désormais, converti à la pensée dialectique, il voit l'évolution de l'Europe selon le schéma : féodalité médiévale - capitalisme bourgeois - "société sociale du travail coopératif et communautaire" (2). Mais il faut bien noter que Becker reste fidèle au concept d'association et de coopération. Il discerne le but final de l'histoire comme l'association de l'humanité en "une communauté, organisée en une unité organique et liée par la solidarité" (3).

L'Europe, comme l'Etat démocratique et populaire, doit être une fédération d'associations. On peut déceler ici une influence proudhonienne, bien que Becker ait pris ses distances vis à vis des "économistes petit-bourgeois" partisans du mutualisme (4).

(1) Der Vorbote, Bd.II, p.78, mai 1868

(2) cf. "Der Vorbote", février 1866, Bd.I, p.20

(3) ibid. avril 1866, p. 58

(4) cf. "Der Vorbote", Bd.III, mars 1870, article "Die Arbeiterbewegung, das Genossenschaftswesen und die Revolution" p.36

Ces critiques datent de 1870. Cette année-là, Becker se dissocie de l'anarchisme de Bakounine. Pendant quelques années, au sein des sections de langue allemande de l'Internationale, il a essayé de coordonner l'action de mouvements incompatibles.

D'une part, il a considéré la Première Internationale comme l'instrument propre à la construction de l'Europe socialiste :

"Le parti de la régénération européenne, organisé dans l'Association Internationale des travailleurs, écrit-il en 1866, a prouvé au monde qu'elle ne subordonne pas à la 'question alimentaire' l'activité spirituelle et morale ... mais qu'elle s'efforce d'harmoniser idéalisme et matérialisme, théorie et pratique ... Et c'est précisément cet objectif (la fondation du "Volksstaat") qui imprime au premier et au seul ... parti européen le caractère spécifique de sa vocation régénératrice"(1)

Mais d'autre part il est certain, ainsi que le socialiste et collaborateur d'Engels Karl Kautsky l'a montré, pendant la Première Guerre mondiale, qu'avant 1870 l'internationalisme ouvrier était très souvent inséparable de l'idée d'une fédération d'Etats républicains. Kautsky cite Becker comme exemple typique de la coexistence de deux conceptions qui s'excluent absolument chez Marx et Engels (2).

Il est symptomatique qu'en 1868, "Der Vorbote" ne fasse point de différence entre les objectifs politiques, sociaux et économiques de l'Internationale et ceux de la "Ligue de la paix", où militent également les internationalistes les plus actifs (3).

(1) "Der Vorbote", Bd.I, décembre 1866, p. 179

(2) K. Kautsky "Die Vereinigten Staaten Mitteleuropas", Stuttgart 1916, p.41 : "Aus der Internationalität der Arbeiterdemokratie ergab sich von selbst das Ziel, sobald überall die Demokratie erkämpft sein werde, die verschiedenen republikanischen Nationalstaaten in einem ständigen Bund zu vereinigen, den man in Anlehnung an das amerikanische Beispiel die Vereinigten Staaten von Europa nannte. Zur Zeit der ersten Internationale spielte in ihr wie außer ihr diese Idee eine gewisse Rolle"

(3) cf. "Der Vorbote", Bd.II, p. 143, septembre 1868.

Tous prônent la fraternité des peuples, le fédéralisme républicain et les grands principes révolutionnaires. Peut-être "Der Vorbote" insiste-t-il plus que le journal "Die Vereinigten Staaten von Europa" sur la lutte des classes et la révolution socialiste. En tout cas, la pensée de Becker et du comité central de la section de l'Internationale à Genève trahit jusqu'en 1871 un curieux mélange de principes anticapitalistes, humanitaires, fédéralistes et économiques. L'éditorialiste de "Der Vorbote" va même jusqu'à évoquer la naissance d'une race européenne grâce aux mélanges ethniques (1).

Dans ces conditions, la persistance de l'idée d'Etats-Unis d'Europe, dans "Der Vorbote" jusqu'à la guerre de 1870-71 n'a rien de surprenant. L'unification d'une Europe déchirée par les rivalités nationales et opprimée par le capitalisme ne peut se réaliser que par l'instauration d'Etats populaires libres, indépendants, mais solidaires et fraternels. De la notion de fraternité, on passe parfois à celle de "famille de peuples", comme le fait Ludwig Büchner de Darmstadt dans une lettre de 1866 sur l'Internationale(2).

5. La persistance du fédéralisme.

Entre 1866 et 1870, alors que des rapports nouveaux se nouent en politique internationale, l'idéal des "Etats-Unis d'Europe" apparaît aux socialistes comme particulièrement apte à traduire leurs principales aspirations. Il se charge alors d'un contenu

(1) cf. "Der Vorbote", Bd. III, p. 42 : "Allgemeine Versammlung der deutschsprechenden Arbeiter Genfs", 8. April 1871 : "Daß bei den durch die große Völkerwanderung, die Kriege und den Verkehr sich fortwährende verschwisterten und verschwägerten Kulturvölkern auf unserem Weltteil kaum noch von einer wesentlichen Verschiedenheit der Rassen, sondern eher von einer europäischen Rasse, die übrigens auch in Amerika allherrschend, die Rede sein kann". C'est là une idée qui sera, un peu plus tard, également celle de Nietzsche.

(2) cf. "Der Vorbote", Bd. I, p. 6, lettre du 28 août 1866 : "eine große, sich gegenseitig liebende und unterstützende Familie.."

révolutionnaire, social et populaire qui lui était auparavant étranger.

Il est rare qu'on revendique comme le "Parti ouvrier de Saxe" fondé en 1865 par Liebknecht et Bebel, l'unité du prolétariat "sans distinction de croyance religieuse et d'appartenance nationale ou ethnique" au sein d'un "Etat social-démocratique européen" (1).

Les formules proposées sont presque toujours d'inspiration fédéraliste, mais d'un fédéralisme vague et abstrait, qui en reste aux formules ronflantes. Ainsi les "Deutsche Arbeiterbildungsvereine" de Suisse, qui adhèrent à l'Internationale en août 1868, se fixent comme objectif final de leur action politique et sociale la création d'une fédération d'Etats européens libres (europäischer Freistaatenbund) (2).

"Le but, le grand but, écrit "Der Vorbote" à l'occasion de la révolution espagnole, doit être l'Etat populaire libre - la République social-démocratique fédérée d'Europe" (3).

Le 2 août de la même année, un meeting est réuni à Vienne par le "Parti populiste" autrichien ("Volkspartei") pour discuter de la question allemande. A cette occasion, des divergences éclatent entre démocrates "grand-allemands" et socialistes.

"On était venu pour parler de la question allemande et on dut écouter des déclamations sociales, universalistes et démocratiques"

écrit "Die Wochenschrift der Fortschrittspartei in Bayern". (4)

(1) cf. "Der Vorbote", Bd. I p. 47

(2) cf. "Der Vorbote", Bd. II, p. 105

(3) cf. "Der Vorbote", Bd. II, p. 154 : "Die spanische Revolution" oct. 1868

(4) "Die Wochenschrift der Fortschrittspartei in Bayern" était l'organe du groupe libéral, petit-allemand et prussophile qui prépara l'entrée de la Bavière dans le Reich bismarkien.

Ces déclamations émanaient d'un certain Pfeifer, qui crut devoir faire une profession de foi européeniste :

"Le mouvement ouvrier est un feu qui gagnera toute l'Europe. Je suis européen, pas allemand, donc je suis contre l'Allemagne du Nord et contre l'Allemagne du Sud. Ce n'est que par les Etats-Unis d'Europe que l'on peut fonder la liberté".

Becker, quant à lui, annonça solennellement que les nationalités étaient dépassées et que l'aboutissement de toute révolution devait être nécessairement l'unification de la "grande famille des peuples européens" au sein de la "République social-démocratique" (1). C'est de cette même république qu'il est question encore quelques mois plus tard, dans "Der Vorbote";

"Et qui donc, si ce n'est la classe ouvrière, peut être le Messie, et quoi d'autre que la République social-démocratique des Etats-Unis d'Europe peut être le moyen du salut ?" (2)

Lorsqu'on constate que le vieil idéal d'une fédération de peuples libres se retrouve jusqu'à la fin de 1870 dans le journal de Becker, on pourrait croire que celui-ci a accueilli avec satisfaction la fondation de la Troisième République, qui aurait pu fournir aux Etats-Unis d'Europe ce centre de cristallisation jadis souhaité par Kant. Il n'en est rien, car Becker trouve la république de Gambetta trop bourgeoise. Le pays cher à son coeur, c'est sa seconde patrie, la Suisse,

"bastion indispensable de la liberté européenne, patrie de tous les hommes libres du continent ..." (3).

Noyau républicain au milieu de l'Europe monarchique, modèle en miniature d'une confédération de nations libres, la Confédération

(1) "Wochenschrift der Fortschrittspartei in Bayern", Erlangen, Jahrg. 1868, p. 253

(2) "Der Vorbote", Bd. II, février 1869, p. 19

(3) cf. "Wie und wann?", p. 436

helvétique devra être le centre de ralliement de toutes les républiques soeurs. En 1866, au Congrès de l'Internationale, Becker glorifie les héros du Rütli, ancêtres de la liberté suisse et européenne. Pas de vraie liberté pour lui sans fédéralisme, notamment sans autonomie des collectivités.

"Ce qui m'importe, écrit-il en 1870 à un socialiste alsacien, c'est que chaque ethnie (Völkerschaft) soit libre, qu'elle s'appartienne à elle-même, qu'elle dispose de toutes ses forces matérielles et intellectuelles ..." (1)

A ce point de vue, il tient le fédéralisme suisse pour incomparablement supérieur à la centralisation française. C'est pour la même raison qu'il prend dans "Wie und wann?" des positions "grand-allemandes" La fondation d'un Reich unitaire, prophétise-t-il - et avec quelle clairvoyance - l'année même de la venue de Bismarck au pouvoir, entraînerait pour l'Allemagne une autre Guerre de trente ans, au cours de laquelle elle se transformerait en champ de bataille européen.

"Et au lieu de l'unité de la patrie ... le résultat final serait le partage de l'Allemagne entre maîtres allemands et étrangers" (2).

Ce sont là, assurément, des lignes prémonitoires.

Becker magnifie au contraire l'Allemagne républicaine comme bastion de la paix, pivot d'une Europe démocratique, médiatrice des peuples, pacificatrice du continent et civilisatrice de l'Orient. Dans sa pensée, la mission d'une Allemagne unie et libre répond à celle de la Suisse. Au sein de l'Internationale, les deux pays doivent être les organes indispensables de l'équilibre, de la raison et de la justice. Ils doivent fonder des Etats socialistes dans

(1) "Der Vorbote", Bd. III, p. 12

(2) "Wie und wann ?" , p. 342

une confédération européenne libre (1). Ainsi donc, l'Etat socialiste de Becker diffère notablement de l'Etat démocratique centralisé, point de départ d'un "Etat européen solidaire", dont en 1867 le "parti populiste saxon" ("Sächsische Volkspartei") de Bebel et Liebknecht trace les contours (2). Sur la question du fédéralisme et du centralisme, Marx et Engels sont loin de partager les vues de Becker.

III. Marx - Engels : l'Europe et la révolution mondiale

1. Contre l'Internationale des puissances réactionnaires

"Un spectre hante l'Europe - le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe ont conclu une alliance sacrée pour traquer ce spectre : le pape et le tsar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne".

Dès 1848, dans ce préambule du "Manifeste du parti communiste", Marx et Engels replacent le mouvement ouvrier dans son véritable contexte : son opposition radicale à l'Europe conservatrice.

"C'était le temps, écriront-ils beaucoup plus tard, où la Russie constituait la dernière grande réserve de toute la réaction européenne" (3).

Le tsarisme est en effet pour Marx et Engels l'ennemi principal de la révolution, celui qu'il faut abattre à tout prix et

(1) cf. "Der Vorbote", Bd.I, 1866, p. 55

(2) cf. "Der Vorbote", Bd.I, p. 47

(3) Manifeste du parti communiste, Ed. bilingue Aubier-Montaigne, Paris 1971, p. 169, Préface à l'édition russe de 1882. Sur ce point, la position de Marx et Engels s'aligne sur celle de la gauche européenne, pour qui la révolution doit briser le système de 1815.

qui est d'ailleurs condamné par l'évolution historique (1). A la veille de la Guerre de Crimée, Marx écrit encore :

"Il n'y a plus en Europe que deux forces réelles : la Russie et l'absolutisme, la Révolution et la démocratie .. Les peuples de l'Ouest remonteront au pouvoir et retrouveront l'unité de but, tandis que le colosse russe sera ruiné par le progrès des masses et la force explosive des idées" (2)

Pour lui comme pour la plupart de ses contemporains allemands, les Russes sont tartarisés. Ce ne sont pas des Indo-Européens purs. Le panslavisme est l'arme redoutable qu'ils dirigent contre l'Occident, et qui peut prendre l'aspect du nihilisme et de l'anarchisme. Il n'y a rien de commun, déclare Engels en 1869, entre Bakouline et les socialistes occidentaux. Servitude à l'intérieur, esprit conquérant à l'extérieur, tels sont pour Marx les deux ressorts de la politique russe. Il a lu Fallmerayer (3); il sait que la menace russe remonte à des siècles, qu'elle est devenue pour l'Europe une sorte de fatalité. Mais il se demande à la fin de la Guerre de Crimée si la fascination russe n'est pas "une vision pure et simple née dans la conscience bourrelée de remords des peuples européens". Marx doute de la réalité de la puissance tsariste. Mais il ne doute pas de la faiblesse de l'Occident, divisé en deux camps antagonistes face au panslavisme. (4)

(1) cf. "Die Neue Rheinische Zeitung", 18.6.1848
"La Nouvelle Gazette Rhénane", Tome I, Paris 1963.

(2) New York Tribune, 31.12.1853, dans K. Marx Oeuvres choisies, Tome 1, Gallimard, Paris 1963.

(3) Sur l'historien, philologue, orientaliste et voyageur Jakob Philipp Fallmerayer nous renvoyons à l'introduction de cet ouvrage.

(4) cf. "Enthüllungen zur Geschichte der Diplomatie im 18. Jh.", dans K. Marx "Politische Schriften", Bd. 2, Darmstadt 1971, pp. 798-822.

Pourtant la pensée dialectique fait de cette faiblesse une force. De la lutte des forces antithétiques naît le progrès. L'Europe porte en elle les éléments de sa libération ; l'industrialisation et la révolution prolétarienne (1), qui, comme Marx le prophétisait vers 1850, devaient au début du 20ème siècle changer la face du monde. En attendant, pendant des décennies, le thème de la collusion franco-russe revient comme un leit-motiv dans les écrits de Marx et d'Engels. Mais c'est surtout l'impérialisme bonapartiste que les deux auteurs dénoncent. Marx attaque dès 1852, dans "Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte", l'étatisme dictatorial de Napoléon III. Puis Engels s'en prend en 1859 et 1860 à l'expansionnisme du Second Empire. Pour lui, l'empereur n'est que l'homme de paille de la Russie, "der russisch-europäische Geheimgeneral", comme l'appellera un peu plus tard Marx (2).

Aussi Marx et Engels voient-ils d'un bon oeil la chute de l'Empire en 1870. Ils l'interprètent en même temps comme une défaite du chauvinisme français. Les deux révolutionnaires ne sont du reste pas moins durs envers l'Allemagne victorieuse, comme en témoigne leur correspondance. En 1848, dans la "Nouvelle Gazette Rhénane", Engels accusait l'Allemagne d'être le principal point d'appui de l'Europe dynastique, et il traitait les Allemands d'esclaves, de lansquenets et de valets de bourreaux. Lorsqu'en 1870, l'Allemagne devient par son triomphe l'instrument de l'histoire, la rage nationaliste de la bourgeoisie est stigmatisée avec la dernière énergie par Marx, qui en août 1870, s'adresse au Comité du Parti social-démocrate allemand. L'annexion de l'Alsace-Lorraine, écrit-il alors, n'est pas une garantie de paix pour l'Allemagne, mais le moyen le plus sûr "de transformer cette guerre en institu-

(1) cf. D. Groh "Rußland und das Selbstverständnis Europas", 1961, pp. 274-278.

(2) cf. Marx-Engels "Briefwechsel", Dietz Verlag Berlin 1949 Tome 3 p. 525.

tion européenne". L'annexion passe à ses yeux pour l'application des principes pangermanistes. Elle porte en germe la coalition franco-russe et la réplique panslaviste à l'Est, au détriment de l'Europe et de l'Allemagne. Une paix honorable entre la Prusse et la France émanciperait en revanche l'Europe de la "dictature moscovite", accélérerait la révolution sociale et assurerait la paix en Occident (1).

Dernier né du monde conservateur et bourgeois, le nationalisme allemand fait son "entrée sur la scène européenne sous l'aspect du lion rugissant du patriotisme", constate l'auteur de "La guerre civile en France". L'Allemagne, ajoute-t-il, n'a que deux possibilités : ou se faire l'instrument docile de l'expansionnisme russe, ou lutter contre l'alliance des Latins et des Slaves (2).

Mais pour le philosophe, l'Europe dynastique et bourgeoise n'est pas faite que d'antagonismes nationaux et d'impérialismes rivaux. L'auteur de "La Guerre civile en France" statue que la véritable opposition est autre : c'est la lutte des classes qui se révèle soudain dans le combat de la Commune de Paris et de l'Internationale contre la coalition des puissances réactionnaires. Voilà un signe historique : la condamnation à mort de la vieille Europe.

"Qu'après la plus terrible guerre des temps modernes, le vaincu et la vainqueur fraternisent pour massacrer en commun le prolétariat, cet événement inouï prouve, non pas comme Bismarck le pense, l'écrasement définitif d'une nouvelle société montante, mais la désagrégation complète de la vieille société bourgeoise ... La domination de classe ne peut plus se cacher sous un uniforme national ... Tandis que les gouvernements européens témoignent ainsi devant Paris du caractère international de la domination de classe, ils crient haro sur l'Association internationale des travailleurs, contre l'organisation internationale du travail opposée à la conspiration cosmopolite du capital ..." (3).

(1) cf. Marx an den Ausschuß der Sozialdemokratischen Arbeiterpartei, dans Marx-Engels "Briefe an A. Bebel, W. Liebknecht." Teil I, Moskau - Leningrad, 1933, pp. 490-492.

(2) cf. "La Guerre Civile en France 1871", Ed. sociales, Paris, 1963, pp. 33-37

(3) ibid. p. 87

2. La critique des idéologies "bourgeoises".

L'hostilité de Marx et d'Engels à l'Europe de la monarchie et du capital n'est pas propre aux seuls socialistes orthodoxes. Nous l'avons rencontrée déjà chez nombre de démocrates de la génération de 1848.

Les tenants du socialisme scientifique et du matérialisme dialectique sont néanmoins les seuls à avoir poussé jusqu'à ses ultimes conséquences l'analyse de la situation politique, sociale et économique dans la seconde moitié du 19ème siècle. Aussi ont-ils pris à partie un grand nombre de démocrates, tous anciens révolutionnaires de 48, coupables à leurs yeux d'opportunisme et de compromission avec la bourgeoisie.

Au lendemain même de la révolution, Marx s'attaque aux réfugiés allemands en Suisse comme Struve, qui ont fondé un "Comité Central de la démocratie européenne". Il dénie à cet organisme toute représentativité (1).

De même, en 1851, il tourne en dérision les "philistins" du "Comité pour les affaires allemandes", qui regroupe à Londres Struve, Ruge et quelques autres, qui lance son manifeste "An die Deutschen", qui proclame la "Sainte-Alliance des peuples" et qui annonce la libération prochaine de l'Allemagne grâce aux démocrates d'Europe (2). Karl Blind n'est pas épargné non plus, lui qui ne dissocie pas démocratie et patriotisme. Marx lui reproche d'être un "matamore pangermaniste" (3). Quant à Fröbel, on incrimine son ralliement à la bourgeoisie américaine et ses prophéties sur un

(1) cf. Aussprachen der Zentralbehörde an den Bund 1850, dans K. Marx Politische Schriften, op. cit. Bd.I, p.260

(2) cf. Marx-Engels "Briefwechsel", op.cit. Tome 1, pp. 211-215. Dès 1849, Engels avait durement attaqué les "rêveurs" comme Lamartine ou Ruge, qui croyaient au mirage de la fraternité républicaine des peuples et au fédéralisme européen au lieu de s'allier contre les peuples contre-révolutionnaires. cf. l'article paru les 15 & 16 fév. 1849 dans la "Nouvelle Gazette Rhénane", cité par G.Haupt, M.Lowy et C.Weill dans "Les marxistes et la question nationale 1848-1914" Paris 1974 p.69 et p.70

(3) cf. Lettre à Liebknecht, 6.4.1871, dans K.Marx Fr.Engels, "Briefe an A. Bebel, W.Liebknecht ..." op.cit. pp.16-17

avenir américano-russe (1). Les socialistes comme Jacoby, B. Geiser, Becker ne sont pas non plus à l'abri des critiques.

Nous savons que Becker a été étroitement mêlé au conflit entre l'Internationale et "l'Alliance internationale de la démocratie socialiste" de Bakounine. Accusé par Marx d'être manipulé par le "damné Russe", il rompra avec l'anarchisme en 1870. Du côté des pacifistes, les attaques ne sont pas moins violentes. Marx tonne contre les "charlatans pacifistes" et refuse sa collaboration au journal "Die Vereinigten Staaten von Europa" (2)

De son côté, Engels reproche à Gögg son horizon borné et son attachement à "la Ligue de la paix". Il le traite de "morceau fossilisé de fédéralisme républicain" (3). Au début de 1869, après le Congrès de l'Internationale à Bruxelles, Marx considère le débat comme clos ; la Ligue n'a plus de raison d'être puisqu'elle prétend poursuivre les mêmes buts que l'Internationale (4).

Bebel et Liebknecht eux-mêmes n'ont pas toujours été épargnés, bien que Marx ait nommé Bebel "un phénomène unique au sein de la classe ouvrière allemande, voire au sein de la classe ouvrière européenne" (5). Liebknecht est soupçonné de fédéralisme, de particularisme et d'inclination envers la "Volkspartei" de Jacoby ; il chercherait à marier, comme Engels l'écrit en 1869, le philistinisme allemand et le mouvement ouvrier européen (6).

(1) cf. K.Marx à Engels, 24-11-1868, dans "Briefwechsel" op.cit. Bd.2, p. 430.

(2) cf. lettre à Engels, 29-11-1867, ibid. Tome 3, p. 539 : " Was das Blatt der Vereinigten Staaten von Europa angeht - und zur Mitarbeit, woran man mich von Genf aufgefordert - so reiner Unsinn. "

(3) cf. ibid., p. 12, Engels à Marx, 10-1-1868

(4) cf. lettre à Engels, 13.1.1869, ibid. p.176

(5) Marx à Engels, 16-9-1882, ibid. Bd.4, p. 667

(6) cf. ibid. p.243

L'internationalisme de Marx et Engels ne pouvait assurément s'accommoder du socialisme de Lassalle, envers qui ils prodiguent alternativement l'éloge et le blâme, mais qu'ils accusent de s'être mis au service de Bismarck et de s'être laissé séduire par les "révolutionnaires en gants jaunes" réfugiés en Suisse (1).

C'est en 1875 qu'éclate le plus violemment l'opposition entre l'Europe marxiste et l'Europe des démocrates, des pacifistes, des anarchistes, des fédéralistes et des lassalliens. Cette année-là, Marx fait la critique du programme de Gotha. Les revendications politiques, estime-t-il, ne vont pas au-delà des souhaits des mouvements "bourgeois" comme "la Ligue de la paix et de la liberté" ou la "Volkspartei" de Jacoby. C'est la "vieille litanie démocratique archiconnue". "Der freie Volksstaat ist in den freien Staat verwandelt", renchérit Engels dans une lettre à Bebel. Selon lui, le programme est "une génuflexion de l'ensemble du prolétariat socialiste d'Allemagne" devant les doctrines lassalliennes. L'unification, à Gotha, du mouvement socialiste se solde par une édulcoration du socialisme. Quant à l'internationalisme de la social-démocratie, voici comment il le juge :

"La situation des travailleurs allemands à la tête du mouvement européen repose essentiellement sur son attitude authentiquement internationaliste durant la guerre; aucun autre prolétariat ne se serait aussi bien comporté, ... et que reste-t-il de l'internationalisme du mouvement ouvrier ? La vague perspective, non d'une coopération ultérieure des travailleurs européens en vue de leur libération, mais d'une future 'fraternité internationale des peuples' - les 'Etats-Unis d'Europe' des bourgeois de la "Ligue de la Paix" (2).

Il attendait du Congrès de Gotha que la social-démocratie ne soit pas en retrait sur le programme d'Eisenach, qu'elle affirme sa

-
- (1) cf. Marx à Engels ibid. Bd. 3, p. 228, 7-9-1864 :
"Es zog ihn aber fatalement immer wieder nach diesem Koblenz der europäischen Revolution".
- (2) Engels an Bebel, 18-3-1875 dans K. Marx Fr. Engels "Briefe an A. Bebel" op.cit. Teil I, p. 108

solidarité avec le prolétariat européen, et voici qu'elle sombre dans le socialisme bourgeois et "rabaisse son internationalisme au niveau d'Amand Gögg".

Et Marx de résumer ces critiques en démontrant que les sociaux-démocrates marchent sur les traces de Lassalle, qui avait conçu le mouvement ouvrier du point de vue national le plus étroit. Et de souligner que si la lutte de la classe ouvrière doit être nationale dans ses formes, elle doit être internationale dans ses objectifs.

"... le cadre de l'Etat national actuel, par exemple de l'Empire allemand, s'inscrit lui-même dans le cadre économique du marché mondial, et dans le cadre politique du système des Etats. Le premier commerçant venu sait que le commerce allemand est en même temps un commerce étranger, et la grandeur de Monsieur Bismarck consiste précisément à pratiquer une espèce de politique internationale" (1)

3. Etats nationaux et hiérarchie des nations.

La position de Marx et d'Engels sur les rapports entre l'idée nationale et l'internationalisme est illustrée de manière remarquable par leur attitude lors de la Guerre d'Italie. Dans une lettre du 3 mars 1859, Marx pousse Engels à publier quelque chose de "national et d'antibonapartiste". Il s'agit pour Engels de montrer que si la carte de l'Europe doit être remaniée, cela doit se faire impartialement et non au détriment de l'Allemagne. Or, au mois de mai de la même année, Lassalle fait paraître sa brochure "Der italienische Krieg und die Aufgabe Preußens". Nous savons qu'il y fonde la démocratie sur le principe national, et qu'il y préconise le morcellement de l'Empire des Habsbourg et l'entente de l'Allemagne avec la France comme conditions premières de la démocratie européenne. Il y donne l'Autriche pour l'initiatrice de la contre-révolution, tandis que Napoléon II fait beaucoup moins pour lui que pour Marx et Engels figure de chef de la réaction internationale (2).

(1) K.M. "Kritik des Gothaer Programms", dans "Politische Schriften", op.cit. Bd.2, pp 1027 et suivantes.

(2) cf. H. von Srbik "Deutsche Einheit", Bd.2, pp 385-386, München

Or Marx déclara que le pamphlet de Lassalle était une immense erreur. Ces positions divergentes marquèrent alors une cassure dans le socialisme allemand. Dans cette affaire de la Guerre d'Italie, où l'opinion publique allemande était profondément divisée, Marx et Engels, quant à eux, ne perdirent jamais de vue leur objectif final : la réalisation d'une Europe socialiste (1).

L'écrit d'Engels "Po et Rhin" ("Po und Rhein") est révélateur de la pensée de l'auteur en matière de concept de nationalité. Engels s'avère en premier lieu un adversaire énergique de la théorie des frontières naturelles. Il précise sa pensée en 1860 dans "La Savoie, Nice et le Rhin" ("Savoyen, Nizza und der Rhein"), dirigé à la fois contre l'impérialisme bonapartiste et contre la bourgeoisie libérale allemande favorable au morcellement de l'Autriche. Napoléon III est assimilé ici au despotisme romain et ses vues annexionnistes sont énergiquement démasquées. En second lieu, Engels rejette le critère linguistique comme fondement de la nationalité. La parenté des langues, affirme-t-il, ne justifie aucune annexion (2).

1935. Cf. également Franz Mehring "Geschichte der deutschen Sozialdemokratie" Teil I Dietz Verlag Berlin 1960. Kapitel 8 : "Die europäische Krisis von 1859" pp 620-637.

Mehring, l'historien de la social-démocratie allemande, analyse admirablement dans ces pages la position de Marx, Engels et Lassalle en 1859. Il s'agissait avant tout pour eux de faire pièce à la propagande autrichienne orchestrée par la "Augsburger Allgemeine Zeitung" sur le thème de la "Mitteleuropa" germanique. Tous trois étaient d'accord sur la nécessité de faire l'unité italienne et l'unité allemande.

- (1) cf. l'introduction à "Po und Rhein", Stuttgart 1915, réédité par E. Bernstein, qui écrit (p. XII) :
"Sie fanden den Kompass im Gewirr der nationalen Fragen darin, dass sie sie zu jeder Zeit in ihrem grossen europäischen Zusammenhang auffassten und behandelten, dass sie über die nationale Opposition die europäische Opposition stellten, die Gegnerschaft gegen den oder die jeweilig stärksten Bedroher der Entwicklung Europas im Sinne der Demokratie des Proletariats. So konnten sie ... den Blick sich freihalten für jeden wirklichen Fortschritt in der Ausgestaltung Europas ..."
"Po und Rhein" a été réédité dans "Marx-Engels, Werke, Bd 13, Berlin 1969. S 225-268."
- (2) cf. "Savoyen, Nizza und der Rhein", p. 30, Berlin 1860.
"Savoyen, Nizza und der Rhein" ; réédition dans "Marx-Engels, Werke, Bd. 13 Berlin 1969. S 571-612."

D'autre part, l'auteur n'est pas d'accord non plus avec ce qu'il appelle les "rêveries patriotiques", qui s'accrochaient coûte que coûte à la présence autrichienne en Italie, avec les nostalgiques du passé qui prétendaient organiser l'Europe centrale sous la direction de Vienne et faire renaître de ses cendres le Saint-Empire. Il ne croit pas que les Latins soient décadents, ni les Slaves voués à la germanisation. L'Allemagne qu'il envisage, c'est une réalité politique à laquelle il convient de donner corps, non une vision idéale qu'il raille dans une épigramme cinglante empruntée à "Deutschland, ein Wintermärchen" de Heine :

"Franzosen und Russen gehört das Land,
Das Meer gehört den Briten;
Wir aber besitzen im Luftreich des Traums
Die Herrschaft unbestritten." (1)

Il n'est donc pas question de faire revivre le Reich médiéval, qui désormais appartient au "royaume éthéré du rêve". Pour lui, ce type d'organisation supranationale est bien mort.

Il pense au contraire que l'histoire travaille depuis la fin du Moyen-Age à la constitution de grandes nationalités en Europe. Pour Marx et Engels, l'Etat national correspond à une phase historique de l'évolution européenne, celle de la société bourgeoise (2). Marx démontrera plus tard comment la bourgeoisie a brisé la féodalité et asservi le travail au capital grâce au pouvoir d'Etat, qui, en Europe, se dissimule souvent sous le masque de la monarchie(3).

(1) "Po und Rhein", op.cit. p.5

(2) cf. H. U. Wehler "Sozialdemokratie und Nationalstaat", Würzburg, 1962, p. 22

Marx et Engels, pour qui la classe sociale représente une catégorie historique prioritaire, tiennent la nation pour une catégorie transitoire, correspondant à la nécessité du développement de la société capitaliste. Toutefois ils ne peuvent négliger la réalité nationale à une époque où elle prédomine en Europe. C'est pourquoi ils considèrent l'Etat national comme un jalon indispensable sur la voie de la constitution de l'Europe en grandes nations, qui sont la condition du progrès du monde civilisé.

(3) cf. "La guerre civile en France", op.cit. p.66

Ainsi, l'Etat national est nécessairement un Etat de classe. Ceci n'empêche pas Marx et Engels de justifier l'indépendance nationale, du moins pour les grandes nations, par le fait qu'elle est la condition fondamentale de l'internationalisme et du développement du socialisme.

"Un mouvement prolétarien international n'est possible, en tout état de cause, qu'entre nations indépendantes", affirmera Engels (1).

Pour lui - il le souligne dans "Savoyen, Nizza und der Rhein" l'Europe doit être composée de grandes nationalités, "consolidées" selon le principe d'autodétermination. Il partage donc l'idée que les peuples sont pacifiques par essence et que leur émancipation est logiquement liée à leur unification nationale. Il ne diffère guère, sur ce point, des positions de Liebknecht et du programme d'Eisenach, pour lesquels le mouvement ouvrier et le mouvement national étaient solidaires.

Mais une autre conception se manifeste en même temps chez Marx et Engels : celle d'une hiérarchie des nations, évidemment d'inspiration hégélienne, et établie selon le niveau économique et social de chaque peuple. L'expérience des deux théoriciens se limitant à l'Europe occidentale, pour eux comme pour Hegel les Slaves sont un chaînon intermédiaire entre l'Asie et l'Europe (2).

Ils opèrent une distinction rigoureuse entre nations révolutionnaires et nations contre-révolutionnaires, généralement selon le niveau d'industrialisation. Par là s'explique sans aucun doute l'hostilité farouche et constante de Marx au panslavisme et son mépris pour les petits peuples slaves et balkaniques.

"Nous avons à coopérer à l'émancipation du prolétariat d'Europe occidentale, écrit Engels à Bernstein le 22 février 1882, et à tout subordonner à cet objectif" (3).

(1) Engels à Kautsky, 7.2.1882, dans "Marx/Engels, Briefe an Bebel ..." op.cit. p. 251.

(2) cf. H. U. Wehler, op.cit. pp. 13-15

(3) cité par G. Schlott, op.cit. p. 52

Dans ces conditions, les peuples comme les Slaves du Sud, les Roumains, les Grecs, les Turcs sont tenus pour contre-révolutionnaires. Les "peuples nains", ces "misérables débris", dont parle Engels dans sa correspondance doivent être impitoyablement incorporés aux grandes nations "viabiles", ou bien laissés à l'écart de la vie politique :

"Nul ne prétendra, explique-t-il dans "Po und Rhein", que la carte de l'Europe soit définitivement arrêtée. Mais toutes les transformations ... doivent en gros tendre à donner toujours davantage aux grandes nations européennes viabiles leurs véritables limites naturelles, fixées par la langue et les sympathies ; tandis que corrélativement les débris des peuples encore épars çà et là et devenus inaptes à une existence nationale resteront incorporés aux nations plus grandes, seront assimilés par elles, ou bien ne survivront que sous forme de monuments ethnographiques sans importance politique" (1).

Il importe de faire un certain nombre de remarques concernant la problématique de la nation chez les deux grands doctrinaires du socialisme. Les indications qu'ils donnent sont souvent déroutantes et contradictoires. Ceci tient surtout au fait qu'il s'agit d'écrits conjoncturels et disparates, même chez Engels, que son compagnon avait chargé de s'occuper plus spécialement de la question nationale.

En outre la terminologie dont il est fait usage est empruntée au vocabulaire de l'époque. Sous la plume de Marx, on trouve fréquemment la fameuse opposition, ci-dessus mentionnée, des nations "révolutionnaires" et des nations "contre-révolutionnaires", tandis qu'Engels emploie avec prédilection les concepts hégéliens de nations "historiques" et de nations "sans histoire" (*geschichtslos*), c'est-à-dire incapables de constituer des Etats et d'accéder à l'indépendance.

Nous sommes ici au coeur du problème : Marx et Engels utilisent le concept de nation dans l'acception courante du 19ème siècle, qui, à la suite de la Révolution française, identifiait Etat et nation et assimilait frontières étatiques et frontières linguistiques ou naturelles. Autrement dit, ils ne peuvent concevoir d'autre

(1) "Po und Rhein", op.cit. p. 51

modèle de formation nationale que le modèle occidental, "bourgeois", selon le schéma "Etat- Langue- Nation". L'autre principe national, le principe "romantique" d'Europe centrale et orientale, est pour eux nul et non avenu, car il s'intègre mal à leur conception du processus révolutionnaire.

On observe que jusqu'ici Marx et Engels, tout comme la plupart des auteurs de leur temps, n'établissent pas de distinction bien claire entre nation et nationalité. Il faudra attendre 1887 pour que le disciple d'Engels, le socialiste autrichien, Karl Kautsky, énonce ses thèses sur la genèse et la disparition de la nation(1).

Néanmoins Engels a donné dès 1866, dans une série d'articles sur la Pologne, de précieuses indications au sujet de la constitution future de l'Europe envisagée dans l'optique marxiste.

Il réaffirme tout d'abord le bien-fondé de la revendication des nations à disposer d'elles-mêmes, mais à condition qu'il s'agisse des "grandes entités nationales de l'Europe", des "grandes nations historiques bien définies" :

"Le droit des grandes entités nationales de l'Europe à l'indépendance politique, reconnu par la démocratie européenne, ne pouvait que l'être de la même manière surtout par la classe laborieuse ... Mais la reconnaissance de ce droit et la sympathie envers ces aspirations nationales se limitaient aux grandes nations historiques bien définies de l'Europe. C'étaient l'Italie, la Pologne, l'Allemagne et la Hongrie" (2).

(1) cf. l'article "Die moderne Nationalität", dans "Neue Zeit" V 1887. On en trouvera des extraits dans l'ouvrage de G. Haupt, M. Lowy et C. Weill "Les marxistes et la question nationale", op.cit. pp.114-127, auquel nous nous référons pour tous ces problèmes.

(2) "What have the working classes to do with Poland ?", article du 31 mars 1866 dans la revue "Commonwealth" cité par G.Haupt, M. Lowy et C. Weill : "Les marxistes et la question nationale" op.cit. p. 91.

Voici donc les peuples opprimés et démembrés en voie de rejoindre le groupe des Etats-nations : France, Espagne, Angleterre et Scandinavie. Engels ne manque pas d'écarter au passage l'Autriche et la Russie, Etats impérialistes.

Puis il règle de manière expéditive le sort des nationalités mineures d'Europe occidentale, comme il l'a fait précédemment pour les petits peuples d'Europe centrale et orientale. Les Celtes de Grande-Bretagne et de France ne sont eux aussi que des "résidus de peuples" et n'ont pas droit au titre de nations.

Et c'est ici qu'il introduit une distinction entre "nation" et "nationalité". Il constate

"qu'aucune frontière d'Etat ne coïncide avec les frontières naturelles de la nationalité, celles de la langue".

Mais laissons parler Engels lui-même :

"La conséquence naturelle du développement historique confus et lent de l'Europe au cours du dernier millénaire est que presque toutes les grandes nations se sont séparées de quelques parties limitrophes de leur propre corps, qui se sont trouvées coupées de la vie nationale, et, dans la plupart des cas, intégrées à la vie nationale d'un autre peuple. Et ceci à tel point qu'elles ne désirent pas rejoindre leur souche principale ... Et après tout, ce n'est pas un mince avantage que des nations différentes, telles qu'elles se sont constituées politiquement, aient absorbé pour la plupart quelques éléments étrangers qui servent de liaison avec leurs voisins et tranchent dans l'uniformité, sans cela trop monotone, du caractère national" (1).

Ainsi donc Engels prend acte de la diversité européenne. Son Europe des grands Etats-Nations, exposée au double danger de la centralisation niveleuse et des affrontements internationaux, gagne en nuances du fait de l'existence de ces ethnies limitrophes et marginales. Il est du reste assez piquant de constater qu'Engels, qui méprise tant ces "débris" et ces "résidus", finit malgré tout par leur reconnaître une relative utilité.

(1) *ibid.* p. 92.

Quoi qu'il en soit, il tient fermement à la création de grands ensembles nationaux centralisés, condition préalable à la révolution et à l'avènement du socialisme. Que la concentration en grands Etats implique l'intégration d'éléments allogènes ne change rien à l'affaire. Engels pense qu'en Europe il en sera toujours ainsi. L'essentiel est la priorité donnée au dynamisme révolutionnaire. L'important, c'est comme il l'écrit dans la suite de son article sur la classe ouvrière et la Pologne, la "vitalité" des peuples, c'est-à-dire leur capacité révolutionnaire :

"L'important au sein de l'Europe, la vitalité d'un peuple ne sont rien selon le principe des nationalités ..."
(1)

C'est pourquoi Engels, affichant des idées diamétralement opposées à celles des Allemands de son temps, attribue la paternité du principe national non à Napoléon III, mais à la Russie, acharnée à balkaniser l'Europe orientale et à détruire la Pologne.

Tout, y compris la libération des peuples opprimés, doit selon Marx et Engels être subordonné à la plus urgente des tâches : l'affranchissement du prolétariat d'Europe occidentale.

4. L'Allemagne, la France et la révolution prolétarienne.

Il s'ensuit que l'Europe de Marx et Engels est essentiellement celle de trois grandes nations : l'Angleterre, qui est pour eux le modèle du capitalisme industriel, la France et l'Allemagne. C'est du reste le lieu de faire remarquer que la pensée marxiste est la synthèse de la philosophie allemande, du socialisme français et de l'économie politique britannique.

Dès 1844, dans la "Critique de la philosophie hégélienne du droit", Marx a analysé le rôle de l'idéalisme philosophique allemand et de l'esprit politique français dans le processus de la révolution prolétarienne. L'Allemagne, explique-t-il, n'est

(1) ibid. p.92.

révolutionnaire qu'en théorie. Elle est en retard sur les peuples d'Europe occidentale pour l'émancipation politique. Un beau jour, elle risque de se trouver "au niveau de la décadence européenne avant d'avoir jamais été au niveau de l'émancipation européenne". Il faut donc faire des Allemands des hommes, les affranchir du passé.

"L'émancipation de l'Allemand, c'est l'émancipation de l'homme", affirme Marx, renouant du coup avec les tandances universalistes de l'esprit germanique. Mais il s'empresse d'ajouter que le

"jour de la résurrection allemande sera annoncé par le chant du coq gaulois" (1).

En 1848, la "Neue Rheinische Zeitung", porte la France au pinacle, comme le pays révolutionnaire par excellence, et met au pilori l'Allemagne, pays rétrograde, où ne se répercutent que faiblement les mouvements européens. Mais voilà que tout change dans les années 60. Marx et Engels font le procès du bonapartisme, régime bourgeois par essence. Ils poléminent contre Louis Blanc, les proudhoniens, les pacifistes mutualistes et fédéralistes. En 1867, Marx se propose de les éliminer de l'Internationale. En 1870, il ironise sur la naïveté des Français qui vivent encore dans l'illusion d'être "le peuple élu", et sur leur chauvinisme. Chez les deux doctrinaires socialistes se développe en même temps la conviction que l'Allemagne devient le pays de la révolution.

En 1866, la classe ouvrière berlinoise leur semble devoir être l'initiatrice éventuelle d'un bouleversement qui gagnerait l'Europe comme une traînée de poudre (2). Puis en 1870 Marx écrit :

"Ma ferme conviction est ... que l'Allemagne est beaucoup plus mûre pour un mouvement social et qu'elle dépassera de beaucoup les Français" (3).

(1) cf. "Kritik der Hegelschen Rechtsphilosophie" dans "Frühe Schriften", Hrsg. von H.J. Lieber und P. Furth Darmstadt 1971, Bd I, pp. 497-505.

(2) cf. Engels à Marx, 1.5.1866, Briefwechsel, op.cit. Bd. III, p.394

(3) cf. ibid. Bd. IV, p.334

Survient un nouveau coup de théâtre avec la Commune :

"La France ... combat en ce moment non seulement pour sa propre indépendance nationale, mais pour la liberté de l'Allemagne et de l'Europe",

déclare Marx à Kugelmann (1) en janvier 1871 (2). Dès le 4 septembre 1870, le conseil fédéral des sections parisiennes de l'Internationale s'était adressé "à la démocratie socialiste de la nation allemande" pour proclamer la nécessité d'une réconciliation entre les deux peuples dans les grands principes de liberté, d'égalité et de fraternité et pour réclamer la fondation de la république universelle des Etats-Unis d'Europe. Ces propositions ne vont certes pas tout à fait dans le sens de l'orthodoxie marxiste. Mais malgré le programme libertaire et antiétatiste des communards, proudhoniens, blanquistes et anarchistes, Marx a dressé dans "La Guerre civile en France" un monument aux révolutionnaires parisiens, parce qu'ils ont tenté de détruire "la machine bureaucratique et militaire" du pouvoir bourgeois. Et l'auteur d'ajouter dans une autre lettre à Kugelmann :

"C'est la condition première de toute révolution véritablement populaire sur le continent ... L'histoire ne connaît pas encore d'exemple d'une pareille grandeur ... Que l'on compare les Titans de Paris aux esclaves du Saint-Empire romain prusso-germanique, avec ses mascarades posthumes, ses relents de caserne et d'église, de féodalité, et surtout de philistinisme"(3).

Cependant l'échec final de la Commune et le triomphe du Reich amènent les deux socialistes à mettre à nouveau leurs

(1) Ludwig Kugelmann (1830-1902), ancien quarante-huitard, correspondant de Marx en Allemagne à partir de 1862.

(2) cf. lettre du 16.1.1871, citée par G. Schlott, op.cit. p.189

(3) lettre du 12 avril 1871 à Kugelmann, dans "La Guerre civile en France 1871", op.cit. p. 101.

espoirs dans le prolétariat allemand (1). Ces espoirs sont confirmés par les victoires électorales de la social-démocratie. Le succès du parti social-démocrate aux élections font de lui "la tête du mouvement ouvrier européen" comme l'écrit le compagnon de Marx, qui se réjouit beaucoup plus encore en 1884 de voir pour la première fois dans l'histoire, et dans "la pays d'Europe le plus ivre de sa victoire", le socialisme préparer une ère nouvelle, rappelant l'essor du christianisme au temps de la décadence romaine. Pour Engels, l'Allemagne bismarckienne est le pays révolutionnaire par excellence : elle hérite des expériences de l'Angleterre et de la France, et le marxisme lui fournit une véritable doctrine de lutte (2).

Puis à la fin de l'ère bismarckienne, il doit constater que l'Allemagne s'enfonce dans la réaction et que le socialisme ne pourrait y parvenir au pouvoir qu'à la suite d'une révolution française et "porté par un raz de marée européen " (3).

La nation française et la nation allemande se trouvent ainsi, dans la stratégie marxiste, alternativement à la tête du prolétariat européen.

(1) "Das deutsche Übergewicht würde ferner den Schwerpunkt der westeuropäischen Arbeiterbewegung von Frankreich nach Deutschland verlegen, und man hat bloss die Bewegung von 1866 bis jetzt in beiden Ländern zu vergleichen, um zu sehen, dass die deutsche Arbeiterklasse theoretisch und organisatorisch der französischen überlegen ist", écrit Marx à Engels le 20.7.1870. cf. Briefwechsel. Bd.4, p.407.

(2) cf. lettre à Kautsky du 8.11.1884, dans "Marx-Engels, Briefe an A. Bebel ...", p. 375.

(3) cf. lettre à Bebel, *ibid.* p. 409

5. Les crises du monde capitaliste et la naissance de l'Europe socialiste.

Le visage de l'Europe socialiste est façonné par les crises, les guerres et les bouleversements économiques, politiques et sociaux. En 1848 déjà, dans la "Nouvelle Gazette rhénane", la lutte du prolétariat contre l'ordre bourgeois est décrite comme le prélude à la tragédie européenne. L'Europe est le théâtre du grand drame opposant la révolution à la contre-révolution. Méditant ensuite sur l'échec de 1848, Marx en conclut que toute révolution sociale doit dorénavant s'étendre au continent. Il est convaincu que les conflits de la société française vont se transformer en une guerre universelle, d'où sortira une humanité nouvelle marchant vers la Terre promise (1).

Les articles qu'il publie au cours des années 50 analysent avec acuité la genèse de la révolution européenne à travers ses péripéties. Le philosophe ne se contente pas de scruter l'évolution de la société bourgeoise d'Europe, il la juge par rapport à l'Amérique et au monde. Il arrive à cette conclusion que la forme républicaine est révolutionnaire en Europe et conservatrice aux Etats-Unis (2). Il explique ce fait par la différence des conditions économiques et sociales, qui sont pour lui la cause première de tous les phénomènes politiques. C'est pourquoi il étudie avec une attention particulière tous les événements européens et extra-européens, spécialement les problèmes économiques et financiers du capitalisme anglais. L'expansion commerciale européenne en Asie, les contradictions internes du système libéral, les conflits entre puissances et entre classes, tout cela est étroitement lié :

"L'Europe ne sera probablement la proie des guerres et des révolutions qu'à la suite d'une crise générale du commerce et de l'industrie, et comme d'habitude, c'est l'Angleterre, représentante de l'industrie

(1) cf. "Die Klassenkämpfe in Frankreich", articles de la "Neue Rheinische Zeitung"; 1850, dans "K.Marx Politische Schriften" op.cit. Bd.I, pp. 151 à 209.

(2) cf. article "Der 18te Brumaire des Louis Bonaparte", 1852, dans la revue "Die Revolution", New York, in "Politische Schriften" op.cit. Bd.I, p.280.

européenne sur le marché mondial, qui devra en donner le signal", prophétise Marx en 1853 dans un journal américain (1).

Voici donc, au milieu du 19ème siècle, l'Europe soumise de façon croissante aux influences extérieures. Après la Guerre de Crimée, Marx et Engels suivent les mouvements qui agitent la société russe et la société américaine, et qui leur semblent présager un bouleversement imminent en Europe occidentale. Leur correspondance est un fidèle reflet de l'interprétation qu'ils donnent des crises et des révolutions dans les divers pays européens.

En 1884, Engels peut écrire à Bebel que "l'état politique actuel de toute l'Europe est le résultat de révolutions". Après la mort de Marx en 1883, il suppose fréquemment l'éventualité d'un conflit international et ses répercussions sur le mouvement révolutionnaire, une grande guerre européenne, qui serait la dernière, car elle entraînerait l'effondrement complet de l'Etat de classe. "La vieille Europe bouge", écrit-il en 1885. Les techniques modernes, l'ouverture de l'Asie orientale au commerce, l'économie et la politique mondiales suscitent et amplifient les conflits. D'une guerre généralisée ne pourrait sortir que l'épuisement total de l'Europe, l'effondrement du vieux système, la frénésie des haines nationales et un recul général du socialisme. Mais celui-ci trouverait, dans le chaos universel, un terrain favorable après le conflit. La guerre pourrait amener les éléments révolutionnaires au pouvoir, soit en France, soit en Allemagne, soit aussi en Russie. Car c'est la révolution russe qui souvent s'impose alors à Engels comme la perspective la plus favorable au socialisme (2).

(1) "Die Revolution in China und in Europa", New York Daily Tribune, 14.6.1853, dans "Politische Schriften", op.cit. Bd.I, p.545

(2) cf. Engels à Bebel, 13.9.1886, *ibid.*, pp. 467-472.

A l'Ouest, l'Amérique du Nord pèse d'un poids toujours plus grand sur l'évolution européenne. Certes, Marx écrivait à la veille de la Guerre de Crimée, dans le "New-York Tribune", à propos de la question d'Orient :

"Le grand événement du jour, c'est l'apparition à l'horizon européen de la politique américaine ... Dans l'explication violente et permanente qui oppose l'Est à l'Ouest, l'Amérique est le plus jeune et le plus puissant représentant de l'Ouest". (1)

Mais il est clair qu'à cette époque, les Etats-Unis sont vus comme partie intégrante de l'Occident. Tout change après 1880 et Engels en est parfaitement conscient, lui qui est mort en 1895, douze années après Marx, et qui a survécu cinq ans à l'ère bismarckienne. La concurrence américaine est le facteur nouveau, prêt à intervenir en cas de conflit européen et d'épuisement du Vieux Continent.

L'industrie d'outre-Atlantique

"serait victorieuse sur toute la ligne et nous placerait tous devant cette alternative : ou bien la rechute dans l'agriculture pure et simple ... ou bien la transformation sociale" (2)

Voilà, somme toute, à quoi aura abouti l'émigration européenne : à l'exploitation des ressources américaines et à l'abolition de l'hégémonie économique de l'Europe. Les Etats-Unis sont devenus le modèle du capitalisme pour la bourgeoisie européenne (3). Mais Engels est convaincu que l'évolution économique fulgurante de l'Amérique du Nord provoquera des répercussions sociales en Amérique même. Le "dernier paradis bourgeois sur terre" deviendra vite un "Purgatoire" où se déchâfnera la lutte des classes ; prodigieux événement, en

(1) article du 31.12.1853, dans K. Marx, Oeuvres choisies I, N.R.F. Paris, 1963, p. 332.

(2) lettre à Sorge, 7.1.1888, "Briefe und Auszüge aus Briefen von J.P. Becker, J.Dietzgen, F.Engels, Karl Marx u -A- an F.A.Sorge und Andere". Stuttgart 1906 p.289.

(3) cf. Engels à Sorge, 31.12.1892, *ibid.* p.386 : "Im übrigen haben die Amerikaner der europäischen Welt seit längerer Zeit den Beweis geliefert, dass die bürgerliche Republik die Republik der kapitalistischen Geschäftsleute ist, wo die Politik ein Handelsgeschäft wie jedes andere"

vérité : la ruine du capitalisme américain enlèvera tout appui extérieur à l'Europe bourgeoise, de même que l'Europe monarchiste s'effondrera un jour avec le tsarisme (1).

De l'époque du "Manifeste communiste" à celle de la "Welt-politik", les rapports de l'Europe avec la Russie et l'Amérique ont donc totalement changé. Le "Manifeste" ne s'adressait qu'aux travailleurs d'Europe occidentale. La Russie et les Etats-Unis étaient des "piliers de l'ordre établi en Europe", parce que le tsarisme "constituait la grande réserve de toute la réaction européenne" et parce que l'Amérique absorbait "par l'immigration l'excédent des forces du prolétariat d'Europe". Après 1880, l'Amérique précipite par sa concurrence la crise du capitalisme européen, et la Russie "constitue l'avant-garde de l'action révolutionnaire en Europe" (2).

Marx et Engels démontrent que crises et révolutions ne sont plus seulement européennes, mais s'élargissent à la dimension de la politique et de l'économie mondiales.

Du chaos général, des guerres nationales, des luttes de classes et des crises de la société capitaliste il ne sortira avec certitude qu'une seule chose : la société socialiste. C'est ce que Marx prédit en 1870, devant la solidarité des travailleurs français et allemands :

"Ce fait unique, sans pareil dans l'histoire du passé, ouvre la voie à un avenir plus lumineux. Il prouve qu'à l'opposé de la vieille société, avec ses misères économiques et son délire politique, une nouvelle société est en train de naître, dont la règle internationale sera la paix ..." (3)

(1) cf. Engels à Mrs. Wischnewetzky, 3.6.1886, *ibid.*, p. 225

(2) Marx-Engels, Manifeste du parti communiste, Paris, 1971, Préface à l'édition russe de 1882, p. 169.

(3) K. Marx "Première adresse du Conseil Général sur la guerre franco-allemande, 23.7.1870" dans "La Guerre civile en France" *op.cit.*, p. 31.

Une fois le socialisme européen solidement organisé, l'Europe pourra être transformée selon les principes marxistes ; elle pourra socialiser l'Amérique du Nord et révolutionner les pays colonisés (1).

De 1880 à 1890, "Der Sozialdemokrat", organe de la social-démocratie allemande paraissant à Zurich, dénonce les vices de la vieille Europe capitaliste, tout en évoquant l'âge d'or de l'Europe socialiste, "la nouvelle alliance fraternelle de l'Europe unifiée", sans barrières nationales ni sociales, libérée du pouvoir de l'argent et communiant dans la paix. On retrouve là sous la plume des sociaux-démocrates les accents pathétiques du romantisme révolutionnaire.

Engels, lui, envisage froidement l'avenir. Il sait, comme Marx, que l'Europe socialiste ne surgira pas comme par enchantement, et qu'elle sortira de terribles cataclysmes. Le 15 janvier 1888, il publie dans le "Sozialdemokrat" sous le titre "Ce qui menace l'Europe" ("Was Europa bevorsteht") un article singulièrement saisissant. Il y dépeint la guerre qui s'annonce, une nouvelle Guerre de trente ans aux dimensions du continent ; il y décrit la faillite économique, l'effondrement des anciens Etats et de leurs politiques, la chute des monarchies dont "les couronnes rouleront par douzaines sur le pavé des rues", et l'impossibilité absolue de prévoir autre chose que la victoire finale du prolétariat.

"Voilà, messieurs les princes et les hommes d'Etat, conclut-il, où, dans votre sagesse, vous avez mené la vieille Europe". (2)

(1) cf. Engels à Kautsky, 12.9.1882, dans "K.M./F.E. Briefe an A. Bebel ..." op. cit. p.270

(2) "Der Sozialdemokrat - Zentralorgan der deutschen Sozialdemokratie", Zürich, 15-1-1888.

CONCLUSION.

Cet aperçu de l'idée européenne des socialistes nous conduit à faire quelques réflexions.

Soulignons tout d'abord que la pensée socialiste évolue elle aussi dans le cadre de l'Europe occidentale. Même pour Marx et Engels, cette Europe est le "continent le plus doué", c'est-à-dire le plus avancé dans l'ordre de la science, de la technique, de l'industrie et, partant, dans le domaine politique, social et économique. Cette Europe est le théâtre principal de la lutte des classes et sera selon toute probabilité le berceau de la révolution.

Cependant la pensée socialiste, à y regarder de près, n'échappe pas aux grandes oppositions de l'époque. D'où son caractère hétérogène et contradictoire. En elle se heurtent nationalisme et internationalisme, fédéralisme et centralisme. En elle s'affrontent socialisme libertaire et socialisme marxiste, et cet affrontement dure encore. Malgré son ralliement à Marx et au matérialisme historique, Becker continue à en appeler aux forces spirituelles et morales de l'homme. Il continue à croire à une Europe de peuples égaux et libres. Il ne renie pas, au fond, ses convictions de 48 et poursuit son rêve d'une transformation de l'Europe en une ligue de républiques démocratiques. Nous avons vu que Marx et Engels, au contraire, instaurent une hiérarchie des nations et affirment la prééminence des plus développées. De même Lassalle, devançant d'un siècle l'Europe d'Adenauer et de Schuman, prône l'entente franco-allemande comme ossature d'une Europe unie.

Ceci nous amène à attirer l'attention sur un autre point : si tous les socialistes attendent des principaux peuples occidentaux l'initiative révolutionnaire, ils inclinent souvent à placer au premier rang leur propre pays, l'Allemagne. Même les internationalistes les plus convaincus ne font guère exception, et en dernière analyse il faut bien conclure avec R. Morgan à la victoire des orientations nationales de Liebknecht, Bebel et Schweitzer sur les idéaux internationalistes de Marx et de Becker (1).

(1) cf. R. Morgan. "The German socialdemocrats and the First International 1864-1872", op.cit. p. 228

Il est évident que les sociaux-démocrates, vivant et agissant dans une Allemagne nationaliste, devaient forcément faire la part du feu, d'autant plus qu'après la Commune et la dissolution de l'Internationale, le socialisme devait se couler dans le moule des nations. Ce qui explique le caractère souvent théorique de leur internationalisme, et par voie de conséquence de leur idée européenne. Par ailleurs, le cosmopolitisme d'un homme comme Becker, si riche qu'il soit de formules d'union, reste largement tributaire des idéaux généreux mais abstraits de 1848.

Seuls Marx et Engels se montrent vraiment novateurs. Ils doivent l'originalité de leur pensée à la rigueur de leur philosophie dialectique, unissant l'hégélianisme à l'analyse du processus industriel moderne. Ils la doivent à l'ampleur de leur vision historique, à leur vue globale et synthétique de l'évolution politique, sociale et économique. Leur grand mérite est de dépasser l'horizon strictement européen pour juger l'Europe de manière relative, en fonction des impératifs de la politique et de l'économie mondiales. Marx est avec Fröbel et Jürg l'un des premiers à avoir annoncé, longtemps avant l'ère de la "Weltpolitik", l'ascension des puissances extra-européennes, en particulier de l'Amérique du Nord, et à avoir soumis à une analyse méthodique les répercussions des événements mondiaux sur la situation de l'Ancien Continent.

Ainsi donc, l'Europe occidentale est le continent privilégié de la révolution, mais elle n'est plus seule. Elle forme désormais avec les Etats-Unis d'Amérique un immense ensemble dont dépend le destin de l'humanité, puisque c'est dans cette aire d'expansion principale du capitalisme bourgeois que s'accusent les contradictions du système et que se préparent les mutations de l'avenir. Nous avons vu qu'Engels a envisagé au début de l'époque impérialiste, c'est-à-dire deux ou trois décennies avant la Révolution d'Octobre, l'hypothèse d'un bouleversement mondial à partir de la Russie. Les faits ont confirmé ces conjectures, mais l'on ne saurait nier que Marx et Engels attendent la révolution prolétarienne d'abord de l'Occident, de l'Europe et de l'Amérique à la fois solidaires et concurrentes.

L'Europe socialiste, plus précisément marxiste, non seulement ne s'inscrit plus dans une perspective étroitement continentale, mais n'est plus une communauté uniquement politique. Elle tranche donc sur l'Europe des fédéralistes, des chrétiens, des juristes et des pacifistes et s'apparente de toute évidence à celle des économistes.

CHAPITRE 6 :

L'EUROPE DES ECONOMISTES.

Introduction

Au 17ème siècle, le Français Emeric Crucé associe pour la première fois les idées de liberté du commerce et de rapprochement des peuples. Aux 18ème et 19ème siècles, les économistes britanniques, d'Adam Smith à Gobden, font du libre-échange la condition première du pacifisme universel.

Cependant, le courant libéral se heurte dès le début du 19ème siècle à la réaction romantique, puis au système de pensée socialiste, qui oppose à la thèse de la paix par le commerce la perspective d'un monde secoué de conflits et de crises, déchiré par la lutte des classes, par la rivalité des nations, par la concurrence des continents.

Une vive controverse va diviser les économistes de l'époque bismarckienne : le grand débat sur le libre-échange et le protectionnisme. Cette polémique est en somme le pendant de celle qui, en politique, oppose partisans et adversaires du fédéralisme. L'enjeu en est avant tout l'organisation économique et commerciale de l'Europe centrale.

L'Allemagne, par ailleurs, se transforme profondément entre le milieu et la fin du siècle, passant d'une forme de société essentiellement agrarienne à une économie dynamique et bientôt expansionniste. L'irruption de la " Weltpolitik " et, avec elle, de la concurrence mondiale forcera les économistes à élargir leur horizon aux dimensions du continent.

Précisons que les projets d'union continentale élaborés dans les années 80 ne sont pas le seul fait des Allemands : le plan d'union douanière de l'économiste belge Gustave de Molinari, pour ne citer que celui-là, fut pour Bismarck plus qu'une spéculation purement académique et ne resta pas non plus sans écho en France après 1880 (1).

(1) Sur les plans de G. de Molinari, on consultera l'ouvrage de Helmut Böhme "Deutschlands Weg zur Grossmacht" op.cit. pp 528 et 598.

En tout état de cause, il importe de souligner l'extraordinaire fortune que la notion d'"Europe centrale" connaîtra chez la plupart des économistes allemands, qui en font l'infrastructure de leurs projets, traduisant ainsi en termes d'économie la prépondérance politique du Reich.

1.- Le "Système national d'économie politique" de Friedrich List.

On ne saurait passer sous silence, quand on étudie l'idée d'Europe économique et commerciale au 19ème siècle, la pensée et l'oeuvre de Friedrich List (1).

List est à juste titre considéré comme le père spirituel du "Zollverein", et ses conceptions ont été dans une large mesure à l'origine de l'idée de "Mitteleuropa". La notion d'"Europe centrale" s'est chargée d'un contenu économique qu'elle a gardé jusqu'au

cf aussi H.U. Wehler "Bismarck und der Imperialismus" op.cit. qui fait ressortir la nécessité pour le Reich bismarckien de s'ouvrir économiquement à l'Europe centrale et à une union continentale à la suite des dépressions des années 1870 et 1880. p.109.

Pour une vue panoramique de tous ces problèmes, cf "Peuples et civilisations - histoire générale - Du libéralisme à l'Impérialisme 1860-1878" par H. Hauser, J. Maurain, P. Benaerts et F. L'Huillier, Paris 1952, p. 378 et suiv.

- (1) F. List, né en 1789 dans le Wurtemberg, fut économiste, publiciste et agitateur politique. Ses idées libérales firent de lui un exilé, d'abord en Suisse, puis aux Etats-Unis, où il exerça les métiers les plus divers, de l'agriculture à l'exploitation des mines, et où il rencontra Lafayette et les hommes d'Etat américains. Devenu théoricien de l'économie américaine et critique des doctrines d'Adam Smith, il revint en Europe en 1830, résida à Paris, puis à Leipzig. Après avoir lutté avant son émigration pour la réalisation du Zollverein, il se fit dans les années 30 le champion du développement des chemins de fer. C'est ensuite en France qu'il médita son oeuvre principale, le "Système national d'économie politique", parue en 1841. L'ouvrage fit sensation en Allemagne, où l'auteur était rentré en 1840, mais fut vivement controversé. Le journal "Das Zollvereinsblatt", eut par contre peu d'écho. List, trouvant l'Allemagne de son temps décidément peu propice aux novateurs, se remit à voyager. C'est peu après son retour d'Angleterre qu'il mourut en 1846. Ses idées trouvèrent néanmoins un crédit assez rapide auprès des milieux politiques d'Allemagne du Sud, surtout par l'intermédiaire de la "Deutsche Vierteljahrsschrift" et de la "Augsburger Allgemeine Zeitung". F. List est resté dans

début du 20ème siècle, voire jusqu'à la période nazie, au cours de laquelle il a connu un regain de popularité. Cela lui a valu d'être accusé d'expansionnisme, en particulier par Charles Andler dans " Les origines du pangermanisme ". Des études plus récentes l'ont réhabilité (1). D'autres soulignent que sa pensée préfigure les systèmes impérialistes d'une époque postérieure (2).

Par ailleurs, on a pu démontrer qu'il était l'un des inspireurs de l'actuelle Communauté économique européenne, tout autant que l'initiateur du Zollverein (3). C'est dire l'importance de son oeuvre.

En tout état de cause, F. List, qui a vécu et écrit avant l'ère bismarckienne, est l'auteur auquel se réfèrent presque tous les économistes allemands à partir de 1850. C'est en fonction de ses théories qu'ils se définissent et prennent position sur les grandes questions de l'époque : libre-échangeisme et protectionnisme, concurrence mondiale, unité continentale, organisation de l'Europe centrale.

Sur la première de ces questions, la doctrine de List est nuancée. Ni le libre-échangeisme, ni le protectionnisme ne sont pour lui des panacées infaillibles. Estimant que la Grande-Bretagne industrialisée peut soutenir la libre concurrence, alors que

l'imagination populaire le défenseur du protectionnisme. En réalité, celui-ci n'était pour lui qu'un moyen. Ce qui le distingue des Allemands de son temps, c'est avant tout qu'il était capable de replacer l'Allemagne dans le contexte européen, voire mondial. Il avait, comme Tocqueville, Fröbel et Marx, l'expérience de l'Amérique. Il avait en outre rencontré quelques-uns des grands personnages de son temps, Gentz, Adam Müller, Louis-Philippe, Metternich. Sur F. List, cf. l'article de Theodor Heuss, dans "Die grossen Deutschen-Deutsche Biographie", hrsg von H. Heimpel, T. Heuss, B. Reifenberg. Berlin 1957 Tome 3 pp. 201-214.

- (1) cf. J. Droz, "l'Europe centrale", op.cit. p. 26, p. 27, p. 53 et suiv.
- (2) cf. H. Gollwitzer "Geschichte des weltpolitischen Denkens", op. cit. Bd. I pp. 510-528.
- (3) cf. E.N. Roussakis, "F. List, the Zollverein and the uniting of Europe", Bruges 1968.

l'Allemagne de 1840 ne le peut pas encore, l'auteur du "Système national d'économie politique" (Das nationale System der politischen Ökonomie 1841) fonde ainsi sa théorie sur la constatation qu'il existe des disparités quant au développement économique.

Il ne nie d'ailleurs pas la valeur du système libre-échangiste et de l'économie "cosmopolitique" comme instruments de rapprochement des peuples. Il est convaincu, comme A. Smith, Cobden ou J.B. Say, que le perfectionnement des techniques de production et d'échange est un facteur puissant de paix et d'unité, et que "déjà, dans les congrès des grandes puissances, l'Europe possède l'embryon du futur congrès des nations" (1).

Mais List est aussi fils de son temps, c'est-à-dire du siècle de l'expansion mondiale de l'Europe. Il sait que l'essor de la puissance industrielle est indissociable de la domination européenne sur les continents prétendus "barbares". Il voit dans la mairmise de l'Occident sur l'Asie un moyen efficace d'associer les peuples en une grande tâche commune. Civiliser l'Asie et exploiter ses ressources naturelles, voilà la double entreprise qui permettra tout à la fois d'approvisionner l'Europe, de satisfaire ses aspirations civilisatrices et d'assurer sa solidarité.

"Partout où la civilisation putréfiée de l'Asie vient à être touchée par le souffle frais de l'Europe, écrit-il, elle tombe en poussière, et l'Europe se verra tôt ou tard dans la nécessité de prendre l'Asie entière sous sa tutelle comme déjà l'Angleterre s'est chargée de l'Inde" (2).

C'est tout le continent, et non seulement l'agent principal de son expansion, l'Angleterre, qui doit procéder à cette "injection de vie européenne". C'est toute l'Europe qui doit faire oeuvre

(1) "Système national d'économie politique". Traduction, Paris 1891 p.217. Les oeuvres de List furent éditées de manière incomplète dans les années 50 du 19ème siècle, puis en 1877 et en 1912. Il fallut attendre la fondation de la "Friedrich List-Gesellschaft" en 1920 pour qu'on procédât à une réédition complète, de 1927 à 1936 ("Schriften, Reden, Briefe" 12 Bde Berlin)

(2) *ibid.* p. 562

de régénération envers un monde figé et décomposé.

L'Asie, c'est le passé. Le présent appartient à l'Europe. Mais à qui l'avenir appartiendra-t-il ? List le scrute d'un regard lucide, de façon plus pénétrante encore que Fröbel ou Marx. Ce n'est pas là son moindre mérite. Comme eux, il a une connaissance directe de l'univers américain. Et, sans hésitation, il reconnaît en l'Amérique la future puissance dominante de l'économie mondiale. Quelques années après la publication de "La démocratie en Amérique" de Tocqueville, il expose dans son grand ouvrage que :

"Les mêmes causes ... auxquelles l'Angleterre doit son élévation actuelle feront parvenir l'Amérique, vraisemblablement dans le cours du siècle prochain, à un degré d'industrie, de richesse et de puissance qui la placera au-dessus de l'Angleterre autant que l'Angleterre elle-même est aujourd'hui au-dessus de la Hollande" (1).

Un jour viendra, prédit List, où l'Amérique fédérée sous la direction des Etats-Unis tournera ses forces contre l'Angleterre. Alors le moment sera venu pour les Britanniques de rompre avec leur isolement insulaire et de rejoindre enfin les peuples continentaux :

"Alors la Grande-Bretagne cherchera et trouvera dans l'hégémonie des puissances européennes associées sa sûreté et sa force vis à vis de la prépondérance de l'Amérique, et un dédommagement pour la suprématie qu'elle aura perdue".

Puis l'auteur prodigue ces sages conseils, qui prennent aujourd'hui tout leur sens :

"l'Angleterre sera donc avisée de s'exercer de bonne heure à la résignation, de se concilier par des concessions opportunes l'amitié des puissances européennes et de s'accoutumer dès aujourd'hui à l'idée d'être la première parmi des égales" (2)

En 1846, l'année même de sa mort, List ira proposer à Londres une alliance germano-anglaise. Mais il s'agit là de la phase ultime de l'unification européenne. A l'époque du "Système national d'économie politique" il n'est encore question que de l'union du continent contre l'Angleterre. Comme l'indique précisément le titre de l'ouvrage, le système de List est construit sur l'idée nationale. La clef de voûte en est la nation, considérée comme

(1) *ibid.* p. 567

(2) *ibid.* p. 567

échelon intermédiaire entre l'individu et l'humanité. L'Europe ne peut être qu'une association de nations libres et égales, une confédération harmonieuse de nationalités attentivement protégées et soigneusement perfectionnées.

Assurément, List sait que les nations européennes sont inégales en puissance et en culture. Il sait aussi qu'elles sont séparées par des antipathies et des rivalités. Mais il croit que l'histoire de l'Europe progresse vers l'objectif final de l'égalité des peuples. C'est pour ces raisons qu'il critique le cosmopolitisme chimérique du libre-échangeisme, qui prétend ignorer les nationalités et bâtir dans l'abstrait. Pour List, l'association universelle, la paix perpétuelle, la République mondiale de l'Abbé de Saint-Pierre ne sont possibles qu'entre nations égales. Sinon le grand péril reste l'hégémonie d'une seule, et c'est pourquoi il engage la lutte contre la prédominance britannique, se refusant à "un monde d'Etats anglais, dans lequel les nations du continent de l'Europe viendraient se perdre comme des races insignifiantes et stériles." (1)

C'est ici que s'insère, dans sa démonstration, l'idée d'Europe centrale. Pour battre en brèche l'impérialisme anglais, il propose en effet l'union du continent autour de l'Allemagne et l'extension du Zollverein à la Hollande, à la Belgique et à la Suisse.

Comme Gentz, qu'il avait rencontré en 1820 à Vienne, List fait de l'Allemagne la puissance médiane et organisatrice au coeur de l'Europe. Pour assurer l'avenir économique, et par suite politique, de la nation allemande, il va préconiser l'industrialisation systématique à l'abri des barrières protectionnistes. Une Allemagne industrielle, noyau de l'Europe centrale et pierre angulaire de l'économie européenne : le projet de List sera celui d'un grand nombre d'économistes allemands, jusqu'à la "Mitteleuropa" de Friedrich Naumann en 1915.

(1) *ibid.* p. 225

2.- La philosophie économique de L. von Stein et d'A. Schäffle.

F. List cherche en outre à déceler les motifs de l'essor scientifique, technique et économique d'une Europe qui, au milieu du siècle, commence à s'enivrer de ses triomphes. Il devance en quelque sorte les analyses du sociologue Werner Sombart, l'auteur de "Der Bourgeois" (1).

Entre List et Sombart, d'autres économistes et sociologues allemands se font eux aussi les théoriciens du dynamisme et de la productivité du génie européen.

Nous en citerons deux : Lorenz von Stein (2) et Albert Schäffle.

Le premier a longtemps enseigné à Vienne, où Bruck l'avait appelé. Il n'a pas été sans influence, en particulier sur Marx et Lassalle, car il a discerné très tôt l'importance de la question

(1) cf. W. Sombart, (1863-1941) économiste et sociologue, professeur à Breslau et à Berlin, "Der moderne Kapitalismus. Historisch-systematische Darstellung des gesamteuropäischen Wirtschaftslebens von seinen Anfängen bis zur Gegenwart.", München 1902, "Der Bourgeois. Zur Geistesgeschichte des modernen Wirtschaftsmenschen." München 1913.

(2) L. von Stein (1815-1890), économiste, juriste et politologue. Professeur à Vienne, où il fut appelé par Bruck en 1855. Fondateur de la science politique moderne et de la sociologie. Influencé par Hegel, l'école historique et A. Comte, il a inspiré en partie Marx par sa critique du capitalisme libéral. Il fut l'un des pères spirituels du socialisme d'Etat. L'idée que la civilisation européenne est le résultat de l'accumulation de richesses à la fois culturelles et matérielles constitue le centre de sa pensée politique et sociale. Pour lui, la communauté des Etats civilisés d'Europe repose en même temps sur des idées et des intérêts. Les conceptions de Stein revêtent une très grande importance quant à l'idée d'unité de la civilisation européenne dans la seconde moitié du 19ème siècle. Elles ont en effet pénétré dans la presse, les écrits scientifiques et les milieux politiques. Les œuvres de Stein furent souvent rééditées et traduites; il fit paraître de nombreux articles, en particulier dans la "Augsburger Allgemeine Zeitung", et ses cours à l'Université de Vienne jouirent d'une très grande faveur.

cf. sur lui H. Nitzschke "Die Geschichtsphilosophie Lorenz von Steins" dans "Historische Zeitschrift" 1932 Beiheft 26.

sociale dans la société moderne. Comme List, il pense que l'avenir de l'expansion européenne est à l'Est. Comme List encore, il est préoccupé par la future et redoutable concurrence de l'Amérique, et il est l'un des premiers à prôner l'unité contre le Nouveau Monde. Stein a été impressionné par le développement du commerce américain au cours de la Guerre de Crimée. Il en a déduit qu'il est bon "que l'Europe se sente unie face à l'Amérique". Elle l'apprendra "en prenant clairement conscience de ses rapports avec sa patrie primitive, l'antique Asie" (1).

La Guerre de Crimée n'est à son avis rien d'autre qu'une croisade économique. Elle ouvre une période nouvelle de l'histoire, celle de l'exploitation de l'Asie par l'Europe unie. L'Européen est le "dominateur naturel des Asiatiques". La Russie et l'Autriche frayent en ce domaine la voie aux autres peuples. "Le regard de l'Europe s'élève toujours plus haut. Ses propres frontières sont trop étroites. Il faut qu'elle aille de l'avant et son avenir est à l'Est" (2).

Ce thème de l'action européenne sur l'Asie est constant dans la pensée de Stein. On le retrouve sous sa plume, une trentaine d'années après la guerre de Crimée, dans la "Allgemeine Zeitung" de Munich. En 1884, l'Europe et l'Asie sont toujours pour lui les deux pôles privilégiés de l'histoire. Il regrette alors que l'Asie, "patrie de la première pensée, de la première croyance et des premiers rêves", ne soit pour l'occidental qu'une très nébuleuse notion, et il souhaite que grâce au Congrès de Berlin, l'Europe constituée en fédération d'Etats autonomes (der europäische Staatenstaat) puisse enfin régler la question asiatique (3).

Mais essayons d'analyser l'idée que Lorenz von Stein se fait de l'esprit européen, considéré en particulier sous l'angle de l'activité économique.

(1) "Die Grundlagen und Aufgaben des künftigen Friedens", Wien 1856, p. 7

(2) *ibid.* p. 57

(3) cf. "Allgemeine Zeitung" München, 25 et 27 août 1884. Article "Europa und Asien". Ce journal fut créé par Cotta et s'appela d'abord "Europäische Annalen" (1795-1820). Il devint le quotidien politique le plus important d'Allemagne au 19ème siècle.

L'Europe est le pays de l'action (das Land der Tat). Son principe vital est celui du progrès par le travail (Fortschritt durch die Arbeit). L'Europe est multiplicité, diversité, à la fois antithétique et identique. Elle est, par là même, dynamisme permanent. L'Orient est ignorance de la personnalité individuelle; l'Occident est reconnaissance de l'individualisme comme facteur d'évolution et de transformation. "L'Europe est ce qu'elle est et elle peut ce qu'elle peut grâce à son travail. Ce que l'Europe est dans le monde et ce qu'elle peut, elle le doit à son labeur"(1).

Tel est le secret du plus petit et du plus prodigieux des continents, miraculeusement parvenu à s'assimiler la substance de toutes les civilisations (2).

A la fin de sa vie, Lorenz von Stein constate avec inquiétude l'affaiblissement progressif de la conscience communautaire chez les Européens modernes. Dans le "Traité d'économie politique" ("Lehrbuch der Nationalökonomie"), il conseille un retour aux sources de l'unité, au fond commun de la pensée et de la philosophie, au principe vital qui selon lui traverse toute l'histoire de l'Europe, "cette histoire universelle de l'esprit au travail". Stein pense avoir ainsi découvert le ressort secret du dynamisme européen : une philosophie commune, une conception fondamentale de l'univers qui serait "le fait déterminant de l'Europe dans le travail spirituel de ses peuples"(3).

Albert Schäffle fut comme L. von Stein économiste et sociologue. Il professa à Tübingen, puis à Vienne, où il devint ministre

En 1847, il était lu dans toute l'Europe. Il était de tendance libérale modérée. Après 1848, l'antagonisme austro-prussien lui fit perdre sa position prédominante dans la presse allemande, d'autant plus qu'on s'éloignait alors de la solution "grand-allemande" dont il se réclamait. Il fut transféré à Munich en 1882, périclita et cessa sa parution en 1914. A partir de 1882, la "Allgemeine Zeitung" soutint le national-libéralisme et la politique du Reich bismarckien.

- (1) "Gegenwart und Zukunft der Rechts-und Staatswissenschaft Deutschlands", chap. 4 : "Das Rechtsleben Europas und die Wissenschaft", p.312, Stuttgart 1876.
- (2) *ibid.* p.229 : "Die wirtschaftliche, geistige und staatliche Herrschaft Europas beruht deshalb darauf, dass es von jeher vermocht hat, alles was alle anderen Weltteile haben und vermögen, mit sich und seinem Wesen zu verschmelzen ..."
- (3) cf. "Lehrbuch der Nationalökonomie", Wien, 3ème édition 1887, p.17

du commerce en 1871 (1).

Il met lui aussi en relief les notions de diversité, d'antagonisme de forces et d'évolution permanente. Mais il paraît avoir été, plus que Stein, sensible aux théories de Darwin et à celles du géographe Ratzel (2) qu'il cite abondamment dans son ouvrage "Structure et vie du corps social" ("Bau und Leben des sozialen Körpers") (1875-1878).

Schäffle s'appuie sur les données géographiques pour démontrer que la "presqu'île d'Europe, grappe de presque îles plus petites", a permis à ses habitants d'acquérir le don du perfectionnement. C'est ainsi que les Indo-Européens d'Occident auraient progressivement mûri leur conception spécifique de l'existence vue comme lutte permanente et mouvement incessant.

(1) Albert Schäffle (1831-1903) qui devait plus tard exercer une influence décisive sur la politique sociale de Bismarck, prit part à la révolution badoise de 1849, devint rédacteur au "Schwäbischer Merkur" (1850-1855) après avoir collaboré à la revue "Zeitschrift für die gesammte Staatswissenschaft", de Tübingen. A partir de 1855, il oeuvra avec Cotta pour l'entrée de l'Autriche au Zollverein. En 1861-65, il fut député au Landtag de Wurtemberg, en 1867 il fut élu au "Zollparlament". Il avait été cofondateur en 1862 du "Deutscher Reformverein" et devint en 1868 professeur à l'Université de Vienne. Il fut nommé ministre du commerce en 1871 dans le cabinet Hohenwart avec lequel il tenta de fédéraliser l'Autriche en opposition à la politique centralisatrice de la bourgeoisie libérale. Schäffle était convaincu de la faillite inévitable de la société capitaliste libérale. Aussi prônait-il une sorte d'associationnisme corporatiste et fédéraliste. Il considérait le socialisme comme un mouvement irrésistible, mais rejetait le marxisme. Il polémiqua avec les sociaux-démocrates dans les années 80 et son ouvrage "Die Quintessenz des Sozialismus" connut plus de douze éditions allemandes, ainsi que plusieurs éditions en anglais et en russe.

Sur Schäffle, cf. A. ITH "Die menschliche Gesellschaft als sozialer Organismus. Die Grundlinien der Gesellschaftslehre A. Schäffles" 1927

(2) Friedrich Ratzel (1844-1904) Professeur à Munich, puis à Leipzig. Spécialiste d'anthropogéographie (il est l'inventeur du terme). Il s'est attaché à définir le "sens de l'espace" qui prédisposerait certains peuples à l'expansion et à la domination. Oeuvres principales : "Anthropogeographie", "Völkerkunde" (1885-88), "Politische Geographie" (1897)

Schäffle se fait donc une idée très dynamique de l'histoire : les peuples "historiques" sont pour lui les peuples soumis à la loi de la rivalité. La lutte pour la vie, le combat contre la nature ont fait de la race blanche une race supérieure. "L'apparition des Européens sur tous les continents introduit partout la norme la plus élevée : celle de la lutte ..." (1).

Puisque la compétition empêche la stagnation, puisqu'elle force à s'organiser et à s'unir, Schäffle accepte la concurrence américaine comme un bien. Grâce à elle, les peuples d'Europe éviteront l'enlèvement. Ils devront au contraire "se rassembler en Etats-Unis d'Europe, graduellement et à partir de l'Europe centrale". (2) Des deux grandes races qui sont en train de se partager le monde, Russes et Anglo-Saxons, Schäffle tient la seconde pour particulièrement vigoureuse et énergique. Il se pose bien l'angoissante question de savoir si un jour les peuples romano-germaniques ne devront pas céder la place aux Slaves, mais il déclare ne pas vouloir préjuger d'un avenir incertain. Il préfère tourner ses regards vers l'Ouest et envisager pour le bien de l'Europe et par fidélité à ses principes de sélection naturelle une émulation fructueuse avec l'Amérique (3).

3. - L' "Europe centrale" entre protectionnisme et libre-échange.

Qu'ils soient partisans ou adversaires de la libre concurrence, qu'ils soient ou non influencés par l'évolutionnisme de Darwin, les successeurs de List ont tous considéré l'unification économique de l'Europe comme une nécessité. Mais leurs projets présentent des caractères très différents entre 1850 et la fin du siècle. L'Europe des économistes varie considérablement dans sa nature et dans ses dimensions, au gré des fluctuations de la conjoncture politique. Avant 1870, on est moins sensible aux impératifs de

(1) "Bau und Leben des sozialen Körpers", Bd. II "Spezielle Soziologie", réédition Tübingen 1896, p.649 - la 1ère édition est de 1875-1878, la 2ème de 1881-1882.

(2) *ibid.* p. 648

(3) cf. "Darwinismus und Sozialwissenschaft" 1879, in "Gesammelte Aufsätze" Bd. I, Tübingen 1885, pp. 1 à 36.

l'économie mondiale. La notion de "Mitteleuropa" joue un rôle prépondérant. Cependant les thèses s'affrontent sur le système qui doit prévaloir dans l'organisation de l'Europe centrale. Les uns se rallient aux doctrines protectionnistes, les autres se réclament du libre-échange.

Alexander von Peez (1) est avec le ministre autrichien von Bruck un représentant éminent de la première tendance. Né à Wiesbaden, mais installé à Vienne en 1864, Peez exerça une très grande influence sur les milieux autrichiens de l'industrie et du commerce. Disciple enthousiaste de List, il milita contre le libre-échange et pour une union douanière germano-autrichienne d'inspiration "grossdeutsch".

Dès 1853, Peez fonde ses plans d'un grand rassemblement des peuples d'Europe centrale sur de vastes considérations historiques, qui rappellent quelque peu les conceptions de K. Frantz. Il prophétise le combat futur des Germains contre les Latins et les Slaves coalisés, et le triomphe final de la supériorité germanique, d'où sortira l'incomparable synthèse du principe latin incarné par Don Juan et du principe germanique personnifié par Faust (2).

La même idée d'organisation fédérative de l'Europe centrale resurgit quelques années plus tard au cours de la guerre d'Italie, dans "L'Allemagne au tournant de son histoire" ("Deutschland am Wendepunkt seiner Geschichte") (1859).

Enfin la signature du traité commercial franco-prussien déclenche chez Peez une vive hostilité envers la politique de conversion au libre-échange. Il se lance alors dans un plaidoyer en faveur

(1) A. von Peez (1829-1912), économiste, homme politique et historien de la civilisation. Il étudia à Heidelberg, Göttingen, Munich et Prague. Il parcourut l'Angleterre avant de devenir le collaborateur de la "Augsburger Allgemeine Zeitung" et de défendre les idées "grand-Allemandes". Il dirigea ensuite la "Reichenberger Zeitung". En 1864, il devint secrétaire général de l'"Association des industriels" de Vienne. C'est dans cette fonction qu'il devint le continuateur de F. List. Il fut élu membre de la "Chambre des seigneurs" en 1902.

(2) cf. "Die Deutschen in Vergangenheit und Zukunft. Eine patriotische Phantasie", Göttingen 1853.

d'une union douanière d'Europe centrale, qui serait une extension du Zollverein à l'Autriche, avec des lois communes et des structures fédératives. Les idées exprimées par Peez dans les "Sept lettres d'Angleterre sur la politique commerciale" ("Sieben handelspolitische Briefe aus England") (1863) sont directement issues des théories de F. List.

Ces idées sont aussi en 1860 celles du baron von Bruck, (1) ministre du commerce, puis ministre des finances du gouvernement autrichien. Dès les lendemains de la révolution de 1848, Bruck se préoccupe d'unifier l'Europe centrale. Il envisage un grand ensemble économique allant de la Scandinavie à la Mer Noire, du Niémen au Lac de Constance, du Rhin à l'Adriatique. Ce bloc, comprenant "tout le centre et la partie principale de l'Europe", serait seul capable suivant l'homme d'Etat, de concurrencer la Grande-Bretagne.

(1) Karl Ludwig von Bruck est né à Elberfeld en 1798. Après avoir servi dans l'armée prussienne sous Blücher, il devint directeur de la Lloyd autrichienne à Trieste. La revue économique de cette compagnie (Journal des Osterr. Lloyd) fut la première à attirer l'attention en 1841 sur la parution du "Système national d'économie politique" de List. Bruck fut élu en 1848 député de Trieste au Parlement de Francfort. La même année, Schwarzenberg le prit dans son cabinet comme ministre du commerce. Animé du principe selon lequel la prédominance économique conditionne la prédominance politique, Bruck se mit en devoir de réaliser l'idée maîtresse de sa vie : l'union douanière de l'Allemagne, puis de l'Europe centrale en vue de contrebalancer le poids économique de l'Angleterre. Lorsqu'il quitta le ministère en 1851, il avait jeté les bases de l'intégration de l'Autriche dans un futur système douanier d'Europe centrale. En 1852, Bruck fut appelé à négocier et à signer un nouvel accord commercial avec la Prusse. Au cours de la Guerre de Crimée, il se déclara contre la prépondérance de l'Angleterre ainsi que de la Russie, et pour une harmonisation des politiques des Etats germaniques au sujet de la question d'Orient. Il occupa à partir de 1855 les fonctions de ministre autrichien des finances. Comme tel, il reprit la réalisation de ses projets d'union douanière de l'Europe centrale, se heurta à l'opposition du ministre prussien Delbrück et ressentit cruellement l'échec que représentait pour lui la Guerre d'Italie. Il fit une dernière tentative de grand style en adressant en 1859 à l'empereur François-Joseph son mémoire "Les tâches de l'Autriche". Celui-ci ne parut qu'après sa mort, car en 1860 Bruck, compromis à tort dans un scandale administratif, se suicida après avoir été révoqué.

cf. Neue deutsche Biographie Bd. II Berlin 1955 p. 643 et suiv.

Ce projet, daté de décembre 1849, est exposé dans un mémoire intitulé "Mémoire du ministre impérial autrichien du commerce sur la préparation d'une union douanière et commerciale austro-allemande" ("Denkschrift des kaiserlich österreichischen Handelsministers über die Anbahnung der österreichisch-deutschen Zoll- und Handelseinigung") (1).

Bruck reprend et précise ses idées dans un second mémoire, l'année suivante. Il s'efforce cette fois d'harmoniser le système protectionniste et le système libre-échangiste en une vaste construction dont la cohésion reposerait sur l'identité des intérêts. De la similitude des conditions économiques naîtrait pour les Etats européens l'obligation de développer et d'ordonner leur industrie, leur commerce et leurs échanges. Le centre du continent serait économiquement et politiquement organisé autour de Vienne, en une fédération regroupant l'Autriche, l'Allemagne, la Suisse, la Belgique, la Hollande, la Scandinavie et l'Italie (2).

Il est aisé de discerner à nouveau dans les plans de Bruck l'influence de List. Il s'agit d'agrandir le Zollverein, non de le détruire comme voudraient le faire certains hommes d'Etats autrichiens de son époque. Bruck est fédéraliste. Le fédéralisme passe à ses yeux pour le principe d'organisation idéal, et il en fait le thème de sa dernière oeuvre, "Les tâches de l'Autriche" ("Die Aufgaben Österreichs" 1860). Il y propose en effet de régler la question italienne par la création d'une confédération politique et économique de la péninsule, qui viendrait compléter la "grande puissance de progrès, de travail et de culture de l'Europe centrale".

(1) cf. R. Charmatz : "Minister Freiherr von Bruck - Der Vorkämpfer Mitteleuropas - Sein Lebensgang und seine Denkschriften", Leipzig 1916, p. 169.

(2) cf. "Denkschrift des kaiserlich österreichischen Handelsministers über die Zollverfassung und Handelspolitik der Zollvereinten Staaten von Österreich und Deutschland", 30 mai 1850, dans R. Charmatz, op.cit.
cf. également H. Friedjung "Historische Aufsätze. Mitteleuropäische Zollunionspläne 1849-1853", Stuttgart - Berlin, 1919.

On voit alors quelles perspectives ouvrirait pour l'Europe centrale en particulier et pour l'Europe en général l'application du fédéralisme politique et économique : "Trois confédérations, écrit l'auteur, se tendront alors la main à travers le centre de notre continent et sauvegarderont le droit et l'équilibre de l'Europe : les confédérations germanique, helvétique et italique" (1).

Bruck est mort à temps pour ne pas assister à l'écroulement de ses rêves, c'est-à-dire à l'avènement de l'Allemagne bismarckienne, qui scella le destin politique et économique de l'Empire des Habsbourg. Aurait-il, comme Peez, vigoureusement protesté contre le traité de commerce franco-prussien de 1862 ? Nous en sommes réduits aux hypothèses. Cependant il semble bien ne pas avoir été insensible au courant libre-échangiste qui s'est développé après la guerre de Crimée pour aboutir à l'intégration de l'Allemagne dans le système économique libéral d'Europe occidentale, comme nous l'avons vu précédemment.

En tout état de cause, l'unanimité est loin d'être alors parfaite parmi les économistes autrichiens ou partisans de l'Autriche. Tous ne sont pas protectionnistes à outrance, et on ne saurait nier qu'ils envisagent assez souvent des solutions de compromis, qui consisteraient essentiellement pour l'Europe centrale à être libre-échangiste à l'intérieur de son espace économique et protectionniste à l'extérieur.

C'est à peu près ce qui ressort d'une série d'articles publiés en 1858 et 1859 par la "Deutsche Vierteljahres-Schrift" dont on connaît le rôle dans le grand débat qui a agité l'Allemagne au sujet du principe national (2). La revue, libérale mais favorable à une réorganisation de l'Europe centrale autour de l'Autriche, et dans laquelle s'exprimaient des hommes comme List et Schäffle, défend alors l'idée courante d'une fédération germanique entre Latins

(1) "Die Aufgaben Österreichs", Leipzig 1860, p. 85

(2) cf. première partie de cet ouvrage, chap. 3, II § 1 " Les incertitudes du principe national".

et Slaves. Elle ne manque pas de souligner que les choses sont en train d'évoluer vers "une communauté de vie internationale ... une ouverture et une interdépendance des nationalités "(1). Il n'est probablement question en 1858 que du rapprochement des nationalités à l'intérieur du bloc d'Europe centrale. En 1859, les collaborateurs de la "Deutsche Vierteljahres - Schrift" sont nettement plus explicites. Ils se déclarent maintenant convaincus que "les temps de la vie économique nationale fermée sont révolus", et qu'il faut d'urgence réviser les théories de List, lequel en dépit de ses mérites aurait répandu des idées fausses. Ils prennent conscience du fait que l'industrialisation accélérée mène à l'internationalisme économique et à la division du travail, donc à l'élimination du protectionnisme. (2)

En cette même année 1859, le "Nationalverein" prend position en faveur du libre-échange. Et en 1865, Julius Fröbel apporte lui aussi dans son ouvrage sur "L'Autriche et le libre-échange" sa contribution à la libéralisation de l'économie et du commerce. S'interrogeant sur la situation de l'Autriche, il préconise, pour la tirer d'une dangereuse stagnation, l'ouverture à la libre concurrence, au système occidental de division du travail et de libre circulation des personnes et des biens (3).

Fröbel croit ne pas trahir les idées de List. Nous n'insisterons pas sur le point de savoir s'il a interprété de manière orthodoxe les doctrines de son maître à penser. Mais nous croyons devoir faire ressortir que grâce à leur connaissance directe de l'Amérique et de ses rapports avec l'Europe, List et Fröbel sont tous

-
- (1) "Die Wiener Zollkonferenzen", dans "Deutsche Vierteljahrs-Schrift 1858, Heft I, Stuttgart - Augsburg.
- (2) cf. "Handelspolitische Betrachtungen aus der Gegenwart", *ibid.* Heft 1, 1859.
cf. "Die Erfahrungen der Freihandelsgesetzgebung Grossbritanniens" *ibid.* Heft 2, 1859.
- (3) cf. "Österreich und der Freihandel" Wien, 1865
J. Fröbel a publié d'autres ouvrages sur les questions économiques, en particulier "Die Wirtschaft des Menschengeschlechtes auf dem Standpunkte der Einheit idealer und realer Interessen", Leipzig 1870-76.

deux capables bien avant 1870 de dépasser les limites de l'Europe centrale et de devancer largement les économistes de leur temps.

4. - Métamorphoses de l' "Europe Centrale" après 1871.

Nous avons vu que la crise boursière de 1873, le retour du Reich bismarckien au protectionnisme à partir de 1876, la concurrence mondiale grandissante entraînent dans les années 80 la résurgence de l'idée d'une Europe centrale économique (1).

La grande dépression financière et économique qui succède à la période des "Gründerjahre" c'est-à-dire à la fondation du Reich amène un changement d'attitude non seulement chez les responsables de l'économie et de la politique, mais chez les intellectuels. Une nouvelle école d'économistes, celle des "Socialistes de la chaire" (Kathedersozialisten) (2), fonde en 1872 le "Verein für Sozialpolitik", qui déclare la guerre au libre-échangeisme. Ces économistes, notamment Lujo Brentano, Gustav Schmoller, Adolf Wagner renouent avec les conceptions de F. List et de son "Système national d'économie politique". Comme Bismarck, ils écartent l'idée d'un rapprochement entre les peuples européens par la création d'un grand marché et d'une union douanière occidentale. Mais ils ne sont pas hostiles aux projets d'union économique de l'Europe centrale (3).

- (1) Nous renvoyons ici à la première partie de cet ouvrage. Chap. 3 IV § 1: "Mitteleuropa" entre l'Autriche et la Prusse.
- (2) Le point de départ des théories des "Kathedersozialisten" fut l'opposition au libre-échangeisme. Le mouvement naquit un peu avant 1870 des tendances réformatrices de professeurs d'économie politique, entre autres A. Schäffle et A. Wagner. Les "Socialistes de la chaire" fondèrent en 1872 le "Verein für Sozialpolitik" (Association pour une politique sociale), et leur action fut importante jusqu'en 1914, aussi bien dans la vie publique que dans le monde universitaire. Sur eux, cf. l'article de G. Wittrock "Die Kathedersozialisten bis zur Eisenacher Versammlung 1872" (Historische Studien Heft 350 Berlin 1939), et l'ouvrage de Fritz Völkerling "Der deutsche Kathedersozialismus" Berlin-Est 1959.
- (3) voir sur ces problèmes H. Böhme "Deutschlands Weg zur Grossmacht." op.cit.
cf. également P. Guillen "L'Empire allemand 1871-1918" Paris 1970.

Encore faut-il préciser que la notion d'Europe centrale subit alors d'étranges métamorphoses selon les fluctuations de la situation politique.

Lujo Brentano (1), professeur d'économie politique comme la plupart des "Kathedersozialisten", propose en 1885 la création d'une union douanière austro-allemande et son extension aux Etats chrétiens des Balkans. Une pareille association permettrait la domination économique d'une grande partie de l'Asie et assurerait ainsi des débouchés à l'industrie allemande, défavorisée par un nationalisme étroitement protectionniste, Brentano est en quelque sorte un précurseur de la politique impérialiste du "Drang nach Osten". Selon lui, le 20ème siècle verra s'affronter de grands empires concurrents : USA, Russie, Grande-Bretagne, France, Chine, et seul un vaste rassemblement économique du centre et du Sud-Est de l'Europe sera à même de relever le défi (2).

"On parle sérieusement d'une union douanière commune des Etats d'Europe centrale contre l'Amérique et la Russie", écrit de

-
- (1) Brentano (Lujo) 1844-1931, professeur à Breslau, Strasbourg, Leipzig, Vienne et Munich. Il appartenait à la famille de Clemens et Bettina Brentano. Spécialiste d'économie politique, il écrivit beaucoup sur la question sociale, ainsi que sur les problèmes financiers, douaniers et agraires. Il participa en 1872 à la fondation du "Verein für Sozialpolitik". Il inclinait au libre-échange, ses doctrines étant dans la pratique incompatibles avec une économie purement nationale. On peut le classer parmi les libéraux de gauche, cherchant une voie moyenne entre le capitalisme libéral et le socialisme marxiste (cf. "Meine Polemik mit Karl Marx" Berlin 1890). Il était, comme Adolf Wagner et Schmoller, animé d'idéalisme social, de foi en le progrès humain et d'une conception spiritualiste de l'économie. Celle-ci n'était pour lui que le moyen du progrès spirituel. Brentano eut une très grande influence sur ses étudiants, dont beaucoup adoptèrent ses idées politiques et sociales. Sur lui, cf. W. Barich "Lujo Brentano als Sozialpolitiker" 1936
- (2) cf. "Über eine zukünftige Handelspolitik des Deutschen Reiches", dans "Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft im Deutschen Reich", Jahrg. 9, Heft 1, Leipzig 1885, pp. 1 à 22.

son côté en 1882 Gustav Schmoller (1), professeur à Berlin et rédacteur en chef de la revue "Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft". Cela prouve -t-il que Schmoller soit partisan convaincu d'un bloc économique constitué seulement au centre du continent ? Apparemment non, car il écrit quelques lignes plus loin :

"Les Etats européens dans leur totalité (die gesamten Staaten Europas) seront obligés de faire cause commune pour soutenir la lutte du système douanier européen contre le système américain" (2).

D'ailleurs, dans l'analyse qu'il fait des ouvrages de Peez et de Lorenz von Stein sur la crise de l'agriculture, il n'est pas uniquement question de l'agriculture des pays de l'Europe centrale, mais de celle de toute l'Europe occidentale, qu'il conviendrait d'arracher à l'emprise capitaliste et de soustraire aux mouvements imprévus de la libre concurrence.

Schmoller en vient forcément à évoquer la cohésion indispensable des Etats en vue d'une pareille mutation dans la production et le marché agricoles, mais son Europe reste une notion excessivement floue.

La pensée de l'auteur n'est claire que sur un point : la nécessité du protectionnisme. Il écarte a priori toute abolition des barrières douanières, mais estime qu'il faut les étendre " aux Etats

-
- (1) Schmoller (Gustav) 1838-1917, homme politique, économiste et historien, professeur à Halle, Strasbourg et Berlin, cofondateur du "Verein für Sozialpolitik". Il écrivit de nombreux ouvrages et articles sur la question sociale et les problèmes économiques, commerciaux et financiers. Il se fit l'avocat d'un certain dirigisme étatique en économie. Il considérait l'Etat comme la plus haute institution morale et la monarchie comme une nécessité politique et sociale. Schmoller fut l'un des historiens les plus importants de l'économie politique. Il fonda une école d'économie politique que l'on nomma "die jüngere historische Schule der deutschen Volkswirtschaft" et qui allait à l'encontre des conceptions individualistes des économistes classiques. Grâce au "Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft", appelé plus tard "Schmollers Jahrbuch", il influença considérablement les milieux scientifiques et politiques. Schmoller fut aussi un pionnier de la sociologie.
- (2) "Die amerikanische Konkurrenz und die Lage der mitteleuropäischen, besonders der deutschen Landwirtschaft", dans "Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft im Deutschen Reich", Jahrg. 7, Heft 2, Leipzig 1882, p. 249 et p. 256.

d'Europe centrale, qui ... ont des intérêts assez identiques face à l'Amérique et à la Russie" (1).

Il pense donc que l'Allemagne a eu raison de revenir au système protectionniste. L'histoire économique de l'Europe moderne est pour lui celle de l'alternance du libre-échange et du protectionnisme, et toute l'habileté des Etats consisterait à passer au bon moment d'un système à l'autre (2).

On constatera que Schmoller suit List pas à pas. Il a d'ailleurs rendu hommage à ses incomparables dons d'anticipation, à sa faculté de prévoir l'évolution économique de l'Europe (3).

Au demeurant, cet éloge de List est loin d'être isolé au cours des années 80. L'inspirateur des projets d'Europe centrale économique est promu au rang de "Martin Luther de l'économie politique" par Guido von Bausnern, Allemand de Transylvanie et député au Parlement de Budapest.

Bausnern reprend en 1880 les idées de Bruck, mais celles-ci subissent chez lui de singulières modifications. Son Europe centrale, dont le noyau reste certes l'union de l'Allemagne et de l'Autriche, se transforme avec les années et est soumise à des extensions, des translations et des réductions successives.

Bausnern exalte la mission du germanisme en Europe(4). Après

(1) cf. ibid. pp. 247 à 283

(2) cf. "Der Übergang Deutschlands zum Schutzzollsystem 1879", dans "Zur Sozial - und Gewerbepolitik der Gegenwart. - Reden und Aufsätze", Leipzig 1890.

(3) cf. "F. List als praktischer Volkswirt", dans "Schriften des deutschen volkswirtschaftlichen Verbandes", Bd. II, Heft 1, Berlin 1909.

(4) Bausnern avait écrit auparavant "Die providentielle europäische Mission des österreichischen Gesamtstaates" Hermannstadt 1866 et "Die deutsche Frage, eine Frage der Zivilisation" (1868). Dans son projet de 1880, il part de l'hypothèse que l'avenir sera dominé par les grands empires économiques américain, britannique et russe, capables de vivre en autarcie. Suivant cette perspective, Bausnern préconise une unification des pays d'Europe centrale et occidentale dans l'intérêt essentiel de l'Allemagne. Car ce serait pour elle le seul moyen de devenir "un pont, pour fonder un empire allemand universel englobant toute l'Europe du centre" et d'agir "comme régulatrice de tout le commerce mondial, afin de subsister à côté des puissances mondiales d'Amérique, de Russie et d'Angleterre."

avoir envisagé une alliance germanique comprenant la Scandinavie et l'Angleterre, voire l'Italie, il préconise une "union douanière entre l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et la France", avec des antennes vers le Sud-Est Européen, le Danemark, la Hollande, la Belgique et la Suisse. Cette association est conçue sous forme de système organique, fondé sur la convergence des intérêts matériels et assurant aux nations leur autonomie.

L'auteur envoie son projet à Bismarck. Le chancelier, dont la politique est alors orientée vers Vienne, répond le 5 mars 1880 qu'il considère comme l'objectif idéal des transactions commerciales germano-autrichiennes une union économique analogue à celle que propose Baussnern. Mais dans la pratique politique, cet objectif passera par la suite à l'arrière-plan (1).

Baussnern, sans doute encouragé, publie bientôt dans un journal hongrois, le "Pester Lloyd", une nouvelle version du projet. L'Allemagne et la France y sont désignées comme étant les deux pôles de la civilisation européenne, la première symbolisant l'ordre, la seconde la liberté. Selon l'auteur, le problème européen ne peut se régler que par la conciliation des deux. Les deux nations doivent donc viser à "une unification organique de leurs forces économiques"(2)

(1) Les pourparlers engagés entre le Reich et l'Autriche au début des années 80 n'aboutirent qu'à des traités commerciaux. L'intégration du Zollverein à la zone du libre-échange occidentale s'avèra incompatible avec la création d'une union douanière d'Europe centrale limitée à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie. D'autre part, une union économique de l'Europe centrale élargie à la France et à d'autres Etats occidentaux, eût été un défi à la Russie, avec laquelle Bismarck chercha un rapprochement en 1881 par la signature du "Dreikaiservertrag". Ce pacte n'empêcha pas la dégradation des relations germano-russes au cours des années 80. Bismarck vit sa politique contestée par une grande partie de l'opinion, par les militaires et les diplomates favorables à une guerre préventive contre la Russie. Délivré du danger russe, le Reich aurait pu, pensait-on, créer une Europe centrale politique et économique élargie.

cf. A. Hillgruber op.cit. pp.183 à 186.

Pour plus de précisions sur la réponse de Bismarck à Baussnern, cf. ibid. p. 165.

(2) cf. article du 10.11.1880, cité dans G. Von Baussnern "Deutschland und Österreich-Ungarn - Abhandlungen, Reden und Briefe 1868-1889", Leipzig, 1890, pp. 123-126.

Baussnern présente son plan d'Europe centrale élargie le 13 janvier 1885 devant le Parlement de Budapest. Il attire l'attention sur les dangers du protectionnisme national face à la concurrence américaine et russe et recommande d'activer la politique des Etats grâce à la création d'un congrès de députés représentant les peuples d'Europe centrale (1).

En réponse, trente-cinq parlementaires autrichiens envoient à Baussnern un projet similaire. L'un d'eux, Franz Richter, soumet au Parlement de Vienne l'idée d'une union douanière et monétaire. Tous ces projets restent bien entendu des voeux pieux. En 1888, Baussnern paraît avoir abandonné l'idée de rattacher la France à l'Europe centrale. C'est la Triple Alliance qu'il considère alors comme l'assise politique indispensable à l'union économique (2).

5.- Esquisses d'association continentale.

On était loin, à la fin de l'ère bismarckienne, de la belle époque de l'optimisme libéral. Ceux qui comme l'autodidacte Karl Arnd (3), disciple de Kant, d'Adam Smith et de Cobden, et adversaire résolu du protectionnisme de List, avaient écrit avant 1870 que la libéralisation des échanges est facteur de paix et de bonheur pour les peuples faisaient de plus en plus figure

(1) cf. "Die Idee eines internationalen Abgeordnetenkongresses behufs Konstituierung eines ganz Mitteleuropa umfassenden wirtschaftlichen Defensivbundes", ibid. pp. 170-183.

(2) cf. "Der mitteleuropäische Friedensbund und dessen wirtschaftlicher und staatsrechtlicher Ausbau", 1.2.1888, ibid. 210-219.

(3) Arnd (Karl), économiste né à Fulda en 1788, mort à Hanau en 1877. Il collabora à la revue de Francfort/Main "Der deutsche Volkswirt" (1848-1851). On lui doit des ouvrages sur la question allemande, les problèmes sociaux, économiques et financiers, entre autres "Die materiellen Grundlagen und sittlichen Forderungen der europäischen Kultur" Stuttgart 1835. Arnd, disciple de J.B. Say, était partisan convaincu du libre-échange et en conséquence hostile au protectionnisme et à l'économie planifiée. Il prétendait fonder l'économie sur les lois naturelles.

d'utopistes. On ne croyait plus guère à ce pacifisme naïf dont Arnd faisait profession en 1867 dans "Die Friedenswünsche, ihre sittliche und wirtschaftliche Berechtigung" (1).

On ne croyait plus à une Europe idyllique, empreinte de culture et d'humanisme, cheminant sur la voie de la concorde grâce aux efforts conjugués des économistes, des pacifistes et des hommes d'Etat. Le scepticisme se répandait. On prenait conscience de données nouvelles de l'économie mondiale. Ce que l'on avait jadis entrevu, lors de la guerre de Crimée, commençait à devenir réalité.

"les journaux allemands répandirent en octobre de l'année dernière, écrit en 1880 le philosophe Bruno Bauer, la nouvelle qu'une vaste union douanière incluant la France et les Etats voisins plus petits allait inaugurer pour toute l'Europe centrale (Zentraleuropa) l'âge d'or du bonheur et du bien-être. On parlait déjà de négociations des gouvernements. Mais le seul côté réaliste et concret de cette idée était celui-ci ; on a eu le sentiment, on a eu conscience que les Etats du continent, qui paraissaient grands, sont en réalité devenus très petits et commencent à s'atrophier" (2).

Telle est la grande révélation de l'année 1879 : de l'Atlantique à la frontière russe, l'Europe saisit soudain qu'elle dépendra un jour des Etats-Unis d'Amérique, dont la puissance agricole et industrielle s'est développée à son insu. D'un coup, l'opinion a senti le continent se rétrécir, les Etats se resserrer. Les prédic-

cf. "Die Volkswirtschaft begründet auf unwandelbare Naturgesetze" 1863, 2ème édition 1868.

et "Justus Liebigs Agriculturchemie und sein Gespenst der Bodenerschöpfung. Ein Beitrag zur Prüfung seiner Beurteilung der heutigen europäischen Landwirtschaft". Frankfurt/M. 1864.

(1) Frankfurt am Main, 1867.

(2) "Zur Orientierung über die Bismarck'sche Ära", Chemnitz 1880, p. 289. Cet ouvrage est l'un des derniers du philosophe. Il traduit les conceptions conservatrices prussiennes de l'auteur, qui une quarantaine d'années auparavant avait été l'ami de Marx. C'est en 1844 que Marx avait pourfendu dans "La Sainte Famille" B. Bauer et les autres "Jeunes hégéliens". Outre les illusions et les insuffisances de l'Europe, l'auteur de cet ouvrage de 1880 dénonce énergiquement la vanité et l'appauvrissement spirituel de l'Allemagne bismarckienne.

tions de Schmidt - Phiseldk, de l'Abbé de Pradt et de Tocqueville commencent à se réaliser. Face à l'Amérique, face aussi à la Russie, l'Europe morcelée en est réduite à ses propres forces, ou plutôt à ses propres faiblesses. Bruno Bauer noircit peut-être un peu le tableau, mais il voit juste. L'avenir se chargera de lui donner raison.

Au demeurant, il relègue au magasin des accessoires à la fois l'"Age d'or du bonheur et du bien-être" et le thème rebattu de l'Europe centrale.

D'autres sentent d'ailleurs qu'il faut appliquer les grands moyens si l'on veut surmonter les insuffisances et les contradictions de l'Europe. C'est le cas d'A. Schäffle. Le théoricien du darwinisme économique part certes de la traditionnelle union douanière entre l'Allemagne et l'Autriche, mais il l'étend à l'ensemble du continent. Il puise les raisons de son projet dans une analyse détaillée de l'économie mondiale et une vision prospective de l'évolution.

Il se rend compte que l'Europe est de plus en plus dangereusement concurrencée par d'autres pays qui bénéficient à la fois des investissements européens et d'une main d'oeuvre à bon marché. Il faut donc, estime-t-il, la rendre indépendante de l'Asie dans le domaine agricole, car le péril vient selon lui plus du Japon, de la Chine et de l'Inde que d'Amérique ou de Russie.

En conséquence, il propose un règlement des problèmes monétaires dans le cadre du continent, une augmentation de la productivité et une protection de l'agriculture européenne contre les crises de l'économie mondiale.

L'union que Schäffle veut construire autour de la Triplice porte le nom "d'Association continentale" (Festlandverein). Tous les Etats de l'Europe continentale pourraient y adhérer, y compris la Russie, en s'engageant à consentir à leurs partenaires des tarifs préférentiels.

"L'Association continentale resterait un contrat de droit international résiliable à terme, afin de n'entraver la souveraineté d'aucune nation. Cependant la

solidarité des intérêts matériels qui se développerait promptement, garantirait sa durée et serait un gage considérable pour la sauvegarde de la paix européenne." (1)

Schäffle prévoit que l'union serait administrée par un comité de représentants des Etats, constitué sur le modèle des commissions internationales déjà existantes. Il prévoit en outre des clauses de sauvegarde pour les produits industriels et des tarifs commerciaux très souples dans les échanges avec les pays tiers. Son objectif principal est d'équilibrer l'industrie et l'agriculture, d'offrir à toutes deux des débouchés suffisants en Europe même et d'atteindre par là à la stabilité économique.

Ainsi Schäffle, qui en 1868 a coopéré aux tentatives de constitution d'un front uni protectionniste antiprussien dans le Sud de l'Allemagne, cherche maintenant une troisième voie entre l'économie nationale et la libre concurrence mondiale. (2)

L'association continentale lui paraît être à présent la seule formule adéquate, répondant aux impératifs de la situation et assurant à l'Europe divisée en économies nationales à la fois la cohésion de l'ensemble et l'autonomie des parties.

"Dans l'espace intermédiaire entre la concurrence nationale et la concurrence internationale on insérerait le moyen terme d'une union continentale ..." (3).

A la même époque, Peez lance lui aussi un cri d'alarme. Devant la situation mondiale, ses vues débordent le cadre de l'Europe centrale pour embrasser les dimensions du continent. Quatre décennies après la mort de List, il voit se réaliser les intuitions

-
- (1) "Kornzoll, Währung und volkswirtschaftlicher Festlandverein", dans "Gesammelte Aufsätze", Bd. I, Tübingen 1885, p. 296.
- (2) sur l'activité de Schäffle en Wurtemberg, et les tentatives de créer en 1868 une ligue économique européenne catholique, centrée sur une "Confédération d'Allemagne du Sud" et appuyée par la France et l'Autriche, on se reportera à H. Böhme "Deutschlands Weg zur Grossmacht" op. cit. pp. 267 à 280.
- (3) "Kornzoll, Währung und volkswirtschaftlicher Festlandverein", dans "Gesammelte Aufsätze", op. cit., p. 298.

de son maître à penser , la division du monde en deux blocs rivaux : d'une part une union panaméricaine dirigée par les Etats-Unis, et d'autre part "Greater Britain", vaste zone protectionniste comprenant tout le Commonwealth britannique.

Peez estime que le continent européen est placé devant ce choix crucial : le déclin ou l'union.

"Si les Etats continentaux, écrit-il en 1884, ne veulent pas être broyés économiquement, financièrement, et ensuite politiquement par le géant anglo-saxon, s'ils ne veulent pas rétrograder peu à peu jusqu'au rang de petits Etats, menacés d'étouffement sous le poids de la surpopulation, de la prolétarianisation, des partis, de la discorde et de la méfiance, ainsi que des armements qui en sont la conséquence, leur union est une nécessité."(1)

En vérité, cette union serait assez lâche, plus lâche encore sans doute que le "Festlandverein" de Schäffle. Il s'agirait d'un système de traités commerciaux, système protectionniste dirigé contre les exportations anglaises. L'auteur ne prévoit pas d'union douanière dotée d'institutions propres, mais simplement une conférence permanente des représentants des Etats. (2)

Les Etats intéressés seraient la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, les petites nations voisines, en outre, l'Italie, éventuellement la Russie. Comme Schmoller, Peez veut une politique agricole nouvelle, destinée à sauver de la ruine la petite paysannerie, "pilier de l'Europe". Comme lui aussi, il veut un équilibre de l'agriculture et de l'industrie afin de sauvegarder les classes moyennes. On perçoit, dans les conceptions de ces économistes, l'écho des crises que traversaient alors l'industrie et l'agriculture allemandes.

En 1889, Peez, certainement influencé par l'évolution des relations politiques et diplomatiques en Europe, voit une nouvelle menace poindre à l'horizon : la puissance mondiale russe. Voici

(1) "Wandlungen in der Weltwirtschaft und Weltpolitik", Beilage zur "Allgemeinen Zeitung", 18.12.1884, München, p. 5186.

(2) cf. *ibid.* 16 et 17.12.1884.

que réapparaît alors l'idée de l'union d'Europe centrale, mise cette fois au goût du jour, puisqu'elle comprendrait la Triple, les Balkans et la Turquie, la Scandinavie, la Belgique et la Suisse. Cependant Peetz a désormais une préoccupation supplémentaire : il craint l'encerclement de son Europe centrale par la Russie et la France. Il souhaite donc que la France, puis l'Espagne, le Portugal et la Hollande rejoignent un jour cette association, qui deviendrait du coup une véritable "union européenne" (1).

Peetz est conscient des difficultés de l'entreprise. Il n'ignore pas que la pierre d'achoppement est le ralliement de la France et que seul un changement profond des mentalités peut faire évoluer les choses dans le bon sens. Aussi attend-il du congrès panaméricain de Washington le choc psychologique décisif.

"J'espère donc, déclare-t-il au cours d'une conférence le 14 avril 1890, que le panaméricanisme éveillera tôt ou tard un "paneuropéisme", c'est-à-dire une alliance de tous les Etats européens à la manière des amphictyonies de l'antique Hellade en vue de protéger les intérêts communs..." (2).

6.- Anarchie européenne et concurrence mondiale.

L'Europe va-t-elle être finalement, selon la formule de Peetz, "découverte par l'Amérique" ? Va-t-elle surmonter ses dissensions, qui sont l'arme la plus dangereuse aux mains des puissances rivales ? Certains le croient, tel le juriste Hugo Preuss(3), le père de la

(1) cf. "Mitteleuropa und die drei Weltmächte Grossbritannien, die Vereinigten Staaten und Russland", conférence du 11 mars 1889, dans "Zur neuesten Handelspolitik - Sieben Abhandlungen", Wien, 1895.

(2) "Der all-amerikanische Tag 1889-1890 und seine Bedeutung für Europa" dans "Zur neuesten Handelspolitik - Sieben Abhandlungen", Wien 1895, p. 63.

(3) Preuss (Hugo) 1850-1925, professeur de droit constitutionnel à Berlin, nommé en 1918 secrétaire d'Etat à l'Intérieur - Auteur de divers ouvrages sur les questions politiques et institutionnelles.

constitution de Weimar. Preuss pense en effet que les peuples d'Europe sortent à la fin du 19ème siècle d'une phase nécessaire de leur évolution ; celle du nationalisme politique et économique. Ne font-ils pas partie d'une "communauté internationale des intérêts" qui est le fondement de leur civilisation et qui assure leur solidarité profonde en dépit de toutes les divisions ? Preuss est infiniment moins sensible aux antagonismes qui déchirent la société européenne qu'à cette indestructible cohésion dont il suit le développement depuis le début du 19ème siècle. C'est le congrès de Vienne qui aurait selon lui, grâce à son principe foncier de stabilité, donné à l'Europe les possibilités d'un essor démographique et économique incomparable, et, qui plus est, lui aurait conféré son identité (1).

Dans la pensée de H. Preuss l'influence libérale est patente. Il est dans la ligne d'Adam Smith, de Cobden, de Karl Arnd. Mais dans son optimisme il commet deux erreurs. La première est de croire que la prospérité matérielle est nécessairement un facteur d'unité, la deuxième de s'imaginer que le droit et la politique obéissent toujours aux lois et aux impératifs de l'économie. Il va de soi que Preuss est loin de traduire l'opinion générale.

Vers 1890, le scepticisme gagne du terrain. Peuz doute de la possibilité d'une adhésion française à son union économique. Le diplomate Julius von Eckardt, journaliste des "Grenzboten" et du "Hamburgischer Correspondent", dressant un bilan de l'oeuvre bismarckienne, déplore que le chancelier n'ait point complété son système politique par un système économique, qui serait une garantie de la sécurité européenne au moment où le protectionnisme russe s'accroît, où les Etats-Unis jouent la carte du panaméricanisme et où la France paraît ne pas vouloir renouveler ses accords commerciaux avec le Reich.

(1) "Das Völkerrecht im Dienste des Wirtschaftslebens", Berlin 1891, p. 29 ; "In ihm kommt zum ersten Male das Überwiegen einer gesamteuropäischen Interessengemeinschaft gegenüber der staatlichen Isolierung zu monumentaler und unvertilgbarer Erscheinung... Über allen Reichen und Staaten erhebt zuerst hier der Gesamtbegriff Europa Und wieder war die wirtschaftliche Notwendigkeit bei alledem die treibende und zwingende Kraft ...".

"Que resterait-il de l'Europe, s'interroge Eckardt, si la Russie et la France suivaient leur propre voie et si l'Angleterre se repliait sur elle-même et sur les marchés de ses immenses possessions coloniales ? Rien que les Etats d'Europe centrale, et encore, à la condition qu'ils s'unissent en un espace économique assez grand pour qu'ils puissent suivre une politique douanière particulière." (1)

L'union économique de l'Europe, quels qu'en soient les caractères, devient alors de plus en plus problématique. Après la conférence du 11 mars 1889 dans laquelle Peez souhaite la formation d'une "union européenne" autour de l'Europe centrale, l'économiste von Dorn (2) accuse les hommes d'Etat de se laisser guider par des motifs politiques nationalistes :

"Vous trouvez en Europe, déclare-t-il en réponse aux souhaits de Peez, de vastes territoires en proie au conflit des nationalités ... Une politique nationale est nécessairement une politique exclusive. Je crains qu'il ne soit difficile d'amener les nations ou les Etats d'Europe, tant que leur situation ne sera pas pire qu'aujourd'hui, à conclure entre eux une entente, un cartel douanier qui en tout état de cause leur assurerait une existence sensiblement meilleure." (3)

Le scepticisme de von Dorn lui est dicté par les événements du présent. L'écrivain politique et journaliste Konstantin Rössler (4), quant à lui, considère l'avenir avec un pessimisme qui rappelle

(1) "Berlin, Wien, Rom - Betrachtungen über den neuen Kurs und die neue europäische Lage", Leipzig 1892, p. 108.

(2) Dorn Ritter von Marwalt (Alexander) 1838-1918, économiste autrichien, fonctionnaire au Ministère du commerce, rédacteur au "Pester Lloyd" et à la "Triester Zeitung". Il fonda à Vienne la revue d'économie politique "Publizist" (1883).

(3) cf. A. Peez, "Zur neuesten Handelspolitik - Sieben Abhandlungen" Wien 1895, p. 35

(4) Rössler (Konstantin) 1820-1896, journaliste et publiciste prussien. Il collabora aux journaux "Preussische Zeitung" et "Berliner Allgemeine Zeitung" à l'époque de la Neue Ära, alors que ces feuilles libérales subissaient les attaques de Lassalle. Rössler a toujours soutenu Bismarck. Dans les années 70 et 80, il écrivait dans les "Preussische Jahrbücher", les "Grenzboten", et "Die Post", organe berlinois du capitalisme industriel. Il fut appelé en 1877 à diriger le "Literarisches Bureau", service de presse du Ministère de l'Intérieur.

quelque peu celui de Jörg. Il pense que l'Europe - "Mitteleuropa", c'est-à-dire ici les peuples romano-germaniques moins l'Angleterre - est en train de jouer l'avenir de sa civilisation avec le sort de son économie. Voyons ses arguments, qui méritent attention.

A l'Ouest et à l'Est, l'Amérique et la Russie se ferment aux exportations. Elles s'émancipent de la tutelle de l'Europe pour organiser contre elle des continents entiers. Elles font surgir grâce à ses techniques des civilisations nouvelles, qui sont la négation de la culture. Car toute culture repose sur des facteurs moraux, non sur des facteurs matériels.

Ayant ainsi dépeint les dangers extérieurs, Rössler fait porter ses investigations sur l'état intérieur de l'Europe. Or que constate-t-il ? Une autodestruction de l'économie, et, partant, de la civilisation, le règne des nationalismes forcenés, le tragique spectacle de la discorde et de l'anarchie. Le monde romano-germanique, héritier de la pensée antique, sommet de l'histoire humaine, semble voué à un déclin inéluctable.

"Ce destin ne sera pas une catastrophe subite, comme celle d'Herculanum et de Pompéi, mais un lent dépérissement." (1)

Rössler pense-t-il que la cause est entendue ? A vrai dire, il tient pour insensé que le génie de l'Europe ne se ressaisisse pas à temps, que les Européens ne se souviennent pas tôt ou tard de leur patrimoine spirituel. Il indique des moyens, simples, modestes, mais réalistes. Ou du moins le croit-il. Non pas, d'emblée, une fédération, ni même une union douanière avec tarifs extérieurs communs et libéralisation des échanges à l'intérieur, mais un effort en direction de ces objectifs, une amorce d'antiprotectionnisme, de division du travail, d'harmonisation des secteurs industriels. Le noeud du problème, Rössler le sait, est l'antagonisme franco-allemand, l'hostilité fatale des deux pays-clefs du monde européen. Il n'y a pas de coopération économique possible sans règlement du contentieux franco-allemand. Le point de départ doit être une mesure concrète

(1) "Die Zukunft der Völker von Mitteleuropa", Berlin 1890, p. 30.

et limitée : un pacte d'assurance d'une durée de cinq ans entre l'Allemagne et la France.

Mais Rössler n'a guère d'illusions quant au résultat de ses exhortations, et au bout du compte, il écrit cette phrase désabusée : "Nous savons que nous nous perdons dans les nuées" ("Wir wissen, dass wir ins Blaue zeichnen"¹).

(1) *ibid.* p.43

CONCLUSION

Jetons un dernier regard sur la pensée et l'oeuvre de Frédéric List. Nous avons vu qu'elles dominent largement les conceptions des économistes allemands du siècle dernier. Nous avons indiqué les prolongements qu'elles ont eus jusqu'à notre époque. On a pu faire de List, suivant les époques et les idéologies, le prophète de l'expansionnisme allemand ou l'apôtre de l'entente internationale.

En réalité, il doit être jugé selon les idéaux de son temps. Bien qu'il n'ait pas connu les événements révolutionnaires de 1848, il croit comme les hommes les plus avancés de cette période que l'unification de l'Europe passe par la phase nécessaire de l'unité nationale. Comme Fichte, qui dans l' "Etat commercial fermé" de 1800 persistait à tenir l'Europe pour "une seule grande nation", List demeure un authentique cosmopolite. La devise qu'il inscrit en tête de son "Système national d'économie politique" en est une preuve : "Et la patrie et l'humanité". Son appartenance à la Franc-Maçonnerie, qui lui permet d'entrer en contact avec beaucoup de personnages éminents, en est une autre.

List envisage les problèmes économiques sous un triple aspect : national, européen et mondial. On peut, comme cela s'est fait, privilégier l'un de ces trois niveaux au détriment des autres. Il est sans doute plus intéressant de faire ressortir le caractère actuel des prophéties d'un penseur qui, avec une sûreté sans pareille, a su en particulier définir les rapports futurs de l'Angleterre avec l'Europe et l'Amérique.

Aucun des économistes de l'ère bismarckienne n'a le génie de List. Aucun n'a prévu à si long terme les événements. Ses successeurs retiennent surtout de ses conceptions l'idée-clef d'"Europe centrale", et aussi un certain antilibéralisme qu'il tenait lui-même de la philosophie sociale et économique du romantisme. Quant au

cosmopolitisme, il s'efface au fur et à mesure que s'affirment les impératifs de l'économie nationale. Le 19^{ème} siècle est marqué par l'échec de la coopération économique en Europe. A lire les écrits de cette époque, on a l'impression que l'Europe est de moins en moins perçue comme une unité. Assurément, l'exploitation des pays non-européens d'une part, la crainte suscitée par la concurrence mondiale de l'autre entretiennent encore l'illusion de la solidarité. Mais ni l'expansionnisme ni le protectionnisme ne sont des facteurs de rapprochement.

Ceci explique dans une certaine mesure la timidité et l'imprécision des projets de nos auteurs, qui sont incapables de sortir du cadre de la "Mitteleuropa", c'est-à-dire d'une sorte de "Zollverein" plus au moins vaste, mais toujours limité à l'Europe continentale du centre et de l'ouest.

Pourtant les successeurs de List ont sur lui un avantage : ils sont à même de constater ce que le grand économiste ne pouvait jadis prévoir, à savoir la réalité de la puissance russe et les contradictions internes de l'Europe. Car List n'avait pas prévu que les forces à l'oeuvre dans la société européenne, les progrès de la science et de la technique, l'essor de l'industrie et du commerce ne mèneraient pas à un monde d'ordre et de paix, mais à une situation telle que tous les plans d'union économique seraient fatalement condamnés à l'échec.

Lorsqu'A. von Peez exprime vers 1890 son espoir de voir naître un "paneuropéisme", il publie une étude dans laquelle il entend dresser un bilan de l'Europe de son temps : " L'Europe vue à vol d'oiseau " (1).

Cet écrit au titre suggestif offre un intérêt certain parce qu'il constitue en quelque sorte une synthèse de la plupart des idées déjà rencontrées. Ainsi la description que Peez fait de la géographie politique est instructive dans la mesure où elle précise le concept d'Europe tel qu'on le conçoit alors. Pour Peez comme pour ses contemporains, l'Europe véritable est celle du Centre et de l'Ouest ("das mittlere und westliche Europa"), l'Europe atlantique et alpine, l'Europe péninsulaire faite d'unité et de diversité, d'harmonie et d'équilibre. C'est l' "Europe européenne", écrit-il encore, l' "Europe totale" ("ganz-Europa), la "Grande Europe" ("Grosseuropa"), issue de la fusion intime du Nord et du Sud. Un continent privilégié entre tous, dont le destin historique est inscrit dans les conditions géographiques ; pour tout cela, il est le centre du monde, il est le séjour d'une humanité incomparable.

Or ce qui fait la richesse et la force de l'Europe fait aussi sa faiblesse. La multiplicité fait le morcellement. Les Européens n'ont jamais eu le sentiment d'appartenir à une même communauté. Ils sont en proie aux conflits nationaux et sociaux. Ils ont toujours été divisés ; et la légende d'une Europe vieillissante se répand, entretenue par ses deux rivales, la Russie et l'Amérique. Voilà ce que Peez, lui aussi, constate. Et il est lui aussi obsédé par ce problème urgent de la restauration d'une unité graduellement détériorée depuis la chrétienté médiévale.

(1) "Europa aus der Vogelschau" (1889), dans la "Allgemeine Zeitung" de Munich - Nous citons d'après la deuxième édition Vienne 1916.

Mais quelle Europe peut-on construire ? L'Europe des chrétiens ? La religion ne joue plus son rôle pacificateur et médiateur. Il faut d'abord que les Etats soient animés de l'esprit de paix. Celle des socialistes ? L'internationalisme ouvrier n'a pas fait ses preuves. Celle des économistes ? Les facteurs économiques et commerciaux risquent de jouer en faveur des colosses américain et russe. Les Européens, dans l'affaire, courent le danger d'être dépossédés et aliénés, ce qui amène Peez à poser la question cruciale de l'existence ou de la non-existence de l'Europe :

"Y a-t-il une communauté européenne ? En quoi consistent ses liens ? Ou bien le morcellement serait-il la loi intrinsèque du continent ? Y a-t-il, suivant la géographie, l'anthropologie et l'histoire, une "Europe", ou n'y en a-t-il pas ? Une étude de ces questions, et une réponse émanant non du point de vue particulier des Etats, mais du point de vue européen, ne paraîtront peut-être pas totalement inutiles en ce moment même" (1).

(1) "Europa aus der Vogelschau. Politische Geographie, Vergangenheit und Zukunft" - 2ème édition Vienne 1916 p.2

TROISIEME PARTIE

L'IDEE DU DECLIN ET DE LA REGENERATION

DE

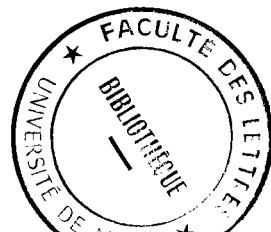
L'EUROPE

FACULTÉ DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES DE METZ	
N° inv.	47103
N° de cat.	TD 3 III
	a

Nous connaissons l'espérance de Peez. Il escompte que devant les périls extérieurs l'Europe obéira à la loi historique de la solidarité. C'est chez lui une sorte d'acte de foi, qui ne repose sur aucune certitude. Il espère -telle est la conclusion de Europa aus der Vogelschau - une unification selon l'équité et la justice, ultime sursaut survenant au milieu des dangers les plus pressants; cette attitude est significative dans la mesure où, comme nous pouvons le constater, elle caractérise la pensée allemande en matière de déclin et de résurrection de l'Europe. Toutefois, une différence essentielle sépare Peez des auteurs dont nous allons traiter: il est résolument positiviste et optimiste; à son sens, la décadence de l'Europe est un mythe, et si une rénovation est nécessaire, elle ne peut venir que du génie européen, de la science et de la technique européennes.

Or ici éclate l'une des grandes oppositions du 19ème siècle: la contradiction entre la croyance au progrès indéfini d'une part, et l'idée du déclin de l'humanité et de la civilisation modernes d'autre part. Dès la fin du 18ème siècle, le doute s'insinue dans la conscience occidentale. Il naît des considérations des philosophes de l'histoire sur l'évolution des choses, de la comparaison entre le monde antique et l'Occident moderne, de la conception organiciste du développement des civilisations. La genèse de l'Europe moderne au milieu des dissensions politiques, des crises sociales et des problèmes économiques, l'influence de doctrines pessimistes et irrationalistes aboutissent à la fin du 19ème siècle au prophétisme le plus sombre. L'Occident réfléchit sur sa propre destinée. Ce qui est remis en question, parfois par les plus grands esprits, ce n'est plus seulement l'idée d'une communauté politique ou économique, mais la civilisation même de l'Europe.

Et ceci est particulièrement sensible en Allemagne, où la crise de civilisation se manifeste avec une intensité particulière, et où l'influence des doctrines pessimistes est la plus grande. L'idée de décadence s'accompagne presque toujours de celle de renaissance, qui est l'une des tendances essentielles de l'humanisme occidental. Tout ceci est fondamentalement chrétien. Il s'agit en effet de l'idée sécularisée de chute



et de rédemption, de la restauration d'un âge d'or, ou mieux encore de la projection dans l'avenir d'une humanité et d'une civilisation supérieures.

Le problème de la renaissance pose celui de l'élite européenne. Mais par quels moyens créer cette élite et surtout quel rôle réserver au "Deutschtum" dans sa création? La question est épineuse et recevra deux réponses différentes: d'une part celle des auteurs qu'on peut désigner dès à présent des termes nietzschéens de "Bons Européens", d'autre part celle des tenants du messianisme germanique.

Sur ce point, Peez nous paraît une fois encore exemplaire. Car non seulement pour l'auteur de Europa aus der Vogelschau, c'est essentiellement l'Européen qui fait la spécificité de l'Europe, mais de plus il affirme que le véritable Européen est l'Aryen, et que les Aryens sont éminemment prédestinés par la Providence à créer et à défendre la civilisation européenne. Se fondant sur les théories de l'anthropologie du 19ème siècle, surtout sur celles de Vacher de Lapouge (1), il pousse jusqu'à l'aberration sa démonstration d'une prétendue supériorité aryenne. Ne prétend-il pas que l'Europe du Nord est le berceau des Aryens, et que ceux-ci ont envahi et peuplé l'Asie? Cette thèse est pour le moins singulière, bien qu'elle soit défendue à l'époque par d'assez nombreux auteurs soucieux de prouver la supériorité absolue de l'Europe et sa capacité de renouvellement physiologique et spirituel (2). De là à prétendre avec Vacher de Lapouge que la race blonde du Nord est l'élite aristocratique de l'Europe, puis que la "grande Germanie" (Grossgermanien) se confond avec l'Europe atlantique, enfin que l'Allemagne est son centre (ihr Hauptland und Mittelland), il n'y a qu'une série de pas. Peez les franchit sans peine, reflétant ainsi la conception d'une Europe germanique que nous allons retrouver chez des auteurs plus connus.

(1) Georges Vacher de Lapouge (1854-1936), professeur de science politique, spécialiste d'anthroposociologie à l'université de Montpellier. Son cours sur l'"Aryen: son rôle social" (1890) exerça une influence certaine sur Guillaume II et sur L. Woltmann, l'un des précurseurs du racisme hitlérien. Une traduction de l'"Aryen: son rôle social" parut d'ailleurs en 1939 à Francfort. En matière de race, Vacher

CHAPITRE 1. J.BURCKHARDT ET LE DECLIN DE L'EUROPE HUMANISTE

1. Les précurseurs: Vollgraff et Lasaulx.

Karl Friedrich Vollgraff et Ernst von Lasaulx sont les premiers à faire une analyse systématique de l'histoire européenne sous l'angle du déclin. Bien qu'ils aient écrit et qu'ils soient morts tout au début de l'époque bismarckienne, leur oeuvre ne peut être passée sous silence. Elle a en effet influé sur les penseurs beaucoup plus considérables que sont Burckhardt et Nietzsche.

Vollgraff et Lasaulx appartiennent à cette période transitoire qui est marquée à la fois par la fin de l'idéalisme et les débuts du réalisme positiviste. Leur pensée est au confluent de courants divers, venus des philosophies de l'histoire de Herder, Hegel et Schelling et, plus généralement, de l'irrationalisme romantique. Elle constitue en même temps une première tentative d'appliquer à l'étude de l'évolution des peuples et des sociétés les méthodes propres aux sciences modernes de la nature.

de Lapouge se fait le champion des nordiques dolichocéphales, auxquels il attribue tous les mérites:

"L'Aryen tel que je l'ai défini..., c'est l'Homo Europaens, une race qui a fait la grandeur de la France, et qui est aujourd'hui rare chez nous..."

cité par L. Poliakov "Le mythe aryen" op. cit. p. 279.

- (2) L. Poliakov note qu'à l'époque nazie on poussera cette théorie jusqu'à ses ultimes conséquences nationalistes: on placera le berceau des Indo-Germains en Germanie, et on reviendra ainsi à la vieille tradition de la création du Germain par lui-même.

Sur les polémiques qui se sont élevées entre 1890 et 1914 au sujet de l'origine des Aryens, cf. L. Poliakov "Le mythe aryen", op. cit. chap. 5: "L'ère aryenne" p. 264 et suiv.

L'ouvrage le plus connu de Vollgraff (1792-1863), professeur de droit à Marburg, s'intitule précisément Premier essai de fonder scientifiquement l'ethnologie générale sur l'anthropologie, de même que la philosophie politique et juridique sur l'ethnologie ou la nationalité des peuples (Erster Versuch einer wissenschaftlichen Begründung sowohl der allgemeinen Ethnologie durch die Anthropologie wie auch der Staats- und Rechtsphilosophie durch die Ethnologie oder Nationalität der Völker) (1851-1855) (1).

L'idée de déclin découle ici des conceptions organicistes du 18ème siècle. En affirmant que peuples et civilisations sont soumis aux lois de l'évolution vitale, l'auteur s'inscrit dans la lignée qui de Herder mène à la Décadence de l'Occident de Spengler.

Nous savons quelle audience les philosophies organicistes, puis les théories darwiniennes ont trouvée en Allemagne. Vollgraff n'aurait peut-être rien de très original s'il n'était sa vision pessimiste des choses par une analyse méticuleuse des symptômes du déclin: affaiblissement du sentiment religieux, tarissement du génie créateur, appauvrissement des langues, effritement des institutions, atomisation de la société moderne. On reconnaît là l'hostilité de la pensée conservatrice, née du romantisme, aux "idées modernes" venues d'Occident.

D'ailleurs Vollgraff est très pessimiste quant à la France, qu'il tient pour la plus décadente des nations d'Europe. Il l'est un peu moins pour l'Allemagne, mais la grande question est pour lui de savoir à qui appartiendra l'avenir. Il voit le destin de l'Europe et du monde comme l'issue d'un formidable combat entre Germains et Slaves. Vollgraff partage-t-il l'idée d'une régénération de l'Occident par le panslavisme, telle que la défend alors le philosophe Bruno Bauer? Aucunement, car pour lui il n'existe plus en Europe de peuples jeunes. La jeunesse des Slaves est simplement toute relative par rapport aux peuples d'Occident. Un triomphe du panslavisme signifierait à terme la contami-

(1) L'ouvrage fut réédité à Marburg en 1864 sous le titre de "Staats- und Rechtsphilosophie auf Grundlage einer wissenschaftlichen Menschen- und Völkerkunde".

nation des vainqueurs par le virus du déclin. Vollgraff fait donc de très sombres pronostics sur l'avenir. A ses yeux, "il ne reste plus à l'Europe déclinante qu'une seule consolation", à savoir "que l'époque historique de l'humanité se termine absolument avec elle".(1)

On n'a pas manqué de faire ressortir les similitudes existant entre le pessimisme total de Vollgraff et celui de Spengler. Cependant le juriste de Marburg, considéré en son temps comme un original de génie, n'a guère influencé que Konstantin Frantz et Ernst von Lasaulx.

Les grands analystes de la décadence européenne, Burckhardt, Nietzsche et Spengler, n'ont rien su de lui. C'est par l'intermédiaire de Lasaulx qu'il a pu agir sur leurs conceptions. (2)

Ernst von Lasaulx (1805 -1861) (3), professeur de philologie à Würzburg, puis à Munich, fut élu en 1848 au Parlement de Francfort, où il représenta la tendance conservatrice catholique. Neveu de Görres et gendre de Baader, il fut le disciple de Schelling, l'élève des Schlegel et le maître de Jörg. Bien que ses dernières oeuvres, probablement à la suite de ses voyages en Italie, en Grèce et en Terre Sainte, ainsi que de ses méditations sur le destin des civilisations païennes de l'Antiquité, aient été accueillies avec une certaine réserve dans

-
- (1) Cité par Dieter Groh, Russland und das Selbstverständnis Europas, Neuwied 1961, p. 228.
 - (2) On trouvera de précieuses indications à ce sujet dans l'ouvrage de D. Groh précédemment cité, en particulier pp. 223-228 et 337-341, et surtout dans celui de Hans Joachim Schoeps Vorläufer Spenglers-Studien zum Geschichtspessimismus im 19ten Jahrhundert, Leiden 1955.
 - (3) Lasaulx avait passé sa jeunesse dans les milieux catholiques anti-prussiens de Coblenz, en contact avec les Görres, les Brentano et les Boisserée. L'écrit de Görres Europa und die Revolution(1821) avait fait sur lui une profonde impression. Il avait ensuite suivi à Bonn les cours de F. Schlegel et à Munich, à partir de 1828, ceux de Görres, de Schelling et de F. von Baader, auxquels il emprunta l'essentiel de sa philosophie de l'histoire. Il faut noter également l'intérêt qu'il portait, à la suite de F. Schlegel et de Görres, aux interprétations des mythes asiatiques et grecs. Deux ouvrages furent déterminants à cet égard: Mythengeschichte der asiatischen Welt de Görres, et Symbolik und Mythologie der alten Völker, besonders der Griechen de Creuzer. Comme ces auteurs, Lasaulx fut amené à voir dans

la Bavière catholique, Lasaulx a toujours considéré l'histoire en général comme celle des religions, et l'histoire de l'Europe en particulier comme celle du christianisme.

Le christianisme est pour lui la religion universelle, l'aboutissement de toutes les autres. Mais c'est aussi d'abord la religion de l'Europe, et son évolution permet de prendre la mesure de celle de la civilisation européenne. Car les peuples naissent et meurent en même temps que leur religion. L'âge critique d'une civilisation est venu au moment où la philosophie tend à se substituer à la foi. Et l'Europe de son temps paraît à Lasaulx en être à ce point.

Cette philosophie de l'histoire a donc un arrière-plan métaphysique très net, provenant de Baader, de Schelling, et, par leur intermédiaire, des mystiques du Moyen-Âge. Lasaulx y intègre d'autre part, comme Vollgraff, certaines découvertes scientifiques modernes et des théories organicistes qu'il semble tenir à la fois de Leibniz, de Herder et des romantiques, sans omettre ses méditations sur la décadence des

le christianisme le couronnement d'une révélation mythologique primitive. Les années 1830-1834 furent pour lui des années de voyage dans le bassin méditerranéen. Il lut Hamann, Dante, les Pères de l'Eglise et le Coran. Surtout, il exprima dans sa correspondance un profond désespoir devant l'état de l'Europe. Il fut professeur à Würzburg de 1835 à 1844. Il se plongea alors dans l'étude des mythologies orientales, nordiques et germaniques. Après sa nomination à Munich (1844), il publia Über das Studium der griechischen und römischen Altertümer (1846). Il ne cacha pas, au Parlement de Francfort, ses sympathies pour l'Autriche et son désir d'une restauration du Reich selon le principe de la continuité historique. En ce qui concernait la question allemande, il pensait que la race germanique déclinante ne pouvait être régénérée que par les peuples jeunes de l'Empire autrichien. En 1854, il fit paraître Der Untergang des Hellenismus und die Einziehung seiner Tempelgüter durch die christlichen Kaiser. Ein Beitrag zur Philosophie der Geschichte. L'idée centrale de cette œuvre est la même que celle des discours politiques de Lasaulx: l'Occident est à la veille d'un désastre. Sur Lasaulx cf H. U. Doekal Ernst von Lasaulx - Ein Beitrag zur Kritik des organischen Geschichtsbegriffs, Münster 1970.

civilisations antiques. (1)

C'est devant les ruines de Rome qu'il conçoit les civilisations comme "organismes végétaux vivants dans l'ordre spirituel et naturel". Mais étant fondamentalement chrétien, il se refuse à voir dans l'épanouissement et le déclin des peuples des phénomènes purement biologiques. Aussi est-il en désaccord avec Gobineau et ses théories anthropologiques exposées dans l'Essai sur l'inégalité des races humaines (1853-1855). Dans son ouvrage principal, paru peu après, Nouvel essai d'une ancienne philosophie de l'histoire fondée sur la vérité des faits (Neuer Versuch einer alten, auf die Wahrheit der Tatsachen gegründeten Philosophie der Geschichte) (2), Lasaulx établit que ce ne sont pas les mélanges de races qui font mourir les peuples, mais la loi implacable de l'évolution, qui fait de toute existence humaine une entité finie et limitée. (3)

Désireux de rester fidèle à la doctrine chrétienne de la Révélation, l'auteur s'efforce de concilier l'idée théologique de l'unité de l'histoire humaine et la conception des "cycles de civilisations" qui sera plus tard celle de Spengler.

D'abord, l'humanité lui apparaît comme un seul grand organisme obéissant aux lois de l'évolution; puis il voit à l'intérieur de ce grand organisme chaque communauté humaine, peuple, clan, famille, évoluer elle aussi organiquement. Se référant à Platon et Saint-Augustin, Kant, Schelling et Humboldt, Lasaulx expose qu'une unité idéale maintient la cohésion de toute l'évolution humaine, que le passé, le présent et l'avenir forment un tout indivisible, que l'histoire comme la nature n'obéit pas au hasard, mais aux lois divines de l'harmonie et de l'ordre. C'est pourquoi toute philosophie de l'histoire lui semble hypothétique tant que l'humanité n'a pas encore atteint le but terrestre fixé par la Providence, et les destinées des peuples d'Europe lui semblent chargées d'incertitudes.

(1) Cf l'excellente analyse des sources et des conceptions de Lasaulx dans H. von Srbik Geist und Geschichte vom deutschen Humanismus bis zur Gegenwart, op. cit. Bd. I, pp. 180-181, de même que dans D. Groh Russland und das Selbstverständnis Europas, op. cit. pp. 223-225 et 228-233.

(2) 1ère édition, Munich 1856.

(3) "...dass alles geschaffene Leben als solches nicht ein unendliches

Il y a une seule possibilité de pronostiquer l'avenir: l'observation des civilisations antiques et la comparaison entre leur évolution et celle de l'Europe moderne. Une étude comparative des courbes d'évolution fournit à Lasaulx les éléments de sa réflexion sur le destin européen. Or que constate-il? Les Empires d'Orient sombrèrent lorsque l'Europe fut à même de recueillir l'héritage de l'Asie. La Grèce déclina lorsqu'elle eut fait la synthèse de l'Orient et de l'Occident. Rome périclita lorsqu'elle eut assuré l'expansion du christianisme. Lasaulx en conclut que les peuples meurent quand ils ont accompli la tâche fixée. Qu'en est-il alors de l'avenir de l'Europe? Le disciple de Vollgraff n'est pas aussi catégorique que lui dans son diagnostic de la décadence. Il est pourtant loin d'écarter la probabilité du déclin et il en analyse même les prodromes, en inférant ses hypothèses des théories évolutionnistes, de la méthode comparative et aussi du vieil axiome selon lequel l'histoire irait de l'Est vers l'Ouest.

Ce dernier principe, qu'il tient vraisemblablement de Hegel (tout en contestant d'ailleurs la théorie hégélienne du mouvement ascendant de l'histoire), lui permet d'avancer l'argument d'un futur déclin de l'Europe au profit de l'Amérique. Ainsi l'Europe connaîtrait sans doute un jour le sort actuel de l'Asie. (1)

Mais pour le présent, Lasaulx établit sur des données géographiques, anthropologiques et prophétiques la supériorité européenne. En premier lieu compte le caractère insulaire et péninsulaire du continent européen. Alors que l'Afrique et l'Asie sont des continents compacts, l'Europe se ramifie, se subdivise à l'infini, s'ouvre largement sur les mers. (2)

Ewiges, sondern ein endliches Zeitliches..., ein limitierter Fond, der, je mehr er entwickelt, desto mehr verbraucht und zuletzt erschöpft wird." Neuer Versuch einer alten, auf die Wahrheit der Tatsachen gegründeten Philosophie der Geschichte, Réédition München 1952, p.158

(1) Cf ibid. p. 110

(2) "...es scheint fast auf dem Punkt sich in lauter Inseln und Halbinseln aufzulösen... Es ist darum der für den auswärtigen Verkehr am

Puis, des recherches contemporaines sur les races et les langues, Lasaulx déduit la supériorité des Indo-Européens, de la race aryenne, ou caucasienne, sur la race noire, destinée à l'esclavage, et sur la race sémitique, entravée par le carcan du monothéisme. Enfin la prophétie du patriarche Noé s'est accomplie: les descendants de Japhet dominant ceux de Sem et de Cham, les Européens font l'histoire du monde. Ils la font parce que le ressort du progrès historique réside, selon Lasaulx, dans la lutte de l'Europe contre l'Asie et l'Afrique, lutte de titans qui doit se terminer un jour par le triomphe absolu de l'humanité européenne.(1)

La loi de polarité joue chez Lasaulx un rôle primordial, y compris pour l'histoire intrinsèque de l'Occident. On retrouve chez lui la conception de l'antagonisme et de la fusion de l'Europe du Nord et de l'Europe du Sud, des peuples celto-germaniques et des peuples italiques. Il va de soi que l'histoire de l'Europe est celle des nations romano-germaniques, qui seules sont véritablement historiques, car elles sont animées de l'idée de liberté créatrice. On reconnaît ici l'influence de Hegel, à ceci près que Lasaulx s'écarte de lui sur un point important: il ne conclut pas à la prééminence du monde chrétien-germanique. En spécialiste de philologie classique qu'il est, il conclut à la situation privilégiée de l'Italie dans la géographie et l'histoire de l'Europe.

"...même nous, les tard venus de l'existence européenne, nous jouissons en Italie...plus qu'en n'importe quel autre lieu de la terre, du sentiment d'indépendance personnelle, de la liberté physique, morale et intellectuelle." (2)

C'est ici que nous touchons à l'une des contradictions de Lasaulx, ou du moins à l'une de ses obscurités. Il paraît en effet tenir la

meisten geöffnete Erdteil und zugleich der in sich selbst am meisten gegliederte und individualisierte, an örtlichen Verhältnissen reichste und der reichsten Entwicklung fähigste Erdteil." Ibid. p.83

(1) Cf. ibid. p. 114

(2) Cf. ibid. p. 120. Cf. également Zur Philosophie der römischen Geschichte 1860, dans Verschüttetes deutsches Schrifttum, ausgew. Werke 1841-1860, Stuttgart 1925, p. 207

liberté pour la plus haute réalisation de l'esprit européen et il considère par ailleurs la liberté individuelle comme l'agent le plus redoutable de dissolution. L'histoire de l'Europe depuis le Moyen-Age, et plus encore depuis la Révolution française ne serait autre chose qu'un long processus de désagrégation du monde médiéval, avec pour conclusion la fin de l'ère chrétienne, en d'autres termes la fin de l'Occident. (1)

Ce point de vue est typique de la pensée catholique conservatrice telle qu'elle s'exprimait dans les Historisch-politische Blätter für das katholische Deutschland que dirigeaient Görres et Jörg. Pourtant Lasaulx aborde infiniment moins que la revue munichoise les problèmes politiques. Son analyse du déclin européen porte avant tout sur la crise de civilisation que traverse l'Occident. Cette crise n'est qu'une phase préliminaire du processus de décomposition. Ce n'est encore qu'un symptôme, mais c'est un symptôme très net. Car dans la situation de l'époque apparaissent tous les signes infaillibles du dépérissement: maturité avancée des langues des peuples occidentaux, affaiblissement de la foi religieuse et des principes chrétiens, propagation du matérialisme philosophique, prolifération des sectes et des superstitions, épuisement progressif des peuples romano-germaniques en matière de morale de politique, de droit, de science et d'art.

"...Quiconque, conclut Lasaulx, réfléchit à cela et à des choses analogues ne pourra que difficilement se défendre de ces sombres sentiments qui toujours précèdent l'arrivée des grandes catastrophes".(2)

(1) Cf discours du 28 août 1848, au Parlement de Francfort, dans Neuer Versuch, op. cit. p. 26: "Der allgemeine Charakter aller kirchlichen, politischen und sozialen Bewegungen der letzten Jahrhunderte besteht darin, dass in ihnen die gesamte mittelalterliche Lebensordnung sich auflöst. Das innere Agens dieses allgemeinen Auflösungsprozesses der alten, und das gestaltende Prinzip der neuen... Lebensordnung im Staat und in der Kirche ist die Idee der individuellen Freiheit."

(2) Ibid. p. 166

Il convient de préciser à nouveau qu'il ne partage pas le pessimisme absolu de Vollgraff. Tout d'abord l'Europe lui semble moins épuisée que l'Asie et l'Afrique, continents plus primitifs.(1)

Et puis, s'il ne croit pas à la possibilité des restaurations, si "aucun chemin ne conduit au passé", si "les portes sont closes, les ponts coupés et les vaisseaux brûlés", il n'écarte pas tout espoir de renaissance. Il n'augure pas comme Vollgraff la mort inexorable des civilisations. La notion de décadence est chez lui relative: l'Europe décline, mais l'Asie et l'Afrique sont plus usées qu'elle; parmi les peuples européens, les Slaves sont moins décadents que les Occidentaux. Lasaulx infère des lignes générales de l'évolution historique le rajeunissement possible de l'Occident par les Slaves. Ceux-ci feront peut-être ce que les Germains ont fait jadis grâce à leur vigueur plus intacte et à leur foi religieuse plus intense. (2)

Pas de régénération sans nouveaux barbares: telle est la conclusion. Si avec un sang neuf une vitalité nouvelle est infusée à l'Europe, il n'est pas exclu qu'elle renaisse un jour de ses cendres et qu'elle permette, "ici ou au-delà de l'Océan Atlantique", l'épanouissement d'une civilisation supérieure.

La porte de l'avenir est ainsi entrouverte, mais Lasaulx se garde de prédire comment et quand se terminera la décadence de l'Europe. Les multiples sources desquelles il s'inspire font que ses idées sont loin d'être toujours univoques. Il ne parvient pas toujours à concilier les deux orientations de sa pensée: le déterminisme biologique et la continuité métaphysique et téléologique de l'histoire. Il évite, grâce à sa croyance en un devenir providentiel, de tomber

(1) "Und dennoch glaube ich nicht, dass die ursprüngliche Vitalität, der substantielle Naturgrund alles Völkerdaseins in Europa schon so vertrocknet und so erschöpft ist, wie er...in Afrika und in Asien zu sein scheint". Ibid., p. 167

(2) "Eine ähnliche Katastrophe des germanischen Lebens scheint auch uns bevorzustehen...Den Slawen scheint nach der bisherigen Architektonik der Geschichte die Zukunft Europas vorbehalten zu sein." Ibid.p. 27

dans le pessimisme radical de Vollgraff, avec lequel il est d'accord par ailleurs quant au rôle futur des Slaves.

Il est intéressant de noter que Lasaulx est avec Bruno Bauer le dernier penseur allemand à avoir espéré de la Russie le salut de l'Europe. Pour lui, les Slaves sont les seuls à pouvoir encore assurer la continuité de l'Europe chrétienne.(1)

Lasaulx est un dilettante de génie. De son vivant, son influence fut infime. Son nom ne refit surface que lors de la publication en 1905 des Considérations sur l'histoire universelle (Weltgeschichtliche Betrachtungen) de Jakob Burckhardt, qui a largement mis à contribution les idées du Neuer Versuch. Il y a entre les deux auteurs de nombreux points communs: cette forme de pessimisme qu'on nomme en allemand "Kulturpessimismus", l'attachement à la "vieille Europe"(Alteuropa), le refus de la civilisation moderne, et d'une manière générale une attitude typiquement conservatrice envers l'histoire. Enfin on note entre eux une étonnante similitude quant au concept de "grandeur historique", que Burckhardt emprunte directement au Neuer Versuch.

L'idée de ces grands héros mythiques ou réels qui surgissent aux moments de crise dans l'histoire de l'Occident sera l'un des thèmes centraux des Weltgeschichtliche Betrachtungen de J. Burckhardt, qui le transmettra à Nietzsche.

(1) Cf Dieter Groh Russland und das Selbstverständnis Europas op.cit. p. 233. L'ouvrage de Bruno Bauer Russland und das Germanentum est de 1853, Deutschland und das Russentum de 1854, Die russische Kirche de 1855. Après la Guerre de Crimée, la conception de l'avenir européen de la Russie n'est plus au centre des préoccupations de Bauer. Pour les conceptions de ce philosophe en matière de régénération, nous renvoyons à Russland und das Selbstverständnis Europas op.cit. pp. 263 à 274, ainsi qu'à H. J. Schoeps Vorläufer Spenglers op.cit. H. J. Schoeps expose notamment ce qui sépare ce "Jeune hégélien" des autres disciples de Hegel que sont Marx et Engels, ceux-ci restant des Occidentaux convaincus, tandis que Bauer hésite entre une Europe sauvée par la Russie seule et une Europe dominée par une synergie germano-slave.

2. La cité bâloise et l'Europe des cultures

"Située aux points de rencontre du monde germanique et du monde latin, irriguée spirituellement par cet immense courant d'influences et de fécondations dans le domaine de l'art et de la culture que fut toujours le Rhin, Bâle était la cité d'élection pour la formation d'une intelligence nordique ouverte aux prestiges du Midi".

Voilà caractérisée en quelques lignes par Marcel Brion la grande cité humaniste, ville natale de Burckhardt, ce "balcon rhénan" auquel le grand historien de la culture resta toute sa vie attaché. Il y est né en 1818 et il y est mort en 1897. Il en incarne la tradition civique et universitaire.(1)

Si la personnalité et la pensée de Burckhardt se nourrissent de culture germanique et de culture latine, de romantisme et de classicisme, de Moyen-Age et de Renaissance, si son esprit embrasse peu à peu l'histoire et la civilisation de l'Occident, il le doit d'abord à ses origines bâloises.

Dans son ascendance se mêlent des éléments rhénans et néerlandais, français et italiens. De ses ancêtres, bons bourgeois de la cité réformée, jadis illustre grâce à Erasme, et devenue l'une des métropoles de l'humanisme, de ce milieu de négociants et d'intellectuels, Burckhardt hérite le sentiment profond du prestige et de l'unité de la civilisation européenne.

En 1812 son père s'adresse déjà aux nations d'Europe, dans l'almanach suisse Alpenrosen, pour déplorer leurs conflits et les mettre en garde contre un déclin fatal:

"Geschaffen seid ihr, euch zu lieben,
Und hasserfüllt bekämpft ihr euch...
Und ihr entsinkt! Europa, wehe,
Wenn dich die Herrschsucht untergräbt!
Du sinkst mit Schmach von deiner Höhe,
Je stolzer du hinaufgestrebt." (2)

(1) La civilisation de la Renaissance en Italie. Un essai, par J. Burckhardt. Introduction de M. Brion. Paris 1958, p. IV - M. Brion, auteur de nombreux ouvrages sur l'art et la civilisation de l'Europe, a admirablement préfacé cette traduction due à H. Schmitt et R. Klein.

L'humanisme de Burckhardt est enraciné dans le sol alémanique, protégé des luttes politiques de l'Allemagne en gestation. Il peut d'autant mieux s'ouvrir au cosmopolitisme occidental. Burckhardt dépasse les limites étroites de la cité pour faire de l'Europe de l'humanisme classique sa patrie spirituelle. L'homme dans sa configuration européenne va être au centre de sa pensée et de son oeuvre.(1)

Burckhardt, d'abord, oscille entre l'Allemagne et l'Italie. Il se sent, écrit-il à son ami von Preen, autant italien qu'allemand. Sa culture et sa formation sont germaniques, à l'origine; mais plus tard, son oeil d'artiste préfère les contours fermes du style roman à l'architecture compliquée du gothique. L'historien Burckhardt se défie des philosophies de l'histoire, des systématisations abstraites, de l'hégélianisme. On note pourtant chez lui, dans sa dernière période, un retour à une certaine forme d'irrationalisme, et il ne se déprend jamais d'un romantisme latent, manifesté par son penchant pour la pensée organiciste, par sa nostalgie du passé et son goût du Moyen-Age.(2)

Chez Burckhardt, l'équilibre et la synthèse du germanisme et de la latinité sont une donnée fondamentale, mais ses études et ses voyages lui ouvrent peu à peu les vastes horizons de la civilisation de l'Occident. Avant d'aller, de 1839 à 1843, étudier à Berlin auprès de Ranke, Schelling, Jakob Grimm, Stahl et Droysen, il est déjà pénétré du rôle de Rome et de l'Italie dans l'histoire de la culture européenne. Il va à Florence en 1838, à Prague en 1839. En 1843, il voyage de Bonn, où il est étudiant, à Bruxelles et à Paris. Ce sont ensuite les premiers cours, à l'université de Bâle, sur les origines médiévales de l'Europe. En 1846, sentant menacée par l'esprit révolutionnaire l'Europe historique, il s'en va faire

(2) Poème "Am Rheinflall", cité dans W. Kaegi J. Burckhardt - eine Biographie, Basel 1947, Bd I, p. 541

(1) Cf Walther Rehm, Jakob Burckhardt, Frauenfeld-Leipzig 1930, définit J. B. comme "der Historiker des Menschen und seiner europäischen Seelenform", p. 170

un long séjour en Italie. Quelques années après, il y retourne pour un an à la veille de la publication du Cicerone (1854). La civilisation de la Renaissance en Italie (Die Kultur der Renaissance in Italien) de 1858 clôt la première moitié de la vie de l'historien. Jusqu'ici, il a oscillé entre deux pôles: l'Allemagne et l'Italie.

C'est à partir de sa quarantième année que ses perspectives deviennent réellement européennes. Il visite alternativement, trois décennies durant, la France, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie, la Bohême.

"Dans l'ensemble, il a tenté de rester en contact régulier avec les principaux pays d'Europe. L'Europe est devenue pour lui réellement une patrie. Il a visité chacun de ses pays comme on rend visite à des parents..." écrit de manière suggestive W.Kaegi, son grand biographe.(1)

Il intègre même à son univers intellectuel des pays qu'il n'a pas vus, comme l'Espagne, qui est pour lui un élément indispensable de l'Europe.(2)

En bref, Burckhardt veut avoir une connaissance directe des pays et des peuples qui font l'objet de ses études historiques. Quant aux autres, Espagnols, Polonais, Serbes, les peuples de la périphérie, il les incorpore malgré tout à ce "cosmos artistique" qu'est pour lui l'Europe.(3)

(2) Cf R. Wilmanns Weltanschauung und Geschichtsauffassung J. Burckhardts, Berlin 1929, p. 43 et p. 76

L'oeuvre de J. Burckhardt a fait l'objet d'un assez grand nombre d'études sous la République de Weimar. On en a publié l'édition complète en 14 volumes, de 1929 à 1934 (J. Burckhardt - Gesamtausgabe Stuttgart). Une seconde renaissance de cette oeuvre se place après la Seconde Guerre mondiale.

(1) J. Burckhardt - Eine Biographie, op. cit. Bd IV, p. 242

(2) On trouve parmi les notes préparatoires à ses cours universitaires sur l'Espagne, le jugement suivant: "Don Quijote gehört mit Faust, Hamlet, Don Juan, Falstaff, Figaro etc. zum allgemeinen mythischen Inventar des neueren Europas", cité par W. Kaegi dans Europäische Horizonte im Denken J. Burckhardts - Drei Studien, Basel 1962, p.124

(3) Ibid. p. 4

3. Burckhardt historien de la civilisation

Burckhardt emprunte à Ranke l'idée d'une Europe des peuples libres, ensemble harmonieux et équilibré d'individualités nationales. C'est l'Europe romano-germanique, reposant sur l'assise de l'unité médiévale et de la chrétienté occidentale. Ce n'est pas le "Reich" oecuménique du romantisme, mais une somme de souvenirs historiques, une communauté de destin et de civilisation faite d'idéaux identiques, dont le principal est celui de liberté. On peut dire que Burckhardt parachève en ce sens les conceptions de Ranke.(1)

Il existe toutefois entre eux une différence, et elle est importante: Burckhardt n'intègre pas la Russie au monde européen. Il n'est pas l'historien de l'Europe des Etats, mais de l'Europe historique, celle de l'Antiquité christianisée, des peuples occidentaux, entre l'Océan, la Méditerranée et l'univers profond des Slaves.(2)

Reportons nous aux textes mêmes de l'historien, plus spécialement au chapitre liminaire des Fragments historiques (Historische Fragmente). L'auteur y définit ainsi ses objectifs: "Nous limiterons notre sujet aux peuples civilisés, les peuples primitifs n'appartenant pas à l'histoire au sens élevé de ce mot..." Après cette première sélection, les critères deviennent plus précis encore: "Même parmi les peuples civilisés, notre discipline n'a pas à s'occuper de ceux dont la civilisation ne débouche pas sur celle de l'Europe, tels le Japon et la Chine. Quant à l'Inde, elle ne nous concerne que pour les temps les plus anciens, soit à cause du type aryen qui nous est commun avec elle, soit à cause du contact qui s'établit entre elle et les Assyriens, les Perses, les Macédoniens et d'autres. Notre objet n'est pas tout le passé, mais celui qui a une relation évidente avec notre présent et notre avenir. Notre idée directrice est la marche de la civilisation, la succession des

(1) Cf W. Kaegi J. B.- Eine Biographie, op. cit. p. 74

(2) Cf H. Knittermeyer J. B. - Deutung und Berufung des abendländischen Menschen, Stuttgart 1949, p.29: "Er sieht es als ein Gebilde, das sich aus der schliesslich christianisierten Antike in den Lebensraum der germanisch-romanischen Völker hinein entfaltet hat,

degrés de culture chez les différents peuples et à l'intérieur de chacun d'eux."

Burckhardt conçoit l'histoire comme celle de la civilisation; il étudie le passé dans ses rapports avec le présent et l'avenir; l'Europe est pour lui comme pour Hegel la "fin de l'histoire", le centre du monde. Mais la suite va fournir des précisions supplémentaires sur la pensée de l'auteur: "...les populations qui entourent la Méditerranée et longent le Golfe Persique représentent en vérité un seul être vivant, l'humanité active par excellence... C'est en elles seules que se réalisent les exigences de l'esprit, que règne une évolution comportant des modifications, mais pas de destruction totale."

Nous connaissons cette distinction entre humanité "active", ou "historique", et humanité "passive". L'histoire de la civilisation européenne commence dans le bassin de la Méditerranée. L'Occident et l'Orient s'y confrontent. L'esprit de la liberté, l'esprit de l'Europe s'y incarne d'abord dans les cités grecques.

"Cette portion de l'humanité, après s'être mêlée avec les Germains, et après un intervalle de mille cinq cents à deux mille ans prend un nouvel essor, s'assimile l'Amérique et est en passe de s'ouvrir toute grande l'Asie. Combien de temps lui faudra-t-il encore pour soumettre et pénétrer tous les pays qui mènent une existence purement passive? Les races non-caucasiennes reculent, résistent et s'éteignent."(1)

L'histoire de l'Asie (du moins celle qui n'a pas eu d'influence sur la genèse de la civilisation occidentale) et celle de l'Amérique sont hors du champ de la vision de Burckhardt.

Une fois délimitée l'aire de la civilisation européenne telle que l'entend Burckhardt, il convient d'examiner encore ses grands

und dessen Grenzen an der slawischen Völkerscheide so gut wie am Ozeanus und am Mittelmeer sich abzeichnen".

(1) Fragments historiques, Traduction, Genève 1965, pp. 1 et 2

principes historiques. Il n'a jamais enseigné, écrit-il à Nietzsche en février 1874, ce que l'on appelle pathétiquement "histoire universelle" (Weltgeschichte). L'histoire est pour lui "une discipline propédeutique", indispensable à l'acquisition d'une culture personnelle.(1)

Il veut se justifier ainsi du reproche d'"historisme" que lui adresse implicitement Nietzsche dans sa deuxième Considération Inactuelle, Vom Nutzen und Nachteil der Historie für das Leben (janvier 1874). L'histoire se met au service de la culture; elle n'est plus la connaissance d'un passé mort. Elle permet à un homme du 19ème siècle de saisir l'esprit profond de la civilisation occidentale. Rien à voir donc avec les abstractions des philosophes de l'histoire. Dans l'introduction aux Considérations sur l'histoire universelle (2), Burckhardt prend soin de distinguer sa conception de celle de Hegel: pas de systématisation abstraite, pas de vaste synthèse. Toute philosophie de l'histoire est équivoque, "un centaure, une contradictio in adjecto". De plus il révoque en doute l'optimisme hégélien, l'idée de raison dans l'histoire, de perfectibilité, de progrès infini de l'humanité. Nous ne connaissons pas les desseins de la Providence: Burckhardt rompt avec toute la tradition de la pensée téléologique. On comprendra l'importance de cette rupture quant à sa conception du destin futur de l'Europe.

-
- (1) "... Ich habe die Geschichte nie um dessentwillen gelehrt, was man pathetisch unter Weltgeschichte versteht, sondern wesentlich als propädeutisches Fach: ich musste den Leuten dasjenige Gerüste beibringen, das sie für ihre weiteren Studien jeder Art nicht entbehren können, wenn nicht alles in der Luft hängen soll... Man könne und dürfe sich dasjenige Vergangene, welches jeden individuell zusagt, selbständig zu eigen machen..." J. Burckhardt - Briefe, vollständig und kritisch bearbeitete Ausgabe, hrsg von Max Burckhardt, Basel 1949, p. 222
Cette édition correspond à la période 1818 - 1858. Le dernier des trois volumes date de 1955.
- (2) Les Weltgeschichtliche Betrachtungen furent publiées par J. Oeri en 1905 (Berlin-Stuttgart). Une édition parut en 1949 avec une introduction de l'historien Rudolf Stadelmann. Une traduction en français fut éditée à Paris sous le titre de Considérations sur l'histoire du monde (1938) et une traduction anglaise à Londres en 1943 (Reflections on History)

Il n'y a plus de "Weltgeist" absolu, plus de progression triomphale de l'humanité vers la réalisation de la liberté, mais un esprit pour ainsi dire sécularisé, s'objectivant dans les formes toujours mouvantes de la civilisation. Sans doute le regard de l'historien perçoit-il une continuité dans l'évolution, mais comment serait-il certain que les crises à venir ne conduiront pas à la décadence?

Hegel est le philosophe de l'Etat, Burckhardt l'historien de la culture. Mais encore faut-il préciser ce qu'il entend par "Kulturgeschichte". Ce terme est à son avis trop étroit, car "... il éveille l'idée d'une étude limitée aux progrès (et aux reculs) de la culture intellectuelle et à l'exploitation matérielle de la terre, alors qu'il s'agit en réalité de considérer toutes les forces actives de quelque importance et les situations plus ou moins durables qu'elles ont créées..."(1)

Il s'agit, somme toute, d'étudier toutes les manifestations de l'esprit européen, dans quelque domaine que ce soit. Burckhardt distingue trois domaines différents: Etat, religion et culture.(2)

A la suite de Lasaulx, il considère le processus d'évolution historique comme le résultat de l'interaction de trois forces (Potenzen), qui ne se confondent pas mais forment une trinité indissociable. La culture est la "quintessence de tout ce qui s'est réalisé spontanément pour l'avancement de la vie matérielle et comme expression de la vie spirituelle et morale..." Du ressort de la culture sont la vie sociale, les techniques, les arts, la littérature et les sciences. Elle prend extérieurement la forme de la société (Gesellschaft).(3)

La prédilection de Burckhardt va à la culture, car en elle s'in-

(1) Fragments historiques, Genève 1965, p. 29

(2) Pour Ranke, la notion de "Kultur" désigne outre les connaissances et les techniques humaines, l'Etat et la religion.
Cf F. Meinecke Ranke und Burckhardt, Deutsche Akademie der Wissenschaften zu Berlin, Heft 27, 1948, p. 24

(3) Weltgeschichtliche Betrachtungen, Pfullingen 1949, p. 53

carne l'esprit de l'Occident. Elle est la puissance dynamique, celle qui sans cesse modifie les structures politiques et religieuses.(1)

4. L'idée de la continuité européenne

Burckhardt est l'historien de l'humanisme européen. L'homme occidental, dans toutes les manifestations de son esprit, est au centre de sa réflexion. Il le montre dans ses servitudes, ses efforts et ses actions.(2)

L'historien observe "ce qui se répète, ce qui est constant et typique", ce qui en nous, Européens modernes, éveille un écho familier, ce que nous comprenons parce que cela fait partie de notre propre civilisation.(3)

C'est tout d'abord la tradition antique qui continue à vivre dans l'Européen d'aujourd'hui. Nous devons à l'Antiquité notre conception de l'Etat, nos religions, et la plus grande partie de notre culture. L'âme et le destin des grands peuples civilisés de l'Antiquité sont passés en nous. Pour Burckhardt, le drame de l'humanité européenne commence en Egypte, en Phénicie, et surtout en Grèce. Il se déroule ensuite, dans son unité et sa continuité, jusqu'à nos jours. Athènes, la "libre cité du monde classique", est le sommet de la perfection humaine. L'esprit grec, inaugurant la mutabilité européenne, y rompt avec le despotisme et l'hiératisme de l'Orient. A la rigidité doctrinale succèdent la mobilité et la diversité, la

-
- (1) Ibid, p. 86: "Kultur nennen wir die ganze Summe derjenigen Entwicklungen des Geistes, welche spontan geschehen und keine universale oder Zwangsgeltung in Anspruch nehmen. Sie wirkt unaufhörlich modifizierend und zersetzend auf die beiden stabilen Lebenseinrichtungen ein..."
- (2) "Unser Ausgangspunkt ist der vom einzigen bleibenden und für uns möglichen Zentrum, vom dulddenden, strebenden und handelnden Menschen, wie er ist und immer war und sein wird..." Weltgeschichtliche Betrachtungen, p. 26
- (3) "Die Geschichtsphilosophen betrachten das Vergangene, als Vorstufe und Gegensatz zu uns als Entwickelten- wir betrachten das sich Wiederholende, Konstante, Typische als ein in uns Anklingendes und Verständliches", *ibid.*

conscience individuelle et la liberté évolutive.

Vient la transition romaine: "C'est de Rome que partent toutes les avenues de nos conceptions et de notre pensée..."(1) Rome a sauvé la civilisation hellénique et l'a transmise à l'Europe moderne. L'universalisme romain a fait l'universalité de la culture occidentale. "Sans la monarchie universelle de Rome, il n'y aurait pas eu de continuité de la civilisation."(2)

Il fallait ensuite sauvegarder le legs de l'Antiquité orientale et gréco-romaine à travers les Grandes Invasions. Ce fut l'oeuvre du christianisme. Le Moyen-Age, si important par la constitution de l'Europe romano-germanique, assure à son tour la transition indispensable. Burckhardt prend la défense de l'époque médiévale contre le libéralisme positiviste. Loin d'être barbare et obscurantiste, le Moyen-Age fut une ère d'autorité, de force, de grandeur. Il fut la jeunesse de l'Europe. L'Eglise, l'Empire carolingien soudent l'Occident et lui donnent la conscience de son unité. La grande entreprise commune des Croisades rajeunit, fortifie, élève l'Europe et lui confère, face à l'Orient, ses traits spécifiques:

"La Croisade achève de donner à l'Occident le sentiment d'une existence commune... C'est depuis ce moment que nous appartenons à l'Occident..."(3)

Outre ces mérites, le Moyen-Age a encore celui d'avoir été une période de temporisation salutaire, au cours de laquelle l'Europe a accumulé des forces politiques, économiques et culturelles. Burckhardt estime que la féodalité a été un bienfait parce qu'elle a retardé la création de l'Etat moderne et permis d'économiser les ressources en freinant le développement industriel.

"Nous avons la conviction, écrit-il, que la connaissance du Moyen-Age fait partie de notre trésor le plus précieux, c'est-à-dire de la grande notion générale de la continuité de l'esprit..."(4)

Sous l'influence de ses maîtres allemands, Burckhardt met l'ac-

(1) Fragments historiques op. cit. p. 10

(2) Ibid. p. 123

(3) Ibid. p. 56

(4) Ibid. p. 26

cent, dans ses premiers écrits, sur la différence entre la discontinuité de la civilisation asiatique et la continuité de la civilisation européenne. Or cette continuité lui paraît d'abord être l'oeuvre du principe chrétien germanique. "La configuration de l'Europe actuelle repose sur le développement du christianisme germanique" affirme-t-il dans une étude sur Charles Martel, composée pour le séminaire de Ranke.(1)

Dans ses premiers cours à l'université de Bâle, l'historien traite assidument du christianisme médiéval, "le fondement d'une nouvelle Europe, un lien entre peuples; une loi supérieure à eux tous." Dans ses cours intitulés Deutsche Geschichte et Geschichte des Mittelalters (1843-1845) il s'attache à démontrer que depuis le Moyen-Age seul l'Occident est le représentant de tout progrès supérieur, grâce à la liberté intérieure. Unité et liberté: telles sont alors pour lui les deux caractéristiques essentielles de la civilisation occidentale. Mais, fidèle à l'objectivité supérieure de Ranke, il se garde de verser dans l'exaltation du Moyen-Age germanique. Ce qu'il met en valeur, c'est la préfiguration de l'Europe actuelle par la coexistence et l'interpénétration des peuples romano-germaniques, c'est la riche complexité de leurs rapports et la vaste dimension de leur champ d'action. Il n'y a pas chez lui de vain regret d'un passé révolu, point d'obsession du "Reich" oecuménique, point de reconstruction fallacieuse de l'histoire.

"Il est stupide de demander si l'esprit européen ne se serait pas mieux développé sans l'Eglise romaine!... Ce fut une grande nécessité historique. L'Eglise a fondé... l'unité de la civilisation européenne face à l'Islam, au paganisme et à d'autres continents, la supériorité de l'Européen."(2)

Burckhardt, qui est de vieille tradition réformée, n'enfourche pas le cheval de bataille du principe protestant, pas plus qu'il ne l'incrimine au nom d'un romantisme attardé. Il constate que l'Eglise a fait de la communauté romano-germanique un tout cohérent, et que "le Moyen-Age est infiniment grand pour nous grâce à l'intuition de

(1) Cité par W. Kaegi, J. Burckhardt - Eine Biographie, Bd II, p. 156

(2) Ibid. p. 333

ce qui va venir; tout en même temps une promesse pour le futur."(1)

A la fin de sa vie, il se tournera à nouveau vers le Moyen-Age, sous l'influence des héritiers spirituels de Schelling, K. Frantz et E. von Lasaulx.

Mais il se consacrera auparavant à l'étude d'un autre sommet de la civilisation, dont l'étude lui a donné la célébrité: la Renaissance. Ce grand thème apparaît avec le Cicerone (1854) et s'épanouit dans Die Kultur der Renaissance in Italien (1860).

L'auteur y analyse les origines de l'esprit moderne: développement de l'individu, renaissance de l'Antiquité, création de l'Etat en tant "qu'oeuvre d'art". La personnalité individuelle prend son essor dès l'époque de Dante, grâce aux libertés municipales et à l'expansion de la culture. L'Italien de la Renaissance "devient un individu spirituel et se reconnaît comme tel". Il s'affranchit des liens du Moyen-Age. On voit se créer un type d'homme parfait, le "cortigiano". La pensée de l'"uomo universale" s'ouvre vers d'autres civilisations; l'Antiquité classique, Byzance, l'Islam. Il est à la fois individualiste et cosmopolite. La religion elle-même s'individualise, se sécularise, devient plus subjective. C'est l'époque de la Réforme.

Grâce à la culture italienne, l'esprit moderne se propage dans tout l'Occident et devient l'atmosphère vitale de ses peuples. Cet esprit nouveau se compose d'éléments divers: tradition antique mais aussi esprit de la chevalerie, christianisme, influences du Nord européen. Florence, capitale de la Renaissance, est le creuset où se mêlent le platonisme, le mysticisme médiéval et l'esprit moderne. Unie déjà par le christianisme, l'Europe s'unit une seconde fois par ses élites intellectuelles, qui communient dans un climat spirituel nouveau.(2)

(1) Ibid. p. 346 - Pour plus de précisions sur le rôle de l'époque médiévale dans la continuité européenne et la fusion des peuples romano-germaniques par le christianisme, le lecteur est renvoyé à F. Meinecke Ranke und Burckhardt et à l'article de R. Stadelmann J. B. und das Mittelalter, dans la Historische Zeitschrift, Bd 142, 1930, pp. 457 à 515

(2) La civilisation de la Renaissance en Italie en était en 1908 à sa dixième édition allemande, en 1951 à sa sixième édition anglaise.

La création de l'Etat moderne est la troisième réalisation de la Renaissance italienne. Le grand modèle pour l'Italie et l'Europe est ici encore Florence. Les Florentins, surtout Machiavel, transmettent à l'époque moderne les principes politiques de l'Antiquité et font de l'Etat un chef d'oeuvre de réflexion. Burckhardt, citoyen de Bâle, connaît l'importance du petit Etat pour l'épanouissement de l'individu. Selon lui, dans la nature de ces Etats, républiques ou tyrannies, réside sinon le seul, du moins l'un des motifs de la transformation précoce de l'Italien en un homme moderne. Ceci "fait que, nécessairement, il est devenu le premier-né des fils de l'Europe d'aujourd'hui".(1)

Nous savons que Burckhardt, dans sa philosophie de l'histoire, ne souscrit pas aux principes téléologiques. Plus qu'à l'idée de progrès, il croit aux principes complémentaires de continuité et de transition. Ceci ressort essentiellement des deux recueils synthétiques que sont les Fragments historiques et les Considérations sur l'histoire universelle. De la Grèce antique à l'Europe moderne règne la continuité de la civilisation, avec les grandes transitions qui assurent l'unité de l'évolution: Rome, le Moyen-Age romano-germanique et chrétien, la Renaissance italienne.

Qu'en est-il de la suite de l'évolution historique de l'Europe? Avec la Renaissance surgit la principale création des temps modernes: l'Etat. Il prétend bientôt se fonder sur le droit; la vie civique se perfectionne, mais l'Etat incline dangereusement à la toute-puissance. Les grandes puissances modernes naissent. La notion de chrétienté s'estompe. Au 16ème siècle, l'"Occident reste pour ainsi dire les bras croisés alors qu'en Orient la civilisation chrétienne recule devant les Turcs... La Méditerranée devient un désert, l'Europe vit sous une menace grave et permanente".(2)

Nous citons d'après la 3ème édition allemande (Leipzig 1877) p. 220:
"Dieses Gesamt ereignis besteht darin, dass neben der Kirche, welche das Abendland zusammenhielt, ein neues geistiges Medium entsteht, welches, von Italien her sich ausbreitend, zur Lebensatmosphäre für alle höher gebildeten Europäer wird."

(1) Ibid. p. 161

(2) Fragments historiques, p. 65

L'esprit de l'Europe se sécularise. Les Européens partent à la conquête de l'Amérique et du profit matériel. En ce même 16ème siècle, la réforme ébranle l'Europe dans le domaine religieux, économique et surtout politique. L'Etat luthérien s'empare de l'Eglise. Dans les Fragments historiques, Burckhardt porte des jugements plutôt négatifs sur la Réforme luthérienne, qui, selon lui, a conduit l'Europe à l'Eglise d'Etat et empêché les Allemands de s'assimiler la Renaissance (nous retrouverons le même grief sous la plume de Nietzsche).

Au 18ème siècle, voici l'Europe divisée en Etats nationaux centralisés et marquée de l'empreinte de la diversité. Mais aussi unie par ses sommets, par une nouvelle culture profane, par une société aristocratique à l'esprit cosmopolite et au savoir encyclopédique. C'est alors que s'affirme l'Etat moderne, absolu et éclairé. Il a triomphé de la religion, mais la culture garde encore ses prérogatives. Au tournant du 18ème et du 19ème siècle, elle brille d'un extraordinaire éclat, mais c'est le crépuscule de l'humanisme classique. La Révolution française, la grande catastrophe de l'histoire occidentale, est tout à la fois l'annonce d'un monde nouveau et la dernière manifestation de l'universalité et de la solidarité de la civilisation européenne. Car c'est elle qui a permis au classicisme de se répandre et qui a couronné un millénaire et demi de culture romano-germanique. (1)

Cet hommage de jeunesse rendu par Burckhardt en historien objectif à ce grandiose événement de la Révolution restera sans lendemain. Dans

(1) "Die geistigen Richtungen und Strömungen der neueren Zeit haben als grossartiges Kennzeichen ihre Universalität. Als Resultat anderthalb-jahrtausendjährigen Zusammenlebens hat sich die romanische und germanische Bildung der verschiedenen Völker Europas zu einem solchen Grad von Mitteilbarkeit und Beweglichkeit entwickelt, dass selbst leise und relativ unwichtige Bewegungen...durch ganz Europa, selbst bisweilen jenseits des Ozeans nachklingen; ja wir stehen im Guten wie im Schlimmen schon jetzt in der Mitte eines europäischen Gemeingefühls. Hinter uns liegt abgeschlossen, wenn auch noch nachwirkend, eines der grandiosesten Beispiele dieser Solidarität Europas: die französische Revolution...Die Revolution erst hat dem Klassizismus in der Kunst völlig zur Herrschaft in ganz Europa verholfen; deshalb in der Folge oft an sie anzuknüpfen; ihre antiken Ideale." Cours sur l'histoire de l'art, 1845, cité par W. Kaegi, J. B. Eine Biographie, Bd II, p. 518

sa maturité et sa vieillesse, il ne verra plus en elle que la rupture de la continuité historique et la cause principale de la décadence.

5. L'esprit occidental en péril

Il importe de considérer maintenant ce qui fait, avec la continuité, le caractère original de la civilisation européenne: la diversité. Cette diversité de l'esprit se manifeste dans les individus, les institutions, l'expression littéraire et artistique, et s'enrichit de multiples antagonismes créateurs.

Qu'il nous soit permis de distinguer chez Burckhardt un certain nombre de "polarités" qui rappellent les conceptions de Ranke: les oppositions Europe-Asie, Occident-Russie, Occident-Turquie, Nord-Sud, mysticisme-humanisme, Allemagne-Italie. (1)

Pour Burckhardt comme pour Ranke, le dynamisme occidental naît de l'antithèse, de la lutte, voire de la guerre. Pour lui comme pour Lasaulx, qui s'inspire ici d'Héraclite, l'antagonisme engendre le mouvement. "Denn das Leben des Okzidenten ist der Kampf", écrit-il dans les Fragments historiques, en date du 4 mai 1871.

C'est l'objet de l'histoire que la "description des luttes, des oppositions et des multiples aspects du passé". Les Fragments historiques renferment quelques-unes des plus belles pages qui aient jamais été écrites sur la richesse et la variété de la civilisation européenne depuis la Renaissance; Burckhardt y donne la définition la plus satisfaisante et la plus profonde de l'Europe:

"Il est une chose en tout cas que nous n'avons pas à désirer, attendu qu'elle existe déjà - que nous nous en réjouissions ou non - c'est l'Europe, foyer ancien et moderne d'une vie multiforme, lieu d'origine des plus magnifiques créations, patrie de tous les contrastes se résolvant en une seule unité et donnant... à toutes les tendances de l'esprit la possibilité de s'exprimer."(2)

(1) Cf J. B. - Eine Biographie, Bd V: Das neuere Europa und das Erlebnis der Gegenwart. Basel-Stuttgart 1973, pp 9 à 13

(2) Fragments historiques, op. cit. p. 142

Et l'auteur pousse plus loin encore son analyse:

"Ce qui est européen, c'est en effet la manifestation collective ou individuelle de toutes les facultés, par les monuments, les tableaux et la parole, par les institutions et les partis -c'est la plénitude de la vie intellectuelle et morale, de tous les côtés et dans toutes les directions- c'est l'ambition qu'a l'esprit de laisser après lui le témoignage de tout ce qu'il y a en lui... De la distance et de la hauteur où doit se tenir l'historien, le son de toutes ces cloches réunies est beau, même si, de près, on perçoit entre elles des dissonances: "discordia concors" (1)

"Discordia concors" (2): formule lapidaire pour cette notion d'unité dans la diversité; déjà si souvent rencontrée au cours de notre étude. Dans les Considérations sur l'histoire universelle, Burckhardt précise qu'à la différence des philosophes de l'histoire son propos n'est pas de spéculer sur les origines lointaines de l'humanité. Il renvoie à Lasaulx pour ce qui touche aux sciences telles que la géographie, l'ethnographie et l'anthropologie. Il se livre cependant, dans les Fragments, à de brèves incursions dans ces domaines, décrivant ainsi la rencontre des Indo-Européens et d'une terre privilégiée à l'aube de l'histoire:

"Un obscur instinct peut-être a poussé quelques-uns des peuples indo-européens vers l'Ouest, à la rencontre du soleil couchant, là où les attendait un monde tout dentelé d'îles et de promontoires, un autre sol et un autre climat, celui de la liberté et de la diversité. Car c'est un trait européen d'aimer non seulement la puissance, les idoles et l'argent, mais aussi l'esprit. Ces peuples ont créé les civilisations grecque, romaine, celtique et germanique, bien supérieures à celles de l'Asie, ne fût-ce que par leurs différences et parce qu'elles permettent à l'individu de se développer pleinement et de rendre à la communauté les services les plus grands". (3)

Serein et objectif, l'historien de la civilisation contemple plus de deux millénaires d'histoire, la profusion des richesses du passé et le grandiose spectacle des luttes fécondes dont naissent le mouvement et la vie.

"Une force suprême et invisible, écrit-il encore, suscite en Europe des époques, des nations et des individualités d'une richesse immense, propre à ce continent. L'évolution de l'Occident porte la marque la plus authentique de la vie: la lutte entre ses éléments opposés engendre des situations entièrement nouvelles; de nouveaux antagonismes remplacent les anciens; il ne s'agit pas là de la simple répétition, presque identique et sans résultat, de mutineries militaires, de révolutions de palais et de soulève-

ments dynastiques tels qu'en a connus Byzance pendant sept cents ans, et l'Islam plus longtemps encore. Chacune de ces luttes modifie les hommes, et ceux-ci en portent témoignage; nous pouvons pénétrer du regard une foule d'âmes individuelles et dater, décennie par décennie, les différentes formes d'esprit, tandis que, de leur côté, les facteurs nationaux, religieux, locaux et autres introduisent d'innombrables nuances. L'état des choses régnant à ce moment n'était pas fait de plaisirs et d'agréments, mais de luttes à outrance. (1)

Esprit, liberté, diversité: ce sont chez Burckhardt les clefs du secret le plus profond et le plus original de la civilisation européenne. Mais c'est précisément ici le point critique où commence la problématique européenne. Cette spiritualité subtile, cette liberté insigne, cette infinie variété, cette extrême diversification sont, en définitive, excessivement vulnérables. La question est de savoir si l'esprit est invincible. Or, si Burckhardt peut répondre affirmativement pour le passé, il ne le peut pour l'avenir, en vertu même de son refus d'anticiper sur les plans de la Providence. L'esprit créateur de l'Occident a certes donné vie à l'Europe en l'affranchissant de l'uniformité asiatique. Pour Burckhardt, l'Europe est l'antithèse de l'Orient, à tel point que ce dernier terme finit par signifier chez lui comme chez beaucoup de ses contemporains despotisme, esclavage et nivellement. Or ces dangers sont spirituellement et matériellement les plus graves qui menacent l'Europe. Elle y a échappé jadis, au temps des invasions islamiques, turques, mongoles, et plus tard lorsqu'en son sein même se sont constitués des Etats hégémoniques l'Espagne, la France. Elle a été sauvée

"par ceux qui la préservent de l'unification et du nivellement qu'on voudrait lui imposer dans les domaines politique, religieux et social et qui menacent son caractère spécifique, la riche diversité de son esprit..." (2)

Les sauveurs de l'Europe sont ces héros, marqués du sceau de la "grandeur historique", qui surgissent au moment des grandes crises et qui toujours jusqu'ici l'ont protégée de ce péril mortel entre tous:

(1) Ibid.

(2) La formule est empruntée à Lasaulx. Cf. "Weltgeschichtliche Betrachtungen", p. 204

(3) Ibid.

(1) Ibid. p. 143

(2) Ibid. p. 144

"l'écrasement par une puissance mécanique, qu'elle émane d'un peuple de conquérants barbares ou d'une accumulation de pouvoir au service d'un seul Etat ou d'une seule tendance...(1)

Au fur et à mesure que se déroule sous ses yeux l'histoire du 19ème siècle, Burckhardt est de moins en moins l'homme de l'harmonie classique. Tandis que s'éloigne la haute spiritualité de l'humanisme européen, il est de plus en plus sensible à toutes les doctrines irrationalistes qui font irruption dans la pensée occidentale: mysticisme de Schelling, organicisme de Lasaulx, darwinisme, volontarisme, vitalisme, sans omettre le pessimisme de Schopenhauer. Devant les événements politiques de l'époque: dictature bonapartiste, guerre de 1870, Commune de Paris, Kulturkampf, il tend à penser que l'histoire est de plus en plus soumise à la puissance (Macht) et de moins en moins à l'esprit (Geist). Or la puissance -il l'écrit dans les Considérations sur l'histoire universelle- est "par essence mauvaise". Burckhardt médite sur le phénomène mystérieux de la puissance. Le mal, la violence, le droit du plus fort, tout cela, il le sait, fait partie de l'histoire. L'Empire romain a fondé l'Europe dans le sang. César, Louis XIV, Pierre le Grand, Napoléon ont été des monstres de despotisme, qui ont préludé à l'un des événements majeurs du présent: la toute-puissance de l'Etat. Mais par delà l'horizon européen, qu'aperçoit-il? Des empires gigantesques en pleine expansion, des affrontements prodigieux, et le centre de gravité de l'histoire se déplaçant de la Méditerranée vers les Océans. En d'autres termes: la politique mondiale. Il voit la pentarchie de Ranke débordée de toutes parts, et il se prend à douter, lui, du "Génie de l'Occident". (2)

Ou'advient-il de la merveilleuse diversité européenne si l'anglais, comme il le suppose, devient la langue universelle? Si l'équilibre se rompt au profit des pays du Nord de l'Europe, surtout de la race anglo-saxonne? Enfin et surtout il jette des regards inquiets vers

(1) Ibid. p. 143

(2) "Das grosse Schicksal hängt daran, dass eine angelsächsische Kolonie wie die Union, hat selbständig werden und trotz ihrer enormen Ausdehnung beisammen bleiben können. Sie wird sich, kraft ihrer Sinnesweise, mit der Zeit auf gar keinem Meere noch irgendeine Schranke gefallen lassen". Cité par W. Kaegi, J. B. - Eine Biographie, Bd. V, p. 69

la Russie, et, dans ses cours, il fait état du fameux Testament de Pierre-le-Grand. (1)

Ranke intègre l'Empire des tsars au système politique des Etats à partir du 18ème siècle. Burckhardt, historien de la civilisation, croit deviner derrière une européanisation de façade de redoutables projets de domination mondiale, servis par une vitalité barbare et une obéissance aveugle. En un mot, La Russie est le despotisme oriental aggravé par le matérialisme occidental. Elle ne participe pas de la nature profonde de la civilisation européenne. Elle représente au 19ème siècle le danger le plus grave qui, de l'extérieur, puisse mettre en péril son infinie diversité; elle constitue ce que Burckhardt redoute le plus: "l'écrasement par une puissance mécanique".

"Ce qu'il y a de tragique dans les destinées de l'Europe depuis cette époque, écrit-il au sujet du siècle de Pierre-le-Grand, c'est que les peuples occidentaux aux prises avec de constantes transformations et révolutions venant de l'intérieur, sont en même temps soumis à l'action presque entièrement matérielle d'une puissance extérieure qui ne prend pour ainsi dire aucune part aux heurs et malheurs de ces peuples, à leur esprit et à leurs aspirations supérieures, mais qui pèse lourd dans la balance et qui, selon ses convenances, favorise les temps d'arrêt ou les révolutions." (2)

En vérité, il tient la Russie pour un danger permanent, qu'elle soit soudée en un bloc formidable et absolument soumise au pouvoir autocratique, ou au contraire minée par l'anarchie et la révolution.

"Verra-t-on, demande-t-il, et quand, la fatalité de l'individualisme ou la révolution désagrégeante atteindre le peuple russe et le rendre inefficace pour l'Europe, ou au contraire trop efficace?" (3)

On est loin chez lui de l'idée d'une régénération de l'Occident par la Russie. Il est tout au plus question, comme chez Vollgraff, d'une contamination des Russes par la décadence occidentale. Il n'y a pas, dans sa pensée, d'autres rapports entre les deux mondes que des rapports de puis-

(1) On en trouve des passages parfois soulignés dans ses notes, par exemple: "Das russische Volk dereinst zur Oberherrschaft über Europa berufen, bei der Altersschwäche der übrigen europäischen Nationen... Einmischung in alle europäischen, besonders in alle deutschen Händel... Sich Konstantinopel und Indien nähern. Wer einst dort herrscht, ist der Herr der Welt". Cité par W. Kaegi, *ibid.* p. 231

(2) Fragments historiques, p. 188

(3) *Ibid.*

sance ou de transmission du germe de la décomposition politique et sociale . Il n'y a pas de relations de civilisation. Burckhardt déplore encore, à la fin de sa vie, l'occidentalisation de la Russie comme une entreprise désastreuse pour elle et pour l'Europe.

Ou'aurait-il pensé de la Révolution d'Octobre, lui qui craignait que la situation intérieure de l'Empire tsariste n'entraînât le chaos en Russie et la guerre en Europe, et qui écrivait à von Preen en novembre 1889:

"Et que doit faire l'Europe tant qu'elle a une voisine comme la Russie où ceux qui souhaitent la défaite de leurs propres maîtres poussent à la guerre avec une particulière passion, afin de parvenir à leur chère révolution..." (1)

6. Les "Terribles simplificateurs"

Angoisse devant la menace russe, qui est une variante du péril asiatique, crainte de voir l'admirable diversité occidentale réduite par une puissance barbare et matérielle: Burckhardt ne fait que traduire ici les phantasmes, et les angoisses plus ou moins conscientes, de ses contemporains. D'ailleurs, le monde slave lui est à peu près inconnu.

Il en va tout autrement lorsque, de son observatoire bâlois, il considère la situation et l'évolution de son univers, l'Occident. Il est en la matière l'un des analystes les plus pénétrants de son temps, et, malgré quelques erreurs, l'un des plus surprenants prophètes de déclin. A partir de 1870, il rend dans sa correspondance des oracles de plus en plus pessimistes. La guerre de 1870 constitue en effet aux yeux de Burckhardt un tournant fatal. Il interprète le conflit franco-allemand comme la genèse d'un monde nouveau. Les deux peuples, représentant de la manière la plus éminente l'esprit européen, lui semblent en pleine mutation. Comme E. Renan, K. Vogt, J. von Eckhardt, il s'efforce de rester au-dessus de la mêlée, et il augure mal de la direction dans laquelle s'engagent l'Allemagne et l'Europe.

"Il faudra que sous plus d'un rapport nous prenions une orientation spirituelle nouvelle", écrit-il à son ami von Preen le 27 septem-

(1) "Briefe an seinen Freund F. von Preen, 1864 - 1893, Stuttgart-Berlin 1922, p. 256

bre 1870, "Une Europe sans une France amusante et décorative...et par ailleurs quelques autres choses que l'Europe perd et que Renan met très bien en relief dans sa lettre..." (1)

Burckhardt abonde dans le sens de Renan, dont il a visiblement lu la correspondance de 1870 avec D. F. Strauss. Il prend lui aussi le parti de l'Europe du droit et de la culture, contre celle de la force, de la guerre et de la révolution. (2)

Tous ces malheurs qui s'abattent sur l'Europe du 19ème siècle, cette ère de cataclysmes qui l'attend ne sont pour l'historien que des épiphénomènes dont il faut chercher l'origine au siècle précédent, au siècle de l'optimisme.

Burckhardt, conservateur hostile à la doctrine rationaliste du progrès, est radicalement opposé à l'optimisme rousseauiste et à la théorie de la bonté naturelle de l'homme.

"Il est bien possible, écrit-il dans les Fragments historiques, que cet optimisme se transforme un jour en pessimisme, comme cela est arrivé déjà à la fin du monde antique - et il en existe certains indices...(3)

Cette référence à la décadence de l'Empire romain n'entraîne pas chez lui de condamnation définitive de l'Europe moderne; toutefois, il ne cache pas que l'avenir est fort compromis. Rousseau, qu'il qualifie d'utopiste plébéen, et la Révolution française, "ce tissu de violences", ont engagé l'Occident dans un processus dramatique qui à son sens n'en est encore qu'à ses débuts. Il voit l'Europe en proie à la révolution permanente et à l'instabilité totale. Tout est toujours et partout remis en question. On croit chercher le bonheur de l'homme et on n'aspire en réalité qu'au changement. "Ce qui ressort principalement de tout cela, c'est l'esprit d'éternelle remise en question..." (4)

-
- (1) Lettres à F. von Preen, p. 28. Cf aussi la lettre du 31 décembre 1870, p. 29: "Die zwei grossen Geistesvölker des jetzigen Kontinents sind in einer vollständigen Häutung ihrer ganzen Kultur begriffen... Die Änderung im deutschen Geist wird so gross sein als die im französischen..."
- (2) Cf une lettre de 1856: à l'époque de la Guerre de Crimée, il constatait déjà la disparition du droit international et s'en ouvrait à certains de ses correspondants: "In Politicis sieht es furchtbar trübe aus. Wir leben im Zeitalter der Okkupationen und das Völkerrecht ist nur noch eine interessante Antiquität. Dies arme alte Europa soll, wie es scheint, keine ganz ruhige Stunde mehr haben". J. Burckhardt, Briefe. Vollständig und kritisch bearbeitete Ausgabe. Basel 1949, p. 260

Dans le chaos perpétuel et général, deux courants irrésistibles entraînent les peuples: l'étatisme et le nationalisme. Tous deux convergent inexorablement. L'équilibre des trois "Potenzen" est rompu par la prédominance de l'Etat. Les idéaux fallacieux de liberté et d'égalité ont déchaîné les égoïsmes. L'Etat, en devenant populaire, devient despotique. Il tend à accaparer tous les pouvoirs et centralise à outrance. Le citoyen de Bâle se révolte contre une pareille omnipotence, en particulier contre les vices du césarisme napoléonien, modèle désastreux pour l'Europe entière.

Le danger de l'étatisme s'aggrave encore du fait de sa collusion avec le nationalisme. Burckhardt ne voit dans le principe des nationalités paradoxalement éveillés au tournant du 18ème et du 19ème siècle, c'est-à-dire au moment où la culture est devenue européenne et où dominaient les idéaux de l'humanisme cosmopolite, qu'un moyen supplémentaire d'agglomérer les individus. L'Etat national anéantit la diversité. Il signifie la suppression des minorités, la militarisation de la société. En fait, l'Etat moderne est la manifestation pure et simple de la puissance. Il n'émane pas de la nationalité, mais au contraire il la crée et, le cas échéant, il la détruit. (1)

L'oeuvre d'art de la Renaissance florentine s'est transformée en une sorte d'idole omniprésente et omnipotente qui fait table rase des institutions historiques. Les dynasties traditionnelles sont supplantées par les serviteurs du moloch, les démagogues et les hommes providentiels. Ou'attendre de tout cela, sinon des guerres inexpiables? Burckhardt voit, comme K. Frantz, l'Europe sombrer dans le bellicisme. (2)

Il n'est plus question d'oppositions créatrices, de ces antagonismes qui font la vie même de la civilisation européenne, mais de tout autre chose. Il s'agit du darwinisme appliqué à l'histoire, à la politique. Il s'agit du déchaînement impitoyable de la puissance, de l'écrasement de l'individu par le pouvoir étatique.

(3) Fragments, p. 203

(4) Ibid. p. 202

(1) "Wo schon Macht ist, wird die Nationalität als weiteres Agglomerationsmittel gebraucht". Cité par W. Kaegi, J. B. - Eine Biographie, Bd V, p. 265

(2) "Das Resultat sind die Reihe von Kriegen, in welche Europa hineingeraten ist. Die europäischen Völker, vom Militarismus erdrückt, schikken sich an, einander noch unendliches Herzeleid anzutun." Ibid. p. 278

C'est pour Burckhardt l'un des aspects principaux de la tragédie de l'homme européen: l'anéantissement de toute individualité par le "Grand Etat" (Gross-staat), par l'"Etat absolu" (Machtstaat, Gewaltstaat), par l'Etat tentaculaire qui est aussi l'Etat- Providence. L'esprit ne compte plus. Seule compte la puissance. Elle est par essence démesurée et expansionniste. Le grand Etat signifie la mort du petit Etat dans lequel l'homme est libre et la culture florissante. (1)

La malédiction de la puissance s'exerce d'une autre manière encore. La civilisation occidentale est menacée non seulement par l'hypertrophie de l'Etat, mais encore par un péril plus redoutable pour le monde traditionnel: la massification.

Les deux phénomènes, cela va de soi, sont corrélatifs. Tous deux, selon Burckhardt, sont issus de l'optimisme du 18ème siècle et de la Révolution française, de l'idéal inaccessible du bonheur; tous deux impliquent la recherche de la puissance et du bien-être. Tous deux sont "les deux grandes vagues de l'Occident" (die beiden grossen Wellen des Abendlandes), le produit de la convoitise, de la cupidité, de l'avidité humaines; Burckhardt ne les regarde pas comme le résultat d'une évolution historique légitime et nécessaire. (2)

Les lettres à Preen sont, ici encore, l'expression du pessimisme de leur auteur, qui interprète presque tous les événements de l'actualité comme des démentis flagrants donnés à l'optimisme du progrès. Ainsi la Commune de Paris ne lui paraît que le symbole effrayant de la barbarie, de la folie de destruction (das Herostratische), sans aucun respect envers

-
- (1) "Allein in erster Linie will die Nation... vor allem Macht. Das klein-staatliche Dasein wird wie eine bisherige Schande perhorresziert;... man will nur zu etwas Grossem gehören und verrät damit deutlich, dass die Macht das erste, die Kultur höchstens ein ganz sekundäres Ziel ist. Ganz besonders will man den Gesamtwillen nach aussen geltend machen, andern Völkern zum Trotz... Und nun ist die Macht an sich böse, gleichviel wer sie ausübe. Sie ist kein Beharren, sondern eine Gier, und eo ipso unerfüllbar, daher in sich unglücklich und muss also andere unglücklich machen." Weltgeschichtliche Betrachtungen, p. 131
- (2) "Das Ganze erscheint zu sehr als moralischer Entartungsprozess der europäischen Gesellschaft, ihrer Massen sowohl wie ihrer führenden Schichten..." note F. Meinecke dans Die deutsche Katastrophe, Wiesbaden 1949, p. 11

la véritable culture; Burckhardt cloue au pilori toutes les formes d'optimisme: l'optimisme du progrès continu, "c'est à dire du lucre et du confort absolu avec apaisement de sa conscience par la philanthropie ", l'optimisme chrétien, l'optimisme hégélien (Staatsoptimismus). (1)

L'historien, parfois, prédit l'apocalypse. Il conjecture l'affrontement de deux principes universels, l'optimisme et le "malisme". (2) Il met en cause toutes les conséquences de l'optimisme et de la croyance au progrès: civilisation industrielle et technique, urbanisation, démocratisation. Il voit en tout cela le triomphe du matérialisme, de l'uniformisation et du nivellement, voire la cause d'une diminution de la vitalité biologique des peuples occidentaux. (3)

Burckhardt prédit l'échec retentissant de la démocratie. Il annonce que l'optimisme se tournera finalement en pessimisme, que les idéaux révolutionnaires se changeront en leur contraire, que la liberté dégènera en despotisme. Il voue aux gémonies le pouvoir majoritaire, qui sape la culture européenne la plus raffinée.

C'est en ces termes qu'il juge la France de la Troisième République:

"...un Français d'âge moyen ou avancé, de culture authentique...de-meure certes le produit le plus achevé de l'humanité européenne. Mais c'est une petite minorité... Maintenant la masse se manifeste également dans le domaine esthétique, et c'est ce que l'on a pu voir par exemple sur une grande échelle aux obsèques de Victor Hugo!" (4)

Il fustige la presse qui intoxique l'opinion. Elle pousse les peuples à la guerre, entretient le besoin éternel de changement et l'inquiétude perpétuelle de l'Europe. Sans presse, pense-t-il, l'Europe serait en paix. Les journalistes manipulent l'opinion et la guerre dépend de quelques démagogues. Burckhardt condamne tout libéralisme, qu'il soit politique

(1) Cf en particulier lettres du 2 juillet et du 23 décembre 1871, pp. 35, 36, 42

(2) "Am Ende wird die Weltschlacht zwischen Optimismus und -nicht Pessimismus, sondern Malismus (verzeihen Sie bitte das fade Wort) geschlagen werden." Lettre du 19 septembre 1875, p. 84

(3) "...die handgreifliche Abnahme der eigentlichen Volkssubstanz, nämlich der ländlichen Bevölkerung. Das ist praktischer Pessimismus."
Lettre du 1. 1. 1889, p. 236

(4) Lettre du 15 octobre 1887, p. 216

ou économique. Quant au socialisme et au communisme, il va sans dire qu'il les tient pour l'expression même de ces "forces d'en bas" qui ruinent la civilisation. (1)

Minée par la question sociale, privée de sa spiritualité par le matérialisme capitaliste et populaire, standardisée par la société industrielle, l'Europe prend toujours davantage son "visage hippocratique" (hippokratische Züge). Que peut-il sortir de l'omnipotence de l'Etat centralisé, de la massification démocratique, du nivellement social et culturel et de la médiocrité généralisée? Burckhardt entrevoit le chaos pour demain et, pour après-demain, une société nouvelle, dominée par des hommes nouveaux, rendus nécessaires par l'évolution historique et destinés à briser les formes révolues de l'existence. Des hommes providentiels, sans doute, mais des hommes de la puissance, non des hommes de l'esprit. Du désordre absolu va naître l'ordre absolu. Un extrême va engendrer l'autre.

"Pour moi, il est depuis longtemps évident que le monde s'achemine vers l'alternative suivante: démocratie totale et despotisme absolument arbitraire..."

De la confusion générale va surgir l'Etat totalitaire. Burckhardt prophétise la venue de gouvernements militaires masqués d'oripeaux républicains, qui "pourraient exercer un pouvoir d'une absolue brutalité", ne respectant rien ni personne et n'admettant aucun droit politique, social ou économique.

"On pousse pourtant le monde dans les bras de ces hommes, poursuit-il, en rivalisant actuellement de zèle quant à la participation des masses à toutes les questions politiques." (2)

Telle sera, au 20ème siècle, la fin de l'optimisme rationaliste et positiviste, du libéralisme et de la démocratie. Auparavant, la décompo-

(1) Il écrit à son ami Alioth, le 6 décembre 1880: "Ich sehe in ganz Europa nichts anderes als eine unwiderstehliche Zunahme der Kräfte von unten herauf, welchen man ja ganz express das Messer in die Hand gedrückt hat...Einmal kommt es schon wieder anders, aber wann? wie? und durch wen?..." Cité par W. Kaegi, J. B. - Eine Biographie, Bd V, p.510. W. Kaegi attire fort justement l'attention sur le parallélisme existant entre les notations de Burckhardt concernant l'inconscient collectif et les travaux de Gustave Le Bon sur la psychologie des foules. Cf pp. 511 et 514

(2) Lettre à Preen, le 13 avril 1882, p. 178

sition de la société européenne passera par toutes les phases du désordre , avant que surviennent enfin ces "grands hommes" (grosse Männer) appelés à rétablir l'autorité. (1)

Ce n'est pas de gaieté de coeur que Burckhardt entrevoit l'avènement des dictateurs, même s'ils ont pour mission de mettre un terme à une situation déplorable. Il est bien conscient en effet que leur pouvoir suppose tout ce qui, selon lui, va contre la civilisation européenne; ce pouvoir ne peut s'instaurer que par un véritable laminage de toutes les diversités

Burckhardt, qui a toujours constaté dans le passé l'échec de toutes les tentatives de monarchie universelle, annonce pour l'avenir la transformation de l'Europe en un nouvel Empire romain, car "les hommes d'aujourd'hui ont déjà peu à peu, dans des couches importantes de la société, renoncé inconsciemment à la nationalité et ils haïssent en réalité toute diversité". (2)

Les masses ont besoin de rythme, d'uniformisation et d'encadrement. L'Etat omnipotent et omniprésent viendra à son heure pour résoudre la question ouvrière de la manière suivante:

"un destin des plus étranges attend les travailleurs. La vision que j'ai de leur avenir confine pour le moment à la folie; mais je ne peux m'en débarrasser: l'Etat militaire doit devenir un fabricant en gros. Ces amas humains dans les usines ne doivent pas éternellement être abandonnés à leur misère contrôlée, avec de l'avancement, et en uniforme, chaque journée commencée et terminée par un roulement de tambour, voilà ce qui devrait logiquement se produire." (3)

A l'ère du totalitarisme, où "dans cet agréable 20^{ème} siècle l'autorité relèvera la tête, et une tête effrayante"(4), s'achèvera le long processus du dépérissement de la civilisation européenne commencé avec Rousseau; il trouvera sa conclusion avec les meneurs d'hommes que Burckhardt appelle les "terribles simplificateurs", lesquels réduiront par la force à l'uniformité et à la médiocrité la riche diversité européenne, é-

(1) "Dann eröffnen sich jene Zeiten, da alle Stadien des Durcheinanders müssen durchlaufen werden, bis endlich irgendwo sich nach blosser massloser Gewalttätigkeit eine wirkliche Gewalt bildet, welche mit Stimmrecht, Volkssouveränität, materiellem Wohlergehen , Industrie u.s.w. verzweifelt wenige Umstände macht. Denn das ist das unvermeidliche Ende des Rechtsstaates..."

Lettre à Preen, le 1er mai 1881, p. 158

(2) Lettre à Preen, le 20 juillet 1870, p. 24

(3) Lettre à Preen, le 26 avril 1872, p. 51

(4) Lettre à Preen, le 24 juillet 1889, p. 248

craseront impitoyablement l'esprit par la puissance mécanique et arbitraire, réduiront à néant la vieille culture humaniste. Citons pour terminer l'une des lettres les plus saisissantes de Burckhardt à Preen:

"... Ma vision de ces "terribles simplificateurs" que l'Europe va connaître est loin d'être agréable; et de temps en temps, lors de mes rêveries, je vois ces gaillards presque en chair et en os...

De temps à autre, je suppose ce que pourront devenir notre érudition et nos recherches quelque peu byzantines, quand ces choses n'en seront qu'à leur début encore et que la civilisation aura à peine commencé son déclin. Il m'arrive parfois aussi d'imaginer un des beaux côtés de ces temps nouveaux: comment sur tous les efforts des arrivistes s'étendra l'horreur livide de la mort, parce que, une fois de plus, la force nue aura le dessus et que la consigne de fermer son bec sera donnée partout." (1)

7. Burckhardt et le problème de la régénération

L'Europe est-elle irrémédiablement condamnée? Telle est la question qu'on se pose en lisant Burckhardt. Une chose est certaine: il est infiniment moins optimiste que Ranke, son maître en objectivité historique. Il est moins confiant que lui dans le "Génie de l'Occident". L'étude du passé lui a pourtant enseigné que l'Europe trouve des sauveurs dans les grandes crises. Mais à la condition que l'esprit l'emporte.

Parfois, sa correspondance trahit l'espoir très vague d'une évolution favorable; il hésite-du moins en a-t-on l'impression-entre l'espérance de la continuité et la prescience d'un avenir déshumanisé. Niant que l'homme puisse connaître les objectifs de la Providence, et traitant d'"impatience psychologique" la prétention de sonder l'avenir d'après l'histoire du passé, il n'aborde qu'avec circonspection le domaine prospectif. En conséquence, il ne se hasarde guère à parler du problème de la régénération. Il déclare se refuser à exposer une "doctrine du déclin et de la mort des nations". Il renvoie une nouvelle fois à Lasaulx. (2)

Il se borne, quant à lui, à montrer le déroulement de la crise de la société et de la civilisation européennes au cours du 19^{ème} siècle. Il admet d'ailleurs que les crises historiques puissent régénérer l'existence des peuples et qu'elles puissent avoir comme les guerres leur

(1) Lettre à Preen, le 26 juillet 1889, p. 248

(2) Cf Weltgeschichtliche Betrachtungen, p. 237

utilité. Elles sont un signe de vie, une sorte de fièvre qui secoue les civilisations et accélère le mouvement de l'histoire. (1)

C'est dans le chapitre des Considérations sur l'histoire universelle précisément consacré aux "crises historiques", que l'auteur aborde le problème de la régénération par la "barbarie", c'est-à-dire par l'intervention extérieure et plus ou moins violente de peuples d'un niveau inférieur de civilisation. Moins optimiste encore que Lasaulx et plus nuancé sur ce sujet que la plupart de ses contemporains, il ne juge pas uniquement d'après l'exemple des Grandes Invasions germaniques. Ses méditations sur le passé lui ont appris qu'il existe deux sortes de "barbarie": "une barbarie saine", où les qualités supérieures sont latentes et en sommeil, et des "barbaries purement négatives et destructives". Le rajeunissement ne peut donc venir que d'un peuple jeune, mais apte à la civilisation. (2)

Quel peut être ce peuple? Burckhardt reste dans les généralités et ne se prononce pas sur ce point. Jamais en tout cas il n'envisage pour l'Occident une régénération par les Slaves. Il se contente d'affirmer qu' "une caractéristique des cultures supérieures est leur faculté de renaissance."

D'une part, ces renaissances peuvent être le fait d'un peuple retrouvant l'héritage de ses ancêtres (Burckhardt pense sans doute aux Italiens du 15ème siècle), ou bien d'un peuple étranger redonnant vie à une culture du passé.

D'autre part, il distingue soigneusement la résurrection de la culture des restaurations politiques et religieuses. Ces phénomènes peuvent coïncider (c'est le cas pour la Renaissance carolingienne), mais il est évident que pour Burckhardt la seule authentique renaissance spontanée est celle de la culture, dont l'exemple typique est la Renaissance italienne et européenne des 15ème et 16ème siècles. (3)

(1) Ibid. p. 234

(2) Ibid. pp. 202-203

(3) "Eine Eigentümlichkeit höherer Kulturen ist ihre Fähigkeit zu Renaissance. Entweder ein und dasselbe oder ein später gekommenes Volk nimmt mit einer Art von Erbrecht oder mit dem Recht der Bewunderung eine vergangene Kultur teilweise zu der seinigen an. Diese Renaissance sind zu unterscheiden von den politisch-religiösen Restaurationen, mit welchen sie stellenweise gleichwohl zusammentreffen." Weltgeschichtliche Betrachtungen, p. 97

Finalement, l'humanité occidentale ne peut trouver qu'en elle-même la solution à la crise: tel est l'enseignement de Burckhardt à la fin du chapitre IV des Considérations. "La décision capitale et globale ne peut venir que des tréfonds de l'humanité". Tout le problème est de savoir si une philosophie nouvelle, de caractère pessimiste, triomphera de l'optimisme, et de ses corollaires, la puissance et le lucre. (1)

Dominant de toute la hauteur de son humanisme les pitoyables querelles nationales, Burckhardt se refuse à faire d'un seul peuple le rédempteur de l'Europe. Il n'y a pas de nation prédestinée à sauver l'Occident. Ceci vaut pour la Russie; ceci vaut également pour l'Allemagne. Dans sa jeunesse le disciple enthousiaste des grands historiens de Berlin et de Bonn a cru à l'avenir du germanisme et il a fait de lui une apologie enflammée. (2)

Puis cet enthousiasme patriotique fait peu à peu place à une profonde réserve lorsque Burckhardt comprend que l'Allemagne s'achemine elle aussi vers le grand Etat national. Il porte sur les débuts de l'ère bismarckienne un certain nombre de jugements négatifs. Ebranlé par les événements de 1866, puis de 1870, il ressent profondément la mutation intervenue en Europe et la situation problématique du petit Etat suisse. On dit qu'à l'annonce de la fondation de l'Empire bismarckien, il se serait écrié: "Das ist der Untergang Deutschlands", préluant ainsi aux fulgurantes accusations portées un peu plus tard par Nietzsche contre le Reich. (3)

Il déplore dans sa correspondance l'intrusion de la puissance et du matérialisme dans la sphère de l'esprit, rejoignant par là les critiques formulées par K. Frantz. Il préconise un retour à l'âme populaire grâce à la pensée et à l'action "d'hommes ascétiques" (aszetische Menschen), capables de restaurer la civilisation.

Sur Bismarck, Burckhardt porte des jugements divers. En tant qu'historien, il doit reconnaître en lui l'une des grandes individualités auréolées du "mystère de l'autorité" et, en 1890, il regrette qu'avec le Chan-

(1) Ibid. p. 252

(2) "Ich möchte oft vor dieser heiligen deutschen Erde auf die Kniee sinken und Gott danken, dass ich die deutsche Sprache rede! Ich danke Deutschland Alles! Meine besten Lehrer sind Deutsche gewesen, an der Mutterbrust deutscher Kultur und Wissenschaft bin ich aufgenährt..." Lettre du 5 avril 1841, Briefe, op. cit., Bd. I, p. 165
"... dass auch ich zu dem Stamme gehöre, in dessen Hände die Vorsehung die goldenste, reichste Zukunft, das Geschick und die Kultur einer Welt gelegt hat." Lettre du 30 décembre 1841, ibid. p. 184

celier disparaisse la clé de voûte de l'Allemagne et de l'Europe. (1)

Mais en tant qu'éminent représentant de la culture humaniste, il appartient sans conteste à ce qu'Otto Westphal qualifie d'"opposition esthétique" à l'Allemagne bismarckienne, opposition qui plaçait la culture au-dessus de la politique et cherchait à éviter la rupture de la communauté romano-germanique grâce au maintien d'une sorte d'européanisme spirituel. En la matière, les Suisses, surtout Burckhardt et C. F. Meyer, ont joué un rôle primordial pour la sauvegarde des liens historiques noués entre germanisme et latinité, en faisant pénétrer le culte de la Renaissance italienne dans la culture allemande. (2)

8. Sauvegarde des valeurs traditionnelles

Certains critiques se sont livrés à une très subtile analyse des rapports de Burckhardt avec la culture allemande et la civilisation européenne. On a cherché à doser savamment le poids respectif de l'élément germanique et de l'élément latin dans sa personnalité et sa pensée. Il est possible que sa "latinité" ne soit qu'apparente, que son idée de l'Europe ne soit que l'approfondissement d'une forme d'européanisme allemand tempéré de rationalité latine. Une chose est certaine: Burckhardt participe d'une culture incontestablement allemande mais "centrifuge et périphérique", de sorte qu'il est malaisé de distinguer si son orientation vers l'européanisme est réelle ou si c'est "le résultat d'une séparation au deuxième degré -c'est-à-dire à partir de la spécificité romantique allemande..." (3)

(1) Cf lettre à Preen, le 25 mars 1890, p. 259

(2) Cf O. Westphal, Feinde Bismarcks - Geistige Grundlagen der deutschen Opposition von 1848-1918, München 1930, p. 115: "In der Tat hat der schweizerische Einfluss wesentlich dazu beigetragen, dass der Renaisancismus seine europäische, über die lateinische Sphäre hinausführende Bedeutung erlangte. Denn vor allem durch die Schweizer wurde er aus einer innerlateinischen zu einer romanisch-germanischen Kulturform umgeformt." Sur l'attitude des Suisses envers le Reich, voir l'ouvrage de l'historien helvétique Hans Ulrich Rentsch: Schweiz, neutraler Kleinstaat am Rande des Reiches, dans Europa und die Einheit Deutschlands. Eine Bilanz nach 100 Jahren, hrsg von W. Hofer, Köln 1970

(3) Cf Otto Seel, Burckhardt und die europäische Krise, Stuttgart 1948, p. 42: "...Im Grunde ist seine scheinbare Zuwendung zum Europäischen ja das Ergebnis einer Absonderung zweiten Grades -nämlich von der romantisch-deutschen Besonderheit..."

Citoyen helvétique, il a d'abord senti l'attrait d'une culture plus vaste, celle de l'idéalisme allemand. Puis, au fur et à mesure que l'Allemagne entraînait dans l'ère du réalisme et se repliait sur elle-même, il a cherché dans le monde latin un complément nécessaire. S'ouvrir à la culture latine signifiait pour lui s'ouvrir à la civilisation européenne, non pas à celle de son temps, mais à celle du passé.

Car ce n'est pas l'Europe de son temps que recherche Burckhardt. Nous savons quel tableau il en fait et quelle condamnation il porte sur elle.

Son Europe est l'Europe historique, l'Europe du Moyen-Âge et de la Renaissance, celle de la culture et de l'humanisme, en un mot, la "vieille Europe", "Alteuropa".

C'est cette Europe qu'il voit agoniser et dont il suit avec anxiété la décomposition. (1)

Prophète de la décadence, Burckhardt a connu à l'époque de Spengler un regain d'intérêt, alors que ses prédictions s'étaient déjà en grande partie réalisées. Les valeurs de la culture classique gisaient là, brisées par le nationalisme étatique et le matérialisme économique. L'heure des plus "terribles simplificateurs" était alors venue. On a écrit de lui qu'il était "la Cassandre de la bourgeoisie déclinante d'Europe occidentale". (2)

Burckhardt est un prophète au regard essentiellement tourné vers le passé. En lui, l'historisme du 19^{ème} siècle s'incarne de la façon la plus frappante, et Nietzsche, dans la deuxième Inactuelle, ne s'y est pas trompé.

(1) Cf Briefe, op. cit. p. 299: "Mich überkommt bisweilen ein Grauen, die Zustände Europas möchten einst über Nacht in eine Art Schnellfäule überschlagen, mit plötzlicher Todesschwäche der jetzigen scheinbar erhaltenden Kräfte. Jenes Bild der Zukunft, das ich Ihnen öfter zum Spass entwickelt habe, erscheint mir dann als gar nicht mehr so abwegig, und ich muss dagegen ankämpfen, dass es sich nicht bei mir zur fixen Idee versteinert", Lettre du 19 novembre 1881 à Alioth

(2) Cf V. Gittermann, J. Burckhardt als politischer Denker, Wiesbaden 1957, p. 37

Cf également O. Seel, J. Burckhardt und die europäische Krise, op.cit., qui fait de J. Burckhardt le témoin du renoncement de la bourgeoisie à elle-même (p. 59), l'un des plus clairvoyants parmi les grands esprits solitaires comme Rilke, George, Hofmannsthal ou Trakl, un Européen sans illusions sur les remèdes à apporter à la crise de l'humanisme occidental (pp. 72-77)

Burckhardt a la religion de la tradition. On sent dans son oeuvre la mélancolie, le renoncement, la nostalgie, le sentiment de la fugacité des choses. On y perçoit en quelque sorte le chant du cygne de la "vieille Europe".

Fuyant l'Europe bouleversée de son temps et le démonisme de la puissance, Burckhardt recherche le havre spirituel qui lui permettra de dominer l'évolution de l'histoire et d'observer le labeur inlassable de l'esprit qui détruit et crée éternellement. Ce refuge spirituel, cet "archimedischer Punkt", comme il le nomme dans les Considérations, c'est certes Bâle, la cité neutre et humaniste, qui le lui offre. Burckhardt peut encore y rêver à l'éducation de ces hommes ascétiques qui un jour peut-être délivreraient, pensait-il, le monde occidental de ses démons. A Bâle, Burckhardt a sans doute trouvé un peu de la quiétude orientale dont il a eu parfois la nostalgie. C'est là qu'il a songé à écrire de nouvelles Lettres Persanes à l'adresse de l'Occident. (1)

Bâle est devenu ainsi un symbole, celui de la spiritualité de la "vieille Europe" face à la puissance militaire et économique allemande.

Sous le troisième Reich, certains auteurs condamneront comme manifestation de la décadence l'"helvétisation" de la pensée allemande en Suisse, cette opposition des penseurs bâlois à une prétendue régénération par le nationalisme allemand. (2)

(1) Cf lettre à Salomon Vögelin du 6 mars 1866, dans Briefe, p. 216

(2) Cf en particulier Christoph Steding Das Reich und die Neutralen, Hamburg 1941-1942, chapitre d'un ouvrage plus vaste, Das Reich und die Krankheit der europäischen Kultur. L'auteur y fait le procès des "baseliansierte Denker" comme Burckhardt et Nietzsche, accusés de défendre la vieille Europe humaniste, décadente et révolue, p. 53 et p. 60. Mentionnons le point de vue diamétralement opposé des historiens marxistes, qui font de Burckhardt le représentant typique de l'idéologie fasciste de la bourgeoisie déclinante, l'adversaire de la conception progressiste de l'histoire et le précurseur de l'impérialisme européen. Ainsi J. Wenzel, de l'université de Leipzig, le rapproche de Gobineau et de Nietzsche, ainsi que d' A. Rosenberg, qui s'est référé à lui dans Le mythe du 20ème siècle.

Cf l'article de Johannes Wenzel Jakob Burckhardt, dans Die bürgerliche deutsche Geschichtsschreibung von der Reichseinigung von oben bis zur Befreiung Deutschlands vom Faschismus, hrsg von J. Streisand. (Studien über die deutsche Geschichtswissenschaft Bd. 2), op. cit. p. 41 et suiv.

Burckhardt se sent l'un des dépositaires de l'esprit européen. Il sait que si la culture de l'Europe doit renaître, ce sera par la vertu de l'esprit. Il croit à l'action de l'élite; il croit aussi à ce phénomène historique qu'il appelle "miracle".

"La marche de l'Europe est-elle...ascendante ou descendante?" s'interroge-t-il en 1859..."Physiquement, les peuples sont loin d'être épuisés, et du point de vue spirituel et moral, il faut... y faire entrer les forces invisibles, le miracle." (1)

Sa mission personnelle est de recueillir l'héritage du passé, mais aussi, pour l'avenir, d'aider au miracle. Pendant un demi-siècle, Burckhardt reste fidèle à la tâche de son existence, définie en mars 1846 dans une lettre à Schauenburg. Devant la menace de "barbarie" révolutionnaire, il écrit alors:

"Nous pouvons tous périr; moi du moins, je veux choisir l'intérêt pour lequel je dois périr, c'est-à-dire la culture de la vieille Europe (die Bildung Alteuropas)". (2)

Et dans la même lettre, il évoque cette "cohorte sacrée" des élites spirituelles chargées de sauver le trésor de la culture pour le transmettre à la postérité. Il a toujours été ce combattant de l'esprit.

Vers 1870, à l'époque des grands bouleversements, il trace dans les Fragments historiques ces lignes admirables:

"...Il peut venir des temps de terreur et de profonde misère. Nous voudrions savoir sur quelle vague de l'Océan nous flottons, mais nous sommes nous-mêmes cette vague. Cependant l'humanité n'est pas destinée à périr encore...Mais si dans le malheur il doit y avoir encore un bonheur, il ne peut être que de nature spirituelle, tourné en arrière pour la sauvegarde de la culture du passé, tourné en avant pour une défense sereine et inlassable de l'esprit..." (3)

(1) Fragments, p. 60

(2) Lettre du 5 mars 1846, dans Briefe, p. 210

(3) Fragments, p. 197

CHAPITRE 2

NIETZSCHE, LE "BON EUROPEEN"

1. La Grèce, aurore de l'Europe.

Frédéric Nietzsche a été, à l'Université de Bâle, le collègue et le disciple de Burckhardt. Tous deux sont les témoins du déclin occidental. Tous deux ont la certitude que la conscience moderne est celle de la décadence. Nietzsche trouve en revanche, dans les ouvrages de Burckhardt consacrés à la Renaissance italienne, le secret de la régénération: le surgissement d'un esprit et d'une humanité tout nouveaux. Et surtout, grâce au grand helléniste bâlois, il discerne qu'une civilisation est une unité vivante ("etwas lebendig Eines", écrit-il dans Schopenhauer als Erzieher) et qu'il existe dans l'Antiquité un modèle de civilisation supérieure, la Grèce. Burckhardt transmet à Nietzsche la grande idée d'une Grèce tragique, brisant ainsi avec l'idéal classique de sérénité olympienne. L'auteur du Crépuscule des idoles salue en son maître celui qui, le premier, a saisi avec l'intuition du génie l'importance du dionysisme dans le monde hellénique.

"L'oeuvre pratique de régénération à laquelle songe Nietzsche, écrit Charles Andler, suppose connues les lois qui régissent la décadence et la renaissance des civilisations. Elle suppose aussi que l'on sache faire une juste évaluation de la grandeur historique. Voilà ce que Nietzsche a appris de Burckhardt..." (1)

C'est ici, cependant, que le disciple se sépare du maître. Car son Europe ne sera plus la "vieille Europe", "Alteuropa", l'Europe historique de Burckhardt. Nietzsche n'a pas la religion de la tradition, exception faite peut-être de la Grèce antique. Il est vrai qu'en ce domaine il a été à bonne école. Car, outre l'influence de Burckhardt, il a subi celle d'un singulier savant, à la fois juriste, historien de l'Antiquité et archéologue: J. J. Bachofen. (2)

-
- (1) Ch. Andler, Nietzsche, sa vie et sa pensée, tome I: Les précurseurs de Nietzsche, La jeunesse de Nietzsche, 4ème édition, Paris 1958, p.227
- (2) Bachofen (Johann Jakob) 1815 - 1887, citoyen bâlois calviniste, ancien élève du juriste Savigny à Berlin. Il devint en 1841 professeur de droit à Bâle. Ce fut aussi un grand voyageur. Il fit ses études en Suisse, en Allemagne, à Paris et à Londres, puis fit de nombreux séjours en Grèce, en Italie et en Espagne. Il appartient nettement au romantisme, dont il achève l'oeuvre. A la suite de Schelling, il présente le mythe comme la

Bachofen conçoit l'audacieuse entreprise de fondre ensemble l'histoire de la religion et celle du droit, la sociologie et l'ethnographie. Il est, comme Lasaulx, convaincu que la décadence de la civilisation moderne procède de la substitution de la philosophie à la religion. Il s'insurge contre l'illusion du progrès et prône un retour à la foi chrétienne. Il diffère donc en ceci de Nietzsche, dont il s'écarte dès le moment où l'auteur de La naissance de la tragédie, oeuvre qu'il estimait beaucoup, professe une philosophie violemment antichrétienne.

Il faut rattacher l'irrationalisme de Bachofen et son interprétation métaphysique, mythique et symbolique des rapports entre l'Occident et l'Orient aux spéculations du romantisme sur l'ascendance asiatique de l'humanité européenne et sur un Orient fabuleux au sein duquel fusionneraient la religion, la mythologie et l'histoire. Les conceptions de Bachofen, comme celles de Lasaulx, s'alimentent à la Mythengeschichte der asiatischen Welt de Josef Görres, ainsi qu'à l'ouvrage Symbolik und Mythologie der alten Völker (1810-1812) du philologue et archéologue Friedrich Creuzer. (1)

D'autre part, sa philosophie de l'histoire rappelle la téléologie hégélienne. Pour Bachofen comme pour Hegel, le "Weltgeist" s'incarne successivement en Orient et en Occident.

source inépuisable de la religiosité humaine. On lui doit un certain nombre d'ouvrages sur la religion, l'histoire, le droit et la société de l'Antiquité, notamment Das Mutterrecht (1861). Son oeuvre fut généralement passée sous silence par les spécialistes. Elle fut redécouverte en 1929 grâce à des extraits: Le mythe de l'Orient et de l'Occident. Une métaphysique de l'Ancien Monde (Der Mythos von Orient und Occident - Eine Metaphysik der Alten Welt - Aus den Werken von J. J. Bachofen. Mit einer Einleitung von A. Bäumler - München) Ces extraits furent suivis en 1943 de: J. J. Bachofen - Gesammelte Werke, Basel

Sur Bachofen on consultera:

- Autobiographische Aufzeichnungen von Prof. J.J. Bachofen dans Basler Jahrbuch 1917
- A. Bäumler, Bachofen und Nietzsche, Zürich 1929
- Ch. Andler op. cit. pp. 418-423
- H. von Srbik, Geist und Geschichte vom deutschen Humanismus bis zur Gegenwart, op. cit. Bd.II., p. 314

(1) Avant Görres et Creuzer, A. W. Schlegel désignait l'Orient dès 1804 comme la source de toute régénération, et Schelling écrivait en 1806 que l'Europe était "le tronc stérile en soi qui doit tout à des greffes orientales". Sur cette question de l'origine asiatique de l'Europe et sur la naissance de l'"indomanie" au début du 19ème siècle, cf L. Poliakov, Le mythe aryen, op. cit. p. 193 suiv.

L'histoire est la lutte de la liberté contre la nécessité naturelle. Bachofen a une conception dualiste du monde. Il oppose la matière et l'esprit, l'Orient et l'Occident, le principe féminin au principe masculin. Cela aboutira chez Nietzsche à l'antithèse du dionysisme et de l'apollinisme.

Toute la genèse de l'histoire européenne repose pour Bachofen sur la naissance de l'esprit dynamique de l'Occident à partir de la matière statique de l'Orient, sur l'antagonisme du principe occidental paternel et du principe oriental maternel. Et c'est sur cette base qu'il est conduit à réinterpréter la mythologie, l'histoire et la littérature de l'Antiquité. Hercule et Omphale, Enée et Didon, Samson et Dalila: autant de symboles de l'opposition entre les deux principes. La Guerre de Troie et l'épopée d'Alexandre sont deux épisodes du conflit entre l'Occident et l'Orient. Le culte de Dionysos ne manifeste-t-il pas une rechute dans les religions pélasgiennes, chthoniennes, "nocturnes" de l'époque antéhellénique? La tragédie des "Euménides" d'Eschyle ne marque-t-elle pas le passage du matriarcat au patriarcat?

Selon ces théories, l'humanité va du chaos à l'ordre, des ténèbres à la lumière, d'un Orient matriarcal et instinctif à un Occident soumis au principe paternel. Dans l'esprit de Bachofen, c'est l'Italie, plus encore que la Grèce, qui est la terre élue, l'héritière de l'Asie et la fondatrice de l'Europe. Nous retrouvons ici les idées de Lasaulx.

Rome a créé le droit et l'Etat, assurant par là la suprématie du principe du Père. Rome est devenue le centre de l'histoire en détruisant ces éléments asiatiques qu'étaient Albe, Véies, Carthage, Jérusalem. Bachofen considère la destruction de Carthage comme le plus grand tournant de l'histoire, parce qu'au cours des Guerres puniques la République romaine a réussi à mobiliser les forces morales de l'Occident. L'esprit de l'Europe a galvanisé les héros romains. Il s'est incarné plus tard dans le plus grand de tous, César.(1)

Ainsi donc l'Europe est véritablement née avec Rome. Bachofen réinterprète l'histoire romaine comme il a réinterprété l'histoire grecque. Il procède de même avec la mythologie et la littérature, faisant d'Enée

(1) Der Mythos von Orient und Occident - Eine Metaphysik der alten Welt, op.cit. p. 568: "Caesar ist vorzugsweise der okzidentalische Held, das von ihm gegründete kaiserliche Rom ganz auf das Abendland gebaut und daher durch zwei Jahrtausende mit ihm vereinigt geblieben."

le premier héros européen et de l'"Enéide" l'épopée de la transmutation du principe oriental, anéanti dans les ruines de Troie, en principe occidental. (1)

Il y a tout lieu de penser que Nietzsche a subi la fascination de cette fresque grandiose et qu'il en a retenu une certaine vision du monde antique, l'idée d'une identité profonde du mythe et de l'histoire, enfin la polarité cosmique d'un univers oriental féminin, nocturne et tellurique et d'un univers occidental viril, lumineux et solaire. (2)

Le philosophe, selon toute vraisemblance, doit à son collègue Bachofen la conception d'un Orient ténébreux et mystérieux, mais prodigieusement attirant par sa richesse en ressources vitales, un Orient sans lequel la Grèce et l'Europe ne seraient pas ce qu'elles sont.

Mais le moment est venu de montrer comment, pour Nietzsche, la Grèce est née de l'Asie, et l'Europe de la Grèce.

"...jusqu'à présent, après de longues recherches cosmopolitiques, le Grec reste l'homme le plus évolué. L'Europe." (3)

Or ces Grecs ont été, Nietzsche l'affirme, "les meilleurs héritiers et disciples de l'Asie", ne serait-ce qu'en traitant jusqu'à l'époque de Périclès la femme avec une rigueur orientale. Maintes fois, il reconnaîtra à l'esprit asiatique la supériorité de la raison et de l'instinct, et il écrira même à l'occasion que "les hommes de l'Asie sont cent fois plus grands que ceux de l'Europe". (4)

Comme Lasaulx et Burckhardt, Nietzsche reconnaît la loi des anti-thèses créatrices. La civilisation grecque est née de l'Orient, mais par réaction contre lui. Les Grecs ont "organisé le chaos"; ils ont ordonné

(1) Ibid. pp. 561 et 562

(2) On ne sera pas étonné que Burckhardt, dont l'hellénisme était celui de l'ordre et de la clarté, ait été peu attiré par Bachofen. Ceci a été souligné par le sociologue Alfred von Martin, ancien professeur de l'Université de Munich (Nietzsche und Burckhardt, München 1941, p. 90) qui rappelle que Nietzsche a oscillé, quant à lui, entre l'apollinisme et le dionysisme, c'est-à-dire la rechute "aus dem Licht Europas in das mystische, elementarisch dunkle Asiatische".

(3) Nietzsches Werke. Kritische Gesamtausgabe, hrsg. von G. Colli und M. Montinari, Berlin-New York, VII 2, p. 241

(4) Cité par H. J. Bolle dans F. Nietzsche - Oeuvres posthumes, Paris 1934, p. 308

souverainement les forces qui menaçaient de les submerger;(1) ils ont créé le premier et incomparable modèle de civilisation une et vivante. Ce faisant, ils ont triomphé, par la volonté et la vaillance, de leur propre "asiatisme"; ils ont fait surgir l'ordre et la mesure, en un mot l'"apollinisme", des tréfonds dionysiens.(2)

On comprend ce que l'Europe doit à la Grèce, d'esprit individuel, de caractère typique, de force et de mesure, de beauté et de perfection. Elle le doit à l'héroïsme des Grecs, et aussi à leur pensée logique et rigoureuse. Depuis les Grecs, elle distingue la vérité de la poésie, car elle est allée à l'école de la raison:

"C'est la raison dans l'enseignement qui a fait de l'Europe ce qu'elle est: au Moyen-Age, elle prenait le chemin de redevenir une province, une annexe de l'Asie - c'est-à-dire de perdre l'esprit scientifique qu'elle devait aux Grecs." (3)

La Grèce antique est pour Nietzsche l'alpha et l'oméga de l'Europe, à la fois le berceau de sa civilisation et le parangon de toute beauté, de toute harmonie, de toute force, la fontaine de jouvence où les sages occidentaux puiseront une vigueur nouvelle. La Grèce transfigurée par Nietzsche est à la fois l'origine et l'objectif de l'humanité européenne. Est européen tout ce qui est héritier de l'hellénisme, tout ce qui a reçu de lui l'unité de la pensée, du sentiment et de la volonté, tout ce qui est animé de l'esprit logique des Grecs.

"Qu'est donc l'Europe?" se demande-t-il, "l'Europe s'étend aujourd'hui partout où l'on croit à la science." (4)

-
- (1) C'est ainsi que Fichte fait dater la naissance de l'Europe du moment où les Grecs ont imaginé la Loi et le Droit. Cette idée, formulée notamment dans les Traits caractéristiques du temps présent, sera répétée sur tous les tons par les théoriciens allemands de l'Etat. On trouve également chez Fichte, comme plus tard chez Bachofen, le mythe d'Enée symbolisant la fondation de l'Europe par le héros troyen.
 - (2) Werke, hrsg. von Karl Schlechta, München 1954-1965, tome III, p. 792
"...warum gerade der griechische Apollinismus aus einem dionysischen Untergrund herauswachsen musste, der dionysische Griechen nötig hatte, apollinisch zu werden: das heisst, seinen Willen zum Ungeheuren, Vielfachen, Ungewissen, Entsetzlichen zu brechen an einem Willen zum Mass, zur Einfachheit, zur Einordnung in Regel und Begriff. Das Masslose, Wüste, Asiatische liegt auf seinem Grunde: die Tapferkeit des Griechen besteht im Kampfe mit seinem Asiatismus."
 - (3) Oeuvres philosophiques complètes. Textes et variantes établis par G. Colli et M. Montinari. Traduits de l'allemand par R. Rovini, Paris 1968, tome III 1, p. 185
 - (4) Kritische Gesamtausgabe IV 3, p. 424. Fragments de 1878-1879

L'Europe de Nietzsche est ainsi à la fois plus et moins que l'Europe géographique.

"Ici, où les notions de 'moderne' et d'européen' sont presque équivalentes, on entend par 'Europe' beaucoup plus de territoires que n'en comprend l'Europe géographique, cette petite presqu'île de l'Asie: l'Amérique surtout en fait partie, en ce qu'elle est justement fille de notre civilisation. D'un autre côté, ce n'est pas toute l'Europe qu'englobe l'idée de civilisation 'européenne' mais seulement ces peuples et parties de peuples qui ont leur passé commun dans l'hellénisme, la latinité, le judaïsme et le christianisme." (1)

Mais l'identification des concepts de 'moderne' et d'européen' introduit et implique l'un des grands thèmes de la pensée nietzschéenne, celui du déclin. Pour l'auteur d'Humain trop humain, en effet, l'esprit de l'Europe moderne n'est rien d'autre qu'un épicurisme vulgarisé, qu'un hellénisme affadi et altéré par Rome, le christianisme et la science.

2. La corruption judéo-chrétienne

Nietzsche va imputer surtout au christianisme la décadence de l'Europe, mais il s'en prend d'abord à Socrate, qu'il accuse d'avoir introduit l'optimisme dans la pensée grecque, donc de l'avoir coupée de l'âge tragique. Socrate et Platon seraient des types d'humanité décadente et des agents de décomposition de l'hellénisme d'abord, de l'esprit européen ensuite, car leur influence pernicieuse se serait conjuguée avec celle du judaïsme pour corrompre le christianisme.

L'accusation portée contre la judaïsation du christianisme mérite une analyse attentive, car la pensée de Nietzsche est ici infiniment plus nuancée que celle des antisémites de son temps. Que reproche-t-il aux Juifs? Essentiellement d'avoir procédé à un renversement total des valeurs et d'avoir sapé les assises de toute authentique civilisation. Mais, en toutes choses, la dialectique nietzschéenne dégage les antinomies latentes. Si le judaïsme est cause de décadence, il n'en est pas moins admiré. Le philosophe est sensible à la puissance de l'Ancien Testament, témoignage de l'antique Asie, et aussi à l'effort de dépassement de soi que les peuples d'Europe ont dû faire pour s'assimiler la pensée judaïque:

(1) Oeuvres philosophiques complètes, tome III 2, Humain, trop humain, p. 250

"... peut-être l'Europe ne s'est-elle jamais surmontée autant elle-même que dans cette assimilation de la littérature juive. Le sentiment européen actuel de la Bible est la plus grande victoire remportée sur la limitation raciale... Car l'Europe a projeté une bonne part d'elle-même dans la Bible..." (1)

Nietzsche ne nie pas qu'à l'école du christianisme l'esprit européen ait acquis des qualités particulières de finesse, de rigueur et de mobilité. Il admet - dans la préface à Jenseits von Gut und Böse - que la résistance au christianisme ait "créé en Europe une tension splendide de l'esprit, telle qu'elle n'exista jamais encore sur terre".

Mais, à tout prendre, la christianisation de l'Europe est un désastre, estime-t-il, pour la civilisation et l'humanité, le christianisme judaïsé étant une religion "antiaryenne", c'est-à-dire diamétralement opposée à l'idéal nietzschéen de sélection aristocratique. C'est la religion des faibles et des opprimés, donc du ressentiment. Sur ce sujet, Nietzsche est implacable:

"Le mouvement chrétien, en tant que mouvement européen, écrit-il dans L'Antéchrist, est d'emblée un mouvement rassemblant sans exclusive toute la lie, tout le rebut de l'humanité... Il n'exprime pas le déclin d'une race, il est un conglomérat de formes de décadence venues de partout..." (2)

Aussi la christianisation des peuples germaniques a-t-elle tari les sources de régénération latentes dans la "barbarie" nordique. D'autre part, l'Europe a été coupée de l'Antiquité par l'anéantissement de l'Empire romain. Double crime perpétré par le christianisme, et qui équivaut pour le philosophe au meurtre de la civilisation par destruction de ces deux composantes: la vitalité et la culture. Emporté par son irritation antichrétienne, l'auteur interprète à sa guise l'histoire européenne, tenant pour nulle la retransmission de certaines formes de la pensée antique par la philosophie chrétienne. (3)

D'ailleurs, l'histoire de l'Europe depuis la Rome impériale se résume selon lui en un mot: "Sklavenaufstand", la révolte des esclaves, des

(1) Ibid. tome IV, p. 306

(2) Ibid. tome VIII, p. 216

(3) Cf. Edition Schlechta II, p. 1230 Der Antichrist: "Die ganze Arbeit der antiken Welt umsonst: ich habe kein Wort dafür, das mein Gefühl über etwas so Ungeheueres ausdrückt."

faibles contre les forts, des opprimés contre les oppresseurs. L'analyse par Nietzsche du "fait social primitif", de la lutte des classes peut évidemment être rapprochée des théories marxistes. Avec cette différence toutefois que son point de vue est diamétralement opposé à l'idéologie socialiste. De plus, il pense en moraliste. Si, comme il l'écrit dans la Volonté de puissance, "l'histoire de l'Europe depuis les temps de l'Empire romain est celle d'une révolte d'esclaves", ce fait a deux conséquences contradictoires. La première, c'est que l'existence de deux lois morales, celle des "maîtres" et celle des "esclaves", a provoqué en Occident des antagonismes vivifiants et créateurs. La seconde, c'est l'excès de moralité orientale, c'est-à-dire judéo-chrétienne, dans l'esprit européen. "Moralité, invention asiatique. Nous dépendons de l'Asie", proteste Nietzsche. (1)

La morale a fait de l'Europe la terre du mensonge et de l'hypocrisie. Le christianisme, détourné de sa vraie nature par les faibles et les opprimés, ruine la civilisation en affaiblissant le type humain de l'Européen. Il rend malades les forts pour pouvoir dompter leurs instincts. Ce que d'autres nomment "civilisation" (Zivilisation) signifie pour Nietzsche affaiblissement et dégénérescence. Mais voici que, dans ce déclin général, le christianisme lui-même n'est pas épargné. Le philosophe croit pouvoir en suivre la décomposition. Il croit voir se substituer à la croyance terrible du Dieu en croix une religion qui a la douceur suave d'un beau soleil couchant, une foi lénifiante pour décadents, bref un "bouddhisme européen". (2)

Le christianisme de l'Europe moderne, le christianisme bourgeois n'est plus qu'une religion de façade, de cérémonies et d'états d'âme. Pendant une dizaine d'années, Nietzsche en montre le lent dépérissement, en particulier dans Humain, trop humain (1878) et dans Aurore (1881). Puis, dans le Gai savoir (1882), il annonce au monde la redoutable nouvelle: "Dieu est mort".

"Le plus grand événement récent - à savoir que "Dieu est mort", que la croyance au Dieu chrétien est tombée en discrédit - commence dès maintenant à étendre son ombre sur l'Europe". (3)

(1) Kritische Gesamtausgabe V 1, p. 356, 1880-1881

(2) Cf. ibid. VIII 1, p. 136

(3) Oeuvres philosophiques complètes, tome V, p. 225

L'Europe a perdu sa foi métaphysique. Une ère historique s'achève. Ainsi l'époque moderne est au centre de l'histoire. Avec la foi chrétienne, la morale s'effondre. Si Dieu est mort, tout est permis à l'homme. Mais Dieu n'est pas mort pour tous. Il faudra du temps pour que tous s'aperçoivent qu'ils ne croient plus qu'à l'ombre de Dieu. Même le prophète de la "mort de Dieu" frémit devant les conséquences de sa tragique révélation. Car désormais la grande aventure de l'Europe va commencer. De l'effondrement de la métaphysique et de la morale vont surgir la liberté, l'audace, une "nouvelle aurore", mais aussi une "longue et féconde succession de ruptures, de destructions, de déclin, de bouleversements..."(1)

Qu'entrevoit Nietzsche au terme de la période de transition qui s'annonce? Une extinction totale des forces religieuses? Un athéisme européen? Il n'écarte pas l'éventualité d'un polythéisme, ou d'un "bouddhisme athée" supérieurs aux confessions. Mais ce qu'il souhaite avant tout, c'est l'apparition d'une humanité nouvelle, affranchie du déterminisme chrétien et des valeurs de décadence. L'homme européen, cependant, doit d'abord subir l'épreuve du chaos et du nihilisme. (2)

3. Le procès des "nouvelles idoles"

Nietzsche se fixe une tâche préliminaire: procéder à l'impitoyable analyse spectrale de la civilisation moderne, ou, ce qui pour lui revient au même, de la civilisation européenne. Son objectif est, comme il le souligne dans Ecce homo, "eine Kritik der Modernität". Il est de révéler dans toute son étendue le déclin de toutes les formes de la vie et de la pensée.

Si une civilisation authentique se caractérise par son unité vivante, comme à l'époque hellénique, il est évident pour le philosophe que la civilisation occidentale moderne est gravement décadente et malade. Par quoi se distingue-t-elle? Par l'absence totale d'unité dans la vie et dans la pensée, par le chaos des idées et des styles, par la dualité et

(1) Ibid.

(2) Sur Nietzsche et le christianisme, nous renvoyons à K. Jaspers Nietzsche et le christianisme, Traduction, Paris 1949, p. 12 et p. 13, ainsi qu'à P. Valadier: Remarques sur un texte posthume contemporain d'Aurore dans Nietzsche aujourd'hui?, publication du Centre culturel de Cerisy-la-Salle, Colloque de juillet 1972, tome 2, pp. 239 et suiv.

la disharmonie de l'homme. Les grands classiques allemands avaient déjà rêvé d'une nouvelle humanité retrouvant l'harmonie des Grecs. Le philosophe pessimiste, lui, s'attache à montrer toute l'ampleur du mal dont l'Europe et les Européens seraient atteints.(1)

Désordonnée, superficielle, inauthentique: telle est la civilisation moderne. La disparition de la foi métaphysique entraîne la multiplication des religions de remplacement, ce que Nietzsche nomme les "nouvelles idoles". L'atmosphère européenne est empestée de ces succédanés de christianisme. L'Europe abonde de faux idéaux.

Parmi eux, en premier lieu, le culte du passé historique: Nietzsche le dénonce avec force dans la deuxième Considération inactuelle. Il fait, avec le procès de l'historicisme, celui du 19ème siècle, le siècle de l'histoire. De quoi l'accuse-t-il? De surcharger les Européens d'un savoir encombrant, de les aliéner, de leur imposer le masque des cultures du passé, bref d'insinuer en eux le doute et le scepticisme. (2)

En somme, l'homme moderne n'est pas lui-même. Il ne vit que par civilisations interposées. Comme d'un magasin aux accessoires, il tire de l'histoire des déguisements dont il s'affuble. Le fameux "sens historique" dont s'enorgueillit le 19ème siècle n'est en fait que l'absence d'unité, de style, de goût, de noblesse et de distinction. Il est le signe typique du déclin. L'Européen est un être composite, sans unité foncière: "der europäische Mischmensch".

Vient s'y ajouter l'idée de progrès. Nietzsche oppose à la notion de "progrès" (Fortschritt) celle de "progression" (Vorschritt).

Nous citons le texte en question d'après la Kritische Gesamtausgabe V 1, Nachgelassene Fragmente Ende 1880, p. 671: "Es kommt eine Zeit der Wildheit und Kraftverjüngung 3/ die religiösen Kräfte könnten immer noch stark genug sein zu einer atheistischen Religion à la Buddha, welche über die Unterschiede der Confession hinwegstriche... Ein neuer Mensch muss sich zeigen..."

- (1) Citons deux aphorismes parmi beaucoup: "Wir leben in der Periode, wo verschiedene Lebensauffassungen nebeneinander stehen: deshalb ist die Zeit so lehrreich, wie selten eine, deshalb so krank, weil sie an den Übeln aller Richtungen zugleich leidet. Zukunftsmensch: der europäische Mensch". Kritische Gesamtausgabe IV 1, p. 119
"... -was macht Europa? Oh, das ist ein krankes wunderliches Weibchen: das muss man rasen, schreien und Tisch und Teller zerbrechen lassen, sonst hat man nimmer vor ihm Ruh: ein Weib, das an dem, was es liebt, leiden will." Ibid. VII 3, p. 119

Sa philosophie de l'histoire est absolument hostile à l'optimisme rationaliste. Tout finalisme lui est inconnu. Non seulement l'humanité, selon lui, n'avance pas, mais elle n'a pas d'histoire commune. Avec Nietzsche disparaît l'idée d'histoire universelle. L'histoire devient une sorte d'immense laboratoire, où règnent le désordre et la discontinuité, ainsi qu'un prodigieux gaspillage de forces. Seuls quelques rares types d'humanité, quelques rares cultures ont été des succès, tels les Grecs. Quant à l'Europe moderne, non seulement elle ne constitue pas un progrès, mais elle décline.

"L'humanité n'avance pas, elle n'existe même pas encore. L'aspect global est celui d'un prodigieux atelier d'essais où quelques-uns réussissent, épars à travers les siècles, et où des masses inouïes de tentatives échouent, où manque toute espèce d'ordre, de logique de lien et d'obligation... L'homme n'est pas en progrès sur l'animal: le civilisé débile est un avorton, auprès de l'Arabe et du Corse; le Chinois est un type plus réussi, c'est-à-dire plus durable que l'Européen..." (1)

Que sont, dans ces conditions, les idéaux du monde occidental, sa philosophie optimiste, ses rêves politiques et sociaux? Des croyances fallacieuses, des préjugés dérisoires, rétorque le critique des "idées modernes".

Voici comment il juge le bonheur, cet épicurisme vulgarisé que l'on présente comme le but suprême de l'existence:

"Je décris le bonheur tel que je me l'imagine dans notre actuelle société d'Europe et d'Amérique, à la fois exténuée et assoiffée de puissance." (2)

Voici condamnée la science moderne, servante d'un siècle de déclin, expression des idéaux sociaux d'une humanité décadente:

"Je tente de deviner les préjugés fondamentaux de la science actuelle! C'est être européen!" (3)

La critique nietzschéenne s'inscrit dans la contre-offensive anti-libérale des conservateurs allemands à l'époque bismarckienne. Mais entre elle et les conceptions d'un Jörg ou d'un Frantz, la différence est im-

(2) Ce réquisitoire contre l'historicisme est bien étudié par R. J. Dupuy, Politique de Nietzsche, op. cit. pp. 117 - 132

(1) Fragment de 1888, traduit par G. Bianquis dans La volonté de puissance, Paris 1948, tome II, p. 22

(2) Oeuvres philosophiques complètes, tome IV, Aurore, p. 189

(3) Ibid. p. 674. Cf. également, dans la Kritische Gesamtausgabe VIII 3, p. 30: "Die unbewusste Wirkung der decadence auf die Ideale der Wis-

mense. Nietzsche ne propose pas, pour remédier à la démocratisation et à la socialisation, le retour de l'Occident à un christianisme renouvelé, bien au contraire. Il ne cesse de dénoncer la relation de cause à effet existant entre la pensée chrétienne et l'esprit démocratique. Christianisme et démocratisme ne sont pour lui que deux faces d'un seul et même phénomène: la révolte des esclaves. Pour lui, une ligne directe mène de Socrate à Rousseau, en passant par Jésus et Luther. Ce sont les "quatre grands démocrates". La démocratie européenne, immédiatement issue de Rousseau, cet "homme moderne" typique, et de cette "orgie de médiocrité" que fut la Révolution de 1789, qu'est-elle donc, sinon un déchaînement de faiblesses et de lassitudes? Nietzsche abonde ici dans le sens de son maître Burckhardt. Il estime que la démocratisation, avec toutes ses conséquences, est un processus irrésistible, et que tous les efforts de ses adversaires contribuent à la précipiter. (1)

Comme la plupart de ses contemporains allemands, il a été frappé par l'épisode de la Commune de Paris. Dans une lettre de juin 1871, il évoque aussi l'hydre de la révolution internationale, menaçant la vieille Europe chrétienne et toute la culture occidentale. (2)

Plus tard, alors que se précise sa conception d'une possible régénération, il découvre dans le socialisme un aspect positif: à une société croupissant dans l'apathie et l'engourdissement démocratiques, la lutte des classes peut donner un coup de fouet salutaire. Mais il tient le socialisme pour une doctrine désastreuse dans la mesure où il parachève l'oeuvre nocive du christianisme et de la démocratie. Poussant à sa limite extrême la révolte des esclaves, c'est-à-dire la tyrannie des médiocres, il est une "volonté de négation de la vie" et, partant, il ne peut être que le fait de peuples décadents. Plusieurs décennies avant la Révolution russe, Nietzsche souhaite qu'on tente quelques ex-

senschaft. Das niedersinkende Leben im jetzigen Europa formuliert in ihnen seine Gesellschaftsideale: sie sehen alle zum Verwechseln dem Ideal alter überlebter Rassen ähnlich."

- (1) Cf. Edition Schlechta I, p. 981, "Die Zeit der Zyklopenbauten". Sur Nietzsche et la démocratie, cf. R. J. Dupuy op. cit. pp. 36 à 40, et C. Andler, op. cit., tome V, pp. 280 - 287
- (2) Cf. Brief an Carl von Gersdorff, 21. 6. 1871, dans Schlechta III, p. 1043

périences de société socialiste dans le seul but de prouver l'absurdité de ces théories. (1)

Il ne doute pas que le socialisme ferait de l'Europe le contraire de la Grèce antique: le continent du nivellement, une sorte de "Chine occidentale" figée et inerte. Cette Europe ne serait plus elle-même, car elle aurait perdu le meilleur de sa substance: sa faculté de mutation. Déjà Burckhardt redoutait la réduction de la multiplicité européenne. Nietzsche, lui, pense que l'insatisfaction est l'un des secrets du dynamisme de l'esprit occidental:

"L'Europe", écrit-il dans le Gai savoir, "est une malade qui doit une suprême reconnaissance à son incurabilité et à l'éternelle métamorphose de sa souffrance: ces situations, ces dangers, ces douleurs et ces expédients par leur renouvellement incessant ont fini par provoquer cette irascibilité intellectuelle qui est presque autant que du génie, et en tout cas la mère de tout génie".(2)

De même que l'esprit tire sa force du déclin et en quelque sorte le transcende, la vigueur d'une civilisation ne peut surgir que de l'inégalité sociale. Nietzsche a la conviction qu'une société sans classes irait contre la vie elle-même, qui est "volonté de puissance". (3)

C'est pourquoi il réagit avec la dernière énergie contre tout ce qui, à son avis, dégrade l'homme dans sa force individuelle: égalitarisme et uniformisation, totalitarisme et massification. Il réserve ses traits les plus acérés à l'Etat-providence et à la société dite de consommation, celle de l'homme-pygmée, le "dernier homme" de Zarathoustra. (4)

Nous retrouvons chez Nietzsche les deux griefs déjà rencontrés chez les adversaires du libéralisme: massification d'une part, atomisation de l'autre. Entre les deux, estime-t-il, il n'y a plus de place pour le véritable épanouissement de l'homme. L'idée moderne de "liberté" équivaut au déchaînement de l'individualisme le plus effréné. C'est là un autre symptôme de décadence, car aucune civilisation organisée n'est alors possible. (5)

(1) Cf. Schlechta III, pp. 470 - 471

(2) Oeuvres philosophiques complètes, tome V, p. 64

(3) Cf. Schlechta II, p. 729. Sur Nietzsche et le socialisme, cf. R. J. Dupuy op. cit. pp. 40 et suiv., ainsi que Ch. Andler op. cit. tome VI, p. 203 et suiv.

(4) Cf. ici encore R. J. Dupuy op. cit. pp. 217 et suiv.

(5) "Wir leben die Periode der Atome, des atomistischen Chaos." Schlechta I, p. 313

L'Europe retombe dans l'état de "barbarie" où l'individu ne pense plus qu'à son existence personnelle. Comment, dans cette situation, construire une authentique et durable société? Il n'existe plus de matériau humain adéquat pour en édifier une: l'homme de la démocratie européenne et américaine est devenu un "acteur" qui croit pouvoir jouer tous les rôles. L'histrion se substitue au bâtisseur et à l'organisateur. (1)

C'est précisément sur le point des rapports entre l'individu et la société que porte l'attaque de Nietzsche contre l'Etat. La recherche d'un individualisme sans bornes signifie pour lui la mort de l'Etat en tant que phénomène primitif d' "immoralité organisée", nécessaire à la fondation des civilisations. Dépouillé de son prestige divin, l'Etat est engagé dans un processus de déclin démocratique, dont la souveraineté populaire est la forme historique. Que l'on songe à cette dégénérescence: l'Etat originel, ossature de la civilisation, transformé en une idole utilitariste et totalitaire, niveleuse et égalitaire, à la fois Etat-providence et Etat-gendarme. (2)

Nous ne citons que pour mémoire la formule célèbre de Zarathoustra:

"Etat, de tous les monstres froids ainsi se nomme le plus froid.
Et c'est avec froideur aussi qu'il ment, et suinte de sa bouche
ce mensonge: 'Moi, l'Etat, je suis le peuple'." (3)

Nietzsche a été l'un des premiers à dénoncer la collusion de l'Etat et de la démocratie. Rejoignant Proudhon et les fédéralistes, il a révélé à ses contemporains quel serait le sort futur d'une Europe dominée par les Etats-nations. A quoi, en effet, peut aboutir le pouvoir sans limites de l'Etat tentaculaire, de l'Etat qui s'identifie abusivement au peuple et à la nation? Nous connaissons la réponse de Nietzsche: à la dégradation de la vie spirituelle, voire de la vie tout court, à la réduction de l'humanité au "dernier homme", à la négation de la culture.

Le philosophe de la "volonté de puissance" heurte de front l'hégélianisme, la sacralisation de l'Etat et la doctrine d'une mission providentielle des nations. Il s'oppose farouchement à la balkanisation de l'Europe en Etats nationaux militarisés à outrance. Il voit les Européens

(1) Cf. Le Gai Savoir: aphorisme "Inwiefern es in Europa immer 'künstlicher' zugehen wird", Schlechta II, pp. 223 - 225

(2) Sur Nietzsche et l'Etat, cf. R. J. Dupuy, op. cit. pp. 34 - 36

(3) Oeuvres philosophiques complètes, tome VI, p. 61

acharnés à se détruire, comme les Grecs antiques, et pour des raisons aussi futiles que l'intérêt dynastique ou commercial. La volonté de puissance étatique, estime-t-il, a mis l'Europe sur la voie fatale de la force. Seule la force décide du sort des nations, raye les petits Etats de la carte au profit des plus grands, qui un jour seront eux-mêmes absorbés par un seul Etat-monstre (Monstrestaat), sorte de colosse aux pieds d'argile n'ayant plus de cohésion interne, donc condamné tôt ou tard à l'éclatement.

Nietzsche a-t-il jugé d'après les essais passés de monarchie universelle, ou a-t-il eu une prémonition de la tentative hitlérienne de domination de l'Europe? En tout état de cause, ce texte de Humain, trop humain mérite d'être cité in extenso:

"Les traités entre Etats européens restent de nos jours exactement aussi longtemps en vigueur que subsiste la contrainte qui leur a donné naissance. C'est donc une situation dans laquelle la force (au sens physique) décide et impose sa loi. Celle-ci est la suivante: les grands Etats dévorent les petits, l'Etat-monstre dévore le grand Etat -et l'Etat-monstre finit par éclater, parce que vient à lui manquer la ceinture qui maintenait son corps: l'hostilité des voisins. L'éclatement en atomes d'Etats est la perspective la plus lointaine de la politique européenne que l'on puisse encore discerner..." (1)

Sombre perspective que cet Etat-Moloch auquel aboutirait l'idolâtrie de l'étatisme et qui, après un passage par une phase d'agglomération, ramènerait le continent au morcellement.

Est-ce pour Nietzsche, anarchiste libertaire et pessimiste, la seule perspective d'avenir? On en découvre chez lui une autre, mais non moins inquiétante: la division de l'Europe en deux blocs antagonistes:

"Fous que nous sommes!" écrit-il encore dans Humain, trop humain, "penser à de telles choses quand l'Europe se divise en deux groupes militaires de plus en plus bardés de fer (ici et là) en apparence pour empêcher ainsi les guerres générales en Europe, mais avec ce résultat probable que..." (2)

4. Les prodromes du nihilisme européen

"Un monde qui s'effondre est un plaisir non seulement pour le spectateur, mais aussi pour le destructeur... il y a de la grandeur,

(1) Ibid., tome III 1, pp. 369 - 370

(2) Ibid., tome III 2, p. 430

du sublime dans les mondes qui s'effondrent. Des douceurs aussi, des espérances et des couchers de soleil empourprés. L'Europe est un monde qui s'effondre." (1)

Eperdue de désespoir et de crainte face au néant qui succède à la ruine de la foi métaphysique et que masquent mal les "nouvelles idoles", l'Europe est en proie à ce que Nietzsche, après Paul Bourget, appelle le "nihilisme". Il s'agit d'un phénomène global de désintégration, de décomposition physiologique, philosophique et spirituelle dont il analyse l'évolution chez ses contemporains et en lui-même avec une lucidité sans pareille. Avec une extraordinaire sagacité, il perce à jour les contradictions, l'anarchie et le pessimisme profond d'un monde qui vit dans l'illusion fatale de l'optimisme positiviste. Nul doute que Nietzsche ne soit "la pointe la plus avancée de la pensée philosophique et morale en Europe". (2)

Il se complait souvent à dépeindre les symptômes de la grande maladie dont serait atteint l'homme moderne et qu'il discerne parfois en lui-même.

Pour Nietzsche, les syndromes du mal sont d'abord d'ordre biologique. L'humanité moderne est physiquement décadente. Partout où l'Europe a fait pénétrer sa civilisation, les éléments faibles contaminent les forts. L'ascétisme chrétien a travaillé à la "dégradation de la race européenne". Il a fait de l'Européen un "avorton sublime" (sublime Missgeburt). (3)

Il va contre la loi de sélection, c'est-à-dire contre le bien de l'espèce. Nietzsche déplore particulièrement que les races fortes de l'Europe du Nord n'aient pas su repousser cette religion de la décadence. Il classe l'ascétisme chrétien parmi les "narcotiques européens", parmi les causes du déclin physiologique, à côté de l'alcoolisme, de la syphilis, de l'érotisme, de la mauvaise nourriture, de l'enseignement obligatoire et de l'urbanisation.

Dans cette Europe "empuantiée par ce foisonnement d'existences mal venues, malades, fatiguées, épuisées" règnent non seulement l'hystérie,

(1) La volonté de puissance, traduction G. Bianquis, op. cit. tome II, p. 87

(2) J. E. Spenlé, Nietzsche et le problème européen, Paris 1943, p. XIII. Sur la question du nihilisme, cf. Ch. Andler, op. cit. tome VI, chap. 8

(3) Cf. Schlechta II, p. 788, ainsi que Kritische Gesamtausgabe VII 3, p. 96

l'épilepsie et la stérilité, mais des maux plus spécialement psychiques: inquiétude, fiévre, scepticisme, anarchisme et même ... pitié et tolérance." (1)

"Grâce à ses caractères juifs, le christianisme a donné aux Européens ce mécontentement juif envers soi-même, l'idée que le tourment intérieur est la norme humaine: d'où la fuite des Européens devant eux-mêmes, d'où leur activité inouïe, ils fourrent partout leur nez et leurs mains." (2)

Cela prouve que la volonté du néant prédomine sur la volonté de vivre. L'Européen moderne fuit la disharmonie de sa personnalité, mais il se lance dans l'action sans but et sans mesure, il sombre dans l'enlaidissement et l'abrutissement.

Sensible au déclin de toutes les formes d'art et de culture, Nietzsche ne l'est pas moins à celui des types humains et des civilisations. Or il estime que l'émancipation de la femme est l'une des manifestations les plus évidentes de l'"enlaidissement de l'Europe" et de la sottise ambiante. Voici ce qu'il écrit, se référant au mythe de l'enlèvement d'Europe par Zeus métamorphosé en taureau, dans Par delà le Bien et le Mal:

"Oh, Europe, Europe! On connaît la bête à cornes qui a toujours exercé le plus grand attrait sur toi et qui ne cesse de te tenter! Ta vieille fable pourrait bien se muer une fois encore en 'histoire', une fois encore une énorme bêtise pourrait avoir raison de toi et t'emporter! Et pas de Dieu caché derrière cette bêtise, mais rien qu'une 'idée', une 'idée moderne'!" (3)

Partout, en vérité, Nietzsche voit s'inscrire les signes du déclin de l'Européen, "animal malade, maladif, infirme", qui cache ses maux sous le vêtement de la morale. Il l'écrit dans le Gai savoir: "La morale apprête l'Européen". La morale chrétienne et celle du "progrès" sont l'expression des instincts décadents en révolte contre la vie! Partout règne la morale grégaire (Herdentier-Moral), partout la mentalité de troupeau, partout la veulerie. (4)

(1) Cf. Schlechta II, p. 788, ainsi que Kritische Gesamtausgabe VIII 3, p. 96

(2) Oeuvres philosophiques complètes, tome IV, Aurore, p. 370

(3) ibid., tome VII, p. 157. De même dans Kritische Gesamtausgabe VII 3, p. 235: "Europa ist zuletzt ein Weib; und die Fabel lehrt, dass so ein Weib sich unter Umständen von gewissen Tieren fortschleppen lässt. Ehemals, zur Zeit der Griechen war's ein Stier. Heute - der Himmel behüte mich, das Tier zu nennen."

(4) "Die ganze Moral Europas hat den Nutzen der Herde auf dem Grunde",

Et çà et là déjà la "maladie de la volonté", que Nietzsche analyse dans Par delà le Bien et le Mal comme conséquence d'un mélange insensé des races et des classes, et qui selon lui est liée au développement de la culture:

"La maladie de la volonté est inégalement répandue en Europe: elle se manifeste le plus fortement et le plus diversement là où la civilisation s'est implantée depuis le plus grand nombre de siècles elle diminue dans la mesure où le "barbare" fait encore, ou de nouveau, valoir son droit sous le vêtement flottant de la culture occidentale. C'est ainsi que la volonté est le plus gravement malade dans la France actuelle...; et la France...affirme aujourd'hui plus que jamais sa supériorité culturelle en Europe en se présentant comme l'école et le magasin de tous les prestiges du scepticisme". (1)

Nietzsche a les yeux fixés sur l'art et la littérature des Français "fin de siècle". Mais il décrit aussi son propre cas. Il est lui-même cet esthète moderne et décadent qui sait que le nihilisme n'est encore qu'un pessimisme d'intellectuels raffinés. (2)

Toutefois, l'évolution qui a mené le philosophe de sa période wagnérienne à Humain, trop humain (1876 - 1879), puis à Zarathoustra (1882 - 1885), et enfin à la Généalogie de la morale (1887) n'est en somme que le raccourci de l'histoire du nihilisme européen. Nietzsche a la certitude que la décadence va se dérouler selon les quatre stades de la confusion (Periode der Unklarheit), de la clarté (Periode der Klarheit), des grandes passions négatives (Periode der drei grossen Affekte) et de la catastrophe (Periode der Katastrophe). (3)

Telle est la conviction du "premier nihiliste parfait d'Europe, mais qui déjà a lui-même vécu le nihilisme jusqu'au bout - qui l'a derrière lui, au-dessous de lui, hors de lui". (4)

Dans sa solitude, il a déjà parcouru le chemin que doit irrémédiablement parcourir l'humanité occidentale. Il est l'esprit audacieux qui s'est déjà engagé dans le labyrinthe de l'avenir, celui qui dès maintenant peut écrire:

Schlechta III, p. 861

(1) Oeuvres philosophiques complètes, tome VII, p. 126

(2) Cf. Schlechta III, p. 433

(3) Cf. *ibid.*, p. 666

(4) *Ibid.*, p. 634

"Ce que je raconte, c'est l'histoire des deux prochains siècles. Je décris ce qui viendra, ce qui ne peut manquer de venir: l'avènement du nihilisme. Cette histoire peut être dès maintenant contée, car la nécessité elle-même est à l'oeuvre. Cet avenir parle déjà par cent signes, ce destin s'annonce de partout; toutes les oreilles sont déjà tendues vers cette musique future. Toute notre civilisation européenne se meut depuis longtemps déjà dans une attente torturante qui croît de lustre en lustre et qui mène à une catastrophe; inquiète, violente, précipitée, elle est un fleuve qui veut arriver à son terme, elle ne réfléchit plus, elle redoute de réfléchir." (1)

Catastrophe, mais pour Nietzsche catastrophe salutaire: le nihilisme est l'épreuve suprême pour l'Europe. Aboutissement ultime de la décadence des valeurs, il doit être poussé jusqu'à ses dernières conséquences. Il est la "forme européenne du bouddhisme, de la négation active, après que l'existence a perdu son sens". (2)

Privés de Dieu et de la morale, désespérés par l'absurdité de l'existence, les "mal venus", les décadents vont infailliblement se détruire eux-mêmes par leur "volonté du néant".

Ainsi le nihilisme européen a un double caractère: il est à la fois passif et actif. D'ailleurs Nietzsche lui-même se sent double, à la fois décadent et le contraire d'un décadent. Contemplant le cours de l'histoire, il constate que la décadence est liée à la vie et qu'il y a toujours eu, à toutes les époques, un monde en décomposition à côté d'un monde en devenir. Le tout est de lutter héroïquement contre le déclin par un sursaut de volonté. L'Europe ne peut revenir en arrière. Les ponts sont coupés: "Wir haben die Schiffe verbrannt". (3)

Le combat contre le nihilisme conduira l'Europe à un nouveau "siècle tragique".

5. L'Allemagne, "le plat pays de l'Europe"

Nietzsche a-t-il cru à la prédestination d'un peuple particulier qui aurait pour mission de guider l'Europe vers la régénération? Nous verrons par la suite comment il juge les grands peuples européens.

(1) La volonté de puissance, op. cit., tome 2, p. 21

(2) Schlechta III, p. 855. Cf. aussi Oeuvres philosophiques complètes, tome VII, p. 219

(3) Schlechta I, p. 599

Quant à l'Allemagne, il a d'abord pensé que son heure était venue et que, libérée des entraves de la civilisation latine, elle allait retourner à sa nature dionysiaque pour faire renaître le mythe et le tragique disparus. Au lendemain du conflit de 1870 - 71, Nietzsche croyait vivre une période historique, celle de la reviviscence de l'esprit allemand dans la musique wagnérienne. Siegfried, une nouvelle fois, surgissait pour abattre les dragons. En 1871, l'auteur de La naissance de la tragédie dédie son oeuvre à Wagner.

Bientôt cependant il vase séparer et du wagnérisme et du "Reich" bismarckien. Dès la première Considération inactuelle, en 1873, il accuse le nouvel Empire d'avoir "anéanti" l'esprit allemand et il juge, comme Burckhardt, la politique et la culture incompatibles. Pour lui, le Reich est "un pas de plus dans la démocratisation de l'Europe - rien de plus, rien de nouveau." (1)

Désormais, il fuit l'Europe militariste de "Monsieur de Bismarck" et, dans ses dernières années de lucidité, il déplore que l'Allemagne ait perdu la direction spirituelle de l'Europe. Il lui arrive même de se déchaîner contre Bismarck et les Hohenzollern. (2)

En matière d'Allemagne comme en matière d'Europe, Nietzsche joue son rôle d'iconoclaste. Il prend à partie le nouveau Reich, qui présente à l'adoration du peuple l'idole du nationalisme et de la fausse puissance. Il déclare que la culture de l'Allemagne moderne n'est qu'une pseudo-culture, car elle n'a point ce qui fait l'essence d'une authentique civilisation: l'unité de style.

Nietzsche va plus loin encore que ces critiques formulées dans la première Considération inactuelle. Il s'attaque à l'idéalisme allemand lui-même, à la science historique, voire à la musique. Les Allemands sont inculpés d'avoir illusionné les Européens par leur philosophie, falsifié l'histoire de l'Europe. Quant à la musique, l'auteur de Par delà le Bien et le Mal regrette qu'elle ne soit plus européenne que par son caractère "bourgeois" et "populaire". Il évoque avec nostalgie Mozart et le chant du cygne de l'Europe aristocratique.

(1) Kritische Gesamtausgabe VII 3, p. 189

(2) "...Seit es politisiert... verlor Deutschland die geistige Führerschaft von Europa...", Kritische Gesamtausgabe VIII 1, p. 66
"Die Deutschen ... die niedrigste, stupideste, gemeinste Rasse... ver-hohenzollert bis zum Hass gegen Geist und Freiheit". Ibid. 3, p. 458

Depuis le romantisme, la musique allemande exprime le monde nouveau, né de la Révolution, le monde de la fragmentation de l'Europe. C'est précisément ce monde que Nietzsche reproche aux Allemands d'avoir fait naître par leur opposition à l'oeuvre napoléonienne:

"Enfin, lorsqu'à la transition entre deux siècles de décadence apparut aux yeux de tous une force majeure de génie et de volonté, assez forte pour faire de l'Europe une unité politique et économique, dont le but était d'instaurer un gouvernement mondial, les Allemands, par leurs "Guerres de libération", ont frustré l'Europe du sens, du sens miraculeux que recélait l'existence de Napoléon - ils ont ainsi sur la conscience tout ce qui a suivi, tout ce qui existe actuellement, la maladie et la déraison la plus destructrice de culture qui soit, le nationalisme, cette névrose nationale dont l'Europe est malade, perpétuant la division de l'Europe en petits Etats, la petite politique de clocher: ils ont frustré l'Europe de son sens, de sa raison - ils l'ont menée dans une impasse." (1)

Nietzsche, on le voit, récrit l'histoire à sa façon. Il va même jusqu'à incriminer Charles Martel et Luther, leur imputant la faute d'avoir retardé la progression de la civilisation européenne. Les plus grands philosophes eux-mêmes ne sont pas épargnés, ni Leibniz, ni Kant, ni Hegel, auxquels il est reproché d'avoir prolongé la morale chrétienne, retardé l'avènement de l'athéisme et fait des Européens modernes des "tard venus" (Spätlinge), des épigones de l'Antiquité.

Schopenhauer pourtant est relativement épargné. N'a-t-il pas le premier, en qualité de "Bon Européen", posé la question cruciale du sens ou non-sens de la vie? Nietzsche reconnaît en lui le premier athée conséquent de l'Allemagne, l'un des esprits grâce auxquels l'Europe triomphera héroïquement d'elle-même. (2) S'il blâme Hegel d'avoir contribué à faire de l'Allemagne le "foyer de l'optimisme historique", il prône en Schopenhauer le pessimiste. Il l'appelle, dans Le cas Wagner (1888), le "philosophe de la décadence", comme Wagner, le plus célèbre des Schopenhauériens, est qualifié d'"artiste de la décadence".

(1) Oeuvres philosophiques complètes, tome 8, pp. 328 - 329

(2) Cf. Schlechta II, pp. 225 - 229. Le Gai savoir, § 357: "Zum alten Problem: 'Was ist deutsch?'" Sur Nietzsche et Schopenhauer cf. Ch. Andler op. cit., tome I, chap. 6

A cette époque, il y a longtemps que Nietzsche ne croit plus que l'art wagnérien soit un moyen d'adaptation au tragique de l'univers, un moyen de transfiguration de l'effroyable réalité, comme l'art grec était la transformation apollinienne de la révélation dionysiaque de l'existence. Il ne voit plus dans l'opéra de Wagner la réapparition du mythe tragique grâce à la puissance du génie germanique, ni la création d'une Grèce nouvelle, dépassant à la fois l'hellénisme et le christianisme. En 1876, l'année de la grande déception de Bayreuth, la quatrième Considération inactuelle marque le tournant décisif. L'auteur de Richard Wagner à Bayreuth juge désormais que le musicien n'est plus un "voyant qui scrute le futur", mais "l'interprète et le panégyriste d'une ère révolue", teutomanie romantique, bientôt un "décadent" brisé de désespoir au pied de la croix.

On verra même Nietzsche prendre, dans Par delà le Bien et le Mal, la défense de Siegfried, héros "anticatholique" et "antilatine", contre Parsifal. C'est en conformité avec son principe d'affirmation de la vie que désormais il range Wagner parmi les négateurs de la vie et parmi les grands imposteurs de l'Europe. (1) Dans la civilisation future que devine Nietzsche, l'art sera un art de la vie. C'est pourquoi, lui qui espérait parfois que le wagnérisme, à la suite de Schopenhauer, introduirait en Europe une "ère bouddhiste", il stigmatise dans ses dernières oeuvres la musique de Wagner comme étant un art sans avenir, comme étant le "chant du cygne" d'une culture:

"L'ère des guerres nationales, du martyr ultramontain, tout cet aspect d'entracte qui caractérise la situation présente de l'Europe, tout cela peut en fait procurer à un art tel que celui de Wagner une gloire soudaine, sans lui assurer pour autant un avenir..." (2)

Mais Wagner est-il vraiment allemand? Nietzsche se prend à en douter, lorsqu'il considère sa propension à utiliser les grands symboles du Moyen-Age européen. Et l'Allemagne ne se rebelle-t-elle pas sourdement contre le wagnérisme? Les Allemands, "les 'ralentisseurs' par excellence de l'Histoire", ne sont-ils pas grâce à leur retard le peuple le plus jeune et le plus sain de l'Europe? Nietzsche assimile wagnérisme et décadence européenne. Recherche de l'effet, déclin du goût, démocratisation de l'art:

(1) Kritische Gesamtausgabe VIII 3, p. 296: "Wagner ist ein kapitaler Faktum in der Geschichte des "europäischen Geistes", der "modernen Seele".

voilà ce qui expliquerait le succès de Wagner en Europe. (1)

Comment l'Europe pourrait-elle renaître d'un art qui est l'expression même de sa déliquescence? Elle s'abreuve au poison du wagnérisme. Cette musique séductrice et maléfique renferme tous les narcotiques propres à étourdir une humanité épuisée:

"Faut-il que Wagner ait d'étroites affinités avec toute la décadence européenne", écrit l'auteur du Cas de Wagner, "pour qu'elle ne resente pas à quel point il est décadent! Il en fait partie, il est son protagoniste, son plus grand nom..." (2)

Wagner attire comme le néant. Il est une névrose. Nietzsche a écrit de sa rupture avec lui que c'était le destin même de son existence, car en triomphant du wagnérisme il s'est dépassé lui-même, il a dépassé son temps, il a surmonté la décadence. La différence entre Wagner et lui, c'est qu'il a tiré de l'expérience du déclin la force de le vaincre. Il est - comme il le dit dans Ecce homo - à la fois une fin et un commencement, "decadent zugleich und Anfang".

Déçu dans ses espoirs d'une renaissance par l'art allemand, il va envisager la solution héroïque du salut par une élite européenne éminemment douée de foi, d'esprit, de force et d'audace.

6. "Bons Européens" et "libres esprits"

Avec le thème du "Bon Européen", nous pénétrons au coeur de la pensée nietzschéenne. Déçu par la tentative avortée du wagnérisme, le philosophe va dorénavant se présenter comme le prophète du mythe de l'avenir. Le "bon européenisme" prélude à la surhumanité, annoncée par Zarathoustra.

Nietzsche conçoit comme Burckhardt une cohorte d'hommes affranchis de toutes les servitudes du présent et, partant, capables de sauver les vraies valeurs de la civilisation. Il va s'agir de défendre la culture

...Wagner und Heine: die beiden grössten Betrüger, mit denen Deutschland Europa beschenkt hat."

- (2) Oeuvres philosophiques complètes, tome 8, Nietzsche contra Wagner, p.356
(1) Kritische Gesamtausgabe VIII3, p. 209: Wagners Verhältnis zu Frankreich - europäisch.
(2) Oeuvres philosophiques complètes, tome 8, p. 29

contre la politique, du moins contre la "petite politique", et de se tourner résolument vers le futur. Mais ici Nietzsche dépasse Burckhardt, et même tous ses contemporains, car personne n'a envisagé à sa manière le problème et la nécessité de créer une humanité nouvelle.

Cette conversion à l'eupéanisme total commence au moment même où se fonde le Reich bismarckien. Elle se précise avec Humain, trop humain (1876-1879). A partir de là, Nietzsche est profondément pénétré de sa mission. Il se considère comme le représentant de l'esprit européen, le messager de la Bonne Nouvelle. (1)

Cependant, au fur et à mesure qu'il se détourne de l'Allemagne, il devient plus solitaire. "Le dernier Allemand antipolitique" (Ecce homo), l'"homme le plus indépendant d'Europe, le seul qui domine vraiment la situation présente", comme il l'écrit à son ami Overbeck en 1884, est maintenant voué à l'errance. C'est l'amère contrepartie de sa mission, mais il fait d'un douloureux destin une source de force, de son sacrifice une nécessité impérieuse. (2)

Nietzsche se sent de plus en plus un "Bon Européen", c'est-à-dire un "sans patrie". Il rejette l'hypocrisie du patriotisme et il en appelle à tous ceux qui sont prêts à rompre en visière avec toutes les fausses et vaines divinités du monde moderne: militarisme nationaliste et optimisme humanitaire, progrès et justice, liberté et égalité. Le "Bon Européen" est athée et immoraliste. Il tire toutes les conséquences de la "mort de Dieu".

Il est à la fois l'héritier de l'esprit européen millénaire et l'enfant du futur, comme il est dit dans le Gai savoir. Certes, Nietzsche sait que le "Bon Européen" n'est pas à l'abri des rechutes dans la faiblesse nationaliste. Il sait qu'on ne se déprend pas facilement de l'atavisme patriotard et que, même dans l'Europe moderne, les mentalités sont longues à évoluer. (3)

(1) Cf. les fragments de 1876-1877, Kritische Gesamtausgabe V 1, p. 729: "Ich habe den Geist Europas in mich genommen - nun will ich den Gegenschlag tun". Ibid. VIII 3: "... ich bin der frohe Botschafter par excellence, wie sehr ich auch immer der Mensch der Verhältnisse sein muss ...".

(2) Cf. ibid. VII 3, p. 48, 1884-1885: "Grundsätzlich - nicht in Deutschland leben, weil Europäische Mission ...".

(3) Cf. Schlechta II, p. 706

Mais le "Bon Européen" ouvre la voie. Tout dépend de son téméraire espoir, de son audacieuse liberté, de son mépris des patries et des nations. Nietzsche ne cesse, dans les années 80, de célébrer ceux qui placent les valeurs européennes au-dessus de la nationalité, du sang et de la race, ceux qui errent à la recherche d'une humanité et d'une civilisation à créer. (1)

Ce qui distingue le "Bon Européen" des "bons patriotes"? Il se prépare, grâce à sa pensée "supraeuropéenne" (übereuropäisch), à sa mission future de "législateur de l'avenir" et de "seigneur de la terre". La vision nietzschéenne ne s'arrête pas aux frontières du continent, pas plus qu'à celles du présent. Elle embrasse le monde et préfigure l'avenir. Aux "Bons Européens" reviennent "la direction et la garde de la civilisation terrestre toute entière". (2)

Nietzsche rêve d'une phalange sublime d'hommes héroïquement lucides, prêts à tous les sacrifices pour la défense de la vérité, et dépositaires de la culture au milieu d'un univers hostile. Ces chefs, à la fois poètes, philosophes et conquérants, il les nomme aussi "libres esprits". Dans Zarathoustra, il les symbolise par le lion.

Tout, au fond, dépend d'eux. C'est dire l'importance que le philosophe attache à l'individualisme supérieur et à l'aristocratie de la pensée.

"L'obscurcissement de l'Europe peut dépendre de ce que cinq ou six esprits assez libres resteront fidèles ou non à eux-mêmes."
(3)

Nietzsche veut éviter toute confusion avec le terme de "libre penseur". Les "libres esprits" sont en effet, selon ses conceptions, aux antipodes des "idées modernes" et de leurs laudateurs. Ce qu'ils apportent aux Européens, ce n'est pas, si l'on s'en rapporte à Par delà le Bien et le Mal, le bonheur grégaire de la société massifiée, mais le tragique, le danger et la violence, toutes choses indispensables

(1) Cf. Kritische Gesamtausgabe VIII 1, 1886-87, p. 318, ou III 3, 1884-85, p. 76: "Der Unstäte, Heimatlose, Wanderer, der sein Volk verlernt hat zu lieben, weil er viele Völker liebt, der gute Europäer". Ibid., p. 90: "Europäer - wo darf ich heimisch sein? Danach suchte ich am längsten, dies Suchen bleibt meine stäte Heim-suchung". Ibid., p. 120: "Der gute Europäer (lachend über die Vaterländer), Heimatloser, Herumstreicher - ... ziellos, durch Nichts im Zaum gehalten ...".

(2) Oeuvres philosophiques complètes III 2, Humain, trop humain, p. 201

(3) Ibid., III 1, p. 364

à l'élévation du type humain. Ces solitaires, annonciateurs d'esprits encore supérieurs que Nietzsche nomme "philosophes de l'avenir", sont eux-mêmes déjà une transvaluation de toutes les valeurs (Umwertung aller Werte), grâce à laquelle sera réalisée une nouvelle espèce (eine neue Art).

Les "libres esprits", philosophes pessimistes, artistes, historiens de l'Antiquité, puisent leur force dans le déclin. Comme toujours, la dialectique nietzschéenne procède par antithèses absolues. Quiconque vit le nihilisme dans toute sa profondeur devient capable de déchiffrer les signes du temps. (1)

Dans sa préface à Humain, trop humain, Nietzsche dédie son ouvrage aux "libres esprits" qu'il voit venir, aux fils de l'Europe de demain, et il se propose de décrire les voies et les moyens de leur venue. Lui-même oeuvre pour la hâter. Il est à la transition entre le passé et l'avenir, tout à la fois l'un des "derniers Européens à la bonne conscience" et un "Européen d'après-demain", c'est-à-dire du 20ème siècle. (2)

Comme tel, il a conscience d'être le légataire des grands esprits du passé, des grands classiques comme Goethe, des grands héros de l'action, comme Napoléon, et de transmettre leur message aux siècles à venir.

7. Vers la "superrace" européenne

Pour Nietzsche, la naissance d'un homme nouveau, l'Européen, ne doit point seulement s'accomplir dans le domaine de l'esprit.

Dans Humain, trop humain, l'auteur envisage comme l'une des tâches principales des "Bons Européens" de travailler à la fusion des peuples. Il ne fait pour lui aucun doute que les nations vont s'affaiblissant et

(1) Cf. Kritische Gesamtausgabe VIII 1, 1886, p. 175: "Wir Philosophen des Jenseits - des Jenseits von Gut und Böse mit Verlaub! die wir in Wahrheit gewitzte Interpreten und Zeichendeuter sind - wir, denen das Schicksal aufgespart blieb, als Zuschauer der europäischen Dinge vor einem geheimnisvollen und ungelesenen Text hingestellt zu sein: der sich uns mehr und mehr verrät - welche Not haben wir, zu schweigen..."

(2) Cf. Schlechta II, p. 681

qu'un jour elles laisseront place à une "race mélangée, celle de l'homme européen". Si virulents que soient les nationalismes, ils ne peuvent que livrer un combat de retardement. D'ailleurs, ils ne sont que les produits artificiels de la ruse, du mensonge et de la violence, au service de l'intérêt de quelques-uns. (1)

Il y a, semble-t-il, à la fois du vrai et du faux dans cette assertion. En tout état de cause, Nietzsche, qui écrit à une époque où en Europe les nationalités étaient moins nettement définies qu'aujourd'hui, tient la nation pour quelque chose d'extrêmement mouvant et indéterminé. Quelque chose d'antinaturel en quelque sorte, probablement un héritage de la "petite politique" européenne.

"Ce qu'aujourd'hui nous nommons une "nation", cette entité de fait plutôt que de nature (quand elle ne ressemble pas à s'y méprendre à une fiction) est dans tous les cas une réalité en devenir, jeune, fragile, pas encore une race..." (2)

Au concept de "nation", Nietzsche préfère la réalité ethnique, nous n'osons pas dire biologique de la "race", fruit de l'adaptation au milieu.

C'est qu'en effet cette idée est liée chez lui à celle de "sélection" (Züchtung). Le problème qui lui tient le plus à coeur, la "sélection d'une nouvelle caste régnant sur l'Europe" ne peut être résolu que par "la grande pensée sélective" qui éliminera les décadents et renforcera les forts. (3)

Comme toutes les civilisations avancées, l'Europe moderne a besoin de rechutes périodiques dans la barbarie, la guerre et le danger, car là est le secret du renouveau et de la purification. Selon le philosophe, aucune culture ne peut être fondée uniquement sur l'intellectualisme. Il n'y a pas de vraie civilisation sans la fusion de l'esprit et de la vie. Le grand modèle est une fois encore la Grèce. Les Européens doivent parvenir un jour à être une race et une culture pures. Mais qu'entend Nietzsche par race pure? Pour lui, il n'existe sans doute à l'origine que des races mêlées. Il y a en outre quantité de races "purifiées", et qui sont les plus belles, parce qu'elles sont le résultat d'éliminations, d'as-

(1) Cf. Schlechta I, p. 685, aphorisme 475: "Der europäische Mensch und die Vernichtung der Nationen".

(2) Oeuvres philosophiques complètes, tome 7, p. 170

(3) Schlechta II, p. 718, Jenseits von Gut und Böse: "...denn ich rühre bereits an meinen Ernst, an das 'europäische Problem', wie ich es verstehe, an die Züchtung einer neuen über Europa regierenden Kaste".

simulations et d'adaptations sans fin. (1)

On voit ce qui sépare Nietzsche de Gobineau, auquel il emprunte du reste beaucoup dans sa dernière philosophie. Il trouve à la décadence bien d'autres causes que la seule contamination raciale et il ne fait pas automatiquement de la race germanique la seule race supérieure. Il est aussi moins pessimiste que l'auteur de l'Essai sur l'inégalité des races humaines quant au problème du déclin. Il préconise pour la régénération de l'Europe une sélection artificielle susceptible de produire des élites et de les protéger. Car, contrairement à Darwin, il considère que la sélection naturelle favorise le triomphe des médiocres, qui sont le nombre, sur les forts, qui sont la minorité. (2)

Il pense, comme beaucoup de ses contemporains, que la connaissance des lois de la sélection des espèces permettra de transformer les caractères physiques et moraux de l'humanité. Pensée séduisante, mais dangereuse lorsqu'elle sera associée au racisme... Nietzsche ne s'aventure dans le domaine de la biologie que parce qu'il est convaincu de la nécessité des dosages de sang pour la régénération par l'élite. Il va donc se livrer à une étude comparée, ethnique et ethnopsychologique, des grands peuples, cherchant à estimer quelle est chez chacun la part de l'intelligence et de la culture, de la vitalité et de la volonté.

C'est du croisement de ces peuples que sortira l'Européen. De ces races, produites à la longue par l'influence du milieu, surgira une race supérieure aux contingences et capable d'une adaptation infinie. Nietzsche l'appelle une "superrace" (Über-Rasse), ce qui signifie qu'elle sera plus perfectionnée que ses éléments constitutifs et qu'elle sera aussi de caractère dominateur.

Le modèle, ici, est le Juif. Les Juifs sont une "superrace", douée de qualités acquises au cours d'une longue et tragique histoire. Ils sont le peuple le plus fort et le plus tenace de l'Europe, comme le sont d'au-

(1) Cf. Aurore, dans Schlechta I, p. 1182

(2) Nietzsche cesse d'être darwinien vers 1876 et n'attache plus ensuite qu'une importance secondaire à la lutte pour la vie. A la suite du néolamarckisme, il tient désormais l'adaptation au milieu pour le phénomène primordial.

Cf. Ch. Andler op. cit., tome V, Nietzsche et le transformisme intellectuel

tre part les Russes. Ils ont pour eux la durée. Venant de loin dans le passé, ils seront pour l'avenir de l'Europe le facteur le plus sûr. (1)

Grâce à leurs qualités, les Juifs pourraient dominer l'Europe. Nietzsche estime qu'ils n'ont qu'un but: leur propre assimilation. D'où l'étrange et paradoxale solution qu'il propose au moment où déferle sur l'Allemagne l'antisémitisme le plus virulent: l'union de la race juive et de l'aristocratie prussienne en vue d'obtenir un type d'humanité capable de commander en Europe.

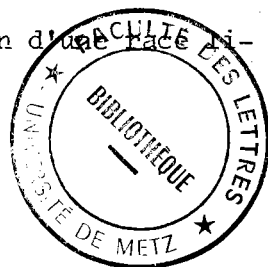
On peut taxer d'utopie et d'aberration de pareilles idées. Mais est-on bien sûr que le philosophe de Par delà le Bien et le Mal ne devance pas largement son temps - et le nôtre - lorsqu'il dépeint dans le passage suivant la genèse de l'Européen de l'avenir?

"Qu'on nomme 'civilisation' ou 'humanisation' ou 'progrès' ce que l'on tient maintenant pour la marque distinctive des Européens; que, recourant à un terme politique qui n'implique ni louange ni blâme, on nomme simplement cette évolution le mouvement démocratique de l'Europe, on voit se dérouler, derrière les phénomènes moraux et politiques exprimés par ces formules, un immense processus physiologique qui ne cesse de gagner en ampleur: les Européens se ressemblent toujours davantage, ils s'émancipent toujours plus des conditions qui font naître des races liées au climat et aux classes sociales, ils s'affranchissent dans une mesure accrue de tout milieu déterminé, générateur de besoins identiques pour l'âme et le corps, durant le cours des siècles; ils donnent naissance peu à peu à un type d'humanité essentiellement supranationale et nomade qui, pour employer un terme de physiologie, possède au plus haut degré et comme un trait distinctif le don et le pouvoir de s'adapter." (2)

Voici donc comment Nietzsche interprète l'énorme brassage de peuples qui découle des progrès de la technique, de la démocratisation et de l'accroissement des échanges. Certes, la multiplication des contacts, le développement de l'économie et la circulation des idées, tous ces phénomènes ont frappé les contemporains. Aucun d'entre eux cependant n'en a tiré de semblables conclusions. Ils ont pu concevoir des Européens unis par des idéaux politiques et sociaux, philosophiques et culturels. A certains égards, Nietzsche se montre du reste injuste envers eux, comme il l'est souvent envers les apôtres des "nouvelles idoles" et des "idées modernes". Quoi qu'il en soit, rien n'égale cette grandiose évocation d'une race

(1) Cf. Schlechta II, p. 717, Par delà le Bien et le Mal

(2) Oeuvres philosophiques complètes, tome 7, p. 161



bérée de toutes les entraves naturelles, de toutes les pesanteurs géographiques, historiques et sociales.

Toutefois, la réflexion nietzschéenne sur la révolution ethnique en cours et sur la naissance de l'Européen n'est pas encore parvenue à son terme. Rien ne serait plus éloigné des conceptions du philosophe que de considérer l'aboutissement de ce processus d'europanisation comme un nivellement et une uniformisation. Qu'on en juge:

"Ce processus d'europanisation, dont le rythme sera peut-être ralenti par d'importantes régressions, mais qui de ce fait même croîtra peut-être en violence et en profondeur - les furieuses poussées de "sentiment national" qui sévissent encore font partie de ces régressions, de même que la montée de l'anarchisme -, ce processus aboutira vraisemblablement à des résultats que ses naïfs promoteurs et ses thuriféraires, les apôtres des 'idées modernes', étaient très loin d'escompter." (1)

8. Maîtres et esclaves

Inspiré par son modèle antique, Nietzsche ne conçoit pas de civilisation supérieure sans une masse de travailleurs servant d'infrastructure à une élite. Il s'est sérieusement posé la question du rétablissement de l'esclavage. Aussi envisage-t-il une société européenne instaurée sur une race supranationale, mais hiérarchisée en deux castes: d'une part celle de l'homme grégaire (Herdentier-Mensch), docile, travailleur, utile, adaptable, mais de volonté faible, d'autre part celle des "tyrans", hommes d'exception, dangereux, forts et capables de commander:

"...bref, alors que la démocratisation de l'Europe engendra un type d'hommes préparés à l'esclavage au sens le plus raffiné du mot, l'homme fort, qui représente le cas isolé et exceptionnel, devra pour ne pas avorter être plus fort et mieux doué qu'il ne l'a peut-être jamais été, et ceci grâce à une éducation sans préjugés, grâce à la prodigieuse diversité de son expérience, de ses talents et de ses masques. Je veux dire ceci: que la démocratisation de l'Europe est en même temps, et sans qu'on le veuille, une école des tyrans, ce mot pris dans toutes ces acceptions, y compris la plus spirituelle." (2)

Le philosophe veut appliquer à la sélection des élites le grand prin-

(1) Ibid.

(2) Ibid. p. 162

cipe de la double caste et de la double morale, qu'il déduit de l'étude comparative des civilisations. Il croit discerner qu'à l'origine de chacune d'entre elles des aristocraties issues de peuples conquérants se sont imposées à d'autres peuples doux et pacifiques. Elles se seraient imposées jusqu'au déclenchement par les opprimés de cette "révolte des esclaves" qui signifie en morale le renversement total des valeurs. Nietzsche vise donc à une restauration des hiérarchies, ou, comme on l'a écrit, à une "restructuration de la domination". (1)

C'est là l'une des idées centrales du philosophe; c'est là qu'il diffère radicalement de l'hégélianisme et de toutes les théories émancipatrices de l'homme. Pour lui, l'histoire n'est pas un processus de réalisation de la liberté, du moins de la liberté pour tous. Loin de vouloir affranchir les masses, il proteste contre ceux qui posent la question sociale et qui font prendre au prolétariat conscience de son aliénation. On éduque les travailleurs d'Europe en maîtres, non en esclaves. (2)

Aucune renaissance n'est possible par le moyen de la révolution politique et sociale. Seule une mutation en profondeur de l'homme dans le sens de valeurs nouvelles est à même d'obtenir le résultat escompté. Or l'intime conviction de Nietzsche est, comme nous l'avons vu, que le christianisme et la démocratie préparent le terrain, à savoir l'Européen de base, souple, industriel et intelligent. (3)

C'est ici le point décisif: seule importe à Nietzsche la caste des maîtres. La dialectique nietzschéenne fait surgir l'aristocratie de la plèbe, comme la renaissance du déclin. Jamais période historique n'a été plus favorable à pareil événement, car toutes les conditions vont être réunies: la formation d'un vaste soubassement, auquel va se superposer la caste de ceux qui disposent de la force du vouloir et de la puissance de l'esprit, des vertus viriles et des qualités physiques, favorisées d'ailleurs par la militarisation grandissante de l'Europe.

Le volontarisme nietzschéen intervient alors pour exploiter cette situation et proposer la sélection du type aristocratique. Le type gré-

(1) Cf. N. Palma, Nietzsche et le devenir du monde, dans Nietzsche aujourd'hui?, tome II, pp. 374 - 394, Paris 1973

(2) Cf. Schlechta II, p. 1017

(3) Cf. Schlechta III, p. 434: "Denn die Dressierbarkeit der Menschen ist in diesem demokratischen Europa sehr gross geworden; Menschen, welche

gaire est en somme le produit de l'évolution naturelle; l'autre, par contre, ne peut être que le fruit d'une éducation consciente et artificielle. Le premier phénomène conditionnant le second, on comprend pourquoi Nietzsche intègre la démocratisation dans le schéma général de sa pensée. Qui plus est, il songe à accélérer le processus d'uniformisation des Européens, qu'il tient de toute façon pour irréversible. Ce processus est la condition première de la hiérarchisation, et, par voie de conséquence, de la formation d'une aristocratie supérieure en toutes choses. (1)

L'objectif suprême justifie la dichotomie de la société future, dont il est possible de tracer dès maintenant les contours dans la mesure où Nietzsche a explicité sa pensée.

L'infrastructure sera la république sociale des masses laborieuses, soumises à un esclavage volontaire. Parfaitement organisées et subordonnées elles n'auront pas conscience d'être esclaves, car elles seront convaincues de travailler pour un idéal, non pour des maîtres. Tout le travail européen, pareil à un automate géant, assurera la domination de l'homme sur la nature. Ainsi seront justifiées l'inégalité et l'exploitation de l'homme. Elles le seront également par la nécessité de créer une caste aristocratique. L'élaboration de l'homme supérieur, en effet, justifiera l'injustice. Nietzsche en fait un homme total, doué de toutes les virtualités vitales, à la fois "fauve" et "suranimal" (Untier und Übertier), "inhumain" et "surhumain" (Unmensch und Übermensch).

La race des maîtres surgira du chaos cosmopolite des Européens grégaires, grâce à un prodigieux effort de volonté, de rigueur, de lucidité, effort tout à fait comparable sans doute à celui des Grecs triomphant du dionysisme. Cela n'ira pas sans tragique: le philosophe prévoit des cataclysmes, des crises et des ébranlements dont ne sortiront victorieux que

leicht lernen, leicht sich fügen, sind die Regel: das Herdentier, sogar sehr intelligent, ist präpariert."

- (1) Cf. Schlechta III, p. 521: "Diese ausgeglichene Spezies bedarf, ... einer Rechtfertigung: sie liegt im Dienst einer höheren souveränen Art, welche auf ihr steht und erst auf ihr sich zu ihrer Aufgabe erheben kann. Nicht nur eine Herrenrasse, deren Aufgabe sich damit erschöpfte, zu regieren: sondern eine Rasse mit eigener Lebenssphäre, mit einem Überschuss von Kraft für Schönheit, Tapferkeit, Kultur, Mäner bis ins Geistige..."

les éléments capables d'une volonté persistante et d'une dureté terrible. (1)

Il convient d'attirer l'attention sur le fait que Nietzsche n'est pas le seul auteur de son temps à prôner la restauration d'une élite authentique. On trouverait chez un Juif hongrois de langue allemande, excellent connaisseur de la bonne société européenne, Max Nordau (2), une critique aussi impitoyable de cet univers "fin de siècle", et des conclusions similaires sur la nécessité de créer une aristocratie valeureuse, aux qualités anthropologiques soigneusement renforcées par la sélection. (3)

Personne pourtant ne va si loin que le philosophe qui se veut parfait immoraliste et nihiliste accompli. Ne prétend-il pas, pour créer la société nouvelle, faire table rase de la morale et de tout ce qui repose sur elle? (4)

Aussi invoque-t-il la venue de "nouveaux barbares" qui se chargeront de la liquidation du passé et renouvelleront le phénomène social primitif: la domination d'une caste sur une autre. "Barbares du 20ème siècle", mal définis, tantôt apparaissant, selon l'inspiration nietzschéenne, sous l'aspect de natures prométhéennes, conquérantes, dominatrices et créatrices, tantôt surgissant des profondeurs de l'inculture, comme les Russes, tantôt encore prenant les traits de la "bête blonde germanique", fondatrice de l'Europe et objet d'épouvante depuis les Goths et les Vandales. (5)

-
- (1) Schlechta III, p. 911: "äusserlich: Zeitalter ungeheurer Kriege, Umstürze, Explosionen. Innerlich: immer grössere Schwäche der Menschen... Die Pariser als das europäische Extrem. Konsequenzen: 1. Die Barbaren. 2. die souveränen Individuen ... Zeitalter der grössten Dummheit, Brutalität und Erbärmlichkeit der Massen, und der höchsten Individuen".
- (2) Max Nordau (1849 - 1923), de son vrai nom M. Südfeld, né à Budapest. Il émigra à Paris en 1880. On lui doit des études critiques, des récits de voyages, des romans et des drames.
- (3) Cf. en particulier Die konventionellen Lügen der Kulturmenschheit, 1883, et aussi Aus dem wahren Milliardenlande - Pariser Studien und Bilder, 1878, Vom Kreml zum Alhambra, 1880, Ausgewählte Briefe, 1884, Paradoxe, 1885, Entartung, 1893, où Nordau ne ménage d'ailleurs pas Nietzsche.
Sur lui on consultera Edouard de Morsier: L'oeuvre de Max Nordau, dans Etudes allemandes, Paris 1908
- (4) Cf. Kritische Gesamtausgabe VII 3, p. 281: "Man muss diese zeitweilige Völker- und Staaten-Ordnung Europas zertrümmern".
- (5) Cf. Schlechta II, p. 786

9. Le surhomme est-il européen?

Du "Bon Européen" aux "barbares du 20ème siècle", cette étude nous a menés jusqu'au mythe le plus envoûtant, mais aussi le plus difficilement pénétrable de la philosophie nietzschéenne: le surhomme.

Notre dessein n'est pas de faire une analyse exhaustive du concept de surhumanité, mais de le considérer en fonction du problème de la régénération européenne et de la création d'une élite, tâche d'ailleurs malaisée en raison des imprécisions et des fluctuations de la pensée de l'auteur.

De prime abord, il ne semble pas y avoir corrélation directe entre le surhomme et l'Europe. Lorsque Zarathoustra annonce que l'"homme est quelque chose qui doit être dépassé" et que le surhomme est le sens de la terre, il paraît bien tenir un langage plus universel qu'européen. Il y a plus: Nietzsche nie qu'il y ait progrès de l'humanité occidentale et tourne en dérision la prétendue supériorité des Européens modernes.

Et pourtant: c'est bien dans l'histoire de l'Europe qu'il cherche des modèles pour le type du "grand homme", jalon sur la voie qui mène au "surhomme". Le plus impressionnant d'entre eux est Napoléon, l'Antiquité personnifiée, le témoin de l'humanité montante, la synthèse de l'"Inhumain" et du "Surhumain". (1)

Il est aussi question de l'"homme suprême" (der höchste Mensch), sans doute le philosophe-roi. L'idée en est vague. On peut penser ici à un sage oriental dans le genre de Zarathoustra. (2) Mais l'"homme suprême" ne serait-il pas aussi Nietzsche lui-même, le philosophe de Par delà le Bien et le Mal, le "premier immoraliste ... le destructeur par excellence", qui place l'Europe devant le choix décisif entre la décadence et la surhumanité? (3)

N'est-ce pas Nietzsche qui, par la bouche de Zarathoustra, déclare que, puisque Dieu est mort, le surhomme doit vivre? C'est bien du déclin

(1) Cf. Schlechta II, p. 796

(2) C. Baroni note que le mode d'apparition du surhomme, tout comme la notion elle-même, demeure très flou, et que Nietzsche confond parfois "surhomme", "grand homme" et "homme supérieur". Cf. Nietzsche éducateur. De l'homme au surhomme, Thèse de l'Université de Lausanne, 1961, p. 280

(3) Schlechta II, p. 1153, Ecce homo

de l'ère chrétienne et de l'effondrement de la morale européenne que doit naître le "Royaume millénaire de Zarathoustra" (das Zarathoustra-Reich von tausend Jahren), accompagné de la libération de toutes les forces vitales, de la mise au service de l'homme de toutes les puissances naturelles, et de la renaissance de cet "art suprême dans l'affirmation de la vie, la tragédie...". (1)

C'est sans aucun doute à l'Europe que s'applique la "philosophie du marteau", la grande pensée sélective de l'Eternel Retour. (2) En poussant le nihilisme jusqu'à ses ultimes conséquences, Nietzsche veut purifier l'Europe de ses éléments décadents et, du même coup, affermir les forts, sélectionner une oligarchie surhumaine et supranationale, capable d'assumer les destinées du monde. Toujours l'Europe est au centre de la pensée nietzschéenne:

"La lutte suprême: il y faut une arme nouvelle. Le marteau: provoquer une décision redoutable, mettre l'Europe en présence des conséquences à prévoir: veut-elle sa ruine? Se garder de tomber dans la médiocrité. Plutôt la ruine!" (3)

Ou encore:

"L'âge tragique de l'Europe, nécessité de la lutte contre le nihilisme. Le "Marteau": doctrine qui, en déchaînant le pessimisme le plus mortel, produira la sélection de l'élément le plus vivace." (4)

La philosophie du Retour Eternel, Nietzsche la puise surtout dans le bouddhisme. Aussi annonce-t-il un "bouddhisme européen" fait pour le surhomme, celui qui est assez fort pour soutenir l'idée effroyable d'une existence privée de sens et de but et se reproduisant éternellement. Mais ce sera un bouddhisme du savoir, de l'énergie et de la liberté créatrice, et non plus la négation du vouloir-vivre. (5)

Pour qu'un jour l'humanité accède à la surhumanité, l'Europe doit tirer les conséquences de la "mort de Dieu". Tous les Européens

(1) Ibid., p. 1111

(2) Sur les rapports entre nihilisme et Retour Eternel, nous renvoyons à K. Löwith, "Nietzsches Philosophie der ewigen Wiederkunft des Gleichen", Berlin 1935

(3) Volonté de puissance, traduction G. Bianquis, tome II, p. 90

(4) Ibid., p. 285. Cf. aussi Kritische Gesamtausgabe VIII 1, p. 220: "Die ungesundeste Art Mensch in Europa ... ist der Boden des Nihilismus: sie wird den Glauben an die ewige Wiederkunft als einen Fluch empfinden, von dem getroffen man vor keiner Handlung mehr zurückscheut...".

(5) Kritische Gesamtausgabe VIII 1, p. 217: "Das ist die extremste Form des Nihilismus: das Nichts (das "Sinnlose") ewig! Europäische Form des

affranchis du christianisme, des dieux, des prêtres et des morales doivent s'unir pour constituer une puissance susceptible de faire tomber les barrières entre peuples et entre hommes. (1)

D'ailleurs, le thème de l'homme européen obsède Nietzsche à partir de Humain, trop humain. Il est évident que pour lui l'Européen se distingue par certaines qualités éminentes qui sont aussi celles du type humain le plus élevé: vaillance de l'esprit et du coeur, souplesse extrême et inexorable rigueur. Or c'est de la réussite de ce type que dépend le sort de l'humanité, et Nietzsche est convaincu qu'elle est à nouveau possible en Europe, pour peu de temps peut-être. (2)

L'Europe est le laboratoire où se préparera la caste des maîtres du monde. Ils seront à la fois tyrans impitoyables, profonds philosophes et artistes géniaux. Ils domineront par la supériorité de leur savoir, de leur influence, et surtout de leur volonté. Car c'est grâce à la puissance et la durée de leur vouloir qu'ils détermineront l'avenir pour des millénaires. Se servant de l'Europe comme d'un instrument particulièrement adapté à la domination de l'univers, ils prendront en charge le sort futur de l'humanité et façonneront en artistes l'homme lui-même. (3)

On a pu mettre en doute l'euro péanisme de Nietzsche, et démontrer que sa pensée est fortement teintée d'universalisme. (4) Certes, le philosophe semble raisonner en termes mondiaux lorsqu'il s'attache à esquisser une humanité, une civilisation et une société nouvelles. L'horizon de ses investigations ne se borne pas à la civilisation occidentale moderne, et sa conception est que les types supérieurs d'humanité ne dépendent ni des pays ni des époques.

Et pourtant: même si, contrairement à d'autres, il ne déduit pas forcément des conditions géographiques et climatiques la supériorité de l'Européen, sa vision historique et culturelle est bel et bien centrée sur l'Europe, ne serait-ce que du fait que ce continent doit être le

Buddhismus. Energie des Wissens und der Kraft zwingt zu einem solchen Glauben..."

(1) Cf. Schlechta I, p. 1074, Aurore, 1880 - 1881

(2) Kritische Gesamtausgabe VIII 1, p. 85, 1885 - 86: "Es wird von nun an günstige Vorbedingungen für empfänglichere Herrschaftsgebilde geben, deren Gleichen es noch nicht gegeben hat. Und dies ist noch nicht das Wichtigste; es ist die Entstehung von internationalen Geschlechts-Verbänden möglich gemacht, welche sich die Aufgabe setzen, eine Herrenrasse heraufzuzüchten, die zukünftigen 'Herren der Erde' -".

(3) Cf. *ibid.*

berceau de la race des seigneurs.

Mais ceci nous amène à aborder l'idée nietzschéenne de l'Europe sous l'angle de l'unification politique. On ne peut, en effet, dissocier le rêve d'une humanité supérieure et d'une civilisation renouvelée, et cet événement imminent qu'annonce le philosophe de la volonté de puissance: l'ère de la "grande politique".

10. L'union de l'Europe et la "grande politique"

On a mis souvent et à juste titre l'accent sur la prédominance de l'aspect humain et culturel de l'Europe future dans l'oeuvre de Nietzsche. (1)

L'unité politique joue pourtant chez lui un rôle non négligeable. Toutefois il faut insister sur le fait qu'il ne systématise jamais. C'est souvent une tâche ardue que de saisir sa pensée à travers ses méandres et ses contradictions. De plus, les aperçus qu'il donne de la politique sont fréquemment mêlés à des réflexions sur les problèmes de l'homme et de la civilisation. (2)

Ne parle-t-il pas des philosophes qui l'ont précédé comme "des Européens supérieurs, précurseurs de la grande politique"? (3) Cette "grande politique", qui signifie sous sa plume la fin du morcellement européen et l'entrée dans ce que l'on appelait alors la "politique mondiale", comment Nietzsche la voit-il? Comment considère-t-il la position de l'Europe de son temps par rapport aux puissances mondiales que sont l'Angleterre, les Etats-Unis et la Russie?

"J'écris pour une race d'hommes qui n'existe pas encore, pour les 'maîtres de la terre'... Anglais, Américains et Russes..." (4)

Les jugements de Nietzsche sur les Anglais sont passablement contradictoires. Car d'une part il les voit marcher à la tête de la civilisation et il prône leurs qualités de caractère, qui, estime-t-il, permettent l'avancement des sciences et de la philosophie, ainsi que l'expansion culturelle de l'Europe. D'autre part, il se laisse aller, dans

(4) Cf. J. Cl. Stoffel, Universalisme et esprit européen dans l'oeuvre de Nietzsche, Strasbourg 1954, p. 66

(1) Tel est le cas de J. Cl. Stoffel, op. cit. et de W. Schmiele: Nietzsche der gute Europäer, dans Auf der Suche nach Frankreich, hrsg. von Horst Lehner, Herrenalb (Schwarzwald) 1963, p. 88

(2) A tel point que Nietzsche encourt la censure d'un critique comme Georg Lukács, qui lui reproche de faire de la politique "une abstraction

Jenseits von Gut und Böse surtout, à une anglophobie sans mesure. Il stigmatise avec la dernière énergie l'absence d'esprit philosophique, et plus encore l'utilitarisme des Anglais, qu'il accuse d'être à l'origine des "idées modernes" et de la vulgarité croissante de l'Europe. (1) Cependant il estime que tout va changer avec l'avènement de la "grande politique", qui va forcer l'Angleterre à renoncer à son isolement et l'Europe à s'entendre avec elle.

Quant aux Américains, il constate que leur matérialisme commence lui aussi à infester l'Europe. L'amour de l'argent, et la fébrilité des activités, ce "vice du Nouveau monde", répandent dans l'Ancien Continent la mort de la spiritualité, de la réflexion et de la culture. L'absence de loisirs, la course contre le temps étouffent toute la vie intellectuelle, artistique et sociale qui faisait le charme de la vieille Europe. (2) Nietzsche se demande parfois -comme Vollgraff notamment- si les Américains ne risquent pas de s'épuiser très vite, et si les Etats-Unis n'ont pas que l'apparence d'une future puissance mondiale. (3)

Parfois aussi le philosophe de la surhumanité songe à une alliance de l'esprit actif de l'Occident avec l'esprit contemplatif de l'Orient. Cette synthèse serait selon lui capable de livrer à l'esprit humain l'ultime secret de la vie et de l'univers:

"En allant vers l'Ouest, la folie du mouvement ne cesse de s'accroître, en sorte que tous les Européens paraissent déjà aux Américains gens de loisir et de plaisir. Là où les deux courants se joignent et se confondent, l'humanité touche à son but: la connaissance suprême de la valeur de l'existence... J'imagine de futurs penseurs chez qui la perpétuelle agitation de l'Europe et de l'Amérique s'associera à la contemplation asiatique, héritage de centaines de générations. Une telle combinaison conduira à la solution de l'énigme du monde..." (4)

et un mythe". Cf. G. Lukács Von Nietzsche zu Hitler oder der Irrationalismus und die deutsche Politik, Frankfurt-Hamburg 1966, p. 34

(3) "Sodann: die höheren Europäer, Vorläufer der grossen Politik" dans Schlechta III, p. 448

(4) Volonté de puissance, traduction G. Bianquis, tome II, p. 336

(1) Cf. Schlechta II, p. 720

(2) Ibid. pp. 190 - 191

(3) Cf. Kritische Gesamtausgabe VII 2, p. 213

(4) Oeuvres philosophiques complètes, tome III 1, Humain, trop humain, p. 332

Prodigieuse synthèse! A l'humanité moderne des pays industriels il faut un correctif, qui ne se trouve que dans l'âme asiatique, ou russe. Il arrive que la Russie apparaisse à Nietzsche comme la "gueule béante de l'Asie prête à engloutir la petite Europe". (1) Mais comment le philosophe de la volonté de puissance resterait-il insensible à la force politique et institutionnelle de la Russie, fondée sur la tradition et l'autorité? L'Empire russe, la seule puissance susceptible de durée, est pour lui exactement l'inverse de l'Europe moderne et démocratique, de sa fragmentation en petits Etats et de sa décadence politique. Face au déclin de l'Etat et de toutes les institutions sociales d'Occident, l'avenir est à la Russie. (2)

"La seule puissance conquérante de grand style est la Russie. En conséquence l'Europe sera obligée de s'unir." (3)

C'est ainsi que la Grèce dut s'unir devant le péril oriental.

Ou bien Nietzsche n'écarte pas la possibilité d'une future domination du monde par l'alliance des Allemands et des Slaves, ceux-ci apportant une puissance imaginative inemployée et une formidable réserve d'énergie. (4) Si Nietzsche caresse un instant l'espoir d'une pareille synthèse, c'est qu'il voit s'incarner dans la Russie le mythe du "peuple jeune". Son opinion est que la régénération de l'Occident ne peut guère se faire que grâce à un apport de vitalité toute neuve. Les Russes, dans ce cas, seraient les "Barbares du 20ème siècle". (5)

(1) Schlechta I, p. 970

(2) Cf. Schlechta II, p. 1016

(3) Oeuvres philosophiques complètes, tome IV, Aurore, p. 637

(4) Cf. Kritische Gesamtausgabe VII 3, p. 177, 1884 - 85. L'idée d'une union germano-slave se trouve déjà chez Bruno Bauer, cf. D. Groh, op. cit. pp. 311 - 313. Celle d'une communauté germano-slave se retrouve vera ultérieurement chez les racistes, avec cette différence que Nietzsche ne tient pas la culture nordique slavo-germanique pour supérieure dans tous les domaines. Cf. Kritische Gesamtausgabe V 2, p. 444, 1881 - 82: "Slavisch-germanisch-nordische Kultur! - die geringere, aber kräftigere und arbeitsamere".

(5) B. Bauer enseigne déjà le mythe du surhomme dominateur de l'univers. Selon lui, la surhumanité surgira, grâce à l'action de la Russie sur l'Occident, de la rupture avec le passé. Cf. Disraelis romantischer und Bismarcks sozialistischer Imperialismus, Chemnitz 1882, p. 23: "Alles erwartet von diesem Etwas eine ungeheuerliche Explosion und zugleich eine Entscheidung über die Zukunft des Weltteils." B. Bauer prévoit une révolution paysanne russe, puis l'instauration en Russie d'une dictature militaire, ainsi qu'une ère dictatoriale dans toute l'Europe.

Le critère principal du "peuple jeune" est pour Nietzsche le "long vouloir" (der lange Wille), garantie de durée. C'est pourquoi il écrit, dans Jenseits von Gut und Böse, que les Russes comptent parmi les facteurs les plus probables de l'avenir, car ils ont pour eux l'assise inébranlable de la pérennité. Nietzsche n'hésite donc pas à prophétiser que le siècle des Russes approche, car ils vont unir les deux éléments de toute civilisation: vitalité et culture. (1)

Si l'on songe que Nietzsche ne connaît guère la Russie que par l'oeuvre de Dostoïevski, il est étonnant de constater quelle prescience il a eue de l'avenir de ce grand pays.

A cet égard, un texte de 1884 nous paraît très révélateur. En quelques notations brèves, en quelques phrases souvent incomplètes, l'auteur a jeté sur le papier ses interrogations et ses certitudes concernant l'Europe et le monde, la politique et la civilisation.

Sa première question a rapport à l'éventualité d'une hégémonie planétaire anglo-saxonne. Mais nous savons ce qu'il pense des Anglais et des Américains. Il estime que l'élément allemand n'a aucune chance de jouer en Amérique un rôle directeur, qu'il ne le peut qu'en Europe, où il se trouve en présence de peuples vieilliss et fatigués. Reste la "barbarie" russe; elle seule est capable de régénérer l'Occident.

"La Russie doit devenir la maîtresse de l'Europe et de l'Asie - elle doit coloniser et conquérir la Chine et l'Inde." (2)

Nietzsche émet l'hypothèse suivante - celle de Fröbel et de Jörg: la puissance politique future sera peut-être divisée entre Slaves et Anglo-Saxons.

Quelle place assigne-t-il alors à l'Europe dans ce partage de zones d'influence? Il envisage une alternative: ou bien elle parvient à sauver sa culture grâce à une élite spirituelle, et alors elle deviendra

(1) Cf. Kritische Gesamtausgabe V 1, p. 670: "Zeichen des nächsten Jahrhunderts: 1) Das Eintreten der Russen in die Kultur. Ein grandioses Ziel. Nähe der Barbarei, Erwachen der Künste, Grossherzigkeit der Jugend und phantastischer Wahnsinn und wirkliche Willenskraft. 2) Die Sozialisten. De même dans Oeuvres philosophiques complètes, tome 4, Aurore, p. 654: "Age heureux des Russes! Energie de la volonté et passage aux arts."

(2) Kritische Gesamtausgabe VII 2, p. 38: "Russland muss Herr Europas und Asiens werden - es muss kolonisieren und China und Indien gewinnen."

une sorte de Grèce moderne, un foyer universel de la civilisation, entretenu par une aristocratie de la pensée et de l'art. (1) Ou bien elle ne peut réaliser la synthèse de sa culture passée, la convergence de ses traditions et elle sera ruinée par les tendances pathologiques (das Krankhafte) de chacune de ses nations, et par le règne de la plèbe. Dans ce cas, la culture européenne jette ses derniers feux. Il convient alors de sauver ce qui peut être sauvé, et de le mettre en sûreté dans quelque pays inaccessible. Nous retrouvons ici le solitaire de Sils Maria, philosophant sur les sommets. (2)

Cependant c'est là chez Nietzsche une hypothèse extrême, et nous découvrons plutôt au coeur de sa réflexion le problème décisif de l'unification politique de l'Europe. Il explore plusieurs voies susceptibles selon lui d'amener l'unité.

Le péril russe, d'abord. Nous savons quelle gradation dans la puissance de la volonté le philosophe de la volonté de puissance établit entre les peuples européens, suivant leur degré de civilisation. Dans Jenseits von Gut und Böse, il nous dépeint la Russie, ce moyen terme entre l'Asie et l'Europe, comme un formidable réservoir de vouloir accumulé. Mais nul ne sait si cette volonté sera un jour créatrice ou destructrice. Pratiquant pour ainsi dire la politique du pire, Nietzsche souhaite que l'agressivité russe catalyse les énergies européennes. Un extrême engendrant l'autre, l'Europe pourrait ainsi mettre fin à la "comédie de ses particularismes" et à l'"hétérogénéité de ses vœux dynastiques ou démocratiques". Si elle veut être prête à affronter la "grande politique" du 20ème siècle, la lutte pour la domination du monde, il lui faut "acquérir une seule et unique volonté, par le moyen

-
- (1) Ibid.: "Europa als das Griechenland unter der Herrschaft Roms. Europa also zu fassen als Kultur-Zentrum: die nationalen Torheiten sollen uns nicht blind machen, dass in der höheren Region bereits eine fortwährende gegenseitige Abhängigkeit besteht. Alles strebt nach einer Synthese der europäischen Vergangenheit in höchsten geistigen Typen... Der geistige Einfluss könnte in den Händen des typischen Europäers sein (dieser zu vergleichen dem Athener, auch dem Pariser)"
- (2) Ibid.: "Wenn aber Europa in die Hände des Pöbels gerät, so ist es mit der europäischen Kultur vorbei! Kampf der Armen mit den Reichen. Also ist es ein letztes Aufflackern. Und bei Zeiten beiseite schaffen, was zu retten ist! Die Länder bezeichnen, in welche sich die Kultur zurückziehen kann - durch eine gewisse Unzugänglichkeit, z. B. Mexiko..."

d'une nouvelle caste régnant sur l'Europe, un long et redoutable vouloir personnel qui pourrait se fixer des buts par delà des millénaires". (1)

Il est une autre voie par laquelle chemine l'unification: la formation de l'Européen de l'avenir, l'union de l'Europe par ses sommets, en dépit de la folie nationaliste et des politiciens "au regard court et à la main prompte". Nous savons quelle valeur Nietzsche attache à l'unité de la culture et à l'action d'une élite de la pensée et de l'art. La "petite politique" oblitère selon lui ce phénomène profond de l'aspiration européenne à l'unification. (2)

Les "Bons Européens" comme Napoléon, Goethe, Beethoven, Stendhal, Henri Heine, Schopenhauer, n'ont-ils pas préparé et préfiguré au plus profond de leur âme la synthèse nouvelle l'"Européen de l'avenir"? Nietzsche n'exclut pas Richard Wagner de ces génies qui enseignent à l'Europe, en plein siècle des masses, le concept d'"homme supérieur". Dans l'art wagnérien comme dans celui des derniers romantiques français chante l'âme de l'Europe, de l'"Europe unie" (das eine Europa), et s'exprime la même aspiration au dépassement de soi. (3) Peu importe que ces grands talents parlent des langues différentes. Comme les politiques nationales, les langues nationales ne font que dissimuler le grand processus d'extinction de l'esprit national.

"C'est la diversité des langues qui empêche surtout de voir ce qui se passe en réalité - la disparition des traits nationaux et la création de l'homme européen". (4)

Nietzsche condamne le nationalisme comme falsification de l'histoire européenne. (5) Il ne met qu'une chose à l'actif des nationalismes ou plutôt de leurs rivalités: la virilisation des futurs Européens grâce à la nécessité des vertus guerrières.

Avant d'aborder le troisième moyen d'unification, il nous faut en-

(1) Schlechta II, p. 672

(2) Bruno Bauer écrit lui aussi, dans Disraelis romantischer und Bismarcks sozialistischer Imperialismus, Chemnitz 1882, p. 18: "Unter der verblichenen Nationaltracht sind sie Europäer geworden und in den gemeinsamen imperialistischen Erfahrungen werden sie sich immer als Europäer fühlen; dann wird das Lied der Arndt'schen Frage nach dem deutschen Vaterland von der Antwort des europäischen Vaterlandes abgelöst werden."

(3) Cf. *ibid.*, p. 724

(4) Oeuvres philosophiques complètes, tome III 1, Humain, trop humain, p. 373

(5) *Ibid.* VII 3, 1884 - 85, p. 209: "Nation - Menschen, die Eine Sprache sprechen und dieselben Zeitungen lesen heißen sich heute und wollen gar zu gern auch gemeinsamer Abkunft und Geschichte sein:

core soulever la question suivante: quel objectif a, dans l'esprit de Nietzsche, la priorité, l'unité politique ou la réalisation de l'Européen futur? Nous ne saurions en décider, et, en fait, ils semblent bien aller de pair. Au fond, l'immense mérite de Nietzsche n'est-il pas d'avoir montré que l'Europe unifiée devait nécessairement être une Europe nouvelle, habitée par une humanité nouvelle? Le "Bon Européen", type supranational d'individu génial, devait être le précurseur d'une humanité dont l'existence suppose une Europe unifiée. (1)

Les "Bons Européens" ont donc un rôle insigne à jouer. Ils ressentent les premiers le besoin impérieux d'une nouvelle unité, et en cela encore ils sont en accord avec l'évolution des choses. Pour Nietzsche, la solidarité des peuples va croissant avec le caractère international de l'économie, du commerce et des échanges de tous ordres. Il n'a donc pas manqué d'en faire état et de verser cette pièce au dossier de l'unification.

"Les petits Etats d'Europe, je veux dire tous nos Etats et tous nos Empires actuels vont devenir intenables, économiquement parlant, vu les grandes exigences souveraines des grandes relations internationales et du commerce, qui réclament l'extension extrême des échanges universels et un commerce mondial; (la monnaie, à elle seule, obligera tôt ou tard l'Europe à s'agglomérer en une seule masse)". (2)

On constate que les préoccupations culturelles de Nietzsche ne lui font pas perdre de vue le rôle des réalités économiques. (3) Il va même, dans le texte que nous venons de citer, jusqu'à envisager, comme F. List et certains de ses successeurs, l'adhésion nécessaire de la Grande-Bretagne à une future Communauté, ou au moins une entente entre l'Europe et l'Angleterre. Il ne doute pas en effet qu'avant le milieu du 20ème siècle

was aber auch bei der ärgsten Fälscherei der Vergangenheit nicht gelungen ist".

- (1) Sur ce point, les thèses s'opposent. F. Krökel estime que l'unité politique de l'Europe, envisagée par Nietzsche sous la forme d'une Confédération (Staatenbund) est la condition ultime et déterminante du type humain nouveau et de son enracinement dans une grande patrie européenne. Cf. F. Krökel Europas Selbstbestimmung durch Nietzsche, München 1929, p. 149 Dans Nietzsche et le problème européen, Paris 1943, pp. 245 - 46, J.E.Spenlé pense, fort justement d'ailleurs, que la naissance d'une Europe politique et institutionnelle est subordonnée à un "spartanisme éducatif" qui formera une élite européenne, à la mentalité nouvelle.
- (2) Kritische Gesamtausgabe, tome VII 3, juin-juillet 1885, p. 309
- (3) Il est bon de signaler que Georg Lukács, après Franz Mehring, dénonce

cette dernière doit abdicquer son rôle de grande puissance et mettre ses colonies à la disposition de l'Europe, afin que celle-ci puisse engager le combat pour l'hégémonie mondiale. (1)

Tout, selon Nietzsche, indique l'urgence d'une prise de conscience, aussi bien la "dénationalisation" de la culture que des intérêts matériels communs. Tout s'oppose à ce qu'il appelle le "nationalisme de bêtes à cornes" (Hornviehnationalismus).

"L'unification économique de l'Europe vient nécessairement - et de même, comme réaction, le parti de la paix..." (2)

On ne s'attend guère à trouver dans l'oeuvre de Nietzsche une apologie du pacifisme, et il convient de souligner que son Europe n'a pas grand-chose de commun avec l'Europe pacifiste et démocratique issue des idées de 1848. Dans sa passion antidémocratique, il a d'ailleurs parfois injustement traité des hommes qui, à leur manière, furent aussi de "Bons Européens". Le grand parti de la paix nietzschéen sera "dépourvu de sensibilité". Ce sera, si nous saisissons bien la pensée de l'auteur, le parti de ceux qui répudieront le recours à la force et s'opposeront à tous les sentiments de rancune et de vengeance. Nietzsche n'a-t-il pas ici, comme en d'autres cas, pressenti un mouvement né à la suite de deux guerres mondiales? On peut penser qu'il se serait tenu lui aussi "au-dessus de la mêlée". Et pourtant ne prophétise-t-il pas, comme antithèse au "parti de la paix", un "parti de la guerre"? Déconcertantes contradictions de la pensée nietzschéenne, ou au contraire fulgurantes visions de l'avenir?

Ce qui nous amène à poser cette question: Nietzsche, qui considérait comme un besoin impérieux et une nécessité inéluctable l'unification spirituelle et matérielle de l'Europe, a-t-il conçu cette unification comme l'aboutissement d'un processus pacifique d'entente et de concertation, ou comme le résultat d'une politique belliqueuse et hégémonique? Pense-t-il en termes de fédéralisme ou en termes de "monarchie universelle"?

l'ignorance de Nietzsche en matière d'économie, domaine qui lui était aussi étranger qu'à la majorité des intellectuels de son temps. Cf. G. Lukács Von Nietzsche zu Hitler oder der Irrationalismus und die deutsche Politik, op. cit. p. 34

(1) Ibid. p. 310: "Um aber mit guten Aussichten in den Kampf um die Regierung der Erde einzutreten -es liegt auf der Hand gegen wen sich dieser Kampf richten wird- hat Europa wahrscheinlich nötig, sich ernsthaft mit England zu 'verständigen' ..."

Il faut bien avouer que sur ce point les textes sont peu explicites. Jamais Nietzsche n'échafaude un système politique. On peut tout au plus avancer avec R. J. Dupuy qu'il ne "semble pas avoir eu une notion fédéraliste", pour la bonne raison qu'il "confond nationalisme et patriotisme étatiste". (1)

Or la dialectique fédéraliste vise à abolir les Etats-nations en tant que seuls dépositaires du pouvoir, sans pour autant abolir les patries, qu'il s'agit de dépasser et d'intégrer à un ensemble plus vaste.

Le "Bon Européen" Nietzsche n'a guère que sarcasmes pour les patriotes, surtout allemands, et on ne manquera pas de remarquer l'ambiguïté que recèle l'aphorisme suivant:

"Ils appellent l'union des gouvernements allemands en un seul Etat une "grande idée". C'est le même type d'hommes qui un jour s'enthousiasmera pour les Etats-Unis d'Europe: c'est l'idée encore "plus grande"." (2)

Nietzsche, qui place la construction européenne au-dessus de l'unification nationale, ne paraît pas sans arrière-pensée lorsqu'il amalgame ainsi l'idéal des "Etats-Unis d'Europe" et l'appui que celui-ci recevra d'anciens nationalistes.

En tout état de cause, il sait que l'adhésion des peuples sera nécessaire. Sans doute Ch. Andler a-t-il raison d'écrire que Nietzsche veut dire par "l'idée encore plus grande" une idée capable de mieux répondre un jour au besoin de pathétique des masses. (3) Nous savons que Nietzsche croit à l'avènement irréversible de la démocratie. Il établit un lien étroit entre elle et l'union de l'Europe. Tout pour lui sera facilité par l'adhésion des foules.

Quant à la question de la forme institutionnelle que doit prendre l'Europe future, il force son lecteur à en rester aux suppositions. La formule "Etats-Unis d'Europe", qu'il utilise dans le texte ci-dessus demanderait à être précisée, de même que celle de "Völkerbund", qu'il emploie dans Le voyageur et son ombre:

"Le résultat pratique de cette démocratisation qui va toujours

(2) Schlechta III, p. 660

(1) Politique de Nietzsche, p. 291

(2) Oeuvres philosophiques complètes II 1, Humain, trop humain, p. 373

(3) Cf. Ch. Andler, Nietzsche V, p. 293

croissant sera en premier lieu la création d'une union des peuples européens (ein europäischer Völkerbund), où chaque peuple délimité selon des opportunités géographiques occupera la situation d'un canton (Kanton) et possédera ses droits particuliers: on tiendra alors très peu compte des souvenirs historiques des peuples tels qu'ils ont existé jusqu'à présent, parce que le sens de pitié envers ces souvenirs sera peu à peu déraciné complètement sous le règne du principe démocratique..." (1)

La notion de "canton" peut évidemment avoir été suggérée par le modèle suisse. Nous l'avons trouvée déjà chez Fröbel et d'autres adeptes du fédéralisme. (2)

En réalité, l'Europe de Nietzsche, bien qu'ayant une longue tradition commune, n'a pas le caractère d'un ensemble politique lentement constitué au cours de siècles d'histoire. Elle doit être, au contraire, une rupture avec un passé historique funeste, de même que le type de l'Européen doit marquer une séparation nette avec les types nationaux.

Très caractéristique est à cet égard la manière dont le philosophe envisage les indispensables rectifications de frontières. Celles-ci ne devront plus se faire par la guerre, ni pour des raisons linguistiques, historiques ou dynastiques, mais pour le bien général et particulier, et suivant des principes scientifiques rigoureux. En somme, ce que propose l'auteur du texte suivant, c'est une révolution de la politique et de la diplomatie et un aménagement de l'espace européen qui commence seulement à prendre forme aujourd'hui:

"Les rectifications de frontières ... seront effectuées de telle sorte qu'elles servent aux besoins des grands cantons et en même temps aussi à ceux de la communauté (Gesamtverband), mais non pas à la mémoire d'un passé quelconque perdu dans la nuit des temps. Trouver les points de vue de ces rectifications, ce sera la tâche des diplomates futurs, qui devront être à la fois des savants, des agronomes et des spécialistes des moyens de communication, et avoir derrière eux non pas des armes, mais des raisons d'utilité

(1) Schlehta I, p. 991

(2) Ce détail est relevé par R. J. Dupuy, qui croit pouvoir en inférer que l'auteur pencherait plutôt vers une fédération que vers une confédération, cf. ouvrage cité, p. 334. Faisant référence à l'exemple helvétique, E. Bertram prétend que l'objectif politique de Nietzsche serait à longue échéance l'helvétisation de l'Europe, "Schweizerdung Europas". Cette affirmation nous paraît rétrécir singulièrement la conception nietzschéenne. Cf. Nietzsches Europa, P. 194. Quant à Ch. Andler, il parle soit de "Confédération", soit de "République européenne", cf. Nietzsche V, p. 293

pratique" (1)

Europe des Etats ou Europe des peuples?

Au fond cela n'est pas un dilemme pour Nietzsche, qui ne voit ni dans l'une ni dans l'autre son objectif, mais pour qui l'une et l'autre sont un moyen d'accéder à une humanité et à une civilisation supérieures.

Au cas où l'unification ne se réaliserait pas par l'entente pacifique, par la fédération ou la confédération, il y aurait encore la voie de l'absolutisme et du militarisme, celle du "grand homme" qu'il a parfois appelé de ses vœux. (2) Napoléon en est une fois encore le prototype. Il a virilisé l'Europe. Il a inauguré l'"âge classique de la guerre", des guerres nationales et scientifiques. Il a été le continuateur de la Renaissance et a fait resurgir en pleine époque moderne le granite indestructible de la civilisation antique, traçant ainsi la voie à l'unité européenne. Car Nietzsche est convaincu que Napoléon voulait l'Europe unie, et qu'il la voulait maîtresse du monde. (3)

Nietzsche traduit en termes de volonté de puissance deux grands phénomènes de son temps: l'europanisation du globe et la maîtrise de l'homme sur la nature. Il prophétise pour le 20ème siècle une transformation radicale de la vie, du milieu, de la culture et des arts, une interpénétration des populations de la terre, conséquences de la colonisation et de l'économie mondiale. En faisant de l'Europe la régente de l'univers, il reporte sur elle sa propre volonté de puissance. Il préconise de traiter les peuples de couleur non en les "choyant à l'europanienne", mais avec toute la "barbarie" nécessaire. (4)

Qu'on ne voie pas là cruauté gratuite. Nietzsche est convaincu qu'en dépit des théories humanitaires la question cruciale du rétablissement de l'esclavage va se poser. Il sera rendu indispensable par les im-

(1) Schlechta I, p. 992

(2) "Möge Europa bald einen grossen Staatsmann hervorbringen..." Kritische Gesamtausgabe VII 3, p. 65

(3) Cf. Schlechta II, p. 236, Die fröhliche Wissenschaft § 362: "Unser Glaube an eine Vermännlichung Europas." Rapprochons une fois encore la pensée de Nietzsche de celle de B. Bauer, qui fait partir de la chute de Napoléon le messianisme national et la "grande querelle des races occidentales et nordiques." Cf. Disraelis romantischer und Bismarcks sozialistischer Imperialismus, Chemnitz 1882, p. 60

(4) Cf. Kritische Gesamtausgabe VIII 2, p. 137

pératifs de la civilisation et les besoins de l'économie. La solution sera de déporter vers l'Europe ce que nous nommons aujourd'hui les "travailleurs immigrés":

"On pourrait peut-être songer à satisfaire ses désirs par une importation massive de peuplades barbares d'Asie et d'Afrique, en sorte que le monde civilisé assujettisse perpétuellement à son service le monde non civilisé... Le fait est que dans les Etats européens la culture de l'ouvrier et celle du patron se trouvent bien des fois tellement rapprochées que continuer à exiger plus longtemps du premier un travail mécanique exténuant provoque un sentiment d'indignation." (1)

En somme, Nietzsche veut faire de la classe ouvrière européenne une caste de maîtres, apportant ainsi une solution à la question sociale et à la lutte des classes. Rejetant à la fois le capitalisme et le socialisme, il propose dans Aurore une émigration massive hors de la "ruche européenne" surpeuplée et une immigration de travailleurs chinois. De cette manière, on réaliserait l'équilibre entre l'Orient et l'Occident, par l'exportation des vertus européennes et l'importation du zèle laborieux, du calme contemplatif, de la solidité asiatiques. (2)

"La brutale ère impérialiste où il a grandi", écrit Ch. Andler, "l'a marqué lui aussi au fer rouge. Comment le "Bon Européen" se refuse-t-il à être le "Bon Africain", le "Bon Océanien"?... Nietzsche ne se retrouve à sa propre hauteur qu'en songeant à l'Europe." (3)

Il est de fait que tout, dans cette philosophie, est dirigé vers la volonté de puissance et l'expansion de l'Europe. On peut le regretter, tout en s'efforçant de lire entre les lignes et de faire abstraction des outrances de la pensée et du style.

On peut aussi s'étonner que le regard si perçant de Nietzsche n'ait pas discerné l'un des événements majeurs de notre siècle: la décolonisation. Ceci prouve une fois de plus combien l'Europe, sa civilisation et sa mission sont tout au centre des préoccupations nietzschéennes. Cette oeuvre esquisse, au terme d'une évolution séculaire ou millénaire, la silhouette d'une humanité supérieure, rigoureusement sélectionnée et parfaitement adaptée, modelant l'univers par un labeur cyclopéen. L'"homme

(1) Oeuvres philosophiques complètes, tome III 1, Humain, trop humain, p. 50

(2) Cf. Schlechta I, p. 1156

(3) Nietzsche V, p. 267

planétaire" (allgemeiner Erdenmensch), l'"homme artificiel superclimatique" (überklimatischer Kunstmensch) a-t-il encore en lui quelque chose d'européen? Seul l'Occident, estime Nietzsche, est capable de promouvoir pareil changement. Seule la pensée indo-européenne est dynamique et évolutive. Elle seule peut transformer l'homme et la nature. Ainsi donc un double processus se profile dans l'oeuvre nietzschéenne: l'européanisation du monde et la mondialisation de l'Europe. Nietzsche rêve d'une époque future où la terre entière n'aurait plus qu'un seul système économique et une langue unique. Ce serait le temps de l'"homme européen universel".

Le philosophe, quant à lui, entreprend de créer le "parti de la vie", assez fort pour mener la "grande politique", assez audacieux pour réaliser l'homme nouveau, assez héroïque pour apporter la guerre, non plus la pitoyable guerre dynastique ou nationale, mais le formidable conflit entre le déclin et la renaissance. Tel sera le prix de la régénération de l'Europe et de la domination du globe. (1)

11. Nietzsche et la quête du Sud

Cette analyse de la pensée européenne de Nietzsche serait incomplète si elle ne prenait pas en considération les rapports du philosophe avec l'âme allemande d'une part, avec l'esprit latin d'autre part.

D'emblée, une remarque s'impose: il y a chez Nietzsche comme chez Burckhardt glissement du germanisme vers la latinité. Derrière le mythe du héros dominateur, c'est sans nul doute celui d'une Europe romaine et napoléonienne qui se profile, et, précisément, il est reproché à l'Allemagne d'avoir, au nom d'une prétendue éthique germanique de l'histoire, détruit Rome, oblitéré la Renaissance et entravé l'oeuvre de Napoléon,

(1) Kritische Gesamtausgabe VIII 3, p. 451: "Die grosse Politik". Il est intéressant de rapprocher des conceptions nietzschéennes le darwinisme politique de Max Nordau dans ses Paradoxes (1885), oeuvre qui eut beaucoup d'écho. Nordau prévoit lui aussi des luttes sanglantes entre nations européennes, puis, avant la fin du 20ème siècle, la constitution de grands blocs saturés et équilibrés, vivant en harmonie comme une sorte de grande famille. Engels avait déjà exprimé une idée un peu similaire dans Po und Rhein. Rappelons que Nietzsche ne croit pas à une telle coexistence pacifique, mais à l'évolution probable vers le superétat (Monstrestaat) promis à la désintégration inévitable. Pour Nordau, selon lequel "vivre signifie lutter et la force de vivre donne le droit à la vie", l'Europe enfin solidaire devra non seulement as-

pérennisé la "petite politique" et fourvoyé l'Europe dans l'impasse du nationalisme.

Mais ces accusations outrancières ne rendent pas un compte exact des relations de Nietzsche et du germanisme. A vrai dire, ces rapports sont d'une extrême complexité. Au lendemain de la guerre de 1870 - 71, le philosophe proteste contre l'imitation de la culture latine par les Allemands, avant de se convertir bientôt au "bon européenisme". Et il est sans doute vrai que son âme est, comme cette âme allemande qu'il décrit dans Jenseits von Gut und Böse, pleine de secrets et de mystères, d'incertitudes et de contradictions. Edgar Salin n'hésite pas à le placer dans la lignée des représentants "nordiques et chrétiens" du germanisme, aux côtés de Luther et de Bach. (1)

Mais si, comme il l'écrit, être bon Allemand signifie "se dégermaniser", toute l'aspiration de Nietzsche à la dégermanisation, toute son ouverture sur l'Europe ne sont pas autre chose qu'une tentative de dépasser les contradictions de l'âme allemande et la dualité de l'âme nietzschéenne. L'idée d'une Europe unie ne serait au fond, ici, qu'une réminiscence de l'idéal universaliste allemand. (2) Pour Nietzsche, les vrais "Bons Allemands" sont ceux qui, méprisant la folie nationaliste, scrutent d'un regard lucide les périls qui menacent l'Europe. Ce sont les "médiateurs" (Vermittler), comme Mozart, et bien entendu, comme Nietzsche lui-même. En cultivant la légende de ses origines slaves, il essaie de fonder ethniquement son "bon européenisme". Dans ses dernières lettres, il lui arrive de renier ses origines germaniques et de ne se sentir, "dans l'Europe actuelle, apparenté qu'aux hommes d'esprit français et russes." (3)

Nietzsche veut fuir le germanisme. Ainsi s'explique peut-être sa nostalgie du Sud, du classicisme, de l'Antiquité, sa recherche du "grand style" et de la noble distinction. Pour lui, la vraie culture européenne, c'est la beauté hellénique, la force romaine, la vigueur de la Renaissance

sujettir la planète, mais aussi anéantir les peuples de couleur pour se procurer l'espace vital nécessaire. On chercherait en vain chez Nietzsche un impérialisme racial aussi cruel. Cf. Max Nordau Paradoxe, 5ème édition, Leipzig 1891

- (1) Cf. Vom deutschen Verhängnis. Gespräch an der Zeitenwende: Burckhardt-Nietzsche, Hamburg 1959, p. 144
- (2) C'est la tentative d'explication donnée par Ernst Bertram dans Nietzsche. Essai de mythologie, Traduction, Paris 1932
- (3) Cf. en particulier lettres du 12 mai 1887 et du 29 décembre 1888, dans Schlechta III, p. 1256 et p. 1349

La musique méditerranéenne. L'esprit français aussi, avec cette nuance que la France est civilisée, donc décadente, aimable, mais grégaire. (1)

Mais la supériorité de la France n'est-elle pas dans la synthèse du Nord et du Sud, qui la rend si réceptive aux "Bons Européens"? N'est-ce pas justement cette synthèse que Nietzsche, par une tension surhumaine, a voulu réaliser? Ernst Bertram a admirablement montré qu'il a été d'abord, quant à sa conception de l'Europe, l'héritier du romantisme, de l'idée "nordique" opposée à l'idée latine et napoléonienne. Puis il a subi de plus en plus l'influence du monisme centralisateur romain.

"Ainsi son Europe", conclut Bertram, "est mi-luthérienne mi-césarienne". (2)

Nietzsche s'efforce de transcender les composantes du germanisme en une symbiose "européenne" irradiée par la lumière du Sud, modelée par le classicisme, équilibrée par l'harmonie latine. A la musique wagnérienne, il oppose celle de Bizet, composée, écrit-il dans Par delà le Bien et le Mal, pour les "Bons Européens".

Et il rêve d'une autre musique salvatrice, "supraallemande" (überdeutsch), une musique africaine et orientale. Ainsi apparaît chez lui, comme chez Léonard de Vinci, dont il écrit qu'il est le seul artiste de la Renaissance à avoir porté son regard plus loin que le christianisme, l'"âme extra-européenne" en quête de l'Orient. Il propose à l'Europe deux mythes: la réalisation de la surhumanité et le retour à la Grèce, à l'Orient, à un Sud intérieur. (3)

On a prétendu enfermer Nietzsche dans le carcan du nationalisme. Durant la Première Guerre mondiale, Thomas Mann, dans ses Considérations d'un apolitique, a voulu faire de lui le représentant du vitalisme allemand en opposition avec l'Occident, tandis que des Français, R. Rolland, A. Gide, P. Valéry voyaient en lui un penseur largement européen. Puis les théoriciens du nationalisme allemand ont amplement puisé

(1) Cf. Kritische Gesamtausgabe VII 3, 1884 - 85, p. 167

(2) E. Bertram, Nietzsches Europa, 1925, publié dans Möglichkeiten - Ein Vermächtnis, Pfullingen 1958, pp. 169 - 171

(3) "-den Süden in sich wiederentdecken... Schritt vor Schritt umfänglicher werden, übernationaler, europäischer, übereuropäischer, morgenländischer, endlich griechischer - denn das Griechische war die erste grosse Bindung und Synthesis alles Morgenländischen und eben damit der Anfang der europäischen Seele, die Entdeckung unserer "neuen Welt". wer unter solchen Imperativen lebt, wer weiss, was dem eines Tages begegnen kann? Vielleicht eben ein neuer Tag!" Schlechta III, p. 464

dans son oeuvre, en particulier E. Spengler et Möller van den Bruck. (1)

Le national-socialisme, enfin, lui a emprunté un certain nombre d'idées majeures: volonté de puissance, surhumanité, sélection des élites. Il est vrai que Nietzsche, par ses outrances et ses ambiguïtés, prête à confusion, et il est bien connu qu'on a fait de lui l'un des pères spirituels de l'hitlérisme. (2)

Tragique déformation de la pensée d'un homme sombrant dans la démesure et la démence, mais qui, jusqu'au bout, fut le plus farouche adversaire du nationalisme. Où Nietzsche a-t-il écrit que la surhumanité se confondait avec la race germanique? Où a-t-il glorifié l'idée du "Reich"? Christoph Steding ne s'y est pas trompé, lui qui l'accusait à l'époque nazie d'avoir été, comme Burckhardt et Bachofen, un penseur attardé de la vieille Europe révolue. (3)

-
- (1) Cf. E. Vermeil, Doctrinaires de la Révolution allemande 1918 - 1933, nouvelle édition, Paris 1948.
- (2) Ainsi O. Flake Nietzsche, Rückblick auf eine Philosophie, Baden-Baden 1946. - R. Farré De l'influence de Nietzsche sur la pensée politique allemande, Montpellier 1947, et plus récemment E. Sandvoss, qui, dans Hitler und Nietzsche, Göttingen 1969, donne du point de vue chrétien une image entièrement négative de sa personnalité et de son oeuvre. Enfin on ne peut passer sous silence la critique marxiste extrêmement pénétrante de Georg Lukács, pour lequel la philosophie nietzschéenne est l'expression par excellence de la décadence bourgeoise et de l'impérialisme allemand. Nietzsche tenterait de surmonter le déclin grâce à une fausse révolution "cosmique et biologique", en poussant jusqu'à ses ultimes conséquences l'irrationalisme allemand et en substituant à l'idée d'un progrès de l'homme dans l'histoire le motif du "Retour Eternel". Ceci mènerait directement à considérer la société capitaliste comme la phase ultime de l'évolution historique. D'où la préfiguration, dans la philosophie nietzschéenne, des doctrines réactionnaires de la "révolution conservatrice" et des théories nazies sur l'immuabilité raciale et sur la régénération méthodique de la race par le retour à une prétendue pureté primitive. G. Lukács doit naturellement reconnaître que Nietzsche, contrairement aux racistes comme Gobineau ou Rosenberg, ne proclame pas la supériorité de l'Aryen. Mais la philosophie de la surhumanité n'en aurait pas moins fourni à l'impérialisme et au national-socialisme leurs armes intellectuelles les plus effrayantes. Les analyses de Lukács sont d'un grand intérêt, et souvent fort justes. Pourtant le système de pensée qui les englobe ne tient pas compte de l'européanisme qui est l'une des orientations fondamentales de Nietzsche. Cf. G. Lukács Von Nietzsche zu Hitler oder der Irrationalismus und die deutsche Politik, op. cit. pp. 27 - 101.
- (3) Cf. Das Reich und die Krankheit der europäischen Kultur, 1937 3ème édition Hamburg 1942 - p. 201 et suiv.

Quant au racisme et à l'antisémitisme de Nietzsche, ils ne sont guère qu'une fable. Pour lui, il était totalement aberrant de soulever les questions raciales dans le "salmigondis européen" (Mischmasch-Europa) et les Juifs étaient le meilleur "antidote contre cette dernière maladie de la raison européenne", le nationalisme. (1)

Incomprise de son vivant, sa pensée a été ensuite, comme l'écrit Albert Camus, trahie par "une race de seigneurs incultes ânonnant la volonté de puissance", et "sa 'solitude profonde de midi et de minuit' s'est pourtant perdue dans la foule mécanisée qui finit par déferler sur l'Europe". (2)

(1) Cf. Kritische Gesamtausgabe VIII 3, p. 332

(2) Nietzsche et le nihilisme, dans Les Temps Modernes, 7ème année, 1951 - 1952, n° 69, p. 203

CHAPITRE 3 :

KARL HILLEBRAND ET LA CRISE DE LA CULTURE OCCIDENTALE.

1.- Un émigré cosmopolite.

Nietzsche est sans conteste sous bien des rapports un esthète décadent. N'y a-t-il pas chez lui une oscillation entre la littérature française "fin de siècle" et le romantisme wagnérien, la poursuite exacerbée d'un équilibre entre germanisme et latinité ? C'est ce que note Alfred von Martin dans un ouvrage très remarquable (1). Il y a indubitablement une part de vérité dans cette analyse. A coup sûr, la recherche frénétique d'une dégermanisation n'est pas signe de bonne santé.

Rien de tel chez Burckhardt, dont l'euro péanisme est solidement enraciné à la fois dans la culture humaniste allemande et dans la civilisation romano-germanique. Peut-on cependant décerner à l'historien bâlois un brevet de "bon euro péanisme" et mettre en doute celui de Nietzsche, sous prétexte que le premier est un humaniste bourgeois, classique et objectif, et le second un nihiliste romantique et subjectif ? C'est ce que fait A. von Martin. Quant à nous, nous n'irons pas jusque là (2).

Or A. von Martin cite à ce propos le nom d'un écrivain infiniment moins connu que Nietzsche et Burckhardt, mais qui mérite à juste titre de figurer à leurs côtés : Karl Hillebrand.

Aucun contemporain allemand de Bismarck n'a été plus digne que lui de porter le titre de "Bon Européen". Aucun n'a eu plus que

(1) cf. A. von Martin "Nietzsche und Burckhardt" München 1941 p. 166. Cet ouvrage en était, en 1948, à sa quatrième édition.

(2) Ibid. p. 179 : "Die allzudeutsche Romantik des «Zarathustra» konnte dem klassischen Geschmack der «guten Europäer» Hillebrand und Burckhardt - Nietzsches eigenes gutes Europaertum war problematisch - unmöglich zusagen".

lui la capacité d'écrire les quatre langues principales d'Europe occidentale. Aucun n'a connu comme lui les cultures des grands peuples. Hillebrand fut plus cosmopolite que Burckhardt, moins apatriote que Nietzsche. Il a été en relation avec l'un et l'autre.

Le philosophe appréciait son style. Il le qualifia un jour de "dernier Allemand humaniste qui ait su écrire" (1). Leur correspondance se prolongea de 1874 à 1883. Elle apporte d'intéressantes précisions sur la communauté de pensée des "libres esprits". Nietzsche admirait chez son correspondant les relations sociales, l'expérience du monde, le goût artistique et il alla jusqu'à déclarer que seuls Hillebrand et J. Burckhardt possédaient assez de savoir et d'humanité pour être absolument sincères à son égard (2). Il est fort probable que K. Hillebrand a fourni à l'auteur de "Par delà le Bien et le Mal" le modèle et le type du "Bon Européen".(3) Nietzsche a toujours témoigné à Hillebrand l'estime la plus haute, et il est certain que beaucoup de ses jugements littéraires et politiques n'auraient pas été ce qu'ils furent sans l'auteur du recueil d'essais "Epoques, peuples et hommes" (Zeiten, Völker und Menschen), dont il écrivait en 1878 qu'ils exhalaiement non "les miasmes du nationalisme, mais un grand souffle européen" (4).

Inversement, Hillebrand subit l'influence des "Considérations inactuelles" et de "Par delà le Bien et le Mal". Mais il ne suivit plus Nietzsche lorsque celui-ci, en mai 1883, lui envoya son "Zarathoustra". Il lui conseilla même d'abandonner ses vaines spéculations et de cesser de se tourmenter à vouloir transformer le monde (5). Et

(1) Cité par O. Crusius "F. Nietzsche und K. Hillebrand-Unveröffentlichte Briefe", dans "Süddeutsche Monatshefte" München Juli 1909 Jahrg.6 Bd. II p.138.

(2) lettre du 24 mai 1883, citée par L. Haupts "Karl Hillebrand als Publizist und Politiker" Dissert. Köln 1959 p.195.

(3) Tel est l'avis de H. Uhde-Bernays, écrivain et professeur d'histoire de la littérature, dans "K. Hillebrand. Unbekannte Essays aus dem Französischen und Englischen Übersetzt" Bern 1955 Nachwort p. 361. De même O. Crusius "F. Nietzsche und K.Hillebrand. Unveröffentlichte Briefe" op.cit. p.137.

(4) Ibid. p. 130. Lettre d'avril 1878

(5) cf. Ibid. p.134.

il écrivait à son ami Hans von Bülow, le 16 septembre 1883, qu'il haïssait "l'apostolat et son langage" et qu'il n'éprouvait pas "de véritable sympathie pour les gens qui après leur quarantième année continuent à s'infliger des tortures werthériennes au lieu de vivre tout de go, au jour le jour ..." (1).

Quoi qu'il en soit, et en dépit d'une différence d'esprit et de tempérament, ces deux hommes ont une parenté incontestable. Il est hors de doute que le talent de Hillebrand est sans commune mesure avec le génie de Nietzsche. Néanmoins, nous avons à faire avec lui à une personnalité attachante, unique en son genre. Si Hillebrand ne fit pas toujours preuve d'une profonde originalité de pensée, il fut bien "le grand Allemand européen, auquel les quatre vieilles cultures du continent furent également familières." (2)

Nous nous proposons maintenant de retracer la singulière destinée qui lui donna accès à ces cultures.

Sa carrière présente quelques analogies avec celle des frères Karl et Gustav Vogt. Hillebrand est en effet, lui aussi, originaire de Giessen en Hesse, où il est né en 1829, et où son père est également professeur à l'université. Ce père l'élève dans le culte du classicisme allemand et de l'humanisme goethéen. Initié dès son jeune âge aux langues étrangères, domaine où il manifeste des dons exceptionnels, il fait ensuite son droit. Il s'enthousiasme alors pour les idéaux de 1848 et l'unification de l'Allemagne. Il participe avec ses frères aux mouvements révolutionnaires et doit fuir Francfort à l'automne de 1848 pour chercher refuge à Strasbourg, qu'il quitte pour prendre part au soulèvement de Bade. Capturé, enfermé à la forteresse de Rastatt, condamné à mort, il parvient à s'enfuir et à gagner la France, alors que ses frères et soeurs émigrent vers la Suisse, l'Angleterre, l'Amérique.

(1) H. von Bülow "Briefe und Schriften" - Leipzig 1900 Bd.IV, p.222

(2) J. Heyderhoff "K. Hillebrand. Geist und Gesellschaft im alten Europa. Literarische und politische Parträts aus fünf Jahrhunderten" - Stuttgart 1954, Einführung p.9

Hillebrand s'établit tout d'abord à Paris, où il devient à la fin de 1849 secrétaire de Henri Heine, puis à Bordeaux. Après avoir soutenu en 1861 une thèse de doctorat, il publie pour l'Académie de Bordeaux un essai intitulé "Des conditions de la bonne comédie", ce qui lui vaut assez de notoriété pour être nommé professeur à l'École militaire de Saint-Cyr, puis appelé par le ministre Victor Duruy à l'Université de Douai. Hillebrand y fait un cours qu'il publiera en 1868 sous le titre d' "Etudes italiennes".(1)

Cependant Victor Duruy le charge d'organiser en France l'enseignement des langues vivantes. Des voyages d'études en Allemagne, en Hollande, en Belgique, en Suisse, en Grande-Bretagne aboutissent à la parution, en 1868, d'un rapport sur "La réforme de l'enseignement supérieur" (2), et aussi d'un grand nombre d'articles de revues. Car dès cette époque Hillebrand, qui collabore au "Journal des Débats", au "Temps" et à la "Revue des Deux Mondes", est devenu un publiciste de renom international (3). Il s'est donné pour tâche d'expliquer au public français l'action de la Prusse en Allemagne. Bien qu'entre 1866 et 1870 il soit en rapport avec les milieux responsables de la politique française, il ne peut empêcher le drame d'éclater.

C'est l'amertume au coeur que Hillebrand doit quitter, en 1870, sa seconde patrie, envers laquelle il restera toujours loyal en dépit des jugements sévères qu'il portera sur elle. Il refuse, en novembre 1870, d'organiser l'enseignement allemand en Alsace-Lorraine. Désireux de rester sur un terrain neutre, il devient correspondant du "Times" et participe à ce titre aux opérations militaires qui aboutissent cette année-là à la prise de Rome par les troupes italiennes.

(1) "Etudes historiques et littéraires. Tome I : Etudes italiennes" Paris 1868.

(2) "La réforme de l'enseignement supérieur" Paris 1868

(3) Hillebrand a collaboré notamment, surtout après 1870, à l' "Augsburger Allgemeine", au "Deutsches Literaturblatt", à la "Deutsche Rundschau", à "Die Gegenwart", à la "Neue Freie Presse", à la "Nationalzeitung", à la "Contemporary Review", à la "Fortnightly Review", à la "Nineteenth Century Review", à la "Pall Mall Gazette" et à la "Rassegna Settimanale".

L'année 1870 représente donc dans sa vie un tournant décisif. Comme bien d'autres révolutionnaires et réfugiés politiques allemands, Hillebrand a désormais perdu la foi en la démocratie. Il a, après 1848, glissé vers un conservatisme teinté de pessimisme schopenhauérien (1), conservatisme renforcé encore par l'influence de l'oeuvre de Tocqueville, qu'il contribue, comme Bluntschli, à faire connaître en Allemagne.

Après 1870, il devient de plus en plus ce qu'il est resté généralement pour la postérité : une sorte d'expert de l'ethnopsychologie comparée, un esprit libre et impartial, dégagé des conflits politiques et des nationalismes étroits, un cosmopolite uniquement préoccupé de saisir dans leur essence et leur histoire les grandes cultures de l'Europe occidentale.

Quoiqu'il ait repris la nationalité allemande en 1872, Hillebrand refuse toutes les fonctions officielles que lui offre le Reich bismarckien. Il veut désormais vivre indépendant et se consacre au genre littéraire qui correspond le mieux à sa personnalité : l'essai. Il s'établit définitivement à Florence en 1873, mais ne cesse de parcourir jusqu'à sa mort en 1884 les principaux pays de l'Europe occidentale : la Grande-Bretagne, où il se marie en 1879, où il fait une série de conférences sur l'histoire des idées en Allemagne et où il publie d'innombrables articles; l'Italie, où il fonde en 1874 la revue "Italia"(2), destinée à servir de lien avec son pays d'origine; et pour laquelle il demande la collaboration de Nietzsche; la France, où il séjourne à nouveau plusieurs fois dans ses dernières années afin d'y poursuivre ses recherches historiques et littéraires; la Suisse, l'Autriche et l'Allemagne, où il se rend chaque année pour en étudier de près l'évolution politique, sociale et culturelle.

(1) "... 1849 war der sittliche und geistige "Krach" des Jahrhunderts, écrit-il. Von da an wurden wir alle misstrauischer : wir machen seitdem nur noch bare Geschäfte ...". Et il ajoute que les peuples européens sont devenus "circonspects et prosaïques". "Aus dem Jahrhundert der Revolution" ("Zeiten, Völker und Menschen" Bd.V) Berlin 1881 p.357, 3ème édition : Strasbourg 1902.

(2) La revue germano-italienne "Italia" parut de 1874 à 1877. Elle fut accueillie avec intérêt par les esprits cultivés de l'époque.

L'originalité de son destin est d'avoir uni en une même personne deux types d'Européen : l'émigré politique du 19ème siècle et le cosmopolite du 18ème.

"De plus en plus il devint, écrit son biographe W. Mauser, non seulement dans ses intérêts et son comportement, mais aussi dans la réalité de son expérience, un cosmopolite, un homme du monde au meilleur sens du terme : un Européen." (1)

Deux influences complémentaires et solidaires l'une de l'autre ont contribué à cette évolution : celle des hauts lieux de la civilisation occidentale, surtout Paris et Florence, et celle de la société intellectuelle et artistique que Hillebrand y rencontrait.

"Paris, écrit encore W. Mauser, était pour Hillebrand la ville européenne par excellence, un centre spirituel de premier ordre". (2)

Il aimait et admirait toujours la culture raffinée de ses salons, la perfection de ses élites intellectuelles. De même, il est fort remarquable qu'il ait choisi comme lieu de résidence le berceau de l'humanisme européen, cette Florence où il rassembla en une sorte de petite académie nombre d'artistes et d'hommes de lettres.

Il fut à partir de 1870, "une figure centrale non seulement de la Florence d'alors, mais de l'Europe de son temps ..." (3) Hans von Bülow lui enviait son immense célébrité. C'est que Hillebrand publiait alors dans un nombre considérable de revues d'Europe et d'Amérique et entretenait des relations ou une correspondance avec les plus éminentes personnalités : Renan, Mérimée, Flaubert, Taine, Sainte-Beuve, Michelet, Thiers, Jules Ferry, Madame d'Agoult en France, Gladstone, les cercles libéraux et les milieux littéraires en Angleterre, Treitschke, Sybel, H. Grimm, P. de Lagarde, Paul Heyse, Bluntschli, J. Burckardt, Liszt, H. von Bülow, et le prince héritier de Prusse dans les pays germaniques, Carducci, Visconti-Venosta,

(1) W. Mauser : "K. Hillebrand-Leben, Werk, Wirkung" Dornbirn 1960 p.60

(2) Ibid. p.49

(3) J. Hofmiller "Die Bücher und wir". München 1950 - p.78

Peruzzi, maire de Florence, en Italie. Des artistes de diverses nationalités, surtout allemands, fréquentent le salon de Karl Hillebrand, qui entre, par l'intermédiaire de sa femme Jessie Laussot, en rapport avec Richard et Cosima Wagner, qui assiste en 1876 à l'inauguration du théâtre de Bayreuth, et qui fait ainsi la connaissance de Nietzsche.

2.- Vue panoramique de l'Europe classique.

Une première remarque s'impose : l'Europe de Hillebrand est profondément vécue, mais c'est une Europe de l'art et de la culture, qui est restreinte à l'Occident. Le monde slave en est totalement absent. Et s'il y a quelques échappées vers l'Amérique du Nord, ce continent se fond ici dans le monde anglo-saxon.

L'Europe de Hillebrand est typiquement romano-germanique, comme lui-même. Hans von Bülow lui déclarait dans une lettre de février 1870 qu'il n'était pas un "Germano-Français", mais un "Romano-Germain" (1). Son Europe prend les dimensions de sa propre expérience. Elle en prend aussi les caractères, car elle est essentiellement, comme sa propre personnalité, unité de la spiritualité allemande et de la forme latine. D'intermédiaire entre la France et l'Allemagne qu'il voulait être avant 1870, comme Heine l'avait été, Hillebrand s'est fait après la guerre médiateur entre le monde latin et le monde germanique. La tâche de sa vie a bien été de "faire prendre conscience à ses contemporains de l'unité spirituelle de l'Occident" (2).

Lorsqu'il écrit dans le sixième volume de "Zeiten, Völker und Menschen", Hommes et choses de notre temps (Zeitgenossen und Zeitgenössisches 1882) au sujet des Italiens qu'ils sont des "Latins" il se hâte de mettre les choses au point : il n'est pas question d'une supériorité raciale de l'élément germanique, mais d'une différence historique (3).

(1) Hans von Bülow "Briefe und Schriften", Leipzig 1900 Band IV 1864-1872 p.361

(2) C.G.Just. Essay (Deutsche Philologie im Aufriss), cité par H. Uhde-Bernays op.cit. p.396

(3) p. 244

Hillebrand est trop humaniste pour sacrifier à la mode raciste. Il reproche au 19ème siècle d'en être obsédé et de fausser trop souvent la perspective historique. C'est pour lui un fait d'évidence qu'à l'époque médiévale "le sang des deux peuples, german et latin, avait déjà complètement fusionné" (1).

Et il a l'absolue certitude que le germanisme ne prend toute sa valeur qu'allié à la civilisation gréco-latine. Son idéal est celui de la culture classique, héritée de Goethe et de W. von Humboldt : idéal de l'harmonie et de la totalité de la personnalité humaine supérieure, travaillant librement à l'élaboration de son propre style de vie, s'enrichissant de ses propres conflits et sauvegardant dans un monde hostile la primauté de l'individu cultivé.

Hillebrand veut retracer dans son oeuvre les grandes époques de la culture occidentale dont il est imprégné. Il est l'un des derniers Allemands dont la vie et l'action aient été déterminées par cet idéal de la culture classique. En présence de la transformation accélérée du monde politique et économique, il considère l'histoire à la fois comme un drame et comme un art (2). Historien de la culture, disciple des philosophes de l'histoire Vico et Herder, il veut faire revivre les périodes les plus brillantes de l'humanisme européen : l'Antiquité grecque, la Renaissance italienne, le Grand Siècle français, l'Ere des Lumières et son prolongement, l'époque de la Restauration. Les sept volumes de "Zeiten, Völker und Menschen" constituent la vaste fresque de cette histoire de notre civilisation à travers les époques, les peuples et les grandes individualités. Hillebrand croit à l'action des hommes et des peuples plus qu'à la nécessité historique.

(1) "Dino Compagni - Etude historique et littéraire sur l'époque de Dante" - Thèse de doctorat - Paris 1861 p.28

(2) Sur les rapports de K. Hillebrand avec les historiens allemands et la science historique, cf. R. Vierhaus "Zeitgeschichte und Zeitkritik im essayistischen Werk K. Hillebrands", dans "Historische Zeitschrift" - Bd. 221 Heft 2 1975 p. 314 et suiv.

La Grèce antique lui offre le premier exemple d'une culture où l'homme vivait en parfaite harmonie avec le monde et la société, où l'art et la politique, l'individu et l'Etat ne s'affrontaient pas, mais se complétaient. La Grèce de Hillebrand est celle de Winckelmann, non celle de Nietzsche. La parenté avec les grands écrivains du classicisme allemand est ici évidente. Elle ne l'est pas moins avec J. Burckhardt, dont notre auteur n'ignorait pas les travaux. Après l'historien bâlois, il trouve dans la cité grecque l'Etat parfait, chef-d'oeuvre de l'art et de la politique. Athènes est à son sens le modèle de l'Europe future, l'idéal de la communauté de culture transcendant les antithèses politiques.

"L'Europe doit beaucoup à l'Italie, elle a tort de l'oublier parfois; mais elle ne lui doit pas tout : l'Antiquité a des droits plus anciens à sa reconnaissance. Jamais Dante et Machiavel ne seront pour l'humanité civilisée ce que sont pour elle Homère et Thucydide" (1).

Pourtant la Renaissance tient dans son oeuvre une place infiniment plus importante que l'Antiquité. Il s'agit avant tout de la Renaissance italienne, et plus précisément florentine, qui faisait partie intégrante de sa culture personnelle. Hillebrand n'a aucune affinité avec la vitalité exubérante et truculente qui est l'un des aspects de l'époque. Poussée jusqu'à la vulgarité, elle ne peut plaire aux Européens cultivés du 19ème siècle, qui vivent dans "une atmosphère purifiée - quoiqu'artificiellement purifiée"(2). Hillebrand est l'homme de la mesure. Il préfère Florence à Rome. Même à Rome, la Renaissance perd son caractère mesuré et humain. Rome est colossale, austère; c'est un monstre, une idole, la ville des Borgia et de l'hégémonie papale. Elle n'a créé que la monarchie universelle, politique ou religieuse. (3) Contrairement à Nietzsche, Hillebrand est insensible à la grandeur monumentale de Rome.

(1) Dino Compagni, op.cit. p.316

(2) Profile ("Zeiten, Völker und Menschen" Bd. IV) Berlin 1878 p.320

(3) Wälsches und Deutsches ("Zeiten, Völker und Menschen" Bd II) Berlin 1875- Nous citons d'après l'édition de 1892 (Strasbourg) p. 140.

"Combien sereines, humaines, aimables, sont par contre Florence et Athènes"

écrit-il le 29 mars 1874.(1) Même le Moyen-Age florentin est à ses yeux une grande époque que Dante, pour lequel il ne pouvait y avoir d'autre ordre universel que la chrétienté unie sous le sceptre de l'Empereur, a immortalisée.

Car "Dante était chrétien et poète; il se réfugia dans l'art et dans la foi, et, sur la ruine de ses rêves chéris de bonheur universel sur une terre pacifiée, il bâtit le plus grandiose monument que l'homme ait conçu ..."(2).

C'était l'époque où le peuple italien était le guide des pays de l'Europe chrétienne, dont les provinces formaient une seule nation à civilisation unique.

"Ce qui constitue proprement une nation, écrit Hillebrand dans "Etudes italiennes", la solidarité politique, l'unité de la littérature, des traditions de la civilisation, de la foi religieuse, des intérêts, tout cela existait au Moyen-Age en Europe ... Les membres de cette confédération européenne se trouvaient vis-à-vis de la république chrétienne à peu près dans la situation où pouvaient se trouver il y a deux cents ans la Gascogne ou la Bretagne vis-à-vis de la communauté française"(3).

Nous sommes moins sûrs que Hillebrand de la "solidarité politique" de cette "confédération européenne". Mais ce qui importe avant tout à notre auteur, c'est l'histoire de la civilisation. Dante, en faisant le tableau de la civilisation italienne médiévale, a fait dans une certaine mesure celui de la communauté européenne, unie par les Croisades, la législation, les grands thèmes littéraires et cette langue universelle qu'était le latin. Dante écrit, dans la "Divine Comédie", "le chant du cygne du Moyen-Age". Il exprime le rêve de l'unité qu'avait incarné Charlemagne. La "Chanson de Roland", le

(1) Cité par W. Mauser, op.cit. p.105

(2) Dino Compagni, op.cit. p. 166

(3) Etudes italiennes, op.cit. p.18

poème des "Nibelungen" ne dépassaient pas les limites de la France et de l'Allemagne, alors "provinces de la grande nation européenne" (1). Mais ce qui donne à l'oeuvre de Dante son caractère européen, c'est qu'elle retrace la lutte de la Papauté et de l'Empire, cette "grande guerre de Troie du Moyen-Age". A ce titre, elle égale en importance historique et en valeur poétique l' "Iliade", qui dépeint le grand conflit de l'histoire grecque : l'opposition de l'Europe et de l'Orient.

La "Divine Comédie" illustre la fin du Moyen-Age "disparaissant devant les forces d'un monde jeune et nouveau, mais transporté, avec tout ce qu'il contenait de vrai et de beau, dans le royaume éternel des idées pures"(2).

Il n'y a naturellement pas trace, chez Hillebrand, d'une nostalgie chrétienne germanique du passé médiéval. Simplement, comme Herder, il juge chaque époque à sa propre valeur, et, comme Burekhardt, il est fasciné par les grands moments et les grandes figures de la civilisation occidentale.

Après la grandiose unité du Moyen-Age, dominé par le génie de Dante, Hillebrand met au pinacle la Renaissance, période d'émulation, de libération, de floraison des plus prestigieuses personnalités : Machiavel, dont il juge en artiste l'écriture, la lucidité, l'élégance et le sens historique, Pétrarque, le premier homme moderne, fondateur de l'humanisme classique, qui a permis à l'Europe du Nord l'accès aux sources antiques, enfin et surtout Laurent-le-Magnifique, "le Périclès moderné", esprit universel et noble caractère, homme total et harmonieux dans le style des Grecs (3).

Mais passons au sommet suivant de la culture européenne selon Hillebrand. Il discerne dans le 18ème siècle français, comme Nietzsche chez les moralistes du Grand Siècle, une autre apogée de la culture humaniste. Dans "La France et les Français" ("Frankreich

(1) Ibid.

(2) Ibid. p. 20

(3) Etudes italiennes, op. cit. p. 212

und die Franzosen" 1872), essai que Nietzsche lut en détail, s'opposent deux aspects de la France : celui de la France actuelle, vivant encore de l'illusion de sa grandeur, et celui de la "préceptrice de l'Europe" (Lehrmeisterin Europas), maîtresse de la forme, sans laquelle l'éclosion de la littérature anglaise et allemande eût été impossible au 18ème siècle. L'archétype humain que l'auteur admire, c'est l'aristocrate français, le plus ancien d'Europe, qui possède le plus d'élégance et de liberté d'esprit; c'est aussi le philosophe de l'Ere des Lumières :

"... La plus grande époque de la France fut celle de son impuissance politique et du pire absolutisme, l'époque de Louis XV, lorsque les idées de Montesquieu et de Voltaire, de Diderot et de Rousseau dominaient le monde, lorsque la langue française était la langue de la culture européenne, lorsque pour plus de cent ans la semence des idées philosophiques françaises fut répandue sur le continent, ..." (1)

Hillebrand en voit la raison principale dans le caractère même de la langue française, langue éminemment "sociale". En vérité, il a une prédilection pour le 18ème, "le plus humain et le plus fécond de tous les siècles" (2), qui fut non seulement un siècle français, mais aussi un siècle anglais, dans l'ordre philosophique, littéraire et politique (3).

Quant à l'Allemagne, elle se préparait, avec la Prusse Frédéricienne, à donner à l'Europe la liberté de pensée. Elle révolutionnait l'art avec Winckelmann et la philosophie avec Herder. Elle introduisait en Europe l'idée de cosmopolitisme. Herder pénétrait intuitivement toutes les époques et tous les peuples. Kant aspirait à l'universel, "frayant la voie aux classiques de Weimar" (4). Il manifestait cette aspiration en publiant "Zum ewigen Frieden", en pleine guerre européenne, alors que sombrait la vieille Europe des Lumières.

(1) Wälsches und Deutsches, op.cit. p.129

(2) Aus dem Jahrhundert der Revolution, ("Zeiten, Völker und Menschen") Bd.V - Berlin 1881, p.31

(3) Ibid. p.87

(4) Six lectures on the history of german thought from the Seven-years war to Goethe's death. London 1880, p.101.

Tous les grands esprits qui ont dominé le 18ème siècle ont selon Hillebrand un caractère à la fois national et universel. Tous sont enracinés dans leur nationalité spécifique, mais authentiquement européens (1). Le 18ème siècle est par excellence l'époque du cosmopolitisme culturel et intellectuel. Hillebrand en donne un exemple frappant en citant la correspondance de Catherine II et de Grimm en langue française (2). Montesquieu, dont il admire la vivacité, le brillant, la culture classique, est en quelque sorte pour lui le parangon des grandes individualités de son temps : grand voyageur, ouvert au monde, épicurien à l'antique, conventionnel dans la forme mais profondément humain dans le fond. Quant à Voltaire, il est avec Frédéric II le plus grand homme du 18ème siècle. Tous deux ont été les pères de l'Europe nouvelle, car ils ont été les initiateurs de la liberté de pensée.

Enfin le siècle des Lumières s'est prolongé quelque temps après la Révolution par la génération de la Restauration, née sous l'Ancien Régime. Hillebrand aime ces ultimes reflets d'une époque dont il se sent lui-même l'épigone :

"Quiconque a eu le bonheur de naître au siècle dernier... a encore respiré l'air de la vieille Europe; il est différent de nous ... C'était une belle et aimable génération que celle de la Restauration, cette arrièr-saison du 18ème siècle, et c'était une belle et sereine époque ... Partout déjà s'éveillait le sentiment national, et le cosmopolitisme humaniste de la génération précédente ne s'était pas encore évanoui."(3)

Epoque de douce tolérance, de scepticisme amène, de noble idéalisme, bien différente du matérialisme moderne, époque marquée elle aussi par une série d'individualités de premier plan, sur lesquelles Hillebrand s'attarde avec amour; Byron, Rossini, Lamartine, Hugo, W. Scott, Heine, Uhland, Leopardi, Sainte-Beuve, Toutes étaient

(1) Profile, op.cit. p. 217

(2) Katharina II und Grimm, dans "Aus dem Jahrhundert der Revolution" op.cit. p.121

(3) Wälsches und Deutsches, op.cit. p.56

vraies et belles, pures et libres. Elles manifestaient dans leur vie et leur pensée l'unité éternelle de la nature et de l'homme. L'essayiste fait le panégyrique de personnages cosmopolites, cultivés et grands voyageurs (1). Dans cette génération, l'individu prédominait. Et c'est en Allemagne que cela fut le plus vrai, en particulier chez les deux représentants les plus éminents de leur temps : Goethe et Rahel Varnhagen, la "belle âme", qui réunissait dans son salon la société berlinoise cosmopolite et y faisait régner une culture exquise faite d'influence française et d'idéalisme allemand (2).

3.- La dialectique des génies nationaux.

Hillebrand se fait une conception hégélienne du déroulement de l'histoire de la civilisation. Chaque grand peuple porte à son tour le flambeau de la culture. Celle-ci est faite de diversité, et cette diversité va de pair avec la pluralité des nations.

L'auteur s'efforce, par l'étude de leur littérature, de définir le génie spécifique de chacun des quatre grands peuples historiques de l'Europe : France, Angleterre, Allemagne et Italie.

"Sans prétendre faire tenir dans une formule abstraite, écrit-il, ce qu'il y a de plus complexe et de plus mystérieux au monde, le génie d'une nation, on peut dire que chacun des quatre grands peuples historiques de l'Europe possède une sorte de qualité dominante qui se retrouve dans sa vie et sa littérature tout entière"(3)

Ainsi le génie français est intelligence, ordre, clarté, méthode, mesure. Le génie anglais est tout de volonté. L'Allemagne sentimentale a dépassé toute l'Europe en lyrisme et en musique. Quant

(1) cf. Zeitgenossen und Zeitgenössisches ("Zeiten, Völker und Menschen Bd. VI) Berlin 1882 - 3ème édition : Strasbourg 1907

(2) La société de Berlin de 1789 à 1815, dans Revue des Deux Mondes n°87, p.75

(3) Etudes italiennes, op.cit. p.171

au génie italien, il se fonde sur un sensualisme passionné et créateur.

A ce sujet, Hillebrand s'est révélé un ethnopsychologue perspicace. La psychologie des peuples, précise-t-il, n'est pas immuable. Il constate une évolution, par exemple en Allemagne, où "un peuple de penseurs et de rêveurs est en train de se transformer en un peuple de marchands et d'hommes politiques"(1), ou encore en Italie. Karl Hillebrand, qui était particulièrement bien placé pour faire une étude comparée des caractères nationaux, est probablement l'un des premiers à constater que ces caractères possèdent des dominantes qui parfois s'estompent et parfois resurgissent.

Ainsi les grandes constantes des caractères nationaux se retrouvent à l'époque moderne et réapparaissent dans les luttes politiques. Chacune des nations occidentales participe aux débats qui animent l'Europe depuis le milieu du siècle comme elle s'est mêlée aux conflits religieux des 16ème et 17ème siècles : l'Allemagne avec dogmatisme, la France avec esprit, passion et rhétorique, l'Espagne avec fanatisme, l'Italie avec ruse et scepticisme, l'Angleterre avec sérieux et pharisaïsme (2).

Que la diversité soit l'essence même de l'Europe, Hillebrand le démontre dans sa critique de l'esprit napoléonien, qui prétendait diviser arbitrairement le continent en vingt ou trente royaumes d'importance sensiblement égale.

Or "les nations européennes ne sont précisément pas de ces pierres de taille, inertes et susceptibles d'être assemblées à volonté, comme l'étaient les Français lorsqu'ils sortirent du grand laminoir de la Révolution"(3)

Au génie mathématique de Napoléon, incapable de réorganiser de manière vivante la société des Etats européens, les forces historiques ne tardèrent pas à s'opposer, entraînant la chute du monstrueux Etat mécanisé qu'il avait engendré.

(1) Ibid. p. 176

(2) Aus und über England ("Zeiten, Völker und Menschen" Bd. III) Berlin 1876, p.12 2ème édition augmentée, Strasbourg 1892.

(3) Aus dem Jahrhundert der Revolution. op.cit. Mme de Rémusat und Napoleon Bonaparte p.281.

"Car l'Europe supporte sans doute volontiers l'hégémonie provisoire d'une nation; écrit l'auteur des "Aperçus sur le siècle de la Révolution" il est même dans la nature des choses qu'il y ait toujours un primus inter pares; mais l'Europe ne supportera jamais qu'une nation règne directement sur toutes les autres. Même aux pires époques du Moyen-Age, alors que l'idée d'unité continuait à vivre dans les esprits, elle ne l'a jamais supporté"(1).

Donc pas de monarchie universelle, pas d'impérialisme culturel, mais inversement pas de morcellement injustifié et artificiel des nations. Hostile au système napoléonien, l'auteur n'en critique pas moins celui de Metternich. Il a le sentiment que le Congrès de Vienne n'a apporté qu'un système de combinaisons ne tenant compte ni des lois historiques ni des nécessités géographiques, que l'équilibre européen instauré en 1815 reposait sur le démembrement de deux grands peuples : l'allemand et l'italien, et que Metternich et Gentz n'ont fait que sacrifier les intérêts européens face à la Russie (2)

Toutes ces tentatives d'organisation politique vont selon Hillebrand à l'encontre de ce qui fait l'originalité de l'Europe, à savoir sa civilisation. Or cette civilisation vit de la diversité et de l'émulation des différentes nations. Sous peine de se renier, l'Europe ne peut tolérer aucune violation de cette loi :

"Elle ne peut le tolérer, parce que la civilisation qui est son existence même repose justement sur la libre concurrence et la libre coopération des diverses nations" (3)

L'évolution de la culture se fait selon un processus de réactions mutuelles, au cours duquel chaque grande nation fait triompher à son tour son propre principe : scepticisme italien, dogmatisme espagnol, empirisme anglais, rationalisme français, historisme allemand (4).

Il y a naturellement à l'intérieur du cadre romano-germanique, certaines parentés entre les individualités nationales. Hillebrand ne

(1) Ibid. p. 293

(2) Ibid : Metternich pp. 342-349

(3) Aus dem Jahrhundert der Revolution, op.cit. Madame de Rémusat und Napoleon Bonaparte p. 293.

(4) Wälsches und Deutsches, op.cit. p.III

peut qu'admettre, comme donnée cardinale de l'histoire, la polarité des peuples germaniques et des peuples latins, et il tient cette polarité pour l'un des ressorts principaux de l'évolution.

Réalisation progressive de la liberté, épanouissement et libération graduels de l'esprit humain grâce à l'évolution dialectique de l'Occident: le moteur du progrès humain réside dans l'interaction des grandes cultures nationales d'Europe occidentale. Ces oppositions fécondes sont liées aux deux aspects fondamentaux de la civilisation européenne : la spécificité de chaque nation et la complémentarité des peuples historiques.

Pas de civilisation européenne, pour Hillebrand, sans apports mutuels des cultures; pas de culture nationale sans une "société nationale". Le concept de "société nationale" est en relation directe avec l'idée aristocratique, au sens spirituel du terme, qu'il se fait de la culture. La Renaissance, point de départ de l'Europe moderne, de l'Europe des nationalités, marque la naissance des "sociétés nationales", le terme de "Gesellschaft" signifiant chez Hillebrand "la totalité des classes qui sont les supports de toute culture nationale", "bref, toute cette couche de la nation que l'on a coutume de nommer en Allemagne, de manière bien caractéristique, les "gens cultivés", die "Gebildeten" (1).

Il fallut attendre la Renaissance italienne pour voir les peuples européens s'assembler en nations, et plus précisément en "sociétés nationales". L'Italie fut le premier pays à incarner l'idéal vers lequel tendait toute la civilisation d'alors. Cet idéal était le principe de l'art. C'est dans l'art et par l'art, par l'intérêt général porté à l'Antiquité, par l'unité de la langue que les barrières tombèrent entre les gens cultivés de toutes les classes; la société italienne, sous l'égide de la bourgeoisie commerçante, se fit citadine (2).

(1) Kulturgeschichtliches ("Zeiten, Völker und Menschen" Bd.VII) Berlin 1885 Zur Entwicklungsgeschichte der abendländischen Gesellschaft. p.26

(2) Ibid. pp. 28-34

La seconde "société nationale" marquante est la française, en particulier celle du Grand Siècle. Son principe est la sociabilité ("Geselligkeit"), qui est faite de conversation raffinée, d'influence féminine, de goût aristocratique, et aussi de centralisation nationale. Hillebrand a souvent noté l'importance d'une grande capitale politique et intellectuelle pour la création d'une culture digne de ce nom. La fréquentation des salons parisiens a laissé sur lui une empreinte inaltérable (1).

Puis l'Angleterre incarne en Europe le principe politique. Depuis l'époque des Tudor et des Stuart, la politique est l'intérêt national commun, comme l'art en Italie. Elle maintient l'unité de la culture anglaise, menacée d'abord par le puritanisme, puis par les sectes religieuses (2). Au 19ème siècle, la mondanité anglaise s'est réfugiée dans les résidences de l'aristocratie terrienne. Hillebrand nourrit envers cette caste nobiliaire la plus profonde admiration(3).

Enfin il revint à l'Allemagne, au 18ème siècle, de donner à la civilisation un principe nouveau : l'absence de préjugés (Vorurteilslosigkeit), produit de l'idéalisme classique allemand. La société allemande, à peu près réduite au monde des universités et des presbytères, n'avait guère de perspective publique. Elle n'en eut pas moins d'éclat, de liberté, de profondeur et de noblesse (4).

En 1879, Hillebrand a exprimé avec une précision particulière sa conception de l'histoire et de la civilisation européennes modernes dans six conférences sur l'histoire de la pensée allemande ("Six lectures on the history of german thought"), conférences prononcées en Angleterre.(5) L'auteur procède à une vaste synthèse, visant à

(1) Il est ici aux antipodes des grands classiques de Weimar et d'un homme comme J. Burckhardt, pour lesquels la culture allemande est le fruit du particularisme.

(2) Ibid. p.49

(3) Ibid. p.54

(4) Ibid. p.68

(5) La première de ces conférences fut ensuite publiée en allemand sous le titre de "Zur Entwicklungsgeschichte der abendländischen Weltanschauung" dans le septième volume de "Zeiten, Völker und Menschen" op.cit. 1885

définir la part prise par les cinq grandes nations européennes à la culture moderne. Ces pages revêtent une importance exceptionnelle, car Hillebrand intègre chaque génie national à cette vue panoramique de l'évolution de la pensée (1), démontrant la nécessité historique de la division du monde européen en nationalités et en culture nationales.

Il y reprend et y systématise les idées plus ou moins épar-
ses dans "Zeiten Völker und Menschen" sur la formation progressive de l'esprit européen à travers l'humanisme italien, le dogmatisme espagnol, l'empirisme anglais, le rationalisme français et l'organicisme allemand. A l'issue de ce long processus de quatre siècles, au cours duquel chacune des nations a apporté sa contribution personnelle à l'évolution de la pensée, il s'est accumulé "un stock commun d'idées sur lequel nous vivons tous ... souvent sans en être absolument conscients" (2). L'organicisme, le rationalisme, l'empirisme, le dogmatisme et l'humanisme sont devenus "parties intégrantes de la constitution mentale de l'Europe" (3).

Nous sommes parvenus à ce point de notre étude où nous apparaît mieux le caractère de communauté spirituelle de l'Europe chez Hillebrand. En adepte de l'organicisme, il s'efforce de considérer l'histoire comme un tout et de n'en faire une périodisation que pour des raisons de commodité et de clarté.

"Néanmoins l'oeuvre accomplie par l'Europe moderne est vraiment une seule et même oeuvre, bien que les ouvriers se soient plusieurs fois relayés, en transmettant à leurs successeurs le flambeau de la vie intellectuelle ... C'est un seul et même fonds, un seul capital - le capital de l'humanité - qu'ils ont accumulé, apportant à tour de rôle le fruit de leur travail" (4).

Hillebrand affectionne l'image assez conventionnelle de cette flamme de l'esprit transmise à la manière de la flamme olympique. Pour l'essayiste, les débuts de l'époque moderne ne signifient pas

(1) ... I look only for the formation of European thought, as it manifests itself in the higher sphere of select intelligence. Six lectures, op.cit. p.14

(2) Ibid. p.25

(3) Ibid. p.25

(4) Ibid. p.5

l'éclatement de l'unité européenne médiévale. L'oeuvre entreprise se poursuit simplement sous d'autres formes :

"La division, non la désunion. L'oeuvre que l'Europe avait accomplie jusque là collectivement et simultanément devait désormais s'accomplir séparément et successivement ..." (1)

Hillebrand ne cherche ni à condamner le Moyen-Age, ni à le réhabiliter. Il jette sur lui comme sur la Renaissance le regard objectif de l'historien, considérant l'Europe médiévale sous l'aspect d'une vaste famille dont l'unité religieuse, linguistique, juridique et politique ne fut jamais complètement atteinte. Pourtant elle fut un idéal qui

"même à des époques ultérieures hanta certains cerveaux qui étaient assoiffés d'unité et d'ordre, mais qui étaient incapables de les trouver dans la variété et la liberté" (2).

L'allusion est claire : Hillebrand vise ici les romantiques et leur nostalgie du Saint-Empire. Quant à lui, il sait que c'était une loi nécessaire et naturelle de l'évolution que les peuples devinssent majeurs (3). Il fallait cette maturation, cette libération de la pensée brisant les chaînes de la foi et de la philosophie médiévales, brisant le moule imposé par le latin.

"Du jour où une pensée philosophique fut exprimée dans une langue nationale, cette division de l'Europe avait commencé" (4)

Mais l'évolution des nations vers la liberté n'exclut pas la communauté, au contraire. (5) L'appartenance à une même civilisation, le fait d'avoir pris part depuis le Moyen-Age à tous les courants spirituels de l'Occident, voilà ce qui est foncièrement déterminant, même si certaines nations marchent d'un pas plus lent sur le

(1) Ibid. p.5

(2) Ibid. p.4

(3) "The law of nature nevertheless was stronger than the laws of men : Europe outgrew the parental house, however spaciouly it seemed constructed ..."

(4) Ibid.

(5) Dans une lettre écrite de Paris le 15 janvier 1870, il se réjouit de l'évolution du Second Empire vers la libéralisation. C'est,

chemin du progrès (1).

4. - Le naufrage de l'Europe traditionnelle.

Karl Hillebrand a, tout comme Burckhardt et Nietzsche, Tocqueville et Sainte-Beuve, Taine et Renan, une conscience très vive de la crise de la civilisation européenne. Il est, comme eux, sceptique quant au présent, voire parfois pessimiste. Les deux essais qui résument sa pensée européenne "Contribution à l'histoire du développement de la philosophie occidentale" ("Zur Entwicklungsgeschichte der abendländischen Weltanschauung") et "Contribution à l'histoire du développement de la société occidentale" ("Zur Entwicklungsgeschichte der abendländischen Gesellschaft") (2) prouvent assez que l'auteur impute lui aussi à l'évolution politique et sociale de son temps la responsabilité principale du déclin de la civilisation.

Etant donné qu'il place comme Burckhardt la culture au-dessus de l'Etat et qu'il s'éloigne peu à peu de l'hégélianisme pour se rapprocher de Schopenhauer dans la mesure où ce philosophe refuse la puissance étatique, on ne sera pas surpris que son idéal de perfectionnement individuel, puisé aux sources de "l'humanisme goethéen, ne puisse s'accommoder des tendances politiques de son siècle.

Aussi tient-il pour condamnable ce qu'il considère comme une fausse démocratisation, une massification, un nivellement de la société. Certes il reconnaît que la démocratisation est un processus irréversible (3), mais il a manifestement tendance à y voir un phénomène de déclin lorsqu'elle aboutit à un abaissement de la culture.

dit-il, un spectacle encourageant pour celui qui croit : "...an die Solidarität ganz Europas bei jedem wahren Fortschritt irgend eines Volkes auf der Bahn staatlicher Freiheit..." cf. "Preussische Jahrbücher" Bd. 25 p. 185

- (1) Aus dem Jahrhundert der Revolution, op.cit. Nach einer Lektüre, p. 355.
- (2) Ces deux essais parurent peu après la mort de l'auteur, dans le 7ème volume de "Zeiten, Völker und Menschen" (1885).
- (3) cf. lettre du 22 mars 1882 intitulée "Offene Antwort an Ludwig Bamberger", dans L. Bamberger "Studien und Meditationen" (Gesammelte Schriften Bd.I) Berlin 1898 p. 304 et suiv.

Hillebrand suit d'un oeil inquiet l'étalement de la médiocrité partout en Europe, mais particulièrement en France. Il partage, concernant l'avenir politique de notre pays, le sombre diagnostic de Tocqueville et de Renan. Il reconnaît en Gambetta un type d'homme, (1) le type talentueux de la catégorie politicienne qu'il nomme l'"avocato-cratie parisienne" ("die Pariser Advokatokratie") (2). L'Etat français est pour lui une nef des fous.

Bien entendu, Hillebrand s'en prend avant tout à la Révolution de 1789, qui n'a fait qu'idéaliser les défauts innés des Celtes : l'envie s'est camouflée en aspiration à l'égalité, l'arbitraire s'est travesti en amour de la liberté, la vanité s'est sublimée en souveraineté du peuple.

Il est curieux que cet analyste consciencieux des civilisations que ce connaisseur des choses françaises donne dans de pareils préjugés. L'argumentation antirévolutionnaire et anticeltique qu'il développe porte l'empreinte d'une époque. Il est inutile de s'y attarder. Mais l'auteur, qui se préoccupe au premier chef de culture, déplore essentiellement les effets nocifs du rationalisme politique en ce domaine. Il estime que le rationalisme politique doit se limiter à la critique et à la réforme de la société, car il ne peut être créateur. En aucun cas on ne peut fonder sur lui des institutions et une culture. Creux et superficiel, il est bon pour la masse médiocre, à laquelle il promet la satisfaction facile de sa vanité. Malheureusement il

"s'est répandu si vite sur l'Europe, qu'en particulier les peuples qui ont déjà perdu la naïveté de la jeunesse sans avoir acquis encore dans toute sa profondeur la culture moderne en ont été subjugués" (3).

(1) "Frankreich und die Franzosen in der zweiten Hälfte des 19.J.
("Zeiten, Völker und Menschen" Bd.I) Berlin 1874 - Nous citons d'après la 4ème édition, Strasbourg 1898, p. 314 : "Frankreich und die Franzosen" a été traduit en français (La France et les Français pendant la seconde moitié du 19ème siècle, Paris 1880) et en anglais (France and the French in the second half of the nineteenth century, London 1881).

(2) Ibid.

(3) Frankreich und die Franzosen op.cit. p.195

Hillebrand forme des vœux pour que vienne bientôt un "libérateur" qui rendrait possible en France la naissance d'un "système politique viable chez ce noble membre de la famille des peuples européens" (1). Cependant, sans une prise de conscience très problématique des classes cultivées en France, sans une opposition d'ailleurs faiblissante dans les autres pays, l'Etat démocratique gagnera tout le continent, le submergeant sous "le flot fangeux de la médiocrité" (2). Et nous retrouvons ici sous la plume de Hillebrand la condamnation désormais classique de l'Etat providentiel, mécaniste, utilitariste, dans lequel toute vie spirituelle et artistique sera réduite à sa plus simple expression, où l'individu ne sera plus qu'un rouage. L'exemple en est l'Etat démocratique français (3).

Mais Hillebrand critique aussi très vivement le parlementarisme anglais, ou plutôt l'imitation qu'on en fait ailleurs. Car il est relativement facile pour l'esprit rationaliste français ou la pensée spéculative allemande de calquer le mécanisme institutionnel britannique. Mais ce que Montesquieu a admiré, la sagesse politique de l'aristocratie anglaise, ne saurait être imité (4). Et Hillebrand d'opposer aux théories de la démocratisation l'antirévolutionnaire Burke, le défenseur du principe historique et du devenir organique.

"Alors que toute l'Europe, écrit-il, s'enthousiasmait encore pour les nobles idées de la Révolution, ce prophète du conservatisme vit les sources du mouvement et les extrêmes auxquels il devait nécessairement mener. Il les vit avec cette lucidité impitoyable qu'un Tocqueville, qu'un Sybel, qu'un Taine mettent de nos jours à les discerner ..." (5).

Le propos de Hillebrand n'est pas tant de décrire la crise politique et sociale du 19ème siècle que d'éclairer dans leurs profondeurs les mutations irrésistibles des valeurs, des comportements et de la pensée. Il est convaincu du caractère à peu près irrémédiable du déclin de la culture humaniste, à commencer par la culture

(1) Ibid. p. 325

(2) "Die Schlammlut der Mittelmässigkeit" dans "Zeitgenossen und Zeitgenössisches" op.cit. p.86

(3) "Frankreich und die Franzosen" op.cit. p.361

(4) "Aus und über England", op.cit. p.31

(5) "Aus dem Jahrhundert der Revolution", op.cit. p.59

française. Il impute à la destruction des traditions par la Révolution, à la centralisation napoléonienne, la mort de la spontanéité du génie français. Il impute au rationalisme doctrinaire, utilitariste et niveleur la stérilisation des esprits (1). Si bien que la nation qui était au 18ème siècle "la préceptrice de l'Europe" a perdu dorénavant ses prérogatives, tout en vivant dans l'illusion de sa prééminence.(2)

Cependant l'effritement de la culture française n'est que l'indice le plus net d'une crise beaucoup plus vaste : le grand bouleversement qui secoue l'Europe depuis le milieu du 18ème siècle et qui a anéanti l'Ancien Régime. Selon Hillebrand, ces convulsions sont provoquées par le règne incontrôlé du rationalisme philosophique et par la mobilité croissante des hommes et des capitaux, autrement dit par le libéralisme économique et social.

A partir de là, l'auteur soutient que l'Europe moderne est en proie à trois maux qui menacent non seulement la société, mais encore l'homme et la culture. Ces trois maux s'appellent individualisme, demi-culture et werthérisme.

L'individualisme forcené, qui a désagrégé la plus grande partie de la civilisation de la vieille Europe, va poursuivre son oeuvre de destruction. Et Hillebrand de dénoncer, comme tous les conservateurs allemands de son temps, l'"atomisation" de la société. Le plus grave péril serait en l'occurrence l'américanisation de l'Europe :

"Ce qui a détruit en Europe cette ancienne époque, ce qui détruira encore ses derniers restes, jusqu'à ce que nous en soyons arrivés à la situation de l'Amérique du Nord, c'est le déchaînement de l'individualisme..." (3).

(1) Frankreich und die Franzosen op.cit. cf. p.64 et suiv.

(2) Ibid. p.5 "Höchst verzeihlich im Grunde ist es, dass die Nation, welche während des 18ten Jahrhunderts die europäische Bildung beherrscht, wie England, Spanien, Italien in den vorhergegangenen Jahrhunderten noch in dem Wahne fortgelebt habe, sie sei nicht überholt, zumal sie ihre politischen Ideen allüberall auf dem Festland in die Masse dringen sah".

(3) Aus dem Jahrhundert der Revolution. op.cit. p.95

Déchéance déjà sensible en Angleterre, où la fière aristocratie des gentlemen dégénère et perd sa capacité politique sous l'influence néfaste de la démocratisation, de la spécialisation et de la philosophie du progrès.

"En un mot : les Anglais s'américanisent ... Heureux ceux qui, comme nous, ont encore pu voir dans leur vie l'arrière-automne de cette culture nationale unique, dont nos pères ont connu l'apogée" (1).

En second lieu, l'Europe est envahie par une forme vulgarisée et dégradée de culture. En Allemagne, en Russie, en Grande-Bretagne, en France, en Italie, la civilisation subit les atteintes de cette "demi-culture" ("Halbbildung"), ou "culture parasitaire" ("Parasitenbildung") (2). Les meilleurs esprits se soumettent aux préjugés nationaux et sociaux. On préfère l'abstrait au concret, l'information sur les choses à la connaissance des choses. On veut tout comprendre et tout excuser au lieu de choisir, de condamner ou d'approuver. Il en résulte une confusion qui chaque jour davantage ruine les cultures nationales (3). Il en résulte aussi que l'harmonie est rompue entre l'individu et son milieu.

Enfin Hillebrand décèle une maladie typique du 19ème siècle, le werthérisme. Le mal du siècle, écrit-il, est un mal moral qui a sévi dans toute l'Europe. Il s'est exprimé sous diverses formes selon les pays et les littératures, mais

"le werthérisme signifie dans l'usage des langues européennes un mal sans cause apparente, propre à notre siècle; ... c'est la lutte tragique entre l'existence intérieure des âmes nobles et la société avec ses lois extérieures" (4).

Hillebrand a indubitablement ressenti ce conflit qui fut aussi celui de Nietzsche. Ce n'est pas sans raison qu'il a cherché

(1) Aus und über England op.cit. p.63

(2) Wälsches und Deutsches op.cit. p.324

(3) Ibid. p.324

(4) Kulturgeschichtliches op.cit. - Die Wertherkrankheit in Europa, p.133

refuge à Florence après 1870, afin d'échapper à l'intégration dans les systèmes nationaux. Il va de soi qu'il englobe dans sa critique générale de la culture moderne l'art et la littérature. Il considère comme le pire des fléaux la démocratisation de la culture. Il estime qu'il ne peut exister de culture populaire. Tout art est nécessairement aristocratique. Dans ce domaine aussi, les méfaits de la Révolution sont grands. Elle a brisé la tradition artistique de l'Europe. Elle a ébranlé l'idéalisme et perturbé les conditions sociales indispensables à la création artistique (1).

Dès lors, Hillebrand se livre à une critique très sévère de l'art occidental moderne, règne du pur savoir-faire, de la froide technique, de la division du travail, de l'individualisme à outrance. Autant de chefs d'accusation qui sont ceux de tous les détracteurs allemands de la culture européenne, et que nous rencontrerons chez R. Wagner et J. Langbehn. Il est toujours question, chez Hillebrand comme ailleurs, de dénoncer le tarissement de l'inspiration, l'épuisement des forces créatrices, l'académisme, la séparation de l'art et de la vie. La critique de Hillebrand ne s'explique qu'en fonction de la grande protestation de l'irrationalisme allemand, depuis Herder et les romantiques, contre le rationalisme occidental. Cela aboutit chez lui à voir dans le 19ème siècle le "siècle des musées", à flétrir la "muséomanie" qui enlève les oeuvres d'art à leur milieu vital (2).

De même, dans le domaine littéraire, Hillebrand constate un abîme entre les anciens poètes de l'Occident, d'Homère à Goethe, et les auteurs de la nouvelle génération, qui sombrent comme la civilisation entière dans l'artificiel et le compliqué (3). La littérature devient fâcheusement moralisatrice. Par elle, la science et la morale dominant toute la culture. Les oeuvres des écrivains de tous les pays traduisent une profonde insatisfaction en face du monde, malaise qui n'existait pas à une date encore récente.

(1) Zwölf Briefe eines ästhetischen Ketzers, Berlin 1873-Fünfter Brief p.79

(2) Ibid. p.33

(3) Kulturgeschichtliches op.cit. - Vom alten und neuen Roman p.173

La France, ici encore, est particulièrement touchée. Nulle nation n'a à ce point une littérature "fin de siècle". Hillebrand décèle un affadissement progressif du goût depuis trois ou quatre siècles. Les auteurs français de son temps ne sont plus, dit-il, que des "épigones d'épigones". Il n'y a plus de génies, mais seulement des talents, qui exploitent les idées des siècles antérieurs. Aucun mouvement littéraire ne trouve grâce devant Hillebrand. Le bilan qu'il dresse, c'est celui d'un "tarissement général de l'esprit français" causé par ce souci majeur de la France moderne : nier ou camoufler par l'art les inégalités effectives de la société (1).

Le rationalisme conventionnel des Français a précipité le déclin de l'art et de la littérature de l'Europe, déjà engagés sur la voie de l'historisme et de l'académisme par le classicisme de Winckelmann, que Hillebrand tient néanmoins pour le plus grand théoricien de l'art européen. Que reproche Hillebrand à Winckelmann ? Essentiellement d'avoir fait de la Grèce le seul modèle valable, au lieu d'essayer de recréer les conditions spirituelles et sociales de la création artistique.

Or l'une de ces conditions, et probablement la plus importante, n'existait pas dans l'Allemagne du 18ème siècle et n'existe toujours pas au 19ème. L'Allemagne n'a pas encore de "société nationale" à la manière des autres peuples de culture. Dans l'esprit de Hillebrand, l'absence d'une "société nationale" allemande est directement liée à la crise générale de la civilisation. Nous verrons bientôt quels espoirs il met en son pays d'origine.

En attendant, ses préoccupations rejoignent celles de Nietzsche, Burckhardt, Frantz, Lagarde. Si satisfait qu'il soit de voir sa patrie jusque là déchirée, "dérision de l'Europe politique", enfin unie et respectée, il est inquiet de ses faiblesses. Et, citant Lagarde, Nietzsche et Bruno Bauer, il évoque toute cette "littérature de l'insatisfaction" qui n'est pas le fait d'une opposition systématique au gouvernement, mais une protestation "contre l'esprit de la

(1) Frankreich und die Franzosen, op.cit. p.180

nouvelle Allemagne" (1). Il partage le point de vue exprimé par Nietzsche dans les "Considérations inactuelles" et ses attaques contre l'autosatisfaction, le culte du succès matériel et la prétention des "philistins de la culture" (2). Il fustige l'orgueil d'intellectuels qui commencent à contaminer la culture allemande, jusque là "la plus libre d'Europe".

Reste l'art wagnérien, avec lequel Nietzsche a eu les démêlés que l'on sait. Hillebrand avoue être totalement subjugué par lui, mais il juge très sévèrement les théories dramatiques de Wagner. Elles sont, déclare-t-il, "éminemment corruptrices pour l'art, une rechute patente dans la barbarie" (3). Malgré certains points de contact avec Wagner, sur lesquels nous reviendrons, Hillebrand n'était au fond pas wagnérien. Il est permis de penser qu'il appréhendait dans le wagnérisme, pour la situation spirituelle de l'Allemagne moderne, ce qu'il considérait comme le péril majeur, à savoir la tentation de

"... s'isoler et de s'exclure du mouvement général de l'esprit européen." (4).

5.- La "Franc-Maçonnerie invisible de la culture" ou l'aristocratie de l'esprit.

Hillebrand ne s'en tient pas plus que Nietzsche à une analyse entièrement négative de la situation de l'Europe contemporaine. Si sceptique qu'il soit à certains égards, il ne semble pas désespérer tout à fait de l'avenir. Du moins veut-il faire la part du feu et sauver ce qui peut l'être.

Partisan d'une élite de la culture, d'une aristocratie de l'esprit, il considère les membres de la société cultivée comme les garants de l'unité spirituelle de l'Occident. Il y a encore, écrit-il

-
- (1) Zeitgenossen und Zeitgenössisches, op.cit. p. 336
 - (2) Wälsches und Deutsches op.cit. (Einiges über den Verfall der deutschen Sprache und der deutschen Gemüthung).
 - (3) Kulturgeschichte op.cit. p. 157
 - (4) Appendice à "Frankreich und die Franzosen" 2ème édition. Berlin 1874-1876 cité par Leo Hauptmann op.cit. p. 140

dans "Frankreich und die Franzosen", nombre d'esprits éminents de toutes les nations européennes qui ne se laissent pas dominer par les haines nationales et les passions politiques (1).

Il est certain que Hillebrand, par sa vie et son oeuvre, a pensé apporter sa contribution au maintien de la cohésion interne de la civilisation européenne. Julius Heyderhoff (2) affirmait fort justement en 1931 qu'une éventuelle "Société Karl Hillebrand" pourrait devenir un lien "entre les quatre grandes nations de l'aire culturelle romano-germanique" (3). En 1934, au moment où la communauté européenne de civilisation courait les plus grands périls, le même critique évoquait la figure du "Bon Européen" Hillebrand en ces lignes alors tragiquement inactuelles :

"la vieille unité culturelle de l'Occident s'incarne encore une fois en lui. Au service de l'humanisme goethéen il écrivit et lutta pour la libre coexistence de nations européennes égales en droits. C'est pour cette raison justement qu'il trouvera ... un écho chez tous ceux qui attachent du prix au maintien de l'Europe comme puissance culturelle indépendante et à sa sauvegarde face au naufrage qui la menace" (4).

(1) Vorrede XIX

(2) J. Heyderhoff a publié un certain nombre de lettres de K. Hillebrand, en particulier dans "Briefreihen an Sybel und Treitschke" (Süddeutsche Monatshefte 1914 Jg 12/1), dans "Aus der Werkstatt eines guten Europäers" (Preussische Jahrbücher 1931 Bd. 226) et dans "Briefe K. Hillebrands" (Corona 1934 Jg 4).

Il a en outre publié et préfacé des extraits de l'oeuvre de l'auteur :

"Geist und Gesellschaft im alten Europa" Leipzig 1941

"Englischer Geist, englischer Charakter" Düsseldorf 1946

"Französischer Geistesspiegel 1830-1880" Düsseldorf 1947

"Geist und Gesellschaft im alten Europa-Literarische und politische Porträts aus fünf Jahrhunderten" (réédition de l'ouvrage de 1941) - Stuttgart 1954.

signalons que des extraits avaient été publiés à Strasbourg en 1914, sous le titre de :

Völker und Menschen. Volksausgabe. Auswahl aus dem Gesamtwerk "Zeiten, Völker und Menschen". Nebst einem Anhang

"Briefe eines Ästhet. Ketzers "

et que J. Hofmiller avait fait paraître à Munich en 1924 un autre recueil :

"Abendländische Bildung"(Bücher der Bildung Bd. 8)

(3) "Aus der Werkstatt eines guten Europäers" dans "Preussische Jahrbücher" Bd. 226 1931 p. 39

(4) Corona Heft 4, 1934 Briefe von K. Hillebrand p. 563

Et c'est encore le legs de Karl Hillebrand à une Europe déchirée et abattue qu'il faisait ressortir après la Deuxième Guerre mondiale (1). Etre le dépositaire des valeurs traditionnelles, participer à leur transmission, n'est-ce pas avant tout ce que souhaitait celui qui a exprimé l'espoir de voir se former en Europe et en Amérique une "Franc-Maçonnerie invisible de la culture", sorte d'association des élites spirituelles, étrangère aux luttes politiques et aux remous de l'actualité? (2). Ces élus, identiques aux "libres esprits" de Nietzsche, auraient pour tâche de

"sauver du déluge démocratique des prochaines générations le trésor de la culture supérieure, de la culture spirituelle traditionnelle" (3).

Grâce à eux, la civilisation serait sauvegardée jusqu'à ce que "l'Arche aborde au sommet du Mont Ararat" (4), et soit recueillie par les "grands esprits conquérants" susceptibles d'ouvrir à l'humanité de nouveaux horizons (5).

Hillebrand s'est expliqué avec plus de netteté dans un autre passage. Selon lui, pour conserver à l'homme l'idéal classique de totalité harmonieuse, pour éviter à la civilisation de sombrer, il convient de maintenir la tradition humaniste. L'humanisme est le remède le plus efficace contre le matérialisme et l'atomisation, l'utilitarisme et l'individualisme (6). Il est le seul moyen de maintenir

-
- (1) "Karl Hillebrand. Geist und Gesellschaft im alten Europa", Stuttgart 1954 p.13 : "Wer heute Hillebrands Schaffen auf sich wirken lässt, dem wird ein erneuertes und vertieftes Bewusstsein von der geistigen Einheit des Abendlandes zuteil; er verspürt die verpflichtende Kraft dieses hohen Geisteserbes, das als kostbares Vermächtnis des alten Europas weitergeht an eine nach furchtbaren Katastrophen sich neugestaltende Welt".
- (2) "... Lies, staune, er ist einer der Unsrigen, einer von der Gesellschaft der Hoffenden" (Nietzsche à Erwin Rohde sur "Zwölf Briefe eines ästhetischen Ketzers", cité par Mauser dans "Karl Hillebrand-Leben, Werk, Wirkung" op.cit. p.93. Les "Zwölf Briefe eines ästhetischen Ketzers" parurent d'abord sans nom d'auteur, en 1873.
- (3) Zeitgenossen und Zeitgenössisches op.cit. p.102
- (4) Ibid.
- (5) Ibid.
- (6) Ibid. p.383.

l'unité de notre civilisation dans le temps et dans l'espace, car il représente le seul lien avec les sources antiques et il est le patrimoine commun de l'Europe (1).

Sur le plan pédagogique, Hillebrand est donc partisan des langues anciennes, qui sont une gymnastique de l'esprit et forment le jugement, la pensée et le goût. Il est d'autre part pour une séparation rigoureuse des ordres d'enseignement correspondant à la hiérarchie sociale. C'est pour lui le moyen de sélectionner une élite détentrice et créatrice de la culture générale. S'il compte les mathématiques au nombre des disciplines de base destinées à former les futures élites européennes, il conseille par contre d'éviter les sciences physiques et d'abolir l'enseignement de la littérature, cause principale de la "demi-culture". Enfin ce polyglotte qu'était Hillebrand ne pouvait pas ne pas assigner aux langues modernes, pour lesquelles il a beaucoup fait dans la France d'avant 1870, un rôle de premier plan. Ces langues doivent être la source de la renaissance littéraire que souhaite l'Europe.

"je ne doute pas, écrit-il, qu'une nouvelle floraison de la littérature nationale puisse sortir de ces racines, et d'elles seules, de même que partout en Europe et jusqu'en Amérique du Nord toutes les créations réellement bonnes surviennent dans la littérature populaire" (2).

Pour Hillebrand, disciple de Herder, culture nationale et langue nationale doivent coïncider, la langue étant l'instrument grâce auquel un peuple parvient à exprimer intégralement ses virtualités culturelles et à s'intégrer pleinement dans la communauté européenne de civilisation.

(1) Ibid. " ... das einzige Mittel, den Zusammenhang der Kultur in der Zeit, durch die Einkehr in die ersten Werkstätten dieser Kultur, im Raum, durch die Teilnahme an dieser, Europa gemeinsamen Überlieferung aufrecht zu erhalten ... "

(2) Zeitgenossen und Zeitgenössisches, op.cit. p. 317

On pourrait s'attendre à ce que l'essayiste dénie toute culture nationale à un pays comme la Suisse. Il n'en est rien. Il estime que la Suisse, comme la Suède, le Danemark ou la Hollande, est parvenue à créer une culture nationale originale au sein de la culture européenne. Tel n'est pas le cas de la Belgique, quelle que soit l'importance de son existence pour la paix européenne. Il y a bien une nationalité politique belge, mais il n'y a pas "d'individualité culturelle nationale" (nationale Kulturindividualität) (1).

Un renouveau de la culture européenne doit par conséquent procéder d'un réajustement des données linguistiques et culturelles. Il faut que les peuples cessent de souffrir de déracinement linguistique, il faut qu'une culture supérieure puisse jaillir du sol nourricier qu'est la "vaste vie instinctive de l'âme populaire" (2).

L'autre condition sine qua non de l'essor d'une vraie culture moderne, c'est pour K. Hillebrand la liberté de pensée. Celle-ci va de pair avec une éducation laïque et patriotique, le patriotisme étant le plus puissant des sentiments collectifs au 19ème siècle. D'où l'hostilité absolue de notre auteur envers l'Eglise romaine, et son appui total au "Kulturkampf". Comme pour Bluntschli et les libéraux, le cléricalisme est pour lui synonyme d'obscurantisme et d'aliénation. Il pense que

"... la lutte de l'Etat contre l'Eglise au 19ème siècle n'est pas un combat pour l'indépendance des nations, mais pour la culture humaine : c'est une question de civilisation, non de politique" (3).

Tout l'objet des efforts de Hillebrand réside dans l'idéal classique de la "Humanität", mais d'un humanisme solidement ancré dans la culture nationale. Le but suprême de l'homme européen doit demeurer l'épanouissement de la personnalité individuelle dans un humanisme total, hautement spirituel, nourri des meilleures vertus

(1) Ibid. - Das belgische Experiment p. 305

(2) Ibid. p. 310

(3) Ibid. p. 330

patriotiques, mais dépassant les conceptions étroitement nationales, possédant la connaissance approfondie des choses et le sens de l'idéalisme (1).

Hillebrand, nous le savons, est formel : cet idéal ne peut être accessible qu'à l'élite, à l'aristocratie de la culture. Comme chez Nietzsche, la vraie culture ne peut être ici qu'individuelle et esthétique. D'où sa prédilection pour les types et les personnalités exemplaires de la grande fresque historique des "Zeiten, Völker und Menschen", dont l'auteur concrétise l'histoire des grandes époques en l'incarnant dans de grands caractères.

Mais son regard se tourne aussi vers le présent afin d'y rechercher quel type d'humanité répond le mieux à la civilisation européenne moderne. Hillebrand a toujours, en dépit des critiques dont il a été fait mention sur l'américanisation de l'Angleterre, admiré les qualités anglaises : esprit pratique et méthodique, sérieux, humour et respect des traditions (2). Ces mérites trouvent à son avis leur suprême expression dans le "gentleman", le type humain le plus accompli depuis Périclès, dépassant même les Grecs en perfection. Car il joignait aux qualités physiques, intellectuelles et politiques des Anciens la noblesse d'âme, l'intégrité morale, la dignité et la sensibilité (3). L'institution de la "gentry" comme classe dirigeante, sorte de "grande franc-maçonnerie" absolument séparée des autres classes sociales, voilà pour Hillebrand le résultat le plus remarquable de la civilisation britannique. Ce résultat, la civilisation européenne continentale n'a pu l'atteindre que chez de rares individus (4).

(1) Ibid. p. 400

(2) cf. Aus und über England, op.cit. p. 35

(3) cf. Kulturgeschichtliches, op.cit. p. 120

(4) Ibid. p. 333

Ainsi donc, il importe de protéger ce type unique des périls de la démocratisation. Il importe qu'il acquière une connaissance approfondie des choses continentales, et place la vérité au-dessus d'un patriotisme étroit. Alors, le type du gentleman pourra préfigurer l'idéal humain de cette troisième grande époque de la civilisation occidentale qu'Hillebrand appelle de ses vœux. Il semble même que l'auteur ait, dans son dernier essai "L'Anglais sur le continent" ("Der Engländer auf dem Kontinent" 1885), envisagé une multiplication des mariages internationaux entre le continent et l'Angleterre afin de revivifier la "société", c'est-à-dire cette aristocratie de la culture dont les vertus sont pour lui à la fois l'aboutissement et le fondement de la civilisation (1).

Cette société d'esprits cultivés, destinés à maintenir contre vents et marées le patrimoine humaniste, ne se peut concevoir sans le support d'une classe sociale déterminée. Pour Hillebrand, protestant libéral, conservateur modéré, cette classe ne peut être que la bourgeoisie, mais une bourgeoisie éclairée et cultivée, capable de créer la "société" indispensable à toute culture supérieure. Ce qu'il souhaite, c'est moins une réforme de la société qu'une rénovation par le moyen de la culture, par une lente et profonde formation morale et spirituelle. Devant la transformation de la société européenne et le déclin de l'aristocratie du sang, il propose le salut par une aristocratie de l'esprit.

6. - L'idéalisme allemand et le "Grand régénérateur"

De toute évidence, chez Hillebrand, la culture a la priorité sur la politique. Mais il va sans dire que les deux domaines ne vont pas l'un sans l'autre. Celui qui se voulait médiateur entre les nations ne pouvait ignorer les changements politiques de l'Europe

(1) Kulturgeschichtliches ; Der Engländer auf dem Kontinent, p. 335

contemporaine, notamment l'unification allemande, à laquelle il a consacré beaucoup d'articles et d'études. Ceci nous amène à poser le problème du "Bon européenisme" et du patriotisme chez Hillebrand, problème déjà abordé par les exégètes de sa pensée.

D'une part, on souligne que K. Hillebrand, le "Bon Européen", est resté toute sa vie un bon Allemand (1). D'autre part, on démontre qu'en réalité son européenisme était plus puissant que ses sentiments allemands. Son espoir ultime était qu'une Allemagne unifiée contribuât plus encore que l'Allemagne morcelée du 18ème siècle à enrichir la civilisation occidentale (2).

C'est effectivement dans ce sens qu'il s'est efforcé, entre 1866 et 1871, de faire comprendre à l'opinion publique française et britannique la signification et l'importance de la politique prussienne et de présenter Bismarck comme le plus grand homme d'Etat allemand du 19ème siècle, créateur de la puissance politique allemande et successeur des fondateurs d'Etats, Richelieu, Cromwell, Frédéric II et Cavour (3). Hillebrand prend nettement position pour la solution bismarckienne de l'unification, parce qu'elle lui semble démontrer la supériorité d'une civilisation, d'un système moral, politique et institutionnel (4).

Il affirme que le triomphe prussien illustre la vérité de trois grands principes : le principe de la séparation de l'Eglise et de l'école, qui permet l'essor de l'éducation en Europe et que la Prusse fut la première à garantir, le principe politique unitaire, qui écarte le fédéralisme historique générateur d'impuissance pour

(1) cf. J. Hofmiller

(2) Cf. W. Mauser. "K.Hillebrand-Leben, Werk, Wirkung", op.cit.p169

(3) Journal des Débats, 26 juillet 1866

(4) La Prusse contemporaine et ses institutions Paris 1867 p. 50

l'Allemagne, enfin le principe national, qui est la grande réalité politique de l'Europe moderne.

L'unification de l'Allemagne par la Prusse serait en conformité avec la loi historique de la constitution de l'Europe en nations à la fois autonomes et solidaires.

"L'Europe, écrit Hillebrand en 1867, est sur le point de toucher au but qu'elle poursuit depuis quatre siècles : la coexistence de cinq ou six grandes nations, dont aucune ne soit prépondérante et qui toutes soient indépendantes"(1).

Conscient du fait que les voisins de l'Allemagne n'étaient pas toujours sensibles à la nécessité historique, l'auteur des "Perspectives du libéralisme en Allemagne" ("The prospects of liberalism in Germany, 1871") a tenté de dissiper leurs appréhensions après la fondation du Reich. Il n'est pas sans intérêt de suivre l'argumentation utilisée pour défendre la cause de l'Allemagne bismarckienne ; elle s'oppose point par point à celle qu'emploient les "Grossdeutsche" pour condamner la "Petite Allemagne".

Le second Reich, affirme d'abord Hillebrand, ne doit pas effrayer l'Europe, car il n'est pas l'héritier des ambitions illimitées du Saint-Empire. Le Moyen-Age est mort pour toujours en Allemagne. L'ordre, la sécurité, l'activité, l'autonomie, les libertés qui règnent en Prusse rendent souhaitable la prussianisation du pays. Un autre argument est que l'Allemagne nouvelle est parvenue à ce degré intermédiaire de développement national qui sépare le "féodalisme aristocratique du césarisme démocratique" (2). Seul l'Etat allemand moderne peut sauvegarder à la fois les droits individuels et les intérêts de la communauté, car l'idée de la liberté personnelle est une idée germanique.

Enfin la société allemande seule peut dresser, grâce à la classe moyenne la plus nombreuse d'Europe, un rempart efficace contre

(1) Ibid. - préface

(2) The prospects of liberalism in Germany, dans "The fortnightly Review" London vol. 10 juillet-décembre 1871.

le socialisme démocratique (1).

Tels seraient aux yeux de Hillebrand, les bienfaits apportés par l'unité allemande à l'ordre européen, à cet ordre nouveau dans lequel toutes les grandes nations civilisées pourraient vivre naturellement indépendantes. Les faits allaient se charger de ruiner ces illusions. Peut-on écrire avec Uhde-Bernays que Hillebrand homme politique "s'est élevé en fin de compte, en tant que "Bon Européen" ... au dessus de Hillebrand pédagogue et homme de lettres" ? (2).

Il est vrai qu'il n'a pas ménagé ses critiques à l'Allemagne bismarckienne. Mais si l'on peut le compter au nombre restreint des hommes lucides qui ont prévu le déclin de l'Allemagne et de l'Occident, on peut aussi d'ores et déjà constater qu'il a mis, plus que Nietzsche et Burckhardt, une bonne partie de ses espoirs d'avenir dans la culture allemande.

Dans quelle culture cependant, celle du présent ou celle du futur ? La réponse est facile, on s'en doute. Hillebrand est de ceux qui ont été déçus par l'évolution de l'Allemagne bismarckienne, particulièrement en matière de culture.

Après 1871, il partage les idées du national-libéralisme, mais il rompt avec Treitschke en 1879, avec Sybel en 1881. Son jugement sur les "Gründerjahre", son attitude envers la crise du libéralisme dans les années 80, indiquent que l'optimisme de ses articles de 1871 sur "The prospects of liberalism in Germany" va décroissant.

Ce qui inquiète Hillebrand, c'est l'évolution de la société allemande. Il note que non seulement celle-ci souffre de maux déjà anciens parmi lesquels la division religieuse, le rationalisme et l'utilitarisme, mais qu'elle doit faire face de plus en plus aux empiétements de l'Etat.

(1) Ibid. "It is our firm persuasion that this power of resistance is greater comparatively just now in Germany than anywhere else in Europe".

(2) "K. Hillebrand-Unbekannte Essays" op.cit. Nachwart p. 368.

"Il fut un temps, lisons nous dans "Zeitgenossen und Zeitgenössisches", où l'Etat n'était rien, et où l'individu était tout..." (1).

L'Allemagne est passée à cet égard d'un extrême à l'autre. Aujourd'hui, les opinions et les moeurs grégaires font loi. Le matérialisme s'étale sans vergogne, anéantissant l'ancienne vie profondément authentique et idéaliste du peuple allemand (2). En définitive, le malaise de la société provient de la "demi-culture" de la classe moyenne, de cette classe que Hillebrand voudrait porteuse de civilisation.

Hillebrand est convaincu de l'importance politique et culturelle des classes moyennes d'Europe, spécialement d'Allemagne. Il est non moins convaincu que la force des Etats réside beaucoup plus dans la culture politique et sociale que dans les institutions. Il en conclut qu'il faut créer une classe dirigeante et une "société nationale", et que seule une éducation appropriée du peuple allemand peut assurer les bases d'une authentique culture. Il se fait l'éducateur des Allemands, "praeceptor Germaniae", pour sauver les valeurs de l'idéalisme allemand.

Les efforts de Hillebrand s'orientent dans le même sens que ceux de R. Wagner et de Nietzsche, qu'il appelait d'ailleurs son "coréligionnaire" (Glaubensgenosse), dans la lutte pour l'éducation du peuple allemand. Dans le même sens aussi que ceux de Paul de Lagarde, ce "prophète d'Israël" à qui Hillebrand a su gré d'avoir dit que l'Allemagne future était là où vivait encore l'Allemagne du passé (3).

Tous ces esprits d'élite devaient constituer une "Sainte Ligue" (eine Heilige Liga) destinée à débarrasser le germanisme de tout ce qui n'était pas authentiquement allemand (4). Démarche inattendue chez ce "Bon Européen", qui en vient à présenter comme condition de la renaissance spirituelle allemande le rejet de tout ce

(1) Zeitgenossen und Zeitgenössisches, op.cit. p. 344

(2) Ibid. p. 360

(3) Zeitgenossen und Zeitgenössisches p. 365

(4) Ibid.

qui est étranger. Démarche du reste typique de l'esprit allemand depuis Fichte, et qui apparente Hillebrand aux plus vigoureux défenseurs du principe germanique.

A l'époque où Wagner écrivait "Was ist deutsch?", Hillebrand rendait hommage à la première "Considération Inactuelle" de Nietzsche sur "David Strauss, sectateur et écrivain", où il croyait discerner un retour à l'idéalisme allemand, une défense de la "Humanität" contre le positivisme, le matérialisme et l'autosatisfaction. Il exprimait sa conviction que se dessinaient déjà les contours d'une vraie culture allemande, issue de la synthèse du classicisme goethéen et de la pensée politique fédéricienne, et pure de toute compromission avec les rêves malsains d'un nationalisme étroit et d'un pan-germanisme dominateur (1).

Pas de salut, pour Hillebrand, sans la philosophie idéaliste allemande, sans Hamann, Herder, Hegel, sans Schopenhauer, "dont les principes philosophiques ont pénétré et dominent en grande partie les conceptions de l'Europe actuelle" (2). Grâce à la pensée idéaliste, la culture allemande a un caractère à la fois national et universel (3) :

L'idée n'est pas nouvelle, ni originale. Celle-ci l'est peut-être davantage : notre auteur soutient que le fleuron de la philosophie occidentale, l'idée organiciste de l'univers, représente l'idée allemande par excellence. L'organicisme, fruit de l'idéalisme allemand, serait le point d'aboutissement de la civilisation européenne,

(1) Wälsches und Deutsches, op.cit. p.337

(2) Ibid. p.356, Hillebrand a pris, dans "Wälsches und Deutsches", la défense de Hamann, Herder et Hegel contre Nietzsche, et celle de Schopenhauer contre les libéraux qui accusaient son pessimisme de détourner l'individu de l'action, surtout politique. Aux yeux de Hillebrand, Schopenhauer a le mérite de montrer aux Allemands les limites de l'Etat. Cependant notre auteur a pris par ailleurs ses distances avec toute métaphysique pessimiste. Cf. W. Mauser "K. Hillebrand - Leben, Werk, Wirkung" op.cit. p.36

(3) Ibid. p. 334

la loi vitale qui régirait le devenir des peuples, le principe dynamique qui succéderait aux deux principes statiques d'équilibre et d'unité. L'esprit allemand, le suprême produit de la pensée européenne, dépasserait ainsi le principe anglais d'ordre multiple et équilibré et le principe latin d'ordre hégémonique et unitaire(1).

Hillebrand pense que la philosophie idéaliste doit pénétrer et vivifier l'Allemagne et l'Europe, afin que l'individualisme résiste au nivellement généralisé et que le génie intuitif défende ses droits contre le dessèchement rationaliste. Grâce à la fidélité de la "Sainte Ligue" des élites allemandes envers les idéaux classiques, l'Allemagne pourra reprendre sa place dans l'"oeuvre commune de l'Europe" après avoir créé sa culture nationale. :

"Quand ce moment sera venu, l'Allemagne ... reprendra ... sa participation à cette oeuvre commune de l'Europe qui, sous quelque forme nationale qu'elle soit produite, est la civilisation de l'humanité" (2).

Mais voyons, après la renaissance de la culture, la renaissance de l'art telle que l'envisage Hillebrand. Les "Douze lettres d'un esthète hérétique" ("Zwölf Briefe eines ästhetischen Ketzers") publiées en 1873 à l'occasion de l'exposition, à Vienne, des oeuvres du sculpteur Adolf von Hildebrand (3), sont une véritable profession de foi. Ces lettres, dont Nietzsche eut connaissance, sont caractéristiques des méthodes d'investigation appliquées par les historiens des idées à l'étude de la civilisation occidentale dans l'Allemagne du 19ème siècle.

(1) cf. Leo Haupt "K. Hillebrand als Publizist und Politiker" op.cit. p. 118

(2) Six lectures, op.cit. p. 290

(3) Hildebrand (Adolf von) 1847-1921, le sculpteur le plus connu de l'Allemagne wilhelmienne, formé par le peintre Hans von Marées. Il travailla surtout à Florence, où il vécut pendant des années à partir de 1872, et à Munich. De 1898 à 1914, il résida alternativement en Italie et en Allemagne. Outre ce style de vie cosmopolite, il partageait avec K. Hillebrand une admiration profonde pour la Renaissance italienne.

L'exposé commence par une longue analyse du déclin de l'art moderne. Puis l'auteur indique le remède indispensable : le retour aux sources, à l'essence de l'art, comme à l'époque de la Renaissance (1). Enfin il annonce une troisième période d'apogée artistique, un nouveau "printemps de l'humanité" qui sera apporté au monde civilisé par le "grand régénérateur", sur lequel nous n'apprenons que fort peu de chose. Mais nécessairement cet homme providentiel de la culture et de l'art sera allemand. Car l'Allemagne est le pays de l'individualisme et son évolution a toujours été le fait d'individualités géniales : il en fut ainsi pour Winckelmann, à qui Hillebrand rend à nouveau hommage parce qu'il a introduit dans l'art l'idée d'évolution historique (2).

Seul le génie du "grand régénérateur" sera capable de rejeter le fatras d'une culture rationaliste, figée et conventionnelle, la médiocrité de "l'instinct grégaire codifié" (3). L'art est intuition et irrationalisme : l'esprit organiciste des Allemands saisit mieux son essence profonde que ne le fait l'esprit français ou l'esprit anglais. L'Allemagne est par conséquent appelée à être le berceau de l'art futur. Elle l'est en outre parce que sa culture est faite de la substance même de l'art et de la littérature de l'Europe. Elle est dépositaire de la quintessence de la culture occidentale, parce que sa civilisation est le couronnement de toutes les autres. Ce que Hillebrand exprime dans les lignes qui suivent :

"Du fait que notre civilisation est la dernière venue des cinq civilisations qui, se reliant les unes aux autres ou réagissant l'une sur l'autre, ont dominé l'Europe depuis quatre siècles, nous sommes précisément aussi ceux qui, étant venus les derniers, ont parcouru le plus long chemin, ont vu le plus de choses, ont atteint le point le plus haut"(4).

(1) Zwölf Briefe eines ästhetischen Ketzers, 2ème édition, Berlin 1874, p.6

(2) Ibid. p. 11

(3) Ibid. p. 108

(4) Ibid. p. 114

7.- Un européanisme exclusif et authentique.

Au moment d'énoncer quelques conclusions sur l'idée européenne de K. Hillebrand, nous pensons qu'il est superflu d'insister sur ce qu'elle doit à la philosophie idéaliste allemande, spécialement à Herder et à Hegel. Le talent principal de Hillebrand consiste à élever un monument aux grandes époques et aux grands esprits de l'idéalisme classique. Il met tout son zèle à faire survivre une Europe des poètes et des penseurs, norme absolue selon laquelle il mesure le déclin.

Son oeuvre est estampillée du sceau de la bourgeoisie intellectuelle, libérale et cosmopolite, du 19ème siècle. Mais a-t-on bien vu qu'en dépit des désillusions de 1848 et de l'influence du pessimisme schopenhauérien, Hillebrand reste imbu de l'une des certitudes de la pensée révolutionnaire des quarante-huitards, c'est-à-dire de la croyance optimiste en la complémentarité des nations ? Devenu "circonspect et prosaïque", il ne semble pas avoir jamais songé aux "Etats-Unis d'Europe" ou à un quelconque programme d'union politique, et il s'est réfugié de plus en plus dans sa tour d'ivoire florentine, au sein d'un cénacle d'Européens cultivés et distingués, sans vraiment s'engager dans la politique de son temps.

Cela lui a valu des critiques. Il lui a été reproché d'être un libéral conservateur et attardé, incapable d'adaptation aux réalités philosophiques et politiques de son époque. (1) Il n'aurait, a-t-on écrit, respiré que l'air artificiel et stérilisant des salons, et il manquerait de coup d'oeil historique. (2)

On est tenté de juger sévèrement son européisme quelque peu anachronique, l'orientation purement esthétique de son esprit. Il n'est certes pas contestable qu'à beaucoup d'égards Hillebrand est

(1) cf. Leo Haupts "K. Hillebrand als Publizist und Politiker" op. cit. p. 227.

(2) cf. H. W. Klein "Studien Zur Weltanschauung und Ästhetik K. Hillebrands" Düsseldorf 1948 p. 45

un épigone, et un épigone qui aurait mal assimilé l'enseignement de Herder, de Goethe, de Hegel, qui n'aurait pas compris la loi du devenir historique, qui n'aurait pas la force d'assumer le présent et de construire l'avenir. Ce n'est pas par hasard qu'il a pris la défense du sens historique contre la deuxième "Considération inactuelle". On chercherait en vain chez lui la puissance nietzschéenne de création du futur, le radicalisme de la pensée, le pessimisme tragique. Il s'apparenterait davantage à Burckhardt, mais avec moins de résignation.

C'est le lieu d'indiquer que Hillebrand aborde uniquement le problème du déclin spirituel et culturel de l'Europe. Jamais il ne s'engage sur le terrain de la décadence physiologique. D'où l'absence de toute perspective de régénération biologique, comme aussi de toute allusion à une éventuelle régénération extérieure. Il n'est pas question ici de "nouveaux Barbares" ou de quelque fontaine de jouvence située hors des limites de l'Europe. L'Europe de Hillebrand est un microcosme clos, dans l'espace et dans le temps. Jamais n'est posée non plus la question des origines préhelléniques de l'aventure occidentale.

L'homme européen est la mesure de toute chose. L'oeuvre de Hillebrand veut témoigner non seulement de la supériorité, mais de l'unité de notre civilisation. Sans risque d'erreur, on peut affirmer qu'il la tient pour la seule digne d'être vécue, et qu'il ne doute jamais de sa prééminence et de la nécessité de l'imposer au monde. Etant supérieure à la civilisation grecque elle-même, elle est un bienfait et un progrès pour toutes les parties du monde. L'Europe civilisatrice répond à l'image que l'auteur se fait de l'impératrice Catherine II, objet d'admiration pour les philosophes, porte-flambeau des Lumières dans un univers de barbarie et de corruption, "une Iphigénie ... qui a apporté la civilisation en Tauride"

(1) Aus dem Jahrhundert der Revolution - Katharina II und Grimm -
op. cit. p. 142.

Hillebrand trouve naturel le recours à la force dans la conquête coloniale. Il estime comme l'immense majorité des hommes de son temps que la fin justifie les moyens et qu'il importe avant tout à l'Europe d'assumer sa responsabilité. (1)

Il n'a pas soupçonné que les forces qui poussaient à l'expansion mondiale avaient partie liée avec les puissances de changement qui transformaient le visage de l'Europe. Il n'a pas soupçonné que l'europhéanisation du monde se retournerait un jour contre l'Occident. Hillebrand n'est ni Fröbel ni Jörg.

Aussi bien ne faut-il pas chercher où il n'est pas l'intérêt de son oeuvre : cet intérêt réside dans l'analyse comparée des cultures, dans l'étude des phénomènes sociaux et spirituels, dans l'observation de la psychologie des peuples. Hillebrand annonce les méthodes modernes de l'histoire des idées et de l'ethnopsychologie.

Comment expliquer le peu de notoriété d'un homme qui a voué sa vie à la médiation entre les peuples et au rapprochement des nations ? Il y a certes la dispersion de son oeuvre dans quatre pays différents. Il y a le génie de Nietzsche, qui a peut-être contribué à la rejeter dans l'ombre. Il y a aussi autre chose : on n'a pas pris les essais de Hillebrand pour ce qu'ils sont réellement : l'analyse spectrale d'une civilisation et l'observation attentive d'une époque par un extraordinaire connaisseur de l'Europe romano-germanique.

Ce cosmopolitisme distingué est, comme le remarque très justement W. Mauser, un europhéanisme culturel, aristocratique et messianique enraciné dans la tradition de l'humanisme classique, un europhéanisme exclusif, caractéristique d'une société et d'une époque. (2)

(1) "... il sentimento della responsabilità che compone questa nostra civiltà" cf. lettre à Villari du 26 juillet 1882 au sujet du bombardement d'Alexandrie par les Anglais. Cité par Mauser "K. Hillebrand" op. cit. p. 141.

(2) cf. W. Mauser "K. Hillebrand, Leben, Werk, Wirkung" op.cit. p. 141

C'est à notre sens, malgré une certaine attitude d'opposition au principe latin et aux influences occidentales, malgré une certaine croyance en la vertu vivifiante de l'esprit allemand, un européanisme authentique, ancré tout entier dans la culture gréco-latine et respectueux de la diversité des cultures nationales.

Peut-être le principal mérite de Hillebrand pour notre temps est-il précisément d'avoir compris que l'Europe ne peut pas, sans se renier elle-même, faire table rase de ce patrimoine pour s'en aller vers un monde déshumanisé.

CHAPITRE 4

LA RESURRECTION DE L'EUROPE PAR LE GERMANISME

Devant le problème de la décadence, les auteurs précédemment étudiés proposent des solutions tenant compte du double principe de la civilisation occidentale. Un vaste mouvement d'idées se développe cependant vers la fin du 19ème siècle, qui tend à privilégier le principe germanique. Certains esprits estiment que la vieille Europe, celle de Rome et de l'Eglise, décline au profit d'une Europe nouvelle, celle des peuples germaniques triomphant dans la puissance politique et économique de l'Allemagne, de l'Angleterre, des Etats-Unis. On en arrivera bientôt à conclure que le capitalisme moderne est une preuve historique de la mission universelle des races germaniques et que, fatalement, le centre de gravité de la civilisation s'est déplacé vers les pays du Nord.

Or nous allons constater que les auteurs dont il va être question et qui tous ont pour cheval de bataille la régénération de l'Europe par le principe germanique ne sont pas moins que Burckhardt et Nietzsche des adversaires farouches de la civilisation industrielle, des "idées modernes" et du Reich bismarckien. Mais tout change en ce qui concerne les remèdes proposés. Cette fois, la panacée sera un sursaut du germanisme, antidote spirituel contre crises et déclin. Cette théorie de la régénération sera puisée aux sources de la conviction religieuse, d'une foi instinctive dans la vertu de l'idéalisme allemand. Ce qu'on va présenter à l'Europe n'est rien d'autre qu'une religion nouvelle, christianisme germanique ou "religion de la culture" (Kulturreligion), qui en fait est liée étroitement à la mystique nationale. Ces auteurs veulent, comme le romantisme dont ils s'inspirent, ramener la pensée occidentale aux origines du mythe.

Déjà Lasaulx avait, sur les traces de Friedrich Schlegel et de Görres, tenté de renouer avec la mythologie orientale et tenu le christianisme pour la seule source possible de régénération. En 1890,

Moritz von Egidy, officier saxon, appelle de ses vœux un christianisme sans dogmes, la Cité de Dieu sur terre, et espère en la transformation de l'homme et en la réalisation de la véritable Europe chrétienne par une Allemagne authentiquement religieuse (1).

K. Frantz, fédéraliste chrétien dont nous connaissons les opinions politiques et sociales, a lui aussi prophétisé la venue de cette ère nouvelle où l'Europe, unie par la solidarité spirituelle et morale, échapperait à l'athéisme matérialiste. Pour lui, le christianisme recèle une puissance invincible de résurrection. Seul l'Occident chrétien serait capable de parvenir à la palingénésie de toute une civilisation, mais à la condition que le christianisme, libéré des dogmes, devienne spiritualité pure. L'objectif ultime de Frantz est le "christianisme supraconfessionnel", Eglise invisible, communauté spirituelle, réplique religieuse du fédéralisme politique (2).

Frantz reconnaît en Richard Wagner le génie même de l'Allemagne, l'expression même de l'esprit germanique en révolte contre une civilisation décadente. On assiste ainsi chez lui à une identification très caractéristique de la religion, de l'art et du génie national. En 1884, dans "Wagners politische Denkweise", il évoque encore la convergence de ses vues avec le wagnérisme quant à l'avènement d'un "Reich" à la fois mystique, politique et culturel, rassemblant sous l'égide de l'Allemagne toute l'Europe occidentale. Bayreuth est pour lui un symbole (3).

(1) Das einige Christentum, Leipzig 1890, de M. von Egidy. Egidy (Christoph Moritz von) 1847-1898, publiciste, officier prussien puis saxon; il dut quitter l'armée pour ses opinions religieuses et pacifistes. Il a exprimé ces opinions dans la revue Das einige Christentum, ainsi que dans : Ernste Gedanken, Leipzig 1890, traduit en anglais en 1891 (Serious Thoughts, London) - Das einige Christentum, Berlin 1891 - Ernstes Wollen, Berlin 1891.

(2) cf. Weltpolitik, Bd. III, op.cit. p. 135 et p. 190

(3) cf. Wagners politische Denkweise, pp 14 et 15 dans Bayreuther Festblätter, München 1884.

K. Frantz est sans nul doute l'un des principaux tenants de la régénération de l'Europe par la spiritualité allemande. Son nom ne peut être séparé de celui de Wagner, ni de celui de Paul de Lagarde, pour lequel la religion est la source de toute évolution humaine.

I - LA RENAISSANCE PAR LA SPIRITUALITE ALLEMANDE.

1.- Paul de Lagarde et la religion nationale.

Paul de Lagarde, de son vrai nom Anton Bötticher, était professeur de langues orientales à Göttingen (1). Profondément individualiste, érudit solitaire, il prétendit parler à l'Allemagne et ne fut lu en son temps que par quelques-uns. Adversaire, comme Frantz, de la solution bismarckienne de la question allemande, il a rêvé d'une synthèse des idées "Grossdeutsch" et "Kleindeutsch" qui aurait abouti, et qui a effectivement abouti dans un passé plus récent, à faire de l'Europe centrale le domaine réservé de l'expansionnisme allemand (2).

Précisons seulement que l'auteur envisage cette "Germanie" (Germanien) idéale comme un bloc formidable capable de tenir en respect les voisins de l'Ouest et de l'Est. Lagarde, qui n'a pas une notion raciale du principe national, trahit cependant une tendance

(1) Lagarde (Paul Anton de) 1827-1891, né à Berlin, étudia à Halle et devint en 1866 professeur à Göttingen. Théologien protestant, orientaliste, Lagarde s'intéressa de près à la politique de son temps et fit preuve d'un ardent patriotisme pour la défense d'une Allemagne idéale, nationaliste et conservatrice.

(2) Nous renvoyons ici à : W. Mommsen Paul de Lagarde als Politiker, Göttinger Beiträge zur deutschen Kulturgeschichte, Göttingen, 1927 - H. C. Meyer op.cit. p.3 - J. Droz L'Europe Centrale, op.cit. pp. 154-155.

fâcheuse à réduire l'Europe à sa Germanie prédestinée et à juger inférieurs ou décadents un certain nombre de peuples : Slaves, Hongrois, Finnois, Turcs, Juifs. Dans tout cela, l'idée la plus originale est probablement qu'il exclut les Celtes de la famille indo-européenne. Il lui sera ensuite facile d'affirmer que la France est corrompue par la prédominance de l'élément celtique, grief assez courant dans les écrits allemands de l'époque. Quant aux Espagnols, ils seraient sémitisés et arabisés à un point tel qu'ils ne seraient pas européens. Lagarde, qui annonce par là le racisme des milieux wagnériens, met au ban de l'Europe les peuples latins, leur reprochant d'être des rameaux épuisés et corrompus de la famille des peuples occidentaux.

Vers l'Est, la politique de Lagarde consiste essentiellement, comme celle de Frantz, à refouler les Russes et à germaniser à outrance, ce qui signifie pour lui européaniser (1). A l'Ouest, la solution préconisée est d'ordre spirituel. Selon une démarche qui nous est maintenant bien connue, il faut d'abord attribuer à l'Occident la décadence de l'Europe, puis montrer que la voie de la renaissance passe obligatoirement par le germanisme (2).

(1) cf. Die Religion der Zukunft, dans Schriften für Deutschland, sélection de divers écrits, publiée par A. Messer, Leipzig 1933, p. 190.

(2) On peut rapprocher des théories de Lagarde un certain nombre de brochures sur la supériorité du principe germanique et la germanisation de l'Europe. Dans toutes apparaissent les mêmes thèmes : déchéance de l'élément latin et celtique, ostracisme envers certaines ethnies inférieures, supériorité de la culture allemande, etc ...

Citons : Die natürliche Grenze. Ein Gedanke für Deutschland. Nebst einer Karte der wahren Ostgrenze Frankreichs und des neuen Staates Arelat, Philadelphia-Leipzig 1860.

Wie zu helfen ist ! Zur deutschen Bundesreform. Grossgermanien und die Revision der Karte von Europa - Berlin 1861.

Brochures anonymes dont le titre dispense de tout commentaire.

Les victoires allemandes de 1870 déclenchent une floraison d'écrits de la même veine, émanant de publicistes généralement inconnus. L'un d'eux, un certain Streubel écrivant sous le pseudonyme d'Arkolay, est un farouche défenseur de l'Autriche dans :

C'est pourquoi Lagarde, qui se classe parmi les observateurs les plus pessimistes de la crise de la civilisation occidentale (Kulturpessimisten), dresse un diagnostic qui ne le cède en rien au nihilisme nietzschéen (1). Il va de soi qu'il tire de son constat de décadence des conséquences diamétralement opposées à celles qu'en tire Nietzsche.

Lagarde fait partie de ces protestants allemands qui rêvent d'une religion spécifiquement germanique, indifférente aux Eglises et aux dogmes, mais représentant la véritable cause chrétienne entre les Slaves orthodoxes et l'Occident déchristianisé. C'est pourquoi, bien qu'il dénonce le "Kulturkampf" et qu'il considère l'Eglise catholique comme la seule puissance historique du christianisme, il tient "Rome", c'est-à-dire le principe latin et catholique, pour le principal obstacle à une renaissance de l'Europe grâce à l'Allemagne.

Das Germanentum und Österreich - Österreich und Ungarn - Eine Fackel für den Völkerstreit, Darmstadt 1870. Vilipendant les Slaves et les peuples non-germaniques d'Europe Centrale, Arkolay taxe de barbarie asiatique tout ce qui est suspect d'être hostile à l'Autriche, et prétend que l'unité de l'Europe et le salut de la civilisation peuvent être assurés uniquement par l'union des Germains, et non par une fédération pacifiste et démocratique (p.133).

Un autre prophétise, dans Das neue Deutschland - Vom Verfasser des neuen Europa, Zürich 1869, un 'Reich' de cent millions d'habitants fondé par un homme providentiel et courbant devant l'Allemagne l'Europe et le monde.

D'autres enfin prennent fait et cause pour la Prusse. La publication la plus typique est ici Die Zukunft Deutschlands, (Leipzig 1870) d'un certain A. Schumann, qui propose tout simplement de germaniser l'Europe et de l'unir en un seul Etat grâce à la force du glaive prussien (p.32). De pareilles publications n'ont qu'un intérêt documentaire et ne représentent qu'un aspect tout-à-fait mineur de la pensée allemande de l'époque.

- (1) "Ich fürchte, in Europa muss die Zivilisation mit Stumpf und Stiel untergehen. Sie hat nur eine Rettung, wahr zu werden: sag wie es Euch ums Herz ist, und beugt nicht die Knie vor dem Götze geheissen fait accompli ... Wir stehen vor dem Nichts ..."
Cité par Robert Saitschick, dans Bismarck und das Schicksal des deutschen Volkes, Basel 1949, p. 153.

Il réclame à cor et à cri la lutte contre le catholicisme romain et la création d'une religion nationale (1).

Autre danger : le péril juif. Lagarde est antisémite, comme Wagner et Frantz. Il est convaincu, comme beaucoup de protestants nationalistes, que le peuple allemand est appelé à succéder à Israël. Pour lui, les Juifs forment en Europe un Etat dans l'Etat. Ils sont un corps étranger et un élément corrupteur. Dominant la presse et la finance, ils constituent une conjuration internationale pareille à la Franc-Maçonnerie et aux Jésuites. En conséquence, Lagarde suggère de régler la question Juive par des méthodes dont l'antisémitisme le plus virulent saura se souvenir. Dans ces projets insensés, développés dans A propos des tâches présentes de la politique allemande (Über die gegenwärtigen Aufgaben der deutschen Politik - 1853), La position des sociétés religieuses (Die Stellung der Religionsgesellschaften - 1881) et le programme de 1884 pour le Parti conservateur prussien, on retrouve toutes les calomnies déjà rencontrées chez les conservateurs chrétiens comme Osseg ou Frantz, entre autres celle de la corruption de la civilisation européenne par le judaïsme.

L'antisémitisme de Lagarde s'inscrit dans le mouvement de réaction qui amène de vastes couches de la bourgeoisie allemande à contester à partir des 'Gründerjahre' la société capitaliste et industrielle. Assimilant judaïsme, capitalisme et libéralisme, on jette facilement l'anathème sur les Internationales (2). Ainsi Lagarde

(1) cf. Diagnose, 1874, et Programm für die Konservative Partei Preussens 1884, dans Deutsche Schriften, München 1934, réédition de l'ouvrage de 1878. Sur les liens entre les hérésies germano-chrétiennes du 19ème siècle et les fantasmes antiromains, anti-latins, antirusses et antisémites qui agitent alors l'âme allemande, voir les explications proposées en termes psychanalytiques par L. Poliakov dans Le mythe aryen, op.cit. pp. 102 et 327.

(2) Lagarde ne fait que partager l'antisémitisme des corporatistes chrétiens et les préjugés contre l'émancipation des Juifs, auxquels on attribuait faussement un poids énorme dans l'économie capitaliste. Des études et des statistiques sérieuses ont depuis lors remis quelque peu les choses au point.
cf. à ce sujet L. Poliakov Le développement de l'antisémitisme en Europe aux temps modernes, 1700-1850 op.cit. p.407.

s'engage à fond contre le libéralisme occidental, chargé de tous les péchés capitaux. Il confond dans une même réprobation l'industrialisation et l'urbanisation de l'Allemagne, le matérialisme, les "idées modernes", l'étatisme. Il défend la société agraire contre l'Etat moderne, qu'il accuse d'être une forme d'institution 'romaine' donc antigermanique.

Que reproche-t-il au principe étatique et à la société industrielle? Surtout de déshumaniser ses contemporains et de les appauvrir spirituellement. Les Allemands, la nation la plus détestée d'Europe, ne seraient plus qu'un "produit artificiel" comme les Juifs et les Jésuites (1). Nietzsche écrit que les Allemands n'ont pas de présent, mais seulement un passé et un avenir. Ce jugement s'adapte parfaitement aux "Kulturpessimisten" du type de Lagarde. Ce genre d'esprit procède selon la démarche de la pensée romantique, qui substitue à une Allemagne du présent que l'on prétend gangrenée par l'influence étrangère, la vision d'une Allemagne idéalisée, transfiguration du passé projetée vers l'avenir. C'est ainsi qu'avait procédé Novalis dans "La Chrétienté ou l'Europe". C'est ainsi que procéderont encore les "révolutionnaires conservateurs" de l'époque weimarienne.

Selon Lagarde, la mission de l'Allemagne est de mettre un terme à la situation pestilentielle de l'Europe :

"Quiconque, écrit-il en 1884, a les yeux grands ouverts sur l'Europe doit bien admettre que ce continent est en proie à une sorte de maladie. Assurément, il remarquera aussi que partout en Europe les gens s'agitent, et aussi qu'ils ont recours à de faux remèdes ... C'est pourquoi, puisque l'Allemagne donne à présent le ton en Europe, il nous revient de commencer par ouvrir les portes et les fenêtres de cette vieille maison empestée"(2).

(1) cf. Die Religion der Zukunft 1878 dans Deutsche Schriften, op. cit. p. 275.

(2) Programm für die Konservative Partei Preussens, 1884 Ibid. p. 425.

Ce que veut l'auteur, c'est l'ouverture vers une foi nouvelle, une religion supérieure aux confessions, une synthèse assez singulière du protestantisme, du piétisme, du théisme. Comme Egidy prophétise la Cité de Dieu, Frantz le Troisième Royaume, Lagarde espère en la Nouvelle Jérusalem (1). La renaissance par la religiosité est au centre même de toutes les conceptions de Lagarde sur la régénération de l'Europe. Cette mystique religieuse emprunte au piétisme la notion de renaissance (Wiedergeburt) et au romantisme celle de résurrection par la foi populaire. C'est dire qu'elle s'alimente aux sources de la spiritualité germanique. Aussi fait-elle corps avec la mystique nationale. Mais l'Allemagne que Lagarde veut redemptrice de l'Europe "n'a jamais existé et n'existera peut-être jamais". Ce sont là ses propres termes. Et il est vrai que cette Allemagne là n'est guère définissable, sauf négativement, par contraste avec le pôle négatif que sont Rome, les Juifs, l'esprit celtique, les "idées modernes". Lagarde, comme Frantz et tous ceux qui s'inspirent du romantisme, rêve d'un 'Reich' qui serait une communauté de croyants, à la fois religieuse et politique. Ne fondant la nation ni sur la race ni sur la langue, il estime que la nationalité allemande doit être un concept idéal. Ce qui doit unir les hommes, c'est la force mystérieuse du sacré. L'Allemagne n'existera vraiment que grâce à une religion nationale, qui lui confèrera la vertu indispensable à son propre salut et au salut de l'Europe. Lagarde enseigne que les peuples germaniques ne doivent pas viser à l'universalisme, mais qu'ils doivent "mettre la religion en rapport avec leur nationalité"

(2)

C'est selon lui le seul moyen de lutter contre l'internationalisme sous toutes ses formes. Les Juifs, Rome, le libéralisme ne seront efficacement combattus que par une mutation radicale dans chaque âme allemande. Ainsi naîtra, comme une sorte d'Eglise invisible, la véritable nation allemande, qui fera surgir une nouvelle Europe. Lagarde confie aux conservateurs prussiens la tâche de la

(1) Ceci est bien exposé par Fritz Stern, dans "The politics of cultural despair. A study in the rise of the germanic ideology. Berkeley and Los Angeles 1961 p. 3 et suiv.

(2) Die Religion der Zukunft, 1878 op.cit. p. 270

libérer des Juifs, si possible en les assimilant par la pensée indo-européenne (1).

Il faut substituer une Europe des religions nationales à l'Europe de l'œcuménisme romain, qui trop longtemps a dénié tout droit aux nationalités. Or pour Lagarde, les nations sont des créations de Dieu, qui a confié à chacune sa mission particulière (2).

D'un côté les Jésuites et l'universalisme romain, de l'autre les Germains, qui ont imprimé au christianisme la marque de leur profonde ferveur : Lagarde pense en termes de christianisme germanique, ce qui prouve une fois de plus tout ce qu'il doit aux romantiques. Parmi ses pères spirituels, il convient de ne pas oublier Fichte, auquel il se rattache par son hostilité à la philosophie occidentale et à la pensée latine, par la sacralisation d'un Reich mystique et mythique qui unirait et sauverait l'Europe.

Lagarde a transmis cet Evangile national à ses émules pan-germanistes et racistes, car le national-socialisme s'est servi de lui pour se donner une légitimité spirituelle. Après sa mort, son influence a été profonde sur certains milieux cultivés d'Allemagne, où elle supplanta souvent celle de Nietzsche. De son vivant, elle a été faible, sauf sur des penseurs isolés qui, comme lui, ont rêvé d'une rédemption de l'Europe par la spiritualité allemande. Nous voulons parler d'hommes comme K. Frantz⁽³⁾ et J. Langbehn. Ajoutons toutefois que par le canal de Wagner et du wagnérisme certaines idées de Lagarde ont trouvé sans doute dès la fin du 19ème siècle une assez large audience(4).

(1) Programm für die konservative Partei Preussens. Deutsche Schriften op.cit. p.425 : "Deutschland ist nun einmal das Herz Europas. Können die Konservativen Preussens ... die Aufgabe, das Judentum zu zerstören, für Preussen lösen, so ist sie für Europa gelöst. Und gelöst muss sie werden, sonst wird Europa zu einem Totenfelde"

(2) cf. Verhältnis des deutschen Staates zu Theologie, Kirche und Religion 1873, ibid. pp.58 et 79.

(3) "Frantz et de Lagarde, écrit L.Poliakov, délimitent ... le terrain vague, bordé d'une part par la religion de Jésus et de l'autre par le racisme germanique, sur lequel se développait la 'foi allemande' Le mythe aryen, op.cit. p.322.

(4) Sur l'influence de Lagarde, cf. Fritz Stern op.cit. p.90

2. - K.C. Planck et le christianisme corporatiste.

Avant d'aborder l'étude de la régénération européenne chez Langbehn et chez Wagner, il nous faut examiner l'oeuvre d'un philosophe peu connu, mais original, Karl Christian Planck.

On peut, à beaucoup de points de vue, le rapprocher de Lagarde et surtout de Frantz, avec lequel il a en commun un certain nombre d'idées : hostilité envers le Reich bismarckien et le libéralisme, conceptions fédéralistes chrétiennes, renaissance de l'humanité occidentale grâce à la spiritualité allemande, sans omettre un destin similaire. Car tous deux ont été des penseurs isolés, qui ont longtemps vécu à l'écart de l'opinion publique (1).

Planck se réclame du spiritualisme chrétien. Il est lui aussi adversaire du matérialisme et du darwinisme. Il cherche lui aussi à équilibrer l'idéalisme chrétien par un réalisme ouvert aux problèmes de la civilisation moderne, mais considère le christianisme comme la seule religion capable de réaliser cet épanouissement spirituel et

(1) K.C. Planck est né à Stuttgart en 1819. Il étudie à Tübingen la philosophie et la théologie (1836-1840). Il subit l'empreinte de la logique kantienne, de l'idéalisme hégélien, du classicisme goethéen, et aussi de la philosophie de la nature de Schelling. Le monisme et l'organicisme seront dorénavant les fondements de sa philosophie. Il fait ensuite des études à Berlin et à Dresde, puis est nommé répétiteur, d'abord au Séminaire protestant de Maulbronn, ensuite au "Stift" de Tübingen (1844). Il écrit alors dans les revues de théologie et en 1848 devient maître de conférence à l'université où il enseigne la philosophie, la religion et la mythologie. Il est en même temps bibliothécaire du "Stift". L'échec de son grand ouvrage Die Weltalter (1851) l'incite à quitter Tübingen pour enseigner la philosophie et la littérature au gymnase d'Ulm (1854), où il demeurera jusqu'à sa nomination au séminaire de Blaubeuren (1869). Auparavant, Planck a été traumatisé par les événements de 1866. D'où un certain nombre d'écrits et de conférences où il proteste contre l'Etat national bismarckien et où il préconise une unité spirituelle de l'Allemagne. En 1879, il obtient le poste de recteur du séminaire de Maulbronn mais meurt en 1880 à Stuttgart. Planck a exposé ses idées dans de nombreux articles et livres dont le principal est Die Weltalter, où il exprime sa conviction

moral de l'homme qui pour lui est la seule finalité de l'évolution historique. Un seul pays est susceptible selon lui de réaliser cet objectif dans le domaine politique et social et sur le terrain culturel et éducatif : l'Allemagne.

Ces orientations générales de sa philosophie s'expriment dans une série d'articles écrits entre 1840 et 1870, où s'esquissent quelques grands thèmes touchant le rôle de l'Allemagne en Europe (1). Le plus intéressant de ces articles est probablement l'Allemagne et le napoléonisme (Deutschland und der Napoleonismus 1860), où l'auteur fait la critique du droit naturel et du principe bonapartiste d'organisation de l'Europe, qu'il récuse au nom du principe corporatiste.

profonde d'avoir découvert en lui-même les moyens d'une rénovation religieuse, sociale et politique, d'une résurrection spirituelle des peuples décadents. L'insuccès de cette oeuvre et des ouvrages suivants ulcéra l'auteur, qui se considérait comme le messie de l'Allemagne.

Son oeuvre a eu quelque notoriété grâce à son disciple Otto Umfrid et à la revue Friedenswarte. V. Valentin le classe parmi les partisans d'une fédération internationale dans Geschichte des Völkerbundgedankens in Deutschland, op.cit. p.141

Sur lui, on consultera surtout :

- Mathilde Planck K.Chr. Planck. Leben und Werk, Stuttgart 1950
- Hermann Ruelius K.Chr. Planck und die deutsche Erneuerungsbe-
wegung nach 1870, Frankfurt a.M 1938
- Hans Wehberg Ideen und Projekte betr. die Vereinigten Staaten
von Europa in den letzten 100 Jahren, dans Friedenswarte 41.
Jahrg. Nr 2/3 Zürich 1941 Chap. 7, p.73
- Friedrich Waaser K.Chr. Plancks Vermächtnis an unsere Zeit.
Revue Die Kommenden, 1967 I, 3.
- Annemarie Rayhrer K.Chr. Planck, dans Lebensbilder aus Schwaben
und Franken, Bd.11 Stuttgart 1969. On y trouvera une importante
bibliographie (pp.294-295).

(2) Cf. Die Völker Europas, Europa und der Orient, publié en 1840 dans Hallische Jahrbücher, Kirchliche und nationale Reformation 1845, Über Gegensatz und Ziel der morgenländisch und abendländis-
Christlichen Entwicklung (1856). Sur ces articles cf. H.Ruelius,
op.cit. pp. 33 à 38

Le corporatisme est en effet la clef de voûte du système de Planck, qui, comme tous les conservateurs chrétiens, participe au grand mouvement antilibéral parti du romantisme. Comme beaucoup d'entre eux, d'Adam Müller à K. Frantz, il redécouvre les vertus de la société corporative médiévale. L'originalité de Planck est de faire d'un corporatisme rénové le principe organisateur par excellence de toute vie politique et sociale, morale et culturelle. La notion luthérienne de "Beruf", de fonction imposée à l'individu par Dieu, devient ici l'alpha et l'oméga de toute transformation de l'homme ; la révélation progressive du "Beruf" est au centre de la philosophie de l'histoire de Planck. Tel est le contexte philosophique dans lequel s'inscrivent ses conceptions de la régénération, exposées notamment dans un gros ouvrage posthume, Testament d'un Allemand (Testament eines Deutschen - 1881).

Comme il se doit, Planck procède à une critique du monde occidental moderne. Cette critique porte sur deux points principaux : l'atrophie de l'homme et la désunion de l'Europe.

Carence physique, morale, intellectuelle et artistique de l'homme moderne, nécessité d'une révolution dans l'éducation : tout cela ne diffère guère des réquisitoires de Nietzsche, Hillebrand ou Lagarde. On retrouve chez Planck l'idéal classique d'une humanité forte et harmonieuse. Plus personnelle est sans doute l'insistance avec laquelle il préconise l'intégration de l'individu dans des structures politiques et sociales "organiques", selon sa vocation propre.

Mais c'est là précisément que le bât blesse, car aucune collectivité moderne n'a plus le sens du "Beruf", et moins que toute autre l'Etat. Anachronisme stupéfiant, estime Planck, que cette fragmentation de l'Europe en Etats dynastiques et militaires. La postérité les jugera avec la sévérité qui s'impose, lorsque les nations auront perdu leurs ceillères et compris que chacune d'entre elles a sa vocation spécifique, qui est de se mettre au service de l'ensemble (1).

(1) cf. Testament eines Deutschen, Tübingen 1881 p.650. L'ouvrage a été publié après la mort de l'auteur par son ami le philosophe Karl Köstlin (1819-1894) professeur d'esthétique à Tübingen ; il fut réédité en 1925, puis, sous une forme abrégée, en 1954.

Et l'Allemagne ? Planck l'accuse de sombrer dans le nationalisme. Mais son histoire lui semble parvenue à un tournant décisif, au point où l'Allemagne vraie, l'Allemagne idéale va renaître de ses cendres et apporter à l'Europe et au monde un esprit nouveau. C'est elle qui va faire évoluer la société vers une "organisation rationnelle corporative", forme modernisée de la société agraire hiérarchisée. Dans ce système animé par "la vraie conscience religieuse et morale" l'homme sera affranchi à la fois du capitalisme libéral, de la civilisation technicienne, du collectivisme et du totalitarisme. Le corporatisme de Planck s'étend à l'échelle mondiale en passant par les deux degrés principaux de l' "Etat corporatif" national et de la fédération européenne. Il revient à l'Allemagne, dans ce schéma, de créer en Europe le premier Etat de ce genre. Planck adopte lui aussi la théorie fédéraliste de la cristallisation progressive autour d'un Etat-modèle. L'Etat corporatif s'intègre lui-même à un système international de même nature. L'idée du "Beruf" s'applique ainsi au système des relations entre pays. A ce point de vue, le rôle de l'Europe chrétienne est fondamental : l'auteur estime qu'il faut, non pas exploiter le monde au profit des égoïsmes nationaux, mais le pacifier et le civiliser. L'objectif final de Planck est l'instauration d'un royaume universel corporatif (Reich der universellen Berufs- und Verkehrsordnung) (1).

Inutile de préciser que cela suppose une mutation profonde dans la conscience morale de l'Occident, qui devra s'ouvrir à l'esprit du droit (2). Planck rejoint ici, une fois encore, la pensée du

(1) Ibid. p.661

(2) cf. Katechismus des Rechts oder Grundzüge einer Neubildung der Gesellschaft und des Staates (Tübingen 1852), où Planck développe l'idée d'un droit nouveau, fondé sur la notion de "Beruf". Il est à noter que cet ouvrage précède de plus de deux décennies Bau und Leben des sozialen Körpers d'Albert Schäffle, professeur d'économie politique à Tübingen. La Philosophie du droit (Philosophie des Rechts) de 1858 n'a jamais été publiée et se trouve avec les inédits de Planck à la Württembergische Landesbibliothek de Stuttgart.

fédéralisme chrétien. Il prévoit une autorité juridique suprême, souveraineté supranationale et héréditaire inspirée par les idéaux de paix, de justice et de liberté. Ce "royaume du droit et de la paix" sera aux antipodes du droit abstrait introduit en Europe depuis la Révolution française.

Or rien de tout cela n'est possible sans la spiritualité allemande, sans la conscience allemande du droit, sans la prédestination chrétienne de l'Allemagne. Toute l'histoire de l'esprit allemand prouve selon Planck cette vocation insigne de "l'intériorité nordique" (nordische Innerlichkeit) à apporter le salut à l'Occident. L'histoire de l'Allemagne est intégralement chrétienne et déterminée par l'idéalisme religieux. Elle est un compendium de l'histoire de l'Europe (1).

Planck est le héraut de la vocation germanique à réunir et régénérer les peuples séparés, grâce à une foi vivifiante, susceptible de triompher d'une aliénation due à la pensée profane. Il est convaincu que si l'unité allemande se faisait selon la nature profonde du peuple, c'est-à-dire en un Etat corporatif "organique", elle serait le vrai prototype de l'unité européenne (2).

Encore faut-il préciser que Planck investit le Sud de l'Allemagne, qu'il tient pour le réceptacle du véritable esprit germanique, de l'immense tâche de régénérer l'homme et la civilisation.

-
- (1) Ibid. p. 480 : "... mit der europäischen Gesamtgeschichte verglichen ist sie das Abbild derselben im Kleinen, da in demselben Masse, in welchem die kirchliche Einheit und Macht des Mittelalters an Kraft verliert, und die Nationalstaaten ihren selbständig besonderen und eigentümlichen Gang gehen, auch das deutsche Reich immer stärker sich in seine Teile besondert ..."
- (2) cf. H. Ruelius, qui écrit : "Planck erhebt dans Problem einer deutschen Erneuerung zu einem gesamteuropäischen" p. 58. De son côté, Rudolf Steiner (1861-1925), le fondateur de l'anthroposophie, grand admirateur de Planck, n'a pas manqué de faire ressortir les liens intimes existant entre cette philosophie et l'âme populaire. Cf. Friedrich Waaser K.C. Plancks Vermächtnis an unsere Zeit, dans la revue Die Kommenden, op.cit. p. 14

II - J. LANGBEHN : RELIGION DE L'ART ET SANG NORDIQUE

Avec Julius Langbehn (1), ce n'est plus le Sud qui doit être la cellule régénératrice de l'Allemagne et, partant, de l'Europe. Ce ne sont plus le Wurtemberg de Planck, la Bavière de Louis II, le Bayreuth de Wagner. Le Nord, plus exactement la terre frisonne, est le lieu où souffle l'esprit germanique.

De plus, le thème de la résurrection de l'Occident se charge avec Langbehn d'un contenu nouveau. A la spiritualité religieuse vient se mêler une mystique de l'art. A la décadence par le matérialisme, le scientisme, la spécialisation et le nivellement de la culture, cet auteur veut répondre par l'instauration de rapports nouveaux entre l'homme et la nature. Sa pensée n'a rien de systématique contrairement à celle de Planck. Langbehn n'est pas philosophe, mais historien de l'art.

Ses idées sur la régénération sont exposées de manière assez confuse dans ce livre curieux qui s'intitule Rembrandt éducateur (Rembrandt als Erzieher, von einem Deutschen) et qui parut en 1890, sans nom d'auteur. L'ouvrage fit sensation par la protestation qu'il élevait contre le monde ambiant et par les polémiques qu'il suscita. Il fut réédité de nombreuses fois (2). Bismarck invita l'auteur, dont l'identité avait été enfin révélée, dans sa propriété de Varzin.

(1) Julius Langbehn est né en 1851, à Hadersleben dans le Schleswig. Il fréquente les universités de Kiel et de Munich, séjourne assez longuement à Venise, Florence, Rome et Vérone, voyage en Grèce et en Hollande (1888). Après la parution de son principal ouvrage Rembrandt als Erzieher en 1890, il s'établit à Dresde, puis en Autriche, d'où il part pour un vaste périple à travers le Sud de l'Europe. Etabli définitivement à Lübeck en 1896, il se convertit au catholicisme en 1900 et entreprend deux autres voyages en Italie. Il meurt au cours du second, en 1907. Outre son Rembrandt, il a laissé des poèmes (Lieder von einem Deutschen 1891) qui n'eurent aucun succès, des articles, publiés surtout dans la revue Der Kunstwart, et un Journal, où il fait l'apologie d'un art sans issue des profondeurs de l'âme populaire. Sur lui, cf. Ernest Seillière Morales et religions nouvelles en Allemagne, Paris 1922 et F. Stern The politics of cultural despair, op.cit.

(2) On note quarante-trois éditions entre 1890 et 1893. Avant 1940, le Rembrandt atteignait le chiffre de quatre-vingt-dix éditions et il parut encore sous forme d'extraits pendant la Seconde Guerre mondiale.

Lagarde, avec lequel Langbehn entra en relation, recommanda la lecture du Rembrandt. L'auteur des Deutsche Schriften ne retrouvait-il pas dans cette oeuvre certaines de ses propres idées, la haine de la raison et de l'intellect, l'individualisme anarchiste, la mystique du germanisme ? Langbehn, de son côté, se sentait de grandes affinités avec Nietzsche, dont il fut probablement l'un des premiers lecteurs allemands. Il s'intéressa même au sort du philosophe en 1889, à Iena, sans pour autant partager toutes ses conceptions. Il lui reprochait d'être un esprit destructeur, un "autocrate", un "demi-Asiate" (1).

1.- Principe celto-latin et principe gréco-germanique.

Langbehn se propose d'être un second Nietzsche, mais un Nietzsche plus constructif. Il faut entendre par là un esprit moins hostile au christianisme et au germanisme. En cette fin de l'ère bismarckienne où la jeunesse allemande est en proie à une crise philosophique et morale, où elle se rebelle contre l'ordre ancien, le succès du Rembrandt s'explique par l'apport d'un mythe nouveau. Mais il convient d'abord pour Langbehn de purifier le germanisme de tout ce qui le corrompt.

C'est le principe 'celtique' ou 'celto-romain' qui chez lui va servir de bouc émissaire. Il rassemble sous la dénomination de 'celtique' tout ce qui en Europe est prétendument sénile ou décadent : carence morale et politique, Voltaire et Zola, les musées modernes, le socialisme, les influences juives et gallo-romaines. Sans omettre les peintres impressionnistes, qu'il taxe de "décadentisme". Dans ses dernières années, il entreprend même une campagne en faveur d'un art national allemand (2).

(1) cf. Rembrandt als Erzieher - von einem Deutschen, édition de 1925, Leipzig p. 32

(2) cf. E. Seillière, op.cit. p.77

L'auteur du "Rembrandt" n'est pas de ceux qui dénoncent la corruption raciale des Germains par les Celtes, comme le fera en 1899 H. Driesmans dans sa Kulturgeschichte der Rasseninstinkte (1). Il s'en tient essentiellement au domaine de la civilisation et de la culture. Il est parmi les principaux "Kulturpessimisten" de cette époque, et l'inventaire qu'il dresse de la situation allemande et occidentale n'est pas moins catastrophique que ceux de Burckhardt, Nietzsche ou Lagarde. Il veut montrer la destruction de la culture allemande par le scientisme, l'intellectualisme, la démocratisation, le nivellement, bref, par toutes les influences pernicieuses venues de l'étranger. Il est hostile, cela va de soi, à l'Allemagne de son temps, incarnée dans l'esprit bismarckien, à ses compatriotes, devenus "les barbares de la culture". D'où peut venir, dans ces conditions, le redressement nécessaire ?

De même que Lagarde identifie religion et nation, Langbehn identifie art et génie national. Comme Nietzsche, il affirme la parenté de l'esprit allemand et de l'esprit grec, d'abord pour consommer la rupture avec le principe "celto-latin", puis pour recréer la totalité harmonieuse de l'humanité antique et revivifier la culture par l'art. C'est une religion de l'art qu'il propose, et une synthèse de la foi et de la science.

D'où l'insigne vocation du "Deutschtum" à être l'initiateur d'une ère artistique, le créateur d'une culture qui serait la réplique moderne de celle des Grecs :

"Les Grecs avaient une culture de marbre, les Allemands devraient en avoir une de granit. Le granit est une pierre nordique et germanique ..." (2).

Poussant à l'extrême l'affirmation, courante depuis le début du 19ème siècle, d'une affinité intime entre l'esprit grec et l'espr

(1) Sur Driesmans, cf. Ch. Andler Le pangermanisme philosophique, 1800 à 1914, op.cit.

(2) Rembrandt als Erzieher, Leipzig 1925, p.277

allemand, l'auteur se met à reconstruire à sa façon l'histoire de la civilisation européenne. N'oppose-t-il pas de manière pour le moins contestable un principe celto-latin, chargé de toutes les tares, à un principe gréco-germanique paré, lui, de toutes les vertus? N'établit-il pas un rigoureux parallélisme entre l'Attique et le Schleswig-Holstein et ne déduit-il pas des similitudes géographiques la parenté du destin historique ? De même que la civilisation antique serait partie de la Grèce, la civilisation moderne serait née dans la péninsule danoise, berceau des Grandes Invasions, terroir de la race germanique colonisatrice. Langbehn va jusqu'à faire des Grecs les représentants de l' "idéalisme réaliste". Il préconise, en vue de créer un nouveau type humain, une éducation à la grecque et à l'anglaise, et non plus à la romaine. En définitive, toute la civilisation européenne serait selon lui partagée entre les deux principes. De même qu'il existerait une Allemagne corrompue, il existerait une fausse France, la France "gallo-romaine", la seule vraie étant la France gréco-germanique.

Régénérer l'Europe, pense-t-il, c'est privilégier le bon principe aux dépens du mauvais. Et pour cela, l'Allemagne doit redécouvrir son originalité. Langbehn appelle à retourner à la culture instinctive et poétique du Moyen-Age germanique (1).

C'est grâce à cette plongée dans les tréfonds de son âme que le peuple allemand apportera la renaissance. Phénomène profondément spirituel, démarche purement intérieure que l'auteur désigne du terme piétiste de "Wiedergeburt", cherchant par là à opérer une distinction avec la Renaissance italienne. Il y a là dans sa pensée beaucoup plus qu'une différence de terminologie. Sur la Renaissance, Langbehn écrit des choses singulières. Toujours pour les besoins de sa cause, il reconstruit toute l'histoire des rapports de l'Allemagne avec l'Antiquité, écartant par exemple Rome au profit de Venise.

(1) cf. *ibid.* p. 374

Si Venise joue dans ses conceptions un rôle de premier plan, c'est pour la raison suivante :

"Venise est historiquement le seul point où l'esprit allemand est entré en contact direct avec l'esprit grec, sans l'intermédiaire de la civilisation romaine, et c'est hautement significatif".

Mais il y a une autre raison, qui vient compléter la première

"En outre, l'ancienne Venise, dont les habitants sont d'origine bas-allemande, donc étroitement apparentés aux artistes bas-allemands, est la ville la plus aristocratique ... que l'Europe ait jamais eue" (1).

Langbehn use d'un raisonnement qui peut paraître étrange, mais qui a pour objectif de prouver que la Basse-Allemagne, où qu'elle se trouve, est le pays de l'élite. Il conseille à l'Allemagne de son temps de se "vénitienner" et fait de Venise la capitale du bon goût européen, à la place de Paris, la ville plébéienne.

2. - Une Europe bas-allemande.

Nous voyons se dessiner peu à peu les contours de l'Europe de Langbehn. C'est une Europe bas-allemande, c'est-à-dire nordique et maritime, à laquelle vient se joindre allègrement une Italie jadis germanisée. Notre auteur trouvera à ce point de vue des successeurs, entre autres le gendre de Wagner, H.S. Chamberlain. Mais il ne se contente pas d'étendre jusqu'aux lagunes vénitiennes l'Allemagne de ses rêves. La Basse-Allemagne, c'est aussi Amsterdam et Londres, Copenhague et Stockholm. Ne s'arrêtant pas en si bon chemin, il y intègre aussi New-York. L'Europe bas-allemande est maritime et colonisatrice. C'est un mythe où se mêlent de façon singulière mystique pangermaniste et préoccupations esthétiques.

"Amsterdam, Londres, Hambourg, Copenhague, Stockholm sont les éléments puissants d'une batterie électrique

(1) Ibid. p. 300

dont le courant prend naissance par le contact ... de la terre et de la mer et au moyen duquel l'esprit bas-allemand pourrait ébranler le monde" (1).

Quant à la Hollande, pays de Rembrandt, lieu de rencontre des cultures allemande, anglaise et française, elle est "une sorte de base de triangulation pour la culture européenne" (2).

Et Langbehn de faire de Rembrandt le "prototype de l'artiste allemand", le Phidias du Nord, la quintessence du "Volkstum" et de l'aristocratie germaniques. Rembrandt, l'éducateur de l'humanité future, c'est Hamlet, Siegfried et Luther en un seul génie. Faust, le type du savant, c'est l'Allemagne du Sud, c'est le passé.

Une fois encore, Langbehn sollicite par le prisme déformant de ses chimères l'histoire de la culture européenne. Il trace une ligne qui, de la Grèce, mène à la Basse-Allemagne par la Renaissance vénitienne. Homère, Phidias, Véronèse, Shakespeare et Rembrandt en sont les jalons ; tous sont les représentants de cultures à la fois aristocratiques et populaires.

C'est en prolongeant cette ligne que l'esprit germanique du Nord accomplira sa mission, qui est de réaliser le quatrième grand moment de la culture européenne.

Langbehn estime, comme Nietzsche, que toute culture doit reposer sur une aristocratie. Cependant il n'a pas recours à une élite "superclimatique", bien au contraire. Pour lui, la régénération ne peut venir que de la paysannerie bas-allemande, solidement enracinée dans son terroir. Langbehn, contemporain de la civilisation urbaine, est rousseauiste par certains aspects de son caractère, avec une nuance de mysticisme racial. Il a tendance à surestimer la race aryenne blanche, dont il attend la guérison du monde moderne. D'où chez lui la conviction messianique que les Germains du Nord sont supérieurs physiquement, intellectuellement et moralement et que d'eux dépend l'avènement d'un nouvel âge d'or.

(1) Ibid. p. 210

(2) "Eine Art von Triangulationsdreieck für die europäische Kultur"
Ibid. p. 208

Nous voyons donc apparaître dans le Rembrandt, à côté du mythe de l'art régénérateur, le mythe du sang. Il faudrait en ajouter un troisième : le mythe du chef. Hillebrand en appelait déjà au "Grand régénérateur". Langbehn, lui, parle assez mystérieusement de cet "Empereur secret" (heimlicher Kaiser), dans la manière de la mythologie populaire allemande. Chef charismatique, guide à la fois politique, spirituel et culturel, apte à traduire les aspirations populaires et à réinsuffler la vie à une civilisation moribonde.

Langbehn se considère-t-il lui-même comme l'un des prophètes spirituels de l'Allemagne ? C'est possible, étant donné qu'il prétend être l'artisan de la troisième Réforme en Europe, après celles de Luther et de Lessing. Il est certain qu'il est, comme Nietzsche, nettement mégalomane. Il faut remarquer aussi l'éclectisme surprenant avec lequel il choisit ses "Empereurs secrets". Nous y voyons figurer, à côté de Bach, Novalis et Hölderlin, des personnages comme Clausewitz et Bismarck, sans compter des génies pour le moins imprévus, comme Léonard de Vinci, Shakespeare et Rembrandt. Autrement dit, Langbehn bouleverse les données et les faits les plus incontestables pour se lancer dans les extravagances les plus aberrantes. En fondant la culture européenne, dans ce qu'elle a de plus élevé, sur le seul critère d'appartenance à la race bas-allemande, il s'apparente étroitement aux pangermanistes de l'époque wilhelmienne, les Chamberlain, Driesmans, Woltmann et Reimer (1).

Il faut bien avouer que c'est là un aspect inquiétant de sa pensée, laquelle est loin d'être sans équivoques. Comment peut-on en effet écrire que l' "esprit régit le monde" et estimer par ailleurs que l'anthropologie constitue une révolution dans les sciences

(1) Sur eux, cf. Ch. Andler : Le pangermanisme philosophique, Paris 1917.

- Driesmans (Heinrich) publiciste né en 1863, auteur de : Das Keltentum in der europäischen Blutmischung - Eine Kulturgeschichte der Rasseninstinkte, Leipzig 1900

Rasse und Milieu, Berlin 1902

- Reimer (Joseph Ludwig), né à Vienne en 1879, auteur de : Ein pangermanisches Deutschland, Berlin-Leipzig 1905

humaines parce qu'elle met en évidence l'importance primordiale du sang dans l'évolution des peuples ? Dilettante de talent, Langbehn veut concilier l'inconciliable. Avec comme résultat qu'à l'Europe réelle, celle des peuples et des cultures, il prétend substituer une Europe réduite à une simple émanation du sang nordique, voire frison :

"On rendra alors aux Allemands ce qui est aux Allemands. Leur sang est le fondement tout-à-fait prédominant de l'épanouissement spirituel du passé en Europe méridionale - à l'époque de la Renaissance ; leur sang précède de manière tout-à-fait prédominante le futur épanouissement spirituel de l'Europe du Nord - chez les Bas-Allemands..." (1)

-Woltmann (Ludwig), a écrit :

Politische Anthropologie, Eisenach-Leipzig 1903

Die Germanen und die Renaissance in Italien, Leipzig 1905

Die Germanen in Frankreich, Iena 1907

Le plus important de tous est :

Chamberlain (Houston Stewart) 1855-1927, aristocrate anglais qui, après des études en Suisse, en Allemagne et en Autriche, épousa la fille de R. Wagner et vécut à partir de 1909 à Bayreuth. Il se fit naturaliser allemand en 1916. Il écrivit sur Kant, Goethe, et surtout Wagner, le pangermanisme et le racisme. cf. parmi ses nombreux ouvrages :

Arische Weltanschauung, Berlin 1905

Rasse und Nation, München 1918

Rasse und Persönlichkeit, München 1925

(1) Rembrandt als Erzieher, op.cit. p. 140

Langbehn a été célébré au début de la période hitlérienne comme l'un des précurseurs du Troisième Reich. Et pourtant certains auteurs de l'époque, tel C. Steding, Allemand du Nord lui aussi, l'ont violemment critiqué. Que lui ont-ils reproché ? Essentiellement de placer la culture avant la politique, de nier le "Reich" au profit d'un "Empire secret", d'un royaume intérieur purement esthétique, bref de fuir tout comme Bachofen, Burckhardt, Nietzsche ou Lagarde dans un univers apolitique et coupé de la réalité (1).

En fait, ces auteurs n'ont guère qu'un point commun, capital il est vrai : la protestation contre la civilisation moderne et l'Allemagne contemporaine. Leur royaume à eux n'est pas de ce monde. Mais là s'arrête la ressemblance. Chez les uns et les autres, les solutions mises en avant pour régénérer l'Europe diffèrent radicalement. Ce que Langbehn combat avant tout chez Nietzsche, n'est-ce pas justement, comme l'a montré Ch. Andler, l'eupéanisme ? (2).

Des études plus nouvelles ont par ailleurs mis en évidence l'aboutissement des idées d'auteurs comme Langbehn chez les théoriciens du "pannordisme" et du racisme national-socialiste, ainsi que l'importance de ces idées pour l'évolution vers l'impérialisme politique (3).

Il est évident que Lagarde et Langbehn s'avancent dans cette direction plus loin que Frantz. Il est évident aussi que la pensée de l'auteur du Rembrandt recèle une ambiguïté fatale. On y retrouve ce clair-obscur qui est glorifié dans l'oeuvre comme étant la qualité maîtresse de la race bas-allemande. Langbehn prétend-il régénérer

(1) cf. Christoph Steding (1903-1938): Das Reich und die Krankheit der europäischen Kultur, op.cit. p. 363

(2) cf. Le pangermanisme philosophique, op.cit. p.XCI

(3) cf. E.Vermeil, Doctrinaires de la Révolution Allemande - 1918-1933 Nouvelle édition 1948 pp. 295, 300, 301, 304, 322, 326.

F. Stern, The politics of cultural despair, op.cit. p. 150

son Allemagne et son Europe par l'esprit ou par le sang ? La question est d'importance. Il convient de ne pas oublier que la préoccupation raciale a beaucoup contribué au succès de Rembrandt als Erzieher, au moment même où les théories de Gobineau, puis celles des racistes comme Chamberlain allaient se répandre en Allemagne. Il ne faut pas oublier non plus que dans les dernières années du siècle, Langbehn entre en contact avec des spécialistes de craniologie aryane, Vacher de Lapouge par exemple.

Par conséquent, il se pose en ce qui le concerne un problème qui va être aussi celui de Wagner et du wagnérisme : quelle part revient, dans l'oeuvre de rénovation de l'Europe, à l'art allemand, et quelle part à la race germanique ?

Langbehn, contemporain des disciples de Wagner plus que de Wagner lui-même, a naturellement subi l'influence du maître, comme celle de Nietzsche. Cependant il y paraît peu sensible. Wagner est pour lui trop "celto-latin" et à "Tristan", à "Parsifal", il préfère l'art "nordique" de Shakespeare.

III - LE WAGNERISME ET LE SALUT DE L'EUROPE.

1.- Déclin et révolution

Les idées de Richard Wagner sur la décadence et la régénération de l'Occident se rattachent directement, comme celles des auteurs précédents, à la conception romantique du monde. Wagner pense lui aussi selon le schéma "Age d'or - décadence - Troisième Age de l'avenir" (1).

(1) Nous nous inspirons largement ici de l'étude de M. Boucher Les idées politiques de Richard Wagner, Paris 1947, et du cours professé en 1948-1949 à l'Université de Paris par E. Vermeil, La musique et la culture en Allemagne de J.S. Bach à R. Wagner.

En 1848-1849, cependant, ces conceptions s'infléchissent dans le sens révolutionnaire. A cette époque, l'artiste est entraîné dans le sillage de la "Jeune Europe".

"L'Allemagne, écrira-t-il plus tard, ne me semblait être qu'une toute petite partie du monde. J'étais hanté par ... la Jeune Europe, des pieds jusqu'à la tête" (1).

L'art est sa patrie spirituelle. Il se sent citoyen du monde. Nourri de saint-simonisme, et des doctrines de Feuerbach, il sympathise avec les révolutionnaires de 48, participe aux émeutes de 1849 à Dresde et écrit dans les Völkblätter de Röckel (2). Il n'est au fond ni vraiment républicain, ni vraiment socialiste, mais l'enthousiasme de la jeunesse lui fait espérer une Allemagne et une Europe où les bouleversements politiques et sociaux apporteront la liberté à l'homme et à l'artiste. Il rédige alors des textes pathétiques, dépeignant l'Europe comme un volcan et la Révolution comme la déesse sublime de la liberté, de l'égalité et de la justice (3).

Plus récemment, la thèse du romantisme de Wagner a été contestée par J. Bertram dans Mythos, Symbol, Idee in R. Wagners Musikdramen, Hamburg 1957.

(1) Cité par M. Boucher, op.cit. p. 8

(2) Röckel (August) 1814-1876, musicien et écrivain autrichien. Il participe aux soulèvements de Saxe en 1849, fut condamné à mort comme chef du parti populaire, et finalement grâcié. Il a laissé quelques écrits sur les mouvements révolutionnaires de Saxe et de nombreux articles de revues. Il dirigea à Dresde la revue Völkblätter, publiée avec la collaboration du Vaterlandsverein. Il fut l'un des plus fidèles amis de Wagner. Les lettres que celui-ci lui adressa dans les années 50 constituent des documents très précieux sur l'évolution philosophique et artistique du compositeur.

(3) cf. R. Wagner : Sämtliche Schriften und Dichtungen - Volksausgabe 6ème édition, sans date, Leipzig. Das Künstlertum der Zukunft - Aphorismen zu den Kunstschriften der Jahre 1849-1851, Bd. 12, p. 278 : "Eine ungeheure Bewegung schreitet durch die Welt : es ist der Sturm der europäischen Revolution ; jeder nimmt an ihr teil ..."

Ses maîtres à penser sont aussi à cette époque Proudhon et Bakounine. Il paraît très impressionné par l'anarchiste russe, qui prêche la destruction totale de l'Europe civilisée, et aussi par la Philosophie de l'histoire de Hegel, qu'il lit alors à Dresde. Wagner dépasse la simple critique des institutions politiques et sociales pour s'attaquer à la civilisation et à l'humanité modernes, et à leur fondement : le christianisme. Sous l'influence de Saint-Simon et de Feuerbach, auquel il doit la croyance en la perfectibilité de l'homme, il accuse la religion chrétienne d'avoir détruit la merveilleuse harmonie de l'homme et de l'art grecs, d'avoir fait de l'Européen "civilisé" un être hybride et divisé, d'avoir privé l'Europe de son âme et d'avoir asservi l'Etat à l'argent.

En conséquence, écrit-il en 1849 dans L'art et la révolution (Die Kunst und die Revolution), il faut créer un art nouveau, un art libre, supérieur aux nations, et réaliser "l'homme fort et beau" (1) selon Feuerbach.

Cet homme de l'avenir, c'est le Siegfried de la première version du Ring, l'individu libre et exempt de corruption, qui affranchit l'humanité et instaure un monde juste et pacifique où l'Homme régnera à la place des Dieux, où il dominera la nature pour créer une civilisation nouvelle.

"Regarde bien Wotan,

écrit Wagner à Röckel le 26 janvier 1854.

il nous ressemble à s'y méprendre. Il est la somme d'intelligence du temps présent, tandis que Siegfried est l'homme attendu, voulu par nous, qui doit se faire lui-même par notre anéantissement, l'homme le plus parfait que je puisse imaginer" (2).

(1) Volksausgabe Bd. 3 p. 32. De même dans la correspondance; cf. Lettre à Kietz du 30.12.1851, qui se termine ainsi :

"... In allen wurzelt bei uns der Knechtsinn : dass wir Menschen sind, weiss keiner in ganz Frankreich ausser höchstens etwa Proudhon ... Im ganzen Europa sind mir aber die Hunde lieber als diese hündischen Menschen. An einer Zukunft verzweifle ich dennoch nicht; nur die furchtbarste und zerstörendste Revolution kann aber aus unsern zivilisierten Bestien wieder "Menschen" machen. Ich denke jetzt viel an Amerika ! "Dans R. Wagner, Briefe-Die Sammlung Burrell - Stuttgart 1953 p. 257.

(2) Cité par M. Doisy, Préface à l'Or du Rhin, collection bilingue Aubier 1968, p. 29.

Siegfried brisant la lance de Wotan, c'est en un sens le symbole de la révolution européenne. Le Crépuscule des Dieux est l'expression du nihilisme européen, comme l'a écrit Nietzsche dans la Volonté de puissance, mais d'un nihilisme qui serait le prélude à un monde plus radieux.

Bientôt pourtant Wagner va quitter le terrain de cet idéalisme révolutionnaire et anarchiste pour s'avancer sur celui de la régénération par l'idéalisme germanique. Il va abandonner la vision idyllique d'un monde futur fondé par la révolution sociale pour adopter en partie la philosophie schopenhauerienne du pessimisme et du renoncement.

2.- La rédemption par l'idéalisme allemand.

C'est en 1854 que Wagner lit Schopenhauer. Il apprend de lui la lucidité. Il trouve chez lui confirmation de son pessimisme latent selon lequel le monde est profondément tragique, selon lequel l'essence de l'univers est le vouloir-vivre égoïste (1). Mais il cherche à concilier optimisme et pessimisme en faisant de la notion de bonté originelle de l'homme, legs du 18ème siècle, le gage de la renaissance future. Il reste révolutionnaire, mais de manière différente : en ces années qui suivent les événements de 1848-1849, en cette période de sombre désespoir, il met ses espérances en l'idéalisme allemand régénérateur, ou mieux encore rédempteur. Car il

(1) En outre, Wagner a trouvé chez Schopenhauer confirmation de son antisémitisme. "Nous pouvons espérer, écrit l'auteur de Parerga und Paralipomena, qu'un jour l'Europe se purifiera de toute mythologie juive. Peut-être le siècle approche-t-il où les peuples de souche japhétique, originaires d'Asie, retrouveront les saintes religions de leur pays natal ..."
cité par L.Poliakov Le mythe aryen, op.cit. p.255
Pour l'influence de Schopenhauer sur Wagner, on se référera à l'ouvrage extrêmement détaillé de E. Sans : Richard Wagner et la pensée schopenhauerienne, Paris 1969.

s'agit bel et bien ici de l'idée romantique, religieuse, d'une mutation spirituelle, d'un rachat après la chute originelle.

Comme Lagarde et Langbehn, Wagner se met en devoir de fabriquer de toutes pièces ce que M. Boucher nomme si bien un mythe négatif (1). Ce mythe est celui de la civilisation occidentale moderne superficielle, matérialiste et décadente, la "Zivilisation", opposée à la vraie culture (Kultur) germanique. Wagner est sans doute l'un des premiers à avoir popularisé cette antinomie, reprise plus tard par Th. Mann dans ses Considérations d'un apolitique. Ce terme de "Zivilisation" recouvre, comme on pouvait s'y attendre, des notions hétéroclites, mais que le compositeur juge nocives.

D'abord le judaïsme. Dans Le judaïsme dans la musique (Das Judentum in der Musik, 1850) (2), l'auteur fait du Juif un parasite de l'Europe, privé de génie artistique, la mauvaise conscience de l'humanité moderne. Les clichés de l'antisémitisme allemand foisonnent sous sa plume. Les Juifs incarnent tout le matérialisme, toute la corruption, tout l'artificiel de la civilisation.

Ensuite le christianisme. Nous savons déjà ce qu'en pense Wagner à l'époque : contaminé par le judaïsme, il a dénaturé l'homme occidental, arraché les peuples européens à leurs mythes primitifs et tari leur puissance créatrice (3).

Enfin la latinité, qui figure ici en bonne place. Pour l'auteur de Art et climat (Kunst und Klima - 1850), la créativité de

(1) Cf. Les idées politiques de Richard Wagner, op.cit. p.94

(2) L'écrit fut publié en 1869 et déclencha une violente polémique au sujet des rapports de Wagner avec les Juifs. Il fut traduit en anglais en 1910 (Judaism in music, London).

(3) Cf. Oper und Drama, 1851 Teil 2 : Das Schauspiel und das Wesen der dramatischen Dichtkunst, Volktausgabe Bd.4 pp. 34 à 42. Oper und Drama fut réédité en 1869 (Leipzig), traduit en italien en 1894 (Opera e dramma, Firenze) et en anglais en 1913 (Opera and drama, London).

L'Occident a périclité à cause du christianisme, allié à Rome et à son pragmatisme prosaïque. L'évolution de l'Europe a été faussée par l'assujettissement à une civilisation et à une religion étrangères :

"Avec leur entrée dans l'histoire, on a greffé sur le tronc naturel des nations européennes modernes le rameau de la romanité et du christianisme, et c'est le fruit de la plante artificielle qui en est issue ... que nous goûtons dans notre actuelle civilisation barbare. Nous ne pouvons absolument pas juger quelles créations auraient pu donner l'originalité et les particularités climatiques de ces nations entravées d'emblée dans leur développement ..."(1).

La culture occidentale est née en opposition avec la nature. Le dernier reflet de la beauté grecque s'est évanoui. L'Européen moderne est desséché par une civilisation indifférente à toute contingence naturelle, et qui n'est que chaos et confusion.

Dans l'immédiat, c'est à la France que Wagner s'en prend. Le mythe négatif de la France tient une place capitale dans ce réquisitoire contre la "civilisation" qui n'est fondé sur aucun argument sérieux. Ce qu'il s'agit de faire, c'est de transformer la France en repoussoir pour dresser en face d'elle le mythe positif de l'Allemagne régénératrice. Donc Wagner identifie esprit français et sclérose spirituelle et artistique. Il déplore que l'influence française depuis Louis XIV, domine l'Europe et que celle-ci imite servilement ce qui n'est que servile imitation de la nature.

Bref, conclut-il dans Art allemand et politique allemande (Deutsche Kunst und deutsche Politik), article paru en 1868 dans la Süddeutsche Presse de Fröbel et où l'auteur fait l'apologie de K. Frantz qui vient d'exprimer des idées similaires, il faut libérer l'Europe de l'hégémonie française, et par là du déclin. Ce serait un événement comparable à la destruction de l'Empire romain (2).

(1) Kunst und Klima, Volksausgabe Bd. 3 p. 212

(2) cf. Deutsche Kunst und deutsche Politik, Volksausgabe Bd. 8 p. 30
Deutsche Kunst und deutsche Politik fut traduit en français en 1868 (Art et politique, Bruxelles).

Mais ce ne sont là, finalement, que les indices d'un mal plus général. Ce mal qui ronge la civilisation, c'est l'égoïsme foncier de l'homme moderne. Wagner conçoit la décadence comme une dissociation de la communauté originelle, comme une prédominance de l'individualisme. Les Grecs ont donné à l'homme l'autonomie par rapport à la nature. Le christianisme, par la doctrine du salut individuel, a littéralement défié sa nature égoïste.

"Par conséquent, déclare Wagner en termes assez confus dans Kunst und Klima, si le fond de l'histoire de l'Asie et de l'histoire grecque ... était l'entité humaine surgissant du sein de la nature, la substance de l'histoire de l'Europe moderne est la fusion de ce concept dans la réalité humaine" (1).

Nous voyons maintenant s'esquisser la conception wagnérienne de la régénération. L'auteur de l'écrit envisage une sorte de nouvelle religion, capable d'unir les hommes par l'amour. M. Boucher parle ici d'anarchisme unanimiste et mystique (2).

Wagner fait alors intervenir l'idéalisme germanique. Il construit, face au mythe négatif de la "civilisation", le mythe positif du germanisme désintéressé, objectif, libre, créateur et régénérateur.

Il définit le génie germanique comme hautement spirituel et consacré au royaume de l'âme, comme éminemment universel, en particulier dans le petit traité Was ist deutsch? qu'il écrit en 1865 et tente de compléter en 1878 avec l'aide de K. Frantz et de Paul de Lagarde.

"Quand on considère cela de près, expose-t-il dans Deutsche Kunst und deutsche Politik, depuis la régénération du sang des peuples européens, l'Allemand a créé et inventé, le Latin mis en forme et exploité : la vraie source de constant renouvellement est demeuré l'esprit allemand. En ce sens, la dissolution du Saint_Empire romain germanique n'a pas été autre chose que l'expression d'une prépondérance de la tendance au réalisme pratique, devenue prédominante dans la culture

(1) Kunst und Klima, op.cit. p.216

(2) cf. Les idées politiques de R. Wagner, op.cit. p.152

européenne; celle-ci étant parvenue à présent au bord de l'abîme du matérialisme le plus vide d'esprit, les peuples se retournent avec un instinct naturel et parfaitement juste vers la source de leur régénération .."(1).

Nous constatons que Wagner interprète lui aussi à sa façon l'histoire de l'esprit européen. Il ne craint pas d'affirmer que seuls les Allemands ont vraiment compris l'Antiquité, que seuls ils sont à même de recréer un art populaire et authentique, que seuls ils ont saisi le christianisme dans sa pureté. Voici donc Wagner revenu, lorsqu'il écrit Was ist deutsch ?, à la religion chrétienne? Il s'agit en fait d'un christianisme germanisé, sécularisé, supra-confessionnel, susceptible d'apporter à l'Europe déchirée par les schismes, les sectes et les nations, une religion universelle. Wagner marche lui aussi sur les traces des romantiques. Comme Frantz et Lagarde, il veut apporter à l'Europe un nouvel Evangile. Il rêve d'une Eglise allemande qui un jour la dirigerait, et il épouse les idées de Frantz sur le "Reich" de l'avenir.

Cette religion a son Rédempteur : le "Deutscher Jüngling", incarné par Siegfried, le héros tragique de la seconde version du Ring. Jusque dans l'un de ses derniers articles, A quoi sert cette connaissance ? (Was nützt diese Erkenntnis?), Wagner exprime sa foi en une régénération par la philosophie de Schopenhauer et par la religion de l'amour et de la pitié.

"Nous discernons la raison du déclin de l'humanité historique,

écrit-il dans un passage que son gendre H. S. Chamberlain tiendra pour essentiel,

ainsi que la nécessité de sa régénération; nous croyons à la possibilité de cette régénération, et nous nous vouons totalement à sa réalisation" (2).

Wagner, toute sa vie, attend le retour de l'âge d'or. L'idée

(1) op.cit. p.49

(2) Was nützt diese Erkenntnis?, Volktausgabe, Bd.10 p.263

de rédemption est au centre même de la philosophie wagnérienne.

3.- L'Europe, Royaume du Graal.

Wagner est d'abord et avant tout un artiste. Cette magie spirituelle grâce à laquelle il veut régénérer l'Europe est surtout une magie artistique. A un univers débilisé, l'art allemand apportera la vigueur d'un mythe nouveau. Tel un démiurge, l'artiste créateur, en l'occurrence Wagner lui-même, puisera dans l'inconscient collectif les symboles où se révéleront à l'Occident sa propre histoire transfigurée et le mystère de sa rédemption. L'art, médiateur entre l'humain et le divin, se confond avec la religion. Il s'agit toujours, selon la philosophie wagnérienne, de surmonter la dispersion, la désagrégation qui est la marque de la civilisation moderne, de vaincre l'individualisme égoïste pour recréer l'unité et la totalité primitives. C'est dans ce but que Wagner magnifie l'oeuvre d'art totale, expression de l'âme populaire et collective. Il s'agira de créer, par la révolution artistique, l'homme beau et fort entrevu par les Grecs, en conciliant cette fois Apollon et Jésus, l'Antiquité et le christianisme (1).

L'oeuvre d'art future sera synthétique, elle sera populaire. Le peuple est l'artiste de l'avenir, proclame l'auteur de l'Oeuvre d'art de l'avenir (Das Kunstwerk der Zukunft). Mais en la matière il y a un peuple élu : le peuple allemand. Il y a un art élu : la musique. Pour Wagner, elle est l'art populaire moderne par excellence.

"Indéniablement, depuis la renaissance des beaux arts chez les peuples chrétiens d'Europe, deux formes d'art se sont développées d'une manière toute nouvelle et plus achevée qu'elles ne l'avaient fait encore dans l'Antiquité classique; je veux dire la peinture et la musique"(2).

Wagner est musicien et allemand. Il va identifier art musical et génie germanique. En tant qu'art régénérateur, la musique allemande

(1) cf. Die Kunst und die Revolution, op.cit. p.41

(2) Zukunftsmusik. An einen französischen Freund (Fr.Villot), Paris 1860 dans Volksausgabe Bd.7 p.105

aura la priorité sur la peinture, et plus encore sur la littérature, devenue sclérosée et conventionnelle comme les langues européennes. L'Allemagne, d'abord distancée par les peuples latins en matière de perfection formelle, a pris l'avantage au 18ème siècle en puisant directement aux sources grecques et en créant la forme artistique idéale, l'oeuvre tout à la fois dramatique et musicale.

En 1870, au paroxysme de sa teutomanie, Wagner dresse un monument à Beethoven en particulier et à la musique allemande en général. On retrouve dans cet essai les deux mythes antithétiques, celui de l'hégémonie pernicieuse de l'art français en Europe, et celui de l'Allemagne libératrice. Provisoirement obnubilé par les victoires militaires allemandes, Wagner annonce pathétiquement la venue d'une ère nouvelle, l'ère de la musique. Tel le génie héroïque de Beethoven l'Allemagne va disperser la fantasmagorie illusoire des fausses apparences et susciter le monde vrai des réalités intérieures :

"Comme le christianisme perça sous la civilisation universelle de Rome, la musique surgit à présent du chaos de la civilisation moderne. Tous deux proclament : 'Notre royaume n'est pas de ce monde' "(1).

Wagner, l'incarnation du génie musical allemand, va offrir à l'Occident ce à quoi inconsciemment il aspire. Comme le Faust de Goethe descendant chez les "Mères", il va retourner aux origines les plus lointaines et les plus mystérieuses de l'esprit européen; là où se mêlent la légende et l'histoire. Il s'inspire de la mythologie celtique, puise à d'autres sources encore. Surtout, il a lu dès 1843 la Deutsche Mythologie de Jakob Grimm. Il va, comme l'écrit Richard Strauss, donner au "mythe germanique la forme artistique ultime et définitive" (2).

(1) Beethoven, Volktausgabe Bd.9 p.120. Cet écrit fut traduit à plusieurs reprises en anglais (Beethoven. Translated by A.R.Parsons. Indianapolis 1873 - Beethoven, with a supplement from the philosophical works of Arthur Schopenhauer. London 1880 - Beethoven, translated by E. Dannreuther, London 1895).

(2) Lettre de 1946, citée par Curt von Westernhagen Richard Wagner - Sein Werk, sein Wesen, seine Welt. Zürich 1956, p.131

L'essai sur les Wibelungen, qui date du printemps révolutionnaire de 1848, renferme en germe tous les grands thèmes, ou presque, de l'oeuvre wagnérienne. Portés par la musique prestigieuse de la Tétralogie et de Parsifal, ne vont-ils pas ensuite subjuguier l'âme allemande ?

D'abord celui de la royauté mystique et esthétique. Comme Nietzsche ou Langbehn, Wagner est hanté par le problème de l'élite. Il évoque la figure du prêtre - roi originaire d'Asie, dont le souvenir est conservé dans les légendes européennes, le descendant des Dieux et l'ancêtre de toutes les dynasties d'Occident. Ce patriarcat mythique venu du Caucase indien après le Déluge n'est-il pas en quelque sorte le modèle et la promesse de la royauté de l'avenir, qui unira à nouveau les Hommes dans une même communauté religieuse, politique et artistique? (1).

Puis le thème de la spiritualisation, symbolisée par la transfiguration du Trésor des Nibelungen en Graal. Evolution capitale de l'esprit occidental que cette transmutation de l'or, symbole de la puissance séculière, en un symbole de la puissance spirituelle. Or, pour Wagner, elle s'est faite dans l'histoire et dans la conscience des Allemands, promus une nouvelle fois peuple prédestiné.

Voici que s'entremêlent la légende, l'histoire et la poésie : Charlemagne et les Francs aspiraient au Trésor des Nibelungen, c'est-à-dire à la domination de l'Europe et du monde : Barberousse, lui, va à la quête du Graal, à savoir à la "quintessence de toute sainteté". Barberousse, l'Empereur idéalisé, le Prêtre-Roi, incarne l'Occident insatisfait, qui rejette Rome pour rechercher le pur christianisme

(1) Die Wibelungen-Weltgeschichte aus der Sage, 1848-Volksausgabe Bd.2 p.116 : "...auf dieser Insel, d.h. auf diesem Gebirge, haben wir die Urheimat der jetzigen Völker Asiens und aller der Völker zu suchen, welche in Europa einwanderten. Hier ist der Ursitz aller Religionen, aller Sprachen, alles Königtums dieser Völker." Cette idée d'une "montagne primitive", sommet de l'Asie, se trouve déjà chez Herder, et après lui chez Schopenhauer et chez Nietzsche.
cf. L.POLIakov Le mythe aryen, op.cit. p.186 et suiv.

auprès du tombeau du Sauveur, puis pour se tourner de toute son âme nostalgique vers un Orient ineffable, vers la patrie du sacré, vers ce Graal miraculeux et inaccessible qui a fui l'Occident dissolu. Sur les pas des romantiques, en particulier de Görres dont il a lu la Mythengeschichte der asiatischen Welt, Wagner fait le pèlerinage aux sources du mythe, dépasse la Grèce, dépasse le christianisme pour parvenir à une religion universelle qui unirait les religions chrétienne, païenne et bouddhique.(1).

Et voici qu'apparaît - troisième thème d'importance - dès l'essai sur les Wibelungen le héros germanique, Siegfried, victorieux des puissances des ténèbres et du chaos symbolisées par le dragon. De la Tétralogie à Parsifal, l'or se transmue en Graal. Siegfried, le Germain idéal, se métamorphose en Parsifal, le "foi au coeur pur", triomphateur de Klingsor, c'est-à-dire de l'esprit maléfique, égoïste et destructeur. Parsifal, orné de toutes les qualités germaniques, guérit Amfortas par la vertu de la pitié. Ici culmine, dans toute la féerie du drame wagnérien, le processus de la régénération. Parsifal symbolise cette jeunesse allemande géniale et créatrice qui donnera à l'Europe le renouveau spirituel en exprimant le meilleur d'elle-même.

Nietzsche avait-il raison de reprocher à Wagner son ralliement au christianisme ? Peut-on parler en pareil cas de purification par le sang du Sauveur ? Qu'y a-t-il d'authentiquement chrétien dans cet ultime chef-d'oeuvre wagnérien dont l'action mystique ressemble plus à un banquet végétarien qu'à la Cène ? Le drame de la décadence et de la régénération que nous présente Parsifal semble plutôt l'expression, et sans doute l'expression la plus sublime, de la religiosité allemande se révélant dans la sensibilité artistique de Wagner.

"Elle sera le pays de la grande Conciliation,
écrit superbement E. Vermeil au sujet de l'Allemagne qu'évoque
Novalis dans La Chrétienté ou l'Europe,

C'est elle qui rendra le Sauveur visible aux croyants.

(1) cf. P.A. Loos : R. Wagner - Vollendung und Tragik der deutschen Romantik, Bern 1952.

Vision singulière, qui prélude à celle qu'un jour R.Wagner ... revêtira de sa musique enchanteresse, à la vision de Parsifal, du Parsifal allemand, qui guérit le Royaume du Graal, à savoir l'Europe, de tous les maux qui le travaillent" (1).

4.- Esprit germanique et sang aryen.

Cette étude rendrait un compte inexact des conceptions wagnériennes en matière de régénération si elle faisait abstraction de la dernière philosophie de l'artiste. A l'époque où il compose Parsifal (1877-1882) il écrit, ainsi que ses disciples, dans la revue Bayreuther Blätter. Wagner est alors lié avec Gobineau et il subit son influence. Vers 1880, l'idéalisme wagnérien est ébranlé. D'ailleurs il est déjà question de la pureté du sang dans les Wibelungen, qui résument la théorie aryenne des origines de l'Europe. Le mythe du sang joue, dans Parsifal, un rôle fondamental. Toute l'évolution de Wagner aboutit à la sublimation du sang (2).

Résurrection de l'Europe par l'esprit ou par le sang ? Le problème se pose pour la wagnérisme comme pour Langbehn, et il est d'importance.

Certes, Wagner maintient sa ligne spiritualiste jusqu'à la fin. C'est cette ligne qu'il a définie en 1868, dans Deutsche Kunst und deutsche Politik, en affirmant que l'Europe a besoin du principe régénérateur de l'esprit allemand, et non plus comme jadis d'une régénération par le sang germanique (3).

(1) L'Allemagne - Essai d'explication, Paris 1945 p. 140

(2) cf. J. Bertram Mythos, Symbol, Idee in R.Wagners Musikdramen op.cit. pp.266 et suiv.

(3) cf. Volksausgabe Bd.8 p.33 : "Wie dort eine völlige Regeneration des europäischen Völkerblutes nötig war, dürfte hier eine Wiedergeburt des Völkergeistes erforderlich sein, und wirklich scheint es derselben Nation, von welcher einst jene Regeneration ausging, vorbehalten zu sein, auch diese Wiedergeburt zu vollbringen; denn so ersichtlich nachweisbar, wie kaum ein anderes Datum der Geschichte, ist die eigene Wiedergeburt des deutschen Volkes

Conseillé par ses amis, dont Louis II de Bavière, il repousse le fatalisme racial de Gobineau, à qui il reproche (1) d'ignorer le pouvoir rédempteur de l'amour. Ses disciples lui emboîtent le pas. Hans von Wolzogen (2), rédacteur des Bayreuther Blätter, expose en 1883 la thèse de Gobineau sur l'égalité des races. Assurément, affirme-t-il, le Germain, type de l'Aryen pur, a sauvé la civilisation en régénérant les peuples latins. Puis il a dégénéré à son tour. Conclut-il avec Gobineau à la fin de l'Europe par l'épuisement du sang aryen, au suprême sacrifice de la race germanique en Amérique du Nord, avant le métissage universel? Sa conclusion est différente : il faut dépasser Gobineau en substituant le salut par la religion de la pitié au salut par la pureté raciale (3).

Réfléchissant au problème de la renaissance de la civilisation occidentale grâce aux Germains d'Amérique, méditant sur le problème de l'émigration, Wagner pense comme Goethe qu'il faut d'abord se régénérer moralement (4).

aus dem deutschen Geiste hervorgegangen, im vollen Gegensatz zu der übrigen 'Renaissance' der neueren Kulturvölker Europas... "

(1) cf. M. Boucher op.cit. pp.220 et suiv.

(2) Wolzogen (Hans von) 1848-1938, écrivain et musicologue. Appelé à Bayreuth en 1877 par Wagner, il devint rédacteur des "Bayreuther Blätter", en 1878. Il a écrit sur la musique et la pensée de Wagner, notamment :

Erinnerungen an R. Wagner (Wien 1883)

R. Wagners Heldengestalten (Hannover 1897)

Aus R. Wagners Geisteswelt (Berlin-Leipzig 1908)

Wagner und seine Werke (Regensburg 1924)

ainsi que sur le christianisme germanique et le racisme :

Die Religion des Mitleidens und die Ungleichheit der menschlichen Rassen (Bayreuth 1882).

Deutsches Hoffen und deutscher Glaube (Berlin 1921)

Deutscher Jesusglaube (Weimar 1938)

(3) cf. Bayr. Blätter, Jahrg. VI, 1883, Die Ungleichheit der menschlichen Rassen, nach des Grafen Gobineau Hauptwerke, von H. von Wolzogen—Die Germanen und Amerika, pp.26 à 42.

(4) cf. Brief an H. von Stein, Venise, 31.1.1883, dans Volksausgabe Bd.10, pp. 317-322. - Dans cette lettre, Wagner considère les peuples latins comme condamnés. Quant aux peuples germaniques, il paraît douter de leur avenir, tenant leur dégénérescence pour inéluctable s'ils n'en prennent point immédiatement conscience. Il semble avoir parfois désespéré de l'Europe, comme en témoigne :

C'est également l'idée d'un sursaut moral qui transparaît dans l'article Héroïsme et christianisme (Heldentum und Christentum), paru en septembre 1881 dans les Bayreuther Blätter. L'influence de Gobineau y est patente. Néanmoins, Wagner interprète la théorie de l'inégalité des races en accordant la primauté au facteur spirituel. Ainsi la décadence ne serait pas sans issue. Le salut serait toujours possible grâce à la volonté héroïque de caractères supérieurement conscients de la souffrance universelle. La religion de la pitié exclut le fatalisme racial de Gobineau (1).

Il y a cependant une ombre au tableau. Nous atteignons ici le point critique. Selon les wagnériens, le processus historique de création de la civilisation occidentale est bien une spiritualisation constante, mais il est le fait de la race aryenne d'Europe. Suivant le nouveau credo, le sang est le garant de la spiritualité, et on affirme le dogme de la supériorité absolue de la race blanche en ce domaine.

Wolzogen discerne partout dans la genèse des civilisations protohistoriques d'Orient et de Grèce l'intervention des Aryens. Pour le présent, il voit dans la musique wagnérienne l'art aryen par excellence (2). Pour l'avenir, il fait de cet art, réceptacle du pur christianisme, l'expression de l'humanité idéale et de la culture la plus parfaite, où tous les peuples européens occidentaux retrouveront l'unité perdue (3). L'idéalisme artistique allemand régénérera l'Europe

ses lettres ou ses propos. Il dit un jour à Feustel en parlant des Américains : "Ja, die werden uns überflügeln! Wir sind ein zugrunde gehendes Sammelsurium". Et il écrit en 1880 à Wolzogen : "Diese feste Überzeugung von dem stets nur wachsenden Verfall ist ... so stark, dass ich, auf Rettung des in mir enthaltenen Samens bedacht, bereits sehr ernstlich an eine totale Übersiedlung nach Amerika denke..." Cité par C. von Westernhagen, op.cit.

- (1) cf. Heldentum und Christentum, Volksausgabe Bd. 10 p. 279 ; p. 347
Für unsere Absicht ist es nämlich nun wichtig, den Helden wieder zu finden, da aufzusuchen, wo er gegen die Verderbnis seines Stammes, seiner Sitte, seiner Ehre, mit Entsetzen sich aufrafft, um, durch eine wunderbare Umkehr seines missleiteten Willens, sich im Heiligen als göttlichen Helden wiederzufinden".
- (2) cf. Bayr. Bl., Jahrg. V. 1882, pp. 286-292
- (3) cf. Revue wagnérienne, Tome II, 1886-87, Genève 1968. Réimpression de l'édition de Paris 1885-88, H. von Wolzogen, L'art aryen, p. 78

jadis régénérée par le sang germanique, il réveillera l'antique conscience de la consanguinité (1).

En vérité, dans cette exaltation dithyrambique de la spiritualité allemande, le leitmotiv de la race produit un effet pour le moins discordant. Et ce n'est pas uniquement le fait des disciples de Wagner. Il faut souligner les dissonances de la dernière philosophie du compositeur. Fonction spirituelle du sang, ou racisme biologique ? C'est bien en ces termes que se pose à nous le problème de la régénération de l'Europe dans le wagnérisme.

On peut légitimement affirmer que jusqu'au bout, chez Wagner, "la biologie n'a pas prévalu contre la grâce", autrement dit que Wagner reste fidèle aux valeurs morales et spirituelles (2).

Mais par ailleurs, il n'a pas attendu de rencontrer Gobineau pour se pencher sur le problème de la décadence et de la régénération physiologiques, et on sait l'importance qu'il attribue au régime alimentaire dans la dégénérescence de l'humanité (3). Il a su gré à l'auteur de l'Essai sur l'inégalité des races humaines d'avoir tiré l'Occidental moderne de son optimisme euphorique en lui faisant toucher du doigt son irrémédiable corruption (4).

(1) Bayr.Bl., Jahrg. 8, 1885, Ein deutsches Nachwort p.93 : "Hochwillkommen ist solch ein Gruss dem einsam wirkenden Deutschen aus den blauen Fernen des Romanentums. Denn dort über Strom und Berge hin führt der Weg des deutschen Idealismus zur Wiedergewinnung der Einheit der Brüdervölker von Odins Wanderstamme...".

(2) M. Boucher, op.cit. p.226

(3) En son temps, Frédéric Schlegel avait formulé l'hypothèse d'un crime originel qui aurait transformé les antiques peuples de l'Inde en carnivores et les aurait poussés à émigrer vers l'Occident. L. Poliakov écrit (cf. Le mythe aryen, op.cit. p.193) à ce sujet que "cette anthropodicée végétarienne sera reprise et développée par R. Wagner, expurgée de toute référence au mythe biblique".

(4) cf. Volksausgabe Bd. 10, p.35 et p. 292

Enseigner que le salut ne peut venir que de grands caractères est une chose, mais prétendre que ces grands caractères n'apparaissent en général que dans les races pures, comme Wagner le fait dans Connais toi toi-même (Erkenne dich selbst-1881), en est une autre (1)

En vérité le thème de la décadence et de la régénération, traité sur le plan social dans le Ring, s'agrandit ensuite "aux dimensions d'une biologie des races européennes. Une valeur nouvelle envahit et limite le champ : la valeur sang" (2).

Wagner et ses successeurs doivent à Gobineau l'idée que l'Europe est un chaos ethnique, idée qu'il convient d'examiner de près, car elle aura les plus graves conséquences.

Selon cette théorie, l'humanité européenne serait un mélange d'Aryens et de Sémites, plus exactement de sémitisme oriental, infiltré par Rome et la latinité, et de sémitisme occidental, c'est-à-dire de Juifs (3).

Sur cette base, Wagner et les wagnériens exploitent à partir de 1881 le thème inépuisable de l'asiatisation et de la sémitisation de l'Europe. Entendons par là celui du péril slave et du péril latin. Présentant les conceptions de Gobineau dans les Bayreuther Blätter, le compositeur abonde dans son sens : l'Europe moderne est latinisée, donc sémitisée, de plus en plus slavisée, donc asiatisée. Gobineau a raison de dénoncer le double péril qui la menace, à savoir la corruption intérieure et la barbarie orientale. La catastrophe se produira pourtant plus tôt qu'il ne l'a prévu, c'est-à-dire avant 1890(4)

(1) cf. Bayr.Bl. février-mars 1881, Volksausgabe Bd.10 p.269

(2) M. Beaufils ; Introduction à Parsifal, Editions Bilingues Aubier, Paris 1944, p.46

(3) cf. Erkenne dich selbst, dans Bayr.Bl. Jahrg.IV février-mars 1881 p.37 ; "Ein barbarisch-judaïisches Gemisch, Keineswegs aber eine christliche Schöpfung".

(4) cf. Bayr.Bl. Jahrg.IV, mai-juin 1881, Ein Urteil über die jetzige Weltlage, als ethnologisches Résumé vom Grafen Gobineau" pp.129 à 140.

En vérité, Wagner partage entièrement les idées de Gobineau sur la sémitisation du monde gréco-romain et de la race latine. Il s'ensuit que pour lui l'Eglise catholique romaine est elle aussi corrompue. Sans compter la dégénérescence des Germains au contact de l'Empire romain (1).

La théorie du chaos ethnique et de l'hétérogénéité de la civilisation européenne finit par devenir la clef de voûte de tout le système wagnérien concernant le déclin de l'Europe et la régénération par le germanisme. La supériorité de la civilisation occidentale est une fable, explique Wolzogen. En dépit de son orgueil, elle n'apporte au monde que les "simulacres illusoire d'un européisme plus ou moins imaginaire et vague, qui lui-même n'est qu'une des innombrables formes de civilisation sur la pente du déclin ..." (2).

Cette civilisation analyse, compare et perfectionne, elle ne crée pas vraiment. Pourquoi? Parce que le germanisme s'est épuisé à revivifier la civilisation gréco-romaine, parce qu'au terme de l'affrontement entre les Germains et la civilisation "romaine sémitisée" l'Europe germanique s'est transformée en une Europe latine (3).

Des idées similaires sont reprises par Adolf Wahrmund, orientaliste viennois, dont K. Frantz présente dans les Bayreuther Blätter de 1885 l'ouvrage Der Kulturkampf Zwischen Asien und Europa. Cette vaste fresque de l'affrontement millénaire entre l'Europe et l'Asie serait sans grand intérêt si l'auteur n'y indiquait les voies du salut devant les périls "asiatiques" que sont le danger russe, le danger juif et le danger français. Car la France, sémitisée par ses

(1) cf. Heldentum und Christentum, op.cit. p.278

(2) Bayr.Bl. Jahrg.V, sept-oct.1882, p.269

(3) Bayr.Bl. Jahrg. VI, 1883 p.24

colonies, menace la civilisation européenne. L'Europe peut-elle être régénérée par les Américains ? Wahrmond les juge décadents. Ou par l'émigration ? Il serait ignominieux d'abandonner aux Asiates l'antique terre de la civilisation. Un seul espoir demeure : le sursaut germanique. Car les Germains, ennemis des Sémites et héritiers des Grecs, tiennent le flambeau de la civilisation aryenne. Wahrmond, qui est Autrichien, se déclare favorable à la fédération d'Europe centrale préconisée par Frantz et Lagarde (1).

Autre singulier apôtre de la résurrection par la pureté aryenne : Bernhard Förster, jeune professeur devenu le beau-frère de Nietzsche (2). Förster, antisémite notoire, considère lui aussi

-
- (1) cf. Bayr.Bl. 1885, Jahrg.8, pp.361 à 367, ainsi que Der Kulturkampf zwischen Asien und Europa, Berlin 1887.
- (2) Förster(Bernhard) 1843-1889, professeur de Lycée, fut l'un des chefs de l'antisémitisme berlinois à partir de 1880. Il participa activement à l'agitation antisémite qui aboutit en particulier à des pétitions antijuives adressées à Bismarck (août 1880), à la fondation de l'association "Deutscher Volksverein" (1881) et à la réunion à Dresde du "Premier congrès international antijuif" (Erster internationaler antijüdischer Kongress). Au cours de ce congrès, tenu en septembre 1882, Förster représenta les tendances extrêmes de l'antisémitisme berlinois, se signalant notamment par ses positions racistes, qui finirent par prévaloir sur les conceptions plus modérées du pasteur Stöcker. Un second congrès, composé surtout d'éléments extrémistes, se réunit en avril 1883 à Chemnitz. En janvier, Förster avait quitté l'Allemagne pour fonder au Paraguay, avec son épouse Elisabeth Förster-Nietzsche, la colonie "Neue Germania". Il a publié les ouvrages suivants :
- R.Wagner als Begründer eines deutschen Nationalstils-Mit vergleichenden Blicken auf die Kulturen anderer indogermanischer Nationen. Chemnitz 1880.
 - Das Verhältnis des modernen Judentums zur deutschen Kunst, Berlin 1881.
 - Deutsche Kolonien in dem oberen La Plata-Gebiete mit besonderer Berücksichtigung von Paraguay, Leipzig 1886 2ème édition.
 - Die deutsche Kolonie Neu-Germanien in Paraguay, Leipzig 1887
- Sur B. Förster cf. Ch. A Adler Nietzsche op.cit. Tome IV, pp.378-388, ainsi que :
- Kurt Wawrzinek Die Entstehung der deutschen Antisemitenparteien (1873-1890), Berlin 1927 pp.33, 34, 40, 45, 50, 51.

le germanisme comme le support de la civilisation, entre les Slaves "russifiés et tartarisés" et les "Welches sémitisés". Lui aussi fait des Germains les représentants de l'Europe authentique, de l'Europe aryenne. Contrairement à Wahrmond, il conçoit l'idée d'aller fonder en Amérique une "Nouvelle Germanie", Allemagne idéale qui retrouverait sur une terre vierge l'intégrité physique et morale. Wagner allait chercher dans un Orient mythique la résurrection de l'Occident. Förster croit découvrir à l'Occident la Terre Promise, un monde en rupture absolue avec la civilisation urbaine et industrielle de la "Nouvelle Rome" sémitisée (1).

Singulière utopie que de vouloir faire surgir "du sein immaculé d'une nouvelle Germanie située au delà des mers de nouveaux Aryens, exempts des métissages corrupteurs du Vieux Monde, pareils à ceux venus il y a des millénaires des steppes d'Asie centrale", et de vouloir ainsi "régénérer l'Europe sénile, de l'Ouest cette fois, grâce à un sang purifié et à un esprit rajeuni" (2).

Comme il fallait s'y attendre, l'entreprise aboutit à un échec. Förster, entre autres difficultés, ne put échapper à la malédiction de l'or, à l'"Anneau des Nibelungen", au "dominateur de l'univers, le métal de la civilisation orientalo-européenne", comme l'écrivit Wolzogen dans les Bayreuther Blätter de 1888.

Régénération par le sang ou résurrection par l'esprit ? Chez les wagnériens, ces deux aspects de la renaissance de l'Europe sont si étroitement liés qu'il est difficile de trancher nettement la

(1) Bayr.Bl., Jahrg.6, 1883, "Ein Deutschland der Zukunft" p.54 :
"Eine Stadt wollen wir nicht bauen, sie ist nichts arisches, nur ein übles Erbteil des semitischen Römertums, sondern eine Gaugenosenschaft begründen ... Wir verlassen den rauhen heimatlichen Boden von Neu-Rom. "

(2) Ibid. Parsifal-Nachklänge de H. von Wolzogen.

question. L'orchestration de thèmes comme la supériorité spirituelle et artistique allemande, l'antisémitisme, la pureté de la race était bien faite pour mener, avec la caution du prestige de Wagner, aux conceptions incroyablement nocives qui ont suivi. On trouverait déjà, sous la plume d'un homme comme Wagner, toutes les notions du racisme pangermaniste.

Nous avons cité l'article intitulé l'"Art aryen", dans la "Revue wagnérienne", périodique en langue française destiné à répercuter le wagnérisme dans les pays latins. Son objectif est l'apologie de la musique wagnérienne, créatrice de l'humanité idéale, fondatrice du vrai christianisme, régénératrice de l'Occident romano-germanique. Or toute l'argumentation de l'auteur se réduit à l'axiome que la pureté du sang germanique est la condition sine qua non de toute régénération et de toute union de l'Europe.

Pas de conciliation entre Germains et Latins, selon lui, sans la base des affinités raciales. Pas d'unité de la civilisation européenne établie sur le cosmopolitisme humanitaire ou le christianisme historique :

"La main sur le coeur, chers frères d'Europe, sommes nous tous chrétiens ? Assurément, notre civilisation européenne contient des éléments chrétiens ; mais ces éléments ont été dès le début profondément mêlés à des éléments juifs ou gréco-romains, tout-à-fait étrangers au pur christianisme de notre Sauveur. C'est ainsi que notre civilisation européenne semble aujourd'hui païenne bien plus que chrétienne ..."(1).

Priorité absolue, par conséquent, à la consanguinité originelle, à l'appartenance à une même race, la race aryenne. Wolzogen fait abstraction du présent pour chercher dans le passé la justification d'un avenir idéal, tout cela grâce à une série d'affirmations gratuites et de raisonnements spécieux. Hors de la race aryenne,

(1) Revue wagnérienne, op.cit. p.72

point de salut. Qu'on en juge :

"Les Européens ne sont donc point parents parce qu'ils sont tous des hommes, mais parce qu'ils sont parents, ils peuvent devenir des hommes, ces hommes idéals que l'art seul peut maintenant réaliser; et ces hommes idéals, dans la vie réelle, ne pourront être autre chose que des chrétiens ... Parler d'une humanité européenne, c'est parler seulement de la race aryenne ; car en elle consiste la seule unité de ces peuples, promettant l'entente future.

(1)

Voici nié d'un coup tout ce qui peut constituer les fondements spirituels de l'Europe : la culture, la religion, l'histoire. Wolzogen a évidemment la partie belle lorsqu'il exalte la pureté du sang aryen germanique régénérant à l'aube de l'Europe les Slaves asiatisés, les Latins sémitisés, les Gaulois celtisés, et lorsqu'il introduit le pangermanisme racial au nom d'une prétendue intégrité ethnique qui deviendra par la suite tout un programme.

"L'Allemagne n'est qu'une partie du monde germanique ; le monde germanique comprend tout ce qui en Europe a conservé pur le sang aryen" (2).

Bien sûr, l'auteur jette sur tout cela le voile de la spiritualité et de l'art. Il prétend démontrer à grand renfort de sophismes que la musique wagnérienne est l'apogée de l'esprit européen, le suprême aboutissement d'une spiritualisation progressivement conquise par les grands génies d'Occident (3).

En fait, ce qu'il propose à l'Europe, c'est une mystique de la race, la croyance en la vertu magique du seul sang germanique, véritable talisman qui la sauverait de ses démons.

(1) Ibid. p.73

(2) Ibid. p.74

(3) "Bayreuth est l'accomplissement du mystère aryen ... L'essence de l'art occidental se révèle chez Wagner", écrira plus tard Alfred Rosenberg dans Le mythe du 20ème siècle. Cité par L. Poliakov, le développement de l'antisémitisme en Europe aux temps modernes, op.cit. p.458

"Or dans le coeur est enfermé le salutaire sang aryen,
comme dans le sanctuaire du Gral ..." (1)

On ne peut nier que le wagnérisme, comme l'a montré dans le passé Ch. Andler, soit imprégné de "pangermanisme philosophique". Il serait pourtant injuste de réduire un génie aussi complexe que celui de Wagner à une seule formule.

"Les oeuvres wagnériennes sont issues de l'inconscient, non seulement de leur créateur, mais de toute la nation, voire de toute l'humanité européenne",

déclarait Wilhelm Furtwängler.

Et Gerhart Hauptmann jugeait cet art autant grec qu'allemand, autant asiatique qu'européen (2).

Wagner est fils de l'Europe du 19ème siècle. Son message s'adresse à elle autant qu'à l'Allemagne. Il exprime, tout comme Nietzsche, la révolte du génie contre une civilisation de plus en plus écrasante. Il traduit merveilleusement ce climat "fin de siècle", cette atmosphère de déclin, de déliquescence et de mort qui régnait alors parmi les élites, et c'est précisément ce que lui reprochait Nietzsche.

(1) Ibid. p.77

(2) Cité par Curt von Westernhagen, op.cit. p. 100 et p. 219

Mais d'autre part, il est incontestable qu'il apporte au problème de la décadence une solution typiquement allemande, qui fait de lui le porte-parole de vastes couches de l'opinion nationale.

Or après lui va s'accroître ce glissement qui, de la conception spirituelle d'un christianisme germanique en passant par l'art allemand, mène à la glorification de la race aryenne. Si Wagner a été revendiqué par le Troisième Reich comme l'un de ses pères spirituels, c'est que ses théories recèlent des germes dangereux, qui vont s'épanouir durant la période wilhelmienne, entre autres chez son propre gendre, Houston Stewart Chamberlain. Chamberlain va mettre l'accent sur les aspects spécifiquement germaniques du wagnérisme et solliciter dans le sens raciste la pensée du maître (1). Il va être l'apôtre de la mystique pangermaniste, donner au racisme sa forme prophétique et faire de Bayreuth l'un de ses hauts lieux. Il va inspirer directement, non seulement Guillaume II, mais aussi Rosenberg et Hitler.

(1) cf. Richard Wagner, München 1936, 9ème édition, p.162.
La première édition parut en 1896.

cf. également Die Grundlagen des 19 ten Jahrhunderts 1899, où il identifie de manière très caractéristique le Germain et l'Européen. Cet ouvrage en était en 1948 à sa vingt-huitième édition.

CONCLUSION

Personne sans doute n'a mieux défini l'Europe que Karl Jaspers lorsqu'il en a souligné, dans son essai sur L'esprit européen (1) la réalité foncièrement dialectique.

Que le phénomène européen primordial soit précisément "la vie tendue entre deux pôles opposés", que tout, dans l'histoire et la civilisation de l'Europe, soit tension et contradiction, que l'Europe ait la capacité d'être toute chose et qu'après chaque prise de position elle affirme la position inverse, voilà ce qu'il convient de retenir au terme de cette étude.

Nul ne dégage avec plus de force que Ranke les antithèses dominantes de l'Antiquité et du christianisme, de l'Eglise et de l'Etat, des nations et de l'Empire, et par-dessus tout des peuples latins et germaniques. Nul historien ne circonscrit et ne fixe plus durablement que lui ce concept d'Europe romano-germanique qui détermine toute la pensée européenne du 19ème siècle.

Le grand historien, qui à quelques années près naît et meurt avec ce siècle, vit dans un univers intellectuel où la prééminence occidentale est encore incontestée. Or cette prééminence, aux yeux des contemporains, repose pour une large part sur la bipolarité européenne, sur le double principe latin et germanique. L'opinion a certes conscience du fait que les oppositions fécondes commencent à dégénérer en conflits politiques, religieux et militaires entre l'Allemagne bismarckienne et les pays latins. Il n'en est pas moins vrai que les auteurs du temps continuent à définir l'Europe comme une

(1) Editions La Baconnière, Neuchâtel 1957.

et diverse. Unité et diversité sont toujours reconnues, au 20ème siècle, comme l'essence même de l'Europe.

Diversité géographique d'un continent profondément vivant et infiniment différencié, auquel les auteurs allemands attribuent volontiers une incomparable vocation naturelle au gouvernement du monde. Diversité historique de peuples et de nations néanmoins soudés par un destin identique et une tradition commune, appelés par la Providence à être les légataires universels de l'Antiquité classique et du Moyen-Age germanique, et prédestinés à régir et à civiliser le globe. Diversité religieuse, mais unité de l'Europe terre élue du christianisme et annonciatrice de la Bonne Nouvelle. Diversité et unité de la culture, du droit, des arts, des sciences et des techniques. Diversité d'un type humain davantage issu de conditions géographiques, historiques, religieuses et culturelles à la fois identiques et différentes que d'une communauté raciale originelle.

Non pas que le principe d'appartenance ethnique joue un rôle négligeable. Il se renforce au contraire vers la fin de l'ère bismarckienne. Les Slaves pourtant, bien que de race indo-européenne, sont exclus de la communauté, tantôt bannis comme semi-asiates, tantôt admis avec condescendance dans le système des Etats. Peuples réputés "non historiques" malgré leur tradition chrétienne, ils ne sont très souvent considérés que comme des peuples marginaux et des satellites du "Deutschum".

La polarité romano-germanique, la tension génératrice de civilisation ? Soit. Mais encore faut-il qu'il n'y ait pas rupture et déséquilibre. Au siècle des nations, au moment où l'Allemagne s'unifie, on commence ici et là à craindre les incertitudes de l'avenir. On dresse l'inventaire de tous les caractères communs à l'Europe, géographiques et historiques, religieux et culturels, juridiques et économiques. On en démêle inlassablement les traits saillants ; unité et multiplicité, dynamisme et expansionnisme, particularités auxquelles viennent s'ajouter d'autres caractéristiques mineures, variant au gré des conceptions.

Dans ce faisceau de données, dans cet enchevêtrement d'idées il est possible de distinguer néanmoins l'antithèse principale qui domine alors la pensée européenne, et plus spécialement la réflexion des Allemands sur l'Europe, en d'autres termes l'antithèse Europe de la foi - Europe de la raison.

Une polémique s'est élevée entre les deux guerres mondiales parmi les historiens de la culture, l'enjeu du débat étant de savoir si l'Europe moderne est la résultante de la Renaissance et des Lumières, ou au contraire l'aboutissement du christianisme médiéval. Ce choc d'idées n'est que le rebondissement d'une controverse qui agite tout le 19ème siècle. Il faut réaffirmer que l'idée d'Europe, telle qu'elle se manifeste dans la pensée germanique à l'époque de Bismarck, s'enracine soit dans la tradition universaliste chrétienne, venue du Moyen-Age par Leibniz et les romantiques, soit dans la philosophie du cosmopolitisme rationaliste, essentiellement représentée par Kant. Nous savons que ces deux tendances maîtresses de la pensée idéaliste inspirent la grande majorité des auteurs de l'ère bismarckienne. Mises en présence de nouvelles réalités historiques et politiques, elles n'en continuent pas moins à orienter les esprits.

C'est ainsi que l'idée d'une Europe de la foi traverse tout le 19ème siècle, que celle d'un "Reich" mystique, bien que dangereusement dénaturée, dure jusqu'après 1918, que celle d'une unité de la chrétienté occidentale refait surface après la Seconde Guerre mondiale. Tout cela s'inspire du mythe médiéval, de l'idéalisation romantique d'un Moyen-Age qui fut moins que Novalis ne l'a prétendu une époque d'harmonie universelle. Dans la seconde partie du 19ème siècle, l'idée européenne vit largement de légende et d'utopie, du rêve de la grande conciliation, du songe de la paix restaurée par la foi grâce à une Allemagne transcendante. Ce royaume idéal n'étant pas de ce monde, ses apôtres contestent l'Empire bismarckien et substituent à l'Europe interétatique de la "Realpolitik" la chimère d'une République chrétienne qui serait la véritable Europe animée par l'Allemagne authentique.

On serait tenté de statuer une opposition insurmontable entre cette Europe et celle du cosmopolitisme rationaliste. Il va de soi que nul ne saurait nier la différence qui sépare la foi de la raison. Mais en considérant attentivement les choses, on prend conscience du fait que l'idéal d'une communauté spirituelle n'est pas le monopole des conservateurs chrétiens. Il a fini par pénétrer comme par osmose dans la pensée des libéraux, des démocrates, des juristes, des fédéralistes, des pacifistes, et l'on doit se souvenir que la religion de la paix éternelle est une forme sécularisée de l'oecuménisme chrétien. Systématisée par la philosophie kantienne, elle a gagné à sa cause un grand nombre d'auteurs de langue allemande.

L'Europe de la foi et l'Europe de la raison se rejoignent encore, en dépit des divergences, sur ce mode d'organisation politique qu'est le fédéralisme. Qu'il dérive de la tradition germanique ou qu'il se fonde sur les théories kantiennes, le fédéralisme est l'idée majeure de la pensée politique au temps de l'unification allemande, un principe dont Bismarck dut tenir compte et qui peut-être aurait sauvé la cohésion de l'Europe si une évolution regrettable n'avait précipité l'Allemagne vers l'impérialisme hégémonique, rompant les équilibres continentaux.

Sans prétendre refaire l'histoire, on peut donner raison à ceux qui accusaient le nouveau Reich de trahir l'esprit fédéraliste au profit d'un centralisme autoritaire. Par ailleurs, qui pourrait nier qu'un fédéralisme "organique" totalement centré sur l'Allemagne aurait constitué une formule d'organisation infiniment plus dangereuse que celle des "Etats-Unis d'Europe" ? Il aurait infailliblement dévié vers une prédominance germanique, vers l'assujettissement des peuples minoritaires, vers la négation du fédéralisme comme principe d'équilibre. Des trois modèles de structure fédérative proposés à l'Europe par les auteurs de langue allemande, à savoir les Etats-Unis d'Amérique, la Confédération helvétique et le système dynastique allemand, c'est ce dernier qui, tout bien considéré, rallie le plus grand nombre de suffrages. Dès lors que l'Allemagne s'oriente vers l'unification de style bismarckien, la pensée politique allemande

suit en quelque sorte sa propre pente, l'idée des "Etats-Unis d'Europe", qui suppose l'association plus ou moins démocratique de nations égales entre elles, s'amenuise, et le modèle américain perd graduellement de son prestige.

Soulignons à nouveau que les Allemands, après avoir découvert la voie proprement allemande de leur unification, regardent de moins en moins vers l'Amérique pour en admirer l'organisation fédérative, et de plus en plus pour en mesurer la puissance économique. Ce fait est d'une importance capitale, car il explique qu'à l'Europe de la foi et à celle de la raison s'ajoute bientôt l'Europe de l'intérêt matériel. Fille de l'utilitarisme anglais, elle prend vigueur vers le milieu du 19ème siècle grâce aux doctrines des économistes, pour s'épanouir avec les débuts de la politique mondiale. Elle prévaudra finalement avec l'actuelle Communauté économique européenne.

Mais si l'idée d'une union économique s'impose vers la fin de l'ère bismarckienne, ce n'est pas seulement à cause de la nécessité inéluctable de créer un marché aux dimensions de la technique moderne et de permettre la coopération internationale. C'est aussi parce qu'on prend conscience de ce qui n'avait été d'abord perçu que par les esprits les plus lucides : le surgissement, de part et d'autre de notre continent, des futures puissances mondiales. Les plus optimistes en espèrent de la part de l'Europe un sursaut de solidarité. Les pessimistes y voient en revanche le signe fatal de la fin de la prédominance européenne, voire même de l'abaissement définitif.

L'idée de la décadence, renforcée encore par le spectacle des divisions internes de l'Europe, étend son empire sur le 19ème siècle, spécialement sur le 19ème siècle allemand. La réflexion des écrivains de langue allemande est en effet conditionnée par les philosophies de l'histoire, et la perspective du déclin est inscrite dans les considérations sur le devenir historique et le développement organique des civilisations. En dernière analyse, cet irrésistible courant revêt un triple aspect, que nous désignerons des termes de décadence relative, décadence absolue et décadence intégrale.

Le déclin relatif concerne surtout la politique et l'économie. Il se mesure en fonction de l'affermissement des puissances extraeuropéennes. Ici apparaissent deux polarités nouvelles : d'une part la relation Europe-Asie, d'autre part le rapport Europe-Amérique. La pensée allemande de l'époque associe généralement le mouvement de l'histoire universelle à la loi cosmique de la marche du soleil. Pour elle, si l'Europe est le zénith de l'histoire, l'Asie est l'aube des temps, monde ténébreux et indifférencié, irrationnel et mythique. Ce monde attire et repousse tout à la fois. Il attire parce que l'Europe cherche le secret de ses origines dans un Orient fabuleux et légendaire, antérieur au flux et au reflux de l'histoire, et par là même figé et statique. Pourtant l'Asie, privée du dynamisme créateur de l'Occident, inquiète en fin de compte par ses immenses potentialités. On sait comment le thème du "péril jaune" s'impose vers 1900. Mais n'anticipons pas. A l'époque bismarckienne, le regard est fixé sur le panslavisme, que l'Occident entier réprouve, et que les pays germaniques redoutent, à de rares exceptions près. On estime le déclin relatif de l'Europe selon l'accroissement de la puissance russe. On l'évalue aussi d'après l'essor de la puissance américaine, d'autant mieux connu que l'émigration a noué des liens entre l'Allemagne et les Etats-Unis.

Une analyse plus approfondie de l'idée de décadence rendra intelligible ce que nous avons nommé le déclin absolu. A ce degré, l'Europe ne se compare plus seulement aux continents étrangers. Elle ne remet plus seulement en cause son prestige politique, sa primauté économique, sa puissance matérielle. Assurément tout cela est concerné, mais il y a plus. La notion de déclin s'étend au domaine de la civilisation entière, dont on mesure la déchéance par rapport à un passé idéalisé. On dénonce l'action des philosophies délétères et des idéologies nocives. Chacun, suivant ses convictions, s'en prend à quelque système de pensée, à quelque tendance dominante.

Parmi ces causes présumées de décadence absolue, on incrimine au premier chef le nationalisme, que l'on considère souvent comme le ferment de division le plus pernicieux. Les auteurs du temps, nous

sommes à même de le constater grâce au recul historique, ne faisaient guère de différence entre nationalisme et sentiment national. Par le développement de l'idée nationale, l'Allemagne participe au grand courant qui entraîne toute l'Europe du 19ème siècle. Les esprits les plus internationalistes, les socialistes et les pacifistes, n'y échappent pas. Il ne pouvait en être autrement à une époque où l'Allemagne était à la recherche de son unité, voire de son identité. Quoi qu'il en soit, nous avons pu voir à quel point les pays germaniques sont alors exceptionnellement sensibilisés non seulement à la question allemande, mais aussi à ce qu'il faut bien appeler la question européenne. Ce n'est pas sans appréhension que les hommes les plus avertis ont assisté à l'intrusion du principe national en Europe centrale. Pour en revenir à la distinction entre idée nationale et nationalisme, on ne peut aujourd'hui que rendre hommage à la clairvoyance de ces hommes qui, sans avoir toujours une conscience précise de cette différence fondamentale, ont eu néanmoins l'intuition que l'hypertrophie du sentiment national dégénérerait inexorablement en sacralisation de la nation, en glorification de l'Etat national, c'est-à-dire en dégradation absolue de la civilisation européenne. On ne dira jamais assez quelle lucidité il leur fallut pour résister à la fascination des nouvelles divinités.

Venons en enfin à la décadence intégrale. Elle atteint non seulement la civilisation, mais la substance même de l'Europe, l'humanité européenne dans son être moral et physique. Ce dépérissement, que pensent déceler quelques-uns des esprits les plus pénétrants de l'ère bismarckienne, détruit jusqu'aux racines la vitalité de l'Occident. C'est un mal radical, d'autant plus funeste qu'il est dissimulé par les triomphes captieux de la civilisation moderne, par l'optimisme philosophique et scientifique, par le complexe de supériorité des Européens, par l'expansion mondiale de l'Europe.

Devant la transformation accélérée du monde occidental, qui bouleverse l'Allemagne avec une impétuosité irrésistible, l'idée du déclin total prend possession des élites pénétrées de philosophie pessimiste. Entre 1849 et la mort de Schopenhauer en 1860, ses

théories montent au faite de la pensée allemande. Son oeuvre est lue avidement par la bourgeoisie dès les premières années de l'époque bismarckienne. Non seulement en Allemagne, mais dans une grande partie de l'Europe, Schopenhauer devient le prophète d'une nouvelle génération, à laquelle il apporte un pessimisme systématique, logique et cohérent, une philosophie de l'absurde et de l'angoisse métaphysique. Schopenhauer, en allant à contre-courant de la doctrine du progrès, en définissant une éthique de l'aristocratie de la culture dans la société industrielle, prépare ce climat de sombre lucidité dans lequel baigne l'oeuvre de Burckhardt et de Hillebrand, de Nietzsche et de Wagner.

C'est ainsi qu'on se livre dans les pays germaniques à une véritable dissection de la civilisation, à une véritable radioscopie de l'homme européen moderne sous l'angle spirituel, moral et physique. Jamais on n'a dévoilé avec plus de sagacité que Wagner et surtout Nietzsche, qui inspirera jusqu'au milieu du 20ème siècle la plupart des interprètes du déclin occidental, l'épuisement physiologique, l'asthénie morale, la stérilité intellectuelle de l'homme moderne.

On inclinera sans doute à penser que semblables spéculations sont hautement problématiques et purement subjectives, qu'il est aléatoire de juger sans distance historique suffisante du déclin d'une époque et que la notion de décadence est en elle-même malaisée à définir. Nous abordons là, il est vrai, un terrain singulièrement mouvant. Nous ne quitterons donc pas le domaine de l'objectivité, et nous nous contenterons d'observer qu'en cette seconde moitié du 19ème siècle l'Europe, dans ses élites pensantes, se compare aux civilisations disparues, s'interroge sur sa propre existence, et que dans cette interrogation propre à l'esprit occidental l'esprit allemand s'avance jusqu'à des profondeurs insoupçonnées.

Karl Jaspers, avons nous dit, tient le génie de notre continent pour une réalité foncièrement dialectique. Le second grand phénomène fondamental, selon lui, serait "la vie aux limites extrêmes", ce vers quoi tendrait la liberté de l'Européen. D'où la signification de la conscience tragique, le passage par le nihilisme en vue du

dépassement de soi.

Wagner enseigne dans Héroïsme et christianisme que le Rédempteur est né d'un prodigieux effort de volonté de la race blanche dégénérée. Il admet ainsi l'idée schopenhauérienne du tragique de l'univers, sans adhérer cependant au pessimisme absolu. En soutenant que le salut réside dans l'exaltation de l'énergie du vouloir, dans une héroïque et merveilleuse conversion de la volonté, il entrouvre les portes de l'avenir. Il est rare qu'à l'époque bismarckienne on condamne l'Europe sans appel, comme le fera plus tard Spengler. On interprète la crise de l'homme et de la civilisation comme cet état d'atonie absolue dont surgira nécessairement la renaissance.

Ayant porté le fer dans la plaie, on se met en devoir de guérir l'Europe et de sauver son unité. La pensée allemande est alors obsédée non seulement par la psychose du déclin, mais aussi par la recherche frénétique de l'unité perdue. Démarche typiquement romantique que cette nostalgie du retour au tout originel, par delà la fragmentation en nations, en confessions et en classes. Il s'agit, pour la rédemption de l'Europe, de créer une culture nouvelle, un humanisme nouveau, d'insuffler un nouveau principe de vie. D'une manière générale, l'Allemagne propose à l'Europe ce qu'elle a proposé au cours de l'histoire, lors des grandes mutations de l'Occident, notamment lors de la Réforme : la métamorphose de l'homme, la régénération par l'esprit, la foi et la volonté. On croit en la vertu de l'esprit européen, qu'il soit religieux, philosophique ou scientifique. On croit en sa force de dépassement et de recreation. Burckhardt, au milieu de l'effondrement des valeurs, veut soustraire l'esprit à la puissance. Nietzsche vise à sublimer l'homme par une éthique de l'héroïsme tragique et à transcender les faiblesses de l'Europe par la "grande politique". Ainsi, à la fin du 19ème siècle, l'irrationalisme allemand semble sur le point d'apporter une contribution capitale à la renaissance de la civilisation européenne.

C'est assurément l'un des drames de notre temps que sa vigueur régénératrice ait été mise au service du nationalisme qui, s'exaltant d'une imaginaire supériorité culturelle et raciale, a fini par menacer

l'unité de la communauté spirituelle romano-germanique. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'idée de la primauté universelle de l'Europe fait toujours partie des schémas conceptuels de la pensée allemande. Toutefois une constatation s'impose, et elle est d'importance. On peut noter dès le début de l'époque wilhelmienne un glissement de cette idée vers celle d'une supériorité mondiale du germanisme.

L'Abbé de Saint-Pierre, Rousseau, Kant, Saint-Simon avaient estimé que l'Allemagne était destinée par la géographie et l'histoire à jouer en Europe un rôle de premier plan. Or voici qu'elle a pris conscience de sa force. Le messianisme germanique, qui, de Fichte à Langbehn, poursuit son cheminement à travers le 19ème siècle, prétend maintenant s'inscrire dans les faits. Guillaume II annonce en 1904 le rassemblement futur de l' "Etat uni de l'Europe" sous la férule de l'Allemagne. Le conflit de l'idée d'Europe et de l'idée nationale se résout au profit du nationalisme, au point qu'entre 1890 et 1900 certains auteurs tirent des faits la conclusion réaliste et brutale en procédant à la liquidation de tous les idéaux d'union et d'organisation de l'Europe : équilibre européen, Etats-Unis d'Europe, arbitrage international.

L'affirmation de la prédominance allemande, qui est la manifestation la plus véhémente de l'exaspération générale des consciences nationales, ne compromet pas seulement l'unité de l'Europe romano-germanique sur le terrain visible de la politique, où se déroule en particulier l'affrontement franco-allemand. La faille s'étend jusqu'au plus profond de la pensée intellectuelle et philosophique. Au cours de l'ère wilhelmienne continuent à se mesurer les deux conceptions du monde dont nous avons pu suivre l'antagonisme à l'époque bismarckienne, et il semble hors de doute que la pensée allemande s'éloigne alors du mouvement général de la pensée européenne dans la mesure où elle rejette l'idée rationaliste du progrès et de la perfectibilité de l'homme et de la société pour suivre la voie de l'irrationalisme pessimiste. Bientôt les critiques de Sombart, de Rathenau, de Kayserling et de Thomas Mann envers la civilisation occidentale vont prolonger les attaques de Wagner, de Langbehn et de leurs contemporains.

Il serait évidemment exagéré de prétendre qu'au lendemain du départ de Bismarck la rupture entre l'Allemagne et l'Occident ait été totale. L'Empire wilhelmien n'est pas le Troisième Reich. En outre, on pourra alléguer que la philosophie pessimiste "fin de siècle", que les doctrines irrationalistes ne sont pas l'apanage des Allemands. Il n'en est pas moins vrai qu'elles ont pris au delà du Rhin des aspects et des proportions insolites, surtout parce qu'elles s'y sont alliées durant un demi-siècle à la mystique de la régénération de l'Europe par un Reich idéal et une race élue.

Il convient d'évoquer brièvement à ce propos l'étrange et tragique phénomène qu'est l'antisémitisme. On en saisira sans doute mieux la virulence si l'on se souvient qu'il a changé de nature dans le courant de l'époque bismarckienne. Mis à part le cas de Nietzsche, qui compense le reproche du renversement judaïque des valeurs en faisant des Juifs un élément positif et assimilable de l'Europe, les auteurs de l'ère bismarckienne permettent de suivre le passage progressif de l'antisémitisme spirituel à l'antisémitisme racial.

Segesser et Osseg usent d'arguments bibliques et défendent la cause d'une Europe intégralement chrétienne. A ces motifs religieux, Frantz joint des griefs économiques et politiques, invoquant le caractère non assimilable des Juifs. Un nouveau pas est franchi par Lagarde, qui n'hésite pas à préconiser des mesures draconiennes pour la solution de la question juive et qui prétend épurer le christianisme de tout élément sémitique. Dès lors est tracée la voie royale du christianisme germanique. Chamberlain, admirateur et continuateur de Lagarde, est le prophète du nouvel évangile aryen, qui en réalité sape tous les fondements historiques et spirituels de l'Europe romano-germanique.

Rien de commun, en effet, entre ces assises traditionnelles et les Fondements du 19ème siècle, dont l'auteur révisé toute l'histoire religieuse et spirituelle de l'Occident selon l'optique du racisme germano-aryen. Puisant chez Gobineau, chez Darwin et chez Lagarde, Chamberlain fait de l'histoire de l'Europe le combat millénaire de la race aryenne contre les puissances des ténèbres, les Juifs et

Rome, la lutte du Nord germanique contre le Sud abâtardi par la sémitisation. Et il conclut que la lutte ne sera achevée qu'avec la création par les Germains, dernier rameau pur de la famille indo-européenne et maîtres légitimes du monde, d'un christianisme revu et corrigé par le racisme.

Il n'est pas surprenant que Rosenberg ait salué Chamberlain, à côté de Wagner, Nietzsche et Lagarde, comme le précurseur du nazisme, qui empruntera à l'auteur des Fondements du 19ème siècle trois notions essentielles, ensuite vulgarisées dans le Mythe du 20ème siècle et dans Mein Kampf : la conception du racisme comme succédané de religion, celle de la capacité des races à se régénérer, enfin celle de la remise en ordre du chaos ethnique européen.

Nous venons d'indiquer le point d'aboutissement des obsessions qui travaillent l'esprit allemand durant la période bismarckienne : phobie de Rome et des Juifs, psychose du déclin, délire de la supériorité germanique. L'idée fixe de la décadence latine, avec son corollaire de la résurrection par le germanisme, ne cesse de gagner du terrain au 19ème siècle, pour devenir au 20ème un thème banal de propagande et pour s'élargir pendant et après la Grande Guerre aux dimensions de l'Europe occidentale. Le nihilisme nietzschéen s'amplifie alors dans l'opinion et il n'est pas rare que des voix, parfois très autorisées, s'élèvent pour déplorer non plus la fin du monde latin, mais la fin de l'Europe.

On pourrait penser que dans ces conditions l'idée d'Europe, par ailleurs battue en brèche à la fois par le nationalisme et le mondialisme, est en voie de disparition. Rien de tel cependant. A la fin du 19ème siècle, beaucoup d'hommes qui ne sont pas tous des utopistes estiment que l'Europe, face à la nouvelle constellation des puissances, évolue dans le sens de la solidarité. Il va de soi que les faits ne tarderont pas à infirmer de pareils jugements. Aucun responsable politique ne songe sérieusement à réaliser l'idéal de l'unification. Ses plus fervents défenseurs, devenus prudents et soucieux de sensibiliser les opinions à des projets respectant l'autonomie des Etats, sacrifient les vieilles chimères sur l'autel du

pragmatisme. Les initiateurs de l'Europe actuelle, somme toute, n'ont pas procédé autrement.

La survivance de l'idée d'Europe à la pire époque nationaliste et, de surcroît, dans un pays en proie aux démons de la puissance est un sujet d'étonnement pour l'historien, dont le devoir est de rendre témoignage à tous ceux qui, dans le Reich ou hors du Reich, ont refusé de se soumettre aux événements et ont été les artisans inlassables de la cause européenne.

Sans omettre ces rêveurs anonymes qui ont fait de l'Europe un thème pour littérature d'anticipation, tel l'auteur de cette brochure de 1914 qui prédisait pour 1937 la fondation des Etats-Unis d'Europe par un empereur allemand victorieux de la Russie et de la Chine(1). L'augure ne soupçonnait pas que le pangermanisme, qu'il savait être l'ennemi le plus implacable de la communauté européenne de civilisation, règnerait bientôt en maître absolu, et qu'il faudrait attendre l'écroulement et le démembrement de l'Allemagne édifiée par Bismarck pour tenter d'accomplir enfin le Grand Dessein.

(1) Die Schöpfung der Vereinigten Staaten von Europa-Eine Phantasie von 1910 und eine Betrachtung von 1914. - Berlin 1914.

B I B L I O G R A P H I E

REPERTOIRES BIOGRAPHIQUES ET BIBLIOGRAPHIQUES - OUVRAGES DE REFERENCE
(Nous n'indiquons ici que les sources principales.)

- Allgemeine deutsche Biographie, Bd 1-50, Leipzig, 1875-1906
Neue deutsche Biographie, Bd 1-10, Berlin, 1953-1969
Biographisches Lexikon des Kaiserthums Österreich, Bd 1-60, Wien, 1856-1890
Österreichisches Biographisches Lexikon (en cours de parution depuis 1957)
Graz-Köln
Biographisches Wörterbuch zur deutschen Geschichte, hrsg. von H. Rössler und
G. Franz, München, 1953 (2ème édition augmentée Francke Verlag, München, 1975)
KOSCH (W), Biographisches Staatshandbuch. Lexikon der Politik, Presse und
Publizistik, 2 vol., Bern-München, 1963
WEHLER (Hans Ulrich), Deutsche Historiker. Eine Zwischenbilanz, Göttingen,
1971-1972
PAUPIE (Kurt), Handbuch der österreichischen Pressegeschichte 1848-1859,
Bd I: Wien-Stuttgart, 1960
KOSZYK (Kurt), Deutsche Presse im 19. Jahrhundert - Geschichte der deutschen
Presse, Teil II, Berlin, 1966
Kayser's Bücherlexikon, Bd 1-36, Leipzig, 1834-1912
Deutsches Bücherverzeichnis, Bd 1-43, Leipzig, 1916-1974
British Museum General Catalogue of Printed Books, 263 vol., London, 1965-1966

OUVRAGES HISTORIQUES GENERAUX

La bibliographie concernant l'histoire de l'idée européenne étant immense, nous ne prétendons pas donner une liste exhaustive des oeuvres parues. On se reportera avec profit aux études suivantes:

SUR LES ORIGINES DE L'IDEE EUROPEENNE

- FRITZMEYER (Werner), Christenheit und Europa - Zur Geschichte des europäischen
Gemeinschaftsgefühls von Dante bis Leibniz,
München-Berlin, 1931
DAWSON (Christopher), Les origines de l'Europe et de la civilisation européenne
(The making of Europe), Paris, 1934
HEER (Friedrich), Aufgang Europas, Wien-Zürich, 1949
HEER (Friedrich), Europäische Geistesgeschichte, Stuttgart, 1953
HAY (Denys), Europe, the Emergence of an Idea, Edinburgh, 1957
ROUGEMONT (Denis de), Vingt-huit siècles d'Europe, Paris, 1961

SUR L'HISTOIRE DE L'IDEE EUROPEENNE

- CURCIO (Carlo), Europa - Storia di un'idea, 2 vol., Firenze, 1958
(Ouvrage très complet, bonne synthèse)
MIKOLETZKY (Hanns Leo), Europa und die Geschichte - Das Werden eines über-
nationalen europäischen Geschichtsbildes, Wien, 1960
FOERSTER (Rolf Hellmut), Die Idee Europa 1300-1946 - Quellen zur Geschichte
der politischen Einigung, München, 1963
(Présente des extraits d'oeuvres souvent d'un grand intérêt)
DUROSELLE (Jean Baptiste), L'idée d'Europe dans l'histoire, Paris, 1965
(Vaste vue panoramique de l'idée d'Europe)

AMAR (André), L'Europe a fait le monde - Histoire de la pensée européenne, Paris, 1966

FOERSTER (Rolf Hellmut), Europa - Geschichte einer politischen Idee, (D'intéressants aperçus sur le 19ème siècle) München, 1967

BRUGMANS (Henri), L'idée européenne, Bruges, 1970

L'IDEOLOGIE CHRETIENNE OCCIDENTALE EST DEFENDUE PAR:

ALBERT-SOREL (Jean), Le destin de l'Europe, Paris, 1958

GUTTENBERG (A.Ch. de), L'Occident en formation (Der Aufstieg des Abendlandes), Paris, 1963

LE POINT-DE-VUE MARXISTE EST DONNE PAR:

L'Europe (de Napoléon à nos jours) - Mythes et réalités, Paris, Editions sociales, 1954

STERN (Leo), L'idée d'Occident au service du revanchisme allemand, dans Allemagne d'aujourd'hui - Recherches internationales à la lumière du marxisme, Editions La Nouvelle critique, Paris, 1962

STERN (Leo), Die Klerikal-imperialistische Abendland-Ideologie, dans Die bürgerliche deutsche Geschichtsschreibung von der Reichseinigung von oben bis zur Befreiung Deutschlands vom Faschismus, hrsg. von J. Streisand (Studien über die deutsche Geschichtswissenschaft, Bd 2), Akademie-Verlag, Berlin, 1965

ETUDES SUR LES GRANDS PROBLEMES DE L'HISTOIRE DE L'EUROPE:

LEMBERG (Eugen), Geschichte de Nationalismus in Europa, Stuttgart, 1950 (Ouvrage de base sur la question)

BRUNNER (Otto), Das Problem einer europäischen Sozialgeschichte, Historische Zeitschrift, Bd 177, München, 1954

Grundbegriffe der Geschichte - 50 Beiträge zum europäischen Geschichtsbild, Gütersloh, 1964

(S'efforce de définir les bases terminologiques et conceptuelles d'une vision commune de l'histoire européenne.)

STADTMÜLLER (Georg), Grundfragen der europäischen Geschichte, München-Wien, 1965

SCHIEDER (Theodor), Probleme einer europäischen Geschichte, (Rheinisch-Westfälische Akademie der Wissenschaften), Westdeutscher Verlag, Opladen, 1973

SUR L'EVOLUTION POLITIQUE, ECONOMIQUE ET CULTURELLE DE L'EUROPE A

L'EPOQUE BISMARCKIENNE:

HAUSER (H), MAURAIN (J), BENAERTS (P), L'HUILLIER (F), Peuples et civilisations - Histoire générale - Du libéralisme à l'impérialisme (1860-1878), Paris, 1952

DUROSELLE (Jean Baptiste), L'Europe du 19ème et du 20ème siècles (1870-1914), L'évolution culturelle, Milan, 1962

SCHIEDER (Theodor), Europa im Zeitalter der Nationalstaaten und europäische Weltpolitik bis zum ersten Weltkrieg (Handbuch der europäischen Geschichte, hrsg. von Th. Schieder, Bd 6),

(Absolument fondamental) Stuttgart, 1968

SUR L'IDEE D'UNION EUROPEENNE AU 19EME SIECLE:

- RÜHLMANN (Paul), Der Völkerbundgedanke - Materialiensammlung, Berlin, 1919
- VALENTIN (Veit), Geschichte des Völkerbundgedankens in Deutschland, Berlin, 1920
(Ouvrage très documenté, dont la lecture est indispensable)
- RENOUVIN (Pierre), Les idées et les projets d'union européenne au 19ème siècle,
(Publications de la conciliation internationale), Paris, 1931
- WEHBERG (Hans), Ideen und Projekte betr. die Vereinigten Staaten von Europa in
den letzten hundert Jahren, dans la revue Friedenswarte,
Zürich, 41.Jg. 1941, Nr.2/3
(Donne d'abondantes références)
- RENOUVIN (Pierre), L'idée de fédération européenne dans la pensée politique du
19ème siècle, Oxford, 1949
- PICARD (Claude), L'idée européenne au 19ème siècle, Thèse de droit, Paris, 1952
- BERG (Gérard), Visages de l'Europe - Quelques projets d'intégration européenne
rédigés entre 1870 et 1914, Mémoire historique juridique,
Strasbourg, 1963

SUR LE CONCEPT D'EUROPE DANS LA PENSEE GERMANIQUE DU 19EME SIECLE:

- VERMEIL (Edmond), L'Allemagne - Essai d'explication, Paris, 1945
(Etude extrêmement dense et approfondie)
- SRBIK (Heinrich von), Geist und Geschichte vom deutschen Humanismus bis zur
Gegenwart, 2 vol., Salzburg, 1950 (3ème édition 1964)
(Ouvrage d'une prodigieuse érudition sur l'histoire des idées.)
- GOLLWITZER (Heinz), Europabild und Europagedanke - Beiträge zur deutschen
Geistesgeschichte des 18. und 19. Jahrhunderts, München,
1951 (2ème édition augmentée, München, 1964)
(Ouvrage de base, remarquable par l'ampleur de la documentation, la pertinence
et la rigueur de l'analyse, qui démontre la continuité de la conscience euro-
péenne.)
- GOLLWITZER (Heinz), L'Europe du 19ème et du 20ème siècles (1870-1914),
L'Allemagne, Milan, 1962
- STADELMANN (Rudolf), Deutschland und Westeuropa - Drei Aufsätze, Laupheim, 1948
- HANTSCH (Hugo), L'Europe du 19ème et du 20ème siècles, Interprétations histo-
riques, Tome II: L'Autriche et l'Europe, Milan, 1962
- SCHNABEL (Franz), Deutsche Geschichte im 19. Jahrhundert, Bd 201/202 et Bd 203/
204 Herder-Taschenbuch, Freiburg-Basel-Wien, 2ème édition, 1970
- PLESSNER (Helmuth), Die verspätete Nation - Über die politische Verführbarkeit
bürgerlichen Geistes, Stuttgart, 5ème édition, 1969

INTRODUCTION

Pour la définition du terme et de la notion d'"Europe", les ouvrages précédents
seront complétés par:

- GOLLWITZER (Heinz), Zur Wortgeschichte und Sinndeutung von "Europa", dans
"Saeculum", 1951, Bd 2
- EMGE (Carl August), Einheitsmomente am einheitlichen Europa - Akademie der
Wissenschaften und der Literatur - Abhandlungen der Geistes-
und Sozialwissenschaftlichen Klasse, Jg. 1954, Heft 9-16,
Wiesbaden, 1954

- ERDMANN (Karl Dietrich), Gedenkrede für Peter Rassow. Histor. Zeitschr., Bd 195, München, 1961
- SUR L'EUROPE ENTRE LA RUSSIE ET L'AMERIQUE, NOUS RENVOYONS A:
- SHELTING (Alexander von), Russland und Europa im russischen Geschichtsdenken, Bern, 1948
- HÖLZLE (Erwin), Russland und Amerika - Aufbruch und Begegnung zweier Weltmächte, München, 1953
- HÖLZLE (Erwin), Geschichte der zweigeteilten Welt - Amerika und Russland, Hamburg, 1961
- BARRACLOUGH (Geoffrey), Europa, Amerika und Russland in Vorstellung und Denken des 19. Jahrhunderts, Histor. Zeitschr., Bd 203, München, 1966
- (Etude capitale pour le sujet)
- GOLLWITZER (Heinz), Geschichte des weltpolitischen Denkens, Göttingen, 1972
- GROH (Dieter), Russland und das Selbstverständnis Europas, Neuwied, 1961
(Remarquable étude sur la Russie vue par l'Occident)
- STÄHLIN (Karl), Russland und Europa, Histor. Zeitschr., Bd 132, München, 1925
- GERHARD (Dietrich), Regionalismus und ständisches Wesen als ein Grundthema europäischer Geschichte, Histor. Zeitschr., Bd 174, München, 1952
- ECRITS CHARACTERISTIQUES DE L'OPINION AU MILIEU DU 19EME SIECLE:
- HAXTHAUSEN (August von), Studien über die inneren Zustände, das Volksleben und insbesondere die ländlichen Einrichtungen Russlands, Hannover, 1847
- ENNEMOSER (Josef), Das Horoskop in der Weltgeschichte, München, 1860
- FALLMERAYER (Jakob Philipp), Gesammelte Werke, Leipzig, 1861

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE 1

- KANT (Immanuel), Gesammelte Schriften, Bd 8, Berlin, 1912
- KANT (Immanuel), Zum ewigen Frieden, Ein philosophischer Entwurf, Stuttgart, 1965
- KANT (Immanuel), La philosophie de l'histoire (Opuscules) - Introduction et traduction par Stéphane Piobetta, Paris, 1947
- RAUMER (Kurt von), Ewiger Friede - Friedensrufe und Friedenspläne seit der Renaissance, Freiburg-München, 1953
- VLACHOS (Georges), La pensée politique de Kant, Paris, 1962
- NOVALIS, Petits écrits (Kleine Schriften), Aubier, Paris, 1947
- SCHLEGEL (Friedrich), Werke - Kritische Ausgabe hrsg. von Ernst Behler, München-Paderborn-Wien, 1958
- FICHTE (Johann Gottlieb), Sämtliche Werke, Berlin, 1965
- DROZ (Jacques), L'Allemagne et la Révolution française, Paris, 1949
- SCHOCH (Otto), Der Völkerbundgedanke zur Zeit des deutschen Idealismus, Dissert., Juris-Verlag, Zürich, 1960

- SECKINGER (Beat), Europa im Geiste der deutschen Romantik, Dissert.,
Fribourg (Suisse), 1960
- DROZ (Jacques), Le romantisme politique en Allemagne, Paris, 1963
- MALSCH (Wilfried), "Europa" - Poetische Rede des Novalis, Stuttgart, 1965
- HEGEL (G.W.F.), Vorlesungen über die Philosophie der Geschichte, Leipzig, s.d.
- HYPPOLITE (Jean), Introduction à la philosophie de l'histoire de Hegel,
Paris, 1968
- ANTONI (Carlo), L'historisme, Genève, 1963

CHAPITRE 2

Oeuvres de

- RANKE (Leopold von),
- Französische Geschichte, Stuttgart, 1852
 - Englische Geschichte, Berlin, 1859
 - Die römischen Päpste in den letzten vier Jahrhunderten, Leipzig, 1878
(7ème édition)
 - Weltgeschichte, Teil IV, Leipzig, 1883
 - Weltgeschichte, Teil V, Leipzig, 1884
 - Weltgeschichte, Teil VIII, Leipzig, 1887
 - Geschichten der romanischen und germanischen Völker von 1494 bis 1514,
3ème édition, Leipzig, 1885
 - Über die Epochen der neueren Geschichte, Biberach, 1948
 - Tagebücher - Aus Werk und Nachlass, Bd I, München-Wien, 1964

Etudes sur RANKE:

- DIETHER (Otto), Leopold von Ranke als Politiker, Leipzig, 1911
- MEINECKE (Friedrich), Zur Beurteilung Rankes, Histor. Zeitschr., Bd 111, 1913
- MEINECKE (Friedrich), Germanischer und romanischer Geist im Wandel der deutschen
Geschichtsauffassung, Histor. Zeitschr., Bd 115, 1916
- MASUR (Gerhard), Rankes Begriff der Weltgeschichte, Histor. Zeitschr.,
Beiheft 6, München-Berlin, 1926
- SKALWEIT (Stephan), Ranke und Bismarck, Histor. Zeitschr., Bd 176, München,
1953
- SCHULIN (Ernst), Rankes erstes Buch, Histor. Zeitschr., Bd 203, München, 1966

CHAPITRE 3

I. DE LA REVOLUTION DE 1848 A LA GUERRE D'ITALIE

- VALENTIN (Veit), Geschichte der deutschen Revolution 1848-1849, 2 vol.,
Berlin, 1931
- (Ouvrage fondamental, de même que:)
- SRBIK (Heinrich von), Deutsche Einheit, 2vol., München, 1935
- RITTER (Gerhard), Europa und die deutsche Frage, München, 1948
- MANN (Golo), Deutsche Geschichte des 19. und 20. Jahrhunderts, Frankfurt/Main,
1958
- HINRICHS (K), Die deutsche Einheit als europäisches Problem, Stuttgart, 1960
- ZECHLIN (Egmont), Die deutsche Einheitsbewegung, Frankfurt/Main, 1967

- GUILLEN (Pierre), L'Allemagne de 1848 à nos jours, Paris, 1970
DROZ (Jacques), L'Allemagne 1 - La formation de l'unité allemande 1789-1871, Hatier, Paris, 1970
BAUMGART (Winfried), Der Friede von Paris 1856, München-Wien, 1972
DEUTSCH (Wilhelm), Habsburgs Rückzug aus Italien - Die Verhandlungen von Villafranca und Zürich 1859, Wien-Leipzig, 1940
VEROSTA (Stephan), Theorie und Realität von Bündnissen, Wien, 1971

II. LA CONTROVERSE SUR LE PRINCIPE DES NATIONALITES

Le lecteur trouvera une mine de renseignements dans:

Die nationalpolitische Publizistik Deutschlands - Vom Eintritt der neuen Ära in Preussen bis zum Ausbruch des Deutschen Krieges - Eine kritische Bibliographie von Hans Rosenberg, 2 vol., München-Berlin, 1935

ainsi que dans:

FABER (K.G.), Die nationalpolitische Publizistik Deutschlands von 1866 bis 1871, Eine kritische Bibliographie, 2 vol., Düsseldorf, 1963

on consultera obligatoirement:

PFLANZE (Otto), Bismarck and the Development of Germany - The Period of Unification 1815-1871, Princeton, 1963

de même que:

BÖHME (Helmut), Deutschlands Weg zur Grossmacht - Studien zum Verhältnis von Wirtschaft und Staat während der Reichsgründungszeit 1848-1881, Köln-Berlin, 1966

SUR LES PARTIS POLITIQUES ET L'IDEE NATIONALE:

MOMMSEN (Wilhelm), Deutsche Parteiprogramme, München, 1960

Autres études:

MOMMSEN (Wilhelm), Zur Bedeutung des Reichsgedankens, Histor. Zeitschr., Bd 174, München, 1952

WITTRAM (Reinhard), Das Nationale als europäisches Problem - Beiträge zur Geschichte des Nationalitätsprinzips vornehmlich im 19.Jh., Göttingen, 1954

On ne manquera pas de se reporter aux deux articles suivants:

SCHIEDER (Theodor), Idee und Gestalt des übernationalen Staates seit dem 19.Jh. Histor. Zeitschr., Bd 184, 1957

LIPGENS (Walter), Zum geschichtlichen Standort der Reichsgründung 1870/71, dans Geschichte in Wissenschaft und Unterricht, hrsg. von K.D.Erdmann und F.Messerschmid, Jg. 22, Heft 9, Stuttgart, 1971

ECRITS DE L'EPOQUE SUR L'ASPECT PROBLEMATIQUE DU PRINCIPE DES NATIONALITES:

BAUER (Bruno), Russland und England, Charlottenburg, 1854
Österreich und das Nationalitätenrecht - Eine kulturhistorische Studie von einem Altösterreicher, Stuttgart, 1870

ECRITS DES ADVERSAIRES DU PRINCIPE NATIONAL:

- BLIND (Karl), Über Staat und Nationalität, Leipzig, 1859
BLIND (Karl), Articles dans Die Gegenwart, N° 11, 12, 14, 25 et 32, Berlin, 1872
Deutsche Vierteljahresschrift, Heft 4, 1859, Heft 3, 1860, Hefte 1 und 4, 1861,
Stuttgart-Augsburg

ECRITS DES PARTISANS DU PRINCIPE NATIONAL:

- Der Zerfall Österreichs, von einem deutschen Österreicher, Leipzig, 1867
VOGT (Carl), Studien zur gegenwärtigen Lage Europas, Genf-Bern, 1859
RUGE (Arnold), An die deutsche Nation, Hamburg, 1866
Die Überschreitung der Mainlinie. Entgegnung auf die Arkolaysche Brochüre, von
einem deutschen Patrioten, Leipzig, 1869
Preussische Jahrbücher, articles dans Bd 1, Bd 2 (1858), Bd 4 (1859), Berlin
WAGNER (Adolf), Die Entwicklung der europäischen Staatsterritorien und das
Nationalitätsprinzip, dans Preussische Jahrbücher, Bd 19 et
Bd 20, 1867
TREITSCHKE (Heinrich von), Was fordern wir von Frankreich?, Preussische Jahr-
bücher, Bd 26 (1870)
TREITSCHKE (Heinrich von), Österreich und das Deutsche Reich, dans
Preussische Jahrbücher, Bd 28 (1871)
WAGNER (Adolf), Die Veränderungen der Karte von Europa, Berlin, 1871

SUR LE DIFFEREND ENTRE LES TENANTS DU PRINCIPE NATIONAL "OCCIDENTAL" ET CEUX
DU PRINCIPE NATIONAL "ROMANTIQUE":

- BLIND (Karl), Der Vorschlag der "Ersten Teilung" Deutschlands, London, 1860
BLIND (Karl), A Defence of the German Cause, Glasgow, 1870
STRAUSS (David Friedrich), Krieg und Friede - Zwei Briefe an Ernst Renan,
Leipzig, 1870
BLIND (Karl), Au peuple français et à son Assemblée nationale, Londres, 1871
VOGT (Carl), Lettres politiques, Paris, 1871
ECKARDT (Julius von), Lebenserinnerungen, 2 vol., Leipzig, 1910
KROEGER (Gert), Julius Eckardts Artikelreihe "Für und wider das Elsass-Projekt"
August 1870, dans Zeitschrift für Ostforschung, Jg. 10, 1961,
Marburg/Lahn
Unsere Tage - Blicke aus der Zeit in die Zeit, Bd II, 1860-1861, Braunschweig

SUR LA NATIONALITE HELVETIQUE:

- HILTY (Carl), Vorlesungen über die Politik der Eidgenossenschaft, Bern, 1875
HILTY (Carl), Die Neutralität der Schweiz in ihrer heutigen Auffassung,
Bern, 1889

III. LE DEBAT SUR LE FEDERALISME ET L'UNITARISME

SUR LA QUERELLE ENTRE "KLEINDEUTSCHE" ET "GROSSDEUTSCHE", L'IDEE DE "REICH"
ET L'OPPOSITION ENVERS LA PRUSSE:

- FEHRENBACH (E), Wandlungen des deutschen Kaisergedankens 1871-1918, Oldenburg-
München-Wien, 1969
RUMPLER (Helmut), Die deutsche Politik des Freiherrn von Beust 1848-1850 -
Zur Problematik mittelstaatlicher Reformpolitik im Zeitalter
der Paulskirche, Wien-Köln-Graz, 1972
(Montre dans quelle mesure Beust représente l'attitude générale des Etats
moyens)

ECRITS DES HISTORIENS "GRAND-ALLEMANDS":

- KLOPP (Onno), Deutschland und die Habsburger, Graz-Wien, 1908
KLOPP (Onno), Politische Geschichte Europas seit der Völkerwanderung, Mainz, 1912
GERVINUS (Georg Gottfried), Einleitung in die Geschichte des 19. Jahrhunderts, Leipzig, 1853
GERVINUS (Georg Gottfried), Hinterlassene Schriften, Wien, 1872
FICKER (Julius), Das deutsche Kaiserreich in seinen universalen und nationalen Beziehungen, Innsbruck, 1861

ECRITS DES HISTORIENS "PETIT-ALLEMANDS":

- TREITSCHKE (Heinrich von), Historische und politische Aufsätze, 6ème édition, Leipzig, 1903
BUSSMANN (W), TREITSCHKE als Politiker, Histor. Zeitschr., Bd 177, München, 1954
SYBEL (Heinrich von), Die deutsche Nation und das Kaiserreich, Düsseldorf, 1862
SYBEL (Heinrich von), Vorträge und Aufsätze, Berlin, 1874

IV. L' "EUROPE CENTRALE", L'IDEE D'EUROPE ET L'IDEE NATIONALE

SUR LE CONCEPT D' "EUROPE CENTRALE" ET SON HISTOIRE:

- SRBIK (Heinrich von), Mitteleuropa - Das Problem und die Versuche seiner Lösung in der deutschen Geschichte, Weimar, 1937
RUMPF (Helmut), Mitteleuropa - Zur Geschichte und Deutung eines politischen Begriffs, Histor. Zeitschr., Bd 165, München, 1942
MEYER (Henry Cord), Mitteleuropa in German Thought And Action 1815-1945, The Hague, 1955
(Exposé du problème dans son évolution et sous tous ses aspects, avec une importante bibliographie)
DROZ (Jacques), L'Europe centrale - Evolution historique de l'idée de "Mitteleuropa", Paris, 1960
(Cette étude dégage les tendances opposées au principe national, en particulier les courants fédéralistes et "grand-allemands".)
WIERER (Rudolf), Der Föderalismus im Donaauraum, Graz-Köln, 1960
(Analyse les projets fédéralistes de 1848 à nos jours.)

Revue autrichiennes de l'époque:

- Die Reform - Wochenschrift, redigiert von Franz Schuselka, Wien, 1862-81
Ost und West - Politische Zeitschrift, Wien, 1861-64

CHAPITRE 4

OUVRAGES DE REFERENCE SUR BISMARCK:

- STOLBERG-WERNIGERODE (A. Graf zu), Bismarck-Lexikon, Berlin, 1936
BORN (Karl), Bismarck-Bibliographie, Köln-Berlin, 1966

SUR LE NATIONALISME DE BISMARCK:

- FRAUENDIENST (Werner), Bismarck als Ordner Europas, Festrede zum Tag der nationalen Erhebung und der Reichsgründung, Hallische Universitätsreden 78, 1941

- SAITSCHICK (Robert), Bismarck und das Schicksal des deutschen Volkes,
Basel, 1949
- BRUGMANS (Henri), Bismarck et le nationalisme, Revue 30 jours d'Europe,
mars 1970

Une étude qui cherche à faire objectivement le point:

- ZMARZLIK (Hans), Das Bismarckbild der Deutschen gestern und heute,
Freiburgi.B., 1965

OUVRAGES SUR LA POLITIQUE BISMARCKIENNE D'UNIFICATION:

- MOMMSEN (Wilhelm), Bismarck und seine Zeit, Stoffe und Gestalten der deutschen Geschichte, Bd I, Heft 7, Leipzig, 1937
- MURALT (Leonhard von), Bismarcks Reichsgründung vom Ausland gesehen, Schriftenreihe Lebendige Wissenschaft, Heft 4, Stuttgart, 1947
- MOSSE (Werner Eugen), The European Powers and the German Question 1848-1871,
Cambridge, 1958
- (Montre que l'unification s'est faite sans rencontrer une grande opposition de la part de l'Europe.)
- ZECHLIN (Egmont), Die Reichsgründung, Frankfurt/Main, 1967
- ZECHLIN (Egmont), Bismarck und die Grundlegung der deutschen Grossmacht,
Darmstadt, 1960
- SCHIEDER (Theodor) und DEUERLEIN (E) (Hrsg)
Reichsgründung 1870-71 - Tatsachen, Kontroversen, Interpretationen, Stuttgart, 1970
- (Renferme des analyses très circonstanciées)
- STERN (Fritz), The Failure of Illiberalism, London, 1972
- (Aperçus pénétrants sur les faiblesses de l'Allemagne bismarckienne)

SUR LA POLITIQUE EUROPEENNE DE BISMARCK ET SON IDEE DE L'EUROPE:

- MICHAEL (Horst), Bismarck, England und Europa (1866-1870), München, 1930
- HÜLZLE (Erwin), Der Dualismus der heutigen Weltreiche als geschichtliches Problem, Histor. Zeitschr., Bd 188, München, 1959
- FRIEDE (Dieter), Der verheimlichte Bismarck, Würzburg, 1960
- JAPIKSE (Nicolaas), Europa und Bismarcks Friedenspolitik - Die internationalen Beziehungen von 1871 bis 1890, Berlin, 1927
- (Excellent ouvrage, traduit du néerlandais)
- SCHIEDER (Theodor), Bismarck und Europa, dans Deutschland und Europa - Historische Studien zur Völker- und Staatenordnung des Abendlandes, Festschrift für Hans Rothfels, hrsg. von W.Conze,
Düsseldorf, 1951
- (Brillante synthèse sur la vision bismarckienne de l'Europe.)
- NOVOTNY (Alexander), Der Berliner Kongress und das Problem einer europäischen Politik, Histor. Zeitschr., Bd 186, München, 1958
- BUSSMANN (Walter), Europa und das Bismarckreich, dans Die deutsche Einheit als Problem der europäischen Geschichte, hrsg. von Carl Hinrichs und Wilhelm Berges, Stuttgart, 1960
- (Bonne analyse des conceptions européennes de Bismarck)
- PÖLS (Werner), Sozialistenfrage und Revolutionsfurcht in ihrem Zusammenhang mit den angeblichen Staatsstreichplänen Bismarcks, Historische Studien, Heft 377, Lübeck, 1960
- (Sur l'alliance des puissances monarchiques)

- MANN (Golo), Bismarck, Die neue Rundschau, 72. Jg., Heft 2, 1961
Die Europäer und ihre Geschichte - Epochen und Gestalten im Urteil der Nationen, hrsg. von L.Reinisch, München, 1961
SCHNABEL (Franz), L'Allemagne et l'Europe, dans L'Europe du 19ème et du 20ème siècles (1870-1914), Milan, 1962
(Article soulignant le réalisme de Bismarck)
WEHLER (Hans Ulrich), Bismarck und der Imperialismus, Köln-Berlin, 1969
(Très vaste bibliographie)
BUSSMANN (Walter), Die auswärtige Politik des deutschen Reiches unter Bismarck 1871-1890, Quellen und Arbeitshefte für den Geschichtsunterricht, Stuttgart, s.d.
HILLGRUBER (Andreas), Bismarcks Aussenpolitik, Freiburg.i.B., 1972
(Ouvrage capital, qui veut montrer objectivement l'effort d'intégration du Reich dans le système des Etats européens.)

ECRITS D'AUTEURS CONTEMPORAINS DE BISMARCK SUR SON OEUVRE ET SA POLITIQUE:

- RÖSSLER (Constantin), Graf Bismarck und die deutsche Nation, Berlin, 1871
RÖSSLER (Constantin), Ausgewählte Aufsätze, Berlin, 1902
BEUST (Friedrich Ferdinand Graf von), Erinnerungen und Aufzeichnungen aus Drei Viertel-Jahrhunderten, 2 Bde, Stuttgart, 1887

Oeuvres de BISMARCK (Otto von)

- Les discours de Monsieur le Prince de Bismarck (1862-1887), 14 vol., Berlin, 1879-1889
- Les Mémoires de Bismarck, recueillis par Maurice Busch, 2 vol., Paris, 1899
- GROOS (Karl), Bismarck im eigenen Urteil, Stuttgart, 1920
- Die grosse Politik der europäischen Kabinette 1871-1914 - Sammlung der diplomatischen Akten des auswärtigen Amtes, Bde 1-5, Berlin, 1922
- Gedanken und Erinnerungen, 3 Bde, Stuttgart-Berlin, 1927
- Die gesammelten Werke, 15 tomes, Berlin, 1924-1935
- Reden und Gespräche, hrsg. von Dr.F.Weisskirchen, Paderborn, 1957

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE 1

I. DIX ANNEES DE PLANS FEDERALISTES (1859-1869)

- FISCHEL (Eduard), Die Despoten als Revolutionäre - An das deutsche Volk, Berlin, 1859
FISCHEL (Eduard), Deutsche Federn in Österreichs Doppeladler, Berlin, 1860
ECKARDT (Ludwig), Nationalität oder Freiheit? Zentralisation oder Föderation? Eine Frage an die Völker Europas in den Tagen einer neuen napoleonischen Zeit und neuer drohender Weltkämpfe, Wenigenjena, 1859
Die Vereinigten Staaten von Deutschland und ihr Verhältnis zu Europa, (anonyme) Hamburg, 1860
MUSÄUS (J), Eine Lebensfrage für die teutschen Mittel- und Kleinstaaten, Leipzig, 1864

- Europa: wird es republikanisch oder kosakisch?, 2ème édition, Leipzig, 1866
(anonyme)
- HOMBURG (C), Preussische Wegelagerei - Ernster Mahnruf zur Wachsamkeit für ganz Europa, Mannheim, 1866
- FISCHHOF (Adolf), Ein Blick auf Österreichs Lage, Wien, 1866
- FISCHHOF (Adolf), Österreich und die Bürgschaften seines Bestandes, Wien, 1869

II. LE FEDERALISME DE JULIUS FRÖBEL:

Oeuvres de FRÖBEL (Julius)

- Wien, Deutschland und Europa, Wien, 1848
- Monarchie oder Republik?, Ein Urteil von J.Fröbel, aus der deutschen Volkszeitung besonders abgedruckt, Mannheim, 1848
- Aus Amerika - Erfahrungen, Reisen und Studien, Leipzig, 1856
- Amerika, Europa und die politischen Gesichtspunkte der Gegenwart, Berlin, 1859
- Deutschland und der Friede von Villafranca, Frankfurt/Main, 1859
- Österreich und die Umgestaltung des Deutschen Bundes, Wien, 1862
- Theorie der Politik als Ergebnis einer erneuerten Prüfung demokratischer Lehrmeinungen, 2 Bde, Wien, 1861-1864
- Kleine politische Schriften, 2 Bde, Stuttgart, 1866
- Süddeutsche Presse, hrsg. von J.Fröbel, München, 1867-1868
- Die Irrtümer des Sozialismus - Vortrag, Leipzig, 1871
- Die Wirtschaft des Menschengeschlechts, Leipzig, 1874
- Die Gesichtspunkte und Aufgaben der Politik - Eine Streitschrift nach verschiedenen Richtungen, Leipzig, 1878
- Die realistische Weltansicht und die utilitarische Zivilisation, Leipzig, 1881
- Ein Lebenslauf, 2 Bde, Stuttgart, 1890

Etudes sur J.Fröbel:

- LORENZ (Ottokar), Ein Lebenslauf von Julius Fröbel, dans Staatsmänner und Geschichtsschreiber des 19. Jahrhunderts, Berlin, 1896
- MOMMSEN (Wilhelm), Julius Fröbel - Wirrnis und Weitsicht, Histor. Zeitschr., Bd 181, München, 1956

OUVRAGES SUR LE FEDERALISME:

- PROUDHON (Pierre Joseph), Du principe fédératif et oeuvres diverses sur les problèmes politiques européens, Paris, 1959
- AMOUDRUZ (Madeleine), Proudhon et l'Europe, Paris, 1945
- ULLNER (Rudolf), Die Idee des Föderalismus im Jahrzehnt der deutschen Einigungskriege, Historische Studien, Heft 393, Lübeck-Hamburg, 1965
- HERAUD (Guy), L'Europe des ethnies, Paris, 1963
- HERAUD (Guy), Les principes du fédéralisme et la fédération européenne, Paris, 1968
- DUCLOS (Pierre), L'être fédéraliste, Paris, 1968

CHAPITRE 2

I. LES DEFENSEURS DE L'EUROPE CATHOLIQUE:

Europa und der Orient - Österreich, die Westmächte und Russland - Streif- und Schlaglichter zur Würdigung der politischen Verhältnisse der Gegenwart,

(anonyme) Hamburg, 1855

Europas Staatenverband auf Grundlage des heiligen Rechtes der Nationalität,

Eine deutsche Rede am Aufgange der neuen Epoche, Berlin, 1860

(anonyme)

WIDENMANN (Gustav), Zur Bundesreform - Ein Separatvotum aus dem Nationalverein,
Nördlingen, 1861

Das neue Europa (anonyme), Zürich, 1869

SEGESSER (Anton Philipp von), Sammlung kl einer Schriften, Bern, 1877-79

REICHENSPERGER (August und Peter), Deutschlands nächste Aufgaben,

Paderborn, 1860

WINDTHORST (Ludwig), Ausgewählte Reden (1851-1891), Osnabrück, 1901-1902

KETTELER (Wilhelm Emmanuel von), Freiheit, Autorität und Kirche - Erörterungen
über die grossen Probleme der Gegenwart, Mainz, 1862

KETTELER (W.E. von), Deutschland nach dem Krieg von 1866, Mainz, 1867

KETTELER (W.E. von), Liberalismus, Sozialismus und Christentum, Mainz, 1871

KETTELER (W.E. von), Briefe von und an Wilhelm Emmanuel Freiherrn von Ketteler,
Bischof von Mainz, Mainz, 1879

Nationalität und Freiheit - Eine Widerlegung des Buches "Deutschland nach dem
Kriege von 1866" von W.E. von Ketteler, Bischof von Mainz, Landsberg a.d.W., s.d.

(anonyme)

OSSEG (Annuario), Der Hammer der Freimaurerei am Kaiserthron der Habsburger,
Amberg, 1875

OSSEG (Annuario), Der liberale Nationalitäten-Schwindel und der Einheitsstaat-
Ein Mahnwort an die Völker Deutschlands und Österreichs,
Amberg, 1876

Articles de JÖRG (Josef Edmund) dans:

Historisch-politische Blätter für das katholische Deutschland, Bde 32-106,
München, 1853-1890

Etude sur J.E.Jörg:

ZITTEL (Bernhard), J.E.Jörg, dans Lebensbilder aus dem Bayerischen Schwaben,
München, 1955

ETUDES SUR LE CATHOLICISME ALLEMAND:

BAZIN (G), L'Allemagne catholique au 19ème siècle - Windthorst, ses alliés et
ses adversaires, Paris, 1896

GOYAU (Georges), L'Allemagne religieuse - Le catholicisme 1800-1870, 4 vol.,
Paris, 1905-1909

GOYAU (Georges), Bismarck et l'Eglise - Le Kulturkampf 1870-1887, Paris,
1911-1913

GOLLWITZER (Heinz), Ideologische Blockbildung als Bestandteil internationaler
Politik im 19. Jahrhundert, Histor. Zeitschr., Bd 201, 1965

LILL (Rudolf), Die deutschen Katholiken und Bismarcks Reichsgründung 1870-1871-Tatsachen, Kontroversen, Interpretationen, Stuttgart, 1970

II. LE FEDERALISME CHRETIEN ET GERMANIQUE DE KONSTANTIN FRANTZ:

Oeuvres de FRANTZ (Konstantin):

- Über Gegenwart und Zukunft der Preussischen Verfassung, Halberstadt, 1846
- Unsere Politik, Berlin, 1850
- Preussen muss mediatisiert werden, Berlin, 1851
- Die deutsche Föderation, Berlin, 1851
- Unsere Verfassung, Berlin, 1851
- Louis Napoléon, Berlin, 1852
- Vorschule zur Physiologie der Staaten, Berlin, 1857
- Die Politik der Zukunft, Berlin, 1858
- Quid faciamus nos?, Berlin, 1858
- Der Militärstaat, Berlin, 1859
- Untersuchungen über das europäische Gleichgewicht, Berlin, 1859
- 33 Sätze vom deutschen Bunde, Berlin, 1861
- Die Ereignisse in Amerika in ihrer Rückwirkung auf Deutschland, Berlin, 1861
- Kritik aller Parteien, Berlin, 1862
- Der dänische Erbfolgestreit und die Bundespolitik, Berlin, 1864
- Die Wiederherstellung Deutschlands, Berlin, 1865
- Theorie der deutschen Frage, Deutsche Vierteljahrs-Schrift, Hefte II u. III, 29. Jahrgang, 1866, Stuttgart
- Lettres à Richard Wagner, Bayreuther Blätter, Jahrg. 1906, Bayreuth
- Die Naturlehre des Staates als Grundlage aller Staatswissenschaft, Leipzig-Heidelberg, 1870
- Die Schattenseiten des norddeutschen Bundes, Berlin, 1870
- Das neue Deutschland, Leipzig, 1871
- Die Religion des Nationalliberalismus, Leipzig, 1872
- Abfertigung der nationalliberalen Presse, Leipzig, 1873
- Gesammelte Aufsätze aus den Jahren 1873-1875, dans Blätter für deutsche Politik und deutsches Recht, München, 1886
- Literarisch-politische Aufsätze, München, 1876
- Deutsche Antwort auf die orientalische Frage, Leipzig, 1877
- Der Untergang der alten Parteien und die Parteien der Zukunft, Berlin, 1878
- Offener Brief an R.Wagner, (Bayreuther Blätter, Juin 1878) dans "Der Föderalismus als universale Idee von K.Frantz", publié par Ilse Hartmann, Berlin, 1948
- Die soziale Steuerreform, Mainz, 1881
- Die Weltpolitik, Chemnitz, 1882
- Wagners politische Denkweise, Bayreuther Festblätter, München, 1884
- Überwindung des Nationalismus, Bayreuther Blätter, 1885
- Grossmacht und Weltmacht, dans Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft, Bd 44, Tübingen, 1888
- Die Gefahr aus Osten, dans "Die deutsche Politik der Zukunft", publié par O.Schuchardt, Celle, 1899
- Schellings positive Philosophie, dans Der Föderalismus als universale Idee, Beiträge zum politischen Denken der Bismarckzeit, Berlin, 1948
- Der Föderalismus als das leitende Prinzip für die soziale, staatliche und internationale Organisation, Scientia Verlag, Aalen, 1962

OUVRAGES BIOGRAPHIQUES ET ETUDES SUR K.FRANTZ:

- STAMM (Eugen), K.Frantz' Jugendjahre und erste Schriften (1817-46),
Heidelberg, 1907
- STAMM (Eugen), K.Frantz' Schriften und Leben, Teil I (1817-56),
Heidelberg, 1908
- STAMM (Eugen), K.Frantz und Bismarck, Stuttgart-Berlin, 1917
- STAMM (Eugen), K.Frantz, 1857-1866 - Ein Wort zur deutschen Frage, Stuttgart-
Berlin-Leipzig, 1930
- STAMM (Eugen), Das grössere Deutschland, Breslau, 1935
- STAMM (Eugen), Ein berühmter Unberühmter - Neue Studien über K.Frantz und
den Föderalismus, Konstanz, 1948
- HARTMANN (Ilse), Der Föderalismus als universale Idee - Beiträge zum poli-
tischen Denken der Bismarckzeit, Berlin, 1948
- HÄNE (Max), Die Staatsideen des K.Frantz, Mönchen-Gladbach, 1929
- RICHTER (Ernst), Die Idee des Föderalismus bei K.Frantz, Dissert.,
Frankfurt/Main, 1936
- SCHAPER (Ewald), K.Frantz, Versuch einer Darstellung seines Systems des Föde-
ralismus, Berlin, 1940
- LEDERMANN (Laszlo), Fédération internationale - Idées d'hier, possibilités de
demain, Neuchâtel, 1950
- MERZ (Anton), Das Menschenbild von K.Frantz, Dissert., Mainz, 1952
- HENZE (Maria), Die politischen Gegenwarts fragen im Spiegel der Publizistik
von K.F., Dissert., Göttingen, 1954
- STRACHWITZ (A. von), Die weltpolitischen Prognosen von K.Frantz, Dissert.,
Heidelberg, 1955
- STANGL (H.), Die Bedeutung der Soziologie bei K.Frantz, Dissert., München, 1957
- HAMACHER (Gisela), Die politische Physiologie der Staaten bei K.Frantz,
Dissert., Köln, 1961
- JOPP (Siegfried), K.Frantz und der Imperialismus, Dissert., Marburg, 1964

ARTICLES SUR K.FRANTZ:

- SCHUCHARDT (Ottomar), Allgemeine deutsche Biographie, Bd 48, Seite 716,
Leipzig, 1904
- MANGOLDT (K. von), Ein vergessener Zukünftiger, dans Die Hilfe, Nr.22, 1915
- SCHUCHARDT (Ottomar), K.Frantz, ein Gedenkblatt zu seinem 100. Geburtstag,
dans Thüringisch-sächsische Zeitschrift, Bd VII, Heft 2,
Halle, 1917
- HELDMANN (Karl), K.Frantz - Nachträgliches Gedenkblatt zu seinem 100. Geburts-
tag, dans Hochland, Jahrgang 15, 1918
- QUADFLIEG (E), Dokumente zum Werden von K.Frantz, dans Historisches Jahrbuch
der Görresgesellschaft, Bd 53, Heft 3, Köln, 1933
- POESCHEL (Hans), K.Frantz, die Wiedererweckung eines vergessenen Deutschen,
dans Die Literatur, Monatsschrift für Literaturfreunde,
37. Jahrg., Oktober 1934-September 1935
- FEUERBACH (Walter), Die rheinische Frage, geschichtlich gesehen, dans
Schweizer Annalen, Heft 2, Aarau, 1945
- SIEBER (E), K.Frantz, ein Vorläufer des Nationalsozialismus?, dans Die
Friedenswarte, Jahrg. 47, Nr.1-2, Zürich, 1947
- HAAS (Leonhard), K.Frantz: Deutschland und Europa, dans Schweizer Annalen,
Heft 7, Aarau, 1945

- PFAFF (Karl), Der Staatslehrer K.Frantz, dans Neues Abendland 1, Jahrgang IV, 1946
- SCHOTTLÄNDER (F), K.Frantz und das deutsche Geschichtsbild, dans Stuttgarter Rundschau, Jahrg. 2, Heft 10, 1947
- HONIGSHEIM (P), Benedikt Schmittmann, ein deutscher Föderalist und Pazifist, dans Die Friedenswarte, Jahrg. 47, Nr.1-2, Zürich, 1947
- FERBER (Walter), Bismarck oder K.Frantz?, Föderalistische Hefte, 1, Jahrg.1948
- RAUCH (Georg von), Einheit und Grenzen Europas bei K.Frantz und Henri Martin, dans Europa-Archiv, Jahrg. 4
- GÖRLICH (E.J.), K.Frantz - Der Prager Föderalistenkongress, dans Neues Abendland, Jahrg. 6, Heft 5, 1951
- FERBER (Walter), Vom Ehebund bis zum Weltbund - Das föderalistische Weltbild von K.F., dans Die neue Ordnung, Jahrg. 5, 1951

ECRITS SUR L'IDEE DE "REICH" GERMANIQUE:

- WINNIG (August), Europa -Gedanken eines Deutschen, Berlin, 1937
- ROHDEN (Peter), Die Idee des Reiches in der europäischen Geschichte, Oldenburg, 1943
- FOERSTER (Friedrich Wilhelm), Europa und die deutsche Frage, Luzern-Zürich, 1937
(Apologie de K.Frantz par l'un de ses disciples pacifistes chrétiens)

CHAPITRE 3

SUR LES QUESTIONS JURIDIQUES EUROPEENNES:

- REUTER (Paul), Organisations européennes, PUF, Paris, 1965

I. DEUX PROJETS D'ORGANISATION JURIDIQUE:

- LAMMERS (August), Deutschland nach dem Kriege - Ideen zu einem Programm nationaler Politik, Leipzig, 1871
- BALTZER (Eduard), Unter dem Kreuz des Kriegs - Betrachtungen über die Ereignisse von 1870-71 in gleichzeitigen Aufzeichnungen, Nordhausen, 1871
- BALTZER (Eduard), Die europäische Union, dans Die Friedenswarte, Jahrg. 31, Schweidnitz, 1931
- HÄLSCHNER (Hugo), Der deutsch-französische Krieg und das Völkerrecht, dans Deutsche Blätter, Janvier et mars, 1872
- DU BOIS-REYMOND (Emil), Rede am 3. August 1870 in der Aula der Königl. Friedrich-Wilhelms-Universität zu Berlin, Berlin, 1870
- PFLEIDERER (Edmund), Erlebnisse eines Fel dgeistlichen im Kriege, 1870-71, München, 1890
- HOLTZENDORFF (Franz von), Die Idee des ewigen Völkerfriedens, Berlin, 1882

II. Johann Caspar BLUNTSCHLI ET L'APOTHEOSE DU DROIT EUROPEEN:

Etudes sur J.C.Bluntschli:

- RIVIER (Alphonse), Biographie de Bluntschli, dans Le Droit international codifié, Paris, 1886
- FRITZSCHE (Hans), J.K.Bluntschli, dans Schweizer Juristen der letzten hundert Jahre, Zürich, 1945

Oeuvres de BLUNTSCHLI (Johann Caspar):

- Blätter für politische Kritik im Verein mit mehreren deutschen und schweizerischen Staatsmännern, München, 1844
- Die Gründung der Amerikanischen Union von 1787, dans Sammlung gemeinverständlicher wissenschaftlicher Vorträge, hrsg. von R. Virchow u. Fr. v. Holtzendorff, III. Serie, Heft 54, Berlin, 1868
- Die nationale Staatenbildung und der moderne deutsche Staat, Berlin, 1870
- Das moderne Völkerrecht der zivilisierten Staaten, 2ème éd. augmentée, Nördlingen, 1872
- Deutsche Staatslehre für Gebildete, Nördlingen, 1874
- Politik als Wissenschaft, Lehre vom modernen Staat, Bd III, Stuttgart, 1875
- Allgemeines Staatsrecht, Lehre vom modernen Staat, Bd II, 5ème éd., Stuttgart, 1875
- Théorie générale de l'Etat, traduction de Allgemeine Staatslehre, Paris, 1877
- Gesammelte kleine Schriften, 2 vol., Nördlingen, 1879-1881
- Denkwürdiges aus meinem Leben, 3 vol., Nördlingen, 1884
- Allgemeine Staatslehre, 6ème éd., Stuttgart, 1886

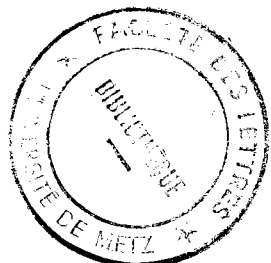
III. "LA PAIX EN EUROPE" DE E. SCHLIEF

SCHLIEF (Eugen), Der Friede in Europa - Eine völkerrechtlich-politische Studie, Leipzig, 1892

CHAPITRE 4

ECRITS SUR LE PACIFISME:

- HETZEL (H), Die Humanisierung des Krieges in den letzten 100 Jahren 1789-1889, Frankfurt/Oder, 1891
- POTONIE-PIERRE (Edmond), Historique du mouvement pacifique, Berne, 1899
- DUCOMMUN (Elie), L'oeuvre pacifiste - Résumé d'écrits sur la paix, Berne, 1905
- ARNAUD (E), Le pacifisme et ses détracteurs, Paris-Berne, 1906
- GOBAT (Albert), Über die internationalen Friedensbestrebungen, numéro spécial du mensuel Nord und Süd, Jg. 37, août 1913, Breslau, 1913
- ERNSTBERGER (Anton), Charles Mackay und die Idee der Vereinigten Staaten von Europa, Histor. Zeitschr., Bd 146, München, 1932
- RAIN (Pierre), Organisation de la paix en Europe depuis les origines jusqu'à l'ONU, Paris, 1946
- RENOUVIN (Pierre), L'idée d'Etats-Unis d'Europe pendant la crise de 1848, Actes du Congrès historique du Centenaire de la Révolution de 1848, Paris, PUF, 1948
- BOUTHOU (Gaston), Les Guerres - Eléments de polémologie, Paris, 1951
- SCHLOCHAUER (Hans Jürgen), Die Idee des ewigen Friedens, Bonn, 1953
- GUGLIA (Otto), Kampf um Europa - Föderationen und Föderationsversuche in Europa im 19. und 20. Jahrhundert und ihre historischen Grundlagen, Wien, 1954
- MERLE (Marcel), Pacifisme et internationalisme - XVIIe - XXe siècles, recueil de textes, Paris, 1966



I. LE PACIFISME INTEGRAL D'E.LÖWENTHAL

Der Demokrat aus Baselland, Octobre 1870 à mai 1871, Laufen

LÖWENTHAL (Eduard), Das preussische Völker-Dressur-System und die europäische Föderativ-Republik der Zukunft, Zürich, 1871

LÖWENTHAL (Eduard), Grundzüge zur Reform und Kodifikation des Völkerrechts, Berlin, 1874

LÖWENTHAL (Eduard), Der Kampf um die europäische Suprematie oder die Konsequenzen einer französisch-russischen Allianz, Berlin, 1890

LÖWENTHAL (Eduard), Ein französisch-deutscher Ausgleich im Hinblick auf die Vorgänge in Russland, Berlin, 1891

LÖWENTHAL (Eduard), Mein Lebenswerk - Memoiren von Dr.E.Löwenthal, 2ème éd., Berlin, 1912

II. LES DEMOCRATES ALLEMANDS ET LA PAIX DE L'EUROPE

Der deutsche Eidgenosse, organe du "Verein Deutsche Freiheit und Einheit, London-Hamburg, 1865

Deutsche Blätter - Beilage zur Gartenlaube, Leipzig, 1867-1868

Wochenschrift der Fortschrittspartei in Bayern, Erlangen, 1868-1869

JACOBY (Johann), Gesammelte Schriften und Reden, Hamburg, 1872

Die Wage - Wochenblatt für Politik und Literatur, hrsg. von Dr.Guido Weiss, Berlin, 1877

GEISER (Bruno), Die Überwindung des Krieges durch Entwicklung des Völkerrechts, Stuttgart, 1886

Europa vor der Frage: Abrüstung oder Krieg? Betrachtungen eines deutschen Parlamentariers über die gegenwärtige politische Lage in Europa, 3ème éd., Kassel, 1890

III. LA LIGUE INTERNATIONALE DE LA PAIX ET DE LA LIBERTE

SUR LE MOUVEMENT OUVRIER SUISSE AU 19EME SIECLE:

BIGLER (Rolf R.), Der libertäre Sozialismus in der Westschweiz, Köln-Berlin, 1963

GRUNER (Erich), Die Arbeiter in der Schweiz im 19. Jahrhundert, Bern, 1968

JOURNAUX PACIFISTES SUISSES:

Der Völkerbund, Nr.1, Dezember 1849, Genf

Der Völkerbund, Heft 1, Ausgabe für Deutschland und die Schweiz, hrsg. von der Gesellschaft des Völkerbundes, Colmar, 1850

Qu'est-ce que la Société du Grutli - Lettres à un ami par Frédéric Lauffer, Traduit de l'allemand et publié par Adolphe Graf, rédacteur du journal Le Grutli, Lausanne, 1863

Der Grütliener, Organ für die Interessen des Grütlivereins, Bern, 1869-1872

Das Felleisen, Organ des deutschen Arbeiterbildungsvereins in der Schweiz, Jahrgänge 5 und 6, 1866-1867

Die Vereinigten Staaten von Europa, Wochenblatt, hrsg. von der Internationalen Friedens- und Freiheitsliga, Bern, 1867-1892

AUTRES ECRITS:

KANT (Immanuel), Zum ewigen Frieden, Neue Ausgabe mit einem Vorwort von G.Vogt, Bern, 1867

FISCHHOF (Adolph), Zur Reduktion der kontinentalen Heere, Wien, 1875

CHAPITRE 5

OUVRAGES GENERAUX SUR LE SOCIALISME ET LES RAPPORTS ENTRE INTERNATIONALISME ET QUESTION NATIONALE:

- MEHRING (Franz), Geschichte der deutschen Sozialdemokratie, Teil I, Berlin, 1960
- SCHLOTT (Gerhart), Nationales und internationales Denken der deutschen und französischen Sozialisten (besonders in den Jahren 1863-1871), Dissert., Frankfurt/Main, 1960
- WEHLER (Hans Ulrich), Sozialdemokratie und Nationalstaat - Die deutsche Sozialdemokratie und die Nationalitätenfragen in Deutschland von K.Marx bis zum Ausbruch des Ersten Weltkrieges, Würzburg, 1962
- SCHIEDER (Wolfgang), Anfänge der deutschen Arbeiterbewegung - Die Auslandsvereine im Jahrzehnt nach der Julirevolution 1830, Stuttgart, 1963
- FREYMOND (Jacques), Etudes et documents sur la Première Internationale en Suisse, Genève, 1964
- MORGAN (Roger), The German Social Democrats and the First International 1864-1872, Cambridge, 1965
- CONZE (Werner) - GROH (Dieter), Die Arbeiterbewegung in der nationalen Bewegung - Die deutsche Sozialdemokratie vor, während und nach der Reichsgründung, Stuttgart, 1966
- Die Presse der Arbeiterklasse und der sozialen Bewegungen, von den 30er Jahren des 19. Jahrhunderts bis 1967, Bibliographie und Standortverzeichnis deutscher Presse der dt., der österreich. u. der schweizer. Arbeiter-, Gewerkschafts- und Berufsorganisationen, ges. und bearb. v. A.Eberlein u.a., Berlin, 1968-1969
- HAUPT (Georges), LOWY (Michael), WEILL (Claudie), Les marxistes et la question nationale 1848-1914, Paris, 1974

I. LA SOCIAL-DEMOCRATIE: INTERNATIONALISME ET REVOLUTION NATIONALE

- RUGE (Arnold), Manifest an die deutsche Nation, Hamburg, 1866
- LASSALLE (Ferdinand), Der Briefwechsel zwischen Lassalle und Marx nebst Briefen von F.Engels und Jenny Marx an Lassalle und von K.Marx an Gräfin Sophie Hatzfeldt, hrsg. von Gustav Mayer, Nachgelassene Briefe und Schriften, Bd 3, Osnabrück, 1967
- LASSALLE (Ferdinand), Lassalles Briefwechsel aus den Jahren seiner Arbeiteragitation 1862-1864, hrsg. von Gustav Mayer, Nachgelassene Briefe und Schriften, Bd 5, Osnabrück, 1967
- LASSALLE (Ferdinand), Die Schriften des Nachlasses und der Briefwechsel mit Karl Rodbertus, hrsg. von Gustav Mayer, Nachgelassene Briefe und Schriften, Bd 6, Osnabrück, 1967
- BEBEL (August), Unsere Ziele, Leipzig, 1870
- Die Sozialdemokratie im Deutschen Reichstag - Tätigkeitsberichte und Wahlauftrufe aus den Jahren 1871 bis 1893, Berlin, 1909

BEBEL (August), Aus meinem Leben, Stuttgart, 1911
BEBEL (August), Ausgewählte Reden und Schriften, Bd I (1863-1878), Institut für Marxismus-Leninismus beim Z.K. der S.E.D., Berlin, 1970

JOURNAUX:

Der Proletarier - Organ des Allgemeinen Deutschen Sozialdemokratischen Arbeitervereins, Augsburg, 1870
Der Volksstaat - Organ der sozialdemokratischen Arbeiterpartei und der internationalen Gewerksgenossenschaften, Leipzig, 1873
Vorwärts - Central-Organ der Sozialdemokratie Deutschlands, Leipzig, 1876-1877
Der Sozialdemokrat - Zentralorgan der deutschen Sozialdemokratie, Zürich, 1881-1889

II. J.P.BECKER ET LA "REPUBLIQUE SOCIAL-DEMOCRATIQUE DES ETATS-UNIS D'EUROPE"

BECKER (Johann Philipp), Wie und wann? Ein ernstes Wort über die Fragen und Aufgaben der Zeit - Der deutschen Nation gewidmet, Genf-London-Manchester, 1862
BECKER (Johann Philipp), Polen, die Diplomatie und die Revolution, Genf, 1863
Der Vorbote - Politische und sozialökonomische Zeitschrift - Zentralorgan der Sektionsgruppe deutscher Sprache der Internationalen Arbeiterassoziation, redigiert von J.P.Becker, Genf, 1866-1871
BECKER (Johann Philipp), Die Internationale Arbeiterassoziation und die Arbeitseinstellung in Genf im Frühjahr 1868, Genf, 1868
Intenationale Arbeiterassoziation, Zwei Aktenstücke aus der Allgemeinen Versammlung der deutschsprechenden Arbeiter Genfs (8.April 1871)
BECKER (Johann Philipp), Psalmen in Reimform, Genf, 1875
Briefe und Auszüge aus Briefen von J.P.Becker, Jos. Dietzger, Fr. Engels, K.Marx u. Anderen an F.A.Sarge u. Andere, Stuttgart 1906

SUR J.P.BECKER:

ENGELS (Friedrich), Dem Gedächtnis J.P.Beckers, dans Der Sozialdemokrat (17-12-1886), Zürich
ENGELBERG (Ernst), Fragen der Demokratie und des Sozialismus in der Internationale - Einführung zur originalgetreuen Reproduktion des "Vorbotes" aus Anlass des 100. Gründungstages der Ersten Internationale, Berlin-Zürich, 1963
DLUBEK (Rolf), J.P.Becker - Vom radikalen Demokraten zum Mitstreiter von Marx und Engels in der Ersten Internationale (1848-1864/65), Dissert. Freie Uni. Berlin, 1964

III. MARX - ENGELS: L'EUROPE ET LA REVOLUTION MONDIALE

MARX (Karl), Oeuvres choisies, Tome 1, Gallimard, Paris, 1963
MARX (Karl), La guerre civile en France 1871, Editions sociales, Paris, 1963
MARX (Karl), Frühe Schriften, Bd I, Darmstadt, 1971
MARX (Karl), Politische Schriften, Bde I und II, Darmstadt, 1971
ENGELS (Friedrich), Savoyen, Nizza und der Rhein, Berlin, 1860
ENGELS (Friedrich), Po und Rhein, hrsg. von E.Bernstein, Stuttgart, 1915
MARX (Karl) - ENGELS (Friedrich), Briefe an A.Bebel, W.Liebkecht, K.Kautsky und Andere, Teil I (1870-1886), Moskau-Leningrad, 1933

- MARX (K) - ENGELS (Fr), Briefwechsel, Bde 1-4, Berlin, 1949
MARX (K) - ENGELS (Fr), La Nouvelle Gazette rhénane (Neue rheinische Zeitung),
Tome I (1er juin - 5 sept. 1848), Ed. sociales,
Paris, 1963
MARX (K) - ENGELS (Fr), Manifeste du parti communiste, présenté et traduit
par E. Bottigelli, Aubier, Paris, 1971

CHAPITRE 6

LIST (Friedrich), Système national d'économie politique (Das nationale System
der politischen Ökonomie), Paris, 1861

SUR L'OEUVRE de FR. LIST:

- BOKISCH (Karl), Bisherige Versuche einer handels- und zollpolitischen Einigung
Europas, Dissert., Institut für Volkswirtschaftslehre,
Wien, 1956
SALIN (Edgar), Friedrich List - Kerneuropa und die Freihandelszone - Zwei Reden
zur europäischen Politik, Recht und Staat in Geschichte und
Gegenwart, Heft 227, Tübingen, 1960
ROUSSAKIS (Emmanuel N.), Friedrich List, the Zollverein, and the Uniting of
Europe, College of Europe, Bruges, 1968
BRUCK (Karl Ludwig von), Die Aufgaben Österreichs, Leipzig, 1860

SUR L'OEUVRE de BRUCK:

- CHARMATZ (Richard), Minister Freiherr von Bruck - Der Vorkämpfer Mitteleuropas,
Sein Lebensgang und seine Denkschriften, Leipzig, 1916
FRIEDJUNG (Heinrich), Mitteleuropäische Zollunionspläne 1849-1853, dans
Historische Aufsätze, Stuttgart-Berlin, 1919

ECRITS DE STEIN (Lorenz von):

- Die Grundlagen und Aufgaben des künftigen Friedens, Wien, 1856
- Das Rechtsleben Europas und die Wissenschaft, dans Gegenwart und Zukunft
der Rechts- und Staatswissenschaft Deutschlands, Stuttgart, 1876
- Europa und Asien, dans Allgemeine Zeitung, N°236 (25 août 1884) et N°238
(27 août 1884), München
- Lehrbuch der Finanzwissenschaft, Teil I, Die Finanzverfassung Europas, 5ème
éd., Leipzig, 1885
- Lehrbuch der Nationalökonomie, 3ème éd., Wien, 1887

OEUVRES DE SCHÄFFLE (Albert):

- Gesammelte Aufsätze, Tübingen, 1885
- Bau und Leben des sozialen Körpers, 2ème éd., Tübingen, 1896

OEUVRES DE PEEZ (Alexander von):

- Die Deutschen in Vergangenheit und Zukunft - Eine patriotische Phantasie,
Göttingen, 1853
- Deutschland am Wendepunkt seiner Geschichte, Wiesbaden, 1859
- Sieben handelspolitische Briefe aus England, Leipzig, 1863
- Wandlungen in der Weltwirtschaft und Weltpolitik, Beilage zur Allgemeinen
Zeitung, N°s 349, 350, 351 (16, 17, 18-12-1884), München

- Zur neuesten Handelspolitik - Sieben Abhandlungen, Wien, 1895

SUR A. von PEEZ:

FRIEDJUNG (H), A.von Peez, dans Historische Aufsätze, Stuttgart-Berlin, 1919

OEUVRES de SCHMOLLER (Gustav):

- Die amerikanische Konkurrenz und die Lage der mitteleuropäischen, besonders der deutschen Landwirtschaft, Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft im Deutschen Reich, Jg.7, Heft 2, Leipzig, 1882
- Der Übergang Deutschlands zum Schutzzollsystem 1879, dans Zur Sozial- und Gewerbepolitik der Gegenwart - Reden und Aufsätze, Leipzig, 1890
- Fr.List als praktischer Volkswirt, Schriften des Deutschen volkswirtschaftlichen Verbandes, Bd 3, Heft 1, Berlin, 1909

AUTRES ECRITS SUR LES PROBLEMES ECONOMIQUES ET COMMERCIAUX:

Die Handelskrise und das Bankwesen, dans Deutsche Vierteljahrs-Schrift, 1858, Heft 1, Stuttgart-Augsburg

Die Wiener Zollkonferenzen, dans Deutsche Vierteljahrs-Schrift, 1858, Heft 3, Stuttgart-Augsburg

Handelspolitische Betrachtungen aus der Gegenwart, dans Deutsche Vierteljahrs-Schrift, 1859, Heft 1, Stuttgart-Augsburg

Die Erfahrungen der Freihandelsgesetzgebung Grossbritanniens, dans Deutsche Vierteljahrs-Schrift, 1859, Heft 3, Stuttgart-Augsburg

FRÖBEL (Julius), Österreich und der Freihandel, Wien, 1865

ARND (Karl), Die Friedenswünsche, ihre sittliche und wirtschaftliche Berechtigung, Frankfurt/Main, 1867

BAUER (Bruno), Zur Orientierung über die Bismarck'sche Ära, Chemnitz, 1880

BRENTANO (Lujo), Über die zukünftige Handelspolitik des Deutschen Reichs, Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft im Deutschen Reich, Jg.9, Heft 1, Leipzig, 1885

BAUSSNERN (Guido von), Deutschland und Österreich-Ungarn, dans Abhandlungen, Reden und Briefe 1868-1889, Leipzig, 1890

RÖSSLER (Konstantin), Die Zukunft der Völker von Mitteleuropa, Berlin, 1890

PREUSS (Hugo), Das Völkerrecht im Dienste des Wirtschaftslebens, Berlin, 1891

ECKARDT (Julius von), Berlin, Wien, Rom - Betrachtungen über den neuen Kurs und die neue europäische Lage, Leipzig, 1892

SOMBART (Werner), Der Bourgeois - Zur Geistesgeschichte des modernen Wirtschaftsmenschen, München, 1923

ETUDES SUR LE "SOCIALISME DE LA CHAIRE":

WITTRÖCK (Gerhard), Die Kathedersozialisten bis zur Eisenacher Versammlung 1872, dans Historische Studien, Heft 350, Berlin, 1939

VÖLKERLING (Fritz), Der deutsche Kathedersozialismus, Ostberlin, 1959

TROISIEME PARTIE

BILAN GENERAL DE L'EUROPE A LA FIN DU 19EME SIECLE CHEZ:

PEEZ (Alexander von), Europa aus der Vogelschau - Politische Geographie, Vergangenheit und Zukunft, 2ème éd., Leipzig, 1916

à compléter par:

PEEZ (Alexander von), Die gelbe Gefahr in der Geschichte Europas, Wien, 1908

VASTE TABLEAU SOCIAL ET INTELLECTUEL DE L'ERE BISMARCKIENNE PAR:

HÖFELE (Karl Heinrich), Geist und Gesellschaft der Bismarckzeit 1870-1890,
Göttingen, 1967

OUVRAGES TRAITANT DU CONFLIT DE LA CULTURE ET DE L'ETAT A L'EPOQUE
BISMARCKIENNE, AINSI QUE DE LA CRISE DE L'ESPRIT MODERNE:

WESTPHAL (Otto), Feinde Bismarcks - Geistige Grundlagen der deutschen Opposition von 1848-1918, München, 1930

(Critique en particulier l'apolitisme de Burckhardt et Nietzsche.)

STEDING (Christoph), Das Reich und die Krankheit der europäischen Kultur,
3ème éd., Hamburg, 1942

(Très orienté, fait l'apologie de l'idée de "Reich" comme principe régénérateur.)

MEINECKE (Friedrich), Die deutsche Katastrophe, Wiesbaden, 1949

(Tentative de jugement objectif sur l'histoire récente de l'Allemagne, particulièrement sur l'oeuvre bismarckienne et les conceptions de ses adversaires, tels que Burckhardt, Frantz, Planck.)

WINSTOCK (Heinrich), Die Tragödie des Humanismus - Wahrheit und Trug im abendländischen Menschenbild, Heidelberg, 1953

SCHOEPS (Hans Joachim), Vorläufer Spenglers - Studien zum Geschichtspessimismus im 19. Jahrhundert, Leiden, 1955

CHAPITRE 1

LASAULX (Ernst von), Zur Philosophie der römischen Geschichte (1860), dans
Verschüttetes Schrifttum - Ausgewählte Werke 1841-1860,
Stuttgart, 1925

LASAULX (Ernst von), Neuer Versuch einer alten, auf die Wahrheit der Tatsachen
gegründeten Philosophie der Geschichte, München, 1952

DOCEKAL (Herta), Ernst von Lasaulx - Ein Beitrag zur Kritik des organischen
Geschichtsbegriffs, Münster, 1970

OEUVRES DE BURCKHARDT (Jakob):

- Die Kultur der Renaissance in Italien, 3ème éd., Leipzig, 1877
- Briefe an seinen Freund Friedrich von Preen 1864-1893, Stuttgart-Berlin, 1922
- Briefe, Vollständige und kritisch bearbeitete Ausgabe, hrsg. von Max Burckhardt, Basel, 1949
- La civilisation de la Renaissance en Italie - Un essai par J. Burckhardt,
Traduction de H. Schmitt - Introduction de Marcel Brion - Post-
face de Robert Klein, Paris, 1958
- Weltgeschichtliche Betrachtungen, Historisch-kritische Gesamtausgabe,
Pfullingen, 1949

- Considérations sur l'histoire universelle, Traduit par S.Stelling-Michaud -
Avant-propos de W.Kaegi, Genève, 1965
- Fragments historiques, Traduit par M.Chevallier, Genève, 1965

ETUDES SUR J.BURCKHARDT:

- NEUMANN (Carl), J.Burckhardt, Deutschland und die Schweiz, Gotha, 1919
WINNERS (Richard), Weltanschauung und Geschichtsauffassung J.Burckhardts,
Dissert., Berlin, 1929
STADELMANN (Rudolf), J.Burckhardt und das Mittelalter, Histor. Zeitschr.,
Bd 142, München, 1930
REHM (Walter), Jakob Burckhardt, Frauenfeld - Leipzig, 1930
(Ouvrage qui contribue excellemment à la connaissance de l'humanisme occi-
dental de J.B.)
KAEGI (Werner), Jakob Burckhardt - Eine Biographie, Bde I-IV, Basel-Stuttgart,
(Ouvrage fondamental sur J.B.) 1947-1967
KAEGI (Werner), Jakob Burckhardt - Eine Biographie, Bd V: Das neuere Europa
und das Erlebnis der Gegenwart, Basel-Stuttgart, 1973
MEINECKE (Friedrich), Ranke und Burckhardt, Deutsche Akademie der Wissen-
schaften zu Berlin, Heft 27, 1948
SEEL (Otto), J.Burckhardt und die europäische Krise, Stuttgart, 1948
(Ouvrage très brillant, surtout par son analyse des rapports de J.B. avec le
germanisme et la latinité.)
ZEEDEN (Ernst), Über Methode, Sinn und Grenze der Geschichtsschreibung in der
Auffassung J.Burckhardts, Freiburg i.B., 1948
KNITTERMEYER (Hinrich), Jakob Burckhardt - Deutung und Berufung des abend-
ländischen Menschen, Stuttgart, 1949
STADELMANN (Rudolf), J.Burckhardts Weltgeschichtliche Betrachtungen, Histor.
Zeitschr., Bd 169, München, 1949
GITERMANN (Valentin), J.Burckhardt als politischer Denker, Wiesbaden, 1957
KAEGI (Werner), Europäische Horizonte im Denken J.Burckhardts - Drei Studien,
Basel, 1962
SCHMID (Karl), Unbehagen im Kleinstaat, Zürich-Stuttgart, 1963
LÖWITH (Karl), J.Burckhardt - Der Mensch inmitten der Geschichte, Stuttgart,
1966
(Réédition d'un ouvrage de 1936, mettant notamment l'accent sur les diffé-
rences entre Burckhardt et Nietzsche quant à leurs conceptions de l'homme
et de l'histoire.)
RENTSCH (Hans Ulrich), Schweiz - Neutraler Kleinstaat am Rande des Reichs,
dans Europa und die Einheit Deutschlands, eine
Bilanz nach 100 Jahren, hrsg. von Walther Hofer,
Köln, 1970

CHAPITRE 2

Pour une étude comparée de Burckhardt et de Nietzsche nous devons beaucoup à:

- MARTIN (Alfred von), Nietzsche und Burckhardt, München, 1941
SALIN (Edgar), Vom deutschen Verhängnis - Gespräch an der Zeitenwende:
Burckhardt - Nietzsche, Hamburg, 1959
HELLER (Erich), Nietzsche - Drei Essays, Frankfurt/Main, 1964

SUR LES RAPPORTS DE NIETZSCHE ET DE BACHOFEN:

BÄUMLER (Alfred), Bachofen und Nietzsche, Zürich, 1929

ELEMENTS BIOGRAPHIQUES SUR BACHOFEN DANS:

Autobiographische Aufzeichnungen von Prof.J.J.Bachofen, Basler Jahrbuch, 1917

OEUVRES DE BACHOFEN (Johann Jakob):

- Gesammelte Werke, Basel, 1943
- Der Mythos von Orient und Occident - Eine Metaphysik der alten Welt - Aus den Werken von J.J.Bachofen, Mit einer Einleitung von A.Bäumler, hrsg. von M.Schroeter, München, 1956

OEUVRES DE NIETZSCHE (Friedrich):

- F.Nietzsche - Oeuvres posthumes, Paris, 1934
- La Volonté de puissance, Traduction G.Bianquis, Paris, 1948
- F.Nietzsche - Werke, hrsg. von Karl Schlechta, 4 Bde, München, 1954-1965
- Nietzsches Werke - Kritische Gesamtausgabe, hrsg. von G.Colli u. M.Montinari, W.de Gruyter, Berlin, En cours de parution depuis 1967
- F.Nietzsche - Oeuvres philosophiques complètes, Textes et variantes établis par G.Colli et M.Montinari, Gallimard, Paris, En cours de parution depuis 1967

L'OUVRAGE LE PLUS COMPLET SUR NIETZSCHE RESTE:

ANDLER (Charles), Nietzsche, sa vie et sa pensée, 6 vol., Paris, 1920-1931

En ce qui concerne l'influence de Schopenhauer, Bachofen et Burckhardt, nous nous référons au Tome I (Les précurseurs de Nietzsche - La jeunesse de N.) de: ANDLER (Charles), Nietzsche, sa vie et sa pensée, 4ème éd., 3 tomes, Paris, NRF, 1958

On lira toujours avec profit:

MANN (Thomas), Betrachtungen eines Unpolitischen, Berlin, 1919

BERTRAM (Ernst), Nietzsche - Essai de mythologie, Traduit par R.Pitrou, Paris, 1932

JASPERS (Karl), Nietzsche et le christianisme, Traduit par J.Hersch, Paris, 1949

Par ailleurs, l'abondance des écrits sur Nietzsche nous a contraint à consulter essentiellement les études parues depuis la Seconde Guerre mondiale.

SUR NIETZSCHE ET L'EUROPE:

KRÜKEL (Fritz), Europas Selbstbesinnung durch Nietzsche, München, 1929

SPENLE (Jean Edouard), Nietzsche et le problème européen, Paris, 1943
(Souligne que l'unité de la pensée de Nietzsche réside dans le problème central de la décadence et de la régénération de l'Europe.)

FLORA (Francesco), Nietzsche est-il un Européen?, Revue La NEF, Tome 3, 1946

SPENLE (Jean Edouard), Les grands maîtres de l'humanisme européen, Paris, 1952

STUFFEL (Jean Claude), Universalisme et esprit européen dans l'oeuvre de Nietzsche, Centre universitaire des hautes études européennes, Strasbourg, 1954

HOWALD (Ernst), Humanismus und Europäertum, Zürich, 1957

BERTRAM (Ernst), Nietzsches Europa, dans Möglichkeiten - Ein Vermächtnis, Pfullingen, 1958

(Cet essai, écrit en 1925, est d'une très haute tenue.)

SCHMIELE (Walter), Nietzsche der Gute Europäer, dans Auf der Suche nach Frankreich - Der Nachbar im Westen und die deutsche Kultur, hrsg. von Hort Lehner, Schriftenreihe des Instituts für Auslandsbeziehungen Stuttgart, Herrenalb, 1963

SUR NIETZSCHE ET L'HISTOIRE:

SCHLECHTA (Karl), Le cas Nietzsche (Der Fall Nietzsche), Traduit par A. Coeuroy, Paris, 1960

SCHIEDER (Theodor), Grundfragen der neueren deutschen Geschichte - zum Problem der historischen Urteilsbildung, Histor. Zeitschr., Bd 192, München, 1961

KREMER-MARIETTI (A), Hegel et Nietzsche, dans La Revue des Lettres modernes, N^{os} 76-77, 1962-1963

CHASSARD (André), La philosophie de l'histoire dans l'oeuvre de Nietzsche, Thèse de 3^{ème} cycle, Lettres, Paris, 1970

SUR NIETZSCHE ET LA POLITIQUE, le livre le plus utile est:

DUPUY (René-Jean), Politique de Nietzsche, Armand Colin, Paris, 1969
(Choix de textes avec introductions de très grande qualité)

SUR LE NIHILISME DE NIETZSCHE:

CAMUS (Albert), Nietzsche et le nihilisme, Revue Les Temps modernes, 7^{ème} année, N^o 70, 1951

LÖWITH (Karl), Von Hegel zu Nietzsche, Stuttgart, 1958

GAUDEFROY-DEMOMBYNES (Jean), Nietzsche et Spengler, dans La Revue des Lettres modernes, N^o 76-77, 1962-1963

BRÖCKER (Walter), Das was kommt, gesehen von Nietzsche und Hölderlin, Opuscula aus Wissenschaft und Dichtung 10, Pfullingen, 1963

SUR NIETZSCHE, LE NATIONALISME ET LE NAZISME:

FLAKE (Otto), Nietzsche - Rückblick auf eine Philosophie, Baden-Baden, 1946

FARRÉ (Robert), De l'influence de Nietzsche sur la pensée politique allemande, Thèse de droit, Montpellier, 1947

LUKÁCS (Georg), Von Nietzsche zu Hitler oder der Irrationalismus und die deutsche Politik, Frankfurt-Hamburg, 1966

(Point de vue marxiste)

SANDVOSS (Ernst), Hitler und Nietzsche, Göttingen, 1969

(Point de vue chrétien)

AUTRES ECRITS SUR NIETZSCHE:

BIANQUIS (Geneviève), Nietzsche, Paris, 1933

LÖWITH (Karl), Nietzsches Philosophie der Ewigen Wiederkehr des Gleichen, Berlin, 1935

BARONI (Christophe), Nietzsche éducateur - De l'homme au surhomme, Thèse de l'Université de Lausanne, 1961

- VERMEIL (Edmond), Nietzsche et l'art wagnérien, dans La Revue des Lettres modernes, N° 76-77, 1962-1963
- SCHIEDER (Theodor), Nietzsche und Bismarck, Histor. Zeitschr., Bd 196, München, 1963
- Nietzsche aujourd'hui?, Publications du Centre culturel de Cerisy-la-Salle, Colloque de juillet 1972, Tome 2, Paris, 1973
(Aborde quelques-uns des grands aspects de la pensée nietzschéenne.)

AUTRES OEUVRES DE L'EPOQUE:

- BAUER (Bruno), Disraelis romantischer und Bismarcks sozialistischer Imperialismus, Chemnitz, 1882
- NORDAU (Max), Aus dem wahren Milliardenlande, Pariser Studien und Bilder, Bd I, Leipzig, 1878
- NORDAU (Max), Die conventionellen Lügen der Kulturmenschheit, Leipzig, 1883
- NORDAU (Max), Ausgewählte Pariser Briefe, Berlin-Wien-Leipzig, 1884
- NORDAU (Max), Paradoxe, 5ème éd., Leipzig, 1891

SUR MAX NORDAU:

- MORSIER (Edouard de), L'oeuvre de Max Nordau, Paris, 1908

CHAPITRE 3

OEUVRES DE HILLEBRAND (Karl):

- Dino Compagni, Etude historique et littéraire sur l'époque de Dante, Paris, 1861
- La Prusse contemporaine et ses institutions, Paris, 1867
- Etudes historiques et littéraires, Tome I: Etudes italiennes, Paris, 1868
- La réforme de l'enseignement supérieur, Paris, 1868
- Lettres de 1870, Preuss. Jahrbücher, Bd 25, Berlin, 1870
- La société de Berlin de 1789 à 1815, Revue des Deux Mondes, Nos 86, 87, 90, 1870
- The Prospects of Liberalism in Germany, The Fortnightly Review, vol. 10, London, 1871
- Herder, North American Review, vol. 115 (Octobre 1872) et 116 (Janvier 1873)
- Zwölf Briefe eines ästhetischen Ketzers, Berlin, 1874
- Aus und über England, Zeiten, Völker und Menschen, Bd III, Berlin, 1876
- Geschichte Frankreichs von der Thronbesteigung Louis Philipps bis zum Falle Napoleons III., Teil I: Die Sturm-und-Drang-Periode des Julikönigtums (1830-1837), Gotha, 1877
- Profile, Zeiten, Völker und Menschen, Bd IV, Berlin, 1878
- Geschichte Frankreichs von der Thronbesteigung Louis Philipps bis zum Falle Napoleons III., Teil II: Die Blütezeit der parlamentarischen Monarchie, Gotha, 1879
- Six Lectures on the History of German Thought from the Seven Years War to Goethe's Death, London, 1880
- Aus dem Jahrhundert der Revolution, Zeiten, Völker und Menschen, Bd V, Berlin, 1881
- Zeitgenossen und Zeitgenössisches, Zeiten, Völker und Menschen, Bd VI, Berlin, 1882
- Kulturgeschichtliches, Zeiten, Völker und Menschen, Bd VII, Berlin, 1885

- Wälsches und Deutsches, Zeiten, Völker und Menschen, Bd II, réédition, Strasbourg, 1892
- Offene Antwort an L.Bamberger, dans L.Bamberger Studien und Meditationen, Gesammelte Schriften I, Berlin, 1898
- Frankreich und die Franzosen in der zweiten Hälfte des neunzehnten Jahrhunderts, Zeiten, Völker und Menschen, Bd I, 4ème éd., Strasbourg, 1898
- Correspondance avec Hans von Bülow (1870-1883), dans Hans von Bülow: Briefe und Schriften, Bde IV, V, VI, Leipzig, 1900
- Correspondance avec Nietzsche (1874-1883), dans Süddeutsche Monatshefte, Jg.6, Bd 2, München, 1909
- Briefe Hillebrands an Sybel und Treitschke (1869-1880), dans Süddeutsche Monatshefte, Okt. 1914 - März 1915, München

ARTICLES ET ETUDES SUR KARL HILLEBRAND:

- HOMBERGER (Heinrich), Article nécrologique sur K.Hillebrand, publié dans la revue Die Nation, 1884 (appendice à la 4ème éd. de Frankreich und die Franzosen) 1898
- MEYER (R.M.), Article dans Allgemeine deutsche Biographie, Bd 50, pages 333 à 339, Leipzig, 1904
- HEYDERHOFF (Julius), Aus der Werkstatt eines guten Europäers, ausgew. Briefe K.Hillebrands, Preuss. Jahrb., Bd 226, Berlin, 1931
- KNÖPP (F), K.Hillebrand, dans Volk und Scholle, Jahrg.8, 1930
- HEYDERHOFF (Julius), Briefe von K.Hillebrand, Corona, 4tes Jahr, Heft 1
- KURZ (Isolde), Florentinische Erinnerungen, Tübingen, 1937
- KLEIN (H.W.), Studien zur Weltanschauung und Ästhetik Hillebrands, Düsseldorf, 1948
- HOFMILLER (Josef), Die Bücher und wir, München, 1950
- HEYDERHOFF (Julius), K.Hillebrand, Geist und Gesellschaft im alten Europa, Literarische und politische Porträts aus 5 Jahrhunderten, ausgewählt u. eingeleitet von J.Heyderhoff, Stuttgart, 1954
- WALBRACH (Karl), Der "Europäer" K.Hillebrand, dans Hessische Heimat, Nr.1, Jahrg.6
- UHDE-BERNAYS (Hermann), K.Hillebrand - Unbekannte Essays, aus dem Französischen und Englischen übersetzt und mit einem biographischen Nachwort, Bern, 1955
- HAUPTS (Leo), K.Hillebrand als Publizist und Politiker, Köln, 1959
- MAUSER (Wolfram), K.Hillebrand - Leben, Werk, Wirkung, Dornbirn, 1960 (Ouvrage très complet et très documenté, avec une très vaste bibliographie)
- VIERHAUS (Rudolf), Zeitgeschichte und Zeitkritik im essayistischen Werk K. Hillebrands, Histor. Zeitschr., Bd 221, Heft 2, München, 1975

CHAPITRE 4

SUR LA RESURRECTION DE L'ALLEMAGNE ET DE L'EUROPE GRACE A LA MYSTIQUE GERMANIQUE, on lira plus spécialement:

- STEEN (Fritz), The Politics of Cultural Despair - A Study in the Rise of the Germanic Ideology, University of California Press, Berkeley and Los Angeles, 1961.
- (Traite de Lagarde, Langbehn et Möller van den Bruck. Comperte une excellente bibliographie.)

SUR L'ANTISEMITISME ET LE RACISME, il est indispensable de consulter:

WAWRZINEK (Kurt), Die Entstehung der deutschen Antisemitenparteien (1873-1890), Berlin, 1927

POLIAKOV (Léon), Le développement de l'antisémitisme en Europe aux temps modernes (1700-1850), Thèse de lettres, Paris, 1968

(Ouvrage monumental, étudie notamment, de manière approfondie, la genèse de l'idéologie raciste en Allemagne.)

POLIAKOV (Léon), Le mythe aryen - Essai sur les sources du racisme et des nationalismes, Paris, 1971

(Ouvrage d'une prodigieuse érudition, faisant une large place aux auteurs allemands.)

SUR LE PANGERMANISME, voir deux ouvrages marqués par l'esprit d'une époque, mais toujours précieux:

ANDLER (Charles), Les origines du pangermanisme (1800 à 1888), Paris, 1915

ANDLER (Charles), Le pangermanisme philosophique (1800 à 1914), Paris, 1917

BROCHURES ET ARTICLES REVELANT CERTAINS ASPECTS CARACTERISTIQUES DE L'IMPERIALISME GERMANIQUE:

Die natürliche Grenze - Ein Gedanke für Deutschland - Nebst einer Karte der wahren Ostgrenze Frankreichs und des neuen Staates Arelat,

(anonyme) Philadelphia-Leipzig, 1860

Wie zu helfen ist! Zur deutschen Bundesreform - Grossgermanien und die Revision der Karte von Europa

Berlin, 1861

(anonyme)

Das neue Deutschland - Vom Verfasser des "Neuen Europa", Zürich, 1869

(anonyme)

WAGNER (Adolph), Elsass und Lothringen und ihre Wiedergewinnung für Deutschland, Leipzig, 1870

ARKOLAY (STREUBEL), Das Germanentum und Österreich - Österreich und Ungarn - Eine Fackel für den Völkerstreit, Darmstadt, 1870

1800 - 1870 - 1900 - Europa im Lichte der Vergangenheit, Gegenwart und Zukunft - Ein politischer Rundblick und ein Mahnruf von einem preussischen Konservativen, Brandenburg, 1870

(anonyme)

SCHUMANN (Albert), Die Zukunft Deutschlands, Leipzig, 1870

Articles de la revue Die Gegenwart, Bd II, Nr.33, Nr.45, Berlin, 1872

OEUVRES DE LAGARDE (Paul de):

- Schriften für Deutschland, hrsg. von A.Messer, Leipzig, 1933

- Deutsche Schriften, München, 1934

ETUDE SUR LAGARDE:

MOMMSEN (Wilhelm), Paul de Lagarde als Politiker, Göttinger Beiträge zur deutschen Kulturgeschichte, Göttingen, 1927

LA CROYANCE EN LA VERTU REGENERATRICE DE LA SPIRITUALITE ALLEMANDE est illustré par:

EGIDY (Moritz von), Das einige Christentum, Leipzig, 1890

PLANCK (Karl Christian), Süddeutschland und der deutsche Nationalstaat,
Stuttgart, 1868
PLANCK (Karl Christian), Testament eines Deutschen, Tübingen, 1881

ECRITS SUR K.CHR.PLANCK:

K.Chr.Planck, dans Allgemeine deutsche Biographie, Bd 26, Leipzig, 1888
RUELIUS (H), K.Chr.Planck und die deutsche Erneuerungsbewegung nach 1870,
Dissert., Frankfurt/Main, 1938
WAASER (Friedrich), K.Chr.Plancks Vermächtnis an unsere Zeit - Persönlichkeit,
Lebensgang, Schicksal, dans la revue Die Kommenden, 1967
RAYHRER (Annemarie), K.Chr.Planck, dans Lebensbilder aus Schwaben und
Franken, Bd 11, Stuttgart, 1969

ECRIT DE LANGBEHN (Julius):

- Rembrandt als Erzieher - von einem Deutschen (A.J.Langbehn), Autorisierte
Neuausgabe, Leipzig, 1925

On trouvera des aperçus intéressants SUR LANGBEHN dans:

SEILLIERE (Ernest), Morales et religions nouvelles en Allemagne - Le néo-
romantisme au-delà du Rhin, Paris, 1927

OEUVRES DE WAGNER (Richard):

- Sämtliche Schriften und Dichtungen - Volksausgabe, Bde 1-16, Leipzig-
München, 1911
- Briefe - Die Sammlung Burrell, hrsg. und kommentiert von J.N.Burk,
Stuttgart, 1953

REVUES PUBLIEES PAR LES MILIEUX WAGNERIENS:

Bayreuther Blätter, Monatsschrift hrsg. vom Allgemeinen R.Wagner-Verein,
Jge 2 - 11 (1879 - 1888)
Revue wagnérienne, Réimpression de l'édition de Paris (1885 - 1888),
Genève, 1968

ETUDES SUR WAGNER:

Parmi les innombrables études sur la pensée et l'oeuvre de Wagner, nous ne
mentionnerons que celles se rapportant plus précisément au mythe du déclin
et de la régénération.

Nous considérons comme fondamentaux les ouvrages suivants:

LICHTENBERGER (Henri), R.Wagner, poète et penseur, 2ème éd., Paris, 1898
BOUCHER (Maurice), Les idées politiques de Richard Wagner - Exemple de natio-
nalisme mythique, Paris, 1947
VERMEIL (Edmond), La musique et la culture en Allemagne de J.S.Bach à R.Wagner,
Cours polycopié de l'Université de Paris, 1948-1949
(Donne une interprétation extrêmement riche et originale du drame wagnérien et
de l'évolution de l'art et de la philosophie en Allemagne.)
WESTERNHAGEN (Curt von), Richard Wagner - Sein Werk, sein Wesen, seine Welt,
Zürich, 1956

On se reportera également à:

HILDEBRANDT (K), Wagner und Nietzsche - Ihr Kampf gegen das 19. Jahrhundert,
Breslau, 1924

- MANN (Thomas), Richard Wagner et l'"Anneau du Nibelung", Conférence faite à l'Université de Zurich le 16-11-1937, dans Noblesse de l'esprit Essais, Paris, 1960
- RUPRECHT (E), Das Problem des MYthos bei Wagner und Nietzsche, Dissert., Freib.i.B., 1938
- BEAUFILS (Marcel), Introduction à Parsifal, Ed. bilingue Aubier, Paris, 1944
- LOOS (P.A.), Richard Wagner - Vollendung und Tragik der deutschen Romantik, Bern, 1952
- BERTRAM (Johannes), Mythos, Symbol, Idee in R.Wagners Musikdramen, Hamburg, 1957
- DOISY (Marcel), Introductions à la Tétralogie, Ed. bilingue Aubier, Paris, 1968
- SANS (Edouard), Richard Wagner et la pensée schopenhauerienne, Paris, 1969
- OEUVRES DE CHAMBERLAIN (Houston Stewart):
- Richard Wagner, 9ème éd., München, 1936
 - Die Grundlagen des 19. Jahrhunderts, Volktausgabe, 2 Bde, München, 1933

CONCLUSION

SUR LES CARACTERES SPECIFIQUES DE L'EUROPE, voir:

JASPERS (Karl), L'esprit européen, La Baconnière, Neuchâtel, 1957

SUR LA CRISE DE LA CIVILISATION EUROPEENNE A L'EPOQUE WILHELMIIENNE:

MASUR (Gerhard), Propheten von gestern - Zur europäischen Kultur 1890 - 1914, Frankfurt/Main, 1965

ECRITS DU TEMPS SUR LE DECLIN EUROPEEN EN GENERAL ET LATIN EN PARTICULIER:

WASSERBURG (Philipp), Die fünf Wunden Europas, Frankfurter Zeitgemässe Broschüren, Bd XVI, Frankfurt/Main, 1895

WASSERBURG (Philipp), Der Niedergang der romanischen Völker, Frankfurter Zeitgemässe Broschüren, Bd XVI, Frankfurt/Main, 1895

SCHUCHARDT (Ottomar), Ein Zusammenbruch, dans Die deutsche Politik der Zukunft, Bd II, Celle, 1900

SUR LE CONFLIT ENTRE LA PHILOSOPHIE DU PROGRES ET LE PESSIMISME:

STEIN (Ludwig), Die soziale Frage im Lichte der Philosophie - Vorlesungen über Sozialphilosophie und ihre Geschichte, Stuttgart, 1897

STEIN (Ludwig), An der Wende des Jahrhunderts - Versuch einer Kulturphilosophie, Freib.i.B., 1899

(Stein, professeur à l'Université de Berne, réfute notamment le pessimisme de Schopenhauer et Nietzsche.)

SUR LE NATIONALISME ET L'IDEE DE LA SUPERIORITE GERMANIQUE:

STENGEL (Karl von), Der ewige Friede, München, 1898

SCHALLENBERGER (Horst), Untersuchungen zum Geschichtsbild der wilhelminischen Ära und der Weimarer Zeit, Dissert., 1964

SUR LA RUPTURE ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'OCCIDENT:

- JÄHNS (Max), Über Krieg, Frieden und Kultur, Berlin, 1893
MEISSNER (Erich), Zwiespalt im Abendland - Ein Kommentar zur deutschen Geschichte von 1517 - 1939, Stuttgart, 1949
ROHLFING (W), Fortschrittsglaube und Zukunftshoffnung im wilhelminischen Deutschland (1890 - 1914), Dissert., Göttingen, 1955
SCHWARZ (G.M.), Deutschland und Westeuropa bei Ernst Troeltsch, Histor. Zeitschr., Bd 191, München, 1960

SUR LA SURVIVANCE DE L'IDEE D'EUROPE:

- STEIN (Ludwig), Das Ideal des "ewigen Friedens" und die soziale Frage, Berlin, 1896
SUTTNER (Bertha von), Der Krieg und seine Bekämpfung, Berlin, 1904
SUTTNER (Bertha von), Memoiren, Stuttgart, 1909
FRIED (Alfred Hermann), Handbuch der Friedensbewegung, Wien-Leipzig, 1905
FRIED (Alfred Hermann), Europäische Wiederherstellung, Zürich, 1915
Die Friedenswarte - Zeitschrift für zwischenstaatliche Organisation, hrsg. von A.H.Fried, Jahrgänge I-XXII (1899-1920), Berlin-Wien-Leipzig-Zürich

Parmi de très nombreux écrits SUR l'UNITE EUROPEENNE parus entre 1890 et 1918, nous mentionnerons enfin:

- Die Schöpfung der Vereinigten Staaten von Europa - Eine Phantasie von 1910 und eine Betrachtung von 1914, Berlin, 1914
(anonyme)

INDEX DES PRINCIPAUX NOMS DE PERSONNES.

- ADENAUER 453.
ALEXANDRE II 114, 115.
ALIOTH 527, 533.
ANDLER 108, 279, 296, 458, 536, 580, 656, 679.
ANTONI (Carlo) 35.
ARKOLAY 637.
ARND 477, 483.
BAADER (F.von) 28, 235, 496, 497.
BACH (J.S.) 276, 585.
BACHOFEN 219, 536-539, 587, 656.
BAKOUNINE 152, 212, 242, 349, 395, 396, 419, 420, 425, 431, 435, 659.
BALTZER 303-308, 318, 334, 369.
BAUER (Bruno) 62, 63, 217, 232, 389, 478, 479, 495, 503, 574, 615.
BAUMGART (W) 54.
BAUSSNERN 475-477.
BEBEL 75, 415, 416, 417, 418, 427, 430, 435, 436, 449, 453.
BECKER (J.P.) 22, 392, 393, 394, 413, 418-430, 435, 453, 454.
BENTHAM 372, 381.
BERNSTEIN 440.
BERTRAM 586, 669.
BEUST 83, 95, 110, 111, 112, 113, 222.
BISMARCK 2, 14, 15, 16, 17, 33, 38, 47, 53, 57, 59, 60, 78, 82, 87, 90,
100, 103, 106, 107-127, 131, 153, 155, 198, 199, 211, 219, 228,
230, 233, 234, 254, 264, 265, 266, 276, 286, 288, 289, 297, 302,
317, 367, 375, 378, 387, 393, 403, 404, 413, 436, 437, 456, 465,
472, 476, 484, 531, 555, 589, 648, 654, 675, 683, 684, 691, 693.
BLANC (Louis) 395, 445.
BLIND (K) 22, 64, 65, 66, 75, 386, 434.
BLUHM (L) 288.
BLUM (R) 152, 155, 173, 205.
BLUMENBACH (F) 4.
BLUNTSCHLI 22, 79, 175, 203, 205, 282, 308, 309, 313, 314-352, 356, 357,
358, 359, 361, 363, 369, 370, 371, 379, 380, 398, 403, 593,
594, 620.

BÖHME (H) 15, 456.
BOIS-REYMOND (Du) 312.
BOUCHER (M) 657, 661, 663, 672.
BOURGET (P) 551.
BRAUN (Karl) 125.
BRENTANO (Lujo) 472, 473.
BRION (M) 504.
BRUCK 99, 233, 266, 280, 288, 462, 468-470.
BÜCHNER (Ludwig) 395, 426.
BUOL 57.
BURCKHARDT (J) 28, 34, 48, 76, 191, 198, 296, 494, 496, 503, 504-565,
536, 539, 547, 548, 555, 558, 559, 584, 587, 589, 590,
594, 597, 599, 606, 609, 615, 625, 634, 650, 656, 688,
689.
BURKE 23.
CAMUS 588.
CAPRIVI 409.
CATTANEO 21, 373.
CAVOUR 212.
CESAR 520, 538.
CHAMBERLAIN (H. S.) 652, 654, 655, 657, 664, 680, 691, 692.
CHEVALIER (M) 8, 9.
COBDEN 456, 459, 477, 483.
COMTE (Auguste) 236, 462.
CREUZER 496, 537.
CRUCE 456.
DANTE 249, 276, 497.
DARWIN 465, 466, 563, 691.
DELBRÜCK 468.
DÖLLINGER 209, 210.
DORN (Von) 484.
DOSTOIEVSKI 395, 575.
DRIESMANS 650, 654.
DROYSEN 48, 51, 55, 56, 505.
DROZ (J) 15, 101, 298, 458.
DUCOMMUN 396.

- DUPUY (R.J.) 580.
- ECKARDT (Julius von) 77, 483, 522.
- ECKARDT (Ludwig) 132-135, 150.
- EGIDY 635, 641.
- ENGELS 58, 70, 232, 256, 392, 393, 395, 412, 413, 414, 415, 417, 418,
425, 430-452, 453, 454, 503, 584.
- ENNEMOSER 12, 13.
- ESSELLEN 392.
- FALIMERAYER 10, 11, 12, 239, 431.
- FEUERBACH 151, 232, 377, 386, 658, 659.
- FICHTE 6, 8, 13, 19, 22, 23, 24, 26-28, 30, 33, 36, 38, 91, 236, 237,
250, 256, 259, 264, 273, 274, 292, 413, 487, 540, 627, 642.
- FICKER 92-95, 96.
- FISCHHOF 148-150, 402, 403.
- FOERSTER (R.H.) 15, 375.
- FÖRSTER (B) 675, 676.
- FÖRSTER (F.W.) 234, 248, 296.
- FOURRIER 236.
- FRANCOIS-JOSEPH 58, 468.
- FRANTZ (K.) 29, 95, 153, 174, 183, 185, 214, 221, 224, 231-296, 301, 309,
326, 335, 348, 349, 351, 363, 365, 412, 496, 514, 524, 531,
546, 615, 635, 636, 637, 639, 641, 642, 643, 645, 656, 663,
664, 674, 675, 691.
- FREDERIC II 9, 264, 351, 601, 623.
- FREDERIC-GUILLAUME IV 35, 349.
- FRIED (A.H.) 371.
- FRÖBEL (J.) 95, 135, 150-181, 182, 183, 185, 209, 216, 229, 231, 232,
233, 239, 243, 245, 261, 282, 296, 316, 409, 412, 424, 434,
454, 458, 471, 575, 581, 632, 662.
- FUSTEL de COULANGE 74.
- GALEER 394.
- GAMBETTA 428, 610.
- GARIBALDI 212, 254, 395, 420.
- GEISER 390, 391, 435.
- GENTZ 22-23, 27, 35, 336, 458, 461, 604.
- GERLACH (Leopold von) 121, 123.
- GERVINUS 83-87, 90, 91, 130, 131, 134, 217, 265.

GIESEBRECHT 93.
GOBAT 409.
GOBINEAU 4, 261, 319, 320, 498, 534, 563, 567, 657, 669, 670, 671, 673,
674, 691.
GOETHE 276, 561, 577, 596, 602, 614, 631, 666, 670.
GÖGG 392, 393, 395, 396, 404, 410, 435, 437.
GOLLWITZER (H) 15, 298, 458.
GÖRRES (G) 209, 501.
GÖRRES (J) 28, 29, 130, 185, 209, 210, 216, 227, 496, 537, 634.
GORTCHAKOV 110, 112, 114, 115, 119.
GOYAU (G) 185.
GRIMM (Jakob) 4, 505, 666.
GRÜN (Karl) 395.
GUILLAUME I 114, 118.
GUILLAUME II 119, 353, 385, 493, 680, 690.
HAHN (O) 395.
HÄLSCHNER 308-313, 318, 328, 334.
HAMANN 487, 627.
HAMILTON 19, 339, 370.
HARDENBERG 285.
HARTMANN (Ilse) 280.
HAXTHAUSEN 10, 11, 220, 243.
HECKER 155.
HEGEL 6, 19, 30-34, 36, 38, 84, 91, 114, 236, 237, 249, 257, 274, 308,
315, 322, 350, 414, 440, 462, 494, 499, 500, 503, 508, 509, 510,
537, 556, 627, 630, 631.
HEINE 577, 592, 595, 601.
HERDER 220, 494, 495, 596, 599, 600, 619, 627, 630, 631, 667.
HERWEGH 155.
HERZEN 397.
HESS (Moses) 395.
HETZEL 410.
HILLEBRAND 589-633, 645, 688.
HILLGRUBER (A) 15.
HILTY 80-82, 195, 338.

HITLER 107, 680.
HOCK 100.
HOLTZENDORFF (von) 314, 371, 379, 398.
HOMBURG (C) 146-148.
HUGO (V) 21, 375, 374, 395, 405, 406, 411, 526, 601.
JACOBY 155, 387, 388, 389, 395, 396, 399, 404, 435, 436.
JASPERS 544, 681, 688.
JOPP (S) 266.
JÖRG 29, 183, 185, 208-230, 231, 238, 239, 246, 271, 291, 297, 301, 309,
365, 412, 454, 496, 501, 546, 575, 632.
KAEGI (W) 506, 507, 513, 516, 521, 524, 527.
KANT 3, 19-22, 23, 24, 25, 27, 28, 79, 130, 282, 314, 334, 337, 341, 355,
362, 372, 373, 379, 402, 406, 410, 411, 422, 428, 477, 498, 556, 600,
683, 690.
KAUTSKY 425, 442, 447, 452.
KETTELER (W.E. von) 201-204, 209, 214, 230, 256, 271, 297.
KLEMM (G) 320.
KLOPP 95, 96.
KOSSUTH 205.
KRAUSE 22.
KUGELMANN 446.
KÜRNBERGER 154, 155.
LADENDORF 393, 396.
LAGARDE (P. de) 28, 99, 247, 262, 594, 615, 626, 636-642, 643, 645, 649,
650, 656, 661, 663, 664, 675, 681, 692.
LAMARTINE 434, 601.
LAMMERS 302, 303.
LANGBEHN 28, 614, 642, 648-657, 661, 667, 669.
LASAULX (E. von) 28, 34, 210, 215, 220, 494, 496-503, 510, 514, 517, 518,
519, 520, 529, 530, 537, 538, 539, 634.
LASSALLE 58, 257, 286, 376, 413, 414, 415, 419, 420, 424, 436, 437, 438,
453, 484.
LASSEN (C) 320.
LAVELEYE 356.
LE BON (G) 527.
LEDERMANN (L) 296.

- LEIBNIZ 3, 25, 95, 236, 265, 276, 291, 372, 556, 683.
LEMBERG (E) 74.
LIEBKNECHT (W) 376, 390, 412, 413, 415, 417, 427, 430, 435, 440, 453.
LIST 288, 457-461, 463, 466, 467, 468, 469, 471, 475, 477, 480, 487,
488, 578.
LISZT (F.von) 106.
LORIMER 341, 342, 345, 347, 356, 403.
LOUIS II 234, 670.
LÖWENTHAL 375, 385, 395, 398, 407, 408, 409, 412.
LOYOLA (I de) 350.
LUTHER 90, 248, 350, 547, 556, 586, 653, 654.
MACHIAVEL 249, 515.
MACKAY 373, 411.
MANN (Golo) 112.
MANN (TH) 248, 586, 661, 690.
MANTEUFFEL 233
MARTIN (Henri) 286.
MARX (Jenny) 418.
MARX (K) 6, 34, 58, 70, 76, 151, 218, 232, 241, 256, 257, 286, 349, 392,
393, 412, 413, 414, 415, 418, 420, 425, 430-452, 453, 454, 458,
462, 478, 503.
MAURRAS 272.
MAXIMILIEN II 41, 233, 234.
MAZZINI 65, 66, 181, 212, 254, 373, 415, 423.
MEHRING 389, 438.
MEINECKE 38, 43, 91, 114, 514, 525.
METTERNICH 3, 22, 55, 56, 57, 59, 68, 105, 232, 430, 458, 601.
MEYER (C.F) 532.
MICHELET 286, 594.
MOLINARI (Gr.de) 381, 456.
MÖLLER VAN DEN BRUCK 587.
MOMMSEN (Th) 74.
MOMMSEN (W) 44.
MONTESQUIEU 9, 274, 318, 600, 601.
MORGAN (R) 453.

- MOZART 555, 585.
MÜLLER (A) 26, 29, 235, 458, 645.
MÜLLER (J. von) 9.
MUSÄUS (J) 177.
NAUMANN 106, 461.
NAPOLEON I 23, 139, 162, 177, 196, 250, 260, 264, 293, 356, 520, 561,
569, 577, 582, 584, 603.
NAPOLEON III 56, 58, 61, 66, 71, 133, 153, 177, 178, 195, 196, 197, 198,
211, 212, 213, 219, 250, 258, 260, 312, 373, 394, 414, 432,
437, 438, 444.
NIETZSCHE 6, 17, 28, 34, 48, 76, 249, 265, 426, 494, 496, 503, 509, 516,
531, 533, 534, 536-588, 589, 590, 591, 593, 595, 597, 600, 609,
613, 615, 616, 618, 621, 625, 626, 627, 632, 634, 638, 640, 642,
645, 649, 650, 653, 654, 656, 657, 660, 667, 675, 679, 688, 689,
691, 692.
NORDAU 568, 584.
NOVALIS 7, 24, 25, 36, 208, 276, 640, 654, 668.
NOVOTNY (A) 127.
OSSEG (A) 205-208, 212, 213, 297, 309, 639, 691.
PALACKY 102, 151.
PEEZ 467, 468, 470, 480-482, 484, 489, 490, 492, 493.
PENN 9.
PESTALOZZI 394.
PFEIFER 428.
PFLANZE (O) 15.
PFLEIDERER 312.
PFORDTEN (von der) 83, 95.
PIERRE-LE-GRAND 139, 140, 240, 520, 521.
PLANCK (K.C.) 271, 643-647, 648.
PLATON 498, 541.
POTONIE 407.
PRADT (De) 8, 9, 479.
PREEN (von) 505, 522, 523, 525, 527, 528, 529, 532.
PREUSS (Hugo) 131, 482.
PROUDHON 82, 130, 145, 212, 247, 259, 260, 270, 282, 381, 409, 424, 549,
659.
RADOWITZ 14.
RANKE 6, 35-49, 84, 97, 114, 116, 159, 232, 238, 239, 264, 273, 274, 317,
340, 505, 507, 510, 513, 517, 521, 529.

- RATZEL 465.
RECHBERG 100.
REICHENSBERGER (A) 200.
REICHENSBERGER (P) 200.
RENAN 74, 75, 77, 80, 301, 377, 522, 523, 594, 609.
RENNER (Karl) 148.
RENOUVIN (P) 15, 301, 374.
RICHTER (E) 404.
RICHTER (F) 477.
RILKE 533.
RITTER (G) 279.
RÖCKEL 658, 659.
ROHMER (F) 316, 319.
ROHMER (Th) 316, 351.
ROLLAND (R) 586.
ROSENBERG (A) 534, 587, 678, 680, 692.
RÖSSLER 107, 484.
ROUSSEAU 19, 23, 25, 79, 314, 341, 349, 372, 523, 528, 547, 600, 690.
RUGE 151, 155, 375, 396, 434.
SAINT AUGUSTIN 498.
SAINT-PIERRE (Abbé de) 3, 9, 19, 25, 279, 282, 284, 314, 336, 337, 340,
347, 355, 372, 461, 690.
SAINT-SIMON 236, 659, 690.
SALIN 585.
SAVIGNY 315, 536.
SAY (J.B.) 459, 477.

SCHÄFFLE 272, 462, 464-466, 472, 479, 481, 646.
SCHAPER (E) 257, 295.
SCHAUENBURG 535.
SCHELLING 28, 30, 232, 236, 264, 265, 268, 494, 496, 497, 498, 505, 514,
520, 536, 537.
SCHEMANN 261.
SCHIEDER (Th) 15.
SCHLEGEL (A.W.) 26, 496, 537.

SCHLEGEL (F) 4, 8, 22, 25, 27, 29, 37, 235, 276, 320, 496, 634, 672.
SCHLEIERMACHER 28, 315.
SCHLIEF 353-368, 369, 371.
SCHMERLING 103.
SCHMID (R) 66.
SCHMIDT-PHISELDEK 8, 479.
SCHMITTMANN 296.
SCHMOLLER 472, 473, 474, 475, 481.
SCHNABEL (F) 110.
SCHOPENHAUER 48, 520, 556, 577, 627, 660, 667, 687, 688.
SCHÜCKING 370, 371.
SCHULZE-DELITZSCH 52, 302, 396.
SCHUMAN (R) 453.
SCHUMANN (A) 636.
SCHUSELKA 103.
SCHWARZENBERG 99, 232, 233, 266, 288, 468.
SCHWEINITZ 115, 120.
SCHWEITZER 453.
SEGESSER 186-200, 221, 230, 297, 299, 691.
SIEMENS 100.
SIMON (Jules) 395.
SIMON (Ludwig) 404.
SMITH (Adam) 456, 457, 459, 477, 483.
SOCRATE 541, 547.
SOMBART 462, 690.
SONNEMANN 401.
SORGE 450.
SPENGLER 39, 495, 496, 498, 533, 587, 689.
SRBIK 51, 57, 95, 498, 537.
STAHL 308, 349, 505.
STANGL (H) 271.
STEDING 534, 587, 656.
STEIN (Vom) 285.
STEIN (L. Von) 462-464, 465.
STIRNER 232, 255.

STRAUSS (D.F.) 74, 75, 77, 80, 232, 315, 327, 523.
STRUVE 155, 386, 392, 434.
SULLY 263, 282, 347.
SUTTNER (Bertha von) 371, 383, 409.
SYBEL 48, 51, 92, 95-97, 317, 594, 625.
THIERS 111, 112, 113, 594.
TOCQUEVILLE (de) 8, 9, 216, 241, 243, 259, 286, 458, 460, 479, 593, 609.
TOLSTOI 152.
TOUSSENEL (A) 262.
TREITSCHKE 33, 48, 51, 68, 71, 72, 73, 74, 87-91, 131, 339, 353, 362,
514, 625.
TRENDELENBURG 308, 371.
ULLNER (R) 172.
UMFRID (O) 371, 644.
VACHER de LAPOUGE 493, 657.
VALENTIN (V) 15, 374, 375, 644.
VALERY (P) 586.
VERMEIL (E) 24, 656, 657, 668.
VIRCHOW 320.
VÖGELIN 534.
VOGELSANG 265.
VOLLGRAFF 494-496, 497, 499, 502, 503, 521, 573.
VOGT (Gustav) 396, 397, 402, 404, 591.
VOGT (Karl) 76, 77, 778, 132, 396, 522, 591.
WAGNER (Adolf) 68-70, 472, 473.
WAGNER (Richard) 17, 28, 62, 151, 233, 234, 261, 265, 267, 276, 284, 296,
317, 555, 557, 558, 577, 595, 614, 616, 626, 627, 635,
636, 639, 642, 648, 652, 657-680, 688, 689, 692.
WAHRMUND 674, 675, 676.
WAITZ 95.
WEHBERG (H) 15, 371, 374, 644.
WEISS (Guido) 388, 389.
WEITLING 316.
WESTPHAL 532.
WIDENMANN 224.

WINDISCHGRÄTZ 152, 173.

WINDTHORST 201.

WOLTMANN 493, 654, 655.

WOLZOGEN 670, 671, 674.

YOUNG. 4.

TABLE DES MATIERES.

Introduction générale p.2

PREMIERE PARTIE

L'IDEE D'EUROPE ET LA QUESTION ALLEMANDE.

Chapitre 1 : Les fondements philosophiques de l'idée d'Europe.

- 1) Le fédéralisme républicain de Kant p.19
- 2) La pensée européenne de Friedrich von Gentz, des romantiques et de Fichte p.22
- 3) Hegel : l'Europe "germanique" et la réalisation de la liberté p.30

Chapitre 2 : L'Europe romano-germanique de Ranke.

- 1) Ranke, les romantiques et Hegel p.35
- 2) La communauté latine et germanique : dynamisme et expansion p.39
- 3) Le "génie de l'Occident" : équilibre et polarité .. p.43
- 4) L'Europe transcendante de Ranke p.46

Chapitre 3 : L'idée d'Europe et l'unité allemande.

I- De la révolution de 1848 à la guerre d'Italie

- 1) La naissance d'une nouvelle Allemagne p.50
- 2) La guerre de Crimée p.54
- 3) La guerre d'Italie p.58

II- La controverse sur le principe des nationalités.

- 1) Les incertitudes du principe national p.60
- 2) Les adversaires du principe national p.63
- 3) Les partisans du principe national p.67
- 4) Nationalité "occidentale" et nationalité "romantique" p.72
- 5) une nationalité composite : la Confédération Helvétique p.79

III- Le débat sur le fédéralisme et l'unitarisme.

- 1) La polémique Gervinus-Treitschke p. 83
- 2) La polémique Ficker-Sybel p. 92

IV- L'"Europe centrale", l'idée d'Europe et l'idée nationale.

- 1) "Mitteleuropa" entre l'Autriche et la Prusse p. 98
- 2) Le fédéralisme autrichien et l'Europe centrale p. 101

Chapitre 4 : Bismarck et l'idée d'Europe.

- 1) L'"Europe" et la "Realpolitik" p. 107
- 2) "Who is Europe?" p. 110
- 3) Une Europe multiforme p. 116
- 4) L'Allemagne, centre de gravité de l'Europe p. 123

DEUXIEME PARTIE

L'IDEE DE COMMUNAUTE POLITIQUE ET ECONOMIQUE DE L'EUROPE.

Chapitre 1 : L'Europe des fédéralistes

- Introduction p. 130
- I- Dix années de plans fédéralistes (1859-1869)
- 1) L. Eckardt et la fédération républicaine des peuples (1859) p. 132
 - 2) Les "Etats-Unis d'Allemagne" (1860) et la triade européenne p. 135
 - 3) "Europa : wird es republikanisch oder kosakisch?" (1864)
 - A) L'eupéanisation de la Russie p. 139
 - B) La fédéralisation de l'Europe p. 141
 - C) Le fédéralisme germanique p. 145
 - 4) L'Allemagne du Sud et l'Autriche contre l'unitarisme.
 - A) C. Homburg apologiste des petits peuples p. 146
 - B) La fédération d'Europe centrale d'A. Fischhof. p. 148
- II- Le fédéralisme de Julius Fröbel.
- 1) J. Fröbel homme politique et journaliste p. 150
 - 2) L'expérience américaine de Fröbel p. 154

3) L'Europe, terre de la culture idéale	p. 156
4) La Russie et le réalisme américain	p. 158
5) L'Europe dans la triade mondiale	p. 161
6) Relativité de l'Europe	p. 166
7) Les "Cantons d'une grande confédération"	p. 169
8) Le fédéralisme fröbélien	p. 172
9) L'Allemagne et la fédéralisation de l'Europe	p. 177
Conclusion	p. 181

Chapitre 2 : L'Europe des chrétiens

Introduction	p. 185
--------------------	--------

I- Les défenseurs de l'Europe catholique.

1) la "monarchie démocratique" de P.A. von Segesser.	
A) Les fondements chrétiens de l'Europe et les rapports entre l'Eglise et l'Etat	p. 187
B) l'expansion européenne et l'Amérique	p. 189
C) La "monarchie démocratique" et la prédominance du principe latin	p. 193
D) L'Europe face à l'absolutisme germanique	p. 197
2) Catholiques de Rhénanie et d'Allemagne du Sud.	
A) W.E. von Ketteler : christianisme germanique et paganisme latin	p. 200
B) A. Osseg glorificateur de la "Famille des Etats"	p. 205
3) J.E. Jörg : Les "Historisch-politische Blätter" de Munich	
A) Jörg homme politique et journaliste	p. 208
B) La désagrégation de l'Europe historique	p. 210
C) L'Europe entre les "Deux Grands"	p. 216
D) Croisade, expansion européenne et restauration de l'ordre chrétien	p. 221
E) Le règne de l'Antéchrist	p. 227

II- Le fédéralisme chrétien et germanique de K. Frantz.

1) Genèse des idées politiques de Frantz	
A) La carrière d'un penseur solitaire	p. 231
B) Aperçu de sa philosophie de l'histoire	p. 235
2) L'Europe entre deux géants.	
A) Une Europe chrétienne et germanique	p. 238

B) Le péril russe	p. 239
C) Le colosse américain	p. 243
3) La décadence de l'Europe moderne.	
A) L'intrusion du principe romain	p. 246
B) Les séquelles de la Révolution française	p. 250
C) La corruption occidentale et la dégradation du germanisme	p. 257
4) La restauration de l'Europe	
A) L'Allemagne médiatrice de l'Europe	p. 266
B) Vocation politique, économique et sociale allemande	p. 269
C) Retour aux sources du christianisme germanique	p. 272
D) L'idée de "Reich"	p. 277
E) La confédération d'Europe centrale	p. 279
5) La réorganisation politique de l'Europe	
A) Le fédéralisme chrétien de K. Frantz	p. 282
B) Restructuration de l'Europe	p. 285
C) De l'alliance germanique à la "Sainte-Alliance chrétienne"	p. 288
D) Rechristianisation de l'Orient et expansion européenne	p. 290
Conclusion	p. 296

Chapitre 3 : L'Europe des juristes.

Introduction	p. 300
I- Deux projets d'organisation juridique.	
1) L'"Union européenne" de E. Baltzer	p. 303
2) Le "Système d'Etats" de H. Hälschner	p. 308
II- J.C. Bluntschli et l'apothéose du droit européen.	
1) De la cité helvétique à l'Europe confédérée	p. 314
2) La Terre promise des Aryens	p. 319
3) L'Europe une et diverse	p. 323
4) Le couple romano-germanique	p. 329
5) Le rêve de l'Etat universel	p. 331
6) L'Organisation de l'Union des Etats européens (Die Organisation des europäischen Staatenvereins)	p. 335
7) La "monarchie organique" allemande	p. 348

III- La "Paix en Europe" d'E. Schlieff.

1) La paix par le droit international	p. 353
2) Le "Système des Etats européens"	p. 357
3) Colonisation et civilisation	p. 362
4) Aspects politiques d'un problème juridique	p. 365
Conclusion	p. 369

Chapitre 4 : L'Europe des pacifistes

Introduction	p. 372
I- Le pacifisme intégral d'E. Löwenthal.	
1) Le "Parti de l'Union Européenne" et la codifica- tion du droit	p. 375
2) Si vis pacem, para pacem.	p. 380
II- Les démocrates allemands et la paix de l'Europe.	p. 386
III- La "Ligue internationale de la paix et de la liberté" et l'idéal des Etats-Unis d'Europe.	
1) Pacifistes républicains suisses	p. 392
2) Si vis pacem, para libertatem.	p. 395
3) La fédération impossible	p. 400
Conclusion	p. 408

Chapitre 5 : L'Europe des socialistes.

Introduction	p. 412
I- La social-démocratie : internationalisme et révolution nationale	p. 413
II- J.P. Becker et la "République social-démocratique des Etats-Unis d'Europe".	
1) Fraternité démocratique et internationalisme prolétarien	p. 418
2) L'Europe du "siècle social"	p. 420
3) Du nationalisme à l'internationalisme	p. 422
4) Becker, l'Internationale et la Ligue de la paix	p. 424
5) La persistance du fédéralisme	p. 426
III- Marx-Engels : l'Europe et la révolution mondiale.	
1) Contre l'Internationale des puissances réactionnaires	p. 430

2) La critique des idéologies "bourgeoises"	p. 434
3) Etats nationaux et hiérarchie des nations	p. 437
4) L'Allemagne, la France et la révolution prolé- tarienne	p. 444
5) Les crises du monde capitaliste et la naissance de l'Europe socialiste	p. 448
Conclusion	p. 453

Chapitre 6 : l'Europe des économistes.

Introduction	p. 456
1) Le "Système national d'économie politique" de F. List.	p. 457
2) La philosophie économique de L. von Stein et d'A. Schäffle	p. 462
3) L'"Europe centrale" entre protectionnisme et libre-échange	p. 466
4) Métamorphoses de l'"Europe centrale" après 1871	p. 472
5) Esquisses d'association continentale	p. 477
6) Anarchie européenne et concurrence mondiale	p. 482
Conclusion	p. 487

TROISIEME PARTIE

L'IDEE DU DECLIN ET DE LA REGENERATION DE L'EUROPE.

Chapitre 1 : J. Burckhardt et le déclin de l'Europe humaniste.

1) Les précurseurs : Vollgraff et Lasaulx	P. 494
2) La cité bâloise et l'Europe des cultures	p. 504
3) Burckhardt historien de la civilisation	p. 507
4) L'idée de la continuité européenne	p. 511
5) L'esprit occidental en péril	p. 517
6) Les "Terribles simplificateurs"	p. 522
7) Burckhardt et le problème de la régénération	p. 529
8) Sauvegarde des valeurs traditionnelles	p. 532

Chapitre 2 : Nietzsche, le "Bon Européen"

- 1) La Grèce, aurore de l'Europe p. 536
- 2) La corruption judéo-chrétienne p. 541
- 3) Le procès des "nouvelles idoles"..... p. 544
- 4) Les prodromes du nihilisme européen p. 550
- 5) L'Allemagne, le "plat pays de l'Europe" p. 554
- 6) "Bons Européens" et "libres esprits" p. 558
- 7) Vers la superrace européenne p. 561
- 8) Maîtres et esclaves p. 565
- 9) Le surhomme est-il européen ? p. 569
- 10) L'union de l'Europe et la "Grande politique" p. 572
- 11) Nietzsche et la quête du Sud p. 584

Chapitre 3 : Karl Hillebrand et la crise de la culture occidentale.

- 1) Un émigré cosmopolite p. 589
- 2) Vue panoramique de l'Europe classique p. 595
- 3) La dialectique des génies nationaux p. 602
- 4) Le naufrage de l'Europe traditionnelle p. 609
- 5) La "Franc-Maçonnerie invisible de la culture"
ou l'aristocratie de l'esprit p. 616
- 6) L'idéalisme allemand et le "Grand régénérateur" p. 622
- 7) Un européenisme exclusif et authentique p. 630

Chapitre 4 : La résurrection de l'Europe par le germanisme.

- I- Le renaissance par la spiritualité allemande.
- 1) Paul de Lagarde et la religion nationale p. 636
 - 2) K.C. Planck et le christianisme corporatiste p. 643
- II- J. Langbehn ; religion de l'art et sang nordique p. 648
- 1) Principe celto-latin et principe gréco-germanique p. 649
 - 2) Une Europe bas-allemande p. 652
- III- Le wagnérisme et le salut de l'Europe
- 1) Déclin et révolution p. 657
 - 2) La rédemption par l'idéalisme allemand p. 660

3) L'Europe, Royaume du Graal	p. 665
4) Esprit germanique et sang arien	p. 669
Conclusion générale	p. 681
Bibliographie	p. 694
Index	p. 725
Table des matières	p. 736